



Causeries août 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 22 août 2008

Désormais les infos en bref ne figureront plus dans la page d'accueil, car elles l'allourdissaient considérablement et m'empêchait d'y faire figurer d'autres articles.

Vous ne trouverez que les titres dans la page d'accueil. Si vous voulez aller directement à la page des infos du mois en cours, il vous suffit de cliquer sur le lien qui figure dans la barre des menus en haut de l'écran ou dans celui qui est présent en dessous des titres de la dernière mise à jour.

Je vais réfléchir à la manière d'organiser différemment la page des infos pour la rendre plus agréable et accessible, mais cela me semble compliqué parce que je ne sais pas à l'avance de quoi sera fait l'actualité. J'essaie de gagner du temps de mon côté, tout en vous en faisant gagner aussi, sinon c'est stupide, le site vous est destiné en priorité et je sais que vous bossez et n'avez pas de temps à gaspiller.

J'ai réalisé ce site en privilégiant l'écriture au détriment des symboles ou des pictogrammes. L'informatique est entrée dans ma vie un peu tard et je n'ai pas envie de me conformer à la mode qui consiste à représenter un mot par une figure abstraite.

De plus, l'ordinateur se substituant de plus en plus au stylo et au papier, on pourrait avoir tendance à ne plus savoir écrire et lire correctement, ce qui serait un handicap de plus pour nous. Les gosses savent se servir d'une console de jeu avant de savoir lire, ce qui montre selon moi à quel degré de décadence la société bourgeoise est tombée, ce n'est donc pas une raison pour l'imiter.

Un mot de politique très vite.

J'ai lu la page 2 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, la page des "chroniques" qui inclut l'éditorial de D. Gluckstein, en lisant cette page on a l'impression de lire des informations syndicales, y compris l'éditorial - j'en parle dans la première info en bref d'aujourd'hui, au point de se demander si le POI est vraiment un parti politique ou s'il est devenu un rouage de l'appareil de FO, c'est tellement frappant que je n'ai pu m'empêcher de vous le signaler.

Pour Gluckstein, le gouvernement n'a pas fait son travail, il ne s'est pas engagé à mettre en oeuvre "*un plan de relance*", pour soutenir la consommation comme dirait Mailly, au nom des intérêts des travailleurs évidemment. L'objectif du combat du mouvement ouvrier ne doit pas aller au-delà de l'adaptation au capitalisme qui agrémentée de nationalisations (capitalisme d'Etat) et de services publics serait d'une certaine manière la réalisation du socialisme.

En lisant la littérature de FO on constate à chaque page des coïncidences avec la politique menée par le POI, mais peut-on encore parler de coïncidences ?

FO s'inquiète dans un document intitulé *De la crise financière au troisième choc pétrolier "Par le repli de la consommation c'est toute la machine économique qui risque de dérailler"*. Car " pour soutenir durablement la croissance il faut revenir aux augmentations collectives du salaire direct comme le revendique avec constance et raison Force Ouvrière. Le chef de l'État qui promettait de ramener la croissance avec les dents, aurait-il perdu son dentier?". Même discours, non ?

La hausse des salaires pour la hausse des salaires sert avant tout à assurer la paix sociale et la survie du capitalisme. Par contre lorsque le combat pour la hausse des salaires est associé au combat pour en finir avec le gouvernement et les institutions de la Ve république, il remet directement en cause les fondements du capitalisme. Et permet de construire un parti sur les bases du socialisme et de former de véritables combattants révolutionnaires, ce qui n'est évidemment pas le cas au POI ni ailleurs il faut le préciser.

Deux politiques incompatibles parce qu'elles poursuivent des objectifs différents, c'est assez facile à comprendre.

Notre objectif politique, mais aussi syndical, n'est pas de permettre aux travailleurs de pouvoir supporter davantage le capitalisme, mais de s'engager dans le combat pour l'abattre. Si la question de l'amélioration du sort de la classe ouvrière ne passe pas par la prise de conscience qu'il faut en finir avec le capitalisme, il ne sert à rien de la poser.

Oui camarades, l'objectif du combat syndical c'est aussi l'abolition du salariat, donc du capitalisme, c'est écrit noir sur blanc dans la Charte d'Amiens dont les uns et les autres se réclament abusivement.

Et si le combat syndical part de revendications économiques dans l'entreprise, il pose aussi la question des fondements des rapports sociaux d'exploitation. Ensuite, c'est au combat politique de prendre la relève pour aller jusqu'au bout de cette analyse qui conduit à poser la question du pouvoir politique.

S'arrêter en chemin serait la pire des choses et conduirait infailliblement à tous les reniements, à la capitulation devant le réformisme qui rime aujourd'hui avec réaction.

Le 23 août 2008

Afin d'améliorer la présentation du site, cette rubrique plus personnelle mais aussi politique sera classée séparément, j'ai ajouté un lien dans la barre des menus en haut de l'écran pour accéder aux notes du mois en cours et des mois précédents.

Je n'ai pas beaucoup dormi la nuit dernière à cause d'un gros orage. J'en ai profité pour lire un peu.

On pouvait lire cette remarque pertinente de Spinoza dans son *Traité de l'autorité politique* : "*La nation, certes n'est pas à l'abri de tout motif de crainte et, de même que chaque citoyen ou que chaque homme à l'état de nature*". Ceux qui nous gouvernent le savent très bien, eux qui s'emploient à entretenir un climat de psychose permanent au nom de la lutte contre le terrorisme.

Voici un passage de l'ouvrage *Les politiques* d'Aristote qui va comme un gant au parvenu qui trône au Palais de l'Élysée : "*Les démocraties changent principalement du fait de l'audace des démagogues. (...) Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège [la constitution] se changeait en tyrannie. Car la majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs de démagogues*".

Je n'ai fait que feuilleter distraitement ces ouvrages. Je ne me suis arrêté à la description de la société à leur époque qui ne présente qu'un intérêt relatif aujourd'hui, par contre s'agissant du comportement des hommes qu'ils ont étudié, j'ai remarqué que l'on retrouve les mêmes traits significatifs (psychologique) à travers les âges bien que la société d'aujourd'hui n'est plus grand chose à voir avec la leur.

Étudier le caractère des hommes et leurs réactions psychologiques face à certaines situations ne manque pas d'intérêts lorsque l'on prétend vouloir les aider à s'émanciper de l'obscurantisme et de la servitude, de l'esclavage, servitude qui exista de tout temps, pas forcément entre les hommes, mais vis-à-vis de la nature dont ils ignoraient le fonctionnement.

La pire des choses consiste à penser que l'on est différent des autres, car étant donné que c'est à travers les autres que l'on apprend à se connaître soi-même, témoigné du mépris en vers les autres, c'est le meilleur moyen pour ne jamais réussir à se connaître vraiment, tout du moins autant que l'existence nous le permet.

Dans bien des cas il faut se montrer plus tolérant avec les autres qu'en vers soi-même car nous n'avons aucun droit sur eux, ni le droit de les juger. De la même manière que rien ne peut remplacer l'expérience ou la pratique dans bien des cas, au lieu de se

mettre sans cesse à la place des autres, on ferait mieux de s'appliquer à mettre en adéquation nos actes et nos idées ou principes, afin d'éviter bien des confusions et des complications inutiles dans nos rapports avec les autres. Quand je parle des autres, c'est bien entendu en tenant compte des rapports sociaux qui existent dans la société bourgeoise.

Bon week-end à tous.

Le 24 août 2008

J'ai modifié le titre de cette rubrique qui ressemble davantage à un monologue ou une discussion à bâtons rompus, je préfère "causerie", un modeste clin d'oeil à Lénine qui utilisa cette formule.

Le site a pris une tournure didactique au fil du temps, ce qui correspond à sa vocation : apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, pour reprendre là encore une formule de Lénine. C'est peut-être la raison pour laquelle certains militants lui trouve un ton professoral qui les gêne, ils me reprochent de me poser en donneur de leçons, alors qu'en réalité je ne suis que l'ordonnateur des connaissances récoltées ici ou là, je ne prétends pas qu'elles m'appartiennent contrairement à beaucoup d'autres qui prétendent détenir la vérité et s'emploient à l'imposer aux autres.

Contrairement à nos procureurs généraux, Lénine avait certes une capacité de réflexion très élaborée, il avait l'avantage sur nous d'être marxiste jusqu'au bout des ongles, mais il savait la mettre à la portée des militants et des travailleurs. Imaginez un instant camarades quel talent il fallait avoir pour se mettre à la portée de la classe ouvrière russe du début du XXe siècle et gagner sa confiance, on ne peut être qu'admiratif devant un tel exploit, sans tomber dans le culte de la personnalité. On se dit automatiquement : mais comment il a fait, il faut aller à son école pour ensuite l'imiter afin de rendre plus accessible nos idées aux travailleurs et aux militants.

En comparaison, quand on lit la littérature des différents partis ouvriers qui s'adressent aujourd'hui aux travailleurs avec leurs terminologies très spécialisées qui échappent aux néophytes en politique, leurs expressions pleines de sous-entendus incompréhensibles pour la plupart des travailleurs, leurs formules abscons qui renvoient à des expériences ou des connaissances qu'ils sont seuls à avoir vécues ou qu'ils ont acquises, on se dit qu'il y a là un réel problème, qu'ils ne s'adressent pas à la classe ouvrière dont le langage est beaucoup plus simple et direct. Il est parfaitement évident que si les bolcheviks avaient employé dans leurs tracts et leurs publications destinés aux travailleurs, le langage qu'utilise aujourd'hui tous les partis, il n'aurait jamais pu construire leur parti, encore moins prendre le pouvoir. J'y reviens plus loin à partir d'un exemple.

Quand on lit la presse ouvrière, on est frappé immédiatement par le fossé qui sépare l'auteur d'un article des lecteurs auxquels il est en principe destiné. On le sent spontanément plus qu'on ne le devine, c'est épidermique, on se dit que l'on n'est pas pareils, on a l'impression d'avoir à faire à quelqu'un de supérieur à nous ou de différent, parce qu'il nous parle d'une manière qui n'est pas la nôtre, on devine que ce n'est pas un ouvrier qui a écrit cela ou alors qu'il a subi une déformation qui nous le rend inaccessible. On ressent un malaise, on prend ses distances par crainte d'être abusé par quelque chose qui nous échappe ou qu'on n'arrive pas à cerner, on a appris à être vigilant après tant de manipulations et de trahisons sournoises. Bref, on ne peut pas dire qu'un climat de confiance s'installe spontanément entre le lecteur et l'auteur d'un article.

Quand on a du mal à comprendre certains passages du contenu d'un tract ou d'un article parce qu'il a été rédigé dans un langage trop théorique, il est difficile ensuite de dire si l'on partage ou non les idées de l'auteur, on reste sur sa fin, on croit avoir compris où il voulait en venir mais on n'en est pas toujours certain, un doute persiste. Or un doute n'est pas forcément suivi d'un questionnement pour en savoir davantage, la plupart du temps on ne se pose pas de questions et l'on passe à autre chose, s'il s'agissait d'un tract, on en a oublié le contenu deux minutes après. Pour qu'il y ait questionnement, il ne faut pas seulement qu'il y ait la volonté d'en savoir plus, faut-il encore en avoir les moyens, et c'est là qu'est le problème, car la plupart des travailleurs n'en ont pas les moyens, sinon il ne serait pas nécessaire d'aborder ce sujet, car ils auraient déjà acquis un niveau de conscience politique beaucoup plus développé.

La bourgeoisie sait parfaitement se mettre à la portée des masses pour diffuser ses idées et les tromper. La presse écrite et télévisuelle s'emploie à utiliser un jargon basique pour demeurer populaire, c'est la recette de leur succès. Et quand on se moque du langage élémentaire utilisé par Sarkozy pour haranger les foules ou interpeller la population, on pense qu'il est débile, alors que sa pédagogie simpliste ne sert qu'à atteindre sa cible et son objectif. Il se fout pas mal de ce qu'on pense du niveau intellectuel qui transparaît à travers son langage, car après tout il reflète davantage celui des masses que le sien, ne commettons pas l'erreur de le prendre pour un abruti complet, pas plus que Saakachvili, l'avocat new-yorkais devenu président de la Géorgie lorsqu'il dit que les Russes sont "*méchants*" ou "*mauvais*" (lu dans une dépêche de presse), ou encore Bush avec sa rhétorique basique qui lui donne un caractère infantile, parce qu'à tout bien considérer, cela correspond au niveau général de compréhension qu'ont nos contemporains du monde dans lequel nous vivons.

Eux ils le savent et nous nous refusons d'en tenir compte, on préfère se dire que les masses ont dépassé ce stade ou qu'elles méritent mieux, on préfère se dorloter d'illusions plutôt que de regarder la réalité en face, une fois de plus.

Notre politique est juste, on milite, on a fait ce qu'il fallait, le reste ne nous concerne pas. Et si l'on piétine depuis plus d'un demi siècle sans avoir réussi à construire le moindre embryon de parti révolutionnaire, on n'y est pour rien, ne cherchons pas quelles erreurs on aurait pu commettre, ne nous posons pas la question de savoir si on a bien abordé les problèmes sous le bon angle, non, on maîtrise à fond notre sujet, secrètement on détient la vérité : nous sommes les héritiers de Lénine et Trotsky, de la révolution russe, de la tradition révolutionnaire du prolétariat, de l'opposition de gauche, et si le marxisme n'est pas mort c'est bien grâce à nous, c'est donc impossible que l'on se soit à ce point fourvoyé, comme si à elle seule la volonté ou la sincérité pouvait suppléer toutes les faiblesses ou carences.

Personnellement, je préfère avancer prudemment, reculer parfois, plutôt que d'esquiver les problèmes ou les difficultés pour ne jamais m'atteler à les résoudre. Et si en exposant mes propres faiblesses je me fais taper dessus, il n'y a que ceux qui frappent qui se font mal.

Une autre fois on traitera de la flatterie, de la condescendance des intellectuels que j'ai croisés sur Internet, qui m'accordent quelques qualités pour finalement me faire comprendre que je suis un abruti fini qui n'a rien compris. Et pour la petite histoire, je n'ai rien répondu, j'ai fait comme si je n'avais rien vu pour que l'intéressé aille jusqu'au bout de son raisonnement et j'ai été servi, je me suis bien amusé. Mon jeu favori consiste à berner les intellectuels en les laissant croire qu'ils sont plus intelligents que la moyenne, il faut bien trouver des compensations à notre tâche qui est parfois bien ingrate.

Si vous voulez savoir ce qu'a dans le bide un intellectuel en règle générale, installez-vous dans un rapport de dominant à dominé, c'est dans ce genre de rapports qu'il excelle, il va se lâcher, ne plus se sentir pisser, flattez-le un brin si vous sentez qu'il faiblit, il faut qu'il soit intarissable sur son sujet, accompagnez-le en douce jusqu'au bout de son analyse, j'allais ajouter dégustez-le enfin lorsqu'il est à point, mais je ne le dirais pas pour ne pas froisser les camarades intellectuels avec lesquels j'entretiens de bonnes relations, ils savent bien que ces lignes ne s'adressent pas à eux.

Comme je ne suis pas un ouvrieriste, je dirais qu'il ne faut pas oublier de dire que les pires, ce sont les ouvriers qui sont devenus des intellectuels ou qui pensent davantage que les autres et qui pour cette raison méprisent encore plus les autres ouvriers. Regardez Staline, Marchais ou Thibault. On dit aussi qu'il n'y a pas pire que les nouveaux riches ou un ouvrier qui a réussi selon les critères en vigueur dans leur société. Je suis bien placé pour en parler puisque je suis un ouvrier devenu un peu un intellectuel.

Comme tout ouvrier qui n'a pas suivi un cursus universitaire, cela va peut-être vous paraître étrange, je suis limité, je le serais sans doute même en étant passé par l'université comme chacun d'entre nous, mais pas tout à fait de la même manière. Je dois faire un effort supplémentaire pour faire preuve de logique ou manier la dialectique, je n'ai pas manié la logique pendant des années quotidiennement comme le font les étudiants, de plus ils sont obligés d'emmagasiner une somme importante de données précises qu'ils doivent être capables de sortir n'importe quand, n'étant pas passé par là, j'ai une mémoire capricieuse parce que je ne l'ai jamais soumise à cette discipline, même mon niveau d'attention n'est pas le même, etc., j'ai ainsi des faiblesses importantes que n'ont pas les intellectuels, je le sais et je dois faire avec.

Le piège pour un ouvrier qui apprend à penser, c'est à un moment donné de rester bloquer sur ce qu'il croit avoir compris, il considère que cet acquis est définitif, qu'il est arrivé, ensuite il ressasse toute sa vie la même chose. Vous me direz qu'il n'a pas besoin de commencer à penser pour arriver à cet état de léthargie intellectuel, il est dans la nature de chaque homme de penser qu'il est intelligent depuis sa naissance, mon père était ainsi et c'était invivable. Evidemment, mais dans le cas d'un ouvrier qui s'est engagé politiquement, comme il a ensuite cessé d'étudier ou de vérifier ce qu'il a étudié, c'est comme s'il avait cessé de penser du jour au lendemain, du coup, il est dès lors incapable d'évoluer. Je prends ici le cas général qui concerne la majorité des militants et je peux en témoigner par les nombreux courriels de militants que j'ai reçus, où aucun d'entre eux n'étaient finalement capables de défendre les positions de leur parti, comment l'auraient-ils pu puisqu'on leur demandait seulement de faire confiance en leurs dirigeants, ce qui est l'opposé d'un esprit libre et critique.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, vous voyez bien que l'on ne peut pas se passer des intellectuels, mais il faut les avoir à l'oeil comme disait Tostky ! Nous sommes complémentaires, c'est cela la recette pour construire le parti, à condition que les intellectuels écoutent les ouvriers et leur accordent un droit de regard sur la politique qu'ils préconisent, et que de leur côté les ouvriers acceptent de se faire guider par les intellectuels en leur accordant des capacités que nous n'avons pas. Etre guider, cela ne veut pas dire faire confiance aveuglément.

Devinettes pour se détendre, c'est le week-end.

En terme de PIB la Chine est la troisième puissance mondiale, la deuxième banque américaine est chinoise et la banque la plus rentable du monde est chinoise comme vous avez pu le lire dans le site.

Question : faut-il en déduire que l'impérialisme chinois a détrôné l'impérialisme américain ?

Réponse : non, car c'est la consommation américaine qui demeure la plus importante du monde et qui tire l'économie américaine avec un endettement qui dépassait les 5.000 milliards de dollars il y a déjà quelques années.

Qui gouverne le monde ? G. Bush ? Non la poignée de milliardaires à l'instar de Georges Soros qui a eux seuls possèdent un capital supérieur au PIB des 48 pays les plus pauvres de la planète. Ce sont eux qui sont responsables de la montée des prix du pétrole et des produits alimentaires, mais aussi des guerres, des guerres civiles, des génocides, des famines, etc. C'est G. Soros et ses amis qui ont financé les révolutions de palais dans les anciennes républiques de l'URSS pour affaiblir la position de Moscou et profiter de la faiblesse des pouvoirs en place en Géorgie, Ukraine, etc., pour placer des hommes à leur solde.

Autre chose.

Voici les expressions que j'ai relevées dans un tract d'une page sur l'Afghanistan : coalition impérialiste X 3, troupes impérialistes X 2, propagande impérialiste, , intérêts du capital monopoliste, intérêts impérialistes, expéditions impérialistes, barbarie impérialiste, impérialisme français, impérialisme « à visage humain », défaite des impérialistes, défense du capital monopoliste français.

Les militants qui savent d'où vient ce tract n'ont pas à ricaner car aujourd'hui aucun parti ou groupe ne fait autre chose ou mieux. Là cela tourne à la caricature, mais camarades, cela fait plus de 60 ans qu'on a le droit à ce genre de littérature carrément insipide, je me demande franchement quel travailleur va avoir le courage de lire un tract pareil jusqu'au bout.

Il faudrait déjà qu'ils aient une notion assez précise de ce qu'est l'impérialisme, or je ne suis pas sûr qu'il y en a beaucoup qui en ont une. Sur le fond, le contenu du tract est correct, la question n'est pas là, au-delà de la terminologie abscons destinée encore une fois uniquement à une élite de militants déjà habitués à ce vocabulaire, la question qui selon moi pose problème, c'est qu'il n'est dit nulle part que c'est avec notre argent que Sarkozy mène cette guerre en Afghanistan, pendant que des millions de travailleurs sont appelés à se serrer la ceinture, qu'il n'arrête pas de dire que les caisses de l'Etat sont "*vides*", à travers les difficultés quotidiennes que connaissent les travailleurs et leurs familles, c'était le moment ou jamais de faire ressortir leur haine du capitalisme en faisant le lien avec cette débauche de moyens gaspillés pour faire la guerre au lieu de satisfaire leurs revendications sociales.

Il n'y a pas de guerre propre ou sale comme l'expliquent les démocrates, la guerre propre, c'est celle qui ne laisse pas de traces, c'est la pire, car si elle ne t'a pas tué, elle te promet à la place des décennies de servitude jusqu'à développer une psychose permanente pour t'abrutir complètement.

Autre sujet.

J'écris très souvent comme je pense ou je parle, par exemple en postposant le sujet, il est placé après le verbe, d'où l'oubli parfois de l'accord du verbe avec le sujet. Je pense que mon langage est plus proche des travailleurs, parce qu'il est plus spontané, moins recherché, et c'est volontaire, c'est un choix de ma part, je préfère m'exprimer avec mon propre style, si on veut bien m'en accorder un.

Etre spontané, cela ne veut pas dire forcément qui n'a pas réfléchi, même notre spontanéité renvoie à une partie de notre conscience ou en est teintée, imprégnée, à nos acquis, nos connaissances. Ce qui doit éclore quand on est spontané, c'est le fruit de notre culture, au sens du paysan qui laboure, sème et puis récolte, le meilleur de l'être humain, que voudrait-on donner de mieux à autrui ou que voudrait-on qu'il nous donne de meilleur en lui ? Cela me fait penser au règne de la liberté où les êtres humains ne sont plus en concurrence les uns avec les autres, on n'est plus commandé par le règne de la nécessité et donc la paix règne sur terre.

Comment évoquer la liberté sans penser à l'abolition des classes et de l'Etat, quand c'est la condition politique à remplir pour accéder à cet idéal.

A moins de partir la tête dans les étoiles, on en arrive toujours à la politique.

Le 26 août 2008

Le 22 j'écrivais : "*Pour Gluckstein, le gouvernement n'a pas fait son travail, il ne s'est pas engagé à mettre en oeuvre "un plan de relance", pour soutenir la consommation comme dirait Mailly, au nom des intérêts des travailleurs évidemment.*"

Je ne pensais pas si bien dire, dans une interview au *Parisien*, Mailly explique

"*Il faut s'attaquer au problème du pouvoir d'achat des Français. Depuis un an, dans le privé, les salaires de base ont perdu 0,5% de pouvoir d'achat*", comme si Sarkozy était là pour cela !

Peu importe, le voilà qui donne des conseils au gouvernement : "*Que peut faire le gouvernement ? Dans le secteur privé, il peut conditionner les exonérations de charges sociales à la signature d'accords de salaires (...) et il peut aussi accorder un coup de pouce au smic*". (source : Reuters 24.08)

En passant cela veut dire qu'il n'est pas contre les exonérations de charges sociales, le vol d'une partie de notre salaire par les patrons. Mais camarades, il n'a pas à craindre les foudres des partis ouvriers qui collaborent avec lui puisqu'au niveau municipal ils sont eux-mêmes engagés dans la même voie, accepter que les maires dispensent des aides aux entreprises. Tout ce beau monde se rejoint finalement sur la même ligne politique.

Même son de cloche au PS par la voix de Faouzi Lamdaoui, secrétaire national du PS : "*Tandis que la France a besoin d'un plan de relance, le gouvernement prépare un plan de rigueur pour faire supporter aux Français le poids de ses erreurs économiques*". (source : AFP 23.08)

Vous avez dit in-dé-pen-dant, grand dieu de qui ? Expliquez-nous cela en détail si vous en êtes capables. On pourrait répondre : de tous ceux qui ne pensent pas comme vous et ils sont nombreux, nous sommes la majorité ne vous en déplaît.

Sarkonapoléon se pose tous les quatres matin en défenseur de la "*morale*" de la "*Nation*" - au point que les journalistes se sentent obligés de mettre une majuscule sur ce point minuscule de la carte du monde qu'est la France. Nous cela nous donne la nausée, pas vous ?

Autre chose.

J'ai téléchargé *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels, un pavé de 164 pages, un véritable trésor que j'ai dû lire il y a trop longtemps pour m'en souvenir, je vais donc en faire mon livre de chevet pendant quelques jours. J'ai déjà relevé deux passages sur l'Etat et le parti qui réduisent en cendre la stratégie du POI. Pour le lire correctement il faut situer les analyses des auteurs dans le contexte de leur époque, ce qui ne veut pas dire évidemment que toutes leurs analyses seraient obsolètes ou dépassées aujourd'hui, loin de là.

A travers les écrits des dirigeants transpirent parfois leurs sources d'inspiration, c'est intéressant à détecter, mais ce n'est pas un exercice facile car seule l'expérience permet de les découvrir. Cependant cela ne manque pas d'intérêt car on finit par entrevoir les sources d'inspiration à côté desquelles ils sont passés, disons volontairement parce qu'elles ne permettaient pas de justifier leur stratégie ou tactique, ou encore de leur donner raison. C'est cette lacune que je m'emploie occasionnellement à combler sans tomber dans le travers inverse, et c'est là aussi que je puise la majeure partie de mon inspiration, justement là où ils ne veulent plus fourrer leur nez depuis qu'ils ont tourné casaque pour nous chanter les louanges du réformisme.

Finalement le réformisme ou la "*reconquête de la démocratie sociale et politique*", un "*monde meilleur*", une "*meilleure répartition des richesses*", une "*Europe sociale*", "*plus démocratique*", c'est la même salade indigeste avec des mots différents.

Un bref passage de *La social-démocratie allemande* pour vous mettre en bouche : "*Il ne faut pas se laisser induire en erreur par les appels à l'« Unité ». Les plus grands facteurs de discorde, ce sont justement ceux qui ont le plus ce mot à la bouche.* (ensuite ils écrasent les bakounistes, ce passage est inutile ici, bien que le POI les a réhabilités contre Marx et Engels.)

Ces fanatiques de l'unité sont ou bien des petites têtes qui veulent que l'on mélange tout en une sauce indéterminée dans laquelle on retrouve les divergences sous forme d'antagonismes encore plus aigus dès qu'on cesse de la remuer, ne serait-ce que parce qu'on les trouve ensemble dans une seule marmite (en Allemagne, vous en avez un bel exemple chez les gens qui prêchent la fraternisation entre ouvriers et petits bourgeois), ou bien des gens qui n'ont aucune conscience, politique claire (par exemple, Mühlberger), ou bien des éléments qui veulent sciemment brouiller et fausser les positions. C'est pourquoi, ce sont les plus grands sectaires, les plus grands chameilleurs et filous, qui crient le plus fort à l'unité dans certaines situations. Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups."

A qui le dites-vous ! Excellent, non ? Au secours la poisse, Marx et Engels sont de retour !

Le 29 août 2008

Je mettrai plusieurs textes en ligne en fin de journée ou demain, dont un sur l'économie et un autre sur Sarkozy.

Je vais préparer un document en plusieurs parties à partir d'extraits commentés de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels tellement les questions qui y sont abordées sont en rapport avec celles que bon nombre de militants se posent. Cela

nous permettra de réfléchir tranquillement en d'excellente compagnie et de tordre le cou à bon nombre d'idées reçues que certains se sont évertuées à imprimer dans la tête des militants qui se réclament du trotskisme.

L'avantage des dirigeants, c'est qu'ils disposent du temps nécessaire pour lire, étudier et réfléchir, ce qui n'est évidemment pas le cas des militants puisqu'ils travaillent. En ironisant, on pourrait dire que ceux qui en ont le temps ne doivent pas travailler autant qu'ils ne le disent, mais rassurez-vous, cela concerne généralement ceux qui ont toujours soutenu ou soutiennent aveuglément leurs dirigeants au point que l'on se demande à quoi cela leur sert de réfléchir ou s'ils en sont vraiment capables. En ce qui me concerne, vous savez que je ne bosse pas et que je consacre tout mon temps à ce site, donc à vous.

Ma dernière trouvaille qui ne va pas bien loin, mais bon, il faut penser à tout. J'ai toujours été gêné par l'expression *pouvoir d'achat*, comme si nous travaillions uniquement en vue d'acheter quelque chose, de consommer, d'accumuler des biens matériels, comme les capitalistes qui accumulent des profits puisque c'est la raison d'être du capitalisme. Notre langage est polluée par plein d'expressions empruntées à leur société, je dis bien leur volontairement puisque ce n'est pas la mienne, ce n'est pas moi qui l'ai façonnée.

Donc au lieu de *pouvoir d'achat*, il vaut mieux parler des conditions de vie ou d'existence. La baisse du pouvoir d'achat, cela signifie vulgairement que tu as moins de fric pour faire tes achats, acheter. La baisse des *conditions de vie* inclut une diminution de l'argent dont on dispose pour subvenir à nos besoins matériels, mais pas seulement, elle a une autre portée, elle inclut une restriction de nos possibilités en général pour nous épanouir ou tout simplement essayer de vivre normalement et dignement, une restriction portée à notre liberté qui ne se limite pas à consommer comme si tout devait avoir une valeur marchande ou cette valeur devait être absolument mise au premier plan.

Ici par exemple, si vous rencontrez quelqu'un et que vous lui dites que vous avez été manger au restaurant, il ne vous demandera pas si vous avez bien mangé, si le lieu était agréable, etc., non, il vous demandera si c'était cher et combien vous avez payé, le reste lui viendra peut-être à l'esprit, mais après, et comme les goûts et les couleurs ne se discutent pas, il ne retiendra finalement que l'information que vous lui avez donné sur les prix pratiqués dans ce restaurant. Vous ne mangez pas pour vous nourrir et vous faire plaisir en même temps, non, vous mangez uniquement pour en avoir pour votre argent, je trouve cela terrible.

On dit parfois qu'il faut être un peu dérangé pour se poser certaines questions, certes, mais quand on voit qu'autour de nous les gens ne s'en posent pas beaucoup, il y a de quoi s'inquiéter et penser pour deux.

Par exemple, si je vous dis que personne ne se pose plus de questions quand il appuie sur l'interrupteur et que la lumière s'allume. Vous allez sourire et penser que c'est une question débile. Pas tant que cela et je vais vous le prouver.

Ici en Inde, il y a environ 10 à 15 ans, beaucoup de gens n'avaient pas l'électricité, on s'éclairait le soir avec des lampes au kérosène ou à l'huile, j'ai connu cette époque. Aujourd'hui, dès qu'il y a une coupure de courant les mêmes personnes se mettent à gueuler. Ils ont déjà oublié comment ils vivaient il y a seulement 10 ans. Je ne porte pas de jugement et je gueule autant qu'eux, je vous explique simplement les choses.

En France là-bas - ça me fait marrer d'écrire cela, quand quelqu'un appuie sur un interrupteur, il ne se pose plus de questions depuis belle lurette, alors quant à savoir si EDF est une société privée ou non, il s'en tape complètement, et lorsque sa facture ne cesse d'augmenter, il gueule mais sans savoir pourquoi non plus, il est comme notre Indien, car il a oublié qu'EDF était auparavant une entreprise nationalisée. Du coup la population ne s'est pas mobilisée en masse contre les privatisations depuis une vingtaine d'années, elles sont passées comme une lettre à la poste. Vous me répondez qu'il y a des raisons politiques à cela, bien sûr, je les ai à l'esprit autant que vous, mais ce n'est pas de cela que je vous parle en ce moment, essayez de penser un instant librement.

Tout cela pour dire que les gestes apparemment les plus anodins que l'on fait sans réfléchir à leur contenu, ne sont pas forcément le témoignage d'un progrès (collectif) réalisé par la conscience des hommes (vous m'excuserez de ne pas emprunter le vocabulaire à la con des féministes). Comme il faut faire preuve de mesure en toute chose, il ne faut pas s'endormir sur ce genre de considérations évidemment. Mais on voit ici qu'à partir d'une observation qui paraît au départ inutile ou saugrenue, on peut arriver à une réflexion pleine d'enseignements.

On peut très bien aborder le même sujet sous des angles différents, c'est ce que je voulais dire, à moins d'être aussi bornés que nos dirigeants. Si l'on veut vérifier que le matérialisme dialectique est bien une interprétation correcte du monde qui correspond effectivement à sa transformation, il suffit d'observer de quelle manière se déroule l'évolution d'une plante, d'un animal, des hommes, de leurs sociétés...

On peut apprendre quelque chose de chaque expérience, même la plus infime, c'est le travail de toute une vie, c'est la raison pour laquelle il n'est pas inutile de relativiser nos propres connaissances au lieu de croire que l'on détient la vérité. Je suis sûr que l'on se chamaille souvent pour des conneries, alors qu'en fait, on a fait obligatoirement un jour les mêmes expériences et qu'on est plus proches les uns des autres qu'on ne le croit, je parle évidemment au sein de notre classe.

Un dernier mot, j'écris cette causerie directement dans le format qui apparaîtra à l'écran en langage html, donc il peut y avoir des coquilles ou des fautes que je n'ai pas vues. Il y en a qui pensent que je suis nul en orthographe, ce n'est pas le mot qui convient, Molière l'était bien paraît-il ! Par exemple, à la fin du paragraphe précédent, j'ai écrit *on est plus proches*, proches au pluriel, parce que *on* remplace *nous*, nous les uns et les autres, donc pluriel, bien que le verbe est au singulier, il y a plein de trucs tordus dans notre langue, c'est épouvantable, sans parler des mots qui ont deux genres, masculin et singulier, par exemple après-midi ou interview, mais bon je ne vais pas vous souler (ou saouler) avec cela.

Bon week-end à tous.

Le 30 août 2008

Suite au véritable bordel qui s'est installé à l'Élysée, j'ai reproduit hier deux dépêches de presse dont il faut rectifier le contenu. Ne m'en voulez, toutes les agences de presse et les médias se sont fait piéger.

Première volte-face du gouvernement.

Après l'annonce jeudi par le journal patronal *La Tribune* que la taxation sur la participation et de l'intéressement des salariés présentée comme une taxation des profits des entreprises serait de 5%, Bercy "*dément clairement*" vouloir instaurer cette taxe qui en réalité existe déjà à hauteur de 300 millions d'euros pour la porter à 1,1 milliard.

Selon l'entourage de la ministre de l'Économie, Christine Lagarde : "*On s'en tient aux 300 millions*" annoncés en juillet. "*Il est totalement exclu pour l'instant de porter cette taxe à 5%*" selon la même source, vous apprécierez le "*pour l'instant*". Il y aurait eu des fuites sur les intentions réelles du gouvernement pour mobiliser le patronat contre cette mesure, afin que Sarkozy y renonce que je ne mettrais pas ma main au feu. (source : AFP 29.08)

Seconde volte-face du gouvernement.

Après que le va-t-en-guerre Kouchner ait annoncé que "*des sanctions sont envisagées (...) et bien d'autres moyens*" contre la Russie au Conseil européen extraordinaire de lundi, l'Élysée a été obligé de rendre public un démenti affirmant qu'"*Au stade actuel, nous ne prévoyons pas de sanctions décidées par le Conseil européen*". (source : AP)

Voilà comment ils nous font mentir ! Quel cafouillage au niveau du gouvernement ! Cela fait désordre, le détraqué qui trône au Palais va les rendre tous dingues, il y en a qui vont craquer ou faire des grosses conneries, on n'a pas fini de se marrer.

Tiens à ce propos, j'ai appris que Sarkonapoléon avait fait des siennes lors de la cérémonie dédiée aux 10 soldats morts en Afghanistan, il se serait marré et se serait affalé sur une chaise les jambes écartées pendant que les ministres présents étaient debouts face aux familles.

De la part d'un parvenu rien d'étonnant, c'est un rustre qui n'a aucune éducation, un vulgaire voyou, il est à l'image de ceux qu'ils représentent, le lumpenprolétariat de la bourgeoisie comme disait Marx. La bourgeoisie décadente ne voulait pas se salir les mains pour faire la sale besogne qu'exigeait la situation du capitalisme, il lui fallait un pauvre type genre arriviste ambitieux sans scrupule, un homme de main formé aux techniques du marketing en communication, elle a trouvé son homme providentiel en Sarkozy.

Lu dans un site Internet dont je n'ai pas relevé l'adresse, peut-être agoravox :

"A propos de la politique anti terroriste (toile de fond de la participation active des militaires français sur le terrain d' Afghanistan) de sa majesté Sarko 1er laissez moi vous citer ceci:

« *la première condition pour les droits de l'homme et pour la liberté et le progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis, le terrorisme constitue une situation de guerre, et tous les états sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes contre le terrorisme.* »

Qui a dit ça ? Sarko 1er ? Et bien non, c'était Michel Poniatowski en novembre 1977 lors d'une visite en Argentine en pleine dictature fasciste et Ponia tint un discours à cette occasion ou il assura le soutien de la France aux généraux et les félicita pour leurs "méthodes"... "

Un autre internaute rectifiera en apportant un complément d'information :

"Non, c'est avant, juste après la guerre d'Algérie vers 60-61 que des "experts" français en lutte antisubversive, dont le gnl Paul Aussaresses, formeront les officiers nord et sud américains aux techniques de la "guerre moderne" qu'ils appliqueront ensuite au Vietnam (opération Phoenix) au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Argentine (avec au niveau international l'opération Condor)...Arrestations, tortures et disparitions tel était la teneur de ces "cours".

Petit exemple pour expliquer les "techniques" d'interrogatoire, quand les escadrons de la mort arrêtaient un "suspect" on embarquait aussi la femme et les enfants et on les torturaient devant lui afin de le faire craquer, parmi les disparus (Argentine) il y a de nombreux adolescent(e)s de 12,13,14,15 ans.

Il est à noter qu'une collaboration politique secrète a existé entre le gouvernement français de Giscard D'Estaing et l'Argentine et le Chili de Videla et Pinochet...

Lisez l'excellent bouquin de : Martine Monique Robin *Escadrons de la mort, l'école française* "

Ce rappel est à mettre en parallèle avec le contenu d'un courriel que j'ai reçu, mentionnant que le lundi 25 août 2008, à la page 30 du journal *La Montagne* figurait un article sur la guerre en Afghanistan dont voici un extrait :

« *Le chef d'état-major des armées françaises, le général Jean-Louis Georgelin a, pour sa part, souligné que les soldats tombés dans l'embuscade "ne se sont pas laissés faire". "On a perdu dix hommes mais les insurgés en ont perdu huit fois plus" lors de l'attaque et lors d'opérations menées les jours suivants.* »

Cela pue effectivement la revanche barbare à plein nez.

L'auteur du courriel précise ce qui s'est passé les jours suivants : *"Et en effet, les jours suivant, le bombardement du village de Nawabad effectué par l'armée d'occupation (armée de l'OTAN) a tué une centaine de civils afghans dont la plupart étaient des femmes et des enfants : au moins 60 enfants, 15 femmes et 15 hommes !"*

Toute ressemblance avec des événements appartenant au passé ne serait que pure coïncidence évidemment !

Guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, dictatures militaires, guerre en Afghanistan, un demi-siècle plus tard, les mêmes méthodes aux ordres des mêmes commanditaires pour que le régime capitalisme survive.

Y aurait-il une autre alternative que socialisme ou barbarie ?

Un dernier mot, demain repos forcé, je pense bien mérité.

Bon dimanche à tous.

Contact : Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

MSIE 7 ou Mozilla

Window XP

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Causeries septembre 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

Le 1^{er} septembre 2008

A venir un texte sur la Bolivie et le soutien qu'il faut apporter au processus révolutionnaire en cours dans ce pays et à Evo Morales compte tenu de sa rupture avec les représentants de la bourgeoisie.

Avant d'épiloguer inutilement sur ce que vous pourriez appeler un revirement politique de ma part, je pense que vous n'êtes sans doute pas au courant des derniers développements politiques en Bolivie qui justifient mon changement de position, avec des réserves évidemment, je m'en expliquerai dans quelques jours. Le problème c'est aussi que je manque cruellement d'informations pour avancer une orientation politique plus concrète, par exemple je ne sais pas quelle sera l'attitude de l'armée et qui la compose exactement, alors qu'elle va jouer un rôle déterminant dans les mois à venir, d'ici les deux ou trois référendums que Morales a annoncés et qui devraient se tenir d'ici la fin de l'année ou le début 2009.

Le combat contre la présence militaire en Afghanistan doit être complémentaire du combat pour soutenir la révolution en Bolivie, la point avancée du combat du prolétariat mondial contre le capitalisme, pour le socialisme.

Sur l'Ossétie du Sud.

Dans les infos en bref vous lirez que Medvedev a affirmé que l'indépendance de l'Ossétie du Sud était "irréversible" et que cette région serait sans doute intégrée dans la Russie dans quelque temps.

Quand j'ai osé écrire qu'il faudrait modifier la frontière entre la Russie et la Géorgie afin que l'Ossétie soit unifiée, je me suis dit que j'allais passer pour un rigolo, pas tant que cela en fin de compte. Cela ne veut pas dire pour autant que Medvedev se soucierait du sort des Ossètes, disons pour des raisons qui ne sont pas les nôtres, mais cette décision serait susceptible de répondre à l'attente de cette population qui ne peut pas vivre indéfiniment tiraillée entre deux pays, c'est la seule chose qui nous importe, le sort des Ossètes prime sur tout le reste. Et quant à ceux qui y verraient un soutien à Moscou, laissons-les à leurs élucubrations.

Autre sujet très vite.

Vous avez sans doute remarqué que chaque parti ouvrier avaient pondu sa propre déclaration ou communiqué à propos de la présence militaire française en Afghanistan. Ils n'ont même pas été foutus de s'entendre sur une question qui ne devrait même pas prêter à discussion dans nos rangs tellement les choses sont simples et claires. Même les groupes ont sorti leur propre communiqué ou tract, navrant ou désolant ! Et après les uns et les autres voudraient qu'on leur fasse confiance, alors qu'ils font tout pour inspirer le contraire.

N'y aurait-il pas deux dirigeants ou responsables de formations politiques qui auraient quelque chose dans le crâne ? On est en

droit de se poser cette question, j'en suis sincèrement désolé, je préférerais de loin ne pas avoir à la poser.

Pour finir, j'ai trouvé répugnant le dernier éditorial de D. Gluckstein qui renvoie à un article de la page 4 où ils donnent la parole à un père de militaire pour qui les commandots de parachutistes et les légionnaires sont des "*enfants*", pour ainsi dire des enfants de coeur innocents et sans défense que l'on envoie à l'abattoir. Je vais rédiger un article critique sur cet éditorial qui m'est resté en travers de la gorge. Je vais essayer de ne pas l'écrire au vitriole, mais il va falloir que je me fasse violence.

On attend un rectificatif de la part du POI expliquant que la résistance afghane ne se compose pas uniquement de talibans et que le POI cesse d'employer le même langage que Sarkozy et Bush.

L'expression de "résistance afghane" à l'occupation militaire étrangère me semble plus appropriée pour parler de la population afghane qui s'engage toujours plus nombreuse héroïquement contre la coalition impérialiste formée par 45 pays. Au fait, il n'y a pas 3.300 militaires français en Afghanistan comme je l'ai écrit, mais 2.500, je m'étais fié à une dépêche de presse inexacte.

Bonne semaine à tous

Le 3 septembre 2008

Je n'ai pas mis de dépêches sur la situation en Thaïlande pour la bonne raison que des informations contradictoires circulent.

Par exemple, aux infos hier soir sur TV5 Monde Asie, un journaliste a dit que les milliers de partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), coalition hétéroclite de militants nationalistes, royalistes et syndicaux qui continue de réclamer le départ du Premier ministre, Samak Sundaravej, réclamaient l'abolition du droit de vote dans les campagnes, sous prétexte que la population rurale ne saurait pas voter ou serait manipulée (achetée) par le parti de l'ancien Premier ministre M. Thaksin, par ailleurs milliardaire corrompu jusqu'à l'os et qui a été renversé par des généraux royalistes en 2006.

Dans le même temps, voici ce que disait hier le correspondant de l'AFP sur place : "*Le parti de M. Samak, dominé par des lieutenants de M. Thaksin, avait largement remporté en décembre dernier les premières élections législatives depuis le putsch. Mais, mardi, indépendamment de la crise, la Commission électorale a recommandé au bureau du procureur général d'ordonner la dissolution du parti de M. Samak pour fraude électorale.*"

Nous sommes au début du mois de septembre et ces élections ont eu lieu en décembre, soit depuis plus de 8 mois, reste à savoir pourquoi la commission électorale a mis aussi longtemps pour conclure son enquête sur ces élections. Le gouvernement pensait-il que la tension serait retombée ? C'est une hypothèse. Reste à vérifier l'info de TV5.

De toutes manières, si les choses se passent comme en Inde, tous les partis politiques parcourent les villages et les faubourgs des grandes villes pour distribuer de l'argent aux électeurs, à l'exception des partis "communistes", j'en ai été témoin. Ce qui n'a pas empêché les électeurs de virer du pouvoir à plusieurs reprises depuis le milieu des années 70 le parti du Congrès (Congres I), et d'élire des membres des PC à la tête de plusieurs Etats, au Bengale (Kolkatta, ex-Calcutta) et au Kerala.

J'ai l'impression que la situation politique est aussi pourrie en Thaïlande qu'en Inde où des partis bourgeois se retrouvent systématiquement du côté et contre le gouvernement, ce qui oblige à redoubler de précautions avant de prendre position.

Un mot sur l'Inde.

En Inde, certains annoncent déjà la défaite du Congrès I aux prochaines élections, il ne se maintient au pouvoir actuellement que grâce au soutien des partis "communistes", et dans l'Etat du Tamil Nadu où j'habite, la défaite du parti au pouvoir le DMK est pratiquement assuré en raison des coupures de courant devenues insupportables, de 3 à 10 heures par jours en moyenne depuis des mois et cela ne cesse d'empirer, si l'on ajoute la hausse des prix et le chômage, la coupe est pleine, mais il cèdera la place à un autre parti bourgeois l'AIADMK tout aussi pourri et corrompu.

A propos justement de la hausse des prix, j'avais écrit récemment qu'elle était restée limitée, et bien les faits récents me font mentir, on vient de subir une hausse des prix spectaculaires de 20 à 40% sur pratiquement tous les produits de base, y compris les cigarettes ! Contrairement à la France, il est déjà arrivé plusieurs fois que le gouvernement indien baisse le prix de l'essence quand le prix du pétrole baissait sur le marché international.

J'ai seulement appris hier (TV5 Monde Asie) que plus d'un million d'Indiens étaient touchés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Etat du Bihar dans le nord de l'Inde, personne ici ne m'en avait parlé. Il faut dire que c'est à près de 3.000 Kms d'ici et que chacun déjà essaie de survivre comme il peut, donc on ne se soucie guère des problèmes qui peuvent avoir lieu ailleurs

en Inde. On jette régulièrement un oeil à la mer avec une pointe d'angoisse dans la poitrine (on ne peut pas oublier le tsunami), on regarde le ciel dès qu'il s'obscurcit en se demandant ce qu'il nous réserve dans les heures à venir, bref, le quotidien quoi, et avec cela il ne faut pas devenir parano ou alors il faut foutre le camp, finalement j'ai décidé de rester quitte à bouffer du riz tous les jours et me priver davantage, c'est un choix, je suis trop tranquille où j'habite.

Ici, au bord de mer, il pleut moins que dans les terres et comme c'est du sable, on ne craint pas les inondations, seulement les cyclones et les tremblements de terre (trois en 12 ans). Personnellement, c'est le vent mon pire ennemi, il peut tout ravager en quelques secondes et bien entendu comme cela arrive rarement, on n'y est pas préparé, de toutes manières, si cela se produisait (ou reproduisait, la dernière fois ce fut en octobre 2000, 120Kms/h), je n'ai absolument rien pour calfeutrer les portes et les fenêtres, ce serait un carnage, mais bon, comme dirait l'autre, n'y pensons pas.

Un autre sujet.

Dans de nombreux sites on trouve des compteurs qui comptabilisent le nombre de visites. En fait il faut diviser ce chiffre par 2,5 ou 3, car tous les sites sont visités régulièrement par des robots, des entreprises ou institutions de tout ordre sans que l'on sache exactement qui ils sont (Unresolved/Unknown, Network, US Commercial).

J'ai été surpris hier de constater que le gouvernement américain (US government) s'était connecté sur le site. L'autre jour c'était les renseignements généraux français, c'est guère mieux. Si un jour je suis porté disparu, vous ne vous étonnez pas. Je plaisante, disons à moitié seulement, ils sont tellement dingues !

Pour finir un petit passage de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels.

"Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme phase de développement ; mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne fait qu'embrouiller les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses." (page 38 version Internet)

Il y en a qui justement s'appliquent minutieusement et inlassablement à vouloir embrouiller les militants et les travailleurs, inutile de vous dire à qui je pense, vous avez tous deviné. Ces devises sont celles de la République bourgeoise.

"En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence." (même page)

En "*aucun cas*" dites-vous, quels pauvres d'esprit ces deux "petits socialistes", regardez plutôt ce que font les adeptes du "*grand socialiste*" Jaurès.

Lambert-Gluckstein se sont employés là aussi à faire systématiquement l'inverse sans doute parce qu'ils étaient beaucoup plus intelligents que Marx et Engels réunis : le programme du PCI était certes très incomplet et en partie dépassé, mais il était révolutionnaire, celui du PT ne l'était plus, et celui du POI encore moins. Cela ne les empêche pas de se réclamer du marxisme et de ses enseignements, du moment que leurs militants n'y voient que du feu, où est le problème ? J'allais dire que l'important c'est la rose, mais c'est un jeu de mots trop facile.

Une pensée pour les camarades qui dépriment et cela me tracasse, je le sais, ils me l'ont écrit. Voyez comme on peut s'amuser en faisant de la politique tout en étant sérieux, il faut parfois prendre dans la vie les choses au second ou au troisième degré, sinon il n'y a plus qu'à se foutre une balle dans la tête dans cette société de merde, même si ce n'est pas dans notre tempérament, il faut souffler parfois.

Regardez, cela fait six mois que ma compagne Magueswary est en France, ce n'est pas facile à vivre pour elle comme pour moi. Depuis que l'on s'est rencontrés, cela remonte à août 89, au total on a dû être séparés pendant plus de 4 ans, à cause de papiers et de visas, d'opérations chirurgicales, pas de fric pour voyager ensemble, etc., mais bon on tient le coup quand même.

Quelqu'un a dit que celui qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, je traduis cela en termes de fidélité avec ses amis, ses potes, ses proches et ses parents, tous ceux avec qui on s'est lié un jour d'amitié, même s'ils m'ont oublié depuis longtemps, peu importe j'y pense toujours, s'il fallait bazarder son passé à la moindre occasion ou parce que cela nous arrange, on finirait par en crever d'ennui, dans la solitude de préférence.

Nous avons le malheur d'être vieux et jeunes dans notre tête, pensons à la chance que nous avons par rapport à tous ces jeunes qui par malheur sont déjà vieux et qui se croient supérieurs à nous, ils en reviendront un jour. En attendant, ils ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux. La fraternité qui existe dans notre classe n'est pas forcément celle que l'on peut voir à

l'oeil nu. L'essentiel, c'est d'être soi-même, et à partir du moment où l'on sait que l'on ne nuit pas à nos semblables par notre comportement, le reste importe peu. Ne cherchons pas à changer le monde par des mots ou des belles pensées car on sera forcément déçu à l'arrivée.

On peut s'engueuler entre camarades, polémiquer grave, même dire des conneries, je ne vais pas vous faire le coup tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, mais bordel, on appartient tous à la même famille politique, et c'est vrai que si on parvenait à s'entendre sur le minimum, beaucoup de militants se sentiraient mieux dans leur peau aujourd'hui. Que les camarades qui ont des responsabilités veuillent bien y réfléchir un instant. Merci d'avance pour eux Philippe, Pierre, Etienne, François, Pedro, Olivier, Ludovic et les autres.

Le 4 septembre 2008

Je vous conseille de lire l'article sur Sarkozy car il fourmille de renseignements intéressants, pas seulement sur lui d'ailleurs, mais aussi Kouchner par exemple.

L'interview de Poutine est également intéressant, on peut être un ex-membre du KGB et ne pas être complètement débile, il connaît bien l'histoire de la Russie et de l'URSS, c'est à lire à mon avis.

Le texte sur la Chine se termine mal, mais bon, ce qui nous intéresse ce sont les données qu'il contient et non le point de vue de l'auteur qui se place bien sur le terrain de la lutte des classes, mais du mauvais côté, c'était inévitable.

J'ai téléchargé une quinzaine d'articles sur la Bolivie afin de préparer un article qui ne sera pas prêt avant la semaine prochaine.

Un petit mot sur l'Inde.

Je suis allé ce matin régler ma facture d'électricité et j'ai discuté avec des employés. Ils m'ont appris que le courant est désormais coupé tous les jours jusqu'à une date indéterminée, de 6h du matin jusqu'à 9h, le soir de 18 à 19h et un peu plus tard de 22 à 23h, soit 5 heures par jours en raison de la faiblesse de la production d'électricité. Sans compter les autres coupures dues à des défaillances du réseau, le vent ou la pluie, une branche d'arbre ! Comme les émissions intéressantes ou les films sur TV5 Monde Asie commencent à 21h et durent jusqu'à 22h30 ou 22h45, autant dire que je ferai autre chose à la place.

Autre chose.

J'ai lu l'éditorial d'hier de Gluckstein *Sortir ou pas...* et j'en partage en grande partie le contenu, il a correctement réagi sur le RSA qui est une véritable saloperie pour amplifier la paupérisation, il a remplacé le "*peuple français*" par le "*peuple travailleur*", c'est mieux, c'est mieux que le "*monde du travail*" (PCF, LO, LCR) qui me donne la nausée, le seul problème c'est comme toujours sa conclusion où il concentre tous ses coups uniquement contre l'Union européenne.

Le combat contre l'Union européenne est correct évidemment, je n'ai jamais dit le contraire, mais sur le plan de l'éducation des masses il ne peut pas servir à faire progresser la conscience politique des masses, car c'est mettre la charrue avant les boeufs comme je l'ai déjà expliqué à maintes reprises.

Je comprends parfaitement qu'il soit intéressant et nécessaire pour leur montrer qui se placent sur le terrain de l'UE et qui prône la rupture avec l'UE, mais je ne suis pas sûr qu'elles en tirent un quelconque bénéfice, car le lien avec les institutions de la Ve République et plus particulièrement la constitution leur échappe. Je pense plutôt que c'est une tactique d'appareil qui sert principalement à se démarquer des autres partis et sert d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière, ou plus précisément qui ne sert pas ses intérêts fondamentaux et ne permet pas de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel que l'ont défini les marxistes.

Si l'on s'en tient à l'état d'esprit des masses, à celui des couches les plus avancées qui coïncide aujourd'hui avec celui de l'immense majorité des travailleurs, c'est contre Sarkozy, le gouvernement et le Parlement qu'il faut concentrer le tir, car pour elles, ce sont eux qui sont responsables de la situation sociale actuelle, qui distribuent des milliards d'euros aux plus riches et qui taxent toujours plus le reste de la population dont une partie toujours plus importante sombre dans la pauvreté, qui expliquent qu'il n'est pas possible de faire une autre politique parce que les caisses sont "vides", mais qui au même moment dépensent plus d'un milliard d'euro par an pour aller guerroyer aux quatre coins du monde.

Les travailleurs le savent pertinemment, ils ne sont pas sourds et aveugles, encore moins stupides au point de ne pas comprendre qu'on les trompe quotidiennement. Ce serait faire une grave erreur de penser le contraire, et je précise que ce n'est pas là prendre ses désirs pour la réalité, la multitude de témoignages rapportés par les militants et l'écho que rencontrent les campagnes engagées le prouvent amplement, même les médias sont obligés d'en tenir compte, l'immense majorité de la

population en a marre de Sarkozy, son gouvernement, ajoutons du PS qui le soutient.

Par contre, si un certain nombre d'entre eux comprennent le lien qui existe entre leur triste sort et la politique du gouvernement en faveur des patrons, ils ne peuvent pas comprendre spontanément que la politique du gouvernement est le produit des contradictions du système capitaliste et sa raison d'être, l'accumulation du profit, par conséquent, ils ne peuvent pas en déduire qu'il faut s'en prendre au fondement du capitalisme pour sortir de cette situation, ce qui passe sur le plan politique par l'abolition de la constitution et des institutions de la Ve République qui sont les piliers du régime.

Finalement, c'est la question du pouvoir qui leur échappe, qui plus est si aucun parti ne la pose clairement, ils se retrouvent désarmés sans perspective politique, du coup, tous les combats qui sont menés ne servent à rien ou presque, malgré l'acharnement qu'y mettent les militants.

Je ne tiens pas à polémiquer pour le plaisir, c'est plutôt une contrainte qu'autre chose, je n'ai pas lu encore la page 8 du n° 12 d'*Informations ouvrières*, mais quand j'apprends qu'une délégation va se rendre chez Sarkozy pour lui expliquer qu'il faut qu'il renationalise la sidérurgie, là le POI dérape, pire il déraille complètement.

On ne peut que condamner cette initiative, c'est tirer les masses en arrière : Sarkozy est ultra minoritaire dans le pays, il est illégitime, il n'y a pas une décision qu'il ait prise ces derniers mois qui n'ait pas été massivement rejetée par la population. Qu'est ce que le POI veut prouver à travers cette initiative ? Que Sarkozy est favorable aux privatisations, qu'il est du côté des capitalistes ? Il n'y a que les couches arriérées du prolétariat qui ne le savent pas encore. Et pour déboucher sur quoi au juste ? Pour l'entendre dire qu'il se pliait aux injonctions de l'UE, des multinationales ? Et après, on le sait déjà, vous serez bien avancés ! Cela ressemble à un baroude d'honneur qui va finir comme d'habitude dans une impasse.

J'ai envie de dire que c'est forcément ce qui arrive quand on n'a pas compris que l'on ne combat pas pour obtenir un résultat immédiat dans le cadre de ce qui est seulement possible, car c'est s'abaisser politiquement au niveau de conscience des masses, mais (à l'opposé) en ayant pour unique objectif de faire progresser la conscience politique des travailleurs afin de construire le parti sur des bases saines et solides et non sur des marécages. On en a vraiment rien à foutre de réunir des centaines de milliers de signatures sur une pétition qui finira dans une poubelle, de manifester à un million si on ne recrute pas des milliers de travailleurs sur une base politique qui permettra d'en faire des combattants révolutionnaires conscients, de construire le parti dont nous aurons besoin, pas aujourd'hui, mais demain. Aucune action n'est inutile, à cette seule condition, sinon c'est perdre littéralement son temps et gaspiller son énergie pour rien.

Car la véritable question, ce n'est pas la soumission de Sarkozy devant l'UE, mais le fait qu'en tant que représentant de la classe des capitalistes, il ne peut aller contre leurs intérêts, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que d'engager le combat pour le chasser, mais pas seulement, car un représentant du capitalisme en cache un autre et ainsi de suite, qu'il est l'étiquette UMP ou PS, il faut donc en finir avec les institutions et la constitution qui sont à leur service et sur lesquelles il s'appuie pour gouverner et mettre en oeuvre sa politique anti-ouvrière.

Le lien politique qui permet de comprendre pourquoi le capitalisme a réussi à passer le cap du XXe siècle, il réside dans la continuité des institutions politiques qu'ils s'est forgés pour asseoir son pouvoir, sa domination sur la classe ouvrière. Depuis 1789, toutes les institutions et les différentes constitutions, les cinq républiques qui se sont succédées constituent le socle, le pilier sur lequel repose la légitimité des rapports sociaux d'exploitation capitalistes. C'est leur principal point commun et leur seule raison d'être, c'est la raison pour laquelle il faut les abattre en premier, les abolir par décret. Ce sera au gouvernement révolutionnaire provisoire de s'en charger.

En dehors de cette perspective politique, comment peut-on imaginer avancer ne serait-ce que d'un pas vers notre objectif ? C'est se leurrer.

Le 5 septembre 2008

J'ai lu rapidement le rapport sur la crise financière de René Ricol et j'en ai extrait les passages qui me semblaient les plus intéressants en les commentant brièvement. Je ne suis pas un spécialiste en questions financières et je peux vous dire que cela n'a pas été une partie de plaisir, même il faut bien s'y mettre aussi.

Je n'ai rien fait d'autre de la journée.

Hier j'ai lu les résultats d'un sondage paru dans *L'Humanité* qui fait ressortir que 56% des "salariés" interrogées se disent prêts à descendre dans la rue pour les salaires et les retraites, et 51% sur la totalité de la population.

Faites un rapide calcul, il y a environ 44 millions d'adultes en âge de voter, divisons par 2, cela fait 22 millions, retirons les

étudiants qui peuvent ne pas se sentir concernés pour le moment, je ne sais pas combien il sont, soyons large, retirons 5 millions, il reste 17 millions de manifestants potentiels, retirons encore les deux tiers des retraités, cela donne 10 millions de manifestants.

Le même sondage révèle que 53% des "salariés" sont prêts à se mettre en grève pour une augmentation de salaire. Les patrons et le gouvernement ont du souci à se faire ! Et les dirigeants syndicaux pourris en premier lieu !

Toujours dans le même sondage, "*Interrogés sur les mesures proposées par la gauche pour augmenter les salaires et pensions de retraite, une majorité des Français (55%) a le sentiment qu'elles ne seraient "pas efficaces" si elles étaient appliquées*" (source : AFP 04.09)

Conclusion, non seulement un nombre considérable de travailleurs sont prêts à engager le combat immédiatement contre le gouvernement, et la majorité d'entre eux ne se font aucune illusion sur le PS et le PCF, quel soulagement !

Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste ou de se morfondre. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est minoritaire et illégitime. Son pouvoir est contesté par la majorité des travailleurs, il ne reste plus qu'à faire le lien entre la situation sociale actuelle qui est intolérable et la nécessité pour les capitalistes d'accumuler toujours davantage de profits, ce qui explique la politique de Sarkozy en leur faveur...

Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à isoler la question des salaires de la question du pouvoir politique, à la traiter comme une abstraction, ce que font très bien les réformistes en subordonnant leur tactique au niveau de conscience des masses, car c'est uniquement en montrant aux travailleurs le lien qui existe entre les deux que leur conscience politique progressera.

Si maintenant il y en a qui préfèrent réduire leur activité politique au niveau du syndicalisme, ce n'est pas une raison pour les imiter.

Unité des partis ouvriers et des syndicats, oui, mais sans le PS qui n'est pas un parti ouvrier !

Le smic à 1.500 euros nets tout de suite !

Pas une retraite en dessous de 1.500 euros nets !

300 euros d'augmentation pour tous les salaires en dessous de 3.500 euros (par exemple)!

Le 11 septembre 2008

A zéro heure tapante je me suis souhaité un bon anniversaire, c'était en 1955. Dans l'après-midi j'avais reçu une carte postale de ma compagne qui est en France depuis 6 mois déjà et qui n'en peut plus.

Avec le temps comme disait Léo Ferré tout fout le camp et tout le monde a tendance à vous oublier y compris vos proches, à cela aussi il faut s'y faire, on peut le regretter mais il y a plus grave dans la vie, par exemple ce qui se passe en Afghanistan, Bush vient d'annoncer l'envoi de 4.700 soldats supplémentaires. Vous trouverez plus loin la liste des partis et organisations qui appellent à la manifestation du 20 septembre à Paris, mais aussi dans tout le pays. J'ai rajouté le POI qui y appelle et y participera également. A noter qu'il ne figure pas sur les listes diffusées sur Internet, ce parti apparemment en dérange plus d'un.

A ce propos, non seulement les médias n'ont pas couvert le congrès de fondation du POI, mais j'ai noté aussi que l'ensemble des partis, organisations ou groupes de militants avaient témoigné le même mépris vis-à-vis du POI, ce que je considère incorrecte, à croire que cela leur cause quelques problèmes internes et qu'ils sont incapables de se disposer par rapport à ce parti. En dehors de quelques formules lapidaires dont ils ont le secret, je me demande ce que leurs dirigeants ont bien pu raconter à leurs militants. Raison de plus pour s'y intéresser et pour suivre son évolution.

La difficulté d'être objectif quand on traite d'une formation politique réside dans le fait qu'il faut se mettre à sa place pour comprendre sous quel angle il analyse la situation, or bien peu font cet effort qui est pourtant indispensable pour ne pas se méprendre sur sa politique et son objectif. On a la fâcheuse tendance à analyser le comportement d'un parti en oubliant la place spécifique qu'il occupe, son histoire, son évolution, etc. En réalité cela s'avère fort complexe, du coup on se contente de le critiquer parce qu'il ne nous ressemble pas trait pour trait. C'est une erreur évidemment. On préfère y voir de préférence ce qui nous en sépare plutôt que ce qui nous en rapproche, en partant de ce principe, on ne peut en avoir qu'une idée négative, déformée et loin de la réalité.

A mon niveau je m'emploie à éviter de tomber dans ces travers, ce qui n'est pas toujours compris par les militants et peut conduire à des malentendus, car la plupart de mes analyses sont influencées par l'objectif que je poursuis, et même s'il figure plus ou

moins distinctement dans chaque texte, je me suis rendu compte que les militants n'avaient pas forcément toujours la capacité de faire la part des choses. C'est regrettable, mais c'est inévitable, je n'y suis pas obligatoirement pour quelque chose, donc je me dois de préciser ma pensée.

Ainsi, à ceux qui pensent que je passe mon temps à casser du POI et qui s'en réjouissent, je tiens à leur dire ici qu'ils se trompent lourdement à la fois sur mon comportement et sur mes intentions. S'ils s'identifient au contenu de mes articles sur le POI en pensant y trouver un rejet de ce parti ou pour régler des comptes, ils ont tout faux, je tiens à leur dire pour que les choses soient bien claires entre nous. Je le répète encore une fois, je n'ai jamais été animé à l'encontre du PT ou du POI par cette sorte d'instinct suicidaire.

Malgré toutes les critiques que l'on peut formuler à l'encontre du POI et ses dirigeants en particulier, il demeure qu'on le veuille ou non le seul parti ouvrier en France sérieux et digne d'intérêt pour le mouvement ouvrier. Je vous ferais remarquer aussi que je ne me contente pas de critiquer la politique du POI quand cela me semble nécessaire, à chaque fois cette critique repose sur des faits et je m'efforce d'étayer mes propres positions sur des arguments dont chacun peut se saisir pour en vérifier la validité ou non. Ainsi, je m'emploie davantage à convaincre des militants, des cadres et pourquoi pas des dirigeants de ce parti de réfléchir à nouveau à la politique de leur parti pour parvenir à en modifier le cours.

Vous me direz que je me fais des illusions, tout dépend sous quel angle on voit les choses, cela se discute. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'impression de cultiver des illusions dans ce parti et ses dirigeants, je m'efforce d'être cohérent avec les idées que je défends, donc un désaccord entre nous sur ce point révèle que nous ne partageons pas tout à fait les mêmes idées sur des questions essentielles ou que nous n'accordons pas la même importance à différents facteurs déterminants.

Je vais préparer un texte à partir de courriels que j'ai échangés avec des militants sur cette question. J'ai eu l'occasion de me rendre compte que certains camarades avaient une conception du parti tellement rigide ou idyllique qu'elle devait les conduire infailliblement à demeurer en dehors de tout parti, ce qui est évidemment dommage pour tout le monde.

Jusqu'à présent, je pensais qu'ils avaient assimilé les principes de base qui sont à l'origine de la nécessité de contruire un parti, or il n'en est rien. Leurs idées sur le parti comportent de graves lacunes, alors lorsqu'ils y mêlent des lacunes sur la compréhension de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, cela donne un cocktail explosif, pour le coup ils confondent tout et ces militants se placent inconsciemment eux-mêmes en dehors de tout contrôle, donc or de tout parti.

On peut me reprocher de voir les choses de l'extérieur, mais de l'extérieur si on a la capacité de considérer l'ensemble des éléments tels qu'ils sont et de prendre en compte leurs rapports tels qu'ils existent, on a la possibilité d'en faire une description assez précise, ce qui n'est pas forcément le cas lorsqu'on a les deux pieds dedans et que l'on est juge et partie. On dit parfois qu'il faut prendre un peu de recul avec la réalité pour mieux la comprendre, c'est un peu la même chose ici.

Quand on est partie prenante dans un parti, on ne voit pas toujours ce qui s'y passe, on ne sait pas forcément ce que pensent les militants, chaque militant, car chaque militant à son importance. On se borne à une sorte d'unité de façade, on se contente de ce qui est visible, alors que derrière la société réalise un travail de sape permanent, quotidiennement elle agit sur le comportement et les idées de chaque militant ou dirigeant sans que l'on sache très bien à quel degré exactement.

Généralement lorsque l'on s'en rend compte il est déjà trop tard. A partir d'un désaccord mineur qui s'est manifesté presque par hasard au détour d'une discussion, on découvre ensuite qu'un fossé existe entre les militants et le parti sans savoir ni quand ni comment il s'est creusé. Alors cela se passe comme dans un couple au moment où rien ne va plus, toute discussion est inutile, impossible, et l'on se sépare.

On mesure ici l'importance capitale de la formation des militants qui devrait être permanente, leur encadrement pour les aider à évoluer et trouver leur place dans le parti. Les militants qu'ils soient débutants ou aguerris nécessitent la même attention, il faut veiller à ce qu'ils aient toujours à l'esprit les principes fondamentaux du marxisme, avec le temps on peut s'en écarter ou les oublier, aucun militant n'est à l'abri d'une défaillance, il n'y a que les prétentieux pour prétendre le contraire. Quand Engels expliquait que le socialisme était une science et que comme toute science il fallait l'étudier, il savait de quoi il parlait. (*La social-démocratie allemande*)

On doit le sentir couler dans nos veines camarades et aussi longtemps que le moindre petit vaisseau de notre corps n'en sera pas imprégné, la gangrène pourra toujours un jour s'installer n'importe où et nous ronger, certains en sont morts politiquement. Ce que je dis là me concerne aussi évidemment.

Je pense qu'il faut revoir le fonctionnement des cellules ou sections. Il faudrait porter une attention toute particulière à la formation de leurs responsables, pas forcément sous la forme de réunions qui obligent à des déplacements, on pourrait imaginer cette formation sous forme de documents qu'ils recevraient régulièrement et sur lesquels ils seraient priés de se pencher ou d'étudier, avant de rédiger un rapport sur chaque thème abordé pour suivre de près où ils en sont et si elle leur est vraiment profitable et quel usage ils en font, pour vérifier qu'elle est bien adaptée à l'objectif que l'on s'est fixé...

Vous avez dû tous connaître des réunions de cellule lors desquelles certains militants ne prennent jamais la parole ou n'ont jamais rien à dire. Quant à ceux qui sont toujours d'accord sur tout, rien ne dit finalement que cela soit vrai, et dans le cas où ils seraient incapables d'analyser la situation par eux-mêmes, on aura du souci à se faire dans l'avenir si on ne prend aucune mesure pour que chacun s'exprime vraiment.

La méthode qui consiste à commenter les articles du journal n'est pas suffisante et présente un inconvénient majeur : avec un peu d'entraînement on lit le journal en moins d'une heure, on ingurgite la substance que l'on peut ressortir telle quelle lors de la réunion de cellule, donc il est impossible dans la plupart des cas de distinguer ce que les militants ont compris ou non. Par contre, par exemple si l'on mêle systématiquement à la discussion des questions d'actualité qui ne figurent pas dans le journal, là les militants devront s'en sortir tout seuls, ils vous diront les choses telles qu'ils les perçoivent qui révéleront leur réel niveau de conscience politique ou conscience tout court. On n'est pas obligé d'aborder un sujet purement politique, un fait de société peut très bien faire l'affaire pour détecter à quel degré de maîtrise du matérialisme dialectique se situe chaque militant.

Il ne s'agit pas de formater des militants dans le même moule, mais au contraire de les aider à penser librement, et l'on peut admettre que tant que l'on ne maîtrise pas à un certain degré le matérialisme dialectique, parler de liberté de penser est exagéré et ne veut pas dire grand chose, à moins de se placer sur le terrain de la bourgeoisie et d'adhérer à sa définition de la liberté de penser, que reprend au passage les libres penseurs. La question qui est en jeu, c'est la progression de l'ensemble du parti, de chaque militant.

Nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces questions qui sont d'une importance capitale pour un parti.

Autre chose très vite, je ne sais pas si j'aurai le temps d'écrire un article sur la Bolivie, je pense plutôt qu'une dépêche commentée plus largement que d'habitude fera l'affaire.

La situation est en train de se tendre à l'extrême en Bolivie. Morales vient de signifier à l'ambassadeur américain de quitter le pays et, je cite une dépêche "le porte-parole du gouvernement Yvan Canelas a accusé à nouveau les gouverneurs régionaux opposés au président Morales, de "*chercher la guerre civile*" au moyen d'"*un affrontement avec les militaires et la police*".(source : AFP 10 et 11.09)

Si Morales laisse encore les oligarches organiser des manifestations violentes comme ce fut le cas hier où des bâtiments publics ont été attaqués et des routes coupées, l'armée à un moment donné va se servir de ce prétexte pour le chasser en l'accusant d'être à l'origine des désordres dans le pays.

Quand on prend le pouvoir et qu'on ne désarme pas la réaction, elle profite de la situation pour préparer la guerre civile et vous renverser, CQFD. Et si Morales s'était inspiré de la révolution russe de 1917 au lieu de s'inspirer de la Commune de Paris de 1871 sans en avoir tiré les leçons, il ne serait pas dans une telle merde.

J'allais oublier la liste des partis et organisations qui appellent à la manif du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan :

A l'appel du collectif Afghanistan-Otan et Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) - Agir contre la guerre (ACG) ± Américains contre la guerre (AAW) - Appel des Cent pour la Paix - Association des Combattants de la Cause Anticoloniale (ACCA) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité International (CEDETIM) - Centre quaker international de Paris (CQI) - Collectif Faty Koumba Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif "La guerre tue" (Toulouse) - Collectif Non au missile M51 - Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures » - Comité des iraniens contre la guerre - Confédération Générale du Travail (CGT) - Congrès National d'Afghanistan - Convergence des causes - Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme - Droit Solidarité - Enseignants pour la Paix (EPP) - Europe solidaire sans frontières (ESSF) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTC2R) - Femmes en noir de Paris - Forum social d'Iran - Les Alternatifs - Les Verts ± Le Mouvement de la Paix - Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté / Section française ± Marche Mondiale des Femmes - MARS Gauche Républicaine - Mémoire des luttes - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) - Parti communiste français (PCF) - Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) - Parti ouvrier indépendant (POI) - Pour la République sociale - Réseau Féministe « Ruptures » - Une autre gauche - Union des étudiants communistes (UEC) - Union pacifiste de France (UPF) - Union Syndicale Solidaires. (liste actualisée le 10 septembre, j'ai donc ajouté le POI pour n'oublier personne.)

Le 12 septembre 2008

La liste des principales manif et grèves à venir.

- le 18 septembre, les syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent eux à la mobilisation contre la politique du gouvernement dans leur secteur.
- le 20 septembre, manifestation contre la guerre en Afghanistan à Paris et dans tout le pays
- le 23 septembre, à La Poste, les syndicats appellent à la grève et à des manifestations contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de l'entreprise.
- le 7 octobre, une journée de manifestations interprofessionnelles est également prévue sur l'emploi, les salaires, ou encore la protection sociale et la santé à l'appel de la CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA. FO et la CFTC ont refusé d'y participé parce qu'elle ne portait pas uniquement sur le "travail décent", alors que c'est le mot d'ordre le plus pourri qui soit dont la CSI est à l'origine. (source : AP 11.09)
- le 16 octobre, les retraités sont appelés à descendre dans la rue pour défendre leurs pensions et leur pouvoir d'achat.
- le 16 toujours, des rassemblements sont également prévus devant les préfectures pour obtenir l'annulation du nouveau fichier policier EDVIGE.
- le 19 octobre à Paris, les principales fédérations de l'Education nationale appellent à une manifestation nationale unitaire.

Si j'ai oublié quelqu'un ne m'en veuillez pas et écrivez-moi, je compléterai cette liste.

J'avais des choses à vous dire mais je n'ai franchement pas le temps maintenant, je n'ai rien à manger pour ce soir, je dois donc aller faire des courses à la ville !

Juste un mot personnel, j'ai appris hier soir que j'allais être grand-père, il ou elle sera à moitié Blanche à moitié Noire puisque le compagnon de ma fille est Réunionnais, en voilà une bonne nouvelle. Comme cela on formera une famille de toutes les couleurs, formidable ! Pas trop grande j'espère quand même !

Bon week-end à vous tous.

Le 16 septembre 2008

Une causerie fonctionne selon moi comme une correspondance, une lettre que vous écrivez et que vous envoyez à quelqu'un qui sait de quoi vous causez. On peut dire volontiers ce que l'on pense comme lors d'une discussion entre potes. Du coup on peut se permettre de se lâcher un peu au niveau du vocabulaire et cela nous change un peu de la rigueur dont nous devons faire preuve habituellement jusque dans les détails. Se prendre trop au sérieux n'est pas mon truc. ce qui est intéressant aussi, c'est que l'on a sous les yeux l'élaboration de la pensée, son dynamisme mais aussi ses lacunes.

On prend le risque d'être traité de mégalomane, mais l'on s'en fout. D'ailleurs j'ai remarqué que ceux qui vous font ce reproche, font généralement partie des gens qui ont une bien piètre idée de la liberté d'expression, en dehors de celle qu'il s'accorde ainsi qu'à ceux qui pensent comme eux, au-delà ils ne supportent pas les gens qui disent franchement ce qu'ils pensent, par crainte sans doute de se sentir obligés de se livrer au même exercice qui dévoilerait la véritable nature de leurs idées.

Vous vous dites sans doute comme moi qu'à l'heure d'Internet et de la communication en temps réel avec le reste du monde, il est facile de savoir exactement ce qui se passe dans un pays. En réalité ce n'est pas aussi simple que cela paraît, encore moins si vous vous fiez uniquement à la presse écrite, ou alors il faut être abonné à plusieurs journaux et cela vous coûte une petite fortune.

Je ne parle même pas du temps qu'on y passe, car une info peut s'avérer incomplète, pas assez précise, ambiguë, pour bien faire il faudrait la vérifier, on ne sait rien sur son auteur, ses sources, bref, il faut une rédaction au complet pour pouvoir aborder tous les sujets à la fois...

Il faut même se méfier des dépêches des agences de presse, outre leur rédaction qui comporte de plus en plus d'erreurs de frappe, d'orthographe, de syntaxe, des mots manquants, des répétitions, leur contenu peut varier à l'infini, par exemple sur le nombre de pays engagés dans la guerre en Afghanistan, cela varie de 25 à 45 en passant par 28 ou 35, bref, on ne sait pas quelle information sera fiable à 100%.

Je vous dis cela après avoir cherché à savoir ce qui se passait réellement en Bolivie. Par exemple, textuellement, je n'ai lu nulle

part que Morales avait conservé pratiquement intactes les institutions de l'Etat bolivien, on trouve bien ici ou là quelques fragments d'informations sur ce sujet mais elles sont pour ainsi dire inexploitables, or c'est la clé de toute révolution, c'est le b.a ba de la révolution de les liquider.

En relisant les derniers articles parus dans *Informations ouvrières* sur la Bolivie par exemple, je me suis rendu compte qu'en réalité ils ne permettaient pas de se faire une libre opinion et de comprendre la situation. Je précise que c'est le seul journal d'un parti politique que je lis, c'est pour cela que j'en parle.

La situation actuelle en Bolivie ne se réduit pas à la présence d'un président issu d'un parti qui aurait un programme socialiste (j'ai employé volontairement le conditionnel), le MAS, ou à la majorité dite de gauche acquise à Morales qui siège à l'Assemblée constituante, ni à la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre ou au soutien dont bénéficie Morales au sein de la population, ni à la mobilisation de la réaction qui agite le spectre de la division du pays, ni à l'opposition farouche de l'oligarchie à toute transformation sociale, et lorsque l'attitude conciliatrice de Morales est évoquée, elle est placée sur le même plan que les autres éléments qui constituent la situation en Bolivie aujourd'hui sans en expliquer la portée.

Or, seul ce dernier élément permet de comprendre la situation. L'attitude de Morales envers les institutions bourgeoises qu'il a conservées est le facteur déterminant qui peut faire basculer à tout moment la situation et détermine en grande partie son développement, au-delà, c'est le destin du processus révolutionnaire qui en dépend.

Le fait que cet élément ne figure pas dans une analyse de la situation politique en Bolivie ou que son importance soit minimisée s'explique très bien par l'orientation politique du POI qui refuse systématiquement de remettre en cause les institutions bourgeoises existantes, en Bolivie comme en France et partout dans le monde, l'Entente internationale des travailleurs ou leur soit-disant IVe Internationale sont exactement sur le même axe politique opportuniste.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la très grande majorité des militants (surtout ceux du POI qui ne lisent que la littérature de leur parti) seront incapables de procéder à l'analyse de l'orientation politique du POI, qui rappelons-le se traduit concrètement par un appel à défendre la souveraineté et l'indivisibilité de la nation bolivienne, parce qu'ils n'auront pas en tête cet élément capital que constitue la soumission de Morales à l'Etat bourgeois bolivien et qui pour cette raison devrait être rappelé régulièrement pour ne pas dire systématiquement.

Arbitrairement et en procédant par omission, les militants et les travailleurs sont ainsi manipulés pour les faire adhérer à une orientation politique et des mots d'ordre dans lesquels se reconnaîtront sans doute une fraction de la bourgeoisie nationaliste bolivienne et de l'armée, mais qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre de ce pays dont le salut passe par la liquidation immédiate des institutions héritées du passé, institutions qui permettent justement aux capitalistes et aux propriétaires terriens de mener le combat pour renverser Morales et en finir avec le processus révolutionnaire.

Sous prétexte de soutenir Morales ou le processus révolutionnaire en cours, on ne fournit aucune information concrète qui permettrait de comprendre pourquoi Morales et son gouvernement sont dans une situation difficile.

Si je vous dis par exemple, que certes le gouvernement a soustrait aux préfectures 30% de l'impôt direct sur les hydrocarbures pour financer un plan de retraites pour l'ensemble des Boliviens, mais qu'au même moment le 12 août dernier, lors de la lecture de son rapport de gestion, Morales a déclaré que durant ses deux ans de mandat, il avait remis aux préfectures 33 milliards de dollars, tandis que dans les 12 années antérieures, elles en avaient seulement reçu 30, on se dit que non seulement Morales n'a pas remis en cause le pouvoir des préfets qui le combattent féroce, mais qu'au contraire il leur a donné plus d'argent encore pour organiser le sabotage économique et recruter des bandes armées de mercenaires. (source : Sebastián Ochoa - Altermondesans-frontières)

Ajoutons que Morales a maintenu le ministère de l'Economie dans sa quasi-totalité pour mieux signifier son intention de ne pas rompre avec le capitalisme, ce qui est une grave erreur. (source : Le Monde diplomatique)

Je ne sais pas ce qu'est devenue le Congrès formé initialement par la Chambre des députés et le Sénat, un article du *Monde diplomatique* en parlait encore en novembre 2006, tout en rappelant que l'Assemblée constituante avait été élue le 2 juillet 2006. Le n°845 (page 13) d'*Informations ouvrières* évoquait le "Congrès des députés", ce qui ne répond pas à notre question.

Autre élément important, les trois partis bourgeois qui détiennent la majorité au Sénat - Poder Democratico y Social (PODEMOS), Unidad Nacional (UN) et le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) menacent systématiquement de bloquer son fonctionnement, ce qui empêche l'adoption définitive d'une loi votée par l'Assemblée constituante où les partis qui soutiennent le gouvernement détiennent la majorité. Je n'ai lu nulle part que le Sénat avait disparu. Existe-t-il encore ? Quel pouvoir a-t-il aujourd'hui ?

Autre question sur l'Assemblée constituante, si les partis qui soutiennent Morales ont la majorité absolue, ils ne possèdent pas les deux tiers nécessaires pour valider un projet de loi. Le fonctionnement de l'Assemblée constituante devait être modifié sur ce point capital, mais la majorité des sénateurs s'y opposaient et avaient prévenu Morales qu'ils continueraient à bloquer les travaux du Sénat aussi longtemps qu'il n'aurait pas abandonné son intention de revenir sur la remise en cause de la majorité des deux

tiers. Qu'en est-il aujourd'hui ? Mystère.

J'ai trouvé quelques infos sur cette question, mais pas la réponse à la question de savoir si la règle des deux tiers a été abrogée ou non. IO 812 page 13 : *"Le 6 août, après dix mois d'existence, la Constituante devait clore ses travaux. Mais aucune loi, aucun article du projet de Constitution n'a été adopté, la minorité de la Constituante - c'est-à-dire les partis de l'oligarchie - ayant réussi à imposer la règle des deux tiers, c'est-à-dire que rien ne pouvait être approuvé sans une majorité des deux tiers. Le gouvernement Morales a accepté cette exigence de l'oligarchie."*

Une autre institution demeure en place, la Cour nationale électorale qui peut accepter ou rejeter l'organisation d'un référendum décidé par le gouvernement, autrement dit, cette institution qui n'a aucune légitimité a plus de pouvoir que Morales, son gouvernement et l'Assemblée constituante réunis ! IO n°12 page 13 *"le tribunal électoral bolivien s'oppose aux référendums voulus par Morales. La Cour nationale électorale a rejeté lundi l'organisation de référendums convoqués pour le 7 décembre par le président Evo Morales. Le président de ce tribunal, José Luis Exeni, a indiqué dans une conférence de presse que la cour qu'il dirige n'allait « pas approuver ces processus électoraux alors qu'il existe des obstacles d'ordre légal » (AFP)".* Aucun commentaire pour expliquer d'où sort cette institution et quels sont ses pouvoirs.

Je me demandais si l'Assemblée constituante qui siège dans la capitale La Paz, disposait de relais dans chaque région, district ou ville, j'avais cru comprendre que non, j'en ai trouvé apparemment la confirmation IO 812 page 13 : *" Le moment n'est-il pas venu de constituer des assemblées populaires, des assemblées qui s'adressent à la Constituante pour dire : assez de consensus avec l'oligarchie !",* ou encore dans le n°815 datant du 11 octobre 2007, page 14 : La motion de La Chispa présentée au sommet de la COB : *"Nous appelons à commencer à préparer des assemblées populaires pour exiger du gouvernement l'accomplissement de l'Agenda d'octobre et pour que la Constituante rompe avec l'oligarchie. »"*. Ces assemblées populaires existent-elles aujourd'hui ? Ont-elles un caractère permanent ? Ont-elles été élues sur le modèle de l'Assemblée constituante ? Leurs délégués sont-ils révocables à tout moment ? Autant de questions sans réponse.

Mais le pire réside apparemment dans la nouvelle Constitution que veut faire adopter Morales par référendum. D'après ce que j'ai lu, elle garantirait la propriété privée, l'investissement étranger (les multinationales) et les autonomies départementales réclamées par la droite soutenue par Washington et l'Union européenne. Je ne sais pas non plus si elle remet ou non en cause l'existence des institutions dont nous avons parlées, le Sénat, la Cour nationale électorale, la Cour suprême, etc. qui sont autant de points d'appui pour la réaction et son combat contre Morales et le gouvernement.

En résumé, tout le monde semble focalisé sur les nationalisations et l'opération sécessionnistes organisée par la réaction, mais personne ne se soucie de l'existence des vieilles institutions qu'il faudrait balayer.

Vous me direz que la situation n'est pas simple, bien sûr, elle ne l'est jamais en pareille circonstance ! Morales veut dialoguer avec l'opposition, il hésite à la réprimer, il tergiverse et perd un temps précieux qui exaspère la population, ce qui permet pendant ce temps-là au camp de la réaction de s'organiser et de mener sa guérilla au grand désespoir des travailleurs.

Vous vous dites que le développement de la révolution bolivienne pourrait servir de point d'appui au combat du prolétariat dans tous les pays y compris en France, vous n'y êtes pas, la situation en Bolivie est traitée de la même manière qu'une fermeture de classe dans un village en Corrèze !

Vous vous dites peut-être encore, que la révolution bolivienne témoigne de la vitalité du prolétariat et de sa capacité à trouver une issue à la dictature du capitalisme, et que la révolution socialiste est à l'ordre du jour à l'échelle mondiale, vous n'y êtes pas du tout, les uns et les autres s'accordent pour mettre l'accent sur l'aspect institutionnel et démocratique du processus politique en cours en Bolivie, comme si la bourgeoisie aurait des états d'âme pour accepter la remise en cause de son pouvoir du moment qu'il se déroulerait sous les bons auspices de la démocratie.

Pour écrire ces quelques lignes, j'ai dû consulter 37 articles, j'y ai passé une journée entière sans être satisfait de ce travail. C'est pour vous dire de quelle détermination il faut faire preuve pour arriver à un si maigre résultat. J'imagine sans peine que les militants qui bossent ne disposent pas du temps nécessaire pour faire de telles recherches, lire et relire chaque article, etc.

Aucun d'entre vous ne dispose des informations nécessaires pour porter un jugement sur la valeur d'un article, à moins de disposer d'une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Parfois on détecte au premier coup d'oeil dans quelle direction veut nous orienter un rédacteur, mais on peut facilement se méprendre par manque d'attention.

Le plus contrariant pour ne pas dire le plus pénible, c'est lorsque l'on a à faire à des gens qui pratiquent en permanence le double langage, on ne sait plus sur quel pied dansé, à croire qu'ils font exprès de nous embrouiller pour qu'on ne devienne pas trop intelligent et qu'on n'en arrive pas un jour à pouvoir porter un jugement sur eux.

En attendant, soutenons Morales et son gouvernement en espérant que la mobilisation des masses aura raison de ses hésitations et l'aidera à vaincre le camp des oligarchies qui détiennent toujours le pouvoir en Bolivie. La même orientation vaut pour le Venezuela, mais en faisant toujours preuve de discernement, c'est-à-dire sans s'interdire évidemment de critiquer Chavez qui au

bout du compte n'est pas plus révolutionnaire que pouvait l'être Castro. Comme dirait l'autre, quant à choisir entre l'impérialisme et une dictature militaire d'un côté, et le régime de Morales ou Chavez d'un autre côté, c'est sans état d'âme que l'on soutient ces derniers, ou plutôt que l'on soutient résolument le mouvement des masses qui les a porté au pouvoir et avec lequel ils se confondent jusqu'à un certain point. On ne peut pas modeler l'histoire selon ses désirs, il faut donc la prendre comme elle se présente.

Autre chose. Chercher l'erreur.

Le 13 septembre 2007, le n°811 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 673 abonnés recevraient ce numéro. Le 11 septembre 2008, soit exactement un an plus tard, le n°13 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 352 abonnés recevraient ce numéro. Cherchez l'erreur.

Il y a un an, il y avait officiellement environ 6 200 adhérents au PT, et fin juin 2008 il y avait toujours officiellement plus de 10 000 adhérents au POI. Cherchez l'erreur.

Le plus navrant, c'est que parmi les 10 000 adhérents virtuels qui avaient pris une carte pour manifester leur soutien au processus de fondation du POI, ils ne seraient pas plus de 6 200 à avoir pris la carte du POI à la date d'aujourd'hui. Cherchez l'erreur.

J'ai malgré tout de l'estime pour le POI, j'ai ce défaut incurable. Et c'est une torture pour moi de le critiquer comme je le fais quand cela me semble indispensable. Je reviendrai une autre fois sur ce sujet, en attendant je pourrais faire un parallèle avec la vie de tous les jours.

Que voulez-vous, je suis remarié depuis plus de 18 ans et j'aime toujours autant ma première épouse, comme au premier jour. Je sais que ce n'est pas bien, mais je me fous des conventions, je suis fidèle, j'ai la fidélité dans le sang, pas jusqu'à la connerie je vous rassure puisque je ne l'ai pas attendue indéfiniment, tout du moins je l'espère.

Quand on est honnête avec soi-même, on est forcément honnête envers les autres, alors si un jour j'ai reconnu des qualités à des dirigeants, ce n'est pas pour ne plus leur reconnaître un autre jour. Cela vous paraîtra peut-être étrange au regard de ce que je peux écrire sur eux, pas sur tous, mais c'est ainsi.

J'ai une conception de la liberté d'expression qui brise tous les interdits et qui ne connaît pratiquement aucune limite, ce qui peut en dérouter plus d'un et me cause évidemment bien des désagréments au passage, mais je fais avec. Ceux qui ne me comprennent pas ou qui ne me connaissent pas penseront peut-être que je suis incohérent, que je me contredis sans cesse, etc., alors qu'en réalité je dois me débattre en permanence entre ce qu'il faut dire et ne pas dire, tout en sachant très bien qu'il y en aura toujours pour penser que j'en dis trop et d'autres que je n'en dis pas assez, difficile ou impossible de contenter tout le monde. Généralement quand on ne comprend pas quelqu'un, on dit qu'il est con sans chercher plus loin, c'est tellement facile.

On se méprend souvent sur les gens parce qu'on les identifie systématiquement aux idées qu'ils défendent, alors qu'il faudrait toujours ou presque faire la distinction entre les deux et ne pas les confondre.

Je vais vous donner deux exemples. Vous savez que les pécheurs de mon village n'ont pas cessé de me causer des ennuis depuis 8 ans, ils m'ont même menacé de mort à plusieurs reprises. Parfois je les traite de cons parce qu'ils me pourrissent la vie, je ne vais pas me laisser faire, c'est normal. Par contre, à chaque fois qu'ils me demandent de leur rendre un service je suis sincèrement heureux de leur rendre, sans arrière-pensée aucune, ce qui ne les empêchera pas de me faire une saloperie le lendemain, je le sais, mais je n'en tiens pas compte, pour moi cela n'a aucune importance, foncièrement nous sommes pareils, la conscience politique en moins peut-être, mais rien ne justifie que je m'octroie le droit de les juger. Second exemple, quand je pilonne Stentor, c'est parce qu'il a des idées à la con, franchement sous-entendre qu'il vaudrait mieux mourir pour la patrie que pour des industriels en citant Anatole France, on ne pouvait pas lui laisser dire une chose pareille sans réagir, mais à côté de cela, il était déjà au POI si je ne me trompe pas, et il ne dit pas que des grosses conneries, donc je ne peux pas le considérer comme un ennemi, on fait partie quelque part de la même famille, rajouter politique si cela vous fait plaisir, c'est quelque chose que j'ai toujours à l'esprit.

J'ai toujours pensé que l'être humain était moins mauvais qu'il en avait l'air et qu'il était inutile de l'accabler, qu'au contraire il fallait s'appuyer sur son bon côté pour qu'il le développe. Quand j'étais plus jeune, mon ex-compagne me reprochait de me laisser marcher dessus sans réagir, en vieillissant, j'ai pris du poil de la bête et un peu d'assurance, j'ose dire ce que je pense, qu'on ne m'en veuille pas de réaliser ce que l'on souhaite aux autres. Ce n'est pas du déballage ou de la morale à cent balles, à défaut de vous dire ce que je pense de vive voix, je vous l'écris par l'intermédiaire de cet outil de communication génial qu'est Internet. Là aussi, je ne suis pas contre la science ou la technologie, tout en critiquant certaines applications malheureuses ou qui ne sont pas tombées dans de bonnes mains.

J'allais oublié de vous dire que mon pote m'a répondu, je lui avais dit de réfléchir encore et de peser le pour et le contre concernant une adhésion éventuelle au POI, voici un extrait : "*Je me suis dit réfléchissons pendant quelques heures ! mais sans y croire, et ensuite cela a été : non ! ce n'est pas possible*", il faut dire que je lui avais écrit une tartine, plusieurs pages. Pour

lui : "*depuis la création du POI le journal et le parti sont bien pire qu'avant, c'est un point de vue, il faut le respecter. Je suis assez d'accord sur le POI, moins sur le journal, même si un intellectuel qui essaie de faire de l'esprit en se mettant au niveau d'un ouvrier tombe souvent dans le travers de la caricature, on a l'impression qu'il s'adresse à des demeurés ou des simples d'esprit et cela se sent. Ils ne savent toujours pas ce que devrait être un journal écrit en partie par des ouvriers pour des ouvriers. Il pose deux questions et m'adresse ensuite des éloges que je ne mérite pas vraiment : "Existe il encore un véritable parti ouvrier? est-ce encore possible? Comme je te l'ai déjà dit tu fais avec le site aussi bien pour la conscience de classe du mouvement ouvrier qu'eux tous réunis", c'est beaucoup trop pour un seul homme, souviens-toi camarade de ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, la tactique et la stratégie du parti, sa ligne politique doivent être élaborées collectivement, car personne ne possède aujourd'hui toutes les qualités réunies pour être capable d'en formuler qui soient correctes dans tous les domaines d'action, et qui soient satisfaisantes pour le plus grand nombre possible. A la limite je serais un simple aiguillon qui pose pas mal de questions et qui cherche à y répondre sans préjuger du résultat.*

Ce camarade a pesé le pour et le contre, je n'ai pas à le faire à sa place. Je devrais même saluer sa décision puisqu'elle correspond à ses idées, c'est peut-être le meilleur moyen de les faire évoluer au lieu de lui conseiller d'en changer, c'est bien la raison pour laquelle je m'en passe bien, chacun est libre de mettre ce qu'il veut dans le plateau du pour et dans celui du contre, seule une analyse minutieuse de leurs contenus peut le faire évoluer, et là personne ne peut le faire à sa place. Je me contente de faire ma propre analyse de ses arguments, disons en parallèle, on n'est pas en concurrence ou en compétition, je ne veux pas le déranger ou l'heurter, c'est bien que chacun dise ce qu'il pense.

D'ailleurs c'est bien simple, on ne se dit jamais que l'un ou l'autre à tort ou raison, notre matériau, ce sont les faits et non ce que chacun pense des faits, sinon on est mal barré. Cela revient à passer en revue des hypothèses. La politique est un champ de bataille, mais entre nous, c'est la fraternité qui domine.

Mon pote est trop gentil avec moi, car en attendant, si j'avais voulu le convaincre d'adhérer au POI, je n'y suis pas arrivé, cela montre que je n'ai pas davantage de qualités que lui, sinon je serais peut-être arrivé à le convaincre, mais je répète que je n'en ai jamais eu l'intention, j'ai employé cet exemple pour cette démonstration seulement. Tant qu'il n'adhèrera pas au PS, on sera pote ! Cela va le faire marrer.

On ne le dit pas assez souvent, mais la réflexion agit sur notre mode d'action ou constitue à elle seule un mode d'action, elle nous amène à prendre des décisions, à s'engager dans une direction, elle semble suivre un chemin tout tracé ou partir dans une direction que l'on n'avait pas forcément entrevue auparavant...

On apprend à jauger les choses et les êtres à leur juste valeur en sachant très bien que cette valeur varie d'un individu à l'autre forcément, puisque nous n'avons pas vécu exactement la même chose. Si l'on arrivait à répéter les droits que nous pouvons revendiquer comme valeur commune, nous aurions déjà fait une bonne partie du chemin, sans avoir à nous occuper de la manière dont chacun conduit sa vie.

On peut te raconter la guerre, tant que tu ne l'auras pas vécu toi-même, vous ne parlerez pas exactement de la même chose, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'on ne pourra pas se comprendre jusqu'à un certain point, c'est cette limite qu'il faut sans cesse essayer de reculer pour gagner d'avantage de liberté pour mieux se comprendre.

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, vous connaissez cela par coeur.

J'arrête mon bavardage il m'a emmené jusqu'à 0h40. Alors bonjour ou bonsoir.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Le 17 septembre 2008

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme* dans la page d'accueil du site. Je vais préparer un document dans lequel figurera les différents extraits que j'ai retenus de *La social-démocratie allemande* afin que les militants puissent retrouver facilement les arguments qui peuvent leur servir pour combattre la politique des dirigeants du POI. J'actualiserai ensuite ce document régulièrement, il vous suffira de remplacer l'ancien par le nouveau.

Hier soir je n'ai lu que 26 pages. C'est passionnant et tellement d'actualité sur bien des sujets que l'on s'arrête presque à chaque paragraphe pour réfléchir.

J'ai encore toutes ces pages en tête, et je me dis que si déjà aux alentours de 1870 il était déjà impensable selon Marx et Engels de réunir dans le même parti des militants ouvriers et des petits-bourgeois, la fondation de la SFIO en 1905 s'inscrivait en totale contradiction avec les conclusions et les enseignements que Marx et Engels avaient tiré du développement de la lutte

des classes, qui plus est le PT ou le POI un siècle plus tard. Si vous cherchez encore où leurs dirigeants ont rompu avec le marxisme, vous avez là une partie de la réponse.

Et Lénine ne s'y était pas trompé lorsqu'il s'engagea dans la construction du parti bolchevik à partir d'une simple fraction dans le POSDR, pas seulement en suivant les enseignements de Marx et Engels mais aussi par expérience, il avait compris qu'il fallait absolument construire un parti qui serait distinct de tous les autres, un parti qui serait lié à la classe ouvrière et qui n'admettrait aucun compromis sur le programme ou les principes sous prétexte d'y gagner des petits ou grands bourgeois, car il y en avait évidemment au parti bolchevik, pour atteindre son objectif, la prise du pouvoir.

Lénine est resté fidèle au marxisme. Souvenez-vous que Marx et Engels avait indiqué au moment de la Commune de Paris que le prolétariat devrait disposer d'un parti différent de tous les autres, qu'en quelque sorte son salut en dépendrait. Je crois que ce passage figure dans *La guerre civile en France 1871*, je l'avais fait figurer dans le site il y a quelque temps.

Que nous révèle aujourd'hui la gigantesque crise du capitalisme qui se profile à l'horizon et dont nous commençons seulement à entrevoir les conséquences à l'échelle mondiale ? Qu'il n'est pas possible de tergiverser sur la question de savoir si l'on doit en finir ou non avec le capitalisme. Soit on le conserve, soit on passe au socialisme. Il n'y a pas de demi-mesures possibles et les étapes intermédiaires pour peu qu'elles nous seront imposées par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale - puisque le socialisme ne peut triompher qu'à cette échelle, ne peuvent pas ou ne doivent surtout pas constituer un objectif.

Le prolétariat doit prendre conscience de l'objectif final de son combat pour pouvoir gérer au mieux l'époque transitoire qu'il devra forcément traverser avec tous les pièges qu'elle comportera. On ne peut se diriger correctement vers un objectif et traverser les moments difficiles qu'à condition d'être toujours orienté dans la bonne direction ; par exemple, comme l'explorateur qui muni d'une boussole est capable à tout moment de faire le point par rapport au nord (magnétique).

Autre chose.

J'essaierai demain d'actualiser les infos en bref. Je me demande si je ne perds pas mon temps avec cette rubrique, j'y passe un temps dingue.

Ils sont dingues ! En voilà une bonne nouvelle.

Borloo a confirmé la naissance d'une taxe "*pique-nique*" de 0,9 euro sur les couverts et assiettes en plastique ou en carton non recyclable qui sera destinée à financer les produits du même type mais recyclables. Il n'y aura pas dans ce cas de "*bonus*" correspondant sur d'autres produits.

Autrement dit cette taxe ira directement dans la poche des industriels qui produiront ces marchandises recyclables, il doit sans doute en exister dans l'entourage de Sarkozy.

Le principe consiste à taxer les produits néfastes à l'environnement et à accorder des primes à l'achat des produits "*vertueux*", selon Reuters. (source : Reuters 15.09)

La ministre de l'Economie a dit très sérieusement sur Europe 1 : "*on va dans cette direction pour orienter les comportements*", rendant les consommateurs donc vous et moi responsables de la détérioration de notre environnement. C'est aussi le créneau des écologistes de merde à qui l'on doit déjà la taxe sur les billets d'avion.

Et ce n'est pas fini, certains prédisent que la liste des produits pourraient s'étendre au lave-linge, lave-vaisselle, téléviseurs, peintures, piles ou accumulateurs, ainsi que l'intégralité des produits pour l'automobile, les détergents et produits de vaisselle, bref des marchandises pour lesquelles il n'existe pas forcément l'équivalent recyclable dans tous les points de vente.

Encore un cadeau aux patrons. On se demande qu'est-ce qu'ils pourraient bien taxer la prochaine fois ? Les aliments pour chien pour financer le salaire des agents municipaux qui sont spécialisés dans le ramassage des crotes ? Les fers à chaussure qui détériorent le revêtement des trottoirs ? Mieux, les vieux et les vieilles qui se déplacent difficilement et qui sont des dangers publics numéro 1 - pas seulement pour l'équilibre des comptes de la Sécu, qui par leur présence intempestive dans les rues entraînent un ralentissement inacceptable de la circulation, donc celui des entreprises, de la productivité, du capital ? Bordel, le sacro-saint capital, il faut lui tordre le cou !

Si après l'annonce de cette taxe le gouvernement n'est pas complètement discrédité, on aura plus qu'à se mettre une balle dans la tête !

Un sondage commandé par l'Elysée.

C'est sans doute dans cette perspective que l'institut BVA qui a pour actionnaires Rotchild et Bolloré, vient de sortir un sondage pour le moins surprenant, je cite une dépêche de l'agence Reuters du 16 septembre à propos de Sarkozy :

"Les jugements favorables progressent en effet de 24 points à 86% parmi les personnes ayant voté pour le candidat UMP en mai 2007, et sa cote a par ailleurs progressé de 17 points parmi les ouvriers et de 12 parmi les employés."

"La cote de popularité du chef de l'Etat monte à 47% contre 35% dans la précédente enquête en juillet, tandis que la part de mécontents descend de 60% à 48%."

"Le Premier ministre François Fillon connaît, pour sa part, son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à Matignon avec 55% de bonnes opinions contre 43% en juillet." (source : Reuters 16.09)

Bref, plus les prix montent et moins tu as de fric, plus tu soutiendrais ceux qui sont responsables de cette situation parce que tu es aussi dingue qu'eux !

J'ai le pif quand même parfois. Il n'y a pas si longtemps j'ai écrit qu'il était étonnant que les instituts de sondage publient des chiffres très défavorables au gouvernement, alors que personne ne leur en demandait autant. Je m'étais dit qu'il y avait un lézard quelque part, je les soupçonnais d'agir ainsi pour ensuite vanter la remontée spectaculaire de Sarkozy lorsque tout irait plus mal ou qu'il serait sur le point de nous asséner encore un mauvais coup. J'avais senti la manipulation, on y est.

Le 18 septembre 2008

Je passe décidément trop de temps sur les infos en bref, je vais donc complètement revoir cette rubrique. Si des camarades m'aidaient on pourrait avoir un site plus complet et plus attractif, tant pis.

Je vais me recentrer sur les causeries à partir de l'actualité et de lectures des marxistes. Et vais continuer à pilonner la direction du POI, pour dénoncer et combattre son double langage et ses liens avec la bourgeoisie. Tiens à ce propos.

Lors de la venue du pape en France, j'avais reçu un appel de la Libre Pensée. Je l'ai boycotté volontairement, car dans ce texte il était rappelé les liens avec la bourgeoisie : *" Elle anime aussi une association d'Elus locaux et un intergroupe parlementaire."*, et plus loin : *" Sous l'égide de l'Union Internationale Humaniste et Laïque (IHEU) qui regroupe plus d'une centaine d'associations laïques dans quarante pays et qui a une représentation permanente à l'ONU, l'UNESCO, au Conseil de l'Europe, la Fédération nationale de la Libre Pensée avec une trentaine d'associations des différents continents (...)"*, bref la Libre Pensée qui n'est qu'un appendice du POI entretient des relations permanentes avec des partis bourgeois à l'Assemblée nationale, ainsi qu'avec l'ONU et le Conseil de l'Europe, ce qui est totalement inacceptable pour des militants se réclamant du trotskisme ou du mouvement ouvrier.

Lors du discours qui clôturait le meeting en question, Christian Eyschen (POI-CCI) a cru bon de s'adresser aux "amis, citoyens, compagnons et camarades", les compagnons étant ses amis franc-maçons comme lui, les camarades étant évidemment relayés à la queue, comme dans les tracts du POI après leurs chers élus et les bureaucrates de FO.

Certains camarades, des intellectuels principalement, des profs, je tiens à le préciser, m'ont reprocher mes excès de langage envers les dirigeants. Selon eux, ainsi je me discréditerais aux yeux des militants, alors que mes arguments ne manquent pas d'intérêt. J'ai relevé dans une vingtaine de pages de *La social-démocratie allemande* quelques expressions savoureuses employées par Engels et Marx pour parler des dirigeants du POSD d'Allemagne :

"une vieille barbe philistine, fils naturel de l'Empereur d'Allemagne, le petit bourgeois pansu, le radoteur sentimental qui, avec son argent, s'est acheté sa place dans le parti ; ces gaillards, théoriquement nuls et pratiquement inutilisables, veulent abâtardir le socialisme (qu'ils veulent arranger à leur goût d'après des recettes universitaires) et surtout émasculer le parti social-démocrate ; ils veulent éclairer les ouvriers de leurs lumières ; ils cherchent à rendre le parti respectable aux yeux du philistin ; Ce sont de misérables radoteurs contre-révolutionnaires ; Il n'y trouva que le seul Engels, qui lui fit comprendre quel abîme profond il y avait entre nous et lui ; un article reptilien sur le libraire Schäffle. Jamais on a publié quelque chose d'aussi blâmable pour le parti ; gangrenés par le philistinisme; ces ânes ; affreusement naïf ; bourriques; chiffe ; la honte est d'autant plus grande pour ces gaillards ! ; crétinisme parlementaire ; tous les éléments pourris ou vaniteux peuvent sans contrainte occuper l'avant-scène du parti". Je ne sais plus si c'est Bernstein qui a dit d'Engels qu'il était le plus grossier des sociaux-démocrates

Quand on lit et relit ce que Marx et Engels pensaient des dirigeants, on est pris instantanément d'un malaise, on se demande si l'on rêve ou quoi, on se demande même comment ils pouvaient être dans le même parti ou collaborer aux mêmes publications, et pourtant camarades, le parti ouvrier social-démocrate allemand, tout comme celui de Russie, puis le parti bolchevik de Lénine, étaient mille fois plus démocratiques que tous les partis que nous avons connus en France depuis plus de 70 ans.

Alors oui assurément cela pose un certain nombre de questions, par exemple, pourquoi sur un simple désaccord théorique ou politique des milliers de militants, des cadres ou des dirigeants révolutionnaires expérimentés, sincères et honnêtes ont-ils été exclus ou conduits à démissionner de leur parti par Lambert et sa clique ? Parce qu'il n'a jamais été à la hauteur d'un Marx ou d'un Lénine direz-vous, assurément ils n'en possédaient apparemment aucune des qualités nécessaires pour diriger un parti, dans le cas contraire ils n'auraient pas eu besoin d'avoir recours à des méthodes aussi pourries que condamnables.

En dehors de quelques exceptions, je me dis après coup que j'avais raison de penser et que rien ne justifiait politiquement la dispersion de nos forces, que seuls des dirigeants faibles et opportunistes pouvaient avoir à faire à des mesures despotiques pour rester à la direction de leur parti, au nom de la démocratie, du respect des statuts, du centralisme démocratique, qu'ils n'ont cessé de fouler aux pieds en vérité.

Tous les camarades des différents groupes issus du PCI ou du PT devraient aujourd'hui militer dans le même parti, et les milliers de militants qui sont passés par ces partis devraient y avoir leur place, je le répète encore, à l'exception de quelques-uns qui se prenaient pour ce qu'ils ne sont pas, qui voulaient virer la direction du PCI ou du PT sans pour autant posséder les qualités indispensables pour diriger un parti.

Marx et Engels ont dû se coltiner pendant des années les Dühring, Bernstein et Cie, et Lénine a dû supporter la présence de Staline et bien d'autres parasites dans le parti...

L'histoire leur a donné raison, c'est la leçon essentielle que je retiens, car personne n'a pu enterrer les enseignements du marxisme, et pourtant les Dühring, Staline et consorts n'ont pas manqué d'alliés dans le monde au sein de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier pour déformer, dévoyer, avilir, piétiner le marxisme et ses auteurs, lui et leur imputer les pires saloperies, réaliser les pires crimes en son nom et leurs noms...

Si Marx, Engels ou Lénine, ajoutons Trotsky qui dira dans les années 30 qu'il fallait bien faire avec les militants que l'on avait sous la main, même si ce n'était pas l'idéal, s'ils avaient dû se séparer de tous les militants et dirigeants qui n'étaient pas d'accord avec eux sur tout ou partie de leur conception de la lutte de classe, ils se seraient retrouvés tout seuls ! Ils auraient été de talentueux penseurs, des théoriciens hors pairs, des génies isolés et coupés du monde ou incapables d'agir pour le transformer... Ils étaient de toute évidence au-dessus des conceptions misérables de nos dirigeants.

Heureusement pour nous, ils furent tout sauf d'affreux dogmatiques ou sectaires. Ils ne craignaient pas la controverse, mieux, ils provoquaient la polémique pour que leurs contradicteurs s'expliquent et se dévoilent, ils admettaient la critique, l'erreur, ils avaient acquis un tel degré d'honnêteté intellectuelle qu'ils n'hésitaient pas à aborder en face les questions les plus ardues à résoudre sans préjuger du résultat, parce que par dessus tout, ils se savaient faillibles comme tous les hommes pour les avoir étudiés sous tous les angles et cultivaient une modestie qui à ce jour demeure inclassable et le meilleur exemple à suivre...

On se prend au jeu inconsciemment à vouloir toujours avoir raison, alors que la question la plus importante est avant tout de comprendre les choses et les êtres. On confond si facilement les deux qu'on ne se rend plus compte de son erreur. Chacun possède sa vérité, rien de plus absurde en réalité. On s'enfoncé dans son erreur, pire on arrive même à en tirer des avantages, dès lors on devient inséparables. On apprend cela en étudiant la psychanalyse. Il n'y a pas que les héroïnomanes ou les alcooliques qui vivent dans un état de dépendance permanent, cela concerne tous ceux qui sont incapables de se remettre en cause de fond en comble aussi souvent que nécessaire.

Regardez sur le plan politique, sans avoir besoin de jumelles ou d'un microscope, au premier coup d'oeil on s'aperçoit que le pouvoir politique et économique repose sur la Constitution et les institutions, ce sont les piliers du régime politique et du capitalisme. Personne ne veut engager actuellement le combat contre eux, c'est apparemment devenu tabou.

Ces piliers de l'Etat ont pour vocation de maintenir l'équilibre existant dans les rapports entre les différentes classes sociales au profit de la classe dominante, la bourgeoisie. Les remettre en cause ne peut se faire qu'au profit d'une seule classe, celle dont les intérêts fondamentaux sont irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie, au profit de la seule classe indépendante de par la place qu'elle occupe dans le procès de production, la classe ouvrière. Donc une politique qui serait orientée résolument contre les institutions, s'adresserait en principe en priorité à la classe ouvrière, plus généralement à toutes les couches de la société qui sont exploitées. Revenons à la fin du paragraphe précédent et posons-nous une question : pourquoi aucun parti ouvrier ne veut engager le combat contre les institutions et plus particulièrement contre la constitution de la Ve République ? Je formule une réponse : parce que les dirigeants de tous les partis pensent que la classe ouvrière n'est pas capable de mener cette tâche à bien, donc ils estiment que cette politique n'est pas à l'ordre du jour, vaut mieux en pondre une autre édulcorée qui soit à la portée des intellectuels, des élus ou une élite de syndicalistes "*déjà formés*" comme disait Engels en se moquant d'eux, il voulait dire évidemment déformés, c'est valable pour le POI et le NPA évidemment, rien ne les distingue sur ce plan-là.

On pourrait discuter longtemps sur la nature de ces partis, cela ferait encore un sujet de désaccord supplémentaire, un de plus. On peut critiquer la politique de ces partis, mais cela ne nous avance pas à grand chose si on ne va pas jusqu'au bout de notre analyse. L'élément qui me semble le plus important dans leur politique, c'est que justement elle ne s'inscrit dans

aucune perspective politique sous prétexte qu'aucune issue n'existe aujourd'hui. Leur politique se résume à un catalogue de revendications économiques ou sociales qui ne permet pas de saisir le lien entre la situation économique et sociale d'un côté, et les institutions de l'autre. Ils appellent à la lutte, à l'unité, à la mobilisation sur des revendications immédiates à satisfaire, etc., ils en restent à l'aspect alimentaire de la lutte de classe et ne s'aventurent pas au-delà. Or c'est seulement en faisant le lien dont je viens de parler qu'il est possible d'aider la conscience de classe du prolétariat à progresser. Ce n'est apparemment pas l'objectif de ce parti.

En dernière analyse, c'est parce que les dirigeants de ces partis n'ont pas pour objectif de construire un parti pour prendre le pouvoir qu'ils négligent la conscience de classe du prolétariat. Ils sont obnubilés par les résultats immédiats de la lutte des classes et oublient totalement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui passe par la construction du parti, pas de n'importe quelle manière, mais à partir de la prise de conscience politique de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme. Un parti ouvrier petit-bourgeois leur convient parfaitement.

Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de contradiction à combattre par exemple pour le Smic à 1.500 euros net tout de suite et en finir avec le gouvernement et les institutions, je suis d'accord avec vous, mais pour les dirigeants il ne faut pas tout mélanger, ils vous diront sans doute que les travailleurs seront d'accord pour se mobiliser pour les salaires pas pour foutre dehors Sarkozy, qu'ils n'en sont pas encore là, etc. Eux ils sont axés sur la masse des travailleurs, et comme la masse est actuellement moins mûre sur le plan politique, ils trouvent là un bon prétexte pour évacuer toute perspective politique. Si leur véritable objectif politique était de construire un parti révolutionnaire, ils s'appuieraient sur les couches les plus déterminées du prolétariat qui certes ne couvrent pas la majorité des masses, mais au moins en leur proposant une perspective révolutionnaire, ils pourraient recruter en leur sein sur des bases saines et solides.

Je ne sais pas si j'ai été clair. On en a rien à foutre d'être 300 ou 500.000 à une manifestation si au bout du compte on ne construit pas le parti ou si on le construit sur des bases pourries. Vaut mieux être 10.000 et recruter 20 ou 50 nouveaux combattants sur des bases politiques saines, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'illusionner sur leur niveau politique. Vaut mieux recruter 20 travailleurs qui veulent changer la société et foutre dehors Sarkozy que 200 syndicalistes qui pleurnichent pour conserver leurs statuts ou se rendent en délégations chez Sarkozy, ceux-là on n'en veut pas dans le parti, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas discuter avec eux, sans perdre son temps non plus. J'ai l'impression de rester fidèle à Marx et Engels en écrivant ces lignes, je peux me tromper aussi.

Le 20 septembre 2008

J'ai mis en ligne un document du CCI-T qui sera très utile aux militants pour comprendre la crise actuelle que traverse le capitalisme.

Tant qu'il s'agit d'aborder des questions économiques on peut facilement tomber d'accord, mais dès qu'on aborde les questions politiques, là cela devient plus difficile de s'entendre. Ce serait bien que chacun s'emploie non pas seulement à tenter de démontrer le bien-fondé de ses positions, mais aussi de démontrer en quoi les autres seraient erronées. Par exemple, j'ai lu quelque part une analyse sur la Georgie où le principe de l'auto-détermination des peuples était avancée pour aboutir à la conclusion que tous les peuples du Caucase devraient pouvoir se prononcer librement sur leur appartenance ou non à la Russie, et sur leur volonté de fonder une nation. L'idée est intéressante et généreuse et renvoie au principe que défendaient les marxistes au début du XXe siècle. Nous n'en sommes plus là, beaucoup de choses se sont passées depuis.

Questions : ce principe est-il toujours valable dans les termes où il était posé à cette époque ? Faut-il le prendre à la lettre ou en conserver l'esprit pour tenter de le rendre dans la pratique en tenant compte des transformations qui ont eu lieu dans la société et le monde ? Qu'est-ce qui définit un peuple qui revendique la souveraineté ? Sur quel principe s'appuie l'auto-détermination des peuples ? Si vous cherchez la réponse à ces questions dans les sites que j'ai consultés ce matin, vous ne les trouverez pas. Dès lors, comment pourrait-on tomber d'accord sur une position ou une autre ? Impossible, sauf à s'en remettre au dernier qui a parlé ou à celui qui semble le mieux renseigné sur la question, or cela ne prouve absolument rien. La preuve, c'est que les mêmes qui en appellent à l'auto-détermination des Ossètes du Nord et du Sud réunis dans une même nation indépendante, n'appliquent pas le même principe lorsqu'il s'agit des Tibétains par exemple, pourquoi, on n'en saura rien.

On ne peut pas être pris au sérieux ni rallier la majorité des militants sur une position en procédant de la sorte, heureusement on a envie d'ajouter. Ces camarades partent de bonnes intentions évidemment, donc il ne faut pas les blâmer, mais il me semble indispensable de corriger la méthode. Il m'arrive évidemment de commettre la même erreur sur certaines questions que je n'ai malheureusement pas pu étudier à fond, je ne vois pas comment seul je pourrais aborder à fond l'actualité politique sans même en discuter avec d'autres militants, ce qui n'est pas le cas des camarades dont je parle.

Autre sujet. Edvige.

Vous connaissez Stic, Cristina, Périclès, FAR (fichier alphabétique de renseignements), FPNE (fichier des personnes nées à l'étranger), HADOPI (à venir), autant de fichiers de police ou de gendarmerie à la disposition des RG.

La nouveauté avec Edvige, c'est le fichage des jeunes à partir de 13 ans, la criminalisation de la jeunesse. La délinquance et la violence des jeunes va de pair avec la paupérisation croissante du prolétariat et l'aggravation des injustices et des inégalités dans la société. L'audace de ces jeunes qui d'une certaine manière refusent la société telle qu'elle est, témoigne de leur maturité précoce à la combattre pour peu qu'on leur en donne les moyens, ce qui n'est évident pas le cas, d'où les dérives qui les conduisent devant la justice.

Une partie de la jeunesse est littéralement sacrifiée sur l'autel du capitalisme qui n'est même plus capable de lui offrir un avenir d'esclave, car même l'esclave a un minimum de besoins à satisfaire, et quand il ne produit pas encore du profit, il coûte, son entretien coûte trop cher à cette société, comme nos vieux qui vivraient trop longtemps tout en étant livrés à l'oisiveté, une idée insupportable pour les capitalistes. Tout ce qui n'est pas rentable doit périr, telle est sa devise. Marche ou crève. Quand tu es jeune et pauvre, tu n'as pas conscience de vivre dans une société aussi pourrie, ton insouciance prend vite le dessus et tu fais de grosses conneries qui se paient comptant.

Sarkozy entend renforcer l'arsenal judiciaire et répressif déjà existant pour interdire à quiconque de remettre en cause l'ordre établi et cela dès l'enfance, pour que plus tard habitués à obéir au doigt et à l'oeil (ou à la matraque, au taser) l'idée de se rebeller ne nous vienne pas à l'esprit. C'est peine perdue d'avance ! Même après 30 ans de guerre et d'occupation, les Afghans refusent de se soumettre.

J'ai lu quelque part une critique envers la manifestation qui doit avoir lieu aujourd'hui contre la guerre en Afghanistan à Paris, et vous savez pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas lieu le jour du vote à l'Assemblée nationale de la poursuite ou non de l'engagement de l'armée impériale de Sarkonapoléon 1er en Afghanistan (le 22 septembre), et parce que cette manifestation se déroulera ailleurs que devant l'Assemblée nationale.

C'est grave docteur, on peut le regretter, mais dans la mesure où elle est appelée par un collectif de partis, syndicats et associations qui dépasse la cinquantaine, la moindre des choses auraient dû être d'y participer au lieu de faire preuve d'un sectarisme nauséabond. Ce genre de détails en dit plus long sur les intentions politiques réelles de ces responsables politiques que bien des discours devenus franchement une perte de temps.

Le 22 septembre 2008

Deux dépêches (extraits) de presse sur les manifs du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan.

PARIS, 20 sept 2008 (AFP) - Une dizaine de manifestations se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France pour demander le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la paix et à deux jours d'un vote au Parlement sur cette présence.

A Paris, 3.000 personnes selon les organisateurs - 2.000 selon la police - ont défilé de la place de la République à la place de Clichy, dont le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot, le sénateur PS de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, ou la députée Verts de Paris, Martine Billard, a dit à l'AFP Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP). Pour M. Aounit, "l'urgence aujourd'hui est de sortir de cette logique de guerre qui représente un véritable bourbier, une irakisation de l'Afghanistan".

A Marseille, 500 à 600 personnes selon la police ont également défilé. A Lyon, 80 personnes se sont rassemblées place des Terreaux et ont distribué des tracts aux passants. Une centaine de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caen.

Des rassemblements ont également eu lieu à Strasbourg (une cinquantaine de personnes), à Mulhouse (une trentaine de personnes) ou encore à Angers (une cinquantaine), selon la police. Le Parlement est appelé à voter lundi sur le maintien des forces armées françaises en Afghanistan, un mois après l'embuscade dans laquelle dix soldats français ont été tués et 21 autres blessés le 18 août dans l'est du pays.

Manifestations en Europe contre la guerre en Afghanistan

AP | 20.09.2008 | 20:38 Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne contre la présence de troupes de ces pays en Afghanistan.

Selon la police allemande, les manifestants étaient 5.000 à Berlin et autant à Stuttgart à défiler à l'appel d'un collectif de 250 organisations pacifistes. Leur slogan: "Donnez une chance à la paix, les troupes hors d'Afghanistan".

Dans le même temps, 2.000 personnes, selon la police, ont défilé à Paris pour réclamer le retrait des 2.600 militaires français déployés en Afghanistan.

A Manchester, dans le nord de l'Angleterre, où s'est ouvert samedi le congrès annuel du Parti travailliste du Premier ministre Gordon Brown, plusieurs milliers de protestataires ont eux aussi dénoncé la présence de soldats britanniques au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), la force de l'OTAN en Afghanistan.

Emmenés par la coalition "Stop the War" (arrêtez la guerre), les manifestants étaient au nombre de 5.000 selon les organisateurs, 2.500 selon la police. Parmi eux figuraient des membres de l'organisation des Familles de militaires contre la guerre.

On ne peut pas dire que ces manifestations aient été un succès. Pire, elles n'ont même pas réuni le nombre de militants qu'affichent les différentes formations politiques. Cela donne une idée de leur déliquescence. Certains vont penser que je tape encore sur les partis, mais ils le méritent amplement. Ils sont plus actifs et savent mobiliser leurs militants quand il s'agit d'élections, simple constatation qui vaut pour tous les partis. Passons, c'est tellement navrant.

Quelques passages commentés de **La sociale-démocratie allemande** pour se mettre de bonne humeur en ce début de semaine.

Engels écrivait : "*Madame Lafargue traduit en ce moment - enfin - le Manifeste en bon français.*", il s'agit du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels publié en 1848. Et vous savez à quelle date remonte cette remarque ironique d'Engels ? A 1885, 37 ans plus tard ! A croire que les intellectuels français gagner au socialisme n'étaient pas très pressés de faire connaître aux ouvriers la pensée et la méthode de Marx et Engels. Ils présentent aujourd'hui les mêmes défauts.

J'ai relevé ce passage intéressant à la page 73 de *La sociale-démocratie allemande* :

"Organiser la destruction de l'industrie allemande sous prétexte de la protéger - les socialistes allemands ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Monsieur Bismarck agit pour le socialisme comme s'il était payé par eux pour le faire ?"

On pourrait le transposer ainsi : "Organiser la destruction de l'industrie française sous prétexte de la protéger - les socialistes français ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Messieurs Chirac et Sarkozy agissent pour le socialisme comme s'ils étaient payés par eux pour le faire ?" Le seul problème et il est de taille, c'est qu'il n'y a pas de socialistes français pour le dire, pire, ils disent et pensent exactement le contraire !

La différence entre les socialistes allemands de cette époque et les dirigeants français actuels qui se réclament du socialisme, c'est que Marx, Engels, Bebel, etc. menaient leur combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et que par conséquent ils avaient confiance en sa capacité à lever les obstacles pour atteindre cet objectif, alors que les socialistes français ont abandonné ce combat parce qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Tous ceux qui ont abandonné ce combat ont prétendu un jour ou l'autre plus ou moins ouvertement que si cet objectif n'avait finalement pas été atteint, c'était de la faute des ouvriers ou à pas de chance, alors qu'en réalité, cette faute incombait aux dirigeants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas été à la hauteur des tâches qu'ils devaient accomplir quand ils ne les avaient pas trahis, ce qu'ils n'étaient évidemment pas prêts à reconnaître.

Vous vous direz peut-être que Marx et Engels auraient dû figurer dans le même panier de crabes. Pensez-vous vraiment qu'à eux seuls (en exil) ils auraient pu remédier à l'incurie politique qui habitait la social-démocratie de l'époque et inverser le cours de l'histoire mondiale ? C'est comme si l'on soutenait que Lénine avait finalement failli parce qu'il n'avait pas pu empêcher Staline de détruire le parti bolchevik, en réalité, il n'y aurait pas eu Staline que le résultat aurait été sensiblement le même, car au-delà du pouvoir qu'avaient pu concentrer entre leurs mains quelques dirigeants comme Marx ou Lénine, la situation dans son ensemble concourait à aboutir à ce résultat sans que rien ne soit jouer d'avance évidemment. On peut admirer l'oeuvre de Marx et Engels et l'étudier sans tomber dans le culte de la personnalité qui contribuerait à en saper les enseignements et déservirait notre cause.

Ce qui est effrayant à notre époque, c'est le monolithisme de la pensée qui habite les intellectuels de tous les partis. La couardise y cotoie l'hypocrisie et le mensonge en permanence au point qu'on se demande de quoi ils sont vraiment faits. On en vient à penser que le jour où certains réagiront face à une catastrophe annoncée, il sera forcément trop tard, mais là encore, en réagissant ils pourront encore se donner bonne conscience en se posant en innocentes victimes d'un système qui les dépasse, concession tardive qui ne leur coûtera rien et servira uniquement à masquer leur propre ignorance et leur fausse modestie.

Je me régale en lisant les marxistes parce qu'ils n'hésitent pas à mettre les pieds dans le plat et à provoquer les philistins petits-bourgeois. On peut ne pas être d'accord avec cette méthode qui a prouvé son efficacité, personnellement elle me semble plus digne que celle qui consiste à se taire pour finalement laisser aller les choses dans tous les sens. Je vais vous donner un exemple significatif, l'attitude d'Engels envers W.Liebknecht.

J'ai confondu dans la précipitation Wilhelm Liebknecht avec son fils Karl Liebknecht, autant pour moi, avec mes excuses. Du coup j'ai dû modifier la présentation des citations qui suit.

W.Liebknecht a causé énormément de tort à la social-démocratie allemande et particulièrement à Engels et Bebel. Brièvement, il avait la fâcheuse habitude d'avoir le cul entre deux chaises et en temps de paix à pencher pour l'aile droite du parti dont notamment sa représentation parlementaire, ce qui obligea Engels à combattre ses positions. Mais dans le même temps, comme Engels le connaissait bien, il savait qu'au moment décisif Liebknecht se rangerait du côté de la fraction prolétarienne du parti, ce qui fut effectivement le cas (tout du moins jusqu'en 1895). La polémique ou la critique n'empêche pas la fraternité entre camarades et se situe à l'opposé du sectarisme que l'éclectisme actuel ne suffit pas à camoufler.

Engels ne ménagea pas Liebknecht pendant toutes ces années tout en lui reconnaissant des qualités indiscutables, il le pilonna à l'artillerie lourde quand il le jugea nécessaire, à faire frémir de trouille nos dirigeants actuels, si Engels les voyaient il dirait sans doute qui n'ont rien dans la culotte. Voici quelques extraits du même ouvrage qui décoiffent, et n'allez pas imaginer qu'il ne disait ce qu'il pensait uniquement dans sa correspondance, ce serait très mal connaître Engels, vous pouvez d'ailleurs le vérifier en lisant cet ouvrage si vous en avez le temps.

"Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. A peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant - et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe.

Malgré tout, je reste persuadé que Liebknecht, lorsqu'il devra vraiment se décider, se rangera à nos côtés et il affirmera par-dessus le marché qu'il n'a jamais dit cela et que nous l'avons empêché de foncer plus tôt dans le tas. Cependant, c'est une bonne chose qu'il ait reçu une petite leçon." (Engels à A. Bebel, 22 juin 1885.)

"Voilà que Liebknecht passe très hardiment au premier plan : la série écrite en prison, la lecture du Capital à moitié oublié et la prise de conscience toujours plus claire d'être assis entre deux chaises, tout cela semble avoir eu un effet très utile. J'en suis très content - pourvu que cela dure. Au moment décisif, il se trouvera certainement du bon côté, mais jusqu'à ce qu'on en vienne là, il nous occasionnera les pires tourments avec ses tendances à se dissimuler les difficultés - ce qu'il tient pour de la diplomatie, domaine dans lequel il nous dépasse tous de très loin.

Ce que tu dis de Liebknecht, c'est ce que tu penses sans doute depuis longtemps déjà. Nous le connaissons depuis de longues années. Pour vivre, il a absolument besoin d'être populaire. Il doit donc jouer au conciliateur et arrondir les angles, afin de repousser la crise. Avec cela, c'est un optimiste par nature, et il voit tout en rose. C'est ce qui explique qu'il reste aussi vert. C'est la raison principale de sa popularité, mais c'est en même temps son mauvais côté. Tant que je correspondais uniquement avec lui, il ne me communiquait que ce qui correspondait à sa vision en rose et nous taisait tout ce qui était désagréable; lorsque nous le poussions dans ses retranchements, il disait tout simplement ce qui lui passait par la tête, de sorte que nous ragions en nous disant qu'il nous croyait assez bêtes pour nous laisser prendre à de tels trucs ! (...)

Avec toutes ces précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né. S'il arrive qu'un ouvrier dise « Me » au lieu de « Moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits » comme le mou Viereck qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire. En outre, il ne sait pas attendre. Il recherche avant tout le succès immédiat, même s'il doit sacrifier pour cela un avantage futur bien supérieur. C'est ce que vous apprendrez en Amérique, lorsque vous ferez le voyage après Fritzsche et Viereck. Y envoyer ces gaillards là était une faute aussi énorme que l'unité précipitée avec les Lassalléens, qui se serait produite toute seule six mois après, lorsque toute la bande eût été désagrégée et les misérables chefs écartés. Tu vois, je parle avec toi en toute confiance, de manière parfaitement directe. Mais je crois aussi que tu ferais bien d'opposer une résistance ferme aux doux propos avec lesquels Liebknecht essaie de te gagner. C'est alors qu'il cédera." (Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.)

Engels savait faire la part des choses indiscutablement. Liebknecht avait commis des erreurs monumentales à répétition, mais pour Engels ses qualités primaient sur ses défauts, qui n'en a pas ? L'intérêt supérieur du parti passait en premier, c'est la leçon que je tire de cette expérience, il y en a plus d'un qui devrait en prendre de la graine parmi nos dirigeants, pour d'autres il est déjà trop tard !

On pourrait se quitter aujourd'hui sur une question en rapport avec ce que vous venez de lire : d'après vous, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire serait-elle due uniquement à la pression exercée par l'idéologie dominante ou serait-elle due également aux dirigeants qui n'ont pas trouvé d'autres moyens pour conserver leur position au sein de l'appareil de leur parti que d'exclure ou pousser à la démission tous les militants, cadres ou dirigeants qui ne pensaient pas exactement comme eux ? Je pencherai pour dire les deux à la fois, mais chacun est libre d'en penser ce qu'il veut au regard des faits.

Le 23 septembre 2008

Suite à un courriel que j'ai reçu, j'ai dû rectifier la présentation des citations d'Engels qui figuraient dans la causerie d'hier, avec mes excuses.

La suite de la lecture de *La social-démocratie allemande*.

Je ne suis qu'un pauvre diable qui se démène pour essayer de faire avancer les choses, de déblayer le terrain comme l'on dit sur des questions qui font débats et sans avoir jamais lu auparavant l'extrait qui suit, je me dis après coup que j'avais raison de ne pas me prétendre marxiste et de me moquer de ceux qui se collent volontiers cette étiquette.

" *Ces messieurs font tous du marxisme, mais de la sorte que vous avez connue en France il y a dix ans et dont Marx disait : « Tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste, moi ! » Et probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces.* " (Engels à P. Lafargue, 27 août 1890)

L'auteur du courriel que j'ai reçu m'a écrit : " *Un peu de sérieux tout de même ! Vous vous ridiculisez.* ". Il n'y a que les gens qui manquent singulièrement de modestie pour s'affliger ce genre de châtement, qui comme chacun sait n'est pas fatal !

Un très bref extrait en rapport avec l'actualité en France.

La nouvelle mouture du décret sur le fichier Edvige prévoit la possibilité de fichier les personnes "dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique", il peut donc s'appliquer dès aujourd'hui aux militants et aux partis ouvriers qui combattent (théoriquement) pour renverser l'ordre établi. Le gouvernement actuel serait-il l'appendice d'un régime policier ?

Engels précisait dans la préface à « *Karl Marx devant les jurés de Cologne* », rédigée le 1er juillet 1885, à propos de la prétention de dépouiller la social-démocratie de son caractère révolutionnaire : " *Je veux faire abstraction de l'idée monstrueuse qui prétend qu'en exprimant simplement une opinion on puisse se placer hors de la légalité. Cela relève du pur État policier.* ". Nous n'en sommes pas loin d'après les nombreux témoignages rapportés chaque mois par les auteurs du *Bulletin "Résistons ensemble contre les violences policières"* disponible dans le journal du groupe CRI.

Ce n'est pas encore un Etat policier proprement dit, disons que la potentialité du régime bonapartiste à le devenir se précise avec le flic-président aux commandes. Et pour bien montrer que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Morin-Kouchner n'en avait rien à faire de l'opinion de la majorité de la population, ils ont décidé dans la foulée d'envoyer une centaine de soldats supplémentaires en Afghanistan "dans quelques semaines" a précisé Fillon hier devant l'Assemblée nationale, ainsi que des drones - des aéronefs sans pilote -, des hélicoptères Caracal et Gazelle, des moyens d'écoute et des mortiers supplémentaires. (source : Reuters 22.09)

La propagande hypocrite de l'Etat en faveur des travailleurs et la provocation délibérée font partie de l'artillerie du bonapartisme.

Pour justifier cette mission "légitime" en Afghanistan, Fillon ne s'est pas embarrassé outre mesure, il a repris à la lettre le discours de Bush : " *Les Français doivent savoir que nous ne sommes nullement en guerre avec le peuple afghan, mais que nos troupes peuvent être engagées ou impliquées dans des opérations de guerre.* ". Il a ajouté " *Elles sont sur place pour assurer notre sécurité collective en faisant en sorte que l'Afghanistan ne redevienne pas le sanctuaire du terrorisme international.* ".

En réalité le gouvernement et son parlement croupion n'ont aucune légitimité dans le pays, mais qui osera le dire ? Personne à ce jour. Heureusement que le ridicule n'est pas mortel !

Autre chose.

Pour finir un extrait d'un courriel que j'ai adressé ce matin à un camarade.

On a entendu beaucoup de choses sur les causes de l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Dans les grands pays comme l'Inde, le marché mondial n'a pas vraiment d'emprise sur les prix de ces produits, par contre avec la mousson qui a été particulièrement violente cette année, une partie des récoltes ont été ravagées, du coup, les prix flambent littéralement, en quelques semaines, les prix ont été multipliés par 3 ou 4, tu imagines, le kilo de tomates est passé de 3 à 18 roupies par exemple, c'est dingue, c'est bien simple, hier il n'y avait pas un légume à moins de 20 roupies le kilo, les haricots étaient montés à 35. De mon côté, j'ai déjà tellement réduit mes dépenses que je ne peux pas descendre en dessous, sauf

à bouffer du riz tous les jours et m'affaiblir. Ma seule marge de manoeuvre, c'est les cigarettes et l'alcool, quand il n'y a plus de bière, j'attends quelques jours avant de racheter 3 petites bouteilles, une bouteille me fait 2 ou 3 jours. Et un connard m'a encore traité par mail de "*bobo planqué*", pauvre con !

Un dernier mot, le dollar a baissé brutalement et le pétrole a monté tout aussi brutalement depuis lundi, comme quoi la crise est loin d'être terminée... J'essaie de comprendre quelles vont être les conséquences des 1.000 milliards de dollars injectés dans les banques par le gouvernement américain. Ils vont servir à boucher quelques trous, mais cela ne sera pas suffisant. L'autre jour j'ai lu que les créances douteuses américaines qui étaient dispersées dans des banques en Europe et en Asie se montaient à 5.000 milliards de dollars. Je n'ai pas pu vérifier cette information, mais si elle était exacte, cela signifierait que toutes les banques centrales en Europe et en Asie devraient adopter un plan de sauvetage comparable à celui des Etats-Unis mais à un niveau encore plus élevé. Donc à suivre.

Ce qui est sûr, c'est que les 1.000 milliards de dollars en question n'iront pas dans la poche des américains qui sont déjà surendettés, le secrétaire au Trésor américain l'a répété, donc s'ils ne sont pas plus solvables demain qu'hier, on se demande comment ils vont pouvoir continuer de payer leur crédit alors que les prix ne cessent d'augmenter et que les salaires sont quasiment bloqués.

De plus cette somme gigantesque n'est pas destinée au développement de la production industrielle ou pour la soutenir, les entreprises sont déjà endettées jusqu'au cou, au mieux et au pire, elle permettra à des entreprises de contracter de nouveaux prêts qui s'ajouteront à ceux qu'elles ne peuvent déjà plus rembourser ou difficilement, donc à terme, elles se retrouveront le dos au mur dans la même situation que les banques aujourd'hui.

Cette argent ne va pas contribuer à combler l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive (qui repose sur des profits futurs tout à fait hypothétiques), ce n'est pas sa vocation, mais au contraire elle va l'accroître, ce qui va faire peser une pression supplémentaire sur les industriels qui n'auront pas d'autres solutions que d'essayer de gagner de nouvelles parts de marché, et en attendant, de s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, comprimer les salaires et procéder à des licenciements en masse. Et bien entendu quand un ouvrier osera demander une augmentation de salaire, le patron profitera de la situation que je viens de décrire pour lui répondre que ce n'est pas possible, qu'il doit choisir entre garder son emploi ou une augmentation de salaire avec à la clé le chômage, du chantage quoi.

On va assister aussi à de nouvelles fusions-acquisitions qui permettront de gagner en productivité notamment en réduisant la masse salariale. Par exemple, on vient d'apprendre que le premier opérateur télécoms belge, Belgacom, affiche sa volonté de dépenser quatre à cinq milliards d'euros en cas de bonne opportunité à l'étranger. (source : *La Tribune* 21.09)

L'impérialisme a plus d'un tour dans son sac à malices pour tromper les travailleurs, sa dernière trouvaille vaut son pesant d'or : la Réserve fédérale a autorisé les deux dernières grandes banques d'investissement du pays, Goldman Sachs et Morgan Stanley, à changer de statut pour devenir des holdings, a indiqué la Fed dimanche soir. Elles vont pouvoir créer des banques de type commercial, lesquelles pourront recevoir des dépôts. La dépêche précisait : "*Les deux banques d'investissement y gagneront en solidité en accroissant leurs ressources. Elles pourront aussi bénéficier de prêts relais à court terme de la Réserve fédérale de New York a précisé la Fed.*" Les Américains pourront donc disposer de comptes courants pour déposer leur revenus et leurs économies pour ceux qui en ont dans ces banques, les entreprises également, ce qui leur fera un fond deroulement gratis avec lequel elles pourront spéculer et obtenir des crédits qu'un jour ou l'autre elles ne pourront plus remboursées, et tous leurs clients seront ruinés avec elles ! C'est en tout cas ainsi que j'interprète cette nouvelle. (source : AP 21.09)

La seule réponse, c'est l'expropriation sans rachat et sans condition des capitalistes, la liquidation de la bourse et la prise de contrôle des banques et des assurances, etc., là où se trouve le fric, le nerf de la guerre. Le système conduit à la faillite, donc il faut réorganiser l'économie sur d'autres bases, la propriété collective des moyens de production qui garantira à chacun un vrai travail, un vrai salaire et la satisfaction des besoins de la population dans tous les domaines... Pourquoi aller chercher des formules à la con, faire compliquer quand les choses sont finalement si simples à comprendre et à mettre en oeuvre, non ?

Le problème, c'est que ceux qui tiennent plus ou moins ce genre de discours ne sont pas crédibles ou sont inaudibles. Admettons que ce n'est pas forcément de leur faute, ne soyons pas médisant, essayons d'être positif. On passe souvent à côté des choses les plus simples, c'est pour cette raison que je me pose beaucoup de questions. Les gens sont incapables d'entrevoir la société autrement, tant que cela durera, les plus beaux discours n'auront aucun effet. Il faut les travailler au corps, en profondeur, partir de la base, c'est peut-être ingrat et long, mais indispensable pour avancer. Il faut attaquer bille en tête. Il faut briser d'emblée l'idée selon laquelle le joug sous lequel nous ployons serait éternel, indestructible ou invincible, un don de dieu ou de la fatalité.

L'ouvrier développe un sentiment d'infériorité qui s'étend jusqu'à l'impuissance. Il a l'habitude d'être commandé dans la vie quotidienne, surtout au boulot, tout semble le dépasser, il semble fait pour obéir de sa naissance jusqu'à sa mort. Quand il se met en colère, il s'en veut ensuite de s'être laissé emporter, il s'excuse parce qu'il n'a pas un mauvais fond même s'il est souvent rustre, je suis aussi passé par là donc je sais de quoi je parle et mon père l'a été jusqu'à son dernier souffre le malheureux. Il est maladroit par ignorance, la société le culpabilise et lui tape sur la gueule pour le rappeler à l'ordre, le vieil ordre bourgeois

en vigueur. Il faut l'aider à se décomplexer, à prendre confiance en lui pour qu'il progresse. C'est ainsi que personnellement je suis sorti de cet état d'hébétude humiliant dans lequel je suis resté trop longtemps et dont je porterai les stigmates jusqu'à la fin de ma vie. Ce n'est pas toujours facile de regarder les choses en face. Qui ose dire comme les marxistes que les masses sont parfois réactionnaires ? Personne, parce que l'on craint d'être incompris et de passer soi-même pour un vulgaire réactionnaire. Voilà une attitude aussi désuète que stupide et c'est loin d'être la seule.

La pire des choses serait de se décourager ou d'accabler les travailleurs et les militants qui restent sourds à notre discours. Il n'y a pas de fatalité, voilà ce qu'il faut se dire une bonne fois pour toute. Ce que l'on a réussi à comprendre et le bout de chemin que l'on a réussi à parcourir n'importe quel travailleur ou jeune sera un jour capable de faire de même à sa façon. Et s'il n'y parvient pas, c'est uniquement parce qu'il aura manqué de temps ou d'opportunités voilà tout, mais cela ne remettra pas en cause notre conception du monde, nos convictions ou nos principes. Dans le cas contraire, on finirait par haïr la terre entière et se détester soi-même, ce qui ne résoudrait aucun problème, ce serait pire encore.

Je crois avoir compris ce que Marx disait quand il affirmait qu'il n'était pas marxiste lui-même : il possédait le génie de maîtriser le matérialisme dialectique et historique, mais il savait mieux que personne que c'était un combat permanent pour le maîtriser davantage encore, et que ce combat il devrait le livrer jusqu'à son dernier souffle. Nous sommes des "puces" à côté.

Le 27 septembre 2008

Les pitreries larmoyantes et lamentables de Bush et Sarkozy font la une de l'actualité des médias qui voudraient bien se rassurer face à la gigantesque crise qui secoue violemment tout l'édifice capitaliste, mais ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : le capitalisme est ce qu'il est et il n'existe aucun remède miracle pour le sauver de la débâcle, sauf à compter que les travailleurs accepteront indéfiniment d'être pris pour des naïfs par une bande de voyous et supporteront sans broncher les conséquences dramatiques de la survie d'un système économique à bout de souffle.

L'heure n'est pas à exiger un hypothétique "plan de relance", mais de lier l'incapacité du capitalisme à satisfaire nos revendications au regard des centaines de milliards qu'ils ont verser généreusement aux banques pour permettre à la machine déjà gripper de ne pas s'arrêter totalement, à la question du combat politique pour le liquider.

La faillite du capitalisme pose immédiatement la question du pouvoir politique, des moyens à mettre en oeuvre pour balayer le vieux monde pourri, c'est-à-dire le regroupement de la classe et la construction du parti, mais pas sur n'importe quelle base. Seule une perspective résolument révolutionnaire peut répondre à cette question. Toute tentative de s'en tenir à une politique à caractère trade-unioniste serait qualifiée à juste titre de contre-révolutionnaire, et constituerait une trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Il n'est pas question de mettre nos revendications dans notre poche sous prétexte de cette crise, au contraire, on doit exiger qu'elles soient satisfaites immédiatement puisque les banquiers ont pu bénéficier de milliards d'euros. Et comme ces revendications sont évidemment incompatibles avec le maintien en place du gouvernement et des institutions de la Ve République, il faut le chasser et les abolir.

C'est sur cette ligne que le combat doit s'engager pour que l'avant-garde se renforce tout en proposant une perspective politique aux masses qui leur ouvre une issue.

Je rajouterai un mot plus tard si j'en trouve le temps.

Bon week-end à tous en attendant.

Complément.(18h50 en Inde)

Dans l'édition du *Monde* paru hier, il y avait un article intéressant qui rappelait que le premier krach boursier se produisit à Londres et remontait à 1721. le rédacteur de cette article, Ludovic Desmedt qui est chercheur au Laboratoire d'économie et gestion, maître de conférences à l'université de Bourgogne, précisait que " *des tentatives de régulation furent votées (les Bubble Acts), qui eurent pour effet de diriger les investissements britanniques vers des perspectives moins aventureuses, avant que de futurs krachs ne réapparaissent.*"

Donc ce qui arrive 287 ans plus tard confirme ce que nous savions depuis longtemps, et que l'on ne vienne pas nous raconter d'histoires : il est impossible de contrôler ou de réguler le capitalisme comme l'affirme sans vraiment trop y croire les économistes et les médias depuis un an, depuis qu'a éclaté la dernière crise en date, celle des subprimes aux Etats-Unis.

A travers quelques dépêches que j'ai parcourues rapidement, j'ai cru comprendre que les discours de Bush et Sarkozy comme

ceux des dirigeants de la planète qui sont intervenus ces derniers jours sur le même sujet, étaient notamment axés sur la nécessité de mieux réguler les marchés financiers, une véritable imposture un peu grosse à faire avaler à la population. Ils en ont appelé à la moralisation des différents acteurs qui interviennent sur les places financières.

Si on prend à la lettre leur discours et qu'on se demande s'il est possible ou non de moraliser le capitalisme, on aura tout faux, c'est un piège qui nous est tendu pour que s'affrontent ceux qui pensent que c'est possible à travers la mise en place de certains mécanismes et ceux qui pensent le contraire. Comme ils ne parviendront jamais à se départager, ils demeureront divisés ce qui fera l'affaire des dirigeants de ce monde à défaut de mieux.

Ce subterfuge sert uniquement en réalité à éviter que la population se pose la seule véritable question qui mérite d'être posée : si la propriété privée des moyens de production peut se justifier sur le plan juridique et constitutionnel, de la même manière que l'immense richesse dont dispose une poignée de nantis à travers le monde (voir le texte mise en ligne aujourd'hui *Sur le capitalisme*), sur le plan de la morale justement, absolument rien ne peut justifier l'exploitation, les formidables inégalités et les injustices qui existent dans tous les pays...

Ils peuvent parler autant qu'ils voudront de la nécessité de moraliser le capitalisme, ils auront beau retourner la question dans tous les sens, il n'existera jamais aucun moyen permettant de justifier sur le plan morale l'immense richesse accaparée par les uns pendant que la multitude croule sous la misère, c'est tout simplement impossible, sauf à s'en remettre à la religion chrétienne qui justifie l'existence de la souffrance humaine pour racheter tous les péchés de l'espèce humaine, ce serait même paraît-il un don du ciel, donc réjouissons-nous du malheur qui nous accable, remercions ceux qui en sont responsables ici bas, comme quoi le capitalisme a du bon !

Pas tout à fait dans le même registre mais pas loin, disons sur un plan complémentaire du précédent sujet, l'institut CSA a sorti un sondage bidon mercredi dans lequel il ressort que 82% des personnes interrogées seraient favorables à des négociations entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux sur le thème des "réformes" nécessaires à entreprendre pour sauver "le modèle social français".(source : AP 24.09)

Comme il n'y a rien à négocier avec le gouvernement sauf à accepter la détérioration de nos conditions de vie et de travail pour se plier aux exigences du capitalisme en proie à une crise sans précédent depuis 1929, il est toujours utile de faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient servir encore à autre chose, histoire de légitimer au passage le programme ultra réactionnaire de Sarkozy.

Autre chose.

Vous avez vu que j'ai mis en ligne deux articles du POI sur la crise du capitalisme, tout simplement parce que je les trouvais corrects et qu'il aurait été dommage que les camarades n'en profitent pas. Plusieurs articles sur la Bolivie vont dans le même sens que celui de la LOR-QI, je les mettrais en ligne demain si j'ai le temps.

En attendant, avec la tournure que prend l'aggravation des contradictions du capitalisme, le fossé entre la situation actuelle et la ligne politique du POI ne cesse de se creuser. Ils se réjouissent de la signature d'une pétition demandant le maintien de La Poste service public par 2.000 élus, sur plus de 550.000 au total, faites le calcul, cela donne 0,36%. Je ne veux pas être médisant, je suis dubitatif.

Je comprends que le POI mette en avant la rupture avec l'UE pour au moins deux raisons, la principale, parce qu'il serait impossible de mettre en oeuvre une autre politique dans le cadre de l'UE, cela ne fait aucun doute évidemment, la secondaire, parce qu'elle constitue la ligne de démarcation entre ceux qui combattent réellement le capitalisme et ceux qui le soutiennent (la LCR et le PCF), ce qui est exact aussi.

Mais on pourrait faire exactement la même démonstration à partir du combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République : il sera impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications tant que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aura pas été chassé et tant que les institutions n'auront pas été abolies d'une part, d'autre part, il est évident aussi que ni le PCF et ni la LCR n'entendent mener le combat sur cette ligne politique, donc la ligne de démarcation est là aussi nette et sans bavure.

L'avantage de la position que je défends, c'est qu'elle pose directement la question du pouvoir politique en remettant en cause les institutions existantes, donc elle constitue un premier pas déterminant qui permet ensuite d'envisager immédiatement la transition avec la nécessité de se doter d'un organisme de pouvoir indépendant de la bourgeoisie, qu'on l'appelle comme on voudra, peu importe à cette étape. Je n'essaie pas d'avoir raison absolument, j'explique simplement comment j'en suis arrivé à formuler cette position et pourquoi je la défends loyalement.

L'autre avantage non négligeable de cette ligne politique, c'est qu'elle ne laisse place à aucune illusion sur l'avenir des institutions de la Ve République, elles doivent être liquidées, mieux leur liquidation est la condition préalable à la poursuite du processus révolutionnaire engagé dans les meilleures conditions pour vaincre, dans le cas contraire, c'est la porte ouverte à l'aventure.

Formuler le vœu de respecter la démocratie ou de la rétablir en souhaitant qu'elle soit l'expression directe de la majorité de la population, l'intention est louable et généreuse, mais c'est ne pas compter avec les conditions politiques qui permettront à la réaction de prendre le temps de s'organiser tranquillement pour dresser des obstacles afin d'empêcher que ce processus soit mené à son terme. Alors que si un gouvernement révolutionnaire issu du ou des partis combattants pour la victoire du socialisme décide par décret de retirer le tapis sous les pieds de la réaction pour l'empêcher de s'accrocher aux oripeaux des vieilles institutions, qui osera dire ensuite que le gouvernement aurait violé la démocratie puisqu'il aura agi uniquement dans l'intérêt et le respect des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ? Personne, sauf la réactionnaire bien entendu.

J'espère me tromper, mais quand je vois tous les efforts sincères déployés par Morales pour vaincre la résistance farouche de la réaction en signant notamment un contrat d'unité avec la COB, j'applaudis des deux mains et je le soutiens inconditionnellement, mais en laissant intactes les institutions héritées du passé, il ne résoud pas le principal problème politique auquel il est confronté et il prend le risque qu'elles se retournent un jour contre lui pour précipiter sa chute.

Je ne veux pas apparaître non plus comme l'empêcheur de tourner en rond, mais je me pose des questions, dès lors que je constate que des analyses sérieuses passent systématiquement ou presque sous silence le sort des institutions, alors qu'elles occupent une place déterminante dans la situation politique.

Le 28 septembre 2008

J'ai commencé à relire une cinquantaine de dépêches consacrées à la crise actuelle du capitalisme pour ensuite rédiger un nouveau texte. J'ai pensé que l'on pourrait expliquer simplement quelques rudiments de la finance et peut-être revenir sur le contenu des déclarations des grands de ce monde.

On se détend un peu camarades, c'est le week-end. Hier soir le présentateur de la météo sur TV5 Monde Asie nous a livré une info bouleversante : en 2050, à cause de la hausse de la température sévissant dans le sud des Etats-Unis et de la consommation d'eau insuffisante conduisant à une déshydratation chronique, 2 millions d'Américains souffriront de calculs rénaux. Il a été affirmatif, il a employé le mode indicatif et non le conditionnel. Comment peuvent-ils prévoir 42 ans à l'avance quelles seront les conséquences de la survie du capitalisme, s'il existe toujours, à quel niveau les dérèglements climatiques agiront et comment se comportera la population, alors qu'ils n'ont même pas été foutus de prévoir six mois à l'avance quelle ampleur aurait la crise actuelle du capitalisme ?

Fillon n'a pas eu besoin d'une boule de cristal pour prédire que la France ne renouera pas avec l'équilibre budgétaire en 2012, il vaut mieux être prudent par les temps qui courent ! (Reuters 26.09)

Quant à la ministre de l'Economie, elle n'a pas manqué d'assurance pour annoncer "*quelque 10 milliards d'euros d'allègements nets d'impôts*" d'ici à 2012, sans préciser pour qui, mais vous avez déjà deviné. (AFP 27.09)

Très sérieusement, dans un entretien au *Journal du dimanche*, le directeur général du FMI, Strauss-Kahn (PS) a prédit une situation "*difficile*" pour l'Europe et "*parfois plus dure encore*" dans certains pays pauvres. C'est marrant, on s'en serait un peu douté ! (AP 27.09)

Et savez-vous à quoi est suspendu notre destin ? Je vous le donne en mille : "*il faut réformer*" ! Quelle chance qu'il y ait à travers le monde plus de réformistes que de révolutionnaires ! Tout le monde est réformistes de nos jours, c'est à la mode, une mode bien terne et cynique, mais rassurez-vous, elle n'a aucun avenir. (AFP 27.09)

D'ici demain soir j'actualiserai la page des infos en bref en reproduisant de larges extraits des déclarations ou discours des derniers jours, c'est un régal de voir dans quelle merde ils sont tous.

Il y a un truc qui m'est revenu en mémoire dont j'aurais pu vous parler, après avoir évoqué le réformisme, la transition est toute trouvée.

Engels a écrit vers la fin des années 1800 que la classe ouvrière était socialiste en Angleterre. Selon moi, il voulait dire par là qu'elle combattait pour améliorer son sort dans la perspective du socialisme, autrement dit, qu'elle n'avait ni les moyens ni l'intention de rivaliser avec les bourgeois pour leur ressembler, mais que son combat s'inscrivait dans la perspective de la lutte finale pour le pouvoir.

Aujourd'hui en France et dans la plupart des pays, il est impensable de soutenir que la classe ouvrière serait socialiste, elle serait plutôt gagnée par un état d'esprit petit-bourgeois similaire à celui que prêtait Trotsky à la classe ouvrière américaine dans

les années 30.

On pourrait se contenter de cette comparaison et de ce constat, pour en déduire comme le font avec application et persévérance les réformistes qu'il n'y a rien de mieux à faire que de cultiver cet état d'esprit qui est incompatible avec le cours du capitalisme, afin de le mener dans ces derniers retranchements et de liquider les dernières illusions dont il était porteur.

Mais comme d'une crise à l'autre, partant du fait que la conscience des masses n'a pas suffisamment progressé pour pouvoir en comprendre l'origine et entrevoir une issue sur le plan politique, ce qui aurait dû se traduire en principe par la construction d'un parti révolutionnaire, les illusions dans le capitalisme se sont transmises d'une génération à l'autre, pas toujours sous les mêmes déguisements, au point que certains en sont arrivés à penser qu'elles renaissaient même de leurs cendres, alors qu'en réalité elles ne les avaient jamais quittées.

Si la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre s'était avérée correcte, depuis le temps on aurait dû en voir le bout, or elles sont toujours aussi vivaces, il y a donc eu un lézard quelque part. On a identifié les illusions dans le capitalisme avec les illusions des masses dans les partis pourris du mouvement ouvrier, en pensant que c'était parce qu'elles avaient moins d'illusions dans le capitalisme qu'elles penchaient pour ces partis qui prétendent le combattre. Or, rien de pareil ne s'était produit en réalité.

C'est la raison pour laquelle ces illusions dans le capitalisme s'en sont données à cœur joie sous le règne de Mitterrand, au même titre que le réformisme qui s'en trouva regaillard et qui trouva là un terrain favorable pour s'ébattre tranquillement à l'ombre du gouvernement des partis soi-disant ouvriers.

A aucun moment le combat politique n'a été subordonné à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ne parlons pas du combat syndical qui relèvait pour ainsi dire de la trahison permanente tant il était éloigné de cet objectif qu'il avait abandonné bien avant la seconde guerre mondiale.

Le combat politique a été mené dans le but de remplacer un gouvernement par un autre et pas davantage, dans ces conditions il était impossible pour les masses d'en comprendre la signification profonde en admettant qu'il avait pour objectif d'en finir avec le capitalisme.

Le combat pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière n'a jamais été orienté dans la perspective d'abattre le capitalisme. On a privilégié l'action spontanée des masses qui ne pouvait que renforcer leurs illusions dans le capitalisme, au détriment d'un travail de fond qui aurait pu l'amener à s'en détacher progressivement.

En subordonnant le mouvement ouvrier au capitalisme, on en a sapé les bases, ni plus ni moins.

Les analyses conduisant au constat qu'il fallait en finir avec le capitalisme demeuraient du domaine de la théorie, elles n'ont pas été popularisées ou rendues accessibles au plus grand nombre.

Vous allez trouver des tracts qui dénoncent les salaires misérables et qui expliquent que ce sont les méchants patrons qui en sont responsables ou bien le gouvernement. D'autres tracts auront le même contenu en appelant à une action, une manifestation par exemple. Dans les deux cas, l'augmentation des salaires n'est pas incompatible avec la survie du gouvernement en place ou du capitalisme. Maintenant si vous me trouvez un tract qui se termine par la nécessité de chasser Sarkozy, de liquider les institutions et d'exproprier les patrons, donc qui ne situe pas la satisfaction de cette revendication dans le cadre du régime je vous paie un billet aller retour en Inde !

Vous allez me dire que je rêve, que les travailleurs n'en sont pas encore là, vous avez raison donnez-leur un objectif compatible avec ce qu'ils peuvent comprendre et réaliser aujourd'hui, de cette manière leur niveau de conscience n'aura pas progressé d'un millimètre, peut-être que vous aurez une belle manifestation, que vous aurez vendu beaucoup de journaux, que vous aurez récolté de l'argent, mais vous n'aurez pas fait avancer notre affaire pour autant, la preuve le parti n'existe pas ! On se demande vraiment pourquoi et pour qui les marxistes se sont fait chier à l'expliquer en long en large et en travers pendant près d'un siècle.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre d'un gouvernement PS-PCF avec ou sans ministre bourgeois, qu'est-ce qu'on en a à foutre qu'il y ait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, qu'est-ce que cela peut nous foutre que l'unité soit réalisée avec ces partis, j'allais oublier une Assemblée constituante avec tous les partis représentés y compris l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem, le PS et pourquoi pas le FN, les partis nationalistes basques, corses, catalans, bretons, etc., les partis de la réaction sont bien présents dans l'Assemblée constituante en Bolivie ?

La puissance du mouvement révolutionnaire en Bolivie d'après ce que j'ai lu, provient essentiellement du fait qu'il est parti et s'est développé consciemment, il faut le préciser car c'est très important, justement sur la base du rejet du capitalisme (privatisation de l'eau, du gaz, etc.), le rejet de la propriété privée de la terre. Je ne sais pas au juste si Morales s'est engagé à prendre la terre

des latifundiaires pour la distribuer aux paysans sans terre qui deviendront à leur tour des propriétaires terriens ou s'il a décidé de procéder à la collectivisation de la terre et d'accorder un revenu décent à chaque éleveur ou agriculteur qui dépendront d'une coopérative d'Etat où les moyens de production seront mis en commun.

Je voulais m'arrêter là pour aujourd'hui, mais une nouvelle question me vient à l'esprit et si je ne l'aborde pas ici, il s'en trouvera pour dire que je manque de partialité.

Que dites-vous de la campagne du POI pour les renationalisations, n'était-ce pas la même situation en Bolivie, la nationalisation de l'eau ou de la sidérurgie, n'est-ce pas finalement la même démarche ? Certainement pas, le contexte est totalement différent et le contenu aussi.

On peut très bien se passer au quotidien de l'usine du coin qui fabrique de l'acier, y compris du bureau de poste (même si je sais que cela posera des problèmes à nos vieux), par contre on ne peut pas se passer de l'eau qui est indispensable quotidiennement, ni du gaz à un prix raisonnable pour cuisiner et combattre la déforestation... Ensuite, et là c'est peut-être discutable, il ne faut pas confondre une nationalisation réalisée par un Etat bourgeois et une nationalisation mise en oeuvre par un gouvernement socialiste, c'est le point discutable, car rien ne dit que Morales s'engagera totalement dans la voie du socialisme.

Aller vanter le 30 septembre les bienfaits de la renationalisation de la sidérurgie chez Sarkozy, c'est subordonner directement les masses au capitalisme. Pourquoi ? C'est très simple. Dans le cas où la sidérurgie dégagera des bénéfices, ils iront dans la poche de l'Etat qui en fera ce qu'il veut sans que cela profite forcément à la population, l'Etat pourra s'en servir par exemple pour éponger sa dette, autrement dit pour verser des intérêts aux banquiers. Dans le cas où elle dégagera des pertes, on les paiera avec nos impôts. Dans les deux cas dites-moi où il y aurait une avancée sociale ? Nulle part, tout le bénéfice sera pour l'Etat et le gouvernement. Si maintenant la nationalisation sert uniquement à satisfaire les besoins de la population, c'est autre chose, c'est ce que Morales prétend vouloir faire, dans ce cas-là cela va dans le bon sens, on ne peut être que d'accord.

Je continue de penser que les nationalisations (et la création de certains services publics) qui ont été réalisées après la seconde guerre mondiale en France et dans d'autres pays, ainsi que tous les avantages sociaux qui ont été concédés au prolétariat ont eu pour effet de le corrompre, de pourrir le mouvement ouvrier, et il ne pouvait pas en être autrement puisqu'il était dirigé par les staliniens épaulés des réformistes.

On ne peut évidemment pas revenir en arrière hélas ! Mais faire avec ce que l'on a ne doit pas signifier obligatoirement qu'on s'engage à refaire indéfiniment la même erreur.

L'avantage de la position que je défends ici et qui n'est pas forcément bien comprise, c'est que l'on combat contre la remise en cause des "acquis" dans une perspective politique que j'estime être correcte, sans être comptable de la préservation ou non de ces "acquis", ce n'est pas l'essentiel pour moi dans la mesure où je considère qu'ils constituent plutôt un obstacle au combat politique et à la progression de la conscience des masses, en me positionnant ainsi, je respecte le principe selon lequel la tactique doit être subordonnée impérativement à la stratégie.

On l'a déjà évoqué une fois ou deux, mais souvent lorsque l'on n'est pas d'accord, cela révèle que l'on ne part pas des mêmes objectifs, que l'on n'a pas en tête les mêmes choses. J'essaie de toujours avoir deux choses à l'esprit pour m'orienter, la nécessité de construire le parti insensable pour vaincre et l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme. Je considère que toutes les questions doivent leur être subordonnées.

Bonne semaine à tous

Le 30 septembre 2008

J'ai bossé pendant 2 jours comme un dingue sur le dernier texte mis en ligne sur la crise actuelle du capitalisme pour le sortir le plus vite possible. J'ai dû me coucher à 3h du matin pour qu'il soit bouclé avant ce soir, il est 15h heures locales et c'est chose faite ! Je vous encourage à la lire évidemment.

Je suis épuisé. Une infos en bref tout de même et pas n'importe laquelle.

Dans un rapport cocoté par une mission parlementaire présidée par l'UMP Valérie Boyer qui doit être rendu public aujourd'hui, après la taxe dite "*pique-nique*" ils préconisent une taxe "*snacking*" qui consisterait à faire passer de 5,5% à 19,6% la TVA sur les produits gras et sucrés, dans le but de lutter soi-disant contre l'obésité.

Cette mesure éventuelle sur la TVA viserait les produits comme les barres chocolatées, sodas, chips et confiseries que consomment principalement les enfants. Franchement cynique et dégueulasse !

Ce n'est pas fini, ces mesures seraient au nombre de 25 et devrait faire l'objet d'une "*grande cause nationale*". (source : Reuters 28.09)

Il est plus que tant de nous débarrasser de ce vieux monde pourri et ses ordures !

Contact : Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

MSIE 7 ou Mozilla

Window XP

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Causeries octobre 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 3 octobre 2008

J'ai reçu plusieurs courriels de camarades auxquels je n'ai pas encore eu le temps de répondre. Je les en remercie au passage. Effectivement, j'ai laissé passer l'info sur le lynchage à mort d'un patron par des ouvriers en Inde. Je n'en ai eu connaissance que plus tard par le biais d'un article du *Monde* qui s'inquiétait à la suite du patronat indien, que la classe ouvrière en arrive à régler ses comptes avec les capitalistes à sa manière.

Par le seul fait d'exister, le capitalisme accomplit un acte de violence. Qu'on y réfléchisse un instant. Nous sommes victime d'un racket ou d'un vol et d'un chantage que rien ne peut justifier : vous voulez vivre ou plutôt survivre, vous devez accepter de vous soumettre au talon de fer de l'exploitation capitaliste, vous n'avez pas le choix. Vous devez plier sous le joug, vous devez accepter d'être humilié, méprisé, traité comme des chiens, sans espoir de voir un jour cette situation disparaître... Est-ce acceptable ? Rien ne peut le justifier, pas même un titre de propriété qui ne peut être que le produit de la spoliation ou du vol !

Balzac qui n'était pas marxiste et qui avait analysé les moeurs et coutumes des classes dominantes disait en substance qu'à l'origine de toute fortune se trouvait un crime, il avait parfaitement raison, alors il serait bon que chaque travailleur se le grave dans la tête.

En parlant de tête, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie avant-hier, qu'ils avaient réhabilité Nicolas II en Russie, ce qui est la suite et la fin logique de la restauration du capitalisme en Russie. Cela ne change absolument rien. Nous nous aurons à décapiter, fusiller ou pendre Nicolas Ier s'il n'a pas eu le temps de prendre ses jambes à son cou devant la horde féroce du prolétariat en haillon à ses trouses pour lui faire payer le prix de toutes ses souffrances.

Je vous avais déjà signalé qu'il était sur le point de réhabiliter Marie-Antoinette et sa moitié rétrécie Louis le XVIe. J'ai loupé sur TV5 Monde Asie, un film qu'ils ont diffusé à la gloire de cette reine dont l'histoire "*dramatique*" gagnait à "*être connue*", selon le journaliste aux ordres qui le présentait, il ira jusqu'à sous-entendre qu'elle aurait été victime la terrible injustice commise par un peuple sanguinaire et barbare, c'est moi que le rajoute.

Les grands de ce monde sont petits, tout petits, ils sont nostalgiques de la monarchie, impuissant, devant l'impossibilité de la rétablir ils se vengent comme ils peuvent, mais ils savent ce qu'ils font, car en réhabilitant des monarques déchus ou auxquels le peuple a fait la peau, ce sont des fidèles serviteurs de la religion qui contribuent à maintenir le peuple dans l'ignorance qu'ils ramènent ainsi sur le devant de la scène politique. Tentative aussi vaine que désuète, car depuis l'époque où les monarques régnaient en despote le prolétariat s'est constitué, qui plus est il a été à l'école, et voilà que par le biais d'Internet il a accès à la connaissance sans connaître la censure, donc il est plus difficile que jamais de lui faire croire n'importe quoi. Et les "*sentiments*" que peuvent avoir les sujets de sa gracieuse majestée à son égard en Grande-Bretagne, par exemple, sont balayés à la première occasion dès que sonne le tocsin de la lutte des classes.

Je ne parlerai pas des calomnies que j'ai reçues de la part de deux individus qui témoignent à eux seuls que le vieux monde pourri avec son idéologie dominante se sont bien glissé jusque dans nos rangs. Je vais leur répondre dans le site, non pas sur le même ton infâme, mais comme d'habitude sur le plan politique.

L'ampleur de la crise du capitalisme va forcer les uns et les autres à se découvrir tels qu'ils sont vraiment, au-delà, elle va permettre de faire le ménage et de balayer les théories fumeuses et opportunistes. Une ligne de démarcation très nette va apparaître entre ceux qui combattent réellement pour en finir avec le capitalisme, et ceux qui le soutiennent à bout de bras. J'ai lu un entretien qu'a donné Fabius au *Monde* tout à fait révélateur de ce point de vue, plus réactionnaire tu meurs ! Je vous en donnerai des extraits commentés demain car cela vaut vraiment le coup.

On est en droit de s'interroger sur les intentions réelles de ceux qui veulent absolument soulager la classe ouvrière des conséquences de la crise financière actuelle, à croire qu'ils veulent à tout prix éviter que la situation sociale n'empire pour éviter que les masses ne se dressent contre le régime en place. Est-ce bien les masses ou le capitalisme qu'ils veulent soulager ?

Imaginez un instant que l'on satisfasse même partiellement vos revendications, vous vous direz que c'est mieux que rien, qu'avec le temps peut-être on vous donnera plus la prochaine fois, en vous mobilisant ou non, cela permettra de tenir et l'espoir fera le reste... Pendant ce temps-là, les capitalistes pourront tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Je parle évidemment en l'absence de toute perspective politique révolutionnaire, si j'oublie de le préciser, on pourrait croire que je souhaite un appauvrissement de la population ce qui serait insensé évidemment.

Vous aurez reconnu au passage l'idéologie réformiste qui consiste à prôner des réformes sous l'égide de l'Etat bourgeois, pour faire oublier au prolétariat qu'il vit sous la domination du capitalisme, en fait, pour le subordonner au capitalisme et lui interdire de le remettre en cause.

Un "plan de relance" ou "d'urgence", n'est-ce pas finalement le meilleur moyen de sauver le capitalisme ? Pour bien faire, on devrait même tout faire pour empêcher que le gouvernement y recoure, car il serait forcément ciblé et servirait ensuite à dresser les couches de la population les unes contre les autres. Bush vient d'indiquer qu'il volait au secours des classes moyennes, pas de la classe ouvrière américaine, pour mieux les dresser les unes contre les autres, car il a aussi besoin du soutien d'une partie des Américains. Que la situation sociale se dégrade sans cesse jusqu'à devenir intenable pour les masses, nous n'en portons aucune responsabilité, mais ne prenons pas le prétexte de vouloir venir en aide au prolétariat pour en réalité soutenir le gouvernement, ce que font habituellement les réformistes que la révolution effraie.

J'ai lu plusieurs articles intéressants sur le capitalisme. Certains se concluent par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Ces articles se veulent pédagogiques, mais ils contiennent tous des analyses incomplètes. On ne peut évidemment pas tout dire dans un article, mais qu'aucun ne relève qu'en réalité le capitalisme repose sur un vol manifeste est plutôt curieux. On nous extorque une partie de notre temps de travail, oui ou non ? N'est-ce pas cela la part de la plus-value qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste et qu'on nomme profit ? Pourquoi ne pas le dire avec des mots très simples accessibles à tous les travailleurs ?

Autre question. Pourquoi personne ne dit qu'absolument rien ne peut justifier l'exploitation, le morceau de papier en possession du capitaliste et qui fait office de titre de propriété ? Il ne peut le justifier que sur le plan juridique, et si l'on suit la piste pour remonter à la source, on remonte jusqu'à la Constitution qui renvoie au préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui sanctifie la propriété privée. Parce qu'il est impossible de remettre en cause le capitalisme sans remettre en cause la Constitution et les institutions et que personne ne tient à les remettre en cause ? Etrange silence et consensus sur cette question précise.

Pour finir cette causerie, j'ai encore lu un article pour le moins curieux dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°16). Il y est écrit page 13 "*Equateur : le projet de nouvelle Constitution du pays a été approuvé par 64 % des électeurs. Il comprend la gratuité de la santé et de l'éducation.* Ce numéro d'*Informations ouvrières* date du 2 octobre, or voici ce qu'on pouvait lire dans une dépêche de l'AFP du 29 septembre.

"*Concernant toute une série de droits ouverts par la Constitution, dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple, il (Le président équatorien Rafael Correa - NDLR) a également fait preuve de modération : 'Je vais me réunir avec les ministres coordinateurs pour évaluer le coût', a-t-il déclaré, en précisant qu'il prendra le temps qu'il faudra, 'cinq, dix ans' pour les rendre effectifs.*"

Autant dire que les travailleurs équatoriens ne sont pas près de disposer d'un système d'éducation et de santé digne de ce nom, s'ils en voient un jour la couleur, dans dix ans, c'est loin et Correa ne sera peut-être plus là pour rendre des comptes.

Sur le remboursement de la dette, il s'est inspiré de Lula qui l'a réglé rubis sur l'ongle au FMI : "*Il serait insensé de dire 'non' au paiement de la dette*", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Quito, tout en précisant que son pays pourrait contester certaines portions "*illégitimes*" de celle-ci, comme si les travailleurs équatoriens avaient pu bénéficier en partie de cette dette. Il a ajouté "*Nous paierons la dette externe tant que l'économie du pays le permettra*", autant dire que le prolétariat n'est pas près

d'en voir le bout.

Que l'on se félicite du résultat de ce référendum qui porte un coup au capitalisme et pourra servir de point d'appui à la mobilisation des masses équatorienne, est une chose, mais en faisant preuve de mesure et sans décerner un chèque en blanc à Correa, surtout après ces déclarations qui vont peut-être dans le sens de sa conception du "*socialisme du XXI^e siècle*" cher aussi à Morales et Chavez, mais certainement pas dans le sens du socialisme tel que l'entendaient les marxistes du XIX^e et XX^e siècle et tel que nous l'entendons. On a déjà vu où menait le socialisme à la Mao Tsé-toung ou à la Fidel Castro.

Personnellement, je trouve que la nouvelle mouture d'*Informations ouvrières* est bien meilleure que la précédente. Pédagogique mais encore trop élitiste. Les efforts sont palpables pour en faire un véritable journal ouvrier, il faut le reconnaître.

J'allais oublier de vous donner l'adresse d'un site Internet que j'ai découvert par hasard comme presque toujours : <http://www.collectif-smolny.org/>. Vous y trouvez de nombreux documents sur notre histoire, je n'en fais pas la pub, je n'en connais même pas les auteurs, et je n'ai pas eu le temps jusqu'à présent d'y farfouiller.

Bon week-end à tous.

La chronique du jour.

Sarkozy et Fillon n'ont cessé d'expliquer les derniers mois et cela jusqu'au dernier moment, que la crise était seulement financière, qu'elle ne traverserait pas l'Atlantique, que la situation était saine en France et en Europe, que jamais ils n'auraient besoin de voler au secours des institutions financières avec notre argent, que l'économie réelle n'était pas et ne serait pas menacée, etc., ce n'était qu'un pur mensonge ou un épais voile de fumée destiné à gagner du temps, tout en sachant qu'ils seraient obligés d'avouer exactement le contraire dans un délai relativement bref, comptant sur l'aggravation de la débâcle de l'économie mondiale pour dramatiser la situation et appeler à "*l'unité nationale*", ainsi tous les ingrédients d'une crise économique et politique sans précédent sous la Ve République sont en réalité réunis.

Leur seule crainte maintenant, c'est que la classe ouvrière se radicalise, qu'elle refuse de payer pour les banquiers et les rentiers les conséquences de la survie du capitalisme et qu'elle cherche les moyens politiques pour affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République complètement discréditées. Ils ont raison de s'inquiéter, car à la faveur de cette crise, c'est l'ensemble du système capitaliste dont la faillite apparaît un peu plus chaque jour, qui est remis en cause.

Il ne manque plus aux masses que de faire le lien entre la crise économique dont ils sont les principales victimes et les institutions politiques qui sont au service du capitalisme pour engager le combat dans la bonne direction, pour les balayer.

C'est la raison pour laquelle toute politique qui aurait pour unique objectif affiché de soulager les masses des conséquences de cette crise du capitalisme au moyen d'un "*plan de relance*" ou "*d'urgence*" serait contre-révolutionnaire ou équivalent à une trahison, car elle s'accompagnerait obligatoirement d'illusions dans le capitalisme à pouvoir supporter des réformes ou la satisfaction de revendications à caractère économique ou sociale, ce qui en dehors de toute perspective politique revient à demander aux capitalistes eux-mêmes de les mettre en oeuvre, cela revient à leur livrer les masses désarmées politiquement.

C'est justement parce qu'il n'est pas capable de les supporter que l'ensemble de nos revendications doivent être impérativement subordonnées au combat politique pour liquider les institutions de la Ve République, car aucun changement politique ou économique favorable à l'immense masse de la population ne pourra jamais se produire tant que la classe ouvrière n'aura pas pris son destin en mains.

Face à la volonté des capitalistes et leurs représentants politiques qui portent l'entière responsabilité de la situation actuelle de rester aux commandes du pays, il faut opposer le combat pour l'expropriation des capitalistes et la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs partis et syndicats.

Et un parti ouvrier qui prétend combattre dans cette perspective doit proclamer devant l'ensemble de la classe ouvrière qu'il est engagé résolument dans le combat pour prendre le pouvoir, qu'il est prêt à prendre immédiatement les premiers décrets insupportables pour mettre fin à cette situation, en commençant par l'abrogation de la constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, l'expropriation des capitalistes sans indemnité, etc., afin d'attirer vers lui les éléments les plus avancés du prolétariat qui sont dors et déjà prêt à livrer ce combat.

Oui l'heure est à l'organisation de la classe sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

Appeler les masses à la mobilisation générale, à s'organiser pour mettre fin au capitalisme et son lot quotidien de privations et de souffrances croissantes, n'est-ce pas la tâche la plus urgente que devrait s'assigner un parti ouvrier ?

Le 4 octobre 2008

La Chambre des représentants a approuvé vendredi par 263 voix contre 171 la "*Loi de stabilisation économique d'urgence 2008*" de 850 milliards de dollars en tout, si l'on compte le coût des amendements divers ajoutés au cours d'âpres négociations pour satisfaire les élus récalcitrants. (AFP 04.10)

La présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi a déclaré lors d'une conférence de presse : "*Notre regard se tourne vers l'avenir, afin de faire éclater la lumière de la responsabilité sur ce qui s'est passé sur nos marchés financiers pour que cela ne se reproduise pas*", l'espoir fait vivre, et fait voter aussi ! La der des der ! On y reviendra plus tard.

On a appris hier que Tata Motors avait finalement été obligé de fermer son usine dans l'est de l'Inde face à la mobilisation de milliers de paysans qui s'estimaient lésés dans le rachat de leurs terres. Ces manifestations avaient commencé en décembre 2006 et ont fait 14 morts parmi les paysans l'année dernière.

A mon avis, on ne peut pas vraiment parler d'une victoire, puisque depuis hier plus de 5.500 ouvriers se retrouvent au chômage, sans indemnité, il ne faut pas rêver, on est en Inde, et le travail ne court pas les rues, surtout un boulot dans une grande entreprise où l'on bénéficie habituellement d'un meilleur salaire et d'avantages sociaux qu'on n'a pas ailleurs.

Autre chose.

Dans un communiqué du 1er octobre, le POI "*appelle à lutter pour un gouvernement qui gouverne pour le travail, pas pour le capital*", suit une liste de mesures que prendrait ce gouvernement, ensuite le POI "*se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine donnant à un tel gouvernement les moyens de sa souveraineté, en rompant avec l'Union Européenne et ses traités*" et comme de bien entendu, pas un mot sur et contre les institutions et la constitution de la Ve République.

Lutte pour un tel gouvernement, cela implique-t-il de lutter contre les institutions en place, quel sort leur sera-t-il réservé, on n'en saura rien, ce n'est écrit nulle part. Ce n'est peut-être qu'une lacune passagère.

Autre interrogation : si on lit bien, l'existence de ce gouvernement précédera celle de l'Assemblée constituante. Quel sera la nature de ce gouvernement ? Mystère. Il ne pourra être qu'un gouvernement révolutionnaire issu des partis ouvriers qui auront combattu pour chasser Sarkozy ou son remplaçant et pour l'abolition des institutions de la Ve République, tâche que ce gouvernement provisoire aura à accomplir en priorité pour permettre éventuellement ensuite l'élection d'une Assemblée constituante...

Mais il demeure un problème. Jusqu'à présent, si l'on observe ce qui s'est passé au cours du XXe siècle depuis la révolution russe de 1905, on s'aperçoit qu'à chaque fois les soviets se sont constitués AVANT la prise du pouvoir, comme produit de la mobilisation révolutionnaire des masses, AVANT la formation éventuelle d'un gouvernement ouvrier, que ce soit en Russie en 1905 et 1917, en Allemagne en 1918, dans les pays d'Europe de l'Est à l'issue de seconde guerre mondiale, mais aussi en Italie, etc. Et c'est seulement lors de la révolution russe de 1917 que la constitution des soviets a été suivi de la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du parti bolchevik et la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire réunissant les différentes composantes qui avaient participées réellement à ce combat, le parti bolchevik ainsi que des fractions menchevik et socialiste-révolutionnaire de gauche. C'est déjà une bonne chose que la formule du gouvernement des partis ouvriers soit définitivement abandonnée.

En Bolivie, par exemple, il existe un gouvernement de coalition dirigé par le MAS s'appuyant sur l'Assemblée nationale constituante, mais on peine à mettre en place des assemblées populaires dans chaque région et district. L'Assemblée constituante n'est pas issue de la mobilisation des masses, auquel cas il aurait été exclu que les représentants de la bourgeoisie et ses partis y participent, mais elle a été le produit d'une décision politique de la coalition dirigée par le MAS permettant aux partis bourgeois d'y participer, de plus en conservant pratiquement intactes les vieilles institutions vermoulues de l'Etat qu'il aurait fallu commencer par détruire et dont la réaction se sert pour faire pression sur le gouvernement et organiser sa résistance armée et préparer éventuellement son retour au pouvoir. Même l'Assemblée constituante sert de terrain d'action à la réaction pour organiser sa guérilla contre le gouvernement, soit à partir de la règle des deux tiers, soit en la boycottant et en remettant en cause sa légitimité.

Il ressort de cette brève analyse, qu'il est beaucoup plus difficile voir impossible jusqu'à présent de constituer des soviets une fois le gouvernement constitué, car les masses s'en remettent au gouvernement pour assurer la poursuite du processus révolutionnaire engagé, elles n'interviennent que sporadiquement pour le soutenir, mais elles ne sont pas associées en permanence à l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique, quelque part elles ne détiennent pas vraiment le pouvoir, au point que Morales est obligé d'organiser des référendums pour montrer que la majorité de la population le soutient toujours et lui donne mandat pour appliquer la suite de son programme sociale et politique.

Morales est parvenu au pouvoir à la faveur d'une élection organisée dans le cadre des institutions de l'Etat bourgeois et c'est dans ce cadre que l'Assemblée constituante a été élu, certes avec le soutien des masses.

Si ma mémoire ne me trompe pas, Lénine avait expliqué que les soviets étaient la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier, donc les soviets constituaient le pilier du nouveau pouvoir. Or, rien de tel en Bolivie, on voit bien jour après jour que tout ou presque repose sur Morales et son gouvernement.

Dès lors on comprend la place et le rôle irremplaçable des organes de pouvoir que les masses devront constituer à travers tout le pays au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour la prise du pouvoir avant ou simultanément avec la formation d'un gouvernement ouvrier. Parler de la convocation d'une Assemblée constituante sans évoquer la nécessité pour la classe ouvrière de se doter elle-même d'organismes de pouvoir, peut être interprété comme un manque de confiance dans sa capacité à accomplir cette tâche indispensable.

Son incapacité à constituer des soviets serait la manifestation de son manque de maturité politique, la constitution de soviets ne conduisant pas forcément à la prise du pouvoir comme on a pu l'observer en Russie en 1905, faut-il encore que plusieurs conditions soient réunies, notamment, que la majorité de la classe ouvrière ait rompu avec le pouvoir en place et que celui-ci soit réduit quasiment à l'impuissance, et qu'elle dispose d'une direction politique pour lui ouvrir la voie, autrement dit, qu'il existe un véritable parti communiste qui ait conquis sa confiance et dans lequel elle se reconnaît...

En résumé, la lutte pour un gouvernement du travail pour reprendre la formule du POI, ne peut se concevoir que dans la perspective de la mobilisation révolutionnaire des masses dont la rupture avec le régime se traduira spontanément par la constitution d'organismes de pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, vérifiant ainsi la théorie de Marx selon laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, organismes sur lesquels pourra s'appuyer le gouvernement qui sera composé dans un premier temps des éléments les plus conscients du prolétariat et qui aura pour rôle principal de définir les tâches à accomplir à chaque étape du processus révolutionnaire et les objectifs à atteindre pour vaincre définitivement la bourgeoisie, ainsi que de favoriser l'organisation de toutes les couches de la classe ouvrière, pour, à l'étape suivante et une fois seulement le pouvoir conquis, permettre à ces organismes qui constitueront les piliers de l'Etat ouvrier et socialiste de gouverner.

Il me paraît évident qu'inverser les rôles serait pure folie et conduirait à l'échec, dans la mesure où, quel que soit le niveau atteint par la maturité des masses, il est impensable d'imaginer un instant que la majorité des délégués élus de ces organismes politiques (ou de l'Assemblée constituante) seraient capables d'analyser correctement heure par heure, jour après jours, mois après mois, l'évolution de la situation et des rapports entre les classes, y compris sur le plan internationale, encore moins qu'ils seraient en mesure de définir précisément les tâches à mettre en oeuvre pour aller de l'avant et consolider le nouvel et fragile Etat ouvrier en formation.

La ligne politique définit par le POI ne me semble pas incorrecte, je la considère qu'elle manque de précision et qu'elle est incomplète. Ceci dit, c'est celle qui se rapproche le plus d'une position correcte. Et si l'on compare avec ce qui se passe à la LCR, comme l'on dit, il n'y a pas photo.

J'ai reçu et lu la dernière *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*, Débat militant, et je n'y ai pas trouvé non plus les institutions et la constitution de la Ve République. Ils font de la politique en s'arrêtant aux portes des institutions, simple constat.

Voilà comment elle se termine : "Urgence pour dénoncer les responsables, les gros actionnaires, leur politique à laquelle se soumettent les Etats.

Urgence pour exiger qu'ils fassent face à leur responsabilité et payent les frais de leur crise en prenant sur leur capital et leur patrimoine.

Cet extrait soulève plusieurs questions.

1- Comment peut-on exiger que "les responsables" de la crise actuelle du capitalisme "fassent face à leur responsabilité". S'ils font face, alors ils peuvent rester en place !

2- S'ils sont les véritables responsables, plus besoin de chercher les responsabilités ailleurs, par exemple tout simplement dans les lois de fonctionnement du capitalisme, ce ne serait pas les fondements du capitalisme et sont incapables à résoudre ses contradictions qui seraient la cause de cette crise, mais des hommes de paille au service du capitalisme, du coup, il suffirait de se séparer de ces brebis galeuses pour que le capitalisme se refasse une santé et qu'il ait encore de beaux jours devant lui. Pour des anti-capitalistes, cela la fout mal !

Eux aussi ils réclament à cor et à cri un plan de relance ou d'urgence : "*Urgence pour protéger la classe ouvrière et la population des contrecoups de la crise, garantir ses droits, c'est-à-dire à un emploi et un salaire décent pour chacune et chacun.*", dans le

cadre des institutions et du régime actuel ? C'est bizarre, je pensais que l'on combattait pour les renverser et non pour s'en accommoder sous prétexte de venir en aide à la classe ouvrière. Cet humanisme à cent balles pue le réformisme à plein nez !

On continue : "*Rien ne sera possible pour s'opposer aux contrecoups de la crise si nous n'exerçons une pression sociale et politique pour exiger et imposer notre contrôle sur la marche de la société.*". Faire "pression", sur qui, sur Sarkozy, pour "exiger et imposer" quoi, dans le cadre de la Ve République, au POI il dirait à juste raison, dans le cadre de l'Union européenne, qui peut croire un instant ce genre de sornettes ?

"*Garantir les droits des salariés et de la population signifie la fermeture de la Bourse, mettre fin aux spéculations, le contrôle des changes et la nationalisation des banques et du crédit sous le contrôle des salariés et de la population pour mettre l'économie au service de la collectivité.*", pourquoi pas, nous sommes tous d'accord que ce point. Mais on ne voit toujours pas le bout du nez du véritable Etat ouvrier, car finalement on peut raconter ce que l'on veut et dire des choses très justes... suspendues en l'air.

Ils y viennent, mais comment : "*Il n'y a pas d'autre politique pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale que patronat et gouvernement annoncent dès aujourd'hui. Cela pose la question de qui dirige, qui gouverne ? Le patronat, les banques et les partis qui les servent ou les travailleurs et leurs organisations.*". C'est bien de poser une question, c'est mieux lorsqu'on y apporte une réponse, même à la limite sous la forme d'une hypothèse lorsque l'on n'est pas sûr de soi.

Qui dirige ou gouverne dans ce pays sur le plan politique et économique ? Nous le savons tous et les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le savoir. Par contre, à la question comment ou par quel moyen, là il y a encore du boulot à faire ! A ma connaissance, tous les pouvoirs des représentants de la bourgeoisie et leurs partis découlent de la Constitution et la plupart s'exercent directement dans le cadre des institutions qui sont les piliers de l'Etat bourgeois et du régime capitaliste. C'est bien aussi la Constitution qui protège la sacro-sainte propriété privée des moyens de production et qui interdit de remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation.

On ne pourra véritablement remettre en cause le pouvoir du patronat, des banques et des partis à leur service, le capitalisme quoi, qu'en faisant voler en éclats au préalable les institutions et la constitution de la Ve République qui ne servent qu'à légitimer leur propre existence et justifier l'existence du capitalisme. Non ?

On trouve ainsi de nombreuses analyses sérieuses et profondes dans plusieurs partis ou groupes de militants, mais j'ai l'impression que leurs auteurs ne les mènent pas à fond ou qu'ils négligent certains facteurs déterminants.

Chacun est libre d'avoir son propre point de vue, en tout cas c'est le mien. Peut-être que je suis trop loin du terrain pour voir bien clair, pourquoi pas, dans ce cas-là qu'on me le démontre. Je n'ai jamais reculé devant la confrontation des idées puisqu'avec la pratique c'est l'un des meilleurs moyens pour les faire évoluer. A défaut d'échanges sérieux et motivés avec des militants qui ne partagent pas mon point de vue, il ne me reste en permanence qu'à inventer les antithèses de mes positions pour les vérifier. On fait ce qu'on peut avec les matériaux dont on dispose.

J'allais oublier encore une chose, des camarades se demandent comment je fais pour produire autant d'articles et prendre position à chaud sur l'actualité. Je n'ai pas eu le temps de leur demander ce qu'ils entendaient par là. S'ils parlent des articles qui figurent dans les infos en bref, ce sont des dépêches dont j'extrai des passages plus ou moins longs que j'agrément de commentaires ou que je refonds, ce n'est pas moi qui écris la trame mais les journalistes des agences de presse.

Tout le reste sort de la petite tête de votre serviteur, pour le meilleur et le pire d'ailleurs, car parfois je vous livre plutôt un brouillon, involontairement, par précipitation ou manque de temps. Vous ne vous en êtes peut-être pas aperçu, j'ai écrit une énorme connerie, sans importance heureusement, j'ai situé l'existence du parti ouvrier social-démocrate allemand après celle du parti bolchevik, alors que c'est évidemment l'inverse, vous pouvez le vérifier dans la page d'accueil, je ne me suis même pas donné la peine de corriger, parce que cela n'avait pas d'importance. Je remarque aussi des fautes que j'ai laissées, j'en corrige parfois, le reste du temps je les laisse, vous savez, à force d'en trouver tous les jours dans les dépêches de presse, je me dis que je ne fais pas pire. Tenez, même lorsque j'ai scanné l'introduction du livre de Fougeyrollas j'ai trouvé des erreurs grossières, des fautes de grammaire, personne n'est parfait. Si vous tombez dans le site sur des textes incroyablement mal écrits, soyez gentil de me le signaler quand même, ma hantise est d'avoir retouché un article et de l'avoir mis en ligne sans l'avoir corrigé ou en laissant des phrases incomplètes.

Bon week-end et portez-vous bien.

Le 5 octobre 2008

J'ai mis deux nouveaux textes en ligne, celui sur Fabius et l'autre en réponse à un courriel de ce que j'ose à peine appeler un militant.

Je vous ai fait grâce de l'autre courriel ordurier que j'ai reçu, je voulais les séparer bien que leur contenu se rapporte au même sujet, je vais vous expliquer pourquoi. Avant en voici le contenu infâme, le mot est faible, on peut facilement imaginer qu'à une autre époque son auteur aurait rejoint la cohorte de délateurs au service du régime de Vichy, de la gestapo ou du KGB

"Alors le petit mégalo-colon-réactionnaire-flic qui s'est couché à deux heures du matin le povre pour stigmatiser les ouvriers qui ""vivent au dessus de leur moyen"" parce qu'ils ont recours au crédit? mais oui c... bien sur ! Ils vivent tous au dessus de leur moyen ces chiens d'ouvriers! Va falloir qu'il payent l'addition maintenant! D'ailleurs c'est tous des cons ! Ils ne comprennent pas qu'il faut faire la révolution ! pensent qu'à nourrir leur famille à instruire leurs enfants et à s'endetter !"

Je lui ai répondu sur le plan politique dans le texte intitulé, *L'ouvriérisme, une autre forme d'obsurantisme*. Ce salopard doit tout ignorer de la condition ouvrière qui ne doit être pour lui qu'un concept obscure, comme peut l'être la misère tant qu'on n'y a pas été confronté soi-même. Je vais vous parler de ma famille, chose que je n'ai pas voulu faire dans le texte mis en ligne aujourd'hui, pour qu'on ne m'accuse pas de l'avoir instrumentalisée, et par respect pour mon père, ainsi que la condition ouvrière.

Mon père était menuisier en bâtiment, ma mère était blanchisseuse avant de ne plus pouvoir travailler à cause d'une opération à la colonne vertébrale. Mon grand-père du côté de mon père était ouvrier en usine, sa femme était repasseuse. Du côté de ma mère, mes grands-parents étaient camelots, forains si vous préférez, comme l'avaient été avant eux leurs parents, mon arrière grand-père a fini sa vie dans la misère comme chanteur dans les cours dans le quartier de la place de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau. Mes oncles les plus proches étaient tous ouvriers en usines, sauf un qui était cantonnier à la ville de Rueil. Quant à ma première épouse, elle était sténo dactylo dans une caisse de retraite (IRP-VRP) à Clichy, son père était OS à la chaîne chez Bic et sa femme était femme de ménage. Les parents de ma seconde épouse, Magueswary, étaient agriculteurs avant d'être complètement ruinés et réduits à la misère noire, c'est dans cette condition que j'ai fait la rencontre de Magueswary et que nous sommes mariés en 1990, en épousant par la même occasion la misère qui allait avec, c'était un choix conscient et décidé à l'avance de ma part, alors qu'en étant "Blanc" et Français, j'aurais très bien pu me remarier avec une fille de bonne famille comme l'on dit, ce qui ne l'est jamais venu à l'esprit.

Pour ce qui me concerne, vous pouvez vous reporter à mon parcours professionnel qui figure dans le site. Il y manque cependant quelque chose.

Entre 11 et 12 ans, mon père avait décidé de m'emmener le samedi avec lui sur le chantier où il travaillait, sans que je me souviens très bien pourquoi, peut-être pour me montrer qu'il avait un boulot pénible et s'excuser de me battre quasiment quotidiennement en rentrant le soir à la maison, je ne le saurai jamais. Une chose est sûr au moins, c'est qu'il était fier de me montrer son boulot et qu'il le connaissait sur le bout des doigts.

C'était un homme simple et peu instruit mais qui possédait une mémoire phénoménale. Il avait dû arrêter l'école à cause de la guerre, il aurait voulu devenir ébéniste, mais le sort en a décidé autrement et il a fait *menuise* comme il disait. Il était payé à la tâche (la mensualisation viendra plus tard, au début des années 70), il bossait dur six jours sur sept sans compter les heures ce qui aurait servi à rien puisqu'il était payé au rendement, mais nous étions désespérément pauvres. Il était un excellent menuisier, un ouvrier qui savait tout faire avec ses mains, c'est lui qui a construit la maison où habite encore ma mère, de la cave à la toiture, il a tout fait seul, il n'avait ni copains ni amis, et il ne parlait jamais aux voisins.

A côté de cela, il n'y avait pas chez lui la moindre trace de conscience politique, il était gaulliste et vouait un culte à ses patrons, à tout ce qui lui était supérieur dans la société, pour faire bref, il était très con quelque part ce qui exaspérait mes oncles qui étaient tous au PCF et à la CGT. Une fois devenu adolescent, nos relations n'ont cessé de se détériorer, en fait nous ne nous sommes jamais compris malgré tous les efforts que j'ai pu faire pour tenter d'améliorer la situation et de lui faire comprendre quelque chose, il était borné au dernier degré et ne connaissait envers moi que la violence comme réponse.

Atteint par une maladie nerveuse dégénérative, le syndrome de Steele-Richardson, contre laquelle il n'existe aucun traitement, il fut rendu à l'état grabataire en quelques années peu de temps après avoir pris sa retraite, il avait cotisé plus de 42 annuités et il en était fier ! Il est décédé en décembre 2004.

Quand je l'ai vu en 2002, on s'est engueulé ou plutôt il s'est énervé contre moi. Il ne pouvait pratiquement plus parlé, c'était un midi, nous mangions évidemment devant la télé, ma mère le faisait manger, je ne me souviens plus ce qui a été dit lors des infos, il s'est agité violemment, ma mère s'est penchée vers lui pour essayer de comprendre ce qu'il disait, "*c'est la faute de ta putain de gauche à la con tout cela*", j'ai voulu lui répondre, mais ma mère m'a dit que je ferais mieux de la fermer pour qu'il ne s'énerve pas davantage, je me suis exécuté car elle avait raison, inutile d'insister dans l'état où il était. Au passage, vous comprenez pourquoi je ne suis pas du genre à passer des compromis pourris avec cette gauche de merde, parce que si des générations d'ouvriers se sont écartés de la lutte de classe, c'est bien le PCF et le PS qui en porte la responsabilité, et si mon père était aussi con et qu'il l'est resté jusqu'à son dernier souffle.

Lui comme moi, nous savions que c'était la dernière fois qu'on se voyait, mais il a trouvé le moyen de m'engueuler parce qu'il pensait que je soutenais ces putains de partis pourris, dans son fort intérieur, je suis sûr qu'il les accusait de l'avoir laissé toute sa vie dans la pauvreté, et il n'avait pas tort. On s'est engueulé à cause de la politique alors que c'était les derniers instants que

l'on passait ensemble. Lorsque le moment des adieux arriva, il pleura comme un gosse, je l'ai serré très fort dans mes bras sans trouver la force de prononcer un mot, nous avons eu de trop mauvaises relations pendant trop longtemps pour avoir l'hypocrisie de lui dire une pensée douce à l'oreille, mais je crois qu'il a lu dans mes yeux ce que je pensais sincèrement de lui et que je l'aimais finalement tel qu'il était.

Je lui dois mon éducation, mon attachement à la vérité, le goût de l'effort et du travail bien fait, l'honnêteté et le refus de vivre dans le mensonge, le respect des autres, etc., il s'est littéralement sacrifié pour ses gosses comme le font habituellement les ouvriers, il était fier d'être ouvrier et il m'a transmis la fierté de l'être aussi.

Alors je dis à la petite ordure qui m'a envoyé ce courriel dégueulasse et à tous ceux de la même espèce : aller vous faire foutre misérables chiens enragés, vous ne méritez même pas d'exister ! Avis à la racaille qui aurait la mauvaise idée de vouloir m'apprendre ce qu'est un ouvrier, je les pulvériserai comme de vulgaires merdes avec des mots à défaut de pouvoir les abattre par d'autres moyens plus expéditifs. Bien que je suppose que ces "*militants*" sont au POI, je ne fais pas d'amalgame avec les camarades de ce parti que je connais et qui n'ont heureusement pas ce comportement digne des bas fonds du prolétariat, du lumpenprolétariat.

Il est plus que tant de refonder le mouvement ouvrier expurgé de la gangrène du réformisme, du dogmatisme et du sectarisme qui l'a complètement pourri au point de le rendre infréquentable aux yeux d'une multitude de travailleurs et jeunes qui ne demandent qu'à s'organiser pour mener le combat contre le capitalisme et les institutions. Après on s'étonne que les travailleurs se détournent des partis politiques et des syndicats, s'ils ont eu à faire un jour avec ce genre de "*militants*", tout s'explique.

Le 6 octobre 2008

Hier après-midi je vous ai raconté brièvement comment j'avais vécu auprès de mes parents et quel furent mes rapports avec mon père. J'ai passé sous silence le plus insupportable pour vous épargner et j'ai peut-être eu tort. Les militants se demandent toujours à qui ils ont réellement à faire sur le Net et c'est légitime, et si l'on peut toujours s'inventer un passé, l'arranger ou le justifier après coup pour couvrir ses erreurs ou se faire passer pour ce que l'on n'est pas, je ne pense pas que la tranche de vie qui suit puisse entrer dans cette catégorie. On peut tirer un enseignement de toute expérience, c'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que j'ai écrit ces lignes. Si ce passage ne vous intéresse pas, rien ne vous empêche de le zapper, la liberté de penser doit fonctionner dans les deux sens.

Mon père était très dur avec moi, ma mère m'a dit un jour, je devais avoir 16 ou 17 ans, qu'ils m'avaient eu par accident, que j'étais arrivé trop tôt et que je leur avais pourri leur vie de jeune couple, autrement dit, que si je disparaissais maintenant ils n'en feraient pas un drame. Quand des parents disent un truc pareil à un jeune adolescent, cela a de quoi le faire réfléchir et l'écarter pour toujours de ses parents. Ce fut presque le cas plus tard.

Mais bien avant, j'avais dû subir bien pire que cela, j'espère que vous ne venez pas de manger. Ma mère s'est toujours débrouillée pour qu'on aille se coucher le ventre plein. Le menu n'était pas toujours équilibré et pas question de repas à la carte, chez les pauvres on mangeait ce qu'il y avait dans l'assiette et on la fermait, j'écris au passé pour ne pas généraliser. Un soir elle nous servit des épinards, ce que je détestais le plus avec les pieds de cochon, une masse gélatineuse et grasse à vous faire vomir rien qu'en s'imaginant qu'on devrait la manger. Bien entendu, les épinards avaient tendance à s'éterniser dans mon assiette et pas question de se bourrer de pain pour les faire passer, chacun avait une tranche mais devait en faire bon usage et l'économiser au cours du repas. Je chargeais en sel mes épinards en étant pris d'un haut le cœur à chaque bouchée. Ce qui devait arriver arriva, au bout de la troisième ou quatrième bouchée, tout est reparti dans l'assiette, j'ai vomi. Je m'en suis pris une bonne par mon père et ma mère me gueula dessus, j'étais en pleur, j'avais des sueurs, je n'en pouvais plus, et bien mon père a exigé que je le bouffe et j'ai commencé à manger mon vomi...

Terrible souvenir, non ? Alors ceux qui idéalisent les ouvriers, ils ne savent pas de quoi ils parlent et ils feraient mieux de se taire.

Il ne faudrait pas non plus s'imaginer que je réglerais mes comptes avec mon père, car on a déjà soldé nos comptes, de plus s'il avait des défauts comme nous tous, il n'a jamais développé un état d'esprit petit-bourgeois, il était trop rigoureux et il a eu le mérite ou suffisamment de perspicacité pour ne jamais tenter de vivre au-dessus de ses maigres moyens et quand il eut recours au crédit, c'était vraiment par nécessité absolue et non pour se faire plaisir. La voiture lui servira presque exclusivement pour aller travailler et trimpler sa caisse à clous et ses machines, car ses patrons ne les fournissaient pas, cela aussi on l'ignore le plus souvent. Non seulement il avait un salaire de misère mais il devait acheter ses outils et payer l'essence pour aller bosser parfois à 70 Kms de la maison, de toutes manières, il n'y avait pas d'argent pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole pour sortir le dimanche, l'essence était réservée pour aller au boulot, point. Il estimait qu'il devait faire avec ce qu'il avait et n'enviait pas les bourgeois, c'était peut-être une connerie, car s'il les avait enviés il se serait peut-être posé des questions sur l'injustice dont il était victime ainsi que sur les inégalités qui existaient dans la société et il aurait peut-être pu évoluer sur le plan politique, il préféra adopter une sorte de soumission face au régime, ce que l'on ne conseillera jamais à un ouvrier évidemment, c'est la raison pour laquelle aussi paradoxale que cela puisse paraître, il aurait mieux valu qu'il ait parfois cet état d'esprit petit-bourgeois,

en disant cela je témoigne que je n'ai jamais manifesté du mépris envers les ouvriers quel que soit leur état d'esprit ou alors je me serais vraiment mal exprimé, par contre je n'ai pas le même comportement vis-à-vis de leur ignorance, de ma propre ignorance. Rassurez-vous, j'ai bien compris depuis le début que mes odieux détracteurs étaient d'une mauvaise foi évidente et sans doute incurable.

Entre décrire le milieu ouvrier et le condamner, il y a une marge et une différence de taille, dans le second cas, ils le méprisent alors qu'il m'attriste, parce que je ne pouvais pas être heureux de subir le traitement que me faisait subir mon père et accessoirement ma mère ; mon ex-compagne me dira un jour que mon père était en fait la main de ma mère quand il me frappait, et c'est vrai que lorsque je repense à notre mariage, il nous a donné 1.500 francs en cachette en nous disant que Lisette, ma mère, n'était pas au courant.

De la même manière qu'on ne demande pas la charité, on n'admet pas qu'on se fasse des illusions sur nous, on survit chacun à notre manière en essayant d'être humilié le moins possible. On ne contrôle rien dans cette putain de société, donc par exemple reprocher à un ouvrier d'être alcoolique est une connerie, il boit à défaut de pouvoir vivre mieux et il n'est pas responsable de la situation qu'il a trouvée à sa naissance ou plus tard. Par contre, rien n'empêche de lutter contre l'alcoolisme dans le milieu ouvrier et de lui insuffler la lutte de classe. Faire la part des choses, quoi.

A l'émission *Complément d'enquête*, un programme de France 2 diffusé plus tard sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu que 70% des maires ne respectaient pas la loi stipulant que les communes de plus de 5.000 habitants devaient mettre un terrain muni des commodités élémentaires à la disposition des gens du voyage ou de passage. Vivre dans une caravane et en faisant les marchés à travers toute la France n'est pas un crime, c'est la seule vie qu'a connue mon grand-père Henry Marceau et c'était un type bien, généreux, courageux et surtout il ne supportait pas de ne pas dépenser immédiatement ce qu'il avait gagné. Il sortait de la norme, mais je ne le juge pas, son côté libertaire m'est plus agréable encore aujourd'hui que le dogmatisme qui passe son temps à dresser des barrières entre les militants et le sectarisme à les ficher ou les étiqueter. Il est enterré à Lille parce qu'il aimait particulièrement les gens du Nord.

Les gens du voyage doivent faire appliquer tous les trois mois un visa sur leur carnet de voyage frappé des effigies de la République française, dans un commissariat ou une gendarmerie. Ils sont Français, mais sont considérés comme des étrangers ou des immigrés. Les tziganes et les gitans sont des gens attachants et le monde dans lequel nous vivons leur laisse de moins en moins de places et d'opportunités pour pouvoir continuer à exister. Certains ont été intégrés dans le système métro, boulot, dodo, ils y ont perdu en liberté et sont plus ancrés au capitalisme. D'un côté, un nombre de plus en plus grand de personnes voyagent à travers le monde, de l'autre, ceux qui vivent du voyage sont appelés à disparaître, c'est cela aussi le capitalisme, la sédentarisation forcée, l'intégration forcée qui conduit à une uniformité synonyme de sclérose et de décadence...

La causerie du week-end aura été épicée.

Un mot sur la situation économique.

Après les ventes à découvert pour faire baisser la valeur de certains titres ou actions pour mieux les racheter ensuite, les dépêches tombent faisant état de magouilles de la part de différentes banques pour réaliser des affaires juteuses, des dizaines de milliards de dollars auraient été bloqués pour pousser certaines banques d'affaires à la faillite, la guerre et les règlements de compte font rage dans les milieux financiers. Les prédateurs s'entre-déchirent et se dévorent.

Au total, les banques centrales auront versé avec le plan adopté aux Etats-Unis qui dépasse en réalité les 840 milliards de dollars, celui adopté en Irlande de 400 milliards de dollars, somme qui semble colossale pour un si petit pays, les 500 milliards de dollars environ déjà versés par la BCE, les dizaines de milliards de dollars versés au Japon, plus tous ceux dont on ne parle pas comme en Russie par exemple ou les bourses avaient été fermées pendant deux jours, au total, cela dépassera les 2.000 milliards de dollars, à côté le fond de réserve de l'UE de 30 milliards d'euros est ridicule. C'est à se demander jusqu'où ils vont aller et si finalement leur système ne va pas péter à retardement.

Si sur le plan politique Bush peut être rassuré aux Etats-Unis, en Europe, les choses semblent plus compliquées et finalement plus imprévisibles et incontrôlables. J'ai parcouru en diagonale les décisions adoptées samedi lors de la réunion du G4, une souris, des recommandations, des conseils, des intentions, bref rien de concret en dehors des 30 milliards d'euros que j'ai déjà évoqués. Je ne le regrette pas comme le fait le PS, au contraire, je m'en réjouis, chacun son tour d'être dans la merde, nous, nous y sommes tous les jours !

Selon un sondage qu'ils ont pondus pour l'occasion, les Français penseraient que les Etats-Unis sont responsables de la crise financière, bref, les Français seraient des moutons et ils croiraient tout ce qu'on leur raconte. Pas si sûr que ce sondage était destiné à nous le faire croire, ne serait-ce pas plutôt pour détourner l'attention de la population sur ce qui se passe actuellement en France et pour la préparer aux conséquences de cette crise, qu'elle ne pense surtout pas à l'incurie des dirigeants de ce pays qui nous ont servi des analyses totalement erronées pendant un an ou plus ?

Bonne semaine et bon courage à tous, et que nos anciens gardent le moral.

Le 7 octobre 2008

Un courriel intéressant d'un militant du POI et ma réponse en ligne. Enfin, on aborde des questions politiques !

Pas le temps d'actualiser les infos en bref, demain soir au plus tôt.

Les bourses plongent depuis lundi. Ils s'affolent, c'est la dégringolade, on ne peut que s'en féliciter ! Souvenez-vous, à deux reprises j'ai signalé dans le site que j'avais lu quelque part que les institutions financières en Europe avaient chargé la barque avec des créances pourris américaines à hauteur de 5.000 milliards de dollars.

Si vous faites un rapide calcul (moi j'en suis incapable !), ils ont dû injecter ou plutôt ils s'approprièrent à injecter ce qui n'est pas tout à fait la même chose car ces opérations peuvent prendre du temps, et le temps joue contre eux, une somme légèrement supérieure à 1.000 milliards d'euros en comptant les 400 milliards d'Irlande, donc ils sont encore loin du compte, si l'info de départ était exacte. Imaginez un instant qu'ils aient sous-évalué ses créances pourris, ce serait encore pire que tout ce qu'on a pu envisager jusqu'à présent.

Il faut marteler que c'est la preuve que le capitalisme est synonyme de faillite, de guerre, de pauvreté, qu'il faut le liquider et que le socialisme n'était peut-être pas une si mauvaise idée puisqu'il n'y a pas d'autre alternative. On peut facilement faire le rapprochement entre les mensonges éhontés des représentants du capitalisme avec ceux des staliniens, maoïstes et castristes, les foutre dans le même sac pour l'occasion et balancer le tout à la mer !

C'est le moment de réhabiliter le marxisme, de mettre en avant le programme de la révolution socialiste internationale, tout notre programme, de nous battre drapeau déployé, l'heure a sonné pour le prolétariat mondial de passer à l'offensive, de se regrouper, de se donner les moyens de vaincre, camarades, unissons-nous, montrons l'exemple bordel, laissons de côté nos vieilles querelles ou rancœurs.

La capitalisme est frappé en plein coeur, aidons-le à crever ! Ce ne sera pas pour demain, mais hâtons sa fin, construisons le parti...

Je me rangerai derrière le parti qui engagera résolument le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture politique, tout le reste est secondaire.

Quelques infos en vrac quand même :

Au Royaume-Uni, la BBC a affirmé mardi que trois des quatre plus grosses banques britanniques, Royal Bank of Scotland, Barclays et Lloyds TSB auraient demandé lundi soir au ministre des Finances Alistair Darling de hâter sa décision sur un éventuel plan de soutien (19 milliards d'euros).

Les sauvetages de banques se sont succédé ces derniers jours en Europe, pour la banque allemande Hypo Real Estate, le bancassureur belgo-néerlandais Fortis ou la banque franco-belge Dexia.

Aer Lingus veut supprimer 1.500 emplois

Nationalisation de la banque islandaise Landsbanki ...

La Bourse égyptienne plonge de 14,5 %, la Bourse saoudienne de 8

Les grandes banques européennes dévissent. A Londres, le titre Royal Bank of Scotland, la deuxième banque britannique, perd 30,05 % en milieu de matinée. A Francfort, Commerzbank cède plus de 9 % et Deutsche Bank plus de 13 %.

Le constructeur automobile allemand Opel annonce qu'en raison de la crise, il interrompt sa production dans deux usines en Allemagne, où travaillent plus de 6 500 personnes. Opel veut également fermer provisoirement son usine en Espagne et ses deux sites en Angleterre.

Moscou suspend les cotations sur le RTS et le Micex, les deux places moscovites.

La Bourse de Tokyo termine la séance de mardi en baisse de 3,03 %. Un moindre mal après une séance mouvementée qui l'a vue plonger de plus de 5 %

A suivre !

Le 8 octobre 2008

Le 8 octobre

J'ai actualisé les infos en bref plus rapidement que prévu en bossant hier soir de 20h à minuit et ce matin de 6h30 à 10h40.

Ce qui me distrait le plus si je puis dire, c'est de trouver un titre à chaque info, ce n'est pas toujours évident.

J'ai mis en ligne un article sur la crise du capitalisme qui provient du groupe CCI-T et je vous avouerais franchement que je n'ai même pas encore eu le temps de le lire. Je fais confiance à ces camarades.

Quand je vous dis qu'on n'est pas forcément d'accord entre nous sur tout et que ce n'est pas forcément une raison pour s'entre-déchirer en permanence, d'autant plus que nous sommes d'accord sur l'essentiel, faut-il encore que cela se traduise dans les faits, c'est ce que je m'applique à faire à mon modeste niveau.

Je n'ai pas eu le temps de commémorer les 160 ans du *Manifeste du parti communiste* de Marx ni les 70 du *Programme de transition* et j'ai laissé passer le 20 août 1940. C'est impossible de tout faire. Je me suis farci tellement de lectures ces derniers temps, que j'ai comblé à ma manière cette lacune.

Je vous avouerais que les dernières analyses que j'ai lues sur le *Programme de transition* ne m'ont pas du tout donné envie de les mettre en ligne. Si on pourrait dire au PS : laissez tomber les masques, pour ce qui nous concerne on pourrait peut-être dire : laissez tomber vos oeillères !

La journée d'action du 7 octobre a été un bide, c'était prévisible, c'est la raison pour laquelle je ne m'y étais pas attardé les jours précédents. FO serait pour une journée de grève interprofessionnelle nous dit-on, qui à mon avis ne servirait à rien dans l'état actuel des choses, en sachant pertinemment que les autres syndicats y sont opposés. Cela me rappelle l'appel à la grève illimitée qu'ils avaient lancé en 2003 (de Marseille), si je ne me trompe pas, au moment du combat pour les retraites, une fois que le mouvement était pratiquement terminé !

Concrètement, ce qui m'intéresse, c'est ce qu'a dit le secrétaire FO du comité d'entreprise de Sandouville (Renault) après la visite de Sarkozy : "*On a eu le sentiment tous d'avoir été écoutés*", a réagi Guy Vallot, se disant "*plutôt plus rassuré*". "*Il y a eu des réponses franches aux questions bien précises qui ont été posées*", et "*le plus important pour nous, c'est lorsqu'il dit : Sandouville ne fermera pas*". En voilà au moins un qui est heureux !

Comment voulez-vous développer le syndicalisme dans de telles conditions ? Comment peut-on encore envisager que la chute du régime pourrait partir d'un mouvement à base syndicale, tellement le syndicalisme est pourri ? Je sais parfaitement que vous n'êtes pas dans ce cas là, mais vous n'êtes qu'une infime minorité qui plus est divisée.

Qu'une grève puisse entraîner quelques millions de travailleurs on peut évidemment encore l'envisager, les dernières années l'ont démontré, mais si elle ne trouve pas de relais sur le plan politique, elle sera condamnée à pourrir sur place.

Je ne me suis jamais véritablement penché à fond sur ce sujet, essentiellement par manque de documentations, mais si je ne dis pas de bêtises, les soviets en Russie en 1917, on les a toujours présentés comme des organismes politiques, Lénine dira qu'ils étaient à eux seuls l'Etat ouvrier, alors qu'au départ c'étaient des comités de grève, des comités d'usines. Je voudrais bien savoir comment ils ont pu se transformer en organismes politiques et quels étaient exactement leur contenu et leur orientation lors de leur création. J'ai du mal à imaginer que le syndicalisme avait le même contenu et la même orientation pourrie que ceux que nous avons actuellement en France. Si vous avez des éléments de réponse à cette question ou que vous saviez où je pourrais les trouver, je vous en serais reconnaissant.

Dans ma réponse au militant du POI sur l'Assemblée constituante et la question de la stratégie à adopter, j'ai oublié de lui signaler que l'auto-organisation des masses ne figurait pas dans le Manifeste du POI. Je sais très bien que les soviets ne se sont jamais constitués en dehors d'une période révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, que ce n'est pas quelque chose qui se commande, pas plus qu'une grève lorsque les conditions ne sont pas réunies.

Cependant, nous ne sommes plus dans la même situation qu'autrefois, face à un syndicalisme corrompu, à des partis ouvriers tout aussi corrompus, la constitution de comités (d'unité) pour organiser les travailleurs et jeunes en dehors de ces structures peut s'avérer utile pour aider à faire progresser la conscience politique des masses et construire le parti, et pourquoi pas mener des actions, mais sans développer l'illusion selon laquelle ils pourraient avoir d'autres fonctions, par exemple celle de palier les carences des syndicats et des partis, car on retomberait dans le piège du réformisme, ce qui justement l'on combat aussi. A suivre.

Aujourd'hui est un jour férié au Tamil Nadu, donc je vais en profiter pour me reposer un peu les yeux. Je dis cela et à chaque fois, une heure plus tard je suis devant l'écran !

Bonne continuation à tous.

Le 11 octobre 2008

J'ai au moins trois sujets à aborder : la question de la stratégie et l'attitude envers les institutions avant et après la prise du pouvoir, ensuite, le syndicalisme et la crise du capitalisme. En réalité j'ai écrit ces lignes entre mercredi et vendredi matin.

La réaction en Bolivie s'organise en prenant notamment comme point d'appui le pouvoir dont disposent les préfets. Comment se fait-il que deux ans après l'arrivée de Morales au pouvoir, les préfets disposent encore des mêmes pouvoirs exorbitant que leur avaient octroyé généreusement les présidents et les gouvernements précédents ? Ils sont à eux seuls des institutions qu'il fallait balayer immédiatement en maintenant mobilisées la classe ouvrière et la paysannerie pauvre...

Ce sont des contre-pouvoirs puissants, d'autant plus qu'ils sont à la solde de ceux possèdent le nerf de la guerre, l'argent, les télévisions qui couvrent tout le pays, des radios, bref, les plus puissants médias, il fallait les empêcher de nuire le plus tôt possible, pour qu'ils ne puissent pas utiliser ces armes contre le gouvernement et l'Assemblée constituante. Ils sont reconnus comme interlocuteurs représentant soi-disant une communauté importante dans la société bolivienne pouvant jouer un rôle déterminant sur le plan national, alors de là à se prendre pour l'Etat ils le disent eux-mêmes en envisageant très sérieusement de devenir des gouverneurs.

Face à des bandes armées qui occupaient des bâtiments publics et massacraient des partisans du gouvernement, non seulement l'armée à laisser faire, mais Morales lui a demandé de ne pas répliquer.

Il fallait gagner l'armée ou la désarmer en assurant un emploi civil de fonctionnaire à chaque ancien militaire par exemple. Garder l'armée telle quelle et gouverner sous la menace d'un coup d'Etat, c'est le risque qu'a pris Morales. A sa place je profiterais que les grands de ce monde sont trop occupés avec leur crise, pour lancer une offensive contre les bastions de la réaction pour en finir, tout en appelant la population à se réunir dans une assemblée populaire, afin de constituer à travers tout le pays le maillage qu'il manque actuellement à l'Assemblée constituante. Et une fois réalisé, elles seront prêtes à envoyer des délégués à l'Assemblée constituante, il suffira de provoquer une élection anticipée pour renouveler les délégués, avec l'appui des assemblées populaires, la coalition qui compose le gouvernement Morale sera sûre d'emporter la majorité absolue. L'Assemblée constituante aurait les moyens de balayer les vieilles institutions de fond en comble en commençant par les préfets.

Le mouvement pacifique qui s'est mis en route vers Santa Cruz peut se terminer par un bain de sang, si la population se sent assiégée, elle pourra se tromper d'objectif et se laisser intimider et entraîner par la réaction qui est suffisamment adroite pour la berner par l'intermédiaire des médias.

En maintenant en place les préfets, les représentants de l'ancien pouvoir conserve d'une certaine manière leur légitimité, ils se tiennent prêt à reprendre le pouvoir ou à renverser Morales avec l'aide de l'armée. Il faut préciser que l'armée est majoritairement nationaliste, donc le risque de partition de la Bolivie n'est qu'un fantasme de révolutionnaires en manque d'inspiration.

En Bolivie, comme dans n'importe quel pays où un gouvernement similaire viendrait à voir le jour, se trouve poser immédiatement la question de savoir si le niveau de conscience politique des masses et le rapport de forces entre les classes permettent d'en finir avec les vieilles structures de l'Etat bourgeois, et en cas de réponse négative, on devrait profiter des positions conquises pour se donner les moyens politiques de les liquider le plus rapidement possible sans laisser le temps à la réaction de relever la tête...

Second sujet.

Je me suis dit qu'à la faveur de la crise actuelle du capitalisme qui n'échappera évidemment à personne, puisqu'elle fait la Une de tous les médias quotidiennement depuis plus de trois semaines, c'était l'occasion idéale dans les syndicats d'expliquer aux travailleurs son origine et de faire le lien avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Le moment ne serait-il pas propice pour ceux qui se réclament de la Charte d'Amiens de montrer qu'il sont enfin capable de mettre leurs actes en adéquation avec leurs déclarations, puisque cette Chartes définissait comme objectif au syndicalisme d'en finir avec le salariat ? Ou faudrait-il laisser les bureaucrates pourris des syndicats expliquer tranquillement aux travailleurs que cette crise serait le produit d'une mauvaise politique ou de pratiques indélicates et non celle de la propriété privée des moyens de production tout court ? Nous posons directement cette question aux dirigeants du POI, de la LCR et de LO.

Il y a eu et il va encore y avoir des manifestations à l'appel des syndicats, j'imagine aussi que tous les délégués syndicaux doivent en ce moment répondre aux questions que leurs posent les travailleurs sur cette crise. Donc logiquement, tous ceux qui prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme ou qui se réclament de la Charte d'Amiens devraient rédiger des tracts ou des articles en direction des travailleurs rappelant que l'objectif du mouvement ouvrier est d'en finir avec le salariat. De deux choses l'une, s'ils ne le font pas, cela signifie peut-être que ce n'est pas l'objectif qu'ils poursuivent.

Si ces délégués syndicaux ne le font pas alors que la situation s'y prête particulièrement, quand donc le feront-ils, on serait en droit de répondre jamais, alors ils faudrait en conclure qu'ils ne valent guère mieux finalement que les bureaucrates dont ils dénoncent la subordination au capitalisme.

Ils répondront peut-être qu'ils sont occupés à la réalisation de l'unité sur des revendications immédiates. Certes, mais l'un n'empêche pas l'autre. Au contraire, ce sont deux aspects de la même question : la survie du capitalisme qui implique d'une part de rogner toujours davantage sur le coût du travail donc qui s'oppose à la satisfaction de nos revendications, d'autre part, qui justifie les milliers de milliards accordés aux banques et institutions financières pour empêcher que les fondements du système capitaliste ne soit remis en cause.

A quoi servirait le combat pour l'unité s'il ne se situait pas clairement dans la perspective d'en finir avec le régime ? A obtenir quelques miettes pour mieux supporter au quotidien l'existence du capitalisme qui aurait ainsi encore de beaux jours devant lui ? C'est la voie qu'a emprunté le mouvement ouvrier depuis plus de 60 ans, contribuant ainsi à mieux amarrer la classe ouvrière au capitalisme, tournant le dos au combat pour en finir avec le capitalisme, aussi bien sur le plan syndical que politique.

La collaboration de classes et le corporatisme qui sévit dans les syndicats ne sont pas nés hier, ils se sont développés au cours de cette période (notamment), ils ont bien une origine sociale et politique, ils s'appuient bien sur les rapports entre les classes, sur le consensus opéré au lendemain de la seconde-guerre mondiale entre l'impérialisme et les dirigeants réformistes et stalinien.

Comment peut-on imaginer que la conscience politique des masses pourrait progresser si on ne l'aide pas à identifier et à comprendre les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer et atteindre, si nous-mêmes nous commençons par les passer sous silence sous des prétextes aussi fallacieux que grotesques ?

Il y en a qui vont répondre qu'il ne faut pas tout mélanger. Parce que, par une opération du saint esprit, une fois que les revendications élémentaires auraient été satisfaites, les masses auraient encore envie de se battre pour en finir avec le régime, c'est se faire des illusions et n'avoir rien compris à la dialectique de la lutte des classes, on pourrait ajouter, ni à la nature humaine qui présente de nombreuses faiblesses.

Si le capitalisme a pu tenir aussi longtemps, c'est bien parce qu'une grande partie de la population a pu en supporter les méfaits jusqu'à présent. Certains ajouteront d'un air entendu, que c'est grâce à la lutte de classe qu'on a pu conserver la plupart de nos droits sociaux et un mode vie relativement acceptable (pas pour tout le monde !), etc., sans avouer qu'ils ont permis d'assurer une certaine stabilité sur le plan social nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme.

Si la situation politique est explosive en Amérique Latine, cela tient à la combinaison de deux facteurs principaux, la pauvreté dans laquelle le capitalisme a maintenu les trois quart de la population et la tradition révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat sur tout le continent sud-américain.

C'est finalement la trahison des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui a empêché que cette situation aboutisse à la prise du pouvoir par le prolétariat, en d'autres termes, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une direction révolutionnaire.

Il faut le préciser, car il y en des petits malins qui seront tentés de dire : vos arguments ne tiennent pas, contrairement à ce qui s'est passé en France, en Amérique Latine le prolétariat est bien plus pauvre et pourtant il n'a jamais réussi à prendre le pouvoir.

Certes, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé, au cours du XXe siècle, et c'est sans doute dans cette région du monde que les opportunités ont été les plus nombreuses, contrairement à ce qui s'est passé dans les différents pays européens où en dehors peut-être de l'année 1968, à aucun moment le pouvoir en place n'a réellement été menacé. D'ailleurs comment aurait-il pu l'être en l'absence de partis révolutionnaires, un facteur déterminant qui passe à la trappe pour interpréter l'histoire à sa façon et justifier tous les opportunistes ou reniements. Et dans les pays les plus riches ou ceux où le PIB par habitant est le plus élevé, comme les États-Unis, le Japon, l'Australie, les pays scandinaves, etc. aucun mouvement social d'une ampleur nationale n'a vu le jour, aucun n'a eu la dimension et la portée de ceux qui se sont déroulés dans des pays où la population était en moyenne beaucoup plus pauvre et rompu à la lutte de classes. Simple constat.

Je ne prône pas la pauvreté, j'explique seulement comment les choses se sont déroulées. On en tire ensuite les conclusions que l'on veut. Pour les uns, le combat se réduit aux revendications, pour moi et bien d'autres militants, le combat pour les revendications doit être associé impérativement à celui de la chute du régime. Si le combat pour la défense de nos acquis sociaux fait partie intégrante de notre combat, en aucun cas son issue ne doit remettre en cause le fait qu'il s'inscrive dans une perspective politique révolutionnaire. Les uns mènent en réalité un combat sur un plan purement trade-unioniste en se contentant des miettes du capitalisme pour éventuellement construire un parti réformiste, tandis que d'autres se saisissent de la situation sociale pour poser la question politique du pouvoir dans la seule perspective de construire un parti révolutionnaire.

Et ce n'est pas pour rien que j'ai apporté ces précisions, car il y en a qui vont expliquer qu'il n'est pas nécessaire de formuler une réponse politique à la question du pouvoir puisque de toute manière l'état d'esprit des masses ne s'y prête pas, qu'elles n'en sont pas encore à se poser cette question, que c'est un facteur de division, etc. les arguments ne manqueront pas à ceux qu'il répugne de la poser. Et quand il l'aborde, c'est en dehors de tout mouvement pratique pour en faire une abstraction.

Comme on ne peut pas plaire à tout le monde, en faisant des concessions sur l'essentiel de notre programme, on arrive assez facilement à se mettre d'accord avec des gens qui fondamentalement combattent la politique que l'on est théoriquement sensé défendre. On n'est plus à une contradiction près, pourvu que l'unité se réalise, on se fout bien du reste. En gros, on pourrait dire qu'on peut parler de politique, que l'on peut écrire de beaux articles qui traitent de politique, mais dès qu'on passe à l'exercice pratique, on doit mettre la politique (et son programme) dans sa poche. Ce serait un sujet destiné à une élite composé d'intellectuels ou de militants avertis, d'élus républicains ou démocrates imbus de démocratie et que la révolution prolétarienne répugne.

A les écouter, toute perspective politique constituerait en fait un obstacle à l'unité et à la mobilisation de la classe ouvrière, on a ici en filigrane le contenu opportuniste du mot d'ordre de rupture avec l'UE. On en arrive fatalement à adopter cette position quand on ne se fixe pas pour objectif de construire un parti de combattants révolutionnaires. Qui peut croire un seul instant que le combat pour l'unité et les revendications immédiates pourrait aboutir à la construction d'un tel parti sans proposer au prolétariat une issue politique à la crise du capitalisme ?

C'est bien la question : quelle parti nous voulons construire ? qui est à l'origine de la division de l'avant-garde, entre ceux qui sont prêts par opportunisme à brader les principes et le programme, croyant ainsi trouver un raccourci, ils s'y attèlent sans succès depuis plus de 20 ans ! et ceux qui entendent y rester fidèles et affronter les difficultés sans se détourner de l'objectif politique qu'ils se sont fixés.

Revenons au syndicalisme.

Ce serait intéressant pour vérifier encore une fois que le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde) est bien aussi décomposé qu'on le dit ou prouver le contraire, de collecter les tracts ou les documents rédigés par les délégués syndicaux ou leur direction nationale, départementale, etc. mis à la disposition des travailleurs de votre usine, chantier, bureau, école, université, etc.

Au cas où vous n'en trouveriez aucun, cela confirmerait que les arguments avancés par les dirigeants du POI, de la LCR et de LO pour justifier leur lien avec les bureaucrates pourris des syndicats ne servaient en réalité qu'à masquer leur soumission aux appareils.

Vous savez la fable selon laquelle il faut conquérir des places dans les syndicats pour s'en servir ensuite dans le combat politique, on vérifierait encore une fois qu'en réalité elle ne servait qu'à masquer leur propre capitulation devant la bourgeoisie et l'abandon du combat pour le socialisme. On s'étonnait un peu que les appareils leur aient octroyé si facilement et si généreusement des postes à responsabilité dans les syndicats, et qu'ils leur aient permis ainsi de se développer là où ils étaient déjà implantés ou de se servir de ces positions pour recruter des adhérents à leurs partis, maintenant on comprend mieux pourquoi.

On pourrait admettre que les dirigeants soient simplement dans l'erreur, pourquoi pas, si tel était le cas, tant qu'ils ne l'auront pas reconnu et que cela ne se sera pas traduit sur le plan pratique, nous serons bien obligés de nous en tenir à la version que j'ai exposé au paragraphe précédent. Je ne ferme pas la porte à une révision partielle ou complète de l'appréciation que je porte sur les dirigeants qui se disent trotskistes, je m'en tiendrai uniquement aux faits, le reste est secondaire.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de politiser les syndicats, ni même de faire de la politique dans l'entreprise, mais uniquement de respecter ses engagements et son mandat, de respecter et mettre en oeuvre les principes auxquels on prétend adhérer. Vous dites adhérer aux principes de la Charte d'Amiens, prouvez-le !

Que l'on comprenne bien, il ne s'agit pas non plus d'exiger d'eux qu'ils s'adressent aux dirigeants syndicaux pour leur demander d'entraîner leur syndicat dans le combat pour en finir avec le capitalisme, mais de produire un acte simple et élémentaire qui consiste à coucher sur le papier l'origine de la crise en la reliant à l'objectif du mouvement ouvrier tel qu'il est mentionné dans la Charte d'Amiens dont ils se réclament, et cela dans le cadre du syndicalisme.

On peut supposer sans prendre trop de risques qu'ils ne le feront pas. Dès lors, étaient-ils exagéré d'affirmer qu'ils se réclamaient abusivement de la Charte d'Amiens au regard de leur comportement dans les syndicats, ce dont chacun peut témoigner aujourd'hui ? Était-ce les calomnier que de dire la vérité aux travailleurs et aux militants ?

Si notre objectif n'est pas de renverser le régime demain matin, notre devoir n'est-il pas d'aider par tous les moyens à notre disposition la conscience des masses à progresser, à les aider à se débarrasser de leurs illusions dans le capitalisme, à les aider à comprendre qu'il existe une alternative aux rapports sociaux d'exploitation basés sur la propriété privée des moyens de production ?

Par hasard, les masses n'auraient-elle pas davantage d'illusions dans le capitalisme que dans les dirigeants corrompus des syndicats ?

On ne peut pas avoir en permanence un double langage, mais le discours sur l'indépendance des syndicats s'en accommode parfaitement, il a d'ailleurs été conçu spécialement à cet effet.

On va nous répondre qu'on se charge sur le plan politique d'expliquer la situation aux travailleurs et qu'il n'est pas forcément utile de le faire sur le plan syndical. Alors à quoi servent les syndicats ? Ils n'auraient qu'un but alimentaire ? Pourquoi laisser l'initiative aux appareils d'expliquer que cette crise n'a finalement rien à voir avec les fondements du capitalisme ? Pour que les travailleurs puissent choisir librement entre les deux versions qu'on leur sert ? Comme le 29 mai 2005 ? Le gouvernement et les médias ne s'y emploieraient-ils pas déjà amplement ? Pourquoi au contraire partout où cela est possible (où des trotskistes sont présents), ne faudrait-il pas réaliser un front commun sur le plan syndical et politique et tenir le même discours aux travailleurs ? Notre discours n'y gagnerait-il pas en crédibilité, renforçant du même coup l'idée que peuvent se faire les travailleurs sur les méfaits et la faillite du capitalisme ?

S'adapter au capitalisme ou combattre pour son abolition ? Réforme sociale ou révolution ?

Les partisans d'un plan d'urgence favorable aux travailleurs, expliquent-il qu'il ne pourra être mis en oeuvre que lorsque Sarkozy aura été chassé, que les institutions de la Ve République auront été liquidées, que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'engagera résolument sur la voie de l'abolition du capitalisme ? Evidemment non. Les travailleurs devraient le deviner !

Quel contenu politique donnent-ils à leurs mots d'ordre ? Aucun. Dès lors que les conditions politiques indispensables pour atteindre un objectif ne sont pas définies clairement, quelle valeur et portée peut avoir un mot d'ordre politique ? Aucune. Quelle perspective politique proposent-ils aux travailleurs ? Aucune, très sérieusement, ils sont supposés être capable de lire entre les lignes et deviner par eux-mêmes qu'il faudra en finir avec les institutions, pas par une révolution prolétarienne, mais par un bulletin de vote donnant le pouvoir à une hypothétique Assemblée constituante qui sera chargée de les abolir (POI)! Pour un peu, les travailleurs seraient sensés rompre leurs liens avec le capitalisme et devenir des socialistes du jour au lendemain sans se mobiliser et affronter directement le régime. A suivre.

Qui a dit : "*nous ne laisserons pas tomber nos banques*", il "*faut continuer les réformes*" ? Sarkozy. Qui s'en est félicité ? Tous les partis bourgeois, le FMI, l'UE. Qui détient le pouvoir ? L'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem et le PS soutenu par les Verts et le PCF qui siègent à l'Assemblée nationale et au Sénat, au Conseil constitutionnel, au Conseil d'Etat.

La situation est donc fort simple. Pourquoi s'obstiner à chercher ailleurs, à faire compliquer ? Parce que les travailleurs ne nous suivront pas si on leur explique qu'il faut chasser Sarkozy et abolir les institutions ? Et alors, aucun parti ouvrier n'est en mesure aujourd'hui de mobiliser les masses sur un tel objectif, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas. N'y aurait-il actuellement dans le pays que quelques centaines ou milliers de travailleurs ou jeunes qui seraient prêts à reprendre à leur compte cette politique, que nous aurions atteint le seul objectif à notre portée et nous aurions fait un pas de plus en avant dans la construction du parti.

Un dernier point très rapidement.

En page 4 du n°17 d'*Informations ouvrières* on pouvait lire :

"Plus de 2 300 élus de toutes tendances ont contresigné une proposition de loi du comité de Roquebrun (Hérault) exigeant l'abrogation des directives postales européennes et le rétablissement du monopole d'Etat.

L'un d'entre eux, le député PCF du Nord Jean-Jacques Can delier, a proposé au comité de déposer cette proposition de loi au bureau de l'Assemblée nationale. Les responsables administratifs de l'Assemblée l'ont déclarée « irrecevable », le 2 octobre.

Motif invoqué : « Il n'appartient pas aux parlementaires nationaux d'abroger les directives qui s'imposent à eux ! ».

Dans son appel adopté au conseil fédéral national, le 5 octobre, le POI s'insurge : « *Ainsi donc, il serait interdit de remettre en cause la loi européenne, "supérieure" à la loi française !* »

Le POI avait le choix entre deux propositions : soit exiger que l'Assemblée nationale rejette ou refuse la transcription dans le droit français d'une directive européenne, soit exiger l'abrogation d'un texte dont elle n'était pas l'auteur, une prétention exorbitante qui revenait d'une certaine manière à exiger l'impossible puisque ces deux institutions sont indépendantes.

Il a choisi délibérément la deuxième proposition uniquement pour justifier sa ligne politique de rupture avec l'Union européenne, alors que le rejet de l'autre proposition aurait mis davantage l'accent sur le rôle de l'Assemblée nationale et justifierait à lui seul le mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée nationale et l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République, mot d'ordre que le POI tarde à reprendre à son compte. Pourquoi et jusqu'à quand ? C'est une autre question.

Dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont évoqué la réhabilitation en cours de Marie-Antoinette, ce qu'entre nous j'avais déjà signalé il y a quelques mois déjà, pour ensuite nous vendre leur camelote républicaine !

Il y a quelques jours, j'ai saisi au vol une info au journal télévisé de TV5 Monde Asie qui ne m'a pas laissé indifférent, cela s'est passé très vite, en moins de 10 secondes, d'où ma surprise et l'impossibilité d'en prendre note entièrement, le journaliste s'est contenté de dire le sourire aux lèvres que Nicolas II avait été réhabilité en citant un membre de sa famille. Nous aurons peut-être un bel article dans le prochain numéro d'*Informations ouvrières* nous vantant les mérites de la révolution d'Octobre, qui sait ?

J'ai reçu une réponse du camarade du POI auquel j'avais répondu à un précédent courriel il y a quelques jours. Je vous en ferai part dans quelques jours, je suis actuellement débordé par le développement de la crise du capitalisme.

Juste un mot quand même puisque j'ai effleuré le sujet dans le paragraphe précédent.

Je répète ma question : les conditions historiques que nous connaissons aujourd'hui, le mode de production en vigueur, les classes existantes, etc., ont-ils davantage un rapport avec la situation qui prévalait en 1789 ou celle de 1917 ? En 1789 ou 1792 si cela vous fait plaisir, quelle classe était en position de réclamer le pouvoir ? En 1917, quelle est la seule classe qui était en mesure de prendre le pouvoir ?

Peut-on comparer le développement des forces productives telles qu'elles étaient en 1789 et ce qu'elles étaient devenues en 1917, pas seulement en Russie mais dans le monde puisqu'entre temps nous étions entrés dans l'époque de l'impérialisme ?

Un dernier mot, le boîtier qui me permettait de recevoir la télévision par satellite est en panne donc je ne peux plus regarder TV5 Monde Asie, je devrai me contenter d'Internet. Si vous avez des infos sur la crise actuelle, n'hésitez pas à m'écrire.

Je réfléchis à rédiger un éditorial qui aura pour thème la confiance.

C'est intéressant de constater qu'en réalité la survie du capitalisme repose sur si peu de choses. C'est une façon de parler évidemment car les choses ne sont pas aussi simples. La confiance peut se décliner dans de nombreuses situations très diverses. Les dirigeants des partis réclament qu'on leur fasse confiance, faudrait-il encore qu'ils s'en montrent dignes ! De mon côté, j'ai refusé que vous me fassiez confiance, chacun doit demeurer libre de penser ce qu'il veut.

On dit couramment que lorsque la confiance a été entaillée, il sera impossible de la rétablir complètement. On la donne ou on la reprend, il n'existe pas de demi-mesures, cela se discute, tout n'est pas noir ou blanc. On dit aussi avoir confiance jusqu'à un certain point seulement, c'est déjà plus raisonnable comme attitude. Souvent la confiance est synonyme d'ignorance, d'inconnue, d'impuissance, on a confiance à défaut de mieux. On s'endort dessus et il arrive ce qui arrive ensuite... On dit aussi qu'elle ne se négocie pas, cela s'apprend à un coup de force, à de l'arbitraire, à un chèque en blanc... On dit abusivement qu'on a confiance en soi, encore faudrait-il se connaître à fond, ce qui est rarement le cas. Par nécessité on a confiance en l'avenir sans savoir forcément d'où l'on part ce qui engendre bien des déceptions...

Si on a confiance dans la capacité du prolétariat à balayer tous les obstacles qui l'empêchent d'avoir une claire compréhension de la situation pour en finir avec le vieux monde pourri, c'est parce qu'il a déjà démontré qu'il en était capable. D'ailleurs si nous-même nous sommes capable de comprendre la situation, pourquoi n'importe quel travailleur ou jeune n'en serait-il pas capable à son tour ? Serions-nous une espèce à part, une exception, une anomalie de l'histoire ou au contraire le signe et la preuve vivante que c'est possible ?

Le meilleur cotoie le pire dans ce monde, la confiance ne consisterait-elle pas à faire crédit au meilleur en étant convaincu que le pire sera vaincu, que le socialisme vaincra la barbarie ?

Que le prolétariat ait confiance en lui, en sa force gigantesque, et alors tout est possible.

Bon week-end à tous.

Le 12 octobre 2008

J'ai formaté 15 textes au format pdf qui viennent du Réseau Voltaire histoire de se changer un peu les idées. Même si certains dates un peu, ils sont intéressants pour les données qu'ils fournissent.

● [cliquez ici](#)

J'ai créé une page par mois pour les causeries puisque je suis très bavard et que la page initialement prévue à cet effet était devenue trop volumineuse, les nouveaux liens figurent dans la barre des menus en haut de l'écran.

Sur la crise très vite. Si le prix du pétrole baisse cela signifie bien qu'il n'avait aucune raison de monter autant, c'était uniquement dû à la spéculation, qui ne s'en doutait pas ! Cela dit il ne redescendra pas indéfiniment et la tendance à la hausse reprendra d'ici peu, d'ailleurs les matières premières restent orientées à la hausse, surtout les produits alimentaires.

Hier j'ai voulu prendre de l'essence à la pompe, j'ai dû me rabattre sur le prix le plus élevé, l'autre qualité (inférieure) n'étant pas disponible, cela m'a coûté 20% plus cher ! A cause des coupures de courant de nombreuses entreprises ont déjà fermé, c'est ce que m'a dit hier un de mes beaux-frères.

La situation est encore pire qu'il y a quelques semaines, depuis 8 jours, ils coupent de 6h du matin jusqu'à 16h environ, ils recourent de 18 à 19h, et entre 21h et 23h ou minuit, bref, si j'ai juste eu le temps de faire une machine à laver, je n'ai pas pu remplir le réservoir d'eau qui est au trois quart vide, et la journée il n'y a pas d'eau ou pas suffisamment de pression pour utiliser le moteur ou il faudrait le faire fonctionner pendant des heures et prendre le risque de le griller ! Pour arranger le tout, la mousson va commencer, il a plu la nuit dernière, donc pas de courant pendant toute la nuit, le frigidaire qui dégivre, bref, on est en voie de développement ici !

Comme je n'ai pas de télé jusqu'à lundi (en principe !), j'ai bricolé sur le site hier soir, en classant des articles, je me suis rendu compte que j'écrivais vraiment n'importe comment parfois, j'en ai honte franchement, avec mes excuses. Le pire, ce sont les infos en bref et les causeries, je relis à peine ce que je tape au clavier, pas le temps.

Pour sortir de la crise, ils ont trouvé un truc terrible : développer les prêts hypothécaires dans les pays où ils n'y avaient pas encore pensé ! Comme cela, la prochaine fois, ce ne sera pas seulement des millions d'Américains qui se retrouveront à la rue, mais des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde. Les Américains étant endettés jusqu'au cou, ils vont être tentés de convaincre d'autres populations de les imiter, quelle autre solution pourraient-ils trouver pour se sortir de la merde ? L'avantage de l'immobilier, c'est que cela engage de grosses sommes d'argent, en comparaison un prêt pour une bagnole, c'est une bagatelle. Si chacun gardait sa bagnole entre 7 ou 10 ans, c'est l'industrie automobile qui ferait faillite, c'est la petite bourgeoisie qui alimente principalement la machine capitalisme.

On réfléchit 24h/24 à cette crise, j'avoue ne pas comprendre que les uns et les autres proposent des solutions pour en sortir. Qu'elle frappe très durement en priorité la classe ouvrière, nous le savons tous, que ce soit insupportable ou dégueulasse on est tous d'accord, mais existe-t-il aujourd'hui un parti ou une force politique capable d'inverser la situation ? A ma connaissance, non. Alors encore une fois n'est-ce pas se prendre pour ce qu'on n'est pas que de vouloir proposer à tout prix une issue à cette crise aux partis et organisations qui auraient les moyens de l'appliquer mais qui ne le feront pas parce qu'ils soutiennent le gouvernement ? Ah, il s'agirait de faire pression sur eux, d'aider les masses à faire pression sur eux ! Ben voyons, nous serions bien avancés, dans le meilleur des cas nous aurions contraint le nabot à partir et nous aurions un gouvernement de front populaire en prime, puis un peu plus tard le nabot reviendrait en sauveur suprême de la nation !

Analyser la situation, aider les travailleurs à prendre conscience de la nature de cette crise, c'est la moindre des choses. Leur proposer une autre politique aussi. Une issue, oui sur le terrain politique, mais certainement pas dans la perspective d'un gouvernement des partis pourris qui sont au gouvernement (PS) ou qui le soutiennent (PCF), un peu de sérieux. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ferait amplement l'affaire, mais comme pour qu'il puisse voir le jour il faut impérativement un parti révolutionnaire, l'objectif de le construire pour permettre de concrétiser cette issue ne suffirait-il pas ? J'aurais tendance à dire : mais laissez donc le PS et le PCF soutenir Sarkozy s'ils en ont envie, l'unité avec ces partis ne peut causer que notre perte, cela fait près d'un siècle qu'on en fait l'expérience, il faudrait peut-être passer à autre chose un jour, non ?

C'est à cause de la SFIO et du PC qu'on en est là aujourd'hui que le capitalisme a réussi à se donner les moyens de sa survie. L'exploitation des colonies a permis au capitalisme de se développer et de développer les classes moyennes, la décolonisation n'a pas mis fin au pillage des ressources en Afrique et en Amérique Latine particulièrement, pendant ce temps-là une importante aristocratie ouvrière s'est formée, le tout a permis aux capitalistes d'octroyer des conditions de vie et de

travail meilleures à l'ensemble de la population dont la classe ouvrière, avec ou sans mobilisation du prolétariat, les autres peuples payant l'addition, il fallait bien que quelqu'un paie cette ponction sur la plus-value des capitalistes, en échange de quoi, la paix sociale régnait, on ne se souciait guère de savoir d'où venaient tous ces avantages, leur remise en cause n'est qu'une suite logique du développement du capitalisme pour lequel ils sont devenus insupportables, notre objectif demeurant (théoriquement) l'émancipation de la classe et non son adaptation au capitalisme, si demain les conditions de travail et de vie venaient à se dégrader brusquement, on le déplorerait, mais l'on ne devrait pas développer pour autant une politique qui ne s'inscrirait pas uniquement dans la perspective de renverser l'ordre établi.

Effectivement, comme me l'a écrit le camarade du POI dont je vous ai parlé, le parti bolchevik avait des mots d'ordre en apparence alimentaire ou immédiat : le pain, la paix et la liberté, mais ce qu'il a oublié au passage, c'est que ces mots d'ordre étaient liés au combat pour chasser le tsar du pouvoir et liquider les institutions politiques qui existaient en Russie. Quel parti aujourd'hui combat contre le chômage ou pour une augmentation des salaires en disant qu'il faut chasser Sarkozy et liquider la Ve République ? Vous connaissez tous la réponse : aucun !

Le prolétariat dispose aujourd'hui de droits politiques lui permettant de combattre le capitalisme, pas pour obtenir des droits nouveaux sur le plan économique et social car c'est finalement le meilleur moyen d'accepter la survie du capitalisme, mais pour en finir avec le capitalisme. Je n'accuse pas le prolétariat d'être responsable d'avoir été corrompu par le capitalisme, ce sont ceux qui parlaient en son nom qui en portent la totale responsabilité justement pour ne pas avoir lié le combat pour les revendications immédiates à celui pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

L'objectif n'est pas de laisser la classe ouvrière s'enfoncer dans la misère, comme disait Marx on ne socialise pas la misère, et quand vous regardez les conditions de vie misérables qui existent dans de très nombreux pays, s'il suffisait d'être pauvre pour être révolutionnaire, notre affaire serait résolue depuis très longtemps. Que la classe vive dans une misère noire ou qu'elle bénéficie de certains avantages économiques et sociaux ne change rien à notre affaire, tant qu'elle ne disposera pas d'un puissant parti révolutionnaire qui soit capable d'intervenir dans la lutte de classes pour y jouer un rôle majeur, aucune issue politique ne sera possible, donc tout ce que l'on peut faire c'est militer dans cette perspective en construisant cet outil qui nous fait tant défaut. Cela me semble facile à comprendre et à expliquer, encore faut-il accorder au parti la place que leur réservaient les marxistes, en particulier Lénine et Trotsky, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui hélas ! Comment voulez-vous écrire une lettre si vous disposez de papier mais que vous n'avez pas de stylo ? Ici je dirais, comment voulez-vous utiliser un ordinateur si vous n'avez pas l'électricité ? Cela fera sourire les intellectuels qui trouveront cette argumentation désuète, mais un ouvrier comprendra au quart de tour de quoi vous lui causez.

On s'épuise littéralement à répéter toujours les mêmes choses.

Je viens de relire les articles du *Monde* que j'ai mis en ligne hier, j'avais à peine pris le temps de les lire en diagonale, j'en extrais ce passage :

"Cette réduction du train de vie outre-Atlantique a des répercussions mondiales. Les 9 500 milliards de dollars de biens et de services consommés annuellement par les 350 millions d'Américains tiraient la croissance mondiale. S'ils réduisent leur consommation, aucun autre relais de croissance n'existe plus. Même la Chine et l'Inde avec leurs 2,3 milliards d'habitants à eux deux ne représentent qu'un sixième de la consommation américaine (1 600 milliards de dollars). L'Europe de son côté, a déjà prouvé qu'elle n'avait pas les capacités d'une locomotive mondiale."

Quand vous lisez cela, sur le coup on se dit que c'est complètement dingue, cela ramène à ce que j'ai écrit plus haut, ce sont tous les peuples qui sont mis à contribution pour soutenir le train de vie démentiel des Américains (pas tous puisqu'il y a plus de 40 millions de pauvres aux E-U), s'il baisse malheureusement cela permettra à l'impérialisme de tenir plus longtemps, mais si dans le même temps se constituait un véritable parti révolutionnaire aux E-U, il n'y aurait pas de quoi s'apitoyer, surtout sur le sort des classes moyennes.

Autrefois la vie était beaucoup plus dure qu'aujourd'hui en France, mais il existait une certaine solidarité à l'intérieur de la classe, les relations étaient plus étoffées et fraternelles. Ces conditions et cet état d'esprit ont disparu au fur et à mesure que chacun pouvait s'en sortir et que les conditions de vie s'amélioraient. On a délaissé les transports en commun pour la bagnole, les lieux publics où l'on se rencontrait et échangeait quelques mots se sont faits rares, on se retranche devant son écran de télé ou d'ordinateur, on s'enferme chacun chez soi, autrefois on se déplaçait, aujourd'hui on se téléphone ou on s'envoie un courriel, on ne se rencontre plus ou rarement. Même la Sécu a remplacé les caisses de secours des syndicats, dont la trésorerie ne sert plus qu'à engraisser une armada de bureaucrates pourris.

Peut-être que cette crise fera réfléchir sur toutes ces questions et qu'elle sera salutaire pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, c'est la seule chose que l'on peut raisonnablement espérer.

Le 15 octobre 2008

J'ai commencé à rassembler des infos sur le développement de la crise, il me reste à les mettre en ordre et à essayer d'imaginer la suite avant de vous les communiquer. Les événements s'enchaînent tellement vite que tout seul c'est très difficile de suivre le rythme sans être désavoué dans l'heure qui suit. Il faut prendre son temps et le temps de lire quelques pages du *Capital* par la même occasion.

S'ils réussissaient à s'en sortir, il faudrait comprendre comment ils ont fait. Rien n'est moins sûr, mais nous sommes habitués depuis des décennies à observer que les représentants du capitalisme ont plus d'un tour dans leur sac pour retarder l'effondrement de leur système économique et palier temporairement ses contradictions.

On peut difficilement se fier à ce qu'on lit, c'est la première précaution à prendre avant de commencer à réfléchir. Certains disent que les banques centrales ont déversées des milliers de milliards aux banques, j'ai pu le dire aussi pour ne pas être en contradiction avec ceux qui l'avaient écrit avant moi, mais ce n'est pas tout à fait exact, en réalité, profitant de la crise financière qui enflait, elles ont décidé de ne plus accorder de crédits aux entreprises et aux particuliers tant que leurs risques ne seraient pas couverts par les banques centrales, autrement dit, pas question de débloquer l'argent dont elles disposent pour se livrer à des opérations somme toute courantes, aux gouvernements de prendre leur responsabilité s'ils ne veulent pas que la machine s'arrête. Que les sommes colossales qu'elles brassent partent en fumée du jour au lendemain, soit, après tout elles ne leurs appartiennent pas, elles s'en servent pour spéculer et éponger éventuellement leurs propres dettes, mais que l'on ne touche pas à leur magot, à leurs actifs.

Si vous voulez, c'est comme lorsqu'on lit que la Sécu serait en pleine forme si elle récupérait les 220 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont les patrons ont profité, alors qu'en réalité, elle les a perçus par le biais de l'Etat ! J'en ai eu encore confirmation récemment en lisant une dépêche de presse. Il y en a qui font feu de tout bois pour justifier leur ligne politique, à défaut d'arguments sérieux.

Cela me fait penser à l'intention affichée de Sarkozy d'en finir avec les départements. Ceux qui veulent combattre sa politique, au lieu de chanter les louanges de la Révolution française, il feraient mieux de mettre en avant la République sociale qui seule constitue une perspective politique en rapport avec le développement du capitalisme et de la société, si je peux me permettre. (quand on émet une critique sur la politique d'un parti, il faut pratiquement s'excuser à l'avance d'avoir commis un crime de lèse-majesté.)

Sarkozy va nationaliser partiellement des banques ou des institutions financières, le pacte de stabilité (Maastricht) a volé en éclat, ouf, nous voilà sauver ! Ceux qui sont sauvés ce sont ceux qui ont du fric en banque ou qui présentent les garanties suffisantes pour obtenir un crédit, les 10 millions de pauvres assurément ! Personnellement, je préfère m'en remettre à l'argumentation de Marx et Engels qui auraient sans aucun doute préféré que le talon de fer de Maastricht s'applique jusqu'au bout pour contraindre le prolétariat à descendre dans la rue. On aurait pu dire : pour qu'il se radicalise et que son avant-garde se renforce et construise le parti dans une perspective révolutionnaire. En lisant hier *Parti de classe*, j'ai relevé un passage intéressant :

"Pourvu que Frédéric-Guillaume IV fasse preuve d'entêtement. Alors la partie est gagnée, et dans quelques mois ce sera la révolution allemande. Pourvu qu'il s'accroche aux survivances féodales ! Mais, diable, qui peut prévoir ce que fera cet individu fantasque à l'esprit dérangé." (Engels à Marx, 9 mars 1848)

Comme je vous l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je ne suis pas un adepte des citations, mais je profite de cet espace pour vous faire profiter de mes lectures, à quoi d'autre pourraient-elles servir sinon ?

Le combat de Marx et Engels pour la démocratie était indissociable du combat pour la révolution prolétarienne et socialiste.

"Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives." (Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850).

Et dire qu'il n'y en a eu pour se chamailler, afin de savoir lequel de Lénine ou Trotsky avait évoqué la première fois la théorie de la révolution permanente.

« L'évolution politique de la France montre donc clairement comment devra se dérouler l'histoire à venir des chartistes anglais [Napoléon ou Babeuf].

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement.

Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent

(...) À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.», (4-11-1843, Écrits militaires.)

Le parti doit avoir un programme qui intègre le développement du capitalisme au plus haut niveau puisqu'il servira de base au socialisme :

"le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais directement communiste, c'est-à-dire un parti dont le but final est la suppression de tout État et, par conséquent, de la démocratie." (Engels, préface de 1894 à Internationales aus dem Volksstaat, 1871-1875.)

On ne peut pas dire que Marx et Engels avaient le terme de démocratie en odeur de sainteté : *"Je définis comme suit les buts des communistes : 1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires en les opposant à ceux des bourgeois ; 2. Atteindre cet objectif en supprimant la propriété privée et en lui substituant la communauté des biens ; pour ce faire, n'admettre d'autres moyens que ceux de la révolution violente et démocratique."* (Lettre d'Engels à Marx, le 23 octobre 1846)

J'ai passé toute ma soirée à lire, *Le Capital* mais aussi *Défense du marxisme* un recueil de texte de Trotsky. Il expliquait vers la fin des années 30 que si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir alors que les conditions étaient particulièrement favorables, il faudrait attendre sans doute longtemps avant qu'une telle opportunité ne se représente. Tôt ou tard, peu importe, là n'est pas l'essentiel, il réside plutôt dans le fait qu'en dehors d'une situation née d'une guerre ou d'une crise comparable à celle de 1929, il est inconcevable que le prolétariat accède au pouvoir, car il faut que la majorité de la société soit entraînée dans la révolution, en 1917, il fallait qu'une fraction importante de la paysannerie pauvre rallie la classe ouvrière, aujourd'hui, il faudrait que des pans entiers de la petite bourgeoisie et des classes moyennes participent au combat aux côtés du prolétariat (et sous sa direction) pour espérer vaincre les classes dominantes. Pour que la petite bourgeoisie penche du côté de la classe ouvrière, il faut déjà que celle-ci commence par se mobiliser, mais surtout il faut que ses privilèges soient gravement remis en cause, qu'elles se prolétarisent, car dans le cas contraire, si elle peut continuer de vivre tranquillement comme avant, elle n'aura aucune raison de bouger et tout à espérer du pouvoir en place.

Pour finir cette causerie en émettant un espoir, un extrait d'un tract de 1848 qui avait de la gueule, cela fera contentera certainement les camarades du POI qui doivent se sentir encore une fois cruellement visés par les citations précédentes, alors que je n'ai aucune animosité envers eux, au contraire. Si tous les militants ouvriers pouvaient se réunir ne serait-ce que sur cette base minimum en faisant taire leurs divisions, la face du monde n'en serait pas changé, mais l'avenir du mouvement ouvrier certainement.

"Si nous ne voulons pas être dupés une fois de plus, si nous ne voulons pas être, pour une longue série d'années, ceux qu'un petit nombre exploite et bafoue, il ne faut pas laisser perdre un seul instant, ni laisser passer une minute dans l'inactivité.

Isolés comme nous l'avons été jusqu'ici, nous sommes faibles, bien que nous nous comptions par millions. Unis et organisés, nous constituerons, au contraire, une force irrésistible. C'est pourquoi, frères, formons, dans toutes les villes et dans tous les villages, des unions ouvrières où nous discuterons de nos conditions, où nous proposerons des mesures pour changer notre situation actuelle..." (Extrait de Parti de classe - Seeblätter, 13 avril 1848.)

Marx et Engels avaient eu l'idée des soviets bien avant qu'ils n'existent en 1905 en Russie. Si c'était le sens que voulait donner le POI aux comités pour l'unité qu'il appelle à constituer dans tout le pays, pourquoi ne pas soutenir cette initiative et ne pas y participer ? Attendons de voir si le POI effectue le virage politique qu'impose la situation née de la dernière crise du capitalisme qui devrait voir les masses se radicaliser au fur et à mesure que ses conséquences les frapperont encore plus durement.

Comme aurait dit Marx, on pourrait perdre son "âme" à cotoyer des républicains ou des démocrates si ce n'était pas pour la bonne cause, mais si cela permet au prolétariat de faire un pas en avant et de se diriger dans la bonne direction, c'est un devoir ! Tout dépendra encore une fois de la politique impulsée par la direction du POI, si elle a un contenu purement réformisme ou si elle s'inscrit clairement dans une perspective révolutionnaire. On peut à la limite admettre des compromis (temporaires) sur la forme et le contenu, tant qu'on ne touche pas au fond et aux principes, tant qu'on ne capitule pas devant ceux qui refusent d'entendre parler de révolution prolétarienne ou socialiste. A chacun ses responsabilités.

La rubrique du 15 octobre. Leur hantise : **"tout faire pour éviter que cette crise (...) devienne une crise politique"**.

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a exprimé en termes à peine voilés sur RTL la crainte de tous les gouvernements et pourquoi il était urgent de libérer le fonctionnement de la planche à billets de toute entrave :

"Il ne faudrait pas que cette crise se transforme en crise économique intégrale. Il faut tout faire pour éviter qu'elle devienne, à

partir d'une crise financière et économique, une crise politique". Ce qu'ils craignent le plus, c'est la réaction violente de la classe ouvrière qui durement frappée par les contre-réformes des deux dernières décennies, pourrait faire irruption sur la scène politique et remettre en cause l'ordre établi.

Les travailleurs vont comparer les discours du gouvernement sur la nécessité de restreindre tous les budgets, sauf évidemment celui de l'armée et de la recherche destiné en priorité aux entreprises, et les centaines de milliards d'euros mis à la disposition des banquiers et assureurs. Ils vont comprendre que le gouvernement gère le pays comme s'il s'agissait d'une gigantesque entreprise privée, pour le compte exclusif des banquiers et des patrons.

Les gouvernements des principales puissances économiques mondiales ont réalisé l'union sacrée au cours du week-end dernier pour tenter de faire face à la plus importante crise du capitalisme depuis 1929 qui avait pris il y a un an la forme d'une crise financière avant de s'étendre à l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, sans toutefois remettre en cause ses fondements et se traduire pour le moment par l'effondrement de la valeur des actions et de la monnaie, la fermeture de centaines ou milliers d'entreprises dans chaque pays...

On n'y a pas prêté attention, mais les signes avant-coureurs du développement prévisible de cette crise à l'échelle mondiale existaient depuis le milieu de l'année 2007.

Voici l'élément qui aurait dû permettre à nos dirigeants (du mouvement ouvrier) d'entrevoir à brève échéance le développement de la situation et d'adapter leur tactique en conséquence, ce qu'ils ont été évidemment incapables de faire, obnubilés par la nécessité de justifier leurs politiques réformistes, ils sont passés à côté de l'essentiel une fois de plus.

En un an, depuis le 2 juillet 2007 la couronne islandaise avait perdu 46 % de sa valeur, et elle allait en perdre encore 20% en septembre 2008. Et pourquoi ? parce que l'économie islandaise est largement basée sur son secteur financier, qui représente huit à neuf fois son PIB brut, ce secteur étant en crise, donc il faisait peser à court terme une menace réelle sur l'ensemble de l'économie de ce pays puisque apparemment rien ne pouvait inverser le cours de cette crise rampante qui devait bien finir par éclater un jour où l'autre.

Résultat : la banqueroute !

Après trois jours de fermeture, l'indice OMX15 de la bourse de Reykjavik perdait à l'ouverture mardi plus de 76,13 %. Il avait déjà perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année sans que personne n'y prête attention.

La couronne islandaise est devenue une monnaie de singes à l'image du mark allemand dans les années 30.

Voilà le scénario qui s'est produit et qui était prévisible en Islande compte tenu de l'importance du secteur financier dans la composition de son économie, et ce qui se serait produit à l'échelle mondiale si les banques centrales n'avaient pas pris la décision de soutenir les banques et les institutions financières à hauteur de 3 500 milliards de dollars environ.

Rien ne dit que ce scénario ne va pas se produire quand même, il n'est peut-être que retardé de quelques semaines ou quelques mois, personne ne peut dire exactement quand il se produira, partant de l'hypothèse qu'il sera inévitable à terme. S'il devait en être autrement, cela signifierait que le capitalisme aurait trouvé le moyen de surmonter ses propres contradictions et dans ce cas-là, il faudrait revoir notre copie de fond en comble, et le combat pour le socialisme tel qu'on l'avait conçu jusqu'à présent ne serait plus qu'une utopie.

Vous comprendrez à la lecture de ces lignes que de notre capacité à analyser à fond ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux dépendra en grande partie l'avenir du mouvement ouvrier. Je vais essayer de participer à l'élaboration de cette analyse avec mes modestes moyens.

Je vous avouerais que je n'ai pas trouvé encore de réponses à toutes les questions que je me suis posé les derniers jours sur cette crise. C'est d'autant plus difficile d'y répondre que des déclarations contradictoires tombent chaque jour des dépêches de presse et que la situation semble évoluer dans un sens un jour pour s'inverser le lendemain.

On aurait pu s'en tenir au schéma que nous avons tracé et que nous connaissons tous par coeur, mais il pourrait s'avérer insuffisant pour comprendre la situation actuelle et surtout pour déterminer dans quelle direction elle va évoluer, car notre tactique et notre stratégie en dépendra en grande partie.

Même le nouveau Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, raconte n'importe quoi lorsqu'il dit : "*Nous n'allons pas revenir à Karl Marx, mais nous allons redécouvrir des choses qu'avait découvertes le président démocrate Franklin Roosevelt il y a 75 ans.*", comme s'il était possible de faire faire marche arrière au système capitaliste. Même après la seconde guerre mondiale, le capitalisme a été reconstruit en Europe sur la base du point le plus élevé qu'avait atteint son développement au cours de la période d'avant-guerre, il ne pouvait pas se reconstruire sur des bases qui ne lui aurait pas assuré une nouvelle et rapide accumulation

du capital, le temps jouant contre lui comme aujourd'hui.

On comprend que cet économiste bourgeois récompensé par ses pairs ne tienne pas à donner raison à Marx :

"Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production - c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes."

(Le Capital - K.Marx - Tome 3 - ch. XXVII - Le rôle du crédit dans la production capitaliste).

Krugman n'a même pas le talent du prophète puisque tout ce qu'il peut faire c'est regarder en arrière, il ne lui reste que celui d'escroc !

Je vous ai dégoté une citation de circonstance extraite de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine :

"Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. (...) Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes "commodités" et les plus grands avantages, c'est une soumission telle qu'elle entraîne pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique."

Sarkozy n'est qu'un vulgaire pantin entre les mains des banquiers ! Un pantin qu'il faut chasser ainsi que ses commanditaires !

Le 16 octobre 2008

J'ai eu un moment d'hésitation hier face à la crise, je me demandais encore quoi en penser. Ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran trace une perspective qui n'a rien d'extraordinaire : Si la récession se transformait en dépression, en l'absence de la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, une fois des millions de travailleurs jetés à la rue dans chaque pays, la chute des monnaies et la hausse vertigineuse des prix rendant tout achat impossible, même pour se nourrir, c'est bien par des révolutions socialistes partout dans le monde que cette gigantesque crise pourrait se terminer.

On a donc tout intérêt à ce que cette crise enfle et prenne la forme d'une dépression. Pas plus qu'il ne faut saluer le "sauvetage" des banques, il faut se morfondre sur ses conséquences pour la population, car c'est le seul moyen pour qu'elle se lance à l'"assaut du ciel" pour reprendre une expression de Marx à propos du combat héroïque des Communards.

Dès lors, on a tout intérêt à alimenter l'angoisse qui étreint les masses, à leur expliquer clairement ce qui les attendent un peu plus tôt ou un peu plus tard, et que c'est bien à l'assaut du capitalisme et de sa représentation politique qu'il va falloir se lancer pour les abattre.

Nous sommes rien (aujourd'hui), nous serons tout (demain), voilà ce qu'il faut leur expliquer pour les préparer au combat final.

C'est bien le programme de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour. Tout autre programme est dors et déjà rendu caduc par la situation actuelle.

J'essaierai d'actualiser les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra du déroulement de la crise qui me bouffe tout mon temps.

J'ai lu le dernier édit de *Informations ouvrières*, aussi épouvantable que le précédent, on croirait avoir à faire à un syndicat pas un parti politique qui aurait pour principale fonction d'aider les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les revendications, le capitalisme et les institutions de ce pays. Un gouvernement pour mieux vivre, qui ne serait ni ouvrier ni révolutionnaire, encore moins les deux à la fois, pas pour en finir avec le régime, on ne peut imaginer pire opportunisme dans la situation actuelle.

Je pensais naïvement que la fonction du parti devait être par tous les moyens d'aider la conscience politique des masses à progresser, etc. Ce n'est apparemment pas celle du POI. Dommage !

Le 17 octobre 2008

On a envie de dire : quelle aubaine cette crise, vive la crise ! Encore une fois cela ne choquera que les ouvriéristes, la bonne conscience des petits-bourgeois ou les pires dogmatiques qui font semblant de ne pas comprendre de quoi l'on cause. Comment ne pas se réjouir que le capitalisme nous donne l'opportunité d'organiser la classe ? Comment ne pas se réjouir qu'il lui donne l'occasion de se poser des questions sur la nature du capitalisme, sur les rapports que chaque ouvrier entretient avec lui ? Du coup, cela nous donne l'occasion de voir comment chacun se dispose et quelle politique mette en oeuvre chaque parti.

On apprend davantage au contact de problèmes quand on en cherche l'origine, que lorsqu'on essaie de les éviter à tout prix. Le conscient n'est-il issu de l'inconscient ? Les espèces organiques ne sont-elles pas issues d'espèces minérales ? La lumière ne jaillit-elle pas de l'obscurité ? Etc, etc.

Besancenot et la LCR se félicitent que les dirigeants de ce monde sauvent les banques (relevé dans le dernier IO), c'est leur droit et leur problème, on est loin des discours sur l'anticapitalisme ! C'est à l'ouvrage que l'on juge le travail de l'ouvrier et non à ce qu'il en pense ou en dit. C'est valable pour chacun de nous. Et si on a une activité publique, on se doit de rendre des comptes, là l'heure des comptes a sonné pour le capitalisme et ceux qui le soutiennent.

Dans un entretien du *Monde* paru hier, Besancenot :

"Depuis dix jours, on parle de crise systémique c'est-à-dire qu'on avoue que le système a failli s'effondrer de lui-même. Je ne suis pas particulièrement réjoui de voir nos pronostics confirmés parce que c'est rarement les capitalistes qui payent la facture de telles crises, c'est en général le peuple." Si ses "pronostics" étaient erronés, cela voudrait dire que le capitalisme serait éternel, là au moins il aurait peut-être de quoi se réjouir sans modération !

Il n'a pas *"failli s'effondrer de lui-même"*, il a bel et bien commencé à s'effondrer. *"On a abouti à un système de capitalisme pur, un peu comme celui que Marx avait sous les yeux voici 150 ans"*, sauf qu'à l'époque de Marx l'union de la banque et l'industrie qui allait déboucher sur l'industrie financière n'en était qu'à ses coups d'essai, d'ailleurs c'est une contre-vérité ou un non-sens, il n'y a pas à proprement parlé de *"capitalisme pur"*, une *"pure"* invention de Besancenot, il y a le capitalisme qui s'appuie sur le développement industriel pour réaliser du profit avec l'aide ou non des banques à ses débuts, et il y a le capitalisme financier qui profite des outils modernes de la spéculation pour réaliser du profit sans se soucier du développement industriel, si l'on peut comparer le capitalisme du milieu du XIXe siècle avec celui qui existe de nos jours, c'est vraiment raconter n'importe quoi que de mettre un signe égal entre les deux, sauf sur une chose, mais Besancenot n'en parle pas, l'origine de la plus-value n'a pas changé, pas plus que la valeur d'une marchandise ne change en changeant trente six mille fois de mains ou en prenant la forme d'une traite ou d'un titre, c'est bien l'extorsion d'une partie du temps de travail de chaque ouvrier qui constitue toujours le profit des capitalistes.

Sarkozy n'est pas gentil, il renfloue Dexia mais il privatise La Poste, qu'attendez-vous à la LCR pour avancer le seul mot d'ordre qui répond à cette situation : unité pour chasser Sarkozy ?

Ils sont impayables ces "révolutionnaires", ils sont prolixes lorsqu'il s'agit de parler d'économie, des mesures qu'il faudrait prendre, mais pas un mot de politique, cela doit être comme l'histoire de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, on ne mélange pas l'économie et la politique pour éviter que les masses fassent la jonction entre les deux et comprennent enfin les tâches qu'elles ont à accomplir. Il faut nationaliser les banques, les travailleurs doivent en prendre le contrôle, sous l'oeil vigilant des institutions de la Ve République j'imagine ! Tout un programme !

Comme au POI, il *"propose une rencontre unitaire de toute la gauche sociale et politique pour soutenir toutes les initiatives de résistance"*, je crois que le PCF et les sociaux-impérialistes du PS ont proposé une initiative semblable récemment, c'est fou tous ces gens pleins de bonnes intentions mais qui ne proposent aucune perspective politique sérieuse, on aurait presque envie de dire : vaut mieux pas, espérant que la crise rattrapera avant ces partis et qu'il en sortira quelque chose...

En lisant hier après-midi la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008, je me disais qu'il fallait reconstruire le mouvement ouvrier de fond en comble, comme l'Etat quoi ! Dans toutes les questions abordées, vous trouverez la trace des idées de la classe dominante, non pas sur le plan objectif, mais subjectif, où ils épousent ses idées.

Si le syndicalisme n'est pas orienté pour en finir avec le capitalisme, cela veut dire qu'il est orienté pour le perpétuer, il perd en efficacité et sa légitimité est remise en cause, d'où la loi sur la représentativité des syndicats orientée contre le prolétariat, alors que le syndicalisme aurait pu être l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier, il ne peut pas s'inventer un nouveau rôle du jour au lendemain, c'est pourquoi les soviets ou comités sont si importants, ils pallient les carences du syndicalisme sans les détruire, en les intégrant dans cet organisme de pouvoir.

Et c'est normal, si l'abolition du salariat est l'objectif du combat syndical, les syndicats ont leur place dans les soviets ou comités, on peut arriver aux fondements du capitalisme par la voie de l'économie ou par la voie politique pour ce qui concerne les partis. On peut y arriver sous différents angles, mais on doit toujours passer par la case politique...

Si tout ce que les gens ont entendu un jour et qu'ils n'ont pas cru, se révélait soudainement sous leurs yeux, ils pourraient changer d'attitude et de convictions et c'est la face du monde qui s'en trouverait transformée. On a le droit d'imaginer les premières victoires et le mouvement irrésistible vers le socialisme et le communisme à l'échelle mondiale, comme on a le droit d'imaginer l'apocalypse et la fin du monde.

Aux XVII et XVIIIe siècle, on n'avait qu'une idée lointaine de ce qui se passait dans les autres pays, l'imaginaire s'en donnait à cœur joie, jusqu'à la débauche et la décadence, la décomposition d'une conception de l'existence déjà basée sur l'accumulation, le servage n'était une condition enviable ou souhaitable pour personne, sauf pour les bougres qui devaient trimer pour leurs maîtres. La noblesse s'en accommodera très bien une fois qu'elle l'aura développé, et le troupeau de gueux sans bien ni pouvoir sera très bien comme chair à canons. Rien d'idyllique dans ce tableau où l'homme était maintenu en servitude sous le joug implacable d'un système profondément injuste. Il n'y a que la noblesse qui coulait des jours heureux, célébrait la luxure et sa puissance à la face du monde en entreprenant des expéditions à l'autre bout du monde pour les accroître tous les deux. Elle rayonnait, tandis que son masque de cire ou de poudre camouflait sa crasse et par je ne sais quel miracle rendait supportable ses mauvaises odeurs, il ne lui manquait plus que les plumes, pas pour écrire mais pour se parer et se pâmer tel un paon faisant la cour au reste du monde, pour se mirer dans une pièce d'eau et recevoir l'oracle annonciateur de sa bonne fortune, on dirait aujourd'hui : pour faire carnaval avant de signer son arrêt de mort. C'est la fin de la semaine, on se détend.

Le raffinement cachait à la noblesse sa propre misère et crasse qui devait bien la gratter quelque part. A notre époque, la classe dominante se veut plus propre sous elle - bien qu'il doit bien lui arriver de s'oublier parfois, le temps joue décidément contre elle et il ne s'achète pas, même à crédit, non, c'est à l'intérieur qu'elle est particulièrement dégueulasse et infâme. En voilà un exemple.

"Une poignée de hauts dirigeants d'AIG, l'assureur américain qui a obtenu 85 milliards de dollars (63,23 milliards d'euros) de renflouement public en septembre, ont dépensé des milliers de dollars pour un voyage de chasse à courre en Angleterre, alors que la compagnie demandait une rallonge de prêts publics de 37,8 milliards de dollars (28,12 milliards d'euros) à la Réserve fédérale." (AP 16.10)

Que la fête continue... avant qu'on les pendre ! Et ils veulent nous faire avaler que demain quelque chose va changer dans leur comportement, ils prennent ouvertement les travailleurs pour des cons, aussi longtemps qu'ils ne seront pas touchés brutalement ils ne bougeront pas, et ils le savent.

Comme dans toute crise, il faut se demander où se situe le chaînon le plus faible, là où cela peut péter. On y viendra plus tard

Je n'ai pas le temps ici de vous communiquer les dernières infos, sachez que les paiements internationaux de l'Islande sont en partie gelés, résultat : certaines institutions islandaises sont en difficulté et ne sont plus en mesure de payer leurs dettes parce qu'elles ne reçoivent plus les fonds qu'elles attendaient. (AP 16.10) Ce n'est pas encore l'effondrement total, mais ils n'en sont plus très loin.

Paradis fiscaux : ils en parlent. Et alors ? Alors rien, il paraît que la visibilité ne permet pas de voir plus loin !

Mercredi 15 octobre, lors du Conseil européen à Bruxelles, le nabot s'est encore distingué en appelant à "*l'élimination des zones d'ombres*" de la finance mondiale, et la veille à l'Assemblée nationale Fillon avait déclaré que "*des trous noirs comme les centres off shore ne doivent plus exister*". Une déclaration d'intention comme on en entend tous les jours en ce moment sur tous les tons : dramatique, rassurant, offensif...

Et l'OCDE de constater le plus hypocritement du monde que la dérégulation des paradis fiscaux a contribué au développement de cette crise comme s'ils découvraient leur existence et leur mode de fonctionnement totalement opaque.

Ils veulent nous enfumer. Comment "*400 banques, deux tiers des 2 000 fonds spéculatifs et deux millions de sociétés écrans, représentant 10 000 milliards de dollars (7 400 milliards d'euros) d'actifs financiers !*" (selon l'ONG Transparency International (TI)), pouvaient-ils passer inaperçus des fins limiers des ministères des Finances de tous les pays, des économistes renommés des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, la Fed ou la BCE, sans oublier les enquêteurs financiers du FBI ?

S'ils ont laissé faire, c'est bien parce que cela arrangeait leurs affaires, non ? Il leur faut des boucs-émissaires, alors qu'ils sont tous complices de ce système mafieux et criminel international.

Très sérieusement. Une réunion internationale à laquelle devrait participer une vingtaine de pays, organisée le 21 octobre à Paris, à l'initiative du ministre français du budget, Eric Woerth, et du ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, aura pour thème de "*discuter des mesures à prendre pour lutter contre les paradis fiscaux*".

A ma connaissance, ce sont soit des Etats souverains qui les accueillent, des confettis posés sur un rocher (Monaco) ou au milieu

de l'océan (Bahamas), soit des pays comme la Grande-Bretagne (Iles Caïmans), le Liechtenstein, etc. On pourrait mettre dans le même sac la Suisse et le Luxembourg qui garantissent le secret sur les transactions de leurs clients.

Cela tombe bien, rien ne va plus au pays des banques.

Le gouvernement et la banque centrale vont entrer au capital d'UBS, première banque suisse, à hauteur de 6 milliards de francs suisses (3,9 milliards d'euros) et reprendre dans un fonds spécial jusqu'à 60 milliards de dollars d'actifs. Privilégiant les capitaux privés, Credit Suisse a annoncé une augmentation de capital d'environ 6,5 milliards d'euros.

On termine par les dernières infos de jeudi.

La première Bourse mondiale, qui avait connu mercredi sa pire dégringolade depuis 20 ans (-7,87%), a fini en hausse de 4,68%, les investisseurs se ruant sur les bonnes affaires apparues avec la chute des cours.

Auparavant, les autres places mondiales avaient continué à sombrer, effaçant pratiquement les rebonds enregistrés lundi et mardi.

Paris a perdu 5,92%, Londres 5,35% et Francfort 4,91%, Milan cédait 6,78%, Madrid 4,11%, Amsterdam 5,69% et Zurich 3,26%, tandis que les deux places moscovites, le RTS et Micex, se sont effondrées de près de 10%. En Asie, Tokyo a essuyé une nouvelle dégringolade historique (-11,41%).

Après une modeste hausse en ouverture, la Bourse de New York, qui avait connu la veille sa pire dégringolade en 20 ans, connaissait une évolution hésitante. Vers 18H10 GMT, le Dow Jones perdait 0,28% mais le Nasdaq gagnait 0,86%.

Les valeurs bancaires étaient particulièrement attaquées, après les lourdes pertes des banques américaines.

Aux Etats-Unis, la production industrielle, en recul de 2,8% en septembre, a enregistré sa plus forte baisse depuis décembre 1974, enfonçant les prévisions des analystes. Mardi, une responsable de la Fed avait évoqué le spectre de la récession aux Etats-Unis.

L'Allemagne a drastiquement révisé en baisse sa prévision de croissance pour 2009 à 0,2% au lieu de 1,2%. La croissance du premier exportateur mondial s'établirait ainsi à son plus bas niveau depuis 2003. L'Irlande, elle, est déjà en récession.

De son côté, la Libye, par l'intermédiaire de sa banque centrale, de son fonds souverain et de Libyan Foreign Bank, est montée à 4,23% du capital de la première banque italienne, UniCredit, dont le cours de Bourse est au plus bas, clôturant jeudi en baisse de 13,08%.

Le groupe de travail temporaire Adecco a annoncé jeudi vouloir supprimer 600 emplois en France d'ici le mois de juin 2009

Réaction d'un délégué FO de chez Adia :

"On s'y attendait, on nous avait dit que ça allait mal, alors on prend ça sereinement; maintenant s'engagent des discussions qu'il faudra verrouiller pour que les gens soient bien accompagnés"... jusqu'à l'ANPE.

Avec ce genre de syndicalisme là, les patrons peuvent dormir tranquilles !

(AFP 16.10)

Le 19 octobre 2008

J'ai actualisé les infos en bref, je n'ai pas eu le temps de les commenter. La moisson n'est pas terrible, j'ai été trop accaparé par la crise actuelle. Et la mousson ! Dans une semaine c'est la plus grande fête de l'année Diwali, du coup les commerçants ont augmenté les prix des légumes dans des proportions inégalées à ce jour. Je vous ai dit il n'y a pas longtemps que j'avais acheté 3 kilos de tomates pour 10 roupies, ce matin, il était passé à 46 roupies le kilo ! Je n'en ai pas achetées. La mousson plus Diwali, c'est trop ! Je me demande ce que vont manger les plus pauvres, du riz avec un pickle de citron, de quoi se démolir la santé.

Autre chose.

Un ex-militant du PT m'a transmis l'info suivante (<http://www.agencebretagnepresse.com/fetch.php?id=12349>). J'ai remanié l'article

car il y a un copyright qui en interdit la reproduction.

La 17e chambre correctionnelle du tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté le 26 septembre dernier la plainte déposée par le Parti des Travailleurs et son secrétaire national Daniel Gluckstein contre Damien Perrotin et Philippe Argouarch, directeur de la publication Agence Bretagne Presse, suite à un article paru le 8 décembre 2007, signé de Damien Perrotin (candidat UDB aux municipales), et intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy ». Le PT avait demandé 30 000 euros de dommage et intérêt pour diffamation.

On ne connaîtra sans doute jamais le contenu des propos tenus par ces indépendantistes bretons dont le lobbying s'apparente à faire revivre l'Ancien régime, et trouve forcément une écoute intéressée du côté des potentats locaux qui les soutiennent et sont leurs réels commanditaires.

Je suis d'autant plus motivé pour écrire cet article que j'ai constaté en jetant un coup d'oeil sur les statistiques de fréquentation du site, qu'il y figurait leur nom. Cela veut dire qu'il y en a qui ont lu leur article et qui ont voulu en savoir plus sur le PT et ils se sont connectés au passage sur le site que j'anime. Entre nous, entre cent Gluckstein et un indépendantiste breton, je n'ai même pas besoin de réfléchir pour savoir lequel je soutiendrais.

Ils prônent l'éclatement de toutes les nations, non pas pour constituer une république sociale universelle, mais uniquement pour satisfaire leurs fantasmes réactionnaires, pour défendre leur chapelle. Ces frustrés du pouvoir en quête d'absolutisme, ces castrés du futur en panne d'imagination se tournent logiquement vers le passé qu'ils passent leur temps à magnifier.

Au XXIe siècle de l'ère vulgaire, on a plutôt envie de tourner la page du vieux monde pourri dans lequel nous vivons et les générations passées ont vécu depuis que les classes et l'Etat existe, eux au contraire, ils rêvent de nous ramener au Moyen-Age, autrement dit à l'époque du servage puisque l'un ne va pas sans l'autre.

J'ai été contacté il y a déjà quelque temps par un ex-militant de la LCR qui m'avait écrit qu'il avait atterri dans un parti nationaliste breton. La LCR refusant de combattre pour la rupture avec l'UE qui prône la destruction des Etats au profit des régions, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de logique dans sa démarche, dans sa décomposition politique. La décomposition du capitalisme tarde à céder la place au communisme, pour cette raison, c'est toute la société qui est menacée de décomposition. Il est donc normal que toutes les formes particulières de réactions cumulées du passé cherchent à s'exprimer. Pas un instant, ils ne penseront que tout ce qui peut favoriser leur région se fera d'une manière ou d'une autre au détriment des autres, qui pour eux ne comptent pas, seules comptent à leur yeux les régions qui revendiquent leur indépendance. Si on les suivait jusqu'au bout dans leur raisonnement, on reviendrait à l'âge de pierre, comme s'il pouvait être synonyme d'émancipation.

Je vous cite quatre extraits de la présentation d'articles que j'ai trouvés sur leur site Internet.

De dangereux mégalomanes qui ont sauvé la France, donc elle leur est redevable :

"Yoann Gourcuff, la star bretonne du foot, âgé seulement de 22 ans, a sauvé ce soir l'équipe de France de l'élimination de la Coupe du monde 2010 par un but magistral".

Une entreprise rétrograde qui roule pour les curés :

"le dimanche 19 octobre prochain à 16 heures à un concert exceptionnel en la basilique Notre-Dame-du-Roncier". Je passe les blasons des associations qui comportent des fleurs de lis.

"Pornic va affirmer son identité bretonne et ses origines en fêtant le patron de la paroisse pendant deux jours", l'église et la religion à l'origine du monde, Benoît XVI ne démentirait pas, c'est son discours, et celui de Sarkozy à Latran.

J'imagine que dans leur article intitulé « Folklore libre-penseur à Pontivy » ces bigots n'avaient pas dû user d'un langage très flatteur envers les partisans de la laïcité, et sachant que La Libre Pensée est dirigé par le PT, il avait dû se livrer à un amalgame facile, sur ce Gluckstein avait pris la mouche et porté plainte.

Ne rigolez pas, ce sont des fous furieux : "Des chercheurs allemands venus travailler à Nantes ont retrouvé une partition de Mozart", pour un peu Mozart aurait pu être breton !

Personnellement, j'aime beaucoup la Bretagne, d'ailleurs c'est bien simple, ma fille a pour deuxième prénom un prénom d'origine breton, Tiffaine (je n'en connais pas l'orthographe exacte !). J'y allais en colonies de vacances dans le Morbihan, à Aradon, ensuite mon ex-compagne était de Saint-Méen-Le-Grand en Ile et Vilaine, pour se changer les idées lors des vacances, on a eu l'occasion de la visiter en long et en large. On y allait aussi souvent que possible. On a même essayé d'y partir vivre, en vain, pas de boulot ou la précarité avec des salaires encore plus misérables. Et puis pas question de compter sur la famille pour nous aider, pour nous décourager certainement plutôt deux fois qu'une. On était considéré comme des étrangers, même mon ex-beau-

père qui était né à la ferme, l'endroit où je me plaisais le plus pourtant. Je ne me suis jamais lassé de la Bretagne, tout me plaisait en dehors des bondieuseries. J'y ai toujours parmi les meilleurs souvenirs de ma vie.

J'ai l'impression que lorsque l'on vit en province, on considère le pouvoir et ce qui se passe à Paris un peu comme si tout cela nous était étranger ou venait d'ailleurs. On se sent concerné par la force des choses, on vit les décisions prises à Paris où se tient le pouvoir politique comme une contrainte responsable de nos frustrations et de tous nos problèmes. Alors sur place, il y a toujours des petits malins pour profiter de la situation et faire monter la sauce, monter une partie de la population contre les autres.

A l'inverse, quand on est parisien, on a tendance à considérer les provinciaux comme des bouseux ou des attardés. Alors que les uns sont aussi attardés que les autres ! Je suis parisien, mais cela ne veut plus rien dire pour moi depuis très longtemps. Je me souviens des discussions animées avec des paysans (de la famille) qui nous considéraient comme des privilégiés parce qu'en cas de chômage on avait le droit à une allocation, on avait une voiture et luxe suprême on partait en vacances. Et lorsque nous leur racontions que ce n'était pas une partie de plaisir que de vivre dans une grande ville où tout le monde se croise sans se parler, le bruit, la pollution, les conditions de travail, le prix des loyers, etc., ils souriaient d'un air entendu, l'air de dire, tu essaies de m'embobiner mais vous avez la belle vie par rapport à nous. En les connaissant mieux par la suite, je me suis rendu compte qu'ils bossaient beaucoup moins que nous, mais une chose était vraie en revanche, ils n'avaient pas la liberté dont nous disposions à cause de leurs vaches notamment.

On retrouve la même mentalité en Inde, mon épouse qui est tamoule parle des habitants du nord de l'Inde en les appelant les Indiens, elle, elle se considère tamoule, Indienne ensuite si l'on insiste.

Pour finir, tout ce qui se rapporte au folklore et aux traditions d'une époque révolue est forcément teinté des rapports sociaux qui existaient alors dominés par la féodalité et l'église, c'est la raison pour laquelle ils ont très souvent un relent réactionnaire que certains s'emploient à cultiver patiemment et avec ferveur, histoire de se rendre utiles auprès des réactionnaires d'aujourd'hui, faute de pouvoir servir à autre chose.

La nostalgie est rarement accompagnée du discernement nécessaire pour comprendre l'existence et le monde dans lequel on vit. On sélectionne arbitrairement les bons souvenirs sans chercher à se remémorer quels étaient leurs pendants négatifs qu'on préfère laisser là où ils sont. On s'imagine le monde passé tel qu'il n'a jamais existé, peut-être pour oublier celui dans lequel nous vivons et qui ne nous offre aucun avenir. Voilà ce qui arrive lorsque l'on est incapable d'entrevoir consciemment la société futur débarrassée du joug du capitalisme et de la servitude, on déforme le présent et bien sûr le passé.

Le 22 octobre 2008

Un éditorial, un texte, une réponse à un courriel et un document du POI en ligne aujourd'hui. Les infos en bref demain ou dans deux jours, tout dépendra de la mousson !

J'ai entendu aux infos avant-hier soir sur TV5 Monde Asie, que l'OIT prévoyait au minimum 20 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde suite à la crise actuelle du capitalisme.

Par ailleurs, la crainte d'une récession mondiale se profile de plus en plus à l'horizon. Les gouvernements vont saisir cette occasion pour nous matraquer davantage ce qui devrait alimenter la lutte des classes et favoriser la recomposition du mouvement ouvrier. Le problème, c'est qu'il n'a pas réglé ses propres problèmes et qu'il demeure la proie du réformisme qui sévit dans ses rangs depuis le début du XXe siècle. Cette date peut vous sembler curieuse ou invraisemblable, elle l'a été tout autant pour moi.

Si le réformisme a commencé à faire des ravages dans le mouvement ouvrier dès sa formation pratiquement, ce qui était alors inévitable d'une certaine manière, c'est à partir de la fin de la seconde guerre mondiale qu'il va le gangrener en profondeur. Si maintenant les masques sont tombés ou les choses deviennent chaque jour beaucoup plus claires, il n'en demeure pas moins que personne n'a entrepris de faire l'inventaire des erreurs du passé pour essayer de comprendre de quelle manière le mouvement ouvrier en était arrivé à un tel état de décomposition et de corruption dans tous les sens du terme.

On a envie de dire qu'on ne pourra pas tomber plus bas, aucune formation politique n'étant plus en mesure d'avancer la moindre perspective politique, par crainte de se brûler les doigts ou de perdre le peu de militants qu'elles ont encore, et cela parce qu'ils n'ont pas été recrutés sur une ligne politique incluant la liquidation des institutions et la destruction de l'appareil de l'Etat, mais pour servir d'appoint au syndicalisme, au PS ou au PCF... Je serais enclin à penser que seul le marxisme pourra nous aider à nous en sortir, ce qui devrait causer des dégâts considérables dans certains partis.

Quand je reçois des courriels de militants qui passent leur temps à justifier les positions d'hier et d'aujourd'hui de leur parti (ou ex-parti ce qui est plus fort encore !), à répéter imperturbablement les mêmes formules, ce qui évite de réfléchir, je me dis que

j'ai franchement mieux à faire que de leur répondre. Si encore ils étaient en mesure de prouver que l'histoire leur avait donné raison à un moment donné, autrement dit, que cela se serait traduit concrètement par le renforcement ou la construction du parti sur des bases saines, je m'inclinerais, mais ce n'est pas le cas, la seule chose qu'ils sont encore capables de contester ce sont les perspectives politiques que nous avançons et que seul le futur sera en mesure de dire lesquels d'entre nous avait raison ou tort, ce qui entre nous permet de raconter n'importe quoi aussi, mais lorsqu'il s'agit du présent ou du passé, ils sont totalement incapables de se saisir des arguments qui ne sont pas les leurs, ils ne veulent même pas se pencher sur des hypothèses qu'ils n'ont apparemment jamais étudiées à fond, ils refusent catégoriquement toute confrontation qui pourrait conduire à déclarer leurs propres arguments inconsistants (ceux de leurs dirigeants) et leurs positions erronées. Pour finir, ils ne peuvent pas cacher le mépris qu'ils nous témoignent, on devrait dire la haine déclarée ou à peine voilée qu'ils ne peuvent pas contenir envers ceux qui ne partagent pas leurs points de vue. C'est très instructif et navrant à la fois. Pour ma part, je considère donc cette discussion comme close avec ces militants. C'est arbitraire, je sais, mais c'est aussi arbitraire que de ne jamais tenir compte des positions des autres.

L'Etat, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner va recapitaliser 6 banques françaises à hauteur de 10 milliards d'euro... pour commencer fait-on savoir à Bercy. C'est un véritable scandale ! Un pillage en règle, il nous rackette, et le tout avec l'aval de l'Assemblée nationale, donc les institutions de la Ve République. Et aucun parti ne met en lumière le rôle qu'elles jouent, personne ne dira qu'il faut les abolir, personne ne parle de la dissolution de l'Assemblée nationale comme première étape tactique...

A quoi bon fixer un objectif politique à la classe ouvrière, ceux qui nient qu'elle se serait embourgeoisée (J'ai lu il y a quelques jours Engels qui se demandait carrément si l'impérialisme anglais n'avait pas eu l'intention de créer un "*prolétariat bourgeois*", l'expression est de lui.), sont en réalité les premiers à agir comme si c'était vraiment le cas, alors qu'en vérité, une partie seulement de la classe ouvrière serait dans ce cas-là, mais plus sournois et malhonnête tu meurs, ils n'en parleront jamais, je pense à l'aristocratie ouvrière dont le mode de vie est plus proche de celui de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie que du prolétariat. Il ne faut pas généraliser, disons que les exceptions confirment la règle. Son influence et sa place dans la société et dans les rapports entre les classes est loin d'être négligeable, je ne parle même pas à l'intérieur de la classe où elle constitue le plus fidèle soutien des appareils pourris des syndicats. En voilà un sujet tabou intéressant à potasser pour nos intellectuels et nos libres-penseurs.

Chacun continue de vivre en quelque sorte sans être capable de voir plus loin que le bout de son nez, on ne peut même pas dire, plus loin que ses propres intérêts puisque nous sommes bien peu à en avoir réellement conscience. Travailler le niveau de conscience des masses pour le faire progresser, en voilà un boulot difficile et ingrat. Les pédagogues sont trop occupés à se faire plaisir, à se prouver qu'ils ont raison, ils se foutent du résultat puisque cela ne change rien à leur situation. Un bon pédagogue selon moi, ce n'est pas uniquement quelqu'un qui enseigne ou transmet des connaissances, mais quelqu'un qui est capable de développer ou d'éveiller la faculté de réfléchir chez son auditoire. Les connaissances favorisent son développement mais elles ne sont pas suffisantes. Comme on ne peut pas tout comprendre, il faut bien se poser des questions pour comprendre davantage de choses. Il n'y a aucune raison pour que l'on soit condamné à l'ignorance. C'est un combat permanent, un de plus, l'essentiel sans doute.

Et que dire des 10 millions de pauvres en France abandonnés à leur triste sort : de la chair à canons seulement, de la racaille tout juste bonne à venir grossir les rangs du lumpenprolétariat, des gueux trop écervelés pour comprendre quelque chose, des êtres misérables indignes de la moindre confiance, foutus, tous foutus, tout juste bons à réduire en esclavage, à se soûler la gueule, ils feraient mieux de se foutre une balle dans la tête tout de suite, des gens tellement fauchés qu'il n'y a rien à en tirer, une armée de parasites auxquels on ne s'intéresse pas tant qu'ils ne dérangent personne, et s'ils bougent on leur envoie les CRS, le GIGN, on les gaz, on les matraque, on les réprime, on les réduit au silence...

Les dirigeants de ce monde savent s'y prendre, G4, G5, G7, G8, G15, G20, ils sont organisés les bougres, ils en imposent assurément, pour un peu ils mériteraient presque d'être aux commandes, puisque nous passons notre temps à démontrer notre impuissance à la face de la classe ouvrière, nous ne méritons guère mieux que ce qui nous arrive finalement, peut-être que cela va nous servir de leçon, qui sait, il faut rester optimiste.

En regardant la télé hier, j'ai entendu parler de l'espoir, de l'espérance qui ferait vivre les religions, car à défaut d'avoir une vie agréable et d'entrevoir concrètement comment elle pourrait s'améliorer sur terre, il ne resterait plus qu'à s'en remettre à la providence pour guider nos pas vers une vie meilleure, en ayant un dieu quelconque à sa tête.

Autant se noyer tout de suite me suis-je dit en pensant à l'état d'esprit de celui ou celle qui remettrait son destin entre les mains d'un dieu, mais on ne peut que rarement s'y résigner, instinct de survie oblige. Quel gâchis et quelle épouvantable tragédie ! Entrevoir la fin de la vie comme on l'a commencée comme s'il ne s'était rien passé, comme si on n'avait rien vécu, je comprends quelle angoisse cela doit être de se sentir mourir dans de telles conditions, et dites-vous bien cela ne concerne pas particulièrement les plus pauvres car ils ne croient plus en rien en réalité.

Je me suis demandé un instant s'il ne faudrait pas les aider à briser cet espoir qui sert de réceptacle ou de refuge aux faiblesses humaines pour forcer le destin qui n'est inscrit nulle part et torde le cou à la fatalité qui n'existe pas.

Encore faut-il pouvoir leur proposer autre chose en échange qui vaille le coup. Seule l'engagement dans la lutte de classe

peut permettre de réaliser ce tour de force. Espoir dans un monde meilleur dans l'au-delà, espoir dans un avenir meilleur sous le ciel plombé du capitalisme, autant de faux espoirs qui se rejoignent. L'espoir témoigne de notre ignorance, tant que cela ne concerne que des choses insignifiantes c'est inévitable et légitime, cela fait partie de la vie, le reste du temps, c'est l'équivalent d'une mort lente ou d'un suicide.

Si la lutte de classe est le seul moyen de s'en sortir, face à la détresse des pauvres elle ne suffit pas dans l'immédiat, il y manque quelque chose qu'ils trouvent parfois ailleurs. Le pauvre ne se sent pas seulement pauvre matériellement, il se sent également abandonné sur le plan sentimental si l'on peut dire, il est le mal aimé de la société, il se rend à l'église, à la mosquée ou au temple pour y trouver le réconfort et la chaleur humaine qu'il ne trouve pas ailleurs. Des associations humanitaires remplissent le même rôle. Il a besoin de voir plus clair dans sa vie, de se sentir utile en dehors de sa propre famille, quand elle n'est pas dispersée, mais il a besoin par dessus tout de chaleur humaine ou de fraternité, d'une franche amitié même si le mot semble trop fort, c'est par exemple l'état d'esprit qui prédominait chez les mineurs au début du XXe siècle.

A cette époque le prolétariat combattait pour améliorer son sort mais il était réduit à un tel état de pauvreté par rapport aux capitalistes, que la rupture avec le capitalisme s'imposait pour ainsi dire à lui comme le prolongement naturel ou logique de ses revendications élémentaires, ce qui permit au socialisme de germer dans sa tête ou de s'implanter solidement dans la classe ouvrière. C'est ce lien que le réformisme (bourgeois) s'est employé à briser systématiquement, pas hier ou avant-hier, mais il y aura bientôt près d'un siècle. Les socialistes d'autrefois avec lesquels on nous rebat aujourd'hui les oreilles étaient plus attachés à la république qu'au socialisme, la république se confondant avec l'ordre bourgeois, on connaît malheureusement la suite dramatique.

Personne ne souhaite évidemment que le prolétariat retrouve les conditions de travail et d'existence épouvantables du début du XXe siècle, et ce serait absurde puisque impossible, il faut donc trouver la bonne équation entre sa situation actuelle et le socialisme pour qu'il reprenne toute sa place au sein du mouvement ouvrier, pour qu'il en prenne la direction.

La crise profonde du capitalisme qui vient d'éclater pourrait favoriser un tel processus, détacher des pans entiers de la classe ouvrière du capitalisme, encore faudrait-il pour les organiser qu'un parti exprime consciemment ce nouveau développement de la lutte des classes en formulant des objectifs sur le plan politique qui expriment cette rupture avec le capitalisme.

Chasser Sarkozy, liquider les institutions, exproprier les capitalistes, créer nos propres organes de pouvoir pour prendre nos affaires en mains, donner les moyens au gouvernement ouvrier révolutionnaire d'appliquer un programme conforme à nos intérêts, rompre avec toutes les institutions internationales liées au capital, soutenir le combat de tous les peuples contre l'impérialisme et leurs propres capitalistes, voilà une ligne politique claire, cohérente qui ne s'embarrasse pas de formules, saisissable par tous les travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitaliste. Ils constitueront demain par leurs expériences conscientes l'avant-garde du prolétariat qui vaincra...

Le 25 octobre 2008

Hier soir les infos sur TV5 Monde Asie. Les bourses s'écroulent en Asie en réponse à la conférence Europe-Asie qui vient de s'ouvrir à Pékin, entre -7 et -11% de Hong Kong, Séoul, Mumbai, Tokyo... Des usines ferment partout dans le monde, y compris en Chine, un usine de jouets de 6.000 salariés par exemple, les valeurs des actions en bourse s'effondrent aussi dans la foulée de la crainte d'un ralentissement des exportations.

Renault va mettre en chômage technique les ouvriers de trois centres de production en France, idem pour PSA, idem chez Ford en Allemagne. En Grande-Bretagne ils parlent de "plusieurs années de récession", camarades, il ne faut pas leur laisser la moindre chance de s'en sortir : il faut les chasser et prendre le pouvoir !

Renault vers 1 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires, Renault reçoit 400 millions d'euros de l'Etat, et les travailleurs vont perdre entre 200 et 400 euros de salaire en raison du chômage technique, il faut occuper et bloquer les usines, constituer des comités d'occupation qui face à la politique de la direction doit décider de la chasser de l'usine et en prendre le contrôle : expropriation immédiate sans indemnités.

A Serain en Belgique Arcelor-Mittal arrête pendant trois mois le haut-fourneau FH6. 10 des 26 hauts-fourneaux en Europe devraient connaître le même sort, personne ne sait s'ils redémarreront.

L'inquiétude et la colère grandissent chez les ouvriers. Le capitalisme montre qu'il conduit l'humanité au chaos et la barbarie, qu'il est incapable d'assurer le bien-être de la population, le développement harmonieux de la société. Comment cela se traduit-il ?

Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement à la solde du capitalisme qui prennent les décisions en s'appuyant sur les institutions existant dans chaque pays qui sont elles-mêmes inféodées au capitalisme. Ils versent généreusement des dizaines, des centaines, des milliers de milliards à une poignée de banquiers et autres rentiers pendant que le prolétariat doit seul supporter

les conséquences de la survie du capitalisme. Les décisions sont donc prises au niveau politique, c'est donc au niveau politique que se trouve l'issue à cette crise pour les travailleurs de tous les pays.

La seule issue politique pour les travailleurs c'est de cesser le travail et s'organiser pour renverser le pouvoir en place, chasser les chefs d'Etat et leurs gouvernements, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrète l'abolition de la constitution et des institutions, et décide d'engager l'expropriation des capitalistes. C'est la seule voie conforme aux intérêts du prolétariat. Le devoir des militants syndicaux et politiques est de défendre et de populariser cette ligne d'action sur les deux terrains à la fois, l'abolition du salariat servant de ciment à l'unité du combat sur le plan syndical et politique pour organiser les travailleurs avec leurs syndicats et partis ou organisations politiques.

Si l'heure de la faillite du capitalisme a sonné à l'échelle mondiale, celle de la révolution socialiste internationale doit être son pendant.

Quel parti est sur cette ligne ? AUCUN !

Honte à tous les dirigeants du mouvement ouvrier ! Honte parmi eux à tous ceux qui se réclament du trotskisme ! Honte à tous ces soi-disant marxistes de salon, ces bureaucrates pourris qui bouffent à la gamelle des appareils ! Corrompus ou une bande d'incapables ?

Je vous demande de considérer ce que j'écris ici comme quelque chose qu'on se dit de vive voix et sans retenu.

Des ex-militants du PT-CCI m'ont presque engueulé parce que je consacrais du temps à répondre à des militants du PT et du POI, je leur ai fait parvenir une copie des courriels que j'avais reçus, ils m'ont dit : ne réponds pas, ils veulent te casser ou te faire perdre ton temps, tu as franchement mieux à faire, j'aurais mieux fait de les écouter la plupart du temps. Des militants qui ont consacré leur vie au militantisme sont écoeurés au dernier degré par la politique de tous les partis sans exception, des militants qui viennent de différents partis et qui avaient rejoint le PT, ils ont tout plaqué par dégoût.

J'en ai été très touché, je me suis demandé : mais comment cela est-ce possible, sommes-nous vraiment incapables de nous doter d'une direction digne de ce nom, d'un programme marxiste, de statuts et d'une discipline auxquels chacun adhère librement et respecte, en premier lieu les dirigeants, d'une ligne politique correcte résistant à tous les assauts de l'ennemi, de ne pas dévier de notre objectif et de lui subordonner toute notre activité politique ? Force est de constater que les intérêts individuels prennent le pas sur les intérêts collectifs au-delà des discours qui ne servent finalement qu'à se donner bonne conscience ou se décerner un certificat de bonne conduite. Il y en a marre, plus que marre !

Regarder ce que font les capitalistes ? Ils ne vous font aucune concession, rien ! Et vous, vous n'osez pas rompre avec eux. On peut être socialiste (théoriquement), mais défendre les valeurs du socialisme, cela demande un effort que nos dirigeants sont incapables de fournir.

Les capitalistes, ils ne s'occupent que de leurs affaires, de leur crise.

Nous, notre affaire, c'est de liquider les institutions pour se donner les moyens politiques de liquider le capitalisme, c'est pourtant simple à comprendre, sauf pour nos dirigeants.

La réaction s'affiche et le révolutionnaire devrait se cacher, le communisme est devenu un crime dans la tête de certains, alors ne le mettons pas en perspective pour ne pas effrayer les petits bourgeois, et les grands bien sûr ! On peut parler de réforme ou de contre-réforme mais pas de révolution, le mot est devenu tabou chez certains de nos dirigeants. Et quand il est employé, c'est pour le dénaturer immédiatement comme pour se laver d'un péché commis par négligence, je pense ici principalement à la LCR, mais ce n'est guère mieux au POI. Quel spectacle navrant !

Pour filer des milliards d'euros aux capitalistes, à ma connaissance ils ne se sont pas embarrassés avec des procédures impossibles, ils sont allés droit au but : à la banque ! Donc nous nous allons droit au but : abolition du capitalisme !

Je pense que le moment est venu de penser au combat qui s'annonce entre les capitalistes et les travailleurs, le pire est désormais envisagé dans le camps des capitalistes, je l'ai entendu hier soir et je l'ai lu dans des dépêches de presse, tous les états majors craignent des émeutes dans les jours ou les semaines qui viennent, s'ils en parlent ouvertement y compris devant la presse, ce n'est sans doute pas pour faire un coup médiatique, ils sont effrayés par les perspectives révolutionnaires qui se profilent dans le prolongement de cette crise.

Toute l'économie pourrait se retrouver paralysée, émettons une hypothèse : la population va descendre dans la rue et s'organiser pour constituer ce qui va devenir un embryon du nouveau pouvoir ouvrier révolutionnaire, et si elle ne le fait pas, elle va connaître l'enfer. Certains pays vont se retrouver asphyxiés et au bord de la révolution, d'autres de la guerre civile directement, d'autres sous une dictature, on a déjà connu cela et cela annonçait la guerre.

En quelques semaines la situation mondiale a basculé, c'était prévisible, il fallait s'y préparer et préparer la population à la révolution, mais personne n'a trouvé utile de s'avancer dans cette voie. Depuis 2004 je n'ai cessé de le répéter (et je n'étais pas le seul), mais je passais pour un gauchiste, un mégalomane, un cinglé. Pensez-vous, il valait mieux en rester à la gestion des revendications immédiates et n'ouvrir aucune perspective politique au prolétariat, à quoi bon, alors que chacun savait que le fragile équilibre économique reposait sur une montagne de dettes et des tripotages (Marx) financiers qui allaient forcément exploser d'un jour à l'autre. Au lieu de se placer en avant des masses, l'avant-garde fait figure d'arrière-garde, elle occupe le même rang que les appareils qui s'emploient à tirer les masses en arrière. Elle est toujours en retard d'une guerre ou d'une révolution, elle n'est pas seulement à la traîne des masses, elle s'est avérée totalement incapable d'organiser les éléments les plus déterminés qui s'en détachaient.

Quand est-ce qu'ils prendront la mesure exacte de la situation ? C'est la question légitime que l'on peut se poser à propos des dirigeants. Quelle initiative vont-ils prendre ? Vont-ils corriger le tir ou s'enfoncer un peu plus dans l'opportunisme ? Alors que le développement de la situation pose directement la nécessité d'en finir avec le régime et de prendre le pouvoir, la LCR trouve finalement normal de sauver les banques. Le POI avance une conférence pour l'unité sur des revendications sans formuler la moindre perspective politique, autant dire qu'ils n'ont pas décollés du niveau syndical conforme à leur politique réformiste qui s'inscrit dans le cadre de la préservation du capitalisme.

Si la période qui vient de s'ouvrir n'est pas favorable à la construction d'un parti révolutionnaire, alors quand le sera-t-elle ? Nous allons voir dans les jours et les semaines qui viennent ce que tous ces dirigeants ont vraiment dans le bide et dans la tête, cela va permettre de clarifier certaines questions laissées en suspens. Franchement on préférerait qu'ils nous démontrent qu'ils ne sont pas seulement capable du pire mais aussi du meilleur. Si tel était le cas, tous les militants sans distinction pourraient participer au combat du parti qui osera mettre en avant le programme de la révolution socialiste, le seul qui soit adapté à la situation. Qui en doutait ?

Cela me pèse encore plus d'être cloué en Inde, j'enrage de devoir me limiter à développer quelques analyses sur ce site Internet et de ne pas être sur le terrain pour mener la bataille. Ici, personne ne parle de la crise, sauf peut-être en haut, mais je ne fréquente pas ce milieu. Demain est fête nationale, les Indiens ont la tête ailleurs.

Un jeune m'a dit la semaine dernière que des entreprises de services informatiques qui travaillaient avec les Etats-Unis avaient déjà licencié des milliers d'employés. Ces employés qui étaient très bien rémunérés se sont endettés, ils vont se retrouver insolvable, encore des créances pourris en perspective. La même chose va se produire partout dans le monde ce qui va encore accroître la crise des institutions financières.

Ce qui suit est à prendre avec réserve, je me lance dans un domaine que je ne maîtrise pas à fond donc je serai très prudent, j'ai beaucoup lu et réfléchi sur notre sujet mais je peux commettre des erreurs. Je me base sur des témoignages présents et passés.

Les valeurs des actions ont chuté en bourse car par crainte de tout perdre certains en ont revendues, d'autres n'ont pas eu d'autre possibilité parce qu'ils avaient besoin de liquidités pour solder des échéances. Pendant ce temps-là, d'autres encore se retrouvent dans l'impossibilité de vendre leurs actions tellement leur niveau a chuté, parmi eux certains petits-porteurs qui y avaient mis toutes leurs économies se retrouvent ruinés.

L'annonce d'une grave et longue récession mondiale a accéléré la chute des titres en bourse. S'ils tombent en dessous de la valeur qu'ils avaient lors de leur introduction en bourse en considérant qu'elle était basée sur la valeur réelle des actifs de l'entreprise, c'est directement l'existence de l'entreprise qui est remise en cause. Cela peut aller jusqu'à la chute brutale de la monnaie à laquelle répondra la flambée des prix.

La chute de la monnaie ne doit pas être confondue avec la masse de monnaie papier en circulation qui peut croître sans qu'elle ait son équivalent en capital, c'est d'ailleurs l'inverse qui se produit habituellement. La monnaie correspond au départ à une certaine quantité d'or, la planche à billets va contribuer à mettre en circulation une masse d'argent papier gigantesque sans que la quantité d'or n'augmente, ainsi un pays n'est pas plus riche parce qu'il a fabriqué davantage de billets de banque.

La baisse de la demande entraîne dans un premier temps la baisse des prix dans certains secteurs d'activité, mais dans les secteurs qui correspondent à la consommation de produits de première nécessité, je pense en premier lieu aux produits alimentaires, la demande se maintenant relativement au même niveau va se traduire par une hausse des prix car les industriels seront tentés de réduire leur production ou y seront contraints par manque de liquidités, une partie d'entre elles étant absorbées par le paiement de leurs dettes...

(A suivre)

Le 26 octobre 2008

Jeudi devant une commission du Congrès américain, Greenspan, qui a dirigé la Fed pendant 19 ans, a répondu à la question : vous êtes-vous trompé ? : *3^e en partie. J'ai fait une erreur en présumant que l'intérêt en soi des organisations, particulièrement des banques, était tel qu'elles étaient capables de protéger les actionnaires et les fonds propres des entreprises. J'ai découvert une faille dans le modèle. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi* . (source : LeMonde.fr 25.10)

On nage en plein délire ! Voilà par quoi le monde est gouverné ! Il aurait au moins pu dire qu'il l'avait fait exprès ou qu'il ne pouvait pas faire autrement, mais on ne peut pas lui demander d'être *en partie* honnête, c'est un principe qui n'a pas cours dans le monde de la finance, le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx)

Les travailleurs n'ont pas à avoir des complexes ou des scrupules pour envisager de prendre les choses en mains face à la bande de voyous qui nous gouverne.

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, daté d'aujourd'hui, Georges Pauget, président de la Fédération bancaire française et du Crédit agricole, nous fait le même coup que Greenspan : on s'est trompés, excusez-nous, on ne le refera pas : *"Il faut le reconnaître : nous avons commis des erreurs. Nous en avons déjà tiré les leçons"*, les banques françaises *"ont été impactées par la crise des subprimes née aux Etats-Unis. Il s'agissait de produits très sophistiqués, bénéficiant d'excellentes notations dans le contexte de l'époque. Il y a eu une mauvaise évaluation du risque"*, poursuit-il. (source : LeMonde.fr 25.10)

Si vous avouez vous-mêmes que vous n'êtes pas capable de gérer la société sans la conduire à la ruine, vous devez céder la place à ceux qui travaillent et qui connaissent la valeur de leur travail : expropriation des capitalistes des moyennes et grandes entreprises, y compris les banques, la totalité des institutions financières, les assurances...

J'ai eu une conversation téléphonique avec un camarade de la CGT qui m'a relaté sommairement le déroulement d'une réunion départementale à laquelle ont participé une centaine environ de délégués syndicaux. Il a roulé sa bosse et n'est plus tout jeune, il en a vu de toutes les couleurs depuis 40 ans, et bien qu'il avait dû avaler pas mal de couleuvres, il avait quand même gardé sa carte de la CGT, mais là cela dépasse tout ce qu'il a vu et entendu dans le passé, selon lui la direction confédérale s'aligne point par point sur la CFDT, à la tribune ils ont trouvé le moyen de ne prononcer qu'une seule fois le mot *capital* et pas une seule fois les mots *capitaliste ou capitalisme*. Il se demande ce qu'il fout encore à la CGT.

Je lui ai demandé s'il avait une idée de ce qu'il serait encore possible d'y faire, il m'a répondu que la direction avait tout noyauté, tout cadennassé qu'il n'avait jamais vu cela, impossible d'en placer une, tu te retrouves avec une centaine de mecs contre toi et pas un seul pour te soutenir, j'ai essayé bien sûr comme à chaque fois, mais à quoi bon, le syndicat est de plus en plus pourri. Les délégués sont choisis par la direction, et attends, ils choisissent les plus incapables. Je lui ai répondu que c'était normal, Staline avait déjà inauguré la méthode, rien de telle qu'une armée de bureaucrates débiles aux ordres, tu peux en faire ce que tu veux.

Selon lui la CGT est foutue, toutes les discussions consistent à voir comment on pourrait s'adapter davantage au capitalisme.

On a continué tranquillement la discussion. Je lui ai rappelé qu'il n'y avait que 5% de syndiqués dans le secteur privé (75% des salariés), et encore, il faut retirer les syndicats de cadres, les appareils avec leurs délégués désignés, la même démonstration peut être faite avec la fonction publique et ses 8 ou 10% de syndiqués dont une proportion plus importante de salariés appartenant aux classes moyennes ou supérieures, sans compter la tripotée de bureaucrates qui participent à la gestion des organismes sociaux tripartites, bref le nombre proprement dit d'ouvriers et d'employés syndiqués doit tourner aux environs de 600.000 sur 25 millions de salariés, 45 millions d'électeurs. Sur un peu plus de 3 millions d'entreprises, 95% sont des PME, les moyennes et grandes entreprises ne représentent que 5% des entreprises, elles concentrent plus des trois quart des syndiqués.

Le syndicalisme de masse et de classe a cédé la place à une sorte de lobbying à caractère corporatiste dans les deux sens du terme. Chacun défend son bout de gras dans son coin et se fout du reste. Le réformisme sur le plan syndical aboutit logiquement à la colloboration de classes, au corporatisme, normal puisque dès son origine il était subordonné au capitalisme, on ne voit pas très bien dans ces conditions comment il pourrait aboutir à autre chose. On nous a fait croire le contraire évidemment, on nous a raconté des fables sur le travail dans les syndicats qui servirait à peser ou à en modifier l'orientation, à recruter au parti, mais quoi au juste ?, et au-delà en prendre le contrôle, une escroquerie d'illusionnistes en réalité que les camarades découvrent effondrés.

Camarades, il n'y avait rien à attendre d'un syndicalisme ne combattant pas pour l'abolition du salariat, vous en avez la preuve sous les nez au bout de 60 ans, alors arrêtez de croire les balivernes que vous racontent ceux qui sont inféodés aux appareils pourris, ce sont leurs complices de toujours. La seule raison d'être de notre adhésion aux syndicats devait consister à préparer les conditions de la construction d'un syndicat ouvrier révolutionnaire, or aucun dirigeant n'avait cette perspective là en tête.

Les raisons qui nous ont conduits à poser la question d'un parti différent de ceux de la social-démocratie et du stalinisme sont à quelques nuances près, les mêmes qui auraient dû nous amener à nous poser la question de construire un autre syndicat ouvrier : d'une part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan politique par rapport à l'Etat, ses institutions, et la classe dominante, d'autre part, garantir l'indépendance de la classe sur le plan syndical par rapport à l'Etat, aux patrons et au capitalisme.

La construction d'un nouveau syndicat n'aurait peut-être pas été immédiatement possible après la guerre, c'est une question qui se discute, mais dès qu'on en a eu les moyens, vers la fin des années 80, ne pas le faire fut criminel. Prenons un exemple. Cambadélis (ex dirigeant de l'Unef et du PCI, devenu dirigeant du PS après 86) et ses amis ont pu livrer l'Unef clé en main au PS parce que c'était finalement un syndicat comme les autres, qu'est-ce que vous croyez qu'il était d'autre ? s'il avait été un syndicat révolutionnaire, il aurait sans doute été plus difficile ou impossible de le placer sous la coupe du PS.

Un ex-militant du PCI m'a écrit il y a quelque temps qu'il était fier d'avoir participé à la construction de l'Unef, qu'il avait fait du bon boulot, il était sincère, mais le plus malheureux c'est qu'il n'a pas compris que le syndicalisme n'avait pour seule vocation d'améliorer les conditions d'études ou de travail, et qu'à partir du moment où c'était son seul objectif, il participait lui aussi à la subordination des étudiants ou des travailleurs au capitalisme et que d'une certaine manière il était un des rouages institutionnel servant à légitimer le régime en place.

Camarades, on n'arrête pas de nous répéter : le capitalisme n'a pas changé, le capitalisme c'est le capitalisme point. Je suis évidemment d'accord, mais quand on dit : les enseignements du marxisme n'ont pas changé, le marxisme c'est le marxisme par exemple, le parti c'est le parti, le syndicalisme de classe c'est le syndicalisme de classe , là étrangement on nous répond : Oh là, comme tu y vas, beaucoup de choses ont changé mon pauvre, les choses ne se présentent plus de la même manière, etc. Bref, il n'y aurait que le capitalisme qui serait immuable, mais le marxisme aurait vieilli, etc.

C'est marrant, entre 1847 (Marx-Engels) et 1917 (Lénine-Trotsky), soit 60 ans plus tard, bien des choses avaient changé dans le monde, les rapports entre les classes avaient évolué, le capitalisme s'était développé, ce qui constituait quand même une différence de taille entre les deux périodes citées, je pense que personne ne le niera, et nous, ignorants ou bornés, on a cru des fabulateurs qui nous expliquaient hier qu'entre 1917 et 1947 bien des choses avaient changé, puis entre 1958 et 1982, puis entre 1992 et 2008, la bonne affaire, et à chaque fois se fut pour s'éloigner un peu plus des enseignements du marxisme, pour nous éloigner d'un syndicalisme de classe, de la nécessité de construire un parti sur le modèle de celui de Lénine, les uns fichus d'altermondialistes à la con financés par les multinationales (Fondation Ford, Coca Coal, etc.) pour finalement soutenir le sauvetage des banques et l'Union européenne (LCR), pendant que les autres fichus de démocrates et de républicains contre-révolutionnaires nous vantent les mérites de la nation, de la République (POI).

En y regardant de plus près, les transformations qui se sont opérées dans la société entre 1847 et 1917 portaient sur des questions fondamentales, par exemple le passage d'un mode de production à un autre, cette période a correspondu au développement d'une classe et son pendant, la bourgeoisie et la classe ouvrière, tandis qu'une autre disparaissait pour toujours, la noblesse et le servage.

Tous les ingrédients de la situation actuelle existait déjà en 1917, même avant, le capitalisme dès l'origine n'a pu se développer qu'à l'échelle mondiale, ce n'est pas moi qui le dis, mais Marx. Marx et Engels durent lutter contre les tenants du socialisme primitif, utopique, bourgeois, etc., contre les anarchistes, les dirigeants chartistes en Angleterre, Engels dut faire la peau à Dühring, combattre les lassalliens, etc., Lénine et Rosa Luxemburg combattirent Berstein et tous les réformistes pourris de l'époque, les "économistes", bref même sur le plan du mouvement ouvrier qu'on ne nous raconte pas de conneries, il fallut sans cesse combattre contre la politique d'organisations ou de partis qui demeuraient inféodés au capitalisme. Donc qu'on ne viennent pas nous dire : mais aujourd'hui la situation est différente, il y a tellement de partis que plus personne ne s'y retrouve, etc.

Idem pour ce qui concerne le rétablissement du capitalisme en Russie et ailleurs. Il n'a pas empêché les masses de soutenir Chavez qui se revendique socialiste, il n'a pas empêché l'élection de Morales qui se réclame du socialiste, etc. Ce sont les mêmes qui explique que le communisme a fait faillite avec l'URSS et qui s'en prennent à Chavez et Morales.

Ces discours réactionnaires de représentants de la bourgeoisie ne sont pas sans influencer et laisser des traces chez les dirigeants du mouvement ouvrier dont la réflexion aboutit à penser que le combat pour le socialisme doit maintenant passer par une sorte de purgatoire, histoire sans doute que le temps efface le mauvais souvenir des méfaits du stalinisme dans la tête des masses : commençons par combattre pour défendre nos acquis, nous développeront une perspective politique plus tard, jamais ou quand il sera trop tard, ensuite, ils pourront nous dire : vous voyez, vous aussi vous racontiez n'importe quoi.

Résumons. Un syndicat de classe : impossible, un parti révolutionnaire : impossible, s'appuyer sur les enseignements du marxisme : impossible, ils ont même été jusqu'à troquer Marx pour Jaurès, donc qu'on ne vienne pas nous dire non plus qu'ils ne savent pas ce qu'ils font. Ce ne sont que des prétextes de petits bourgeois qui n'entendent pas combattre résolument au côté de la classe ouvrière, au mieux ce sont des intellectuels ignares et bornés qui défendent leurs propres intérêts, ceux de la classe à laquelle ils appartiennent, ceux de leur appareil ou leur SARL, au pire des capitulars ou des traîtres à notre cause. En réalité, seule serait possible la collaboration de classe avec les appareils et l'Etat.

Tiens, en voyant à la télé les ouvriers de Renault à Sotteville, j'ai eu une idée : autrefois, il y a déjà fort longtemps, encore, je n'y peux rien, pour soutenir un mouvement social ou développer le parti, la direction décidait d'envoyer des militants dans les provinces pour soutenir leurs camarades, un parti comme le POI pourrait facilement envoyer (le week-end) 500 militants par exemple à Rouen pour participer à des diffusions devant les usines avec les militants qui sont déjà sur place, distribuer 5 ou 10

000 tracts sur les marchés le dimanche matin ou/et dans les boîtes aux lettres des cités ouvrières, en appelant évidemment à une réunion ou un meeting. Cette activité pourrait être renouvelée avec d'autres militants volontaires, pas seulement à partir de Paris, mais à partir de toutes les grandes villes où il y a une concentration de militants, après en avoir fait le bilan, etc. Au lieu de perdre leur temps avec la Libre Pensée, par exemple, en voilà pas une bonne idée ? Au lieu de foutre du fric en l'air avec "le candidat des maires" ou des procès mal préparés, non ? Je me mêle de ce qui ne me regarde pas.

Une autre idée en rapport avec la précédente qui m'est venue en entendant Gremetz (PCF) interpellé Besancenot, il lui reproche de ne pas vouloir gouverner. Si vous envoyez des militants dans une ville où personne ne les connaît, les travailleurs peuvent vous demander ce que vous foutez là, la bonne réponse pourrait être : on construit un parti pour déloger les capitalistes et prendre le pouvoir, il faut que tous les travailleurs du pays y participent... Un parti révolutionnaire pourrait développer cette politique et ce genre d'activités.

Bon j'arrête mon bavardage, le reste du boulot ne va pas se faire tout seul, les infos en bref sans doute demain en fin de journée.

Bon dimanche à tous.

Le 27 octobre 2008

Les infos en bref demain soir. Toutes les bourses ont plongé ce lundi et certaines ont dû fermer (Bucarest en Roumanie). Toutes les économies s'écroulent. Tokyo perd 6,36%, -23% pour le nikkei en une semaine, sa valeur de 1982, Hongkong -12,7%, Manille -12,3%, Mumbai -6,08% (niveau 11.2005), Shanghai -6,32% (-71% par rapport à son point haut de 2007), Séoul - 3,4%, Dow Jones -3,59%, Nasdaq -3,23%, la Bourse de Sydney terminait en baisse de 1,6 %, à son plus bas depuis quatre ans .

Et c'est loin d'être fini, on attend cette semaine les résultats trimestriels du PIB américain et ceux de nombreuses grandes entreprises ou multinationales. Tous les prix baissent, donc produire ne permet plus de payer les crédits, les salaires, etc. Le prix de la tonne de soja à l'exportation en Argentine est passé brutalement de 600 à 300 dollars par exemple.

Le prix du baril de pétrole est passé en dessous des 60 dollars, l'euro en dessous de 1,24 par rapport au dollar, le yen flambe du coup les exportations deviennent trop chers, les actions s'effondrent.

Le FMI dans le rôle de pompiers pyromanes a dû secourir la Géorgie, l'Islande et l'Ukraine (16,5 milliards de dollars). D'autres clients sur la liste du prédateur : la Hongrie, la Biélorussie....

La Réserve fédérale américaine devrait encore abaisser son taux directeur mercredi, actuellement fixé à 1,5%, mais selon les opérateurs cette mesure a déjà été incorporée par les marchés.

L'Etat belge a dû soutenir KBC, la seule grande banque en Belgique qui n'avait pas encore bénéficié d'aide extérieure face à la crise, à hauteur de 3,5 milliards d'euros.

Au Japon, le gouvernement japonais s'est dit prêt à multiplier par cinq, jusqu'à 110 milliards de dollars, le montant à injecter dans les banques en difficulté, alors que le Premier ministre japonais Taro Aso a dévoilé un nouveau train de mesures anticrise.

Les titres des trois plus grandes banques du pays -Mitsubishi UFJ, Mizuho et Sumitomo Mitsui- ont été massacrés lundi, chutant de plus de 10% alors que la presse japonaise leur prêtait l'intention de souscrire des augmentations de capital massives pour renforcer leur solvabilité.

Selon des économistes, les hedge funds (fonds spéculatifs) liquident actuellement leurs actifs en catastrophe pour rembourser leurs emprunts tant qu'ils le peuvent, accentuant les mouvements (à la baisse -Ldc) sur les marchés avec des conséquences pour l'économie réelle (chute des prix des matières premières -Ldc).

La BCE, la Banque nationale du Danemark continuaient lundi d'alimenter les marchés en liquidités, proposant 12 milliards d'euros (14,7 milliards de dollars) supplémentaires au secteur financier à court terme.

Première banque suédoise à demander des capitaux, Swedbank a dit vouloir lever 1,2 milliard d'euros. (A suivre)

Le 28 octobre 2008

J'ai trouvé un passage intéressant du capital qui permet de mieux comprendre la crise actuelle du capitalisme. En comparant la version du *Capital* des Editions sociales et celle qui figure sur le site des Archives Internet des marxistes (AIM), j'ai constaté que la traduction disponible sur Internet présentait quelques problèmes, mais je n'ai pas le temps de comparer chaque ligne pour effectuer éventuellement les corrections qui s'imposeraient, il faudra donc faire avec. J'ai aussi corrigé quelques erreurs de frappe.

Le parvenu Sarkozy surprend et laisse bouche bée tous les chefs d'Etat ou diplomates car ils ne sont pas habitués à croiser un hystérique bourré de tiques qui ressemble davantage à un mauvais acteur de série B qu'à un président. On a du mal à penser qu'ils le prennent vraiment au sérieux tellement il est ridicule, voire grotesque dans son comportement presque maladif. A force d'imiter Bush, il en a pris tous les défauts. Il en énerve plus d'un par son assurance feinte, par sa familiarité et son audace teintée d'arrogance qui témoigne de son manque de savoir vivre comme on dit dans leur monde.

Sa décontraction apparente fait partie du personnage et sert à camoufler son hypocrisie qui lui tient lieu de seconde nature. L'exubérance a valeur de thérapie pour certaines personnes vivant un handicap comme un complexe, c'est son cas. Ce frustré jusqu'à l'état maladif a besoin de s'exposer pour se sentir exister. Il n'existe qu'en s'extériorisant, mais cela ne suffit pas, il lui faut des témoins, des spectateurs, des caméras.

Sarkozy n'est rien sans les autres, alors qu'une personne mentalement équilibrée n'a pas besoin d'exister à travers les autres pour se sentir réellement vivre. En fait, il est surfait au point d'être insignifiant, alors qu'il aura tout tenté pour se donner une réelle importance, en vain, quand il se regarde dans un miroir, il ne peut contempler que l'image du vide qu'il lui renvoie. On dit qu'un gosse fait une connerie pour que ses parents s'intéressent à lui, un jeune sera bruyant pour qu'on le remarque parce qu'il a l'impression de ne pas exister dans cette société. Sarkozy en est encore à ce niveau-là et il est président !

Chez ce pantin tout est matière à analyse ou psychanalyse. Quand il marche, on a toujours l'impression qu'il va perdre quelque chose en cours de route, un bras ou une jambe, à moins qu'il ait une jambe plus courte que l'autre et une épaule plus haute que l'autre. Quand il parle, la contracture de la mâchoire dénote un manque flagrant de naturel, une gêne peut-être aussi, on retrouve toujours les mêmes complexes à travers la crispation de son visage, chaque expression semble demander un effort, elle est une véritable composition, un masque qu'il remet pour affronter le public dont il a tant besoin pour exister.

On se méprend souvent sur les gens, son côté autoritaire et le complexe de supériorité qu'il affiche sont le pendant de son complexe d'infériorité qu'il est incapable de maîtriser autrement paradoxalement. Comme je l'ai déjà dit, il tient son pouvoir du monde extérieur, rien d'étonnant qu'il ait été ministre de la police, même sa virilité en a besoin pour s'affirmer, sa soif du pouvoir en constitue la meilleure garantie pour lui. Il tient du paranoïaque et du schizophrène, ce qui en fait un individu imprévisible et dangereux. La mégalomanie qu'il développe et qui s'étale à la face du monde, est le produit et le symptôme d'un être faible et un brin détraqué, il change de costard comme il change de personnage pour incarner un autre que lui-même, un peu comme s'il passait son temps à se fuir. Et fuir la réalité sociale en France, tant il passe de temps à voyager à l'étranger.

Nous avons tous plusieurs personnalités dit-on, je pense plutôt que nous sommes confrontés à des situations différentes en présence de gens différents qui ne nous jugent pas de la même manière parce que chacun ne connaît qu'un morceau de notre personnalité, lui Sarkozy, il change de personnage parce qu'il ne tient pas à montrer sa véritable personnalité à n'importe qui, mais ses personnages sont si maladroitement interprétés que l'on retrouve les traits originaux de sa personnalité.

Quand il prend la posture de l'ouvrier, c'est pour leur dire que l'ouvrier doit rester à sa place et non l'inverse, puisqu'il rudoie vertement ou il insulte celui qui ose l'interpeller. Il n'est pas plus à l'aise avec un ouvrier qu'avec un milliardaire, mais la différence, c'est que le milliardaire va le mettre à l'aise, alors que l'ouvrier va l'emmerder. C'est dans l'ordre des choses, c'est une expression qui me vient souvent à l'esprit sans savoir d'où elle vient.

Cependant, il peut abuser les esprits faibles qui ne manquent pas parmi la population, d'autant plus qu'il a le champ libre pour jouer son rôle d'illusionniste. Les travailleurs se retrouvent totalement démunis ou désarmés politiquement face à la crise, c'est le côté dramatique de la situation.

Le 29 octobre 2008

J'ai mis en ligne un texte que j'ai rédigé à main levée très rapidement. Signalez-moi les liens qui seraient indisponibles, merci d'avance. Je n'ai pas le temps de causer aujourd'hui, je vais quand même essayer de trouver le temps d'avancer dans mes lectures et je voudrais bien mettre ne serait qu'écrire un bref article sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx dont nous célébrons cette année les 160 ans. J'ai extrait quelques passages ce matin en rapport avec la situation. Peut-être un édito dans deux ou trois jours.

Dans un entretien publié mardi sur le site internet du *Figaro*, le ministre de la guerre Hervé Morin a dit "*malgré la crise, on ne touchera pas aux crédits de la défense*", vaut mieux sabrer dans ceux de la santé ou de l'école, la réaction sur toute la ligne et ce

n'est pas fini. (Reuters 29.10)

Il a matière à tirer à boulets rouges sur le gouvernement après le dernier plan pour l'emploi de Sarkozy : favoriser les CDD, les emplois aidés, il a plaidé en outre en faveur d'une meilleure indemnisation du chômage partiel et du développement de contrats du type CTP (contrats de transition professionnelle) pour gagner du temps, traduction : toujours davantage de précarité et de chômage pour financer le plan en faveur des banquiers et des rentiers, des patrons...

Le 31 octobre 2008

Deux nouveaux textes seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, l'un est une critique du dernier éditorial d'*Informations ouvrières*, l'autre est une réponse à un document que m'a envoyé un camarade et qui relate une réunion qui a eu lieu entre des militants syndicaux CGT, SUD, FSE, FSU, Solidaires, FO, de différents secteurs (EDF, TCL, SNCF, France-Telecom, Carrefour, Etudiants, DDASS, Inspection du Travail, Métallurgie, Chimie, Education Nationale, Retraités, La Poste..), dans lequel ils posaient la question suivante qui nous intéresse tous :

« *Faut-il remettre en cause directement le capitalisme et centraliser le combat contre son (ses) gouvernement(s), ou faut-il mener le combat en défense des attaques et ensuite poser la question du changement de société ?* »

Je n'ai pas le temps de papoter, après avoir attendu trois ans, j'ai décidé de me faire soigner les dents et il y a du boulot, cela me coûte la peau du cul, mais c'est mon affaire, j'ai rendez-vous dans moins d'une heure, pas le temps de déjeuner, juste le temps de prendre une douche et il est déjà 13h !

Je vis à un rythme complètement dingue avec cette crise : bordel, vivement un bon plan de relance que je puisse me reposer ! S'il vous plaît monsieur Nicolas Sarkozy, ayez l'extrême bonté d'exhausser les vœux des dirigeants du mouvement ouvrier qui ne vous veulent aucun mal, au contraire, réfléchissez, ils vous promettent la paix sociale en échange, "*chiche*" monsieur le président (Jeanneney - POI), cela ne durera peut-être pas aussi longtemps que la dernière fois (60 ans !), mais cela sera toujours cela de pris. Je déconne bien sûr.

A plus.

Contact : Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

MSIE 7 ou Mozilla

Window XP

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Causeries novembre 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

Le 1^{re} novembre 2008

(un complément rédigé samedi matin)

Il est peut-être nécessaire de préciser que le mot d'ordre chasser Sarkozy et liquider les institutions correspond à une perspective politique, à des tâches que le prolétariat doit accomplir, cela ne veut pas dire forcément qu'il en serait capable aujourd'hui. Ils ont pour objectif d'indiquer la voie à suivre à la classe tout en apportant une réponse sur le plan politique à la frange de travailleurs qui ont commencé à rompre avec le capitalisme et qui cherchent une issue.

Contrairement aux farfelus en tout genre, on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on ne se fait aucune illusion sur la situation ou l'état d'esprit des masses, on ne prétend rien régler sur le plan de leur condition d'existence, on leur propose seulement une issue politique correspondant à la situation et à leurs intérêts fondamentaux, ce qui devrait se traduire par le rassemblement des forces de l'avant-garde de la classe ouvrière et la construction du parti. Pas davantage et ce serait déjà pas mal si on pouvait y parvenir, ce qui hélas ne sera pas le cas pour les raisons que vous connaissez tous.

On ne pète pas plus haut que notre cul ou l'on ne se prend pas pour ce que l'on n'est pas si vous voulez. On ne fait pas de plan fumeux sur la comète, on part de la réalité telle qu'elle est et on essaie d'aller de l'avant, point barre. On ne lie pas l'avenir de la classe ouvrière aux partis pourris du mouvement ouvrier qui l'ont toujours trahi et de la part desquels ils n'ont absolument rien à attendre, d'ailleurs les travailleurs le savent très bien eux-mêmes.

Tous les partis qui ont lié leur développement en lorgnant en permanence du côté du PS et du PCF n'ont finalement rien construit de tout, les faits sont accablants. L'un et l'autre sont sans doute dans un rapport de cause à effet, il faudrait creuser cet aspect de la question. Si l'on prend le cas du POI, c'est un échec sur toute la ligne, tout comme le PT était déjà un échec, le PCI avait été liquidé soi-disant parce qu'une nouvelle époque s'ouvrirait et nécessitait la création d'un nouveau parti qui verrait affluer des milliers de militants du PS et du PCF, 27 ans plus tard, en soustrayant les adhérents du POI qui ne participent à aucune activité politique, ils ont encore moins de militants qu'en 1981. A la LCR, ils végètent depuis plus de 40 ans et leur NPA ne sera qu'un bouillon de culture où s'ébattront altermondialiste et gauchistes, quant à LO on en vient à se demander s'ils existent vraiment ! C'est un constat, pas une attaque contre ces organisations, un tragique constat, on ne peut quand même pas inventer ce qui n'existe pas pour faire plaisir aux militants, après ils nous le reprocheraient avec raison.

Et quand on parle des effectifs d'un parti, on peut se contenter de la quantité pour proclamer qu'on est sur la bonne voie, mais l'illusion ne dira qu'un temps, au contraire, on peut se pencher sur la qualité de ses militants, sur leur niveau théorique, sur l'idéologie qu'ils véhiculent, sur les idées qu'ils développent, défendre à notre époque la République bourgeoise ou combattre pour la République sociale, ce n'est pas vraiment la même chose par exemple, cela dénote des idéologies contradictoires.

Bon week-end à tous.

(la causerie rédigée hier soir très tard)

J'ai réparé le lien permettant de télécharger le texte intitulé *Que leur crise les emporte et le vieux monde avec ! (16.10)*, avec mes excuses.

Vous avez été particulièrement nombreux à vous connecter sur le site ce mois-ci, il faut dire aussi que je me suis défoncé pour vous fournir le maximum d'éléments sur la crise pour que chacun dispose d'arguments solides à fournir aux travailleurs. Les camarades savent qu'en cas d'urgence ils peuvent compter sur moi, j'en ai donné la preuve lors du référendum de 2005, puis lors des émeutes des banlieues, ensuite lors de la mobilisation contre le CPE, après lors de la campagne des présidentielles, et maintenant avec cette crise qui mine jusqu'aux fondements du capitalisme. C'est ma modeste contribution à notre combat, désolé de ne pas pouvoir faire plus.

3000 visites au total, en retirant les connections parasites, celles de l'étranger, il en reste environ la moitié. Le nombre de visites uniques se situe aux alentours de 1000, les mois précédents, il se situait entre 700 et 800. Parmi les connections de l'étranger par ordre décroissant (en anglais) : Belgium, Canada, Brazil, India, Morocco, Switzerland, Portugal, Spain, Israel, Slovak Republic, Denmark, Argentina, Benin, Germany, Russian Federation, United Kingdom, Iceland, Ukraine, United States, Italy, Norway, China, Greece. Tous les continents sont presque représentés à l'exception de nos camarades australiens et des ours polaires !

J'ai montré également que l'on pouvait très bien tenir compte des analyses et des positions des différents courants du mouvement ouvrier, sans pour autant perdre un instant sa liberté de pensée ou d'expression. A aucun moment je me suis aligné sur des positions qui ne seraient pas les miennes, et à aucun moment je n'ai demandé aux militants de partager mon point de vue sur telle ou telle question, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut.

Personnellement, j'essaie, et je dis bien j'essaie, de développer mes propres analyses sur la situation en m'inspirant de l'interprétation marxiste de la lutte des classes. Si dans la pratique on peut commettre des erreurs et s'en rendre compte relativement facilement au regard des résultats obtenus, puis les corriger éventuellement, sur le plan théorique, il suffit en fait d'avoir en permanence à l'esprit l'objectif de la lutte de classe du prolétariat pour produire une analyse satisfaisante, je n'ose pas dire correcte bien que je sois obligé de le penser, quitte là aussi à corriger le tir ensuite. On a été tellement gangrené par le réformisme qu'il faut bien admettre une marge d'erreur dans nos analyses au lieu de se leurrer sur nos propres capacités.

Le réformisme a tellement pourri le mouvement ouvrier que le simple fait de produire une analyse conforme au marxisme nous attire les foudres de soi-disant trotskistes. Le comble, c'est qu'ils sont sclérosés au point de ne pas se rendre compte que leur niveau théorique est tombé si bas qu'ils en viennent à tout confondre, à vous reprocher ce qui ne figure pas dans votre analyse ou votre comportement, et à vous conseiller d'endosser les oripeaux du réformisme en guise de ligne politique. Ils sont tellement convaincus d'avoir toujours raison, qu'ils sont devenus totalement incapables de faire preuve d'esprit critique. J'en déduis qu'ils ont un jour arrêté de penser.

A l'inverse, je n'hésite pas un seul instant à remettre en cause mes convictions, à les vérifier au fil du développement de la lutte des classes, à changer de positions si je suis convaincu de m'être trompé, par exemple, je vous avouerais que j'ai un doute sur la question des sans-papiers que j'ai refusé de soutenir telle qu'elle était présentée par les différents partis. Ce n'est pas parce que j'ai un doute sur ma propre position que je n'en aurais plus sur celle des autres, ce n'est pas parce que l'on ne doit pas être borné dans un sens qu'il faudrait l'être obligatoirement dans l'autre sens. Je me méfie comme de la peste des bonnes intentions ou de la bonne conscience, mais cela ne doit pas fausser notre regard sur la situation, c'est peut-être là que j'aurais commis une erreur sur cette question...

Ils poussent la perversion jusqu'à vous expliquer qu'il ne faut pas prendre à la lettre les enseignements du marxisme, ce qu'entre nous je n'ai jamais cessé d'expliquer en faisant référence à Lénine qui était l'auteur de cette recommandation en direction des militants, peu importe, ils font comme si je l'ignorais, pour nous inviter à ne retenir que l'esprit de ces enseignements, alors qu'ils font exactement l'inverse ! Vous me direz que c'est peut-être pour cette raison qu'ils agissent ainsi, pour qu'on les laisse penser en paix et raconter n'importe quoi, pour qu'on ne leur pose pas de questions sur les positions qu'ils défendent. Plus dogmatique tu meurs, mais qui leur reprochera puisqu'ils le reprochent aux autres ? La méthode est bien rôdée et efficace, si l'on en juge par les résultats qu'elle a permis d'obtenir. Nous, nous ne sommes pas sectaires, nous sommes d'accord avec tous ceux qui sont d'accord avec nous ! C'est exactement le même procédé, une forme d'autoritarisme qui permet à des frustrés de se sentir exister. Les intéressés se reconnaissent aisément. Faites ce que je vous dis de faire, mais ne faites pas ce que je fais, CQFD. C'est exactement ce que n'avait jamais cessé de me répéter mon père, sans succès, et avec lequel j'ai toujours été en conflit, normal non ?

Ils diront que j'exagère et je comprends parfaitement pourquoi. Ils ont accepté de passer tellement de compromis sur les principes et le programme (leurs dirigeants leur ont fait avaler tellement de couleuvres) afin d'élargir le champs des gens qui pourraient être d'accord avec eux, que les traiter de sectaires relève de la provocation ou de la calomnie selon eux, et c'est normal qu'ils aient cette réaction, puisque l'on ne se situe pas sur le même terrain, que l'on ne parle pas de la même chose et que l'on ne partage pas ni le même objectif ni les moyens de l'atteindre. Que voulez-vous, je suis incorrigible, je suis resté comme un gosse qui

va forcément faire ce qu'on lui demande de ne pas faire, à la différence quand même que je sais en général pourquoi je le fais et dans quel but. Il y aura toujours des gens pour vouloir nous faire taire, pour nous faire disparaître tant qu'à faire, c'est inévitable, c'est la vie !

Il y a une chose qui me préoccupe, dans le site on n'aborde que des questions sérieuses ou graves, on n'a pas beaucoup le loisir de se détendre ou si rarement, je me dis qu'il doit en être ainsi dans le militantisme sur le terrain. Il est vrai que si j'abordais certaines questions sur un ton plus léger, certains ne le comprendraient pas non plus. Si maintenant on me parle de ma crédibilité, je ne comprends pas de quoi on veut me parler au juste, en vivant à 10.000 kms de Paris, j'aurais tendance à dire que je n'en ai aucune a priori, d'ailleurs certains ne se gênent pas pour me le signaler au passage (ce sont ceux dont j'ai parlé plus haut !). Je n'ai rien à vendre aux militants, aucun appareil à protéger, aucun intérêt distinct à défendre, vous n'avez absolument rien à attendre ou espérer de mon côté, je ne peux pas être plus sincère avec vous. Faites comme si je n'existais pas, contentez-vous de prendre ce qui vous intéresse dans le site et ignorez le reste si cela vous chante, d'ailleurs personne n'est obligé de s'y connecter. Je n'ai pas besoin de reconnaissance pour exister, j'espère seulement qu'on parviendra à construire ce foutu parti et y contribuer à mon niveau, c'est mon seul objectif.

Avant de se quitter et de vous souhaiter un bon week-end, je vous le répète pour la énième fois, surtout ne m'accordez aucune confiance (sans être parano quand même n'exagérons rien !), faites-vous votre propre idée en toute circonstance, c'est peut-être la seule liberté que l'on peut véritablement conquérir dans leur vieux monde pourri, alors profitons-en sans modération ! Prenez cela comme un conseil d'ami et non comme une leçon.

Je rajoute un mot un peu plus tard.

Je viens de recevoir par Internet le dernier numéro de *Débat militant*, la *Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR*. Ils citent le *Programme de Transition* et *La révolution permanente* de Trotsky, vous vous dites chouette, il y en a au moins qui sont sur la bonne voie, pas vraiment, désolé, ils préconisent le contrôle des banques par les travailleurs, mais ils oublient que pour exproprier les banquiers, il faut déjà avoir pris le pouvoir politique, donc avoir chassé Sarkozy et renversé les institutions. Un oubli fâcheux.

C'est dommage parce que leur analyse du lien tissé entre les banques et l'Etat ne manquait pas d'intérêt. Ils avaient là l'occasion rêvée de faire le lien entre la nécessité d'en finir avec les institutions (l'Etat) et le capitalisme, et ils sont passés à côté, qu'ils se rassurent, ils ne sont pas les seuls.

Quelque part on se demande quand même s'ils ne le font pas exprès, jugez plutôt, ils vont jusqu'à citer Sarkozy qui a dit à Rethel : "*S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique.*", sauf pour la classe ouvrière qui doit demeurer désarmée ! Sarkozy se charge de faire de la politique, alors pourquoi devrions-nous aussi faire de la politique, n'est-ce pas ? Cela demande de se positionner par rapport à trop d'acteurs politiques et donc de se montrer tel qu'on est réellement, embarrassant pour bon nombre de dirigeants, mais qu'ils ne se fassent pas d'illusions, il faudra bien qu'ils y passent un jour, chaque semaine qui passe apporte de l'eau à notre moulin, il faut être patient voilà tout.

Regardez, au POI ils demandent ou exigent le retrait du plan de 360 milliards d'euros aux banques, je pense au contraire qu'on a rien à attendre ou exiger de Sarkozy, il est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il ne change rien, il est en train de dresser la majorité de la population contre lui et les banquiers, on en a rêvé, il nous le sert sur un plateau, excusez-moi, comme Marx aurait dit : merci la crise, merci monsieur Sarkozy, puisque nous sommes incapables d'organiser la classe, vous êtes en train de palier cet handicap passager par vos mesures qui favorisent la radicalisation politique de la classe ouvrière, vous avez le droit d'en rajouter une louche, la coupe est presque pleine, et ne comptez pas sur nous pour vous dire lorsqu'elle sera prête de déborder.

Avouons franchement qu'il nous facilite la tâche, la situation n'a jamais été aussi favorable pour construire le parti, et si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti n'y tient vraiment, à moins qu'ils ne soient en retard sur les masses, ce qui est souvent le cas, pourquoi pas, les mois qui viennent nous le diront.

Reposons notre question autrement. Qui donnent carte blanche aux banques pour continuer leur activité qui consiste à saigner à vif la population ? Sarkozy, son gouvernement, les députés toutes tendances confondues quand on lit leurs déclarations. Vous voulez leur retirer le pouvoir que leur accordent les institutions, et bien combattez pour les abattre, faites-en l'objectif politique de votre combat, sinon votre discours ressemble à celui d'un cul-de-jatte qui envisagerait de battre le record du monde du saut en longueur, il atterrirait dans un bac à sable. Expliquez-nous donc par quel autre moyen nous pourrions avancer sur la voie qui conduit à l'abolition du capitalisme.

C'est apparemment difficile d'élaborer une perspective politique à la LCR, et ce ne sont pas des citations de Trotsky sous la forme d'abstractions qui y suppléeront.

Le 3 novembre 2008

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un papier sur le dernier plan de misère concocté par Sarkozy pour les travailleurs, d'autres l'ont déjà fait. Si j'étais un mégalomane, cela ne me gênerait pas de répéter tout le temps la même chose, mais je vais vous avouer que cela me fait horriblement chier !

Moi aussi j'ai besoin d'aller de l'avant, de consacrer mon temps à autre chose que de rabâcher toujours la même chose, pour lire et étudier, pour moi les deux sont indissociable. Dans la situation actuelle, il est important de comprendre d'où vient l'argent que Sarkozy distribue généreusement aux banquiers et ce qu'ils vont en faire.

Nous avons dégrossi le sujet, mais il reste certaines questions à aborder, par exemple, le passage à l'euro a été une véritable bénédiction pour les économies capitalistes de la zone euro, voyez la banqueroute de l'Etat islandais ou la Pologne qui se précipite pour adhérer à l'euro, par exemple.

Les accords de Bretton Woods, puis la non convertibilité du dollar en or (1971) a remis en grande partie au musée une section du Capital de Marx, lorsque les monnaies avaient l'or pour étalon, bien qu'il reste la dernière valeur refuge. Le capitalisme américain a inondé le monde de dollars sans contrepartie permettant à l'industrie financière de se lancer dans une spéculation effrénée dont on observe aujourd'hui les conséquences. La crise a ressurgi de plus belle, une fois que la source des profits réalisés pendant les Trente glorieuses s'est tarie. Tant que le développement du capitalisme coïncidait avec la reconstruction d'après-guerre, les profits trouvaient des débouchés dans la production, d'autant plus que la productivité avait augmenté, mais une fois ce cycle achevé, de nouveau la crise sonnait à la porte, au début des années 70.

Ensuite la crise du capitalisme a renoué avec le cycle de 10 ans qu'il avait connu depuis le milieu du XIXe siècle. Pour s'en sortir, à chaque fois, artificiellement ils ont développé de nouveau marché, mais ces marchés n'ont jamais été suffisant pour absorber les marchandises ainsi produites. Certes, l'industrie s'est développée dans des pays où elle n'était qu'à l'état embryonnaire jusque là, mais en hypothéquant et en pillant les profits futurs qu'elle allait dégager, ce qui explique que dans des pays comme la Thaïlande, une partie seulement de la population a pu réellement profiter du progrès social. Ne parlons pas des conditions dans lesquelles ces profits ont été réalisés, en surexploitant les ouvriers, par exemple en Corée du Sud où certes le niveau de vie a considérablement augmenté, mais à quel prix pour les travailleurs. On pourrait faire le même constat au Japon où les travailleurs sont de véritables esclaves. En Chine, les trois quart de la population vit dans la pauvreté, en Inde c'est la même chose en plus accentué encore.

Et lorsque l'on parle du développement du capitalisme, à la production de marchandises, on est obligé de penser aux ouvriers qui travaillent en amont à l'extraction des matières premières et qui ont conservé des conditions de travail épouvantables et un niveau de vie misérable. Le même constat doit être fait avec la paysannerie. Quand j'allais acheter des tomates à 10 roupies les 3 kilos il y a quelques semaines, cela fait 3 roupies pour un kilo, au taux de change, 1 euro égal environ 60 roupies, 0,05 euro le kilo, à ce prix là je me disais que le pauvre paysan bossait pour juste survivre, qu'il n'avait pas les moyens de s'acheter une mobylette ou un ventilateur... Ainsi des centaines de millions d'Indiens sont exclus du marché, pendant que les citadins ont vu leur rémunération doublée ou davantage encore... Même lorsque le prix des matières premières a augmenté, les ouvriers n'en ont pas vu la couleur, les gigantesques profits ont atterri dans la poche des spéculateurs, traders ou actionnaires des multinationales.

Même les classes moyennes, les petits patrons, les commerçants ou les artisans ont des conditions de vie infernales dans tous ces pays-là. Certes, ils ont des revenus beaucoup plus importants que le reste de la population, mais à quel prix, ils doivent être enchaînés à leur outil de travail ou être corps et âme dévoués à l'entreprise qui les emploie, travaillant au bas mot entre 66 et 80 heures par semaine. Ils peuvent consommer et s'endetter, voilà l'horizon indépassable que leur a réservé le capitalisme.

En développant le capitalisme en Asie, ils ont créé de nouveaux concurrents, ils ont développé des capacités de production gigantesques sans se soucier du niveau de rémunération de la population mondiale, préparant ainsi une crise générale de surproduction, d'endettement massif... Ne trouvant plus de débouchés au capital accumulé, ils se sont lancés dans une spéculation complètement folle sur des marchandises de première nécessité, pétrole et produits agricoles, dont l'augmentation des prix allait se répercuter à l'échelle mondiale sur la totalité des autres marchandises, y compris les salaires mais de façon inégale et jamais suffisante pour assurer la solvabilité des travailleurs endettés qui allaient s'appauvrir...

C'est la consommation qui tire le capitalisme. Ils ont développé les nouvelles technologie de communication, le téléphone portable, Internet, avant ils avaient divisé par 2 ou par 3 le prix des ordinateurs, ils ont sorti de nouveaux écrans de télévision, ils ont introduit l'électronique partout où c'était possible ce qui leur a permis de réduire les coûts de production, gain de place, de matière première, allègement du poids donc du prix du transport, etc., ils ont mis le progrès technologique qui était réservé à des usages militaires ou industriels à la portée des biens de consommation de la population, mais voilà que Motorola subit de plein fouet la crise....

Ce qui doit être intéressant à analyser maintenant, c'est la différence entre le PIB mondial et la masse de capitaux fictifs en circulation qui n'ont aucun rapport avec la réalité, et le capital réel accumulé par les capitalistes. Je ne suis pas économiste et j'essaie de comprendre, ce qui n'est pas toujours facile. Aux crétiens qui en profiteraient pour en tirer la conclusion que je raconte n'importe quoi, je les renvoie au chapitre du *Capital* sur la circulation que je n'avais pas lu entièrement jusqu'à présent,

dans lequel j'ai découvert qu'Engels avait corrigé Marx qui avait commis de grosses erreurs parce qu'il était mauvais en calcul numérique. Donc, je me pose une question que je n'ai trouvée nulle part : on parle souvent des masses colossales de capitaux accumulés par les capitalistes, mais leur estimation est-elle correcte, est-elle en rapport avec la réalité ou est-elle surestimée ou l'inverse pourquoi pas ?

Ce que je voudrais bien savoir puisque ces données sont quasiment répertoriées nulle part officiellement, d'où sortent ces chiffres ? On parle volontiers de dizaines de milliers de milliards de dollars, mais existent-ils vraiment ? Cette somme colossale semble exagérée au premier abord. J'ai lu quelques part que lors de la dernière crise, je ne sais plus si c'était la crise asiatique de 1990 ou la crise de 2000 où j'ai lu que la totalité des profits réalisés étaient partis en fumée, et là il ne s'agissait que de quelques centaines de milliards de dollars, on est loin de milliers de milliards de dollars. Je me demande s'il n'y aurait pas quelque part une confusion avec le capital fictif qui lui se monte à des sommes folles et sans équivalent.

D'ailleurs quand on pense à la liste de milliardaires établis par le magazine américain Forbes, leur richesse ne se monte qu'à quelques dizaines de milliards de dollars, il y a donc là un décalage immense entre les chiffres annoncés et la réalité. A moins bien sûr qu'il y ait quelque chose qui m'échappe, c'est possible, mais en même temps je me dis que si le capital accumulé par une poignée de capitalistes se montait à des dizaines de milliers de milliards de dollars, qu'est-ce qui les empêcherait de régler cette crise en mettant la main à la poche, alors que l'on voit des gouvernements ou des patrons pleurer pour trouver quelques malheureux milliards de dollars. Il y a là une contradiction. Même les oligarques russes qui sont riches à milliards se sont abaissés à réclamer 2 ou 3 milliards à Poutine, il y a là quelque chose qui cloche. Si vous avez une idée à me soumettre ou une piste, je suis preneur. J'aurais tendance à penser que l'on exagère les profits accumulés par les capitalistes. Cela me revient soudain à l'esprit, un des oligarques russes (dans le gaz ou le pétrole) a été pleuré au Kremlin parce qu'il avait déjà hypothéqué une partie de la valeur de son entreprise, sans doute pour spéculer, s'il avait accumulé des centaines de milliards de dollars, j'aurais tendance à dire que cela se saurait.

Certes au total les capitaux accumulés (réels) peuvent s'élever à des centaines de milliards de dollars, à quelques milliers tout au plus à l'échelle mondiale, ce qui expliquerait l'affolement général que l'on connaît aujourd'hui et par exemple, sans perdre une minute, la volonté de Sarkozy de nous matraquer, alors qu'il n'est pas forcément dans la meilleure position qui soit pour agir si brutalement contre les travailleurs.

Un autre élément m'a mis la puce à l'oreille, c'est quand Merkel en Allemagne a évalué l'argent des Allemands déposés sur les comptes courants se montant à environ 450 milliards d'euros. Cet argent est bien dans les banques, mais il ne leur appartient pas. Un coup ils parlent de l'actif des banques et un autre coup ils parlent de l'actif réel des banques, mais alors quel est le montant de leur actif réel ? Quelques milliards ou dizaines de milliards, un peu moins ? Pourquoi pleurent-elles pour que les gouvernements leurs versent quelques milliards d'euros sinon elles seraient en état de faillite ? On dit d'un côté que les banques regorgent d'argent, et de l'autre qu'elles n'en n'ont plus ou pas, il y a là une contradiction. Je comprends l'histoire des lignes de crédit que leur accordent les banques centrales qui représentent 8 à 10 fois leurs actifs (lesquels, réels ou fictifs ?), la titrisation, etc., mais cela ne répond pas à ma question.

Dans un autre domaine, je ne sais plus si c'est Ford ou Chrysler aux Etats-Unis qui cumule plus de 32 milliards de dollars de dettes. Cette entreprise ne vaut plus rien, bien qu'elle soit estimée à des milliards de dollars. J'aurais tendance à dire qu'elle vaut justement encore quelque chose tant que les banquiers lui avancent de l'argent, ils se nourrissent avec l'intérêt de la dette qu'ils partagent avec les dirigeants de Ford ou Chrysler. Mais bon, tout cela est bien compliqué. (A suivre)

Le 4 novembre 2008

Je n'ai même pas eu le temps de lire attentivement tous les documents que je viens de mettre en ligne, ce qui est sûr, c'est que certains valent leur pesant d'or et élargissent notre réflexion sur la crise du capitalisme, puisqu'il faut compter en millions de milliards de dollars à propos des produits dérivés !!! On y reviendra.

Je vais continuer à chercher des données sur le Net. Certains économistes prédisent un krach comparable à 1929 le 17 novembre prochain s'il ne sort rien de la conférence de Washington. On a envie de dire : mais que pourrait-il en sortir ? Ce qui est criminel de la part des dirigeants du mouvement ouvrier, c'est de ne proposer aucune perspective politique, ils ont démissionné. Lisez attentivement les documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui, après les discours sur l'unité pour obtenir des miettes, sur l'UE, la République, la nation, la lutte, la lutte et encore la lutte, etc., vous semblerez plus désuets et opportunistes que jamais.

J'ai réparé un lien au passage. J'ai retité le bandeau que j'avais mis ce matin sur la dette parce qu'il y a un problème d'affichage avec Mozilla. On peut se demander pourquoi aucun parti n'avance le mot d'ordre : annulation de la dette des ménages ? Veulent-ils soulager la pression qui pèse actuellement sur les banques ? Chassez Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions, ne serait-il pas possible de relier ces mots d'ordre ? Ne s'imposent-ils pas ? Pour annuler la dette des travailleurs, prendre le contrôle de l'économie, il faut prendre le pouvoir. Quel parti avance dans cette direction ? De l'audace, encore de

l'audace, toujours de l'audace ! Ne pas en avoir nous perdra ! A plus.

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancés par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalistes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre), président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements."

La crise : *"des manquements à l'éthique"*, prends-nous pour des abrutis !

Le produit de *"déséquilibres"*, l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : *"Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise."* Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : *"Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international."*, les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une *"chance"* qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

Le 5 novembre 2008

(complément mardi 8h du matin heure locale)

J'ai repensé encore à cette histoire de plan de relance en faveur des travailleurs avancés par les partis ouvriers. C'est assurément très généreux de leur part, mais opportuniste, on l'a déjà dit et répété. Il y a même un mimétisme dans la formulation avec les discours de Sarkozy, je ne fais pas un amalgame, ce que je veux dire c'est que là encore on retrouve la même terminologie et ce n'est pas un hasard, cela traduit un glissement droitier de ces partis.

Par ailleurs, quelle crédibilité peut avoir le mot d'ordre interdiction des licenciements si on ne pose pas comme condition préalable le départ de Sarkozy et son gouvernement. Interdire les licenciements, c'est remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur le plan économique. Mais pour pouvoir agir sur le pouvoir économique des patrons, il faut commencer par leur retirer le pouvoir politique. C'est donc sur cet axe politique qu'un parti ouvrier devrait définir sa ligne politique. Si on n'attaque pas le pouvoir politique des capitalistes, cela signifie que l'on se propose de gérer autrement le capitalisme, or avec la crise actuelle, il saute aux yeux que c'est impossible et que cela le sera encore davantage dans les mois à venir.

Faut-il dramatiser la situation, prédire le pire aux travailleurs ? Bien entendu, les médias et le gouvernement s'y emploient tous les jours, ils jouent sur les réactions émotives spontanées, inconscientes, irrationnelles des travailleurs pour mieux les tromper, donc il faut partir du même postulat, la crise est très grave, profonde, gigantesque, les superlatifs ne manquent pas, le "monde est malade" (Sarkozy), pour dire que c'est le capitalisme qui est atteint d'une maladie incurable et que pour se soigner et se rétablir temporairement, il n'a pas d'autres solutions que de nous faire suer sang et eau jusqu'à ce qu'on en crève (travailler jusqu'à 70 ans demain, après jusqu'à 80 comme au Japon par exemple). On devrait peut-être avoir des scrupules ou se dire que ce genre d'argument serait superficiel, mais on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs à ce que je sache, on leur dit simplement la vérité en face aussi dure soit-elle, c'est notre devoir.

Ce n'est pas pour rien que les passions soulèvent les foules, employées à bon escient elles peuvent aussi servir de catalyseur ou de déclencheur à une prise de conscience plus profonde et plus vaste d'une question particulière, à faire le lien avec ce qui n'était jusque là qu'une vague idée qui soudain devient l'évidence même, au point qu'on se demande comment on a pu l'ignorer aussi longtemps... Il faut exploiter tout les moyens qui peuvent favoriser la prise de conscience des travailleurs, sans hésiter à employer les armes (y compris psychologique) de nos ennemis en les retournant contre eux.

Les travailleurs ne perçoivent pas les choses sous le même angle que nous la plupart du temps. Vouloir les amener sur notre terrain, c'est bien, c'est nécessaire, mais il ne faut pas être borné et prendre les choses à l'envers. On a le défaut de partir du conscient, de la situation telle qu'on l'analyse pour amener les travailleurs à adhérer ou partager notre point de vue, alors qu'il faut faire exactement l'inverse et partir de l'inconscient, de la situation telle qu'ils la perçoivent pour ensuite les amener sur notre terrain, sachant que ce sera seulement dans la pratique que leur conscience politique s'affermira... Le développement de la nature est ainsi fait et l'homme n'échappe pas à cette loi.

Autre chose.

Entretien sur LeMonde.fr (04.11) de Jean Arthuis (Nouveau Centre), président de la commission des finances du Sénat. Poursuivre la même politique antisociale.

"Alors, arrêtons de nous raconter des histoires et commençons à raisonner à partir de la réalité. La priorité des priorités, c'est la compétitivité de l'économie. (...) Si on ne réforme pas nos systèmes de financement de la protection sociale, c'est de la délocalisation programmée. (...) Il en va de même pour la taxe professionnelle : on ne peut pas se contenter d'exonérer les nouveaux investissements."

La crise : "des manquements à l'éthique", prends-nous pour des abrutis !

Le produit de "déséquilibres", l'endettement gigantesque du capitalisme mondial, la spéculation effrénée portant sur des centaines de milliers de milliards de dollars ! On mesure ici leur impuissance, même s'ils en disent moins qu'ils n'en savent, quand encore ils savent de quoi ils parlent !

Le cynisme habituel en prime : "Cela ne veut pas dire que ce sont les responsables qui paieront le prix de cette crise.". Ah bon !

L'échec annoncé de la conférence de Washington du 15 novembre prochain, c'est moi qui l'ajoute : "Quant aux nouvelles régulations, elles n'auront une chance d'être efficaces que si elles sont partagées au plan international.", les dettes pour les uns et les profits pour les autres, une "chance" qui n'a que trop duré et dont certains dirigeants ne vont peut-être pas accepter aussi facilement de jouer les prolongations, je pense à la Chine notamment, auront-ils le choix, poser la question c'est y

répondre, c'est la survie de l'ensemble du système capitaliste mondial qui est en jeu.

(la causerie écrite hier soir très tard)

Je n'ai pas eu le temps de traiter certaines questions politiques d'actualité, ce qui se passe en RDC, les élections américaines, la manifestation monstre en Italie pour défendre l'école publique, la grève dans la métallurgie en Allemagne commencée samedi et qui s'étend...

J'ai oublié la préparation du congrès du PS qui ne doit pas passionner les foules ! Sur 233 000 adhérents, environ 65 000 n'étaient pas à jour de cotisations, 130 000 seulement participeraient au vote pour départager les motions en liste, une semaine avant ce vote, 40 à 50% ne savaient pas pour laquelle voter, l'économie de marché, c'est l'économie de marché, quoi !

On se détend un peu dans ce monde de barbares. Samedi dernier sur TV5 Monde Asie, ils ont retransmis une fête de la musique francophone qui a eu lieu à Bruxelles récemment. Les internautes belges devaient choisir parmi une sélection de 40 chansons d'auteurs belges leurs 10 titres préférés. Il s'agissait de chansons des années 60 à nos jours.

Vous devinez tout de suite à quel auteur est revenue leur préférence, Jacques Brel évidemment. Et dans son répertoire, devinez quelle chanson ils ont élue, je vous le donne en mille : Les bourgeois ! C'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient bête, les bourgeois c'est comme les cochons plus ça devient vieux, plus ça devient... con évidemment ! Une chanson de circonstance, nos amis belges ont de l'humour, mais ils sont aussi politisés. Brel avait écrit cette chanson en 1962 contre le nucléaire.

Après ce bref entracte revenons à la crise.

Comment dire, on aurait dû se pencher davantage sur l'économie depuis longtemps. Il y avait assurément de quoi développer sous un autre angle qu'habituellement des arguments convaincants contre le capitalisme. Je suis tombé par hasard sur un site Internet qui développe une analyse de la crise qui renvoie à une analyse qu'ils avaient faite en 2006 dans laquelle ils exposaient clairement ce qui allait se produire en 2007-2008. Vous aviez lu cela quelque part dans la littérature d'un parti politique ? Bien sûr, les uns et les autres parlent de la crise du capitalisme, ils en parlent tellement d'une façon détachée sur un ton monotone qu'il n'y avait pas de raison particulière d'y prêter davantage attention. C'était une erreur. En 2005, je me souviens bien m'être dit qu'il fallait s'y mettre, mais je me suis plutôt consacré à me réapproprier le marxisme, j'avais du pain sur la planche après avoir arrêté de militer pendant 20 ans pour me délivrer petit à petit de la gangrène du réformisme qui m'avait aussi pourri plus ou moins. Vous voyez, tout est possible, c'est une question de volonté, la rage de comprendre...

On nous a présenté les différents aspects de la crise du capitalisme de nos jours sous un angle plus politique qu'économique. Par exemple, s'agissant de la non-convertibilité du dollar en or, décision prise par Nixon en 1971, on a dit que le monde entier allait être submergé de dollars, que la planète entière était dorénavant sous la botte de l'impérialisme américain, ce qui était déjà le cas depuis 1944-45, que les Etats devenaient des vassaux de Washington, que la crise du capitalisme américain était entrée dans une nouvelle phase, qu'il allait exporter ses contradictions à travers le monde, en réalité, il avait atteint son point de saturation, ses limites, il ne pouvait plus absorber la surproduction mondiale, il fallait qu'il développe le crédit dans des proportions quasi illimitées. Comme cela n'allait pas suffire, en 1999, ils décidaient de briser les barrières entre les banques de dépôts et les banques d'affaires pour faire main-basse sur la totalité de l'économie et spéculer encore plus pour accumuler encore plus de capitaux.

La fuite en avant et le scénario catastrophe qui devaient mener à la crise d'aujourd'hui étaient enclenchés, plus rien ne devait l'arrêter. Dès cette époque tous les ingrédients de l'explosion mondiale du système capitaliste étaient réunis, il ne s'agissait plus que d'une question de temps. Il était donc possible de la prévoir à relativement court terme et de s'y préparer politiquement. Le passage à l'euro en 2000 allait être la goutte qui allait faire déborder le vase et accélérer la crise rampante qui menaçait tout le système. La montée de l'euro face au dollar allait certes avantager les exportateurs américains, mais elle allait fragiliser davantage les économies européennes, les différents gouvernements s'en sortirent en adoptant des mesures de dérégulations tout azimut, du marché financiers, du marché du travail, en privatisant et livrant au marché tout ce qui pouvait l'être, transport, communication, énergie, santé, éducation, etc. Toutes ces mesures étaient les conséquences de cette crise rampante prête à exploser à tout moment. La raison d'être de l'UE.

Le plus dramatique, c'est qu'aujourd'hui les uns et les autres n'entendent que s'attaquer aux conséquences de cette crise, ils n'ont pas changé d'orientation ou leur façon d'analyser la situation. S'attaquer aux fondements du capitalisme nécessite de liquider le pouvoir politique en place.

Quel constat font les masses ? Il y a une crise qui se concentre au niveau des banques. Sarkozy se pose en victime de cette crise et va l'alimenter en distribuant généreusement des centaines de milliards aux banques. Pendant qu'il saigne à blanc la population. D'un côté, elle est tentée de dire qu'il fait son possible pour éviter le pire, de l'autre, elle n'admet pas d'être finalement la seule victime de cette crise et commence à se mobiliser. En même temps, les masses observent que tous les partis institutionnels sont sur la même longueur d'onde, Fillon n'a pas besoin d'appeler à "l'unité nationale", elle est déjà réalisée dans les faits. Les travailleurs se retrouvent devant le fait accompli sans aucun moyen de se défendre, sans la moindre

perspective politique. Au mieux entendent-ils parler le POI, le PCF et la LCR qui réclament un plan de relance qui ne réglerait aucun problème, d'ailleurs il est significatif que dans tous les sondages parus ces dernières semaines, une très large majorité ne pensent pas que les mesures prises par Sarkozy seront efficaces pour stopper ou enrayer la crise, or s'ils pensent ainsi, cela signifie au passage que même si par on ne sait quel miracle un plan de relance était mis en place par on ne sait qui, s'agissant de la crise, cela ne changerait pas leur opinion puisqu'un plan de relance n'aurait aucun impact sur la crise du capitalisme, pire, il l'accélérerait encore, par conséquence, il serait incapable d'en amortir les effets dévastateurs à venir.

Cette crise et le niveau qu'elle va atteindre devrait réjouir ceux qui agitent le *Programme de transition* tous les quatre matins, (de tête) le programme minimum et le programme de la révolution socialiste coïncident, on ne peut plus avancer l'un sans avancer l'autre, non ? Et bien non, là bizarrement nos trotskistes ne sont plus trotskistes, ils se transforment en vulgaires réformistes bourgeois.(A suivre)

Pour se faire une petite idée du niveau de la crise actuelle qui dépassera de très loin celle de 1929, un extrait d'un article que je mettrai en ligne dans la journée, sidérant.

"D'après les données les plus récentes, publiées le 30 juin 2008 par le Bureau de contrôle de la monnaie (OCC - l'agence fédérale américaine qui supervise l'activité bancaire nationale) les trois plus grandes banques américaines - JP Morgan Chase, Bank of America et Citigroup - détiennent 179 400 milliards de dollars de contrats dérivés... Les actifs de ces trois banques réunies ne dépassent pas 5 600 milliards !

Pour la Banque des règlements internationaux (BRI), l'ensemble du marché des dérivés et des ventes au gré à gré serait de plus de 675 000 milliards. Mais ces chiffres officiels sont certainement sous évalués, puisque déjà, selon les données de François Morin publiées dans Marianne, les produits dérivés représentent au moins de 1 406 900 milliards, ce qui recoupe l'estimation la plus basse de John Hoefle, rédacteur économique de l'*Executive Intelligence Review* (EIR)."

Complètement dingue, n'est-ce pas ? Je mettrai aussi en ligne deux articles qui expliquent bien ce que sont les produits dérivés. Si je vous dis que sur cette somme titanesque, la valeur proprement dite des produits issus de l'industrie ne représentent que 2% (il n'y a pas d'erreur de frappe !), vous saisissez où se situe le problème.

En principe, je ne veux pas trop m'avancer, mais d'après toutes les analyses économiques que j'ai lues ces derniers jours, ils n'ont aucun chance de s'en sortir cette fois-ci, une gigantesque dépression mondiale semble inévitable. Pour l'éviter, il faudrait que l'impérialisme américain renonce à son rôle de dirigeant de l'économie mondiale, au dollar, ce qui semble impensable. Certains parlent d'une nouvelle monnaie mondiale, d'autre d'un gouvernement économique mondiale à partir du FMI associé à d'autres institutions financières internationales, on est en plein délire ! Certains encore prévoient des crispations entre Etats, un éclatement du marché mondial et pourquoi pas le développement d'un terrain favorable à une ou des guerres dont on n'a pas idée aujourd'hui. Les plus sérieux disent qu'il faudrait déclarer les Etats en situation de banqueroute, solder les comptes, liquider les produits dérivés sans leur verser un dollar, là aussi ils rêvent tout éveillé. D'autres voudraient transformer la monnaie en capital, alors qu'elle n'est qu'un moyen permettant au capital de circuler, n'importe quoi ! Vous pouvez entasser une montagne de billets de banque dans une pièce, vous asseoir devant et les contempler, ce n'est pas pour cela qu'ils se transformeront en capital, par contre, si vous prenez une machine, des matières premières et qu'un ouvrier les transforme en marchandises, là vous créez du capital (je simplifie). Encore faut-il pouvoir les vendre à un prix incluant une plus-value permettant de revoueler le capital et d'empocher un profit au passage, ce qui n'est pas gagné d'avance par les temps qui courent.

Des gaullistes, républicains, démocrates, staliniens reconvertis dans le réformisme, jaressiens, rêvent d'un capital productif, de Colbert à Jean Paul II, je ne déconne pas, en passant par Keynes, Roosevelt et de Gaulle ou John Kerry, ils auraient découvert la panacée pour assurer la survie du capitalisme, comme si ce n'était pas le capital productif par essence qui était à l'origine de l'accumulation des capitaux à un pôle de la société alors que l'autre pôle croupit dans la pauvreté, à les entendre, il suffirait de produire toujours et encore (sous l'égide de l'Etat s'il vous plaît !) pour que le capitalisme se survive à lui-même, adieu concurrence, anarchie, surproduction, guerre, etc., travailleurs du monde entier, demain ils vous le promettent, le capitalisme ce sera le bonheur et la paix sur terre, quelle connerie ! Ils nous vantent les *Trente glorieuses*, en tant que fils d'ouvrier en bâtiment (je suis né en 1955), j'ai envie de leur dire qu'ils aillent se faire foutre, on a toujours vécu dans la pauvreté, les heures de gloire du capitalisme, on leur laisse, on n'en a jamais vu la couleur, il n'y a que les nantis pour défendre la IVe République, les fils et filles à papa, tous ces gens-là défendent les intérêts de la petite bourgeoisie, c'est de la vermine pour les ouvriers !

En lisant tous ces articles avec ces chiffres qui donnent le vertige, je me disais qu'on pouvait au premier abord se sentir impuissant face à un telle débauche de puissance, mais en fait c'est plutôt la manifestation d'une faiblesse. Les têtes pensantes qui ont conçus ce système pour spéculer sans fin et rafler toutes les richesses produites, ne sont pas plus pleines ou mieux faites que les nôtres camarades. Ils peuvent être propres sur eux dans leurs costumes trois pièces et paraître dominer le monde nous ravalant à l'état de microbes, ce sont les microbes qui vont les emporter eux et leur système failli.

Je comprends que les travailleurs doivent être impressionnés quand ils voient et entendent un ministre de l'Economie ou un économiste bourgeois leur causer de choses abscones. Ils doivent se dire : ces mecs là, comme ils causent bien, ils savent forcément de quoi ils causent, oui et non, plutôt non que oui en temps de crise. On n'a pas à être complexés, on n'a pas besoin d'eux pour diriger le pays, qu'ils nous cèdent la place et tout ira pour le mieux, sinon, chassons-les, y compris par la force.

Dans tous les sens du terme, un ouvrier vaut mieux que n'importe quel dirigeant de ce monde pourri, le jour où une majorité d'ouvriers en auront pris conscience, on sera sauver ! Mais attention, si le temps joue en notre faveur encore aujourd'hui, il n'en sera plus de même dans quelque temps (très rapidement, ils prédisent que la crise pourrait durer entre 3 et 10 ans), mettons-nous bien dans la tête que s'ils parvenaient à surmonter cette crise, ce qui nous attendrait serait alors terrible, y compris (surtout) sur le plan politique, l'hypothèse d'une dictature bureaucratique avancée par Trotsky pourrait se réaliser (l'aristocratie financière combinant le pouvoir économique et politique au niveau de l'Etat [ou de nos jours d'Etats supranationaux], les uns et les autres s'entendant pour nous écraser.).

Ce que je viens de dire est en totale contradiction avec l'attitude des partis ouvriers qui ne parlent que de "résistance", ils sont sur la défensive alors qu'il faut passer à l'offensive, le capitalisme a un genou à terre, il faut lui briser les deux jambes et l'achever, c'est le moment ou jamais. Pour donner confiance aux travailleurs, il faut leurs montrer qu'on est prêt à affronter le pouvoir en place. Il faut leur tenir ce langage de combat, de guerre contre le capitalisme. On veut (on doit) construire une armée de combattants révolutionnaires ou un parti de mauviettes républicaines, démocrates ou réformistes ignares ? Serait-ce devenu du gauchisme de dire Sarkozy dehors, à bas les institutions ? Ah, vous attendez qu'il soit trop tard pour le sortir, pour pouvoir dire plus tard que vous avez fini par le dire, que vous n'avez pas commis d'erreur, bref que vous avez toujours raison comme d'habitude... Vous avez lu quelque part dans un journal d'un parti un dirigeant déclarer : désolé je m'étais trompé ?

Il est 1h20 du matin, j'ai été un peu bavard. Au bout de 12 ans en Inde, je vis toujours comme lorsque je vivais en France, je vais encore loucher le lever du soleil au-dessus de la mer demain matin, je dis cela pour emmerder ceux qui me traitent de bobo, ils sont jaloux, mais ils seraient incapables de vivre au même rythme que moi. J'ai cela en commun avec le nabot, je suis hyper actif, il paraît que c'est maléfique, je m'emmerde à rien faire, cela ne m'arrive jamais évidemment, surtout que je suis aussi manuel qu'intellectuel, si je ne fais pas travailler mes mains pendant quelque temps, je ne me sens pas bien. Bonne journée ou bonne nuit. (vous corrigerez les fautes, je suis crevé.)

Le 7 novembre 2008

J'avais commis une petite erreur de mise en page et du coup il y avait un gros problème d'affichage, j'ai perdu beaucoup de temps à la trouver. Encore une fois, indiquez-moi quand un lien ne fonctionne pas, merci d'avance. Je ne peux pas perdre de temps à vérifier chaque lien, je ne me connecte jamais sur le site pour le vérifier. Au fait, depuis le début du mois, il n'y a jamais eu autant de connections sur le site, on a battu les précédents records.

Si vous voulez savoir comment est fabriquée chaque page du site, en haut de l'écran à gauche dans le menu view (vue en français) aller à source un bloc-note va s'ouvrir, vous verrez le boulot.

Je n'utilise pas de logiciel, je tape chaque balise html et le texte directement dans un bloc-note et je rajoute les balises html directement à l'écran, cela fait gagner du temps. Pour réaliser les infos en bref et les infos économiques d'aujourd'hui, j'ai passé environ une vingtaine d'heures sur l'ordinateur, quand on aime on ne compte pas ! Et je ne vous ai pas tout mis, je suis obligé de trier et de faire un choix. Les gesticulations de Royal, on s'en tape par exemple, les 13 milliards d'euros que l'Etat va consacrer au réseau ferré n'est pas une info importante, désolé pour les camarades cheminots...

J'essaie de vous donner le maximum possible d'infos économiques, car il vaut mieux savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Les bourses sont reparties à la baisse, malgré l'élection d'Obama, malgré la baisse des taux d'intérêts de toutes les banques centrales du monde, c'est Gluckstein et ses amis qui vont jubiler ! Je suis incorrigible, mais ils le cherchent bien il faut dire.

J'ai lu une info, mais je ne suis pas bien sûr d'avoir compris, l'administration américaine envisagerait un plan de relance de près de 900 milliards de dollars en direction des entreprises et de la consommation des ménages, en plus de tout ce qui a été annoncé les dernières semaines et les derniers jours. C'est encore à prendre au conditionnel, c'est la raison pour laquelle cette info ne figure pas dans les infos du jour.

Ils vont répondre à l'endettement colossale de toutes les économies capitalistes en l'augmentant encore, c'est du délire. Ils espèrent tous que les monarchies du Golfe vont verser leur obole au FMI, quelques centaines de milliards de dollars si possible.

Mais qu'est-ce que c'est quelques milliers de milliards de dollars comparés au 1,5 millions de milliards de dollars de produits dérivés, les 10.000 milliards de crédits pourris, les 10.000 milliards du déficit américain, une bagatelle, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Ils n'ont pas le choix ou sinon une guerre mondiale. Medvedev a annoncé que si Obama ne renonçait pas à l'installation du bouclier antimissile américain en Pologne et d'un radar géant en République tchèque, il installerait un bouclier du même genre dans l'enclave de Kaliningrad pour les neutraliser, l'escalade quoi.

Aussi vertigineux que soient tous ces chiffres, il faut les porter à la connaissance des travailleurs. Il faut qu'ils sachent sur quelle bombe à retardement repose leur mode de vie d'aujourd'hui. Même s'ils ne sont pas directement responsables de ce qui se passe dans le monde, ils doivent savoir que leur neutralité ou passivité ne fera qu'aggraver les choses. Faut-il leur dire la vérité ? Bien sûr, ne dit-on pas que le capitalisme a survécu parce que la classe ouvrière n'avait pas conscience des rapports sociaux existant et de la place qu'elle occupe dans ces rapports d'exploitation ? Alors il faut savoir ce que l'on veut et dire les choses telles qu'elles sont, car personne n'a idée de la situation exacte.

Un dernier mot, j'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir que le salaire des ouvriers chinois avaient augmenté de 12%. Tant mieux, une bonne nouvelle pour eux comme pour nous, une mauvaise pour les capitalistes du monde entier. Les patrons chinois pleurent car ils prennent de plein fouet la crise actuelle. Un patron du secteur du jouet expliquait que sa marge était tombée entre 1,5 et 2,5%, en ajoutant "au mieux", c'est très peu. L'année dernière l'industrie du jouet a exporté en Europe et aux Etats-Unis, 17 milliards de jouets, colossale, cette année se sera beaucoup moins.

Avant de se quitter, j'ai pensé ouvrir une souscription avant le renouvellement de l'abonnement du site au serveur situé à Chennai. Je dépense de plus en plus d'argent pour actualiser le site, j'ai dû prendre à mi-temps une femme de service pour s'occuper de la maison et du jardin afin de consacrer 4 heures de plus par jour au site, au total, je n'ai pas fait le calcul exact, cela me coûte plus de 50.000 roupies par an et franchement je pourrais me contenter d'écrire quelques textes par an et les envoyer à un groupe pour qu'il les publie (ou non !) et basta, j'aurais la conscience tranquille.

Cela d'autant plus que j'ai de moins en moins d'argent pour vivre et que je me prive déjà sur tout, je n'ai pas goûté le goût du vin depuis le début de l'année par exemple ou j'ai éliminé de mes achats tout produit alimentaire importé, sauf les spaguetti et la moutarde. Je ne peux plus dépenser moins. Je voudrais récupérer environ 800 à 1.000 euros (pour un an) cela me soulagerait vraiment. Un camarade m'a envoyé 80 euros, je ne vais pas encaisser son chèque avant la fin de l'année et si je n'avais pas réuni la somme nécessaire pour continuer le site, je le détruirai. Je n'aime pas parler d'argent, mais le jour où je devrai me faire opérer de la cataracte et déboursier 15 ou 20.000 roupies, c'est moi et personne d'autre qui devra payer. J'ai appris hier qu'ils cherchaient des profs de français à l'Alliance française où j'ai déjà bossé 4 ans, c'est très mal payé, mais à défaut de mieux cela pourrait me faire un complément de revenu à partir du 1er janvier si je laissais tomber le site, et c'est un boulot que j'adore enseigner. Voilà, vous savez tout. A vous de voir, chacun est libre.

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 8 novembre 2008

Je m'étais trompé d'adresse pour l'article « *Satisfaction des besoins urgents des salariés* » et : longue vie au capitalisme ! (07.11), avec mes excuses.

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez ont annoncé dans un communiqué qu'ils quittaient le PS, c'est une décision courageuse que nous saluons. Il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Dommage qu'ils n'en profitent pas pour rompre avec l'idéologie qui a mené le PS là où il en est.

A Paris (et dans toute la France), quelques dizaines d'agriculteurs ont manifesté aux abords du siège de l'UMP, dans le 8e arrondissement, avec des slogans visant le ministre de l'Agriculture. "*Agriculteurs en danger, virez Barnier*", scandaient-ils. Ils ont raison, il faut virer Barnier, ajoutons le reste du gouvernement et Sarkozy, car si c'est pour demander à Sarkozy de changer de ministre de l'Agriculture, c'est s'en remettre à Sarkozy pour régler les problèmes des agriculteurs, ce qui est inacceptable évidemment. Tous les mouvements sociaux doivent converger contre le gouvernement et les institutions pour les abattre.

Je n'ai ni téléchargé et donc ni lu un article intitulé *La criminalité des seniors inquiète le Japon*. A les faire bosser comme de ânes jusqu'à des âges pas possibles, les vieux pètent les plombs. Et Sarkozy qui voudraient nous réserver le même sort en bossant jusqu'à 70 ans ou au-delà. Vous avez remarqué, ils sont passés directement de 65 à 70 comme si la situation leur donnait des ailes : coupons-leur qu'ils s'écrasent !

Tiens sur le même sujet dans l'actualité, un nouveau camouflet pour Sarkozy, sur les 4.000 suppressions de postes décidés par la direction de Renault, 3.900 salariés ont fait savoir qu'ils étaient volontaires pour partir en retraite anticipée, apparemment travailler jusqu'à 70 piges ne les intéressent pas. Dans les infos en bref aussi, l'INSEE dans une étude montre que la période de vie la plus heureuse se situe entre 65 et 70, une fois qu'on a cessé de bosser et que l'on peut enfin profiter de la vie.

C'est quand même triste et rageant qu'il faille attendre d'être si âgé pour se sentir enfin un peu libre et heureux. Ils ont inculqué aux générations précédentes le culte du travail dans le cadre du respect du capitalisme, chacun participerait ainsi à la société nous dit-on, à un idéal partagé de progrès et de civilisation, alors qu'en réalité pendant que les uns vivent confortablement ou bénéficient de conditions de vie agréables, les autres doivent se contenter du minimum agrémenté de privations permanentes, avec la crainte du lendemain au ventre en prime sans espoir d'en voir le bout un jour, enchaînés jusqu'à la retraite. C'est la société de merde

qu'il demande aux jeunes d'adopter et de respecter. Quel idéal misérable !

C'est le week-end, on se détend un peu, pour ma part, je crois que je vais adopter le rythme des bourses, donc repos samedi et dimanche à partir de la semaine prochaine, si l'on veut car en deux jours je devrai faire ce que je n'ai pas fait durant 5 jours.

J'espère que les documents que je mets en ligne vous intéressent. Ils proviennent d'économistes ou de journalistes qui ne partagent évidemment pas nos idées politiques, cela nous donne un aperçu de ce que pense nos ennemis. En procédant par recoupement, par déduction, parfois en lisant entre les lignes, on arrive à se faire une idée assez précise de la situation.

Hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont passé un numéro de *Complément d'enquête* (France 2) consacré à la crise qui a dû être diffusé récemment en France, nous on l'a en différé. J'ai loupé le début, mais j'ai entendu des choses intéressantes.

L'ex-président de Wall Street, un Français dont j'ai oublié de noter le nom, a expliqué : il faut être docteur en économie pour comprendre le fonctionnement des produits financiers concoctés par les institutions financières, vous ne l'êtes pas, moi non plus, et je ne pense pas que les dirigeants le soient non plus, d'où l'intérêt de lire les articles de certains économistes.

Il a raconté comment travaillaient les traders : ils font de l'argent à la micro-seconde, pour eux le court terme c'est dans la seconde qui suit, le moyen terme c'est dans les 30 minutes qui viennent et le long terme se situe à la fin de la journée. Aux Etats-Unis, le profit des entreprises consacrés aux marchés financiers est passé de 18 à 38% en quelques années, ce qui explique bien des problèmes.

Trois chiffres concernant la France, mais vous les connaissez déjà peut-être : la dette se monte à environ 1.250 milliards d'euros ; le déficit de 2007 a atteint 49 milliards d'euro ; l'épargne populaire, compte courant inclu, atteint 630 milliards d'euro, c'est le fric que la population met à la disposition des banquiers pour leurs tripotages, plus qu'en Allemagne qui compte plus de 80 millions d'habitants (63,8 en France).

J'ai suivi le reportage sur l'Islande, vous vous souvenez que je vous avais dit qu'il fallait suivre ce qui se passait dans ce pays qui avait touché le fond car c'était ce qui pourrait arriver ailleurs, ils l'ont confirmé lors de cette émission.

Pour les remercier de leurs loyaux et bons services, les traders de Wall Street recevront un cadeau de fin d'année de... devinez combien ? Allez dites un chiffre, osez bordel, c'est gratos ?

La bagatelle de 49 milliards de dollars ! C'est ce que Bush, Sarkozy et Brown appellent sans doute "réguler le marché financier". Allez-y, continuez sur la même lancée, ne changez rien surtout, rajoutez-en une grosse louche pour que tout le système s'effondre, on n'attend que cela, on ne peut pas prier pour que cela se réalise, mais on y pense très fort, on est prêt à assurer la relève, c'est vite dit, mais avec un peu d'audace, d'imagination et de bonne volonté, on pourrait bien leur faire la peau quand même plus vite qu'ils ne le pensent.

Une chose est sûre au moins, tout le monde en a marre de tout dans leur société de merde, tout le monde manifeste ou non mais pensent finalement la même chose, contentons-nous en à défaut de mieux, d'un vrai parti communiste.

On se détend camarades, pas trop quand même. J'ai une mauvaise nouvelle pour les camarades qui mesurent plus d'1,70m et qui voudraient se rendre à New York en classe loisir avec Air France : dorénavant il vous en coûtera 50 euros supplémentaires pour accéder aux places situées près des issues de secours numérotées K et pouvoir allonger vos grandes jambes. C'est vraiment mesquin, petit, minable quoi.

Je n'ai pris qu'une fois Air France entre Chennai et Roissy, champagne à gogo, je croyais rêver ! Sur Air India, Air Lanka ou d'autres compagnies asiatiques des stewards sympas et souriants, plus crispés sur British Airway et Air France, et pas de champagne, du vin, des alcools mais je ne picole pas en avion ou ailleurs.

Cela tombe très que je n'aie plus de fric pour aller en France, il y a plus de 6 ans maintenant j'avais très mal supporté le voyage, je l'avais vécu comme une punition, interminable, pas de place parce que l'avion était plein à craquer, impossible de fumer, de quoi se faire chier pendant 10 heures quand on est trop crevé pour lire et qu'on ne ferme pas l'oeil une minute de Roissy à Chennai.

Au fait, je renouvelle ma proposition pour les vieux camarades sans le sou qui voudraient passer un moment à Pondichéry et économiser leurs maigres retraites, ma maison leur est grande ouverte. Seule restriction, l'alcool, les drogues dures et les jeunes filles, le bruit, bref tout ce qui pourrait m'attirer des emmerdes. Si des camarades voulaient s'installer quelque part je leur donnerais un coup de main volontiers. S'ils demeurent chez moi, je leur demanderais seulement de participer aux frais alimentaires, le reste est à ma charge, je ne peux pas proposer mieux. Discussions politiques en option, à condition de ne pas perturber mon boulot !

Une dizaine d'étrangers vivent désormais dans mon village de pêcheurs, Français, Belges, Allemands, Danois, la plupart sont

des retraités, une Française s'est retrouvée avec à peine 300 euros par mois pour vivre, ici elle peut encore vivre décemment sans faire de folie. Je n'en connais que 3, le Belge était directeur de banque paraît-il, il est actuellement au Sri Lanka, lorsqu'il sera revenu, j'envisage de l'entreprendre sur la crise, les produits dérivés, etc. , sauf si ça l'emmerde, après tout il bossait peut-être chez Fortis ou Dexia le malheureux ! Il y a un pêcheur français, ce n'est pas une blague, quand la saison de pêche est finie dans sa région en France, il rapplique m'a-t-on dit. Voilà les nouvelles du bled comme disent nos cousins de l'autre côté de la Méditerranée !

Namaska, salam, vanakom ! Have a good week-end and see you later.

Le 10 novembre 2008

Je vous ai dégotté un passage d'Anti-Dühring d'Engels sur la crise qui devrait vous ravir. Je n'ai aucun mérite, je l'ai lu plus de 10 fois. Mon texte d'avant-hier matin n'était qu'une vulgarisation du marxisme à côté de ce passage d'une clareté à couper le souffle. J'ai presque envie de vous dire : ne perdez pas votre temps si précieux, faites comme moi, lisez plutôt Engel !

En écrivant des textes à caractère théorique, après coup je vérifie si j'ai bien appris ma leçon et si je n'ai pas été trop à côté de la plaque. D'une certaine manière, j'ai rendu ma copie et c'était nécessaire, car si je ne mets pas beaucoup d'atouts de mon côté pour mettre en valeur mon travail, il faut bien que je montre de temps en temps que je sais un peu de quoi je parle. On peut avoir lu beaucoup, avoir une grosse tête bien rempli, être bardé de diplômes, connaître des textes par coeur et finalement ne pas comprendre grand chose à l'arrivée. Ce genre de personnage ne m'intéresse pas et ne me ressemble pas, je suis plutôt comme Van, ma tête se vide au fur et à mesure que je la remplis parce qu'elle est trop petite pour contenir tout ce que je lis ou étudie.

Et puis écrire sur un sujet déjà traité par d'autres ne manque pas forcément d'intérêts, car on aborde toujours les choses un peu autrement. Sinon je ne possède pas les connaissances encyclopédiques d'Engels et nous n'avons pas vécu à la même époque, donc la comparaison s'arrêtera là, je suis l'élève et il est le professeur. Quand j'ai parlé à plusieurs reprises de modestie, je commence par me l'appliquer à moi-même, ce n'était pas de la fausse modestie de ma part et je le prouve au passage. L'unité de la théorie et de la pratique trouve plus largement son application dans la vie quotidienne en faisant coïncider les paroles avec les actes.

C'est difficile d'écrire quand on a toujours l'esprit en mouvement, en même temps c'est ce dynamisme qui contribue à son développement. Je ne conçois pas le fonctionnement d'un esprit figé, étroit, borné qui ne se pose pas de questions. Je lis Engels parce qu'il m'inspire et non pour apprendre par coeur quelque chose ou par fétichisme, il m'aide à réfléchir et répond aussi à certaines questions que je me pose. Ce qui est extraordinaire, c'est quand on relit pour la énième fois le même passage et qu'on y découvre encore quelques de choses de nouveau.

Ce serait intéressant que vous nous fassiez part de vos réflexions après cette lecture d'Engels qui peut nous éclairer pour comprendre dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

"Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons."

Et pourtant jusqu'à présent les peuples le supportent, mais ils n'ont pas forcément conscience d'être dirigés par des rentiers dont l'horizon ne dépasse pas leur cassette. S'ils le supportent dans les pays comme la France, il faudrait peut-être un jour se demander pourquoi, non ? Élémentaire, non ? Messieurs les dirigeants au boulot !

Ce qui est intéressant de constater ici, c'est que ce n'est pas l'exploitation qui s'effondre, mais les grandes institutions financières et les banques. Il faut donc lire l'analyse d'Engels en tenant compte du développement du capitalisme depuis un siècle et demi.

S'il est toujours fortement recommandé de lire les textes des marxistes pour en tirer des enseignements théoriques, il faut cependant être très prudent quant à leur utilisation. Il est très facile de se méprendre et de déformer leurs propos en partant de ce que l'on aurait voulu y trouver. Je vous rassure, on est tous tombés un jour dans ce piège et cela nous arrivera encore si l'on ne fait pas preuve d'une rigueur absolue. La difficulté réside dans le fait qu'il faut prendre en compte l'évolution de l'ensemble des facteurs qui composaient une situation hier comme aujourd'hui avant de formuler une conclusion. La théorie n'est pas figée, elle repose sur l'observation de faits dont les causes tendent à produire les mêmes effets, rien n'étant exactement identique d'une époque à l'époque, il faut donc en vérifier en permanence la pertinence et l'amender en fonction des conditions nouvelles lorsque c'est nécessaire, sinon on se transforme en dogmatique. Ce n'est pas forcément parce qu'une chose perdue qu'elle aurait exactement la même nature qu'hier, ni par conséquence produirait les mêmes effets.

Par exemple, dans ce passage d'Anti-Dühring il est notamment question de l'Etat et ses rapports avec le développement du mode de production capitaliste. Si l'Etat n'a pas tellement changé depuis un siècle et demi, par contre bien des changements ont eu lieu au sein du capitalisme. Que l'Etat soit amené naturellement à prendre la direction de certains secteurs de l'économie (énergie, transport, santé, éducation, etc.) pour assurer leur développement et leur pérennité, afin de garantir le développement des autres secteurs du capitalisme est une chose. Par la collectivisation d'une partie de l'économie et de la production l'Etat réalise une partie de l'objectif de la socialisation des moyens de production, mais l'Etat ne devient pas pour autant socialiste comme le précisait Engels à destination de Dühring et des socialistes bourgeois.

Comme l'Etat et les classes ne pourront pas être abolis immédiatement, les moyens de production devront être concentrés entre les mains de l'Etat ouvrier à la première étape du socialisme. Par ailleurs, l'étatisation partielle des moyens de production réalisée par la bourgeoisie représentait un réel progrès économique et social puisque cette mesure s'inscrivait dans la perspective du socialisme et de l'abolition de la propriété privée. A l'époque d'Engels cette formulation était correcte, car le mouvement ouvrier qui s'était développé jusqu'alors tendait à remettre en cause le capitalisme, quel que soit le secteur d'activité dans lequel les travailleurs étaient employés, public ou privé, il partageait le même combat pour le même objectif. Cependant, à cette époque là, le secteur public était très faiblement développé, ce n'est que bien plus tard que l'Etat dirigera directement des pans entiers de l'économie et de la production. Quelles en seront les conséquences sur le plan politique ? Avant de répondre à cette question, il faut tenir compte de ce qui s'est passé entre temps.

En dehors de la Russie en 1917, dans aucun pays du monde le prolétariat n'aura pris le pouvoir, et les partis ouvriers, au lieu d'adhérer au socialisme s'en écarteront toujours davantage, jusqu'à la rupture, pour finalement capituler définitivement devant la bourgeoisie. Le combat du mouvement ouvrier ne sera plus orienté pour en finir avec le capitalisme, mais pour s'y adapter. Du coup, l'étatisation par la bourgeoisie de secteurs entiers de l'économie, au lieu de constituer un point de repère sur la marche à suivre par le mouvement ouvrier pour réaliser la collectivisation de l'ensemble des moyens de production, au lieu de lui servir de point d'appui à son combat, allait se transformer en son contraire, la bourgeoisie allait tirer profit de la division du prolétariat en deux secteurs distincts présentant de profondes inégalités et de la dérive politique de ses syndicats et partis, pour assurer la pérennité de son pouvoir politique. Désormais, puisque les employés de l'Etat ne combattaient plus contre des propriétaires de moyens de production et que les syndicats et partis avaient abandonné le combat pour le socialisme, seuls les avantages immédiats attachés à leur condition méritaient d'être défendus, leur existence quotidienne et leur avenir dépendaient entièrement ou étaient conditionnés (subordonnés) par le maintien en place de l'Etat bourgeois.

Pour résumé, ce qui était au départ un progrès sur le plan économique et social et pouvait fournir un élan au développement du combat politique du mouvement ouvrier, a pris la forme d'un obstacle politique au fil du temps.

A tel point que de nos jours le secteur public est devenu le principal bastion de la collaboration de classes et du révisionnisme du marxisme.

Marx et Engels n'étaient pas favorables à l'adoption par Bismarck de lois en faveur des ouvriers, car elles auraient eu pour conséquence de renforcer son pouvoir et de diviser la classe ouvrière encline au spontanéisme.

J'en déduis donc que l'on doit défendre les services publics existant encore dans une perspective révolutionnaire uniquement, et qu'en aucun cas on devrait se féliciter que Sarkozy nationalise quoi que ce soit, encore moins le réclamer à cor et à cri.

Si les mots d'ordre de renationalisation ou d'expropriation des capitalistes (sans indemnité ni rachat) ne sont pas associés à la question du pouvoir politique, à la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir politique au préalable, aujourd'hui elle devrait prendre la forme du combat pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République au service des capitalistes, ils reviennent à s'en remettre à l'Etat bourgeois pour les réaliser, et s'inscrit donc dans la perspective de la pérennité du régime, autrement dit, ce sont des mots d'ordre contre-révolutionnaires, c'est indirectement soutenir le gouvernement et les patrons.

Voilà ce que j'ai tiré de la lecture de quelques lignes de cet extrait d'Anti-Dühring, qui au premier abord laissaient entrevoir un soutien sans faille à la collectivisation par l'Etat bourgeois de certains secteurs de l'économie. Je vais même vous avouer qu'après l'avoir relu très rapidement la première fois avant-hier, j'ai failli me piéger tout seul !

Le financement des associations par l'Etat n'a rien à envier à celui des syndicats, il témoigne de leur dépendance vis-à-vis de l'Etat qui sait très bien ce qu'il fait en agissant de la sorte. On va hésiter longtemps avant de couper la main de celui qui se montre si généreux envers nous, non ? Cela fait plus de 60 ans que cela dure, trop c'est trop, cela doit cesser !

Lorsque les travailleurs sont confrontés à des licenciements, les épigones du marxisme sortent le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, mais comme il n'est pratiquement jamais possible de les empêcher, lorsque les patrons sifflent la fin de la partie, nos philistins petits bourgeois se congratulent la conscience tranquille en ayant la certitude d'avoir fait ce qu'il fallait faire, tandis que les ouvriers sont virés sans pouvoir tirer le moindre enseignement de leur combat puisqu'il ne s'inscrivait pas dans une perspective politique révolutionnaire, il ne leur restera plus qu'à penser que le capitalisme est invincible et aller s'inscrire à l'ANPE.

On pourrait faire le même constat lorsque les travailleurs sont face à une privatisation ou une délocalisation de leur entreprise, sachant qu'aucune privatisation ou délocalisation décidée n'a pu être empêchée, rien n'y fait, nos philistins de service leur sortent accessoirement leur mot d'ordre de nationalisation, de préférence une fois que la privatisation a déjà été réalisée, mais comme leur mot d'ordre ne s'inscrivait pas dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, cela revenait à laisser le soin à l'Etat bourgeois de gérer lui-même leur entreprise, à placer tous leurs espoirs dans la bourgeoisie au lieu de la combattre. Résultat pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier : nul, tout au plus ils pouvaient développer des illusions dans la capacité et la volonté de l'Etat de revenir un jour sur sa décision au détours d'une situation plus favorable, qui sait, l'espoir fait vivre... le capitalisme !

Les jeunes militants peuvent s'imaginer que ce que je viens de décrire est nouveau ou récent, pas du tout, tous les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers n'ont à ma connaissance jamais mis en oeuvre une autre politique.

Ne dites pas que cela n'aurait servi à rien, certes, on n'aurait pas pu davantage s'opposer victorieusement aux licenciements, aux privatisations ou aux délocalisations, mais au moins on leur aurait montré qu'il existait une issue politique pour les interdire, ce qui aurait permis de recruter des militants et de construire un parti. (A suivre)

Autre sujet.

Au fait, Sarkonapoléon ne devait-il pas remettre sur le tapis au mois d'octobre la question du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne ? La crise a explosé entre temps, il a autre chose à penser de plus urgent, on comprend ! En fait sur tous les fronts ils sont dans la merde ce qui nous réjouit.

Sur la crise. Ils ont eu raison d'organiser leur sommet un samedi lorsque les bourses sont fermées. On parlera peut-être plus tard du lundi noir ! Au fait, les traders ne bossent pas encore le samedi et le dimanche ?

Demandez le programme... circulez rien à voir

Le président du FMI, DSK (PS) a assuré que le sommet de Washington n'allait "*pas créer un nouveau traité international*", dans une interview publiée samedi par le quotidien britannique *Financial Times*. C'est un scoop !

Quant à la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino, elle a estimé samedi que le sommet du G20 devra dégager des idées communes, mais aussi "*réaffirmer l'engagement (du monde) sur les grands principes de l'économie de marché dont (les principes) d'économies ouvertes et compétitives, d'une expansion du commerce et d'un accroissement des flux de capitaux et d'investissement*". Que en voilà une excellente idée ! On ne le dira jamais assez, ils n'ont pas d'autre choix que la fuite en avant, ils sont cuits, mais pas encore carbonisés !

Il est peu probable que le FMI ou un autre organisme international puisse un jour remplir le même rôle que les Etats, par contre les banques centrales, notamment la BCE

Réflexion à haute voix sur la crise.

Si personne n'aurait pu prévoir que le capitalisme vivrait aussi longtemps, personne n'avait pu prévoir non plus par quels moyens il assurerait sa survie. On en connaît en partie les raisons sur le plan politique, les ravages commis par le stalinisme après guerre, la renaissance de la social-démocratie pourrie grâce à la générosité de la bourgeoisie et le soutien de trotskistes, la dislocation de la IVe Internationale en 1952-53 puis l'adaptation de ses deux principales composantes au stalinisme ou au socialisme réformiste.

Sur le plan économique, beaucoup de choses ont été dites et écrites au cours des 63 dernières années. Force est de constater aussi que personne ne pouvait imaginer que le capitalisme se doterait d'instruments financiers capables de développer une crise aussi gigantesque que celle d'aujourd'hui. Pourtant, il ne les a pas inventés hier mais il y a au bas mot une dizaine d'années, on pourrait tout aussi bien dire deux décennies, et que ce processus s'est amplifié à partir de 1999.

Si vous avez lu les documents économiques que j'ai mis en ligne, vous avez peut-être comme moi constatés qu'aucun économiste n'allait au fond du problème posé par cette crise pour l'analyser. On pourrait en déduire que tous les chiffres qui nous sont fournis sont à prendre avec beaucoup de précautions, non pas qu'ils seraient erronés, mais parce qu'ils recouvrent une réalité que l'on ne soupçonne pas vraiment et qu'il sera difficile à déterminer avec précision.

On sait que sans le crédit et l'énorme endettement américain et mondial, la production serait à l'arrêt depuis plus de 35 ans. Sans remonter aussi loin, on peut se demander quelle proportion du PIB mondial est financé à crédit et que reste-t-il vraiment de la plus-value dégagée par la production industrielle. En restait-il au moins quelque chose une fois défalqués et payés les intérêts et la fraction de la dette ? Si la réponse est négative, depuis combien de temps la plus-value produite ne suffit plus pour absorber le poids de la dette ?

L'endettement intérieur en France a atteint 3.656 milliards d'euros à comparer avec le PIB dont le montant en 2007 était environ de 1.892 milliards d'euros. Bien que la population n'ait jamais été aussi endettée, le décrochage entre le PIB et l'endettement n'a cessé de s'accroître ces dernières années. La preuve est faite que la solution à leur problème ne pouvait pas venir de ce côté là, pire, qu'elle remettait à terme en cause tout le système capitaliste. Et qu'ont décidé tous les gouvernements : creuser les déficits publics et accroître l'endettement de la population et des entreprises, ils en rajoutent généreusement une grosse couche, ainsi, s'ils parviennent à sortir de cette crise, la prochaine fois ils périront écrasés sous le poids des mesures qu'ils avaient prises pour sortir de la précédente.

Le temps joue contre eux, il est passé de notre côté, ce n'est pas le moindre des facteurs, j'ai l'esprit qu'à chaque fois que le prolétariat a eu le temps de prendre conscience de ce qui se passait vraiment, par exemple lors du référendum de 2005 où la campagne a duré plus d'un an, il a fini par comprendre qu'ils voulaient le rouler et il a trouvé la bonne réponse. Ajoutons, que les maîtres du monde ne sont plus les seuls à avoir les cartes en mains, parce qu'ils sont impuissants à contrôler ce facteur qui joue en notre faveur.

Leurs affaires carburent à la confiance, elles ne tiennent qu'à cela, ils ne cessent de le répéter, ils faut donc tout faire pour leur laminer, pour laminer la confiance de la classe ouvrière dans le capitalisme, dans l'Etat, dans tout ce qui touche de près comme de loin à ce foutu système failli. Cessez de vous endetter, n'achetez que le minimum dont vous avez besoin, retirez votre argent des banques, annulez vos plans d'épargne, etc., coupez-leur l'herbe sous le pied, ne leur laissons aucun espoir de s'en sortir, comme disait Marx, le prolétariat n'a rien à attendre du règlement d'une crise par la bourgeoisie elle-même, par contre il est en droit de tout espérer s'il la règle par ses propres moyens.

Sachons profiter de la situation pour construire le parti.

Un éditorial très populaire sera en ligne demain, j'en ai écrit le brouillon sur les coups d'une heure du matin. Le genre de tract qu'aucun parti n'osera distribuer aux travailleurs. Comment en partant de la situation actuelle, des revendications, poser concrètement le plus simplement du monde la question du pouvoir, proposer une orientation politique aux travailleurs, au lieu de tout faire pour les complaire dans le système capitaliste et soutenir le gouvernement. L'antithèse du réformisme bourgeois des partis ouvriers. Dites-moi à quoi a toujours conduit le regroupement de travailleurs sur la base de leurs revendications en dehors de toute perspective politique ? Regardez autour de vous : à rien, moins que rien, pire que rien !

Bonne semaine à tous.

Le 11 novembre 2008

Malgré l'annonce d'un vaste plan de relance de 4 000 milliards de yuans (461 milliards d'euros) par le gouvernement chinois, Wall Street a encore terminé en baisse hier. Il faut dire que l'annonce de pertes records par plusieurs institutions financières américaines, la quasi faillite de General Motor et Ford, a de quoi leur plomber le moral.

Développer le gigantesque marché chinois pour donner un nouveau souffle au capitalisme, on en parlait déjà il y a quelques semaines. Cela va contribuer à amplifier à terme les contradictions du capitalisme. Une partie de ces 461 milliards d'euros va être versée aux entreprises sous forme de crédit, le reste ira au développement d'infrastructures en Chine.

Des économistes se sont réjouis un peu vite à l'annonce de ce plan, car rien ne dit qu'il aura un impact sur la crise actuelle, au contraire, j'ai plutôt l'impression que les autorités chinoises ont décidé de régler leurs propres problèmes intérieurs (sociaux notamment) sans s'occuper du reste du monde capitaliste.

Il faut dire qu'ils ont déjà perdu plus de 360 milliards de dollars pour avoir investi dans les institutions financières américaines véreuses sur les conseils du secrétaire américain au Trésor Henry Paulson, comme quoi quelque part les dirigeants chinois sont naïfs et manipulables, mais bon, chat échaudé craint la pluie.

Si Hu Jintao fera le déplacement au sommet de Washington dans 4 jours, rien ne dit qu'il acceptera de mettre la main au portefeuille pour venir au secours d'économies dont les dirigeants n'ont cessé de le traiter comme un ennemi à abattre.

L'unité affichée des dirigeants du vieux monde face à la crise n'est qu'une façade. Après que Tony Blair est devenu l'émissaire permanent de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, Gordon Brown a repris le flambeau dans le rôle de valet de Washington, sans se soucier de la concurrence du nabot, mais voilà qu'un autre prétendant au rôle de serpillère est entré en liste, Zapatero qui a réussi à se faire inviter au sommet du 15 novembre. Ah ces *socialistes* comme on les aime !

Je vous invite à lire le dernier document mis en ligne *border=0>Ajustement, mutation ou effondrement de l'Empire ?* car il fournit des informations intéressantes sur la place et le rôle de l'impérialisme britannique au côté de l'impérialisme américain. On en avait

déjà parlé un jour, mais il est bon de rappeler que l'aristocratie financière britannique est largement impliqué dans le Fed, et que la banque centrale américaine est en réalité une société mixte dans laquelle les banques privées occupent une place prépondérante. Rien que cela suffit à comprendre pourquoi les Etats-Unis sont gérés comme une vaste entreprise privée capitaliste.

Un autre sujet pour se détendre quelques instants.

La moitié du nabot, plutôt celle du bas que celle du haut, aurait signé une pétition sur l'égalité. Rien d'extraordinaire en soi, mais l'emploi du mot *égalité* m'a fait tout de suite penser à un parti se réclamant de la IVe Internationale qui se nomme *Parti de l'égalité*, et évidemment à ce qu'ont écrit sur le sujet Marx et Engels.

Ce n'est sans doute pas un hasard si de plus en plus souvent sur le plan sémantique les dirigeants du mouvement ouvrier et les représentants officiels du capitalisme empruntent les mêmes expressions et se réfèrent aux mêmes valeurs bien que sous un angle différent. Certains y verront là l'indice d'un complot organisé contre le prolétariat, d'autres la marque d'une simple collusion d'intérêts, d'autres encore le produit d'une simple faiblesse, ou encore un manque de discernement, de maturité politique, pour ma part je me bornerai à y voir un manque certain d'indépendance par rapport aux intérêts de la classe dominante et ses idées qui sont venues polluer leurs discours, gangrener leurs partis.

A force de s'adapter jusque dans les moindres détails au mouvement spontané des masses qui comprend une grande part d'inconscience, au lieu de leur proposer une perspective politique (révolutionnaire) pour favoriser le développement de leur conscience politique, on en arrive forcément à emprunter leurs travers, en l'occurrence à tout mettre sur un pied d'égalité.

Marx expliquait que pour bien faire le droit devrait être inégal puisque aucun individu dans la société n'est finalement égal ou identique à un autre, sur le plan morphologique ou somatique, psychologique ou mental, etc.

Instituer un droit égal relèverait de l'imposture et ne servirait en régime capitaliste qu'à masquer l'inégalité sociale sur lequel le capitalisme est fondé et qui se perpétue tout au long de son règne.

Le droit en vigueur dans un pays ne peut pas être supérieur à son développement économique. Le droit est taillé sur mesure sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir politique et économique. Pour qu'il soit respectueux des intérêts collectifs, mais aussi des intérêts particuliers de chaque individu, il faudrait que la majorité de la population détiennent réellement le pouvoir politique et qu'elle décide des lois qui doivent être appliquées, afin de veiller à ce que la diversité des besoins de chacun soit satisfaits.

Paradoxalement, seule une loi générale pourrait garantir le respect des intérêts particuliers de chaque personne, à partir du moment où ce serait le bien-être de chacun qui guiderait les intentions du législateur, afin que nous puissions vivre les uns et les autres en harmonie et en paix.

Avant d'en arriver à une société débarrassée de la concurrence et de la compétition que se livrent les individus entre eux pour assurer leur survie, qui n'existera que lorsque le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu de la surface de la terre, nous serons obligés de passer par une étape intermédiaire pendant laquelle les inégalités demeureront bien qu'elles n'auront plus la même acuité qu'aujourd'hui, et il en sera ainsi tant que les classes sociales et l'Etat existera.

Quand le prolétariat aura pris le pouvoir, s'il ne sera pas possible d'éliminer toutes les inégalités sociales du jour au lendemain, compte tenu que le droit est à l'image du développement économique, en expropriant les 1824 propriétaires des grandes entreprises et en planifiant la production en fonction des besoins de la majorité de la population, nous nous donnerons les moyens d'élever le droit à un niveau supérieur, de telle sorte qu'il pourra davantage prendre en compte la situation de chaque individu.

A l'inégalité qui a pour origine les rapports sociaux d'exploitation, il faut associer l'injustice qui règne en maître dans la société actuelle. D'ailleurs, je pense que l'on ne devrait pas parler de l'une sans l'autre. Le droit égal en matière juridique constitue une injustice fondée justement sur l'inégalité existante entre un ouvrier et un patron par exemple. On nous juge avec les mêmes lois alors que nous n'occupons pas la même place à l'intérieur des rapports sociaux. Pour un même délit commis, la sentence devrait être supérieure pour un patron. Un crime s'explique par le désespoir, parce qu'on a perdu tout repère, parce qu'on a été poussé à bout dans le cas d'un ouvrier, dans celui d'un bourgeois, c'est davantage par vanité ou par cupidité qu'il agira dans un moment de folie, on ne peut pas mettre sur un pied les deux situations et les juger de la même manière, c'est pourtant ce que fait tous les jours leur société de merde. On peut combattre l'ouvriérisme sans être borné pour autant.

Le combat pour des valeurs ou des principes pour autant qu'il est nécessaire doit s'inscrire résolument dans une perspective politique claire, sinon on risque de s'emmêler les pinceaux et de rendre service à nos ennemis en croyant faire le contraire.

Il n'est évidemment pas dans mon intention de nier que toute situation renferme des contradictions, même si souvent j'en privilégie un aspect seulement, généralement celui que je juge le plus important.

On ne peut pas imaginer que les termes d'une contradiction qui sont en opposition pourront trouver un développement au-delà

d'une certaine limite dans un cadre donnée sans le faire éclater.

Par exemple s'agissant de la démocratie dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps. Elle existe, certes sous une forme atrophiée, mais elle existe quand même, on peut encore se réunir, fonder un parti, distribuer des tracts sur la voie publique, etc., sans risquer de se faire emprisonner. Maintenant, dans la société telle qu'elle est, il est impensable et il n'est pas souhaitable que la démocratie se développe au-delà de cette limite, et si la classe dominante le permettait, plus exactement la lutte des classes, ce serait pour mieux nous asservir et assurer la pérennité de son pouvoir puisqu'il n'existe aujourd'hui aucune raison de penser que nous pourrions la renverser demain. Davantage de démocratie en régime capitalisme se traduit par la collaboration de classes, une forme de corporatisme rampant qui ne veut pas dire son nom, la démocratie participative appartient au même registre. On ne peut concevoir un développement de la démocratie qu'une fois après avoir fait sauter le cadre contraignant du capitalisme qui l'emprisonne.

Pour le prolétariat et le mouvement ouvrier, le combat pour la démocratie aurait dû se limiter à la reconnaissance du droit de combattre ses ennemis dans un cadre défini par la loi. A partir du moment où légalement la classe ouvrière pouvait s'organiser, le reste aurait dû être uniquement son affaire. Autrement dit, chacun à sa place, d'un côté la bourgeoisie menant son combat avec les armes dont elle dispose pour perpétuer sa domination de classe, de l'autre, la classe ouvrière avec les siens pour préparer la prise du pouvoir. A la lecture de ces lignes, vous pourrez facilement vous faire une idée du degré de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier. Le passage du combat légal au combat illégal, la violation de la démocratie (bourgeoise) n'aura pas besoin de justification au moment de la révolution, puisque rien ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation. Osons dire que c'est le développement de la démocratie au-delà de ce qui était nécessaire à la classe ouvrière pour combattre la bourgeoisie, qui a pourri le mouvement ouvrier, vous pourrez ainsi juger à leur juste valeur les dirigeants qui n'ont que ce mot là à la bouche.

Ce serait trop long à développer ici, mais on peut dire que la République et la démocratie d'un côté, et le socialisme de l'autre, sont antinomiques, ou plus précisément, le combat pour la République et la démocratie annule ou neutralise celui pour le socialisme qui fait office de cinquième roue du carrosse ou de bonne conscience. Les deux premiers sont rivés et tournés vers le passé, tandis que le troisième demeure du domaine de l'hypothétique, les deux premiers existent concrètement bien que de manière très imparfaite, alors que le troisième relève davantage d'une théorie ou d'une idéologie que d'une science (dans l'esprit de la population) dont les bienfaits méritent encore d'être démontrés. Inutile de dire de quel côté penche l'aiguille de la balance. On appelle cela aussi tirer les masses en arrière.

On pourrait se livrer à la même démonstration en partant des améliorations des conditions d'existence du prolétariat, qui passées une certaine limite, se sont transformées en autant d'obstacles à son combat. C'est dialectique ni plus ni moins. S'agissant de ce problème particulier, on ne peut pas revenir en arrière ou refaire l'histoire, par contre ne pas corriger le tir une fois qu'on en a pris conscience, c'est tout simplement criminel, c'est nuire volontairement au mouvement ouvrier et l'induire sciemment en erreur. Inutile de préciser à qui profite le crime.

Corriger le tir, cela consiste pour commencer par rompre avec l'Etat et ses institutions, c'est rompre avec la bureaucratie syndical pourri, c'est sortir des organismes sociaux où ils cogèrent en fait leur destruction ou la liquidation de nos droits, c'est ensuite rompre avec l'idéologie réformiste bourgeoise, et finalement, c'est engager le combat pour chasser Sarkozy, liquider les institutions, pour résoudre la question du pouvoir. Corriger le tir, c'est tout mettre en oeuvre pour organiser la classe dans la seule perspective d'élever son niveau de conscience politique, afin de préparer les conditions de la prise du pouvoir. C'est construire le parti, un parti communiste.

La crise du capitalisme va peut-être précipiter les choses et remettre de l'ordre là où nos dirigeants ont failli lamentablement, c'est notre seul espoir de nous en sortir, ce ne serait pas le premier paradoxe que l'histoire nous réservait. Prenons les choses telles qu'elles sont, telles qu'elles viennent, car c'est encore le meilleur moyen pour les transformer, à condition d'en avoir la volonté bien sûr.

Un dernier mot très bref.

Les infos en bref et l'édito seront prêts demain en milieu ou fin de journée seulement.

J'ai fait un peu de ménage dans les fichiers et actualisé quelques pages d'accueil, c'est un véritable bordel dans mon disque dur, j'ai encore 1400 dépêches à classer ! Vous m'excuserez les erreurs.

Le 12 novembre 2008

L'édito demain seulement, je viens de passer 5 heures uniquement à formater les infos économiques.

11 novembre oblige, hier soir sur TV5 Monde Asie, ils ont cru bon de nous servir deux films dont l'histoire se déroulait pendant

la première guerre mondiale.

Expérience profondément pénible et traumatisante pour tous ceux qui l'ont vécue, mais le dernier poilu s'est éteint l'année dernière, seule la mémoire reste. L'horrible boucherie impérialisme cautionnée par le Parti radical et la SFIO à de quoi révolter près d'un siècle plus tard.

J'ai eu à l'occasion une pensée au vitriole contre les libre-penseurs qui perpétuent à leur façon la collaboration de classes qui existera en 1914. Confrérie dans laquelle on retrouve des bonnes consciences issues de tous les partis du POI au Parti radical toujours prêts à s'unir contre la barbarie dont la plupart des partis étaient responsables ou partageaient la responsabilité. Tandis que cela donnera la nausée à Trotsky, Lénine préconisera de faire du travail dans les organisations à caractère religieuse, parce que c'était un moyen presque anonyme de rencontrer des ouvriers et de leur inoculer le socialisme, alors que sévissait une loi contre l'existence du mouvement ouvrier organisé, la clandestinité était de règle, ce qui n'empêchera pas une organisation très efficace de se mettre en place et de se construire. Nous n'en sommes même pas capables, alors que nous bénéficions de conditions plus favorables au premier abord.

Lénine ne préconisait pas aux militants de se défroquer devant les popes, il ne leur demandait pas de remplacer le programme de leur parti par le catéchisme, je le précise pour ceux qui penseraient qu'un républicain ou un démocrate valait bien un ouvrier croyant. Le catéchisme des parasites du mouvement ouvrier est à mettre depuis dans le même sac que celui du parti cadet. Eh oui, l'histoire avance ! elle est bien la seule, un clin d'oeil aux camarades qui disent à juste titre qu'on ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme en référence à Lénine.

Autre sujet.

Darcos encourage la délation en payant 200.000 euros une office privée qui sera chargé de repérer les sites Internet qui existeraient ou pousseraient soi-disant les enseignants à passer à l'action, comme s'ils n'étaient pas assez grands pour décider eux-mêmes ce qu'ils veulent ou doivent faire ou non. Il s'agit de repérer les meneurs. Pour quoi faire au juste, les muter à Cayenne ? Il n'y a pas encore de camps de rétention pour les opposants au régime, disons que cela pourrait être un jour l'étape suivante si le pays s'embrasait ou qu'une révolution éclatait.

Ils sont vraiment tous aussi pourris jusqu'à la moelle dans ce gouvernement, de la graine de dictateur qui ne demande qu'à germer en se nourrissant de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. C'est la mauvaise graine qui veut exterminer la vermine, la vermine c'est nous camarades, tous nos camarades enseignants. Cela donne un sens particulier à leur appel à l'unité nationale, réunir toutes les forces de la réaction pour être prêt à mater dans le sang s'il le faut une révolte ou une révolution.

Je ne délire pas, un journal de l'armée américaine a eu l'imprudence de faire paraître une information qui portait à la connaissance des Américains qu'une unité de commandos spécialisés dans la guérilla urbaine avait été rapatriée en urgence d'Irak pour renforcer le dispositif anti-émeute, car ils craignaient des émeutes violentes et incontrôlées dans les Etats du Sud qui sont largement peuplés d'afro-américains et les plus pauvres.

Quand on pense qu'il y a plus de 360 millions d'armes à feu en circulation dans le pays, on peut imaginer le carnage en cas de guerre civile. Les afro-américains pourraient avoir eu la mauvaise idée de croire qu'Obama pensait à eux, et finalement qu'il ne verrait rien à redire si le peuple noir se rappelait à son bon souvenir, alors qu'Obama n'en a rien à foutre.

Après la surprise viendra l'incompréhension, puis la colère, et enfin la violence du désespoir, une fois qu'ils se rendront compte qu'il n'y avait rien à attendre de ce côté là non plus, qu'ils avait été bernés et que leur sort ne pouvait qu'empirer, au mieux se stabiliser dans la pauvreté. Je le répète, l'hiver approche et il est rude aux Etats-Unis, comment vont réagir les millions d'Américains qui vivent avec leurs familles dans des tentes ?

Ce sont des pans entiers de la petite bourgeoisie qui vont sombrer dans le prolétariat. S'ils s'unissent et trouvent la bonne voie pour combattre ensemble le gouvernement, la construction d'un parti ouvrier peut aller très vite. Même au pays du dollar roi une nouvelle étape de la lutte des classes a sonné. On n'a peut-être pas de résultats concrets à présenter, par contre les conditions nous sont favorables.

C'est vrai qu'il va falloir se sacrifier, c'est ce qui effraie les petits-bourgeois et les intellectuels que la tiédeur de leur engagement va faire passer pour des complices du pouvoir en place. A ce que je sache, pour obtenir des droits civics équivalents au Blancs, les Noirs américains ont dû luttre au risque d'y laisser la vie et nombreux en sont morts dans des conditions atroces, par exemple jusqu'à être brûlés vifs.

Alors dès qu'on s'oppose à leur foutu plan de relance, ils ne comprennent pas, ils tombent des nus, à coup sûr ils me traitent de réactionnaires, si vous voulez je vous sortirais un jour des mails dans lesquels des cadres du PT-CCI me traitaient d'ennemi de la classe ouvrière pour moins que cela. Une chanson du groupe Scorpion disait *No pain, no gain*, tu n'auras rien si tu n'en chies pas, c'est comme cela dans leur société.

Ces militants ne vivent pas dans le même monde que nous, sinon ils sauraient que lorsqu'on n'a pas besoin de se poser de questions, on ne se donne pas la peine de réfléchir, surtout lorsqu'il s'agit de questions qui ne nous concernent pas directement. L'être humain est ainsi fait, alors que l'on ne nous raconte pas de conneries. Je gagne 2 ou 3.000 euros par mois et tout va bien pour moi merci, vous croyez franchement que ce genre de travailleurs va se mobiliser aujourd'hui ? Il est bien trop heureux de passer à côté de bon nombre de problèmes pour y penser, on verra cela un jour si le cas se présente, en attendant, vivons, et c'est vrai qu'il faut bien continuer à vivre, même les plus pauvres se le disent chaque jour, mais eux ils ne sont pas dans la même situation et ils haïssent Sarkozy, les institutions et l'Etat, ils ont une bonne raison pour cela. Alors si à cause de la crise actuelle davantage de travailleurs en arrivaient à se le dire aussi, on ne s'en plaindrait pas. Assez d'hypocrisie ou d'ignorance, assez de leçons, gardez-les pour vos semblables.

Quand on est habitué à se priver en permanence, à souffrir au quotidien sans contrepartie ou presque, on ne craint pas de souffrir davantage, même si on n'a pas forcément l'espoir de s'en sortir soi-même. C'est quelque chose qui doit dépasser nos bonnes consciences qui voudraient soulager le prolétariat des misères que lui fait le capitalisme. Je peux même vous dire qu'au bout de quelques jours sans manger, on ressent une légère contraction au niveau de l'estomac, une douleur étrange qui n'est pas le fait d'un corps étranger, puis les jours passant, nos forces diminuent, la douleur est toujours là mais sans gagner en intensité et si on ne bouge pas on ne la ressent plus, c'est presque un bonheur de se sentir partir. J'ai testé il y a 17 ans lors de ma première expérience en Inde, quand j'ai été malade à crever, je ne voulais pas voir un médecin, j'ai attendu 15 jours avant de me réalimenter, je me demande bien pourquoi, j'étais si bien parti, j'aurais peut-être dû aller jusqu'au bout, bon débarras.

Une autre fois, en 1976, je vivais alors en France, je suis allé bosser alors que je n'avais rien mangé depuis trois jours. Des vertiges, des troubles de la vision, le peu de fric qu'il me restait m'a servi à acheter une tranche de jambon de 70 grs à mon chat, je m'en souviens encore parfaitement, je ne voulais pas qu'il en soit réduit à faire les poubelles, à la limite c'était à moi de les faire pour nous permettre de survivre mais pas à lui.

Je n'ai jamais changé, et si mes trois années passées à l'OCI ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable, ce n'est pas grâce à cette expérience que j'ai repris le chemin du militantisme 20 ans plus tard, mais bien plutôt parce que je ne me suis jamais résigné à cautionner d'une façon ou d'une autre le vieux monde pourri. Vouloir améliorer le sort de la classe ouvrière sans lui proposer une issue politique, c'est le cautionner, je persiste et signe, et après avoir lu ce que je viens de vous raconter, vous pouvez être certains que je ne changerais jamais d'idée.

Le 16 novembre 2008

J'ai écrit ces lignes entre le 13 et le 16, j'ai hésité à mettre cela en ligne, je me demandais si j'allais attendre la fin de l'année pour fermer le site. Je vous rappelle que j'ai lancé un appel à souscription jusqu'au 15 décembre pour financer le site. Il me faut entre 800 et 1.000 euros. Moi aussi j'en ai marre de casquer (et de me priver par la même occasion) et de faire le boulot en même temps. Personne ne m'a rien demandé, d'accord, je ne suis pas indispensable, d'accord. Chacun voit midi à sa porte, pas de problème, cela ne m'empêchera pas de vivre. Si un site acceptait mes textes, cela réglerait mon problème.

Mon problème ? Le même que beaucoup de travailleurs. Ma compagne Magueswary est en France depuis le début mars. Elle est logée gratuitement chez des Sri Lankais tamouls, elle doit vivre avec le RMI, 400 euros par mois, elle a la CMU. Elle a passé le contrôle médical de la Sécu, des allocs ou de la Cotorep, les médecins qui sont plutôt tatillons lui ont dit que sa situation était très sérieuse, plus sérieuse que je ne le pensais après l'implantation de deux prothèses (valves mécaniques) cardiaques, selon eux elle ne devrait jamais restée seule une minute, or elle vit seule. 400 euros par mois, c'est la misère, je ne sais même pas comment elle fait pour vivre. De mon côté, je ne peux pas lui envoyer de l'argent, j'ai moi-même à peine de quoi survivre en Inde, je me prive désormais absolument sur tout, y compris la nourriture. J'ai évidemment un train de vie très modeste, j'ai même renoncé à faire faire les réparations de la maison, le toit fuit, et bien il fuit, on verra cela plus tard ou jamais.

D'un autre côté, peut-être maladroitement, je n'en sais rien, j'ai essayé d'apporter des réponses à de nombreuses questions que se posent la plupart des militants. Franchement, je ne pense pas pouvoir faire davantage et je ne vois pas très bien sur quoi pourrait déboucher mon engagement politique. Ce n'est pas un échec, je ne m'étais donné aucun objectif en faisant ce site, tout juste alimenter la réflexion des uns et des autres, pas davantage. Donc finalement, je ne vois pas quel intérêt j'aurais à continuer, voilà. Cela ne change rien à mes idées évidemment. Puisque personne ne veut prendre le relais des idées que j'ai développées, restons-en là. Après tout, si vous estimez que le site ne vaut même pas quelques dizaines d'euros par an, j'en prendrai acte et je m'effacerai. Vous serez peut-être étonnés que je ne défende pas moi-même le site, je vous ai déjà dit que je ne le faisais pas pour moi, vous ne m'avez peut-être pas cru, tant pis, même quand je bossais et qu'un patron voulait me foutre dehors, je ne me défendais pas parce que je savais que c'était perdu d'avance dans une petite boîte, je ne suis pas du genre à défendre des causes perdues d'avance ou à m'illusionner sur la possibilité de changer les choses lorsque manifestement c'est impossible. Qui n'avance pas recule, c'est quelque chose que je sais et que j'ai toujours à l'esprit. Si je continuais le site sans rien apporter de plus, je stagnerais ou je reculerais, il faut donc en tirer toutes les conséquences et arrêter avant de donner raison à ceux qui me traitent de mégalomane. Vous me direz qu'on n'en a rien à faire de ce qu'ils pensent. Certes, je prendrai ma décision en fonction des réponses que j'aurai reçues et de l'argent que j'aurai collecté.

Sur ce, bonne continuité à tous.

La causerie rédigée du 13 au 15.

Le vers qui a pourri la Grosse pomme est éternel, foi de Bush.

Le capitalisme n'est "*pas parfait*", mais il est "*de loin le moyen le plus efficace et le plus juste de structurer l'économie*", a dit Bush avant-hier à New York. "Cette ville a été et sera toujours la capitale financière du monde", à ceux qui envisageaient de déplacer le centre de gravité du capitalisme mondial le message est clair.

On peinera en vain à trouver un parti ouvrier en France qui défend le socialisme avec acharnement comme les représentants du capitalisme défendent leur système, histoire sans doute de mieux faire comprendre aux travailleurs que le capitalisme est l'avenir de l'homme.

Faites-le dégorger, on se fait plaisir comme on peut au gouvernement.

La crise, "*Combien de temps cela va durer? On n'en sait rien parce qu'il faut que le système dégorge*", a dit Mme Lagarde sur France 2, dans l'émission "A vous de juger".

Avec des si on peut rêver.

"*Si le déficit commercial avec la Chine et les autres exportateurs asiatiques était réduit de 200 milliards de dollars (par an, ndlr), le PIB augmenterait d'au moins 300 milliards de dollars et environ 2 millions d'emplois industriels pourraient être recréés*", estime Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland.

Allo, oui, il fait un temps de chien sur la Tamise, coupez !

En Grande-Bretagne, l'opérateur téléphonique BT a annoncé un plan social visant à supprimer 10.000 postes d'ici à fin mars.

La bourse ou la vie ? Non, la bourse c'est la vie !

A la Bourse du Koweït, les transactions ont été purement et simplement suspendues jusqu'à lundi à la demande d'un investisseur qui voulait limiter ses pertes et a obtenu gain de cause auprès d'un tribunal, une décision sans précédent.

Travailleur et pauvre, une nouveauté ?

Selon une étude publiée jeudi par le Secours catholique, de plus en plus de travailleurs doivent avoir recours à des associations caritatives pour vivre, parce qu'ils sont de plus en plus pauvres.

L'existence des travailleurs pauvres ne date pas d'hier.

Dans les années 1950-55, c'est ma grand-mère qui procurera chaque mois à mes parents le complément indispensable pour survivre, mon père était menuisier en bâtiment. Comme des rats, on vivra dans une pièce mansardée au 6e étage sans ascenseur ni cuisine ni salle de bain ni toilettes.

Dans les années 70, ma grand-mère viendra tous les dimanches avec un panier alimentaire digne d'un jour de fête, en fait une partie du ravitaillement pour la semaine. Ma mère à l'hôpital pour une opération à la colonne vertébrale, ma grand-mère s'installera chez nous et sera stupéfaite de voir qu'on ne mangeait pratiquement pas de viande, peu de légumes en dehors des pommes de terre, peu de fromage, pas de fruits, peu de tout ou pas du tout, sauf ce qui cale l'estomac.

Dès 1972 ou 73, ma mère sera obligée pratiquement chaque fin de mois d'emprunter un peu d'argent à une de mes tantes vivant à côté de chez nous pour que nous puissions manger, elle la remboursait dès que mon père avait touché sa maigre paie. Paradoxalement nous partions en vacances en camping tous les ans ou presque, on emmenait la grand-mère, c'était elle qui payait en fait nos vacances. Et si mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'envoyer dans des écoles privées que je détesterais toutes, ils payaient la scolarité avec l'argent du loyer qu'ils ne payaient pas puisque nous avions déménagé dans une maison en bois recouverte de goudron qu'un oncle avait mise à leur disposition moyennant 100 frs par mois (que mes parents ne payaient pas très souvent).

Les travailleurs pauvres ont toujours existé, mais personne ne s'en est jamais soucié, pas intéressant, sachant souvent à peine lire et écrire correctement, sans le sou, un peu rustre, incapable de se concentrer sur un sujet et dans l'impossibilité de se projeter

dans l'avenir, ils seront abandonnés ou livrés au curés, aujourd'hui aux imams ou aux oeuvres de charité, comme s'ils ne valaient guère mieux, à l'alcoolisme aussi, ce n'était pas le cas de mes parents par chance. Ceux qui se foutent de l'intérêt que leur témoignent les religieux et les associations sont des vrais cons, finalement ils valent encore moins qu'un curé.

Du fric à n'en plus pouvoir.

Des centaines de milliard d'euros pour les banques, des dizaines de milliards d'euros pour les entreprises, des dizaines ou des centaines de millions d'euros pour les petits-patrons du patron-pêcheur à l'agriculteur (250 millions d'euros), bref, du fric pour les capitalistes petits, moyens et grands pour que le système perdure, normal nous vivons sous un régime capitalisme.

On s'en émeut à grands cris, c'est une connerie, une preuve d'inconscience ou d'un manque de maturité politique, car c'est normal que l'argent aille à l'argent, non ?

Un travailleur est tout juste bon à se faire exploiter, il n'existe que pour cela, c'est sa raison d'être. Un travailleur est une pompe à sueur et à profit et rien d'autre. Un travailleur, c'est quelqu'un qui a pour vocation de donner de l'argent aux patrons et à l'Etat, pas d'en recevoir sans rien faire. Un travailleur doit rapporter plus que ce qu'il ne coûte, donc c'est normal qu'ils ne lui versent pas un euro de plus.

Bush, Obama et tous les dirigeants de la planète sont notamment d'accord pour venir en aide aux classes moyennes, pas à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, pas aux véritables et seuls producteurs, normal, non ?

On n'a donc rien à leur demander, rien à espérer ou exiger d'eux, sinon on entretient les illusions dans le capitalisme au lieu de le combattre. Les dirigeants du mouvement ouvrier savent s'y prendre pour manipuler les militants et soutenir le régime, ils utilisent un double langage pour que l'on ne comprenne pas leur véritable intention, mais elle apparaît de plus en plus clairement. Ils préconisent les méthodes qui ont permis au capitalisme de se maintenir au pouvoir aussi longtemps. Ils surfent sur l'ignorance des masses (et des militants) qu'il flattent avant de s'en détourner, c'est ignoble, grotesque, tout ce que vous voudrez, après avoir pourri eux même le mouvement ouvrier, ils ont le bon rôle de dire ensuite : maintenant il faut repartir de ce qui est, de zéro, comme si le mouvement ouvrier et le prolétariat réagissaient comme un seul homme ou qu'ils étaient homogènes, une banale escroquerie en apparence, mais qui a des conséquences considérables puisqu'elle permet de justifier leurs partis tels qu'ils sont et leurs politiques de soumission au capitalisme et aux institutions.

Il y a une similitude entre leur méthode et celle des patrons qui disent : on a perdu tellement d'argent que l'on ne peut pas vous augmenter, sans dire bien sûr que ce sont eux qui ont dilapidé cet argent qui ne leur appartenait pas. On est tenté d'être d'accord avec eux au premier abord : s'il n'y a plus de fric, on ne peut pas en exiger, oui mais, car là aussi il y a un mais, c'est bien le capitalisme qui est responsable de cette situation, il faudrait peut-être se poser la question de l'empêcher de continuer son oeuvre destructrice, sinon les patrons pourront nous ressortir la même chose lors de la prochaine crise et c'est encore nous qui paierons les pots cassés, comme toujours.

La méthode consiste à évoquer rapidement les causes d'un problème et à s'attarder sur les conséquences pour mieux faire oublier les causes, ainsi celles-ci ont encore de beaux jours devant elles.

Pour ce qui nous concerne, les causes de la situation actuelle sont faciles à identifier : les fondements du système capitalisme et les institutions politiques, l'absence d'un parti révolutionnaire. Et les partis, vous les avez oubliés ? Non, j'inclus la collaboration de classe des partis ouvriers dans les institutions et les appareils des syndicats dans le système capitaliste. Le capitalisme et les institutions sont liés par les mêmes intérêts, le parti révolutionnaire en a d'autres, ceux du prolétariat exclusivement. Il n'y a pas de parti révolutionnaire ou communiste dans ce pays, il n'y a donc pas de parti ouvrier indépendant de l'Etat, du capitalisme et des institutions, et si vous suivez attentivement la politique des différents partis vous vous en rendrez compte très facilement.

(quelques heures plus tard)

Je vais confirmer cette affirmation en en donnant une nouvelle preuve vérifiable et irréfutable.

On nous explique que tous les partis ouvriers ne seraient pas identiques. Il paraîtrait, et j'avais soutenu partiellement cette thèse récemment, c'était une erreur, que le rapport des partis à l'Union européenne permettrait de distinguer ceux qui soutiennent le capitalisme et ceux qui le combattent vraiment. Seul le POI prenant position pour la rupture avec l'UE, on était en droit de penser que ce parti se distinguait donc des autres. En réalité, vous allez comprendre tout de suite qu'il n'en est rien.

En effet, il y a un problème aujourd'hui, tous les partis sans exception : POI, PCF, LCR et LO défendent exactement les mêmes positions : les 360 milliards d'euros pour les banquiers, rien pour les travailleurs, ce n'est pas normal. Mais qu'est-ce que cela veut dire au juste ?

Une question au préalable : qui dit que ce n'est pas normal ? Les travailleurs voyons, grand bêta. C'est vrai que j'aurais pu

être complètement déconnecté de la réalité et ne pas savoir de quoi je cause du fin fond de l'Inde au XXI^e siècle, les informations mettent autant de temps qu'un siècle plus tard pour arriver de France... Manque de bol, nous sommes tous informés en temps réel sur ce qui se passe aujourd'hui n'importe où dans le monde grâce à Internet et le téléphone.

Donc, si je comprends bien, les travailleurs disent ce n'est pas normal, et les dirigeants tels des perroquets répètent en cœur ce n'est pas normal, comme cela tout le monde est content et parle de la même chose, au même niveau, le plus bas. Ils collent aux masses les valeureux dirigeants, ils en ont besoin pour se donner un semblant de légitimité et que personne ne leur dise : mais vous n'écoutez pas les masses, au contraire mon bon monsieur, ils ne font que cela où ils essaient.

Et c'est là qu'est justement le problème, c'est qu'ils ne décollent pas du niveau d'ignorance ou d'inconscience des masses. Ils s'y complaisent, ils baignent dedans comme cela on ne pourra pas dire qu'ils sont coupés des masses. A tel point qu'ils sont complètement incapables de s'élever plus haut, d'aider les masses à élever leur niveau de conscience politique en leur proposant une issue à la crise du capitalisme.

C'est pas normal ? Qu'est-ce qui n'est pas normal ? Que Sarkozy verse des centaines de milliards d'euros aux banques, des dizaines de milliards aux patrons ? A quel parti politique appartient Sarkozy ? De qui était-il le candidat ? Quel était le contenu de son programme électoral ? Il est un dirigeant de l'UMP, le parti officiel de la bourgeoisie depuis 1958 (UDR-RPR-UMP), il était le candidat des capitalistes et son programme était destiné à leur donner satisfaction une fois élu. Qu'est-ce qui n'est pas normal là dedans ? Rien, tout est parfaitement normal. C'est dans l'ordre des choses que le représentant du capitalisme au pouvoir verse des milliards aux capitalistes grands et petits et pas un euro pour les travailleurs. Sarkozy est parfaitement dans son rôle, surtout qu'il s'y tienne et ne change rien.

Dès lors, que signifie prétendre que ce n'est pas normal ? Qu'il fallait s'attendre à autre chose de la part de Sarkozy ? Quelle illusion ! Ce sont les dirigeants qui les alimentent. Pire, qu'il faudrait encore en attendre quelque chose après qu'il a mis en œuvre son programme ultra réactionnaire pendant un an et demi ? Quelle illusion criminelle ! Et les militants ou cadres ne se soulèvent pas contre cette politique réactionnaire ? Qu'on pourrait se débrouiller pour passer outre, par exemple en se mobilisant on pourrait obtenir quelques miettes de Sarkozy ? Pour qui ? Pour certaines catégories de la population tandis que la majorité resterait sur le carreau ? Et après ? Une partie des travailleurs auraient obtenu satisfaction, Sarkozy pourrait rester tranquillement au pouvoir ? C'est bien de cela dont il s'agit puisqu'aucun parti ne dit qu'il faut le chasser et liquider les institutions, c'est bien qu'ils sont tous d'accord pour faire avec. A quel moment la conscience politique des travailleurs pourrait-elle progresser dans la mesure où aucun parti ne leur propose une issue politique ? C'est la seule question qui vaut la peine d'être posée, on se fout du reste. La preuve est faite qu'il n'y a pas plus de politique indépendante que de beurre en branche dans aucun parti. J'ai encore un autre argument tout aussi cinglant à opposer aux dirigeants des partis ouvriers.

Vous savez tous maintenant que le capitalisme ne peut survivre que grâce au crédit, des Etats à la majorité de la population en passant par les grandes, moyennes et petites entreprises, tout le monde a recours au crédit et s'endette.

J'ai lu hier que 90% de la consommation reposait sur le crédit. Ce chiffre m'a paru excessif, mais finalement il n'a rien d'étonnant puisque la cavalerie financière ne date pas d'hier, les crédits souscrits il y a 10 ans ou plus, puis chaque année par la même population ou une autre partie de la population se sont additionnés, du coup, c'est l'ensemble de l'économie qui repose sur du vent si tout ce qui a été produit précédemment a été hypothéqué au fur et à mesure pour permettre au système de continuer de fonctionner, mieux encore, les biens hypothéqués ont fait l'objet de la spéculation, si bien qu'ils ont été hypothéqués plusieurs fois pendant que leur valeur chutait au lieu de monter, à l'arrivée l'économie entière ne repose plus que sur un îlot ridicule entouré de sables mouvants. (le lendemain) Je viens de lire que la consommation tire l'économie américaine à valeur de 70%, et évidemment elle repose sur le crédit, à hauteur de 140% des revenus aux E-U.

L'économie capitaliste, la production et la consommation repose sur le crédit. Si pour une raison ou une autre la consommation ou le crédit faiblit, s'est l'ensemble de l'économie qui risque de s'effondrer... Si le problème actuel c'est l'insolvabilité de millions de travailleurs, un plan de relance comme le réclame les dirigeants des partis ouvriers aurait la seule vertu de les rendre à nouveau solvables ou de permettre à ceux qui n'ont pas accès aujourd'hui au crédit de pouvoir y accéder demain afin que l'économie capitaliste continue d'exister comme hier. Et puis quelle aubaine, ils en seront que davantage enchaînés au capitalisme par le biais du crédit, cela les insitera à réfléchir à deux fois avant de se mettre en grève, ils devront même se plier au chantage de la baisse des salaires tout en travaillant plus pour éviter des délocalisations, etc., chouette !

Plus de salaire pour consommer plus à travers le crédit, pour produire plus, pour continuer à engranger plus de profits. Voilà le programme des partis ouvriers. Leur horizon ne va pas plus loin. Oui, mais plus de salaire et plus de profit, ça ne colle pas. Attendez, le capitalisme est mondialisé. Ce que demain on vous donnera en plus de salaire, c'est ce qu'un Chinois ou un Malien aura de moins demain, qui y pense, personne évidemment, on s'en tape. Regardez, le gouvernement distribue de l'argent à tous les patrons petits et grands et dans le même temps il avance sur le travail le dimanche, la démolition de la Sécu, etc. En Hongrie le gouvernement a décidé de supprimer le 13^e mois des fonctionnaires et le blocage des salaires. Le plan de relance ne peut que diviser encore plus les travailleurs, ce que les uns recevront éventuellement, ce sont les autres qui le paieront. Gros ballot, il en a toujours été ainsi... En effet, sauf que là ce sont des dirigeants ouvriers qui s'en font les promoteurs et les complices, en quelque sorte ils expliquent aux représentants du capitalisme ce qu'ils doivent faire pour relancer la machine capitaliste qui est actuellement grippée. Est-ce leur rôle ?

Depuis que j'ai écrit ces lignes, j'ai lu un peu. Nos contradicteurs pourraient nous opposer l'argument suivant : En admettant qu'un plan de relance en faveur des travailleurs serait adopté, cela aggraverait à terme les contradictions du capitalisme, etc. Certes, de toutes façons, quoi qu'ils fassent ils ne pourront qu'aboutir à ce résultat là.

D'autre part, il faudrait peut-être faire la distinction entre les effets qu'aurait ce plan sur le capitalisme et ses contradictions, et la manière dont les masses le vivent. Car si un plan de relance ou l'accès au crédit leur permet de vivre comme avant, elles n'auront aucune raison de se mobiliser, c'est la première chose.

Ensuite, si c'est le capitalisme qui les tire d'affaire, pourquoi ne seraient-elles pas amenées à penser qu'il en sera toujours ainsi, que vaut dans ce cas-là notre discours socialiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme (Rosa Luxemburg), comment pourrions-nous les convaincre de la nécessité de construire un parti pour préparer le passage au socialisme si finalement cette nécessité ne repose plus sur une base objective ?

Au lieu d'aider les capitalistes à s'en sortir, on devrait tout faire pour les en empêcher, or prôner un plan de relance va dans le sens des intérêts ponctuels des capitalistes qui craignent par dessus tout que la crise s'approfondisse et ne remette en cause les fondements de leur système économique.

Résumons. Pratiquement un plan de relance qui ne pourrait reposer que sur la relance du crédit irait dans le sens de l'aggravation des contradictions du capitalisme et préparerait déjà les conditions de la prochaine crise, donc théoriquement on devrait y être favorable compte tenu de cette perspective, mais sachant maintenant que sur le plan politique il ne favoriserait pas la prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme par le prolétariat, il constituerait davantage un obstacle aux conditions nécessaires pour affronter la bourgeoisie et vaincre.

Quand on dit que les conditions objectives sont mûres et ont même commencé à pourrir pour le passage au socialisme, parmi ces conditions objectives pourries, il faudrait peut-être ajouter les conditions de vie de la majorité de la population qui se sont élevées nettement au-dessus du minimum nécessaire à la simple reproduction de la force de travail, et qui pour cette raison en est redevable au capitalisme et n'estime pas nécessaire de remettre en cause ce système puisqu'elle en tire encore des bienfaits non négligeables. Si l'on veut réellement tenir compte de l'état d'esprit des masses, ce n'est certainement pas en interprétant de quelle manière elles vivent le capitalisme à partir de l'interprétation qu'on en donne. Je peux acheter une voiture, je l'achète, point barre, la plupart des travailleurs, y compris les intellectuels ne pensent pas plus loin, c'est se faire des illusions ou c'est malhonnête de prétendre qu'ils raisonneraient comme je le fais ici. L'accès au crédit, outre qu'il leur permet d'avoir accès à des marchandises qu'ils ne pourraient pas se procurer autrement, est très souvent perçu comme une aubaine, alors que c'est exactement l'inverse qui se produit en réalité, mais ils en sont inconscients. Ils ignorent totalement que c'est uniquement grâce à ce moyen que le capitalisme peut survivre et qu'ils trainent toutes ces souffrances tout au long de leur vie. Ils font leur propre malheur par ignorance du fondement du capitalisme et le crédit à l'ultime avantage de leur masquer durablement.

AFP - 14.11. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a rencontré vendredi à Washington des dirigeants syndicaux des pays du G20, avec lesquels il est tombé d'accord pour défendre les aspects sociaux dans la réponse à la crise financière.

Ah ben alors, si les dirigeants syndicaux et le FMI sont "*tombés d'accord*" pour défendre les intérêts des travailleurs, quel bonheur camarades ! Gageons que Bush et Sarkozy seront d'accord aussi ! Marc Blondel est le représentant de FO à la CSI, Marc Blondel a été placé à la direction de la Libre Pensée par les dirigeants du POI qui contrôlent la LP. Marc Blondel n'a jamais défendu autre chose que le capitalisme tout comme Bergeron ou Mailly, j'entends sur le fond, l'essentiel.

"*Il y a eu un accord large sur le fait que la crise a eu des conséquences graves sur les travailleurs*", a ajouté l'institution multilatérale (le FMI). De son côté, le POI se prononce pour un plan de relance en faveur des travailleurs. Il n'y a pas là de contradiction, tout est dans l'ordre des choses. Vous avez dit indépendant ?

Au fait, qu'est devenue la pétition pour exiger un référendum sur le traité de Lisbonne ? Envolée, plus de nouvelles, à la poubelle. Ils vont peut-être nous en ressortir une autre sur la Sécu, la précédente a disparu de la même manière. Sur le traité de Lisbonne cela tombe bien, le pacte de stabilité a volé en éclats, quel dommage ! Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner a décidé comme un grand de verser des milliards aux banques, aux entreprises petites, moyennes et grandes, et l'Union européenne ne s'y est pas opposée ? Ah ben non mon brave monsieur, la France est encore un Etat souverain : Ah bon, mais on m'avait affirmé le contraire. On vous a fait croire n'importe quoi et vous l'avez cru, dites plutôt cela. Mais alors, tout ce tapage depuis 1992, c'était du pipeau ? C'était bidon, vous avez tout compris, Mitterrand, puis Chirac, puis Sarkozy était tranquille pendant ce temps-là. Vous avez enfin compris ? Non, alors c'est incurable !

Il y en aura pour tout le monde, normal, ils sont tous sur la même longueur d'onde. Le dernier numéro de Débat militant (LCR) fait référence à Engels. Et alors ? Rien, rien comme d'habitude : ce n'est pas une minorité mais une majorité qui devra prendre le pouvoir, pour cela il faut aider la conscience de classe du prolétariat (eux ils parlent du "monde du travail", une expression cher aux staliniens) à progresser. Mais dites donc, c'est bien cela ? Oui, c'est bien, à ceci près qui fait toute la différence entre le

marxisme et l'opportunisme petit-bourgeois, c'est qu'ils pensent s'y prendre sans proposer la moindre perspective politique, ils arrivent même à ne pas citer une seule fois l'Etat ou les institutions de la Ve République en 5 pages, un exploit non ? C'est peut-être une lacune ? Au bout d'un certain nombre d'années ce n'est plus une lacune, on appelle cela de l'incurie politique ou du révisionnisme lorsque l'on fait référence à Engels.

Prenez les deux derniers éditoriaux de Gluckstein (POI), soporifiques, psychasthéniques ! Par contre dans le n°20 d'Informations ouvrières en page 2, il y avait un article de Chaintron complètement délirant et irresponsable, dangereux même, personne n'a rien trouvé à y redire ? Je me demande parfois si on parle bien du même journal.

Il considère que ce serait bien si les étudiants devenaient profs le plus tôt possible. A 8 ou 10 ans ils vont déjà avec des couteaux dans les poches, à 12 ou 15 ans ils t'envoient chier proprement, et au-delà ils te menacent ou ils te cassent la gueule. Une française de mon village a son fils de 25 ans qui est prof d'histoire depuis deux ans dans un lycée de Clichy-sous-Bois (93), sa belle-soeur est institue dans une école élémentaire aussi dans le 93. Le premier n'en peut plus, il part le matin l'angoisse au ventre et quand il rentre le soir il lui arrive de tomber en sanglots, génial non ? La seconde est obligée de fouiller tous ses élèves le matin, car un jour il y en a un qui a sorti un couteau de sa poche en classe, elle flippe en permanence en craignant un accident.

Ce qui est dégueulasse, c'est d'envoyer des jeunes profs dans des quartiers difficiles, j'ai envie de dire avec la complicité des syndicats. Ma fille de 27 ans vient de faire sa première rentrée des classes, une classe de CM1 près de Toulouse. Lorsqu'elle a appris que pour son premier poste elle était envoyée dans une école au pied d'une cité HLM, elle a angouissé avant même le premier jour, normal.

La violence, les insultes, les bagares sont le lot quotidien dans de très nombreuses écoles, Chaintron l'ignorerait-il ou il s'en fout et il est complètement irresponsable (si je ne me trompe pas il était prof et il y a une tripotée de profs à la direction du POI) ? Envoyez un jeune prof dans une école aujourd'hui, sachant qu'il va atterrir forcément dans un lycée qui cumule tous les problèmes, c'est criminel, non ?

Il y a trois semaines environ j'ai vu un numéro de l'émission Envoyé spécial de France 2 qui avait trait justement à ce sujet. On a vu des profs réduits au silence, au bord de la crise de nerf, certains craquaient évidemment. Pour faire un cours, il faut attendre que la situation se stabilise un peu en classe, c'est délicat, il faut parlementer et se maîtriser, 20 minutes de perdues sur un cours qui dure une heure, en fait 50 minutes, car les élèves sont déjà dehors dans leur tête 10 minutes avant la fin du cours. 30 ou 34 heures de cours par semaine, près de la moitié de perdues à faire régner un semblant d'ordre dans la classe.

J'ai assuré les études dirigées de classes de 6e et 5e pendant un an et demi, et j'ai fait 2 remplacements en tant que prof de français à des élèves jusqu'en terminale au lycée français de Pondichéry l'année dernière. Rien de comparable avec la France, mais quand même, en 6e pas de problèmes ils débarquent au lycée, en 5e, ils se prennent déjà pour des grands, du coup il y en a qui foutent le bordel, ils te provoquent, bref il faut déjouer les pièges avec beaucoup de psychologie, en seconde et en terminale, ils sont proche du bac, ils bossent ou ils dorment, c'est plus tranquille, tu peux faire ton boulot sans qu'il soit saboté.

Le prof de Clichy-sous-bois prépare un doctorat d'économie si j'ai bien compris, il a hâte de se tirer de ce lycée qui est un vrai cauchemar. C'est dommage car c'est un bon prof, comme la plupart des profs, la première année il a réussi à ce que ses élèves de 5e exposent leurs travaux au musée du Louvre, et l'année suivante, il a obtenu des consoles de Sony pour toute sa classe, pour bosser l'histoire pas pour s'amuser, donc c'est un prof qui s'est vraiment investi pour essayer d'intéresser ses élèves à l'histoire. Dans le reportage dont je vous ai parlé, la journaliste a demandé à une prof de français si elle avait le choix, si elle choisirait d'enseigner dans un tel collège, visiblement elle était gênée pour répondre car elle n'y tiendrait pas, on la comprend ce serait du sado-masochisme.

Prof est devenu un métier à haut risque, très difficile, sans expérience, sans être blindé sur le plan psychologique, c'est l'enfer avec le risque de dérapage, de sanction, etc. Et il faudrait que des prof encore plus jeune ou particulièrement jeunes fassent la classe dans telles conditions ? On se demande sur quelle planète ils vivent au POI sans vouloir être médisant.

Le 19 novembre 2008

J'ai rétabli provisoirement la page d'accueil. Mieux que des statiques, en annonçant la fermeture du site, je voulais voir ce qu'avaient dans le ventre et dans la tête ceux qui se connectent sur le site, pas grand chose en réalité, ce qui confirme ce que je pensais depuis longtemps sans vouloir toutefois l'admettre.

La plupart des internautes se comportent comme des privilégiés qui estiment normal ce qui leur tombe dans le bec sans se donner la peine de réfléchir davantage. Ils ont adopté la mentalité kleenex de cette époque ou se comportent comme des enfants gâtés, inconsciemment bien sûr, il faut bien reconnaître que cela ne réclame pas beaucoup d'efforts, il suffit de se laisser aller tranquillement à son penchant naturel. Les idées de la classe dominante les guident jusque dans leur moindre geste quotidien sans qu'ils ne s'en aperçoivent voilà tout. Ne leur dites surtout qu'elles influent sur leur réflexion politique, c'est impossible

car ils savent forcément mieux que tout le monde de quoi ils causent, et si ce n'est pas eux, c'est leurs chers dirigeants qui n'ont jamais été foutus de les aider à comprendre par eux-mêmes comment fonctionnait le vieux monde pourri dans lequel nous vivons. Ce ne serait pas vrai peut-être ? Alors dites-moi un peu qui a osé poser devant vous un grand nombre de questions que vous ne vous étiez jamais posés. Vos cadres ou vos dirigeants ? Ils en sont totalement incapables, en dehors de leurs syllogismes qui ne leur servent qu'à endormir et conserver la maîtrise de leurs troupes, à quel moment ont-ils fait surgir chez vous des questions déterminantes ? Qui a osé émettre des hypothèses auxquelles personne ou presque n'ont pensé ? Qui a osé fournir des prévisions politiques sans craindre par la suite de devoir corriger le tir ? Vos dirigeants ? Ne me faites pas marrer, la veille du référendum du 29 mai 2005 ils se sont avérés incapables de fournir le moindre pronostic, les preuves existent et chacun peut le vérifier. Environ un an avant j'avais annoncé la victoire du non en France, comme j'ai annoncé celle du non en Irlande deux semaines avant le référendum, etc., etc.

Par contre, j'avoue que j'avais traité avec légèreté la crise actuelle du capitalisme, je m'étais fier une fois de plus, une fois de trop, à ce que j'avais lu dans *Informations ouvrières*, on ne m'y reprendra plus, je préfère me fier désormais aux économistes bourgeois qui savent au moins de quoi ils causent et s'ils ne vont pas au bout de leurs analyses, ce qui est tout à fait normal compte tenu de leur position, j'aurai qu'à me débrouiller pour combler leurs lacunes, si je n'en suis pas capable, je le dirai carrément. J'ai reçu une éducation politique très dogmatique quand j'étais à l'OCI, on pratiquait volontiers le culte de la personnalité, je traîne cela comme un boulet, je m'emploie dorénavant à m'en séparer.

Contrairement à ce que l'on pense souvent, il ne suffit pas de lire et d'étudier des ouvrages savants pour progresser. Que vaut une analyse délivrée après coup ? Pas grand chose à vrai dire puisque ce n'est pas vous qui l'avez produite. Que vaut une analyse qui soit-disant intègre les orientations du capitalisme si on ne vous explique pas sur quelles hypothèses elle repose ? Rien ou presque. Vous ne voulez tout de même pas qu'on vous révèle sur quoi reposent nos analyses, car vous pourriez devenir trop intelligents ou vous posez des questions auxquelles leurs auteurs n'ont pas pensé ou pour lesquelles ils sont incapables de fournir des réponses. Vous connaissez beaucoup de dirigeants qui vous expliquent comment ils en sont arrivés à certaines conclusions ? Qui étudient systématiquement et publiquement chaque hypothèse, n'en rejettent aucune avant de l'avoir épuisée, etc. ? Faites donc le tour des formations politiques et des sites Internet, j'attends votre réponse.

Quant on vous mâche le boulot, vous n'apprenez rien, c'est ce que j'ai déduit de ma propre expérience. On n'apprend quelque chose qu'à partir des difficultés ou des problèmes que l'on rencontre, car ils nous obligent à nous poser des questions pour en comprendre l'origine et essayer de les résoudre. Si on ne se donne pas la peine d'apprendre à penser par soi-même, ce n'est pas nous qui parlons mais quelqu'un d'autre à notre place. Et penser par soi-même demande un effort quotidien face à chaque situation nouvelle, ce n'est pas quelque chose d'acquis, c'est quelque chose qui se travaille inlassablement et dont on ne verra jamais le bout.

Il y a ceux qui sont sûrs d'avoir toujours raison, et qui, lorsqu'ils entreprennent de vérifier un de leurs arguments, au mieux ils se contentent en fait de les présenter sous un angle différent, ils se leurrent eux-mêmes et vous trompent, et il y a ceux qui prennent la peine de tout remettre en cause et de tout révéifier systématiquement une énième fois, quitte à réviser leurs positions s'ils s'aperçoivent qu'ils se sont trompés quelque part ou qu'un élément nouveau déterminant est intervenu et nécessite de revoir notre copie. J'appartiens à la seconde catégorie, et je vous avouerais franchement que ce n'est pas facile à assumer, car on peut être amené à changer plusieurs fois de positions en fonction de la profondeur de notre réflexion, ce qui peut être facilement mal interprété et peut passer pour de l'opportunisme.

J'en ai strictement rien à foutre de ce que l'on pense de moi, dans la mesure où je pense suffisamment de mal de moi et qu'il serait difficile d'en rajouter. Un rappel pour ceux qui ne le saurait pas. J'ai été pris d'effroi lorsqu'en 2001 je me suis rendu compte que j'avais cessé de militer pendant 20 ans. J'aurais très bien pu me dire : maintenant que ce qui est fait est fait et qu'il est impossible de rattraper le temps perdu, tu t'es laissé dévoyer par cette société en ne t'occupant que de ta petite personne misérable, à quoi bon faire l'effort de renouer avec ton passé puisque ces 20 dernières années te colleront toujours à la peau. Au lieu de choisir la facilité, j'ai choisi la voie la plus difficile. Je me suis relancé tête baissée dans le militantisme, c'est la raison pour laquelle j'ai soutenu le PT au départ, sans trop réfléchir il faut bien le dire. Mais en même temps, je ne pouvais pas essayer de comprendre pourquoi les choses s'étaient passées ainsi, j'ai eu la très désagréable impression que toutes ces années s'étaient passées à mon insu, sans que je l'aie vraiment décidé, l'horreur quoi. J'étais si sûr de moi jusqu'alors que je me suis senti minable, vidé.

Du jour au lendemain, je me suis retrouvé totalement en porte-à-faux, ma situation en Inde ne correspondait plus du tout avec les idées politiques avec lesquelles j'avais renoué, j'avais l'impression qu'un long rêve venait de s'achever. En même temps, il m'était impossible de faire marche arrière sur le plan matériel, je me voyais mal retourner en France et m'inscrire à l'ANPE tout en vivant à l'hôtel. J'avais à l'esprit que j'avais quitté la France non pas pour me doré la pillule au soleil, mais bien parce qu'une énième fois j'avais perdu mon boulot, et en avançant en âge les choses ne pourraient aller qu'en s'aggravant puisque je n'avais jamais pu supporter l'humiliation que nous font subir les patrons ou les petits chefs de merde, ce n'était pas demain la veille que je le supporterais davantage. C'est uniquement cette faiblesse de ma part, que je n'ai jamais réussi à corriger, qui m'a conduit à rester en Inde bien que je n'avais plus aucune raison d'y demeurer. Loin d'être privilégiée, ma situation est bien plutôt peu enviable.

Voilà en quelque mot pourquoi j'en suis arrivé à faire ce site Internet, afin de pouvoir participer au combat politique avec mes

modestes moyens. Alors il est vrai que si je fermais le site, je n'aurais plus aucune activité politique ce qui me causerait un réel problème. Je pourrais toujours m'en sortir par une pirouette, les prétextes ne manquent pas pour fermer le site, mais en même temps ils ne manquent pas non plus pour continuer le travail que j'ai entrepris. Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que je le continue pour me faire plaisir ou y trouver un avantage personnel, car ce n'est pas le cas. D'ailleurs ce serait me faire un procès d'intention de l'affirmer, puisque personne n'est obligé de se connecter sur le site, encore moins d'adhérer aux idées que je développe, je fais même tout ce qui est en mon pouvoir pour empêcher les militants de partager mes idées sans les avoir vérifiées eux-mêmes au préalable.

Vous savez, parfois on se dit des truc en apparence banals, par exemple, lorsqu'on évoque le fait de *couper les cheveux en quatre*, on a à l'esprit ce que cela signifie en amont, on se pose plein de questions, on passe en revue un tas d'hypothèses, etc., mais on ne pense pas forcément au travail qu'il va falloir faire avec toutes ces réponses collectées, pour peu que l'une d'entre elle soit en contradiction avec nos propres affirmations et c'est reparti pour un tour, il faut tout revérifier une nouvelle fois. Allier l'empirisme à la dialectique est sans aucun doute le meilleur moyen d'obtenir de bons résultats, mais quel boulot ! Quand on commence à sentir que là haut cela commence à fumer, on est proche du but en général.

Cela doit devenir la vocation du site de mettre en oeuvre cette méthode. J'ai l'impression d'avoir voulu trop en faire et de m'être épuisé pour rien puisque finalement je n'ai reçu le soutien que d'une poignée de militants. Il faut dire que j'ai tout fait pour me rendre peu sympathique aussi aux yeux des militants. Vous auriez peut-être préférés que je modère mon langage, que j'évite les vulgarités dans mes causeries, que je me la joue plus intellectuel pour donner plus de poids à mes arguments, mais si j'avais agit ainsi ce qui était tout à fait possible, je vous aurais trompés, je ne sais pas si vous y avez pensé un instant. J'ai peut-être peu de moyens pour faire ce site, mais je dispose quand même du matériel linguistique qui m'avait servi pour mes cours universitaires des sciences du langage (niveau maîtrise), par chance il a échappé au tsunami, rien de plus facile que de consulter un dictionnaire des synonymes par exemple, de faire davantage attention à la concordance des temps, les dépêches de presse sont affreuses sur ce plan-là, etc. Je préfère vous livrer un travail aux contours imparfaits qu'une copie sortant d'un moule parfait mais dont le contenu l'est beaucoup moins. Je ne suis qu'un homme, un ouvrier, un militant qui essaie de penser par lui-même - sinon il n'y a ni indépendance ni liberté, plutôt qu'une machine à rabâcher sans cesse les mêmes choses, d'ailleurs je serais le premier à m'en lasser, c'est un truc de névrosé profond.

Pour ce qui concerne la souscription, ma proposition demeure valable, tout ce que je vous ai dit sur ma situation et celle de ma compagne est rigoureusement exact. Un camarade m'a envoyé un mail à ce sujet, je le mettrai en ligne avec ma réponse. Ce sera plus motivant pour moi de continuer le site si des camarades y participent financièrement, politiquement ce serait bien ou mieux, je veux récolter environ 1.000 euros sur un an, j'ai reçu un premier chèque de 80 euros d'un métallo CGT, un camarade routier s'est engagé à participer, à vous de voir.

Vous m'excuserez de n'avoir pas actualisé les autres rubriques, je dois encore réfléchir à ce je vais faire, je ne peux plus continuer à ce rythme de dingue, c'est pire que l'activisme que j'ai dénoncé, comme quoi !

Pour vous faire passer le temps en attendant, quelques questions à creuser :

Pourquoi les partis ouvriers ont-ils fait l'impasse sur les conséquences pour le mouvement ouvrier des moyens mis en oeuvre par les dirigeants de ce monde pour tenter de juguler cette crise ?

Pourquoi entendons-nous parler des monnaies tous les jours, mais pas de l'or

Plusieurs pays (Pologne, Hongrie, Ukraine, Suède, etc.) de l'UE ont manifesté leur empressement à adhérer à l'euro, dans quelle perspective s'inscrit cette démarche au regard du dollar ?

Sur quoi repose l'économie japonaise, alors que le déficit de l'Etat atteint plus de 180% de son PIB, que le taux directeur de la banque centrale japonaise est à 0,3% ?

Certains économistes ont parlé d'une monnaie unique mondiale, dans quelles conditions cela pourrait-il être possible ? Qu'est-ce qui pourrait s'y opposer ?

Le sommet de Washington a accouché d'une souris apparemment, même les Bourses ne s'y sont pas trompés, alors comment cette crise peut évoluer ?

Personne n'aurait pu prévoir une telle crise, pas même Marx, d'autre part, dans les années 30 ils ont résolu la crise par une guerre mondiale, du coup nous n'avons jamais vécu dans le passé une expérience comparable à celle que nous vivons aujourd'hui, le système capitaliste peut-il s'effondrer au-delà de ce que Marx avait prévu ou au contraire les remèdes d'hier suffiront à faire repartir la machine capitaliste ?

Si le capitalisme réussissait à surmonter cette gigantesque crise en faisant chauffer à blanc la planche à billets, de sorte que

ses conséquences en seraient atténuées sur le prolétariat, si tel était le cas, il faudrait peut-être admettre qu'ils pourraient procéder de la même manière lors de ou des prochaines crises, du coup, l'un des fondements du socialisme ne disparaîtrait-il pas par la même occasion, la perspective du socialisme ne serait-elle pas une utopie, ne faudrait-il pas revoir alors entièrement notre copie ?

Le niveau actuel du capitalisme mondial repose-t-il sur un véritable développement, autrement dit, ce développement correspond-il à une valeur réelle (acquise) ou repose-t-il plutôt sur une évaluation hypothétique des profits que la spéculation en attendait ?

Par exemple, vous imaginez une usine flambant neuve en Chine, vous vous dites, le capitalisme se développe en Chine, bien, mais si cette usine a été financée avec des crédits spéculatifs sur la base des profits qu'elle devrait rapporter plus tard et que quelques années après du fait de la crise ces profits ne se réalisent pas, du coup, le capital que représente cette usine, il existe ou il n'existe pas, cette usine a-t-elle véritablement la valeur qu'on lui prête ou au contraire elle n'en a aucune ?

General Motor vaut-elle encore un dollar alors qu'elle cumule 70 milliards de perte ?

Les monnaies dont-elles totalement déconnectées de l'or ?

Le 1,4 millions de milliards de dollars des produits dérivés correspond-il à du capital réel ou du capital fictif, cet argent existe-t-il vraiment et si oui d'où peut-il bien sortir ?

Pourquoi Bush, Sarkozy et les autres dirigeants insistent-ils tellement pour laisser l'aristocratie financière faire son business ?

Pourquoi le marché financier est à la fois la planche pourri du capitalisme et son seul recours pour tenter de résoudre cette crise ?

Sur quel facteur le capitalisme financier peut-il agir pour relancer la machine capitaliste ?

Pourrait-on imaginer qu'une crise conduise à l'effondrement total du capitalisme au point d'entraîner une paralysie de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale, précipitant les conditions de la révolution socialiste internationale, scénario que Marx ne pouvait pas prévoir ?

Le capitalisme s'est imposé à l'échelle mondiale, mais s'est-il véritablement développé à l'échelle mondiale et de quelle manière sur les différents continents ?

L'Afrique et une grande partie de l'Amérique latine, n'auraient-elles pas aujourd'hui le statut de colonies économiques des puissances capitalistes, à l'instar de l'Inde à l'époque de la domination britannique ?

Endettement record des Etats, taux d'intérêt des banques centrales à zéro, crédit au particulier trop cher, travailleurs endettés et/ou insolubles, production au ralenti ou arrêtée, en surproduction permanente, marché saturé, salaires trop faibles pour relancer la consommation, baisse de la consommation mondiale, baisse du prix des matières premières, récession mondiale, profits à venir incertains, augmentation des conflits sociaux dans tous les pays, comment un nouveau développement du capitalisme pourrait-il être encore possible dans de telles conditions ?

Ce sont quelques questions que je me suis posées les derniers jours, j'ai la réponse à la plupart d'entre elles, reste à mettre de l'ordre dans tout cela avant de sortir une analyse globale de la situation et de déterminer avec le plus de précisions possibles dans quelle direction s'oriente le capitalisme. Je n'ai pas évoqué la lutte de classe, elle sera omniprésente dans les mois et années à venir, on peut le prédire sans crainte de se tromper. J'y ai accordé moins d'importance ici parce qu'elle découlera directement du cours de la crise. On verra cela dans quelques jours.

Un mot quand même, un extrait d'une dépêche de Reuters d'hier.

"Invité de France 2 mardi matin, François Chérèque a affiché sa satisfaction devant les progrès enregistrés dans les discussions entre la direction de la SNCF et deux organisations syndicales, la FGAAC (Autonomes) et la CFDT, qui selon lui illustrent son appel au dialogue.

Les négociations portent sur un projet de décret modifiant les conditions de travail des agents de conduite du fret et leur avancée a permis de reporter de trois jours la grève prévue à partir de mardi minuit.

"Si le gouvernement reprend les éléments de cette négociation dans un décret, vraisemblablement les cheminots renonceront à faire grève et on aura fait la démonstration à la SNCF qu'il vaut mieux négocier que faire grève", a dit le secrétaire général de la CFDT, soulignant la "modernité" de la démarche."

Inutile de commenter.

Le 20 novembre 2008

Je n'ai pas le temps de bavarder, vous trouverez en ligne ma réponse à un second courriel reçu d'un ex-camarade de l'OCI-PT. Dans ma réponse j'aborde largement la crise actuelle du capitalisme et je fournis quelques indications sur l'orientation que pourrait prendre le prochain développement du capitalisme, s'il parvient à surmonter la crise actuelle, tout dépendra uniquement de la mobilisation révolutionnaire des masses...

En page 11 du n°23 d'*Informations ouvrières* on peut lire ceci : "*La vérité, c'est qu'aucun des « grands de ce monde » réunis à Washington n'est capable d'endiguer la crise, qui n'est autre que la crise mortelle du régime de la propriété privée des moyens de production.*", voilà une affirmation pour le moins légère.

D'abord rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que le capitalisme pourrait être victime d'une "*crise mortelle*", sans préciser que seule une révolution socialiste pourrait mettre un terme à son existence, cela laisse entendre qu'il pourrait mourir de sa belle mort, disparaître tout seul, si tel devait être le cas, pour que cette perspective soit pertinente, faudrait-il encore l'étayer pas des arguments, or le POI n'en fournit aucun, c'est la première chose, voilà encore me semble-t-il un effet d'annonce sans lendemain comme les publicistes bourgeois ont l'habitude d'en pondre tous les quatre matins. Le POI n'étant pas un parti qui combat pour la révolution socialiste, il est bien mal placé pour évoquer cette possibilité, on comprend l'embarras dans lequel se sont placés eux-mêmes les dirigeants de ce parti qui se proclament communistes internationalistes.

Ensuite, au lieu de rabâcher que les capitalistes n'ont pas trouvé les moyens "*d'endiguer la crise*", il serait peut-être bon d'expliquer aux militants et travailleurs quelles pistes ils pourraient exploiter demain pour tenter d'y parvenir. Se contenter de constater ce qui se passe sous nos yeux n'apporte pas grand chose à la compréhension de la situation, mais cela suffit pour un parti qui finalement n'a toujours pas décidé d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République.

De fait, Gluckstein est passé maître dans l'art détourner les masses du gouvernement, il écrit dans son éditorial : "*De fait, sur un plan politique, tous ces mouvements de lutte de classe tendent à converger vers un point unique : l'abrogation des directives et du traité de Maastricht, la rupture avec cette Union européenne re - jetée par toutes les couches de la population.*", admirer le tour de passe-passe, le "*point unique*" contre lequel doivent converger "*tous ces mouvements de lutte de classe*" ne pourrait être le gouvernement ou les institutions, mais l'Union européenne, alors que la même Union européenne a déclaré que la politique mise en oeuvre pour faire face à la crise dépendait dans chaque pays de la responsabilité de leur gouvernement respectif.

La fin de cet éditorial est aussi insipide et aussi creux que les deux précédents, il appelle à "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple prendra en main son avenir et se donnera les moyens d'un plan de sauvegarde des intérêts de la population*" réussissant le tour de force dans la situation actuelle de ne pas citer une seule fois le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, son seul objectif, une fois adopté "*un plan de sauvegarde des intérêts de la population*" sera bien d'assurer la préservation du système capitalisme, c'est moi qui l'ajoute, comment pourrait-il en être autrement sans renverser au préalable le pouvoir politique en place ?

L'issue de la crise est contenue dans cette unique question : comment créer les conditions politiques qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir ? Certainement pas en évitant de la poser.

Vous voulez vous faire une idée plus précise sur le POI et savoir de quoi leurs dirigeants sont capables pour tromper les militants, voici un élément qui devrait alimenter votre réflexion.

Vous vous souvenez peut-être encore que la résolution présentée par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008 avaient été adoptée à l'unanimité, donc y compris par les cadres ou dirigeants du POI (voir l'article dans le site intitulé *Pour FO le capitalisme est éternel... avec la bénédiction du POI !*).

A peine 3 semaines plus tard, dans sa lettre électorale du 5 novembre Mailly nous faisait part des propos qu'il comptait tenir à Sarkozy avant qu'il s'envole pour le sommet de Washington :

"*Comme revendication, nous aurons notamment mis l'accent sur:*

– *renforcer le rôle des organismes internationaux (FMI – Banque mondiale – OMC) pour imposer comme critères le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et des normes internationales du travail.*, autrement dit la direction de Force Ouvrière que soutient inconditionnellement le POI compte sur ces institutions au service du capital pour faire respecter les droits de l'homme, les principes de la démocratie et défendre les droits des travailleurs, au moins les choses étaient très claires. Insupportable pour un militant ouvrier !

Claude Jenet, l'un des bureaucrates de FO et secrétaire national du POI écrit ceci cette semaine (page 2) en donnant une leçon au PS, vous avez le droit de vous marrer :

"Depuis quand le capitalisme aurait-il, comme finalité, la satisfaction des besoins de l'humanité, le respect des droits de l'homme et le souci de l'intérêt collectif ?". Très fort n'est-ce pas ? C'est se foutre royalement des militants ou je ne comprends rien. Ne dites surtout pas que le POI joue double jeu, on va vous traiter de calomniateur, sauf qu'avec cette preuve sous le nez, ce sera difficile de vous lancer une telle accusation.

On ne peut pas laisser indéfiniment des dirigeants tout dire et tout faire et son contraire au nom des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, aucun argument ne permettra jamais de le justifier.

Dans la vie se faire passer pour ce qu'on n'est pas est assurément malhonnête et peu enviable, dans le cas d'un parti c'est encore plus grave, car l'intention de nuire est manifeste et ne peut pas être anodine ou sans fondements. A vous maintenant de vous posez la question de savoir quelle peut en être l'origine et la nature, si vous cherchez bien dans le site, vous devriez trouver des éléments pour vous aider à répondre à cette question.

Voilà une bonne raison pour soutenir politiquement et financièrement le site *Lutte de classe*.

Le 23 novembre 2008

L'inquiétude porte sur le fait que la récession, que beaucoup d'analystes voient s'aggraver dans les prochains mois, continuera d'entraîner les prix à la baisse, frappant de plein fouet des secteurs tels que l'immobilier ou l'automobile et contribuant à alimenter une spirale descendante. C'est ce qui est déjà en train de se produire. Même la Suisse va entrer en récession, le pays des banques ! Le pays de l'or blanc, blanc comme la neige et de tous les blanchiments via le secret bancaire.

Moins de crédit et de travailleurs solvables se traduit par une baisse de la consommation qui entraîne à son tour une diminution ou un arrêt de la production se traduisant par plus de chômage et encore moins de pouvoir d'achat, donc encore une baisse de la consommation qui tire les prix inexorablement vers le bas. La production et la consommation baissant, les profits attendus fondent au soleil, du coup il y a plus de risque à placer son argent sur un marché de plus en plus incertain et dont les réactions sont imprévisibles et anarchiques. Wait and see doit être la devise de nombreux investisseurs qui se demandent quand la descente aux enfers va s'arrêter. On pourrait leur répondre quand on vous pendra, mais on va passer pour des barbares ou de furieux extrémistes. Et pourtant !

A propos de l'immobilier, j'ai entendu avant-hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie que les prix avaient été divisés par deux dans les Emirats Arabes.

En Russie, ils viennent d'arrêter les travaux de la plus haute tour en construction dans ce pays faute de liquidés et de crédits. Par ailleurs, des promoteurs immobiliers proposent des remises déjà de 20% sur le neuf, mais selon des économistes russes cela ne suffira pas à relancer ce secteur d'activité. Je vous propose d'écouter l'un d'entre eux qui décrit assez bien la situation.

Pour Barry Schumaker, expert du secteur immobilier à la banque Uralsib, l'annonce des remises chez Donstroï va être suivie par les autres sociétés du secteur durant les "six à neuf mois à venir", et ce qui devait être une promotion de Noël deviendra finalement la norme.

"Toutes les sociétés qui ont un gros stock d'invendus vont devoir faire ça. Ca fait deux mois que rien ne se vend, et les compagnies ont désespérément besoin de liquidités", relève l'expert, qui prévoit aussi des "banqueroutes".

Car les sociétés de construction, portées par les crédits faciles et un boom sans précédent dans l'immobilier durant les années 2000, se sont largement endettées pour profiter d'un marché en pleine expansion.

"A un moment donné, elles seront mêmes prêtes à vendre à perte si leurs dettes commencent à vraiment les menacer", prévoit M. Schumaker.

D'autant que les acheteurs potentiels soit "n'ont pas assez confiance en l'avenir pour acheter un bien immobilier maintenant" soit, compte tenu des conditions actuelles, "sont intelligents et attendent que les prix baissent. (AFP 21.11)

La confiance, tout le monde en parle, et dans le mouvement ouvrier, vous en avez entendu parler, est-ce que ce sujet a été abordé par nos vaillants dirigeants, sous quel angle ?

Il n'est pas inintéressant de revenir sur cette question qui est souvent citée comme l'élément clé de la situation, mais sous un autre angle.

Confiance et inconscience marchent ensemble. Eux, ils parlent de la confiance du marché, des investisseurs, de l'aristocratie financière, nous, nous pensons plutôt à la confiance des travailleurs dans le capitalisme qu'il faut les aider à briser. Cette confiance est le produit de l'ignorance qu'ils doivent vaincre, le produit des rapports sociaux d'exploitation qui les a rendu étranger au produit de leur travail qu'ils doivent se réapproprier. Une fois qu'ils en ont pris conscience, tous les discours du monde sur les bienfaits du capitalisme tombent à l'eau. On mesurera ici la nécessité d'expliquer aux travailleurs sur quels fondements repose le capitalisme.

Confiance de la force que représente le prolétariat, la majorité de la population, sa légitimité à revendiquer le pouvoir repose sur quelque chose de bien matériel et palpable. C'est lui qui produit et assure le service après-production jusqu'aux consommateurs, du début de la chaîne au dernier maillon, c'est le prolétariat qui fait tourner la société, mais à aucun moment il n'est maître des tâches qu'il exécute, tout le problème est là.

Les capitalistes sous des formes diverses, patrons, PDG, actionnaires, etc., sont des parasites, des sangsues qui se nourrissent de la sueur de notre labeur, ils s'enrichissent sur notre dos, mais ne servent strictement à rien.

Demander ou exiger un plan de relance en faveur des travailleurs ne peut se traduire que d'une seule manière dans la tête des travailleurs : le capitalisme est légitime.

La mobilisation dans l'unité pour les revendications économiques ou sociales est un moyen pour la classe de manifester sa puissance, d'en prendre conscience, de faire naître un espoir, puis de chercher un moyen pour qu'il se matérialise, d'où la nécessité de proposer aux travailleurs une issues politique, car c'est uniquement sur ce plan-là que réside l'issue à la crise.

On ne peut pas avancer quand on n'a pas de perspective politique.

On n'avance sur aucun plan et c'est normal, ni sur celui de la conscience de classe des travailleurs, ni sur la question de la construction du parti, tout au plus les partis ouvriers sont devenus des syndicats qui par l'intermédiaire de leurs militants font pression sur les dirigeants syndicaux, il existe une telle connivence entre les deux que de nombreux militants finissent par en être totalement dégoûtés et finissent par cesser le combat.

Un militants du POI m'avait écrit en substance que l'on ne pouvait pas aller plus loin (sic !) sur le plan politique parce que cela ne correspondrait pas à l'état d'esprit des masses. Il n'a pas dû se rendre compte qu'il reprenait l'argument favori des stalinien qui n'ont jamais tenu un autre langage pour justifier leur capitulation devant la bourgeoisie. Ou encore celui de Bernstein.

Cet argument contredisait ce que nous avons défini comme le devoir de l'avant-garde : ne pas réduire notre politique à l'immaturité politique des masses, mais au contraire leur proposer une perspective politique pour favoriser sa maturation, pour regrouper les pans du prolétariat en rupture avec le capitalisme ou qui avaient commencé à se poser des questions sur le capitalisme qui est à l'origine de tous leurs maux.

On en revient toujours à la même discussion : faut-il définir une ligne politique en partant du principe (erroné) que la classe serait homogène, auquel cas, comme la grande majorité baigne dans un océan d'inconscience, notre ligne politique ne franchira pas le niveau des revendications immédiates, le parti que nous construirons devra se contenter de s'adapter à cette situation sans remettre en cause le gouvernement en place et les institutions, autrement dit, il sera un parti réformiste bourgeois conduisant fatalement à une impasse politique, ou faut-il au contraire définir une ligne politique qui parte du niveau de conscience le plus élevé atteint par des éléments encore isolés de la classe ouvrière mais qui seront de plus en plus nombreux au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifiera, pour pouvoir les recruter dans un véritable parti communiste, tout en sachant qu'ils contribueront à travers leur intervention dans la lutte des classe à entraîner à son tour le reste du prolétariat dans le combat, en partant évidemment des revendications économiques et sociales mais en les inscrivant dans la perspective d'en finir avec le régime ?

Doit-on favoriser l'aspect inconscient qui prédomine chez les masses en leur proposant une politique qui ne sort pas du cadre du régime actuel, ou doit-on favoriser l'aspect de plus en plus conscient qui se dessine chez des milliers de travailleurs et jeunes, en leur proposant une perspective politique qui les conduit à penser leur avenir et la société au-delà du cadre de ce régime ? Réformisme bourgeois ou communisme.

Comme l'expliquait très bien Rosa Luxemburg, nous sommes tous réformistes, mais il y a deux sortes au moins de réformistes, ceux qui conçoivent les réformes dans le cadre du capitalisme, concrètement ils en sont réduits à demander ou exiger du gouvernement bourgeois (ou à l'Union européenne) qu'il réalise ses réformes, et ceux qui à l'opposé, les conçoivent dans la perspective du renversement du pouvoir politique en place, considérant que ce qui a été arraché ne constitue qu'une infime partie des besoins de la classe ouvrière que seule une révolution permettra de satisfaire une fois qu'elle aura conquis le pouvoir politique.

Ces deux conceptions du combat politique sont incompatibles et inconciliables, elles l'étaient déjà autrefois du temps de Marx et Engels, elles le furent au cours des 63 dernières années, elles le sont aujourd'hui et le seront demain. Les alchimistes du réformisme bourgeois ne nous feront jamais croire que l'on pourrait transformer le plomb en or. La dialectique consiste à observer de quelle manière les rapports évoluent et se transforment dans la nature, chez l'homme ou à l'échelle de la société, et non à les violer pour justifier ou légitimer une ligne politique opportuniste.

Entre nous, s'il fallait attendre que les masses soient prêtes pour poser la question du pouvoir politique, on attendrait longtemps, et si on attendait qu'elles la posent clairement directement, là on risquerait d'attendre indéfiniment, et si malgré tout cela pouvait se produire, on se demande bien alors pourquoi on devrait construire un parti. C'est une nouvelle fois donner raison à ceux qui prédisent qu'un jour ou l'autre le capitalisme se transformera en socialisme par la force des choses, autant aller se coucher tout de suite !

Autre chose.

Trichet (BCE) a fait observer qu'il fallait distinguer la déflation, qui se caractérise par une baisse générale des prix mais aussi notamment de la masse monétaire, de la désinflation qui est un simple ralentissement des prix à la consommation, sans se prononcer sur la situation actuelle. Quand il parle de la masse monétaire, il devait parler de la masse monétaire en circulation qui a fortement baissé.

En Chine, le gouvernement a appelé la police à faire preuve de retenue dans son exercice de maintien de l'ordre en cas de grogne sociale.

Le ministre de la sécurité publique, Meng Jianzhu, a ainsi demandé à la police de rester "*pleinement consciente des défis apportés par la crise financière internationale*" et d'éviter les "*mesures excessives lorsqu'elle est face à des incidents de masse*". Ces déclarations du ministre, jeudi dans le quotidien China Daily, interviennent dans un contexte social tendu, alors que se multiplient les manifestations d'ouvriers licenciés dans le sud et l'est du pays. En début de semaine, après deux jours d'émeutes dans le Nord-Ouest, des milliers de personnes ont été dispersées par la police.

En Inde, l'industrie textile indienne, deuxième plus grande source de devises du pays, va perdre un demi-million d'emplois d'ici avril 2009 en raison de la crise financière mondiale, a déclaré le secrétaire au commerce, G.K. Pillai, à la presse.

Le secteur du textile représente 20% de la production industrielle indienne et plus de 30% des recettes d'exportation du pays, selon les chiffres du gouvernement.

Les exportations indiennes ont augmenté de plus de 30% au cours du premier semestre de l'exercice, mais la demande a chuté en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

De son côté, le ministre des Finances, P. Chidambaram, a exhorté les entreprises indiennes à réduire les prix pour éviter le maximum de pertes d'emplois. (AFP 21.11)

Ils nous saignent à blanc et baignent dans la luxure, les prolos doivent finir par l'avoir à l'esprit en permanence jusqu'à en gerber, voici qui devrait les dégoûter un peu plus du capitalisme.

Côté moralisation du capitalisme qui a du plomb dans l'aile, souhaitons au passage que l'altermondialisme suive la même courbe que la bourse ces derniers mois, bonne nouvelle, le salon "Luxury, please" vient d'ouvrir ses portes à Vienne.

Les visiteurs pourront admirer le "*sac à main le plus cher du monde*", une pièce unique, d'environ dix centimètres sur vingt, en platine pur serti de 2.182 diamants, le tout représentant 200 carats et pesant 800 grammes, signée du créateur japonais Ginza Tanaka. Par contre, il sera déjà trop tard pour la Ferrari F599 vendu 304.100 euros, elle a déjà trouvé un fortuné acquéreur.

"*On vend moins de petits objets pas trop chers, mais les grandes commandes on en a toujours*" pour décorer des avions, des palais ou des villas dans le monde entier, précise Johanna Vanicek, propriétaire d'une maison de décoration d'intérieur entre les mains de sa famille depuis 288 ans. (AFP 21.11) Cela donne à réfléchir, non ? Le vieux monde qu'il faut balayer quoi !

Côté morale toujours, l'allié naturel de toutes les dictatures et donc des voyous de l'aristocratie financière vient de vomir sur notre classe un document de sept pages à propos de la crise du capitalisme, vous aurez reconnu le Vatican bien sûr.

"*La dimension éthique de l'économie et de la finance n'est pas quelque chose d'accessoire mais quelque chose d'essentiel et doit être toujours prise en considération pour poursuivre des dynamiques économiques et financières correctes, clairvoyantes et porteuses de progrès*", conclut le Vatican dans un document publié dans son quotidien, l'Osservatore Romano, daté du dimanche

23 novembre.(AFP 22.11)

Si on ne le savait pas déjà, maintenant on le saura, il y a forcément une "*dimension éthique*" dans le fait que plus de deux milliards de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté, qu'ils y en aient qui soient réduits à fouiller dans vos poubelles ou s'entre-tuer pour survivre. Quel "*progrès*", quel avenir merveilleux pour l'humanité en effet ! Quel cynisme !

"*La doctrine sociale de l'Eglise, avec la riche variété de ses principes moraux, peut et doit apporter sa contribution*" à la résolution de la crise actuelle du capitalisme, ajoute le Conseil pontifical.

La nature sociale de ces "*principes moraux*" porte un nom : le corporatisme. Que le Vatican se propose de "contribuer" à l'imposer confirme seulement que sa vocation a toujours été de soutenir en toutes circonstances le capital contre le travail, y compris lorsque des dictateurs détiennent le pouvoir.

C'est normal que le Vatican monte au créneau pour défendre le capitalisme au moment où les travailleurs du monde entier sont portés à en contester la légitimité. Comme absolument rien ne peut justifier l'exploitation, l'Eglise tente de justifier son existence en décrétant qu'elle n'est pas incompatible avec des "*principes moraux*", ceux de la classe des exploités auxquels la population devrait se soumettre.

Pas besoin de "*clairvoyance*" pour comprendre à quoi et à qui peut servir l'obscurantisme dans lequel toutes les religions tentent de maintenir tous les peuples. L'exploitation d'une classe par une autre depuis que les classes existent a toujours été le ciment ou la raison d'être qui unissait le sabre et le goupillon, il n'y a aucune raison que cela change, tel est le message du Vatican.

Un dernier mot à propos de la souscription au site (causerie du 17.11)

Voici où nous en sommes : 80 euros de Paul, 50 de Luc, 70 de Philippe, 40 de Simon.

Je vous mets un extrait du mail que j'envoie à un de ces camarades.

L'histoire de la souscription, c'est parce que j'ai de moins en moins de fric pour vivre donc je ne veux plus être le seul à casquer pour le site. Les militants me croient ou non, c'est leur problème. Je vais te donner un autre élément.

La femme qui bosse chez moi à mi-temps ou le plus souvent à tiers-temps ou moins, c'est ma voisine, veuve d'un pêcheur avec trois filles de 18 à 12 ans. J'ai passé son salaire de 1.200 à 2.000 roupies, c'est 3 ou 4 fois plus qu'un salaire normal ici, mais elle ne peut pas vivre avec 1.200 roupies (20 euros) et 2.000 c'est encore la pauvreté, mais bon je ne peux pas faire plus (en réalité je lui achète régulièrement des trucs en plus, ça me fait chier d'en parler, merde !). Je la vois tous les jours, je pense à ses gosses évidemment, c'est un cas de conscience que l'on peut pas évacuer d'un geste du bras, j'en suis incapable, je suis désolé la misère est partout, j'ai les deux pieds dedans sans na connaître c'est terrible à vivre pour moi.

Une association a construit des maisons pour chaque famille sur un terrain appartenant au village à 300 mètres de la mer après le tsunami. Ces maisons sont minuscules, 25m² maximum divisés en 3 pièces, donc impossible de faire la cuisine dedans, donc chacun a installé la cuisine dehors derrière sa maison, protégée par des feuilles de cocotiers ou des matériaux de récupération. Mais avec la mousson, comme ils ont construit les 52 maisons en laissant à peine deux mètres entre chaque maison et qu'ils ont construit deux rues en ciment, l'eau de pluie s'écoule de chaque côté et l'espace qui fait office de cuisine est inondé. Jayalakshmi m'a demandé si je ne pouvais pas faire quelque chose pour qu'elle puisse obtenir une bouteille de gaz et un réchaud car la situation est vraiment insupportable.

Quelques heures plus tard j'ai profité d'une accalmie pour aller à Pondichéry là où j'ai un contrat pour le gaz. Le patron m'a dit qu'il fallait attendre janvier, une histoire de quota institué par le gouvernement, bref, je lui demande combien coûterait l'inscription, il m'a répondu 4.000 roupies, cela comprend la première bouteille de gaz et le réchaud. L'après-midi je raconte cela à Jaya, mauvaise nouvelle, mais bon, surtout le prix, elle baisse les yeux, comme font les gens quand ils sont accablés par quelque chose contre lequel ils ne peuvent rien faire, immédiatement je la rassure, je lui ai dit que je lui paierai sans qu'elle ait à me rembourser, j'avais déjà pris la décision avant.

Ce que je veux te dire Luc par là, c'est que je ne peux pas faire face à ce genre de situation et assumer seul le coût du site, 4.000 + des dizaines de milliers de roupies c'est pas possible, de mon côté je me démerde pour donner les 4.000 rs à cette femme et d'un autre côté les militants se démerdent pour financer le site. On a des cas de conscience terrible ici, j'ai conscience d'être terriblement favorisé par rapport à Jaya et ses gosses, c'est dégueulasse la vie que leur réserve la société, alors parfois je décide de soulager leur malheur, car être miséreux est un malheur au quotidien, c'est tellement injuste, barbare, pas besoin de parler de guerre pour voir que la barbarie frappe des milliards de gens de notre classe.

Je ne distribue pas mon fric non plus, ne t'inquiète pas, l'argent des camarades ne servira pas à soulager la misère en Inde, elle me permettra seulement d'en mettre moins de ma poche dans le site pour pouvoir occasionnellement aider une famille

indienne pauvre. Ce n'est pas parce que je vais moins casquer pour le site que je vais aller craquer 200 ou 300 roupies au resto par exemple, j'achèterai peut-être un poulet à 100 roupies qui me fera trois ou quatre repas (ou moins car je le partage souvent avec Jaya et les gosses), j'en suis réduit à tout compter, pas en euro, en roupie, l'euro divisé par 60, c'est pour cela que j'ai voulu dire stop, je ne peux plus et je ne veux plus payer seul pour le site.

Je rajoute que l'on peut très bien se passer de ce site, moi le premier. Je n'ai pas l'habitude de ce genre de démarche et je ne sais pas trop comment m'y prendre. Je ne partage pas la mentalité de la plupart des militants, mais bon chacun est comme il est. Maintenant, il est vrai que pour faire avancer les choses, ces mentalités doivent aussi progresser, laisser faire ou ne rien dire pourrait être interprété comme de la complaisance ou une faiblesse de ma part, en même temps je ne veux pas être trop rigide, j'ai pensé à une autre solution, crypter la plupart des documents de telle sorte que seuls soient accessibles à tous les documents de l'année précédente, les militants jugeraient si cela vaut le coup ou non d'investir dans le site.

Au 22 novembre il y a eu exactement 2157 visites au total, 1417 visites uniques, il faut diviser ces chiffres par 2 ou 2,5 pour avoir une idée du nombre réel de visites. 5 militants en comprenant un autre camarade que je dois recontacter sur 700 (en France), c'est ridiculement faible. Les camarades n'ont pas à craindre qu'un jour je révèle leur identité à qui que ce soit.

Par anticipation, bonne semaine à tous, ici, la mousson a repris de plus belle, orage, coup de vent violent, coupure de courant à répétition, tiens une petite histoire pour vous montrez à quel point on peut être con s'en s'en rendre compte.

Depuis 6 ans à la même époque la pluie passe sous la porte du premier étage et on se retrouve inondés. Pour limiter les dégâts, en vain, je calfeutrais avec des chiffons, en vain, une fois imbibés d'eau. La semaine dernière un jeune de mon village vient à la maison, on discute, je lui parle de mes soucis, il me dit "mais vous n'avez pas mis des sacs plastiques cela arrête l'eau". Je me suis dit quel con je suis avec les chiffons, je n'ai même pas pensé aux sacs plastiques, et dire que j'ai refait les mêmes gestes stupides depuis 6 ans. Je vous avouerais que cette pensée ne m'a pas quitté depuis, mieux, j'en ai tiré un formidable enseignement, je me suis dit que je devrai une fois de plus réviser toutes mes positions par crainte d'avoir commis une grosse erreur quelque part, involontairement.

Ce garçon s'appelle Sudhakar, un de mes anciens élèves à l'Alliance française, il n'est peut être pas très fin, mais pour moi quelle leçon d'humilité ! Je comprends que pour lui le sac plastique a révolutionné sa vie, mais quand même, moi qui ne cesse de maudire sur ces putains de sacs plastiques que l'on retrouve jusque dans les arbres, je n'ai aucune excuse. Il est venu ce matin, je lui ai fait un bon café et je lui ai expliqué (en français) la crise le plus simplement possible pendant une heure pour le remercier de son conseil, je lui dois bien cela !!!

Je n'ai pas trouvé le temps d'aborder ce sujet, on connaît dorénavant la composition de l'équipe Obama à quelques postes près : au fait, c'est bien Obama qui a été élu ou Clinton ? Ah c'était juste pour rouler les travailleurs noirs américains et avoir la paix ? Une mauvaise blague qui va mal tourner.

Le 24 novembre 2008

J'interviens un peu tard dans la journée parce qu'on n'a eu du courant que quelques heures dans la journée et comme hier j'ai bossé en utilisant la batterie de secours, ce matin à 9 heures j'ai été obligé de fermer l'ordinateur car elle était complètement déchargée. Au moment où je vous écris il est 20h11 et il y a une nouvelle coupure.

Du coup ce matin j'ai repris le stylo. C'est marrant, je ne sais pas pour vous, mais moi je me sens moins stressé que devant l'écran, avec l'écran on s'attend toujours à voir apparaître quelque chose.

J'ai pris le temps hier soir de lire le texte de Simon, l'ex-militant de LO. J'en reparlerai ailleurs si j'ai le temps, il pêche par excès selon moi, je ne veux pas le juger, on ne se connaît pas, je comprends sa démarche et je crois avoir compris que l'on partage les mêmes préoccupations. Sa citation de *Que faire ?* de Lénine m'a mis l'eau à la bouche, du coup j'ai relu de larges passages de cet ouvrage. A cette occasion, et un peu par réaction au texte de Simon, je me suis dit qu'il fallait être extrêmement prudent quand on utilise des citations, car bien des positions défendues à l'époque par Lénine sont indéfendables aujourd'hui.

On peut s'inspirer de la trame laissée par Lénine, mais on doit inventer tout le reste en fonction de l'évolution de la société. J'avais moi-même commis l'erreur sur un autre sujet, dans un texte où je justifiais la position du PT sur la République en citant largement *L'Etat et la révolution* de Lénine, alors qu'en réalité le contexte était totalement différent, et malheureusement je n'en avais pas tenu compte, c'était une grosse erreur, ensuite j'ai corrigé le tir. Par soucis d'honnêteté je l'ai laissé dans le site.

Dans bien des cas, les objectifs à atteindre pour le mouvement ouvrier qui étaient présentés autrefois comme des avancées sur la voie du socialisme se sont transformés en leur contraire du fait que l'étape suivant n'a jamais vu le jour, finalement ils ont davantage profité aux ennemis de la classe ouvrière. Le suffrage universelle et le parlement devaient être un moyen de nous

compter et une tribune pour exposer publiquement nos idées, ils servent davantage à la collaboration de classes qu'à populariser le socialisme. Les améliorations de la condition ouvrière devaient constituer les prémices du combat pour arracher (tout) le pouvoir aux capitalistes, elles n'ont servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme. Le capitalisme d'Etat devait servir à montrer la voie à suivre pour en finir avec la propriété privée des moyens de production, il n'aura servi finalement qu'à diviser le prolétariat et à assurer la stabilité de l'Etat et du régime. On pourrait encore continuer longtemps cette liste. Le marxisme devait nous servir de guide, il est devenu un dogme entre les mains des dirigeants du mouvement ouvrier, avant d'être abandonné, vous voyez, je ne charge pas la barque.

Pour lire *Que faire ?* aujourd'hui, il faut avoir une perception globale, mondiale, internationale de la situation pour l'interpréter correctement ou en respectant l'esprit qui s'en dégage, la mettre en pratique, c'est-à-dire militer, car le léninisme c'est avant tout le militantisme qui s'oppose à l'attentisme, l'engagement, le contraire de la résignation. C'est sans doute stimulant de lire *Que faire ?*, à condition de savoir prendre le recul nécessaire pour l'aborder, on peut facilement se piéger soi-même et se méprendre sur le sens que l'auteur a donné à son propos, sur ce qu'il a voulu dire ou exprimer. Je ne dis pas cela pour Simon, car ma critique aurait porté sur un autre passage que sa citation de Lénine. Il ne faut pas être trop rigide, et la flexibilité ne soit pas se transformer en élastique ! C'est tout un art en vérité. On a encore du boulot à abattre avant de le maîtriser.

Vous pouvez sans risque lire *Anti-Dühring* d'Engels, vous y verrez pousser la petite graine, et si vous avez des potes écologistes cela fera l'affaire, Engels était un des maître de la dialectique et de la stratégie (militaire aussi). Pour lui la lutte des classes, c'était la guerre des classes, comme pour Marx, puis Lénine et Trotsky.

En 1902, Lénine disait : notre ennemi à abattre c'est le tsar et le tsarisme, alors que le prolétariat n'avait aucun droit d'expression politique, les militants étaient pourchassés, emprisonnés, exilés, il fallait oser le dire, d'où son exil à Londres et d'autres pays en Europe. Ils étaient vaillants et courageux nos dirigeants à cette époque lointaine, audacieux et rigoureux, fermes et flexibles, c'était la quintessence du léninisme. Ils osaient là où nos dirigeants sont timides, timorés.

J'ai suivi sur Internet l'actualité sociale en France, la mobilisation des enseignants et des lycéens a été un succès, 20 à 25% des profs et instits sont descendus dans la rue pour manifester contre le gouvernement.

(je corrige ce qui a été écrit après, une manif de l'enseignement est prévue le 10 décembre. A suivre.)

Ils auraient fallu continuer dans la foulée ou se fixer une date rapprochée pour lancer la grève générale illimitée de l'ensemble de l'Education nationale. A la place, les bureaucrates syndicaux prévoient une action de masse courant janvier ! Briser l'élan, la dynamique qui s'enclenchait, l'épreuve de force où les grévistes et manifestants exigeraient la démission de Darcos, impossible à lâcher sauf à capituler, ce qui serait une cinglante défaite pour Sarkozy, tout mais pas cela, on a tant besoin de lui en ce moment ! Dans la foulée, il aurait été possible de pousser plus loin ou de passer à la phase politique proprement dite, pour exiger la départ, la démission, le renvoi de Sarkozy et son gouvernement, de tout concentrer contre le pouvoir pour le faire tomber. Et s'il n'était pas possible de mettre en oeuvre cette politique, elle ressortait quand même de la situation et correspondait à une orientation correcte, axée sur le pouvoir, notre objectif. On donne une orientation, ensuite on observe et on analyse comment les choses se passent, on essaie d'en tirer des conclusions, un enseignement.

Une dernière idée me passe par la tête, très vite car je suis en train de vider la batterie. Si on parvenait à relier chaque revendication à la crise du capitalisme, on pourrait se remettre sur la bonne voie et entrevoir l'avenir proche avec plus d'enthousiasme, enfin nous avancerions vers notre objectif. C'est ce qui cimente tous les combats en cours et à venir et lui donne une impulsion. La faillite du capitalisme doit être sanctionnée par l'ensemble des exploités, la sentence sera à la hauteur du crime commis contre l'humanité pendant si longtemps. Ils n'ont aucune pitié de la femme en train de regarder son bébé mourir de faim dans ses bras au Soudan ou en Somalie, c'est insoutenable le capitalisme, on est déjà largement dans le règne de la barbarie. On ne peut plus faire ce que préconisait Lénine, rendre publique les frasques de la cours du tsar et ses fonctionnaires (à ne pas confondre avec ceux de notre époque), les médias s'en chargent déjà, par contre on peut exploiter tout ce qui peut exacerber ou attiser la haine des travailleurs contre le capitalisme, les conditions sociales qu'ils connaissent y contribuent déjà mais il leur manque l'orientation, la boussole de l'exploité, il est pris dans un champ magnétique infernal, alors s'il ne veut pas perdre le nord ou la tête et en sortir, il a intérêt à la garder bien en main, la boussole c'est comme le parti, on en a besoin tant qu'on n'a pas atteint notre objectif, après on n'en a plus besoin, j'entends par notre objectif, le communisme.

J'étais parti quelques instant plus tard à m'imaginer la société sans classe, sans Etat, sans appareil de répression, sans exploitation ni oppression, sans argent, adieu les banques, les assurances, les notaires, les rentiers quoi, veau, vache, cochon ! Après tout devrait-on les laisser seuls occuper le terrain et chanter les vertus neurasthénique du capitalisme ? Aurions-nous honte du communisme ? Je ne sais plus qui disait qu'on ne pouvait pas défendre des idées sans se les être représenté au moins une fois, je ne peux pas dire simplement sans y croire, car ce n'est pas une question de croyance, le capitalisme n'est pas un phénomène ou une illusion, une abstraction, il est bien réel tout comme les fondements du socialisme qu'ils renferment.

Pour revenir sur le site avant de se quitter.

J'ai trouvé le moyen de crypter les fichiers pdf, c'était très simple en fait, avant d'enregistrer le fichier on lui alloue un mot de passe

et le tour est joué, sans mot de passe pas de fichier. Je vais demander aux camarades qui contribuent maintenant au site et le soutiennent ce qu'ils en pensent, mais l'idée n'est pas très productive en fait. On peut crypter certains articles, mais cela pose un problème, car cela empêcherait ceux qui pourraient y puiser matière à réflexion et qui ne tiennent pas à soutenir le site ou se faire connaître de moi, d'y accéder.

Le 30 novembre 2008

Nous sommes le dimanche 30 novembre, il est 13h22 heure locale à Pondichéry, le courant électrique est enfin rétabli. Explication très brève la suite plus tard.

Le 23 et le 24 une pluie diluvienne avec un vent assez fort. Le 25 et le 26, une tempête tropicale plus puissante, et pour finir le 27, elle s'est transformée en cyclone, il a duré pratiquement la nuit et la journée du 28, en fait il venait de Sri Lanka à plus de 1.000 kms d'ici, le 29 le soleil est revenu. Bien évidemment les cables du poteau électrique où le compteur de la maison est raccordé ont été coupés, j'ai donc attendu ce midi pour avoir de nouveau le courant.

J'allais oublié, pour arranger les choses, la mer a repris les 80 mètres de plage qui s'étaient reformés au cours de l'année précédente pour s'arrêter à une vingtaine de mètres de chez moi. Autant vous dire que je suis dans un état pitoyable, complètement crevé. J'ai profité de mes longues soirées, nuits et journées à lire *Le Capital* en reprenant le tome I à la première page, à la bougie, car le 24 au soir la batterie de secours était à plat, celle de la lampe de secours aussi, celle de l'onduleur aussi. Plus d'eau, de courant, plus de lumière, de frigidaire, de ventilateur, d'ordinateur et de téléphone pendant 7 jours, pénible, un exercice de patience improvisé.

A part le auvent qui est abimé, pas de casse chez moi, un coup de bol, le jardin est en partie ravagé, surtout beaucoup de nettoyage, on a déjà fait une bonne partie hier. Trois tremblements de terre, deux cyclones (le précédent en 2000), un tsunami, la coupe est pleine !

A plus, il va me falloir plusieurs jours pour voir ce qui s'est passé dans le monde la semaine précédente, et puis je dois faire des courses, j'ai épuisé les stocks.

Contact : Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

MSIE 7 ou Mozilla

Window XP

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Causeries décembre 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 1er décembre 2008

Juste un mot rapide. J'ai un problème informatique à résoudre, je ne peux plus formater un document word en pdf. L'ordinateur est resté éteint une semaine et cela ne lui a pas plu ! J'espère régler ce problème rapidement. Cela ne m'empêche pas de travailler.

J'ai pris connaissance de l'élection de Martine Aubry à la direction du PS, avec la loi sur les 35 heures qui porte son nom, elle s'est illustrée en portant un coup fatal à la durée hebdomadaire du travail en ouvrant la voie à l'annualisation du temps de travail ce qui permet aux patrons une plus grande flexibilité de l'emploi de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter, conformément à une directive européenne compatible avec 60 heures de travail par semaine... Soutenue par les dirigeants du PS qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand, puis Jospin sous Chirac, ou encore qui participent directement ou indirectement au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, il est clair qu'il n'y a absolument rien de plus à attendre demain qu'hier d'un parti qui se réclame de l'économie de marché, le capitalisme.

L'entente Aubry, Delanöe, Hamon a été interprétée un peu rapidement, pour ne pas dire avec légèreté exclusivement contre Royal, car sachant ce que tramait (ouvertement) Mélenchon, il s'agissait en dernier ressort de sauver les apparences pour éviter que le PS n'implose, lui coller une énième couche de verni ouvrier pour faire illusion, manoeuvre qui a pour le moment réussi semble-t-il.

Je n'ai pas encore eu le temps de prendre connaissance des interventions qui ont eu lieu le 29 novembre lors du meeting de lancement du Parti de Gauche de Mélenchon. Je les ai téléchargées, il reste à les lire et les analyser en rapport avec les premiers documents issus de ce nouveau parti, j'espère pouvoir produire un texte avant la fin de la semaine sur le PDG.

Si l'on en juge par les intervenants sur le blog de Mélenchon, il y aura loin de la parole aux actes, tout comme ses concurrents, ce parti n'aura d'anticapitalisme que l'apparence ou le programme, avec le soutien d'Oscar Lafontaine et d'Evo Morales, on est déjà fixé.

Je vous en mets un extrait très bref qui se passe de commentaires : "*qu'avons nous eu lors de ce G20 rien de demi-mesure qui repousse les problèmes à dans 6 mois, afin de permettre non pas une régulation et un capitalisme socialement responsable mais permettre à ce malade de retrouver la santé sa pleine santé*", l'objectif est précis, faire en sorte que le capitalisme se rétablisse, qu'il soit "*socialement responsable*", tout un programme, de gauche bien sûr ! Die Link, quoi !

Il y en a un qui pose une question plus que tardive, mais vaut mieux tard que jamais : "*En fait le PS est-il encore de gauche ?*" L'a-t-il été un jour seulement, si gauche veut dire quelque chose ?

Beaucoup se sont étendus sur le fait que Mélenchon conserve son poste de sénateur avec les avantages en nature et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec. Certains de ses supporters ont répondu à sa place qu'il avait été élu sur un mandat, sauf que c'est faux, il a été au suffrage indirect par les grands électeurs membres du PS qui pour la plupart ne partagent pas ses idées, autrement dit, il se situe désormais hors du PS mais son portefeuille y est toujours ! "*Utiliser le mandat*

pour son propre compte sans obtenir un nouvel accord des électeurs est un détournement de mandat et un abus de confiance." ou encore "Une démission complète avec remise de tous ses mandats acquis comme membre du PS, eut été plus claire, plus crédible, plus grande et surtout plus honnête.", là vous en demandez trop mon bon monsieur.

Réfléchissez un instant, et ce n'est pas uniquement une question de sémantique, pour se situer à gauche ou à droite de quelque chose, ce ne peut être que par rapport à un axe ou un centre situé entre les deux, cela signifie tout bonnement que l'un et l'autre constitue les deux pôles d'un même ensemble qu'il partage, qu'ils ont en commun, éventuellement dont ils se réclament, comme l'intervenant plus haut qui réclamait un "*capitalisme socialement responsable*", bref, gauche et droite sont les deux faces de la même pièce, la seule chose qui permet de les distinguer c'est uniquement l'angle sous lequel on les considère, mais fondamentalement ils sont liés comme les cinq doigts de la main et rien ne les sépare.

Donc un parti de plus qui se dit de gauche, qui se réclame de la classe ouvrière, n'en jetez plus la cour est pleine ! PCF, POI, NPA, LO, ajoutons le PRG, le PS, le MRC, plus d'autres encores moins connus...

Ce qui va être intéressant à observer, c'est le comportement des uns vis-à-vis des autres. J'ai lu rapidement ce matin les pages d'*Informations ouvrières* des numéros 22 à 24 que je n'avais pas eu le temps de lire, pas un mot sur Mélenchon, alors qu'il a annoncé son intention de créer un parti depuis le début novembre, un site Internet y était consacré depuis le 7 exactement. D'un autre côté, Mélenchon fait référence au PCF, au NPA et des regroupements hétéroclites (MARS-Gauche Républicaine par exemple), mais il écarte d'emblée le POI et LO.

Si à la LCR ils ne se faisaient pas trop d'illusions sur le ralliement d'élus et de militants du PS à leur NPA, ils comptaient quand même sur le soutien d'intellectuels organisés dans différentes structures plus ou moins informelles, ils risquent donc de déchanter. Mélenchon les a pris de court, sans doute pensaient-ils tirer profit de la crise du PS qui éclaterait à l'occasion de son congrès, c'est raté apparemment !

Au POI, c'est bien pire, puisqu'ils ont axé toute leur politique en direction du PS, et cela depuis 25 ans ! Résultat, ils ont perdu plus de 3.000 militants qui se réclamaient du trotskiste et les ont remplacé par des adhérents n'ayant pas rompu avec le capitalisme et les institutions, un sacré succès, quelle clairvoyance politique, quelle opportunisme surtout !

Ils ont liquidé le PCI (Parti communiste internationaliste) dès 1983-84, en 85 ils créaient le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) afin de pouvoir intégrer des militants du PS et du PCF en crise, le Parti des travailleurs (PT) en sera issu en 1991, l'échec du MPTT et son orientation politique de défense de la démocratie (bourgeoise) sera suivi par une réorientation dans la foulée du traité de Maastricht de 1992, la rupture avec l'Union européenne servira dorénavant à occulter la question du pouvoir qu'ils étaient déjà incapables de poser correctement bien avant l'élection présidentielle de 1981, cette orientation politique sera orientée ouvertement en direction des élus du PS, MRC, républicains et démocrates de tous bords, sans oublier leurs militants, en vain, 15 ans plus tard, en juin 2007 ils saborderont leur parti, le PT, pour le remplacer par un parti encore plus ouvert à tous les courants opportunistes qui se réclament plus ou moins de la classe ouvrière, le Parti ouvrier indépendant (POI), là encore les mêmes dirigeants expliqueront le plus sérieusement du monde que la crise du PS et du PCF devrait être favorable à la création d'un tel parti regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier, en vain encore une fois, en dehors d'une poignée d'élus issus du PS ou d'autres partis dont la plupart émergent de minuscules villages, ils ont été incapables de rassembler et de construire quoi que ce soit...

Les militants du PCI qui sont encore au POI, une minorité, ont avalé tellement de couleuvres avec le tandem Lambert-Gluckstein qu'ils semblent incapables depuis longtemps de la moindre réaction salutaire pour revenir au fondement du marxisme et du léninisme. Tous les compromis passés sur le programme et les principes n'auront finalement servi à rien, pire ils ont déservi notre cause, car aujourd'hui si tous les partis ouvriers se positionnent par rapport au capitalisme et non par rapport au socialisme, c'est bien parce que plus aucun parti ne combat pour le socialisme.

Au lieu de combattre pour l'unité de partis se réclamant plus ou moins du socialisme, on en est arrivé à une situation où ce combat se fait sur la base du reniement plus ou moins ouvert des principes fondamentaux du socialisme, dans cette perspective, je ne vois pas très bien comment le mouvement ouvrier pourrait se recomposer sur des bases saines, c'est plutôt l'inverse auquel on assiste en ce moment. Vous n'êtes pas convaincu ? Regardez ce qui se passe en Allemagne, l'existence de Die Link n'a absolument rien changé à l'attitude du SPD, alors pourquoi avec des partis bâtis sur le même modèle quelque chose devrait changer en France ?

Le POI ne cesse de pleurer sur la misère qui s'abat sur le PS et le PCF, il faudrait tout faire pour empêcher qu'ils disparaissent... Ils le disent ouvertement, la disparition d'un de ces partis serait une grave perte pour le mouvement ouvrier, un drame rien de moins. Un de perdu dix de retrouvés, ils devraient saluer le lancement du PRG de Mélenchon, par exemple au nom du principe des vases communicants !

Bref, voilà les quelques réflexions que je me suis fait très rapidement, à chaud après une interruption d'une semaine (voir la causerie du 30 novembre).

Une des différences essentielles que j'ai noté entre le POI, le NPA et le PDG, c'est que Mélenchon met en avant le fait qu'il veut gouverner, que son parti va se battre pour prendre le pouvoir, cela ne veut pas dire la classe ouvrière évidemment. Rien que ce fait suffit à créer une dynamique, disons que c'est plus motivant pour les militants.

Mélenchon bénéficie pour le moment de la complaisance des médias à son égard, rien ne dit que cela va durer encore longtemps et qu'il ne va pas connaître très rapidement lui aussi la traversée du désert. Rien ne dit non plus que de nombreux élus du PS le rejoindront, ils sont trop attachés à leurs postes et prébendes, pourquoi prendre un risque insensé. Lors des prochaines élections, lorsque la bourgeoisie aura pris la mesure de la raclée qui attend l'UMP, elle fera la courte échelle au PS pour empêcher que des partis comme le PDG, le POI ou le NPA ne raffale la mise, l'UMP et le PS ne sont-ils pas les deux faces de la même pièce ?

Un dernier mot sur Mélenchon extrait d'une intervention sur son blog : "*J'ai personnellement demandé à J-L s'il connaissait Bilderberg, la Trilatérale..., une personne présente lui a même pausé la question ouvertement lors du débat... et il n'avait pas du tout l'air au courant, ce qui m'a étonnée.*". Qu'il ne connaisse pas ces institutions qui s'apparentent à la franc-maçonnerie et qui regroupent à la fois les dirigeants les plus puissants de la planète et des dirigeants du PS, des journalistes, des notables, etc. montrent suffisamment qu'il vit dans une bulle, en dehors de la réalité (voir les documents qui figurent dans le site au lien Dossier vieux monde). Vous n'en êtes pas convaincu, un autre intervenant dans son blog avait fait cette réflexion : "*J' ai écouté et vu bon nombres d'interventions radio + TV de JLM, c'est assurément un homme de gauche MAIS il ne parle bien trop peu de la misère qui touche de plus en plus grand de gens. Ce qu' il dit ne touche pas un grand nombre de gens (...). Pour le moment, la visions que JLM donne de son parti, est un club de gens bien pensants...*". Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais un de ses partisans, il sait mieux que moi de quoi il cause.

Nous reviendrons sur le PDG d'ici quelques jours. Rien que l'acronyme prête à sourire, PDG, mais ne soyons pas médisant.

Compte tenu de l'actualité sociale et des combats qui s'annoncent, du temps qu'il va falloir consacrer à suivre la politique de tous ces partis et le déroulement de la crise du capitalisme qui va encore s'approfondir en 2009, je vais réorienter le site vers ces trois sujets principaux et je laisserais tomber les infos en bref qui me prennent trop de temps. J'intégrerais dans les causeries les nouvelles des jours précédents. Je conserverai l'éditorial et je rédigerai quelques textes en fonction de l'actualité.

Au fait, depuis le mois de janvier, vous n'avez jamais été aussi nombreux à vous connecter sur le site. N'oubliez pas votre soutien financier, j'en ai besoin pour régler les frais de fonctionnement du site. Si le site vous intéresse et vous apporte quelque chose, dites-vous bien qu'il ne fonctionne pas gratuitement et que personnellement il ne rapporte rien à son auteur mais lui coûte de plus en plus. Mon adresse figure en bas de la page d'accueil.

Le 2 décembre 2008

Les derniers documents mis en ligne sont au format word, car je n'ai pas encore résolu mon problème informatique, un copain Indien informaticien doit venir demain soir pour régler ce problème, si possible, car je soupçonne Microsoft d'en être responsable, dans ce cas-là, je copierai une autre version d'Office XP ou je reviendrai à une version antérieure.

Avec beaucoup de retard je réagis à l'arrestation arbitraire de 9 personnes à Tarnac le 11 novembre et accusés de *visée terroriste* et *association de malfaiteurs* par la police politique du nazillon Sarkozy. Apparemment en recoupement toutes les informations que j'ai trouvées, il s'agirait d'un coup monté par les services du ministère de l'Intérieur pour justifier le maintien en vigueur des mesures anti-terroristes jusqu'en 2012. Une banale infiltration et provocation policière mal bouclée avec témoignage anonyme à la clé, qui a conduit le maire de Tarnac à constituer avec la population un comité de soutien, voici l'adresse de leur site Internet : <http://www.soutien11novembre.org>.

La radicalisation du régime qui tourne à la dictature était prévisible avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir et le vote de plusieurs lois d'exception depuis le début des années 2000. Quand nous parlions de dictature larvée, on passait pour des gauchistes ou des farfelus, les intellectuels bien pensants tant qu'ils ne prennent pas eux-mêmes un coup de matraque sur la tête se contentent de critiquer le gouvernement et se satisfont très bien de la situation. Nos dirigeants sont tout juste bons à commenter l'actualité, à réagir une fois qu'il est trop tard quand ils ne se maintiennent pas dans un silence assourdissant qui en dit plus que de longs discours, on en a encore un exemple ici.

L'interpellation musclée de l'ex-directeur de la publication de Libération, Vittorio de Filippis, contre qui avait été délivré un mandat d'amener dans une banale affaire de diffamation, une "première" selon l'avocat du quotidien, relève de l'arbitraire judiciaire qui a encore franchi une étape dans ce pays.

Museler la presse, intimider le simple citoyen en lui faisant croire qu'il est en permanence menacé par des terroristes, dramatiser à outrance la crise du capitalisme pour camoufler la vérité, la responsabilité de ceux qui gouvernent et détiennent le pouvoir économiques, pour faire accepter ses conséquences par les travailleurs, l'ensemble relève de la même logique face

à l'impuissance du régime à sortir de la crise, il est tenté de plus en plus à avoir recours à des moyens dignes d'une véritable dictature, d'un Etat policier. Dénoncer ces pratiques et les combattre, soutenir ceux qui en sont victimes est un devoir pour les militants ouvriers. Honte aux dirigeants qui gardent le silence sur ces faits et refusent de prendre publiquement position, ils se font ainsi les complices du gouvernement.

Certains commentateurs n'ont pas hésité à propos de l'affaire de Tarnac à faire l'amalgame entre ultra-gauche, extrême-gauche et terrorisme, les militants révolutionnaires étant étiquetés par ces gens-là d'extrême-gauche, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui est visé à travers cette provocation policière montée de toutes pièces. De la même manière, la défense de la liberté de la presse ne se négocie pas, par plus que la liberté d'expression ou de pensée, une atteinte portée contre un journaliste ou un simple militant par le régime honni de Sarkozy, et c'est l'ensemble de nos droits politiques qui sont menacés. A bas Sarkozy et son gouvernement au service des rentiers : DEHORS !

Autre chose.

J'ai terminé la lecture d'une dizaine de documents et interventions du Parti de Gauche de Mélenchon et Dolez. Le PT et la LCR ont cru qu'en profitant de l'élan des dernières élections ils pourraient décoller, peine perdue. Mélenchon et Dolez ont adopté la même stratégie à relents électoralistes encore plus poussée puisque leur objectif prioritaire se confond avec les prochaines élections européennes. Nous analyserons en détail leur démarche, en attendant, la fin de l'intervention de Mélenchon le 29 novembre nous renseigne suffisamment sur l'orientation et la nature de leur parti : "*La révolution par les élections ! Cette implication c'est à la fois le moyen et le projet lui-même.*", tout un programme ! Cela sent l'opportunisme à plein nez, mais ne soyons pas médisant !

Autre chose très vite.

J'ai reçu deux courriels, dont un nouveau soutien financier de 50 euros d'un camarade d'un groupe de militants issus du PT, je l'en remercie au passage ainsi que les autres camarades. Mes réponses sont en ligne.

Le texte sur le Parti de Gauche (PG) sans doute demain soir en fin de journée si tout va bien, une lecture critique des n°22 à 24 d'*Informations ouvrières* dans deux jours, j'ai relevé au moins une fausse information, plus une interprétation en faveur de Chavez du résultats des dernières élections au Venezuela, alors qu'en réalité il a perdu les deux régions les plus peuplées et les plus riches, y compris Caracas la capitale, pire le plus grand bidonville a élu un membre de l'opposition ! On ne se refait pas. Je dois aussi aller voir ce que disent la LCR et LO du PG. Si j'arrive à copier les infos en bref tous les trois jours je pourrai continuer cette rubrique. J'ai un autre travail en préparation, les notes que j'ai prises en lisant *Le Capital*. Un éditorial qui tient compte des mobilisations en cours serait le bienvenu aussi. On peut adapter facilement le dernier éditorial. Quel boulot !

Bonne continuation à tous.

Le 4 décembre 2008

Le problème informatique est résolu et je vais convertir les fichiers word en pdf.

Le jeune informaticien indien qui est venu hier soir dîner à la maison m'a expliqué qu'il était traité comme un esclave par ses patrons, il y en a même un qui l'a frappé au visage, alors que le pauvre garçon est d'une gentillesse et d'un calme à toute épreuve. Il m'a dit qu'il n'en pouvait plus d'être à leur disposition, au point qu'il saute souvent le repas de midi, il est si crevé qu'il cherche une solution pour ne plus se taper les 25 kilomètres pour aller au boulot, d'autant plus qu'il n'y a pas de courant chez lui depuis 10 jours, il vit aussi dans un village de pêcheurs. Il m'a demandé s'il ne pourrait pas dormir quelques nuits chez moi par semaine, je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de problème, c'est juste une question d'organisation.

Il a un bon salaire mais il passe sa vie à bosser, ici dans le privé il faut bosser six jours sur sept. Il m'a dit qu'il n'avait jamais trouvé le temps pour aller acheter un réfrigérateur ou porter sa moto en révision, il n'a plus ses parents et vit seul, une situation compliquée en Inde. Il a 27 ans et n'envisage pas son avenir, pour lui s'est impossible d'avoir une vie normale et fonder une famille. Comme il n'a pas d'attache en dehors de la culture du Tamil Nadu dont il ne profite même plus, je lui ai dit que sa situation ne serait pas pire ou plus difficile ailleurs et qu'il ferait mieux d'aller travailler dans un autre pays, il ne pourrait que s'en porter mieux, au lieu d'un salaire de 10.000 roupies, avec l'équivalent de 200.000 roupies au moins en Grande-Bretagne ou au Canada (il est anglophone) il devrait avoir une vie meilleure.

Pour ceux qui s'intéressent à l'informatique, je ne pouvais plus ouvrir un fichier word normalement, il s'ouvrait en "safe mode", mode sauvegarde en français, et une partie des fonctions manquaient par exemple la possibilité de le convertir en pdf. En fait j'avais dû refermer un fichier word ou il s'était refermé tout seul n'importe comment, du coup le système avait créé automatiquement un fichier en "safe mode" qu'il avait placé ensuite à la racine du logiciel et à chaque fois que je voulais ouvrir word, je

tombais automatiquement sur cette copie parasite, c'est vicieux, puisque même en retirant word du disque dur et en le rechargeant, ce fichier pourri prenait le dessus. Mon pote Saktivel a mis deux minutes à régler le problème qui m'avait fait perdre 4 heures, car j'avais essayé de m'en sortir tout seul pour ne pas le déranger. Donc si un jour vous rencontrez ce genre de problème, appelez un informaticien !

On a toujours l'angoisse que cette machine tombe en panne, surtout moi avec l'air marin et l'humidité, c'est galère, ma télé est morte, elle a duré 4 ans, je l'avais rachetée après le tsunami.

Autre chose.

La colère gronde dans tout le pays (en France), la crise du capitalisme s'approfondit, l'hiver est là et des travailleurs crèvent comme des chiens dans les rues de la capitale.

Dès que Sarkozy et son gouvernement antisocial sortent un projet de loi ou de décret, une partie de l'UMP et du Nouveau Centre se dresse contre lui, le dernier en date sur la prime à la casse de 1.000 euros de votre vieille bagnole, Copé a fait savoir qu'il n'était pas d'accord, sur le service minimum en cas de grève des profs, des élus de son propre camp ont dénoncé cette loi, idem pour le travail le dimanche, etc.

Sarkozy peine à s'imposer auprès des banquiers qui doivent le prendre pour un rigolo, apparemment ils n'en font qu'à leur tête et le mènent en bateau. Dans 27 jours il retrouvera son costard écriqué d'empereur des Français.

Il vient d'annoncer que les pensions de réversion pour les veuves les plus modestes seraient portées de 55% à 60% en 2010. Cela concernera "600.000 personnes qui recevront 80 euros de plus par mois" et que le minimum vieillesse serait revalorisé de 25% d'ici 2012, a-t-il précisé. Pourquoi pas une remise sur le sapin pendant qu'il y est ! Il lâche du mou juste avant les élections présidentielles, mais cela m'étonnerait que les plus pauvres iront voter ou auront envie de voter pour lui, s'il tient le coup jusque là !

A ce propos, un scoop qui devra être vérifié à partir du 6 décembre, le POI pourrait adopter la formule de la nécessité de finir avec le gouvernement et les institutions, ce serait une bonne nouvelle, vaut mieux tard que jamais. Je pourrais leur faire un copier/coller de la page d'accueil du site, elle ne date pas d'hier, mais elle est d'actualité et répond aux questions politiques qui nous intéressent.

Selon son courant communiste internationaliste nous serions entrés dans une période prérévolutionnaire en s'appuyant sur la mobilisation massive des enseignants le 20 novembre. Une remarque : des mobilisations de plusieurs centaines ou millions de travailleurs avaient eu lieu en 1995, 2003, 2004, 2006 sans déboucher sur l'ouverture d'une période prérévolutionnaire.

Certes la situation a évolué, mais sans que les masses aient trouvé les moyens de déborder les appareils qui soutiennent le gouvernement.

Que la crise contribue à faire mûrir la conscience politique des travailleurs ne fait aucun doute, c'est sa principale fonction (pour notre part). Tout le monde ne parle plus que de la crise du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat, et l'on sait par expérience (29 mai 2005) que plus un sujet en vient à être débattu sur la place publique notamment à travers les médias, et mieux les travailleurs comprennent de quoi il s'agit et prennent position. La crise va radicaliser la conscience politique des masses. Avocat, médecin, agriculteur, pêcheur, étudiant, lycéen, ouvrier ou employé, chacun commence à comprendre qu'il y a quelque chose qui ne tourne plus rond dans ce pays et qu'il va falloir dire stop, on n'en peut plus.

Le POI-CCI prétend encore que c'est son intervention qui serait à l'origine de l'unité réalisée (et immédiatement brisée !) au sommet et du succès de la mobilisation du 20 novembre, constatons une fois de plus qu'ils continuent de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ce qui fausse forcément toute appréciation de la situation.

On peut le juger immédiatement lorsqu'ils affirment que les aspirations des masses buteraient sur les appareils en tenant toujours à leur faire jouer à tout prix le premier rôle, alors que l'on sait pertinemment de quelle manière les choses se terminent à chaque fois dans ces conditions-là, comme si la question à résoudre pour la classe ouvrière se réduisait au rôle des appareils, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas en eux.

Je comprends parfaitement leur démarche, c'est celle du front unique borné ou aveugle s'appuyant sur les illusions dans les appareils, or elles ne concernent qu'une infime minorité de travailleurs, paradoxalement ceux que l'on présente habituellement comme politiquement les plus avancés, la plupart des syndicalistes, tandis qu'ils tiennent pour marginal ou secondaire les illusions de la très grande majorité des masses dans le capitalisme, or, c'est justement là l'origine à la fois de la survie du capitalisme et du rôle que peuvent jouer les appareils. C'est une fois et une fois seulement que les masses auront commencé à se détacher du capitalisme, qu'elles auront commencé à prendre conscience qu'il n'y a rien à en attendre, qu'elles engageront le combat contre le capitalisme et déborderont ainsi les appareils dans lesquels elles n'ont plus aucune illusion depuis longtemps.

Une question essentielle se pose : comment savoir si les masses ont commencé à se détacher du capitalisme ? A partir du moment où elle s'organise et mène le combat sur le terrain politique. Sa mobilisation sur le terrain syndical ou des revendications immédiates ne suffit pas, sinon cela se saurait depuis longtemps, cela ferait belle lurette qu'elles auraient construit un parti révolutionnaire... A partir du moment où sa mobilisation se situe sur le terrain des illusions dans le capitalisme, à en attendre toujours quelque chose, c'est encore le cas aujourd'hui selon moi, il est impossible de prétendre qu'elles s'en seraient détachée, qui plus est, il est impossible pour elles d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme sur le terrain politique, elles ne se posent d'ailleurs même pas la question.

On va nous rétorquer que le front unique et la mobilisation sur les revendications sont indispensables car ils sont le point de départ du combat qui doit mener à l'affrontement avec le gouvernement, les institutions, etc. Certes, mais tout dépend ce que les travailleurs en attendent, quel contenu ils donnent à ce combat contre le gouvernement, s'ils ont conservé intactes leurs illusions dans le capitalisme cela ne débouchera sur rien au final, il ne faut pas se raconter d'histoires.

On pourrait encore se poser une autre question : selon vous, quand les travailleurs franchissent le pas et s'engagent résolument dans le combat politique, c'est en partant d'illusions ou davantage en partant de convictions qu'ils ont acquises ? Même s'il leur restera des illusions encore longtemps dans le capitalisme, il faut bien que leurs convictions aient commencé à l'emporter sur leurs illusions pour qu'ils décident d'engager le combat, oui ou non ?

Même si leurs convictions sont encore mal assurées ou floues, le plus important c'est qu'elles dominent leur état d'esprit à un moment donnée et leur dictent de passer à l'action. Il est très facile de confondre passer à l'action sur la base d'illusions et passer à l'action sur la base de convictions, dans les deux cas les travailleurs y sont poussés ou contraints par la situation objective devenue intolérable.

Les convictions ne se forgent pas en un jour, elles sont très souvent le produit d'un long processus, d'expériences. Elles sont d'autant plus solides qu'elles reposent sur un processus plus ou moins conscient, cela signifie que l'on doit être capable d'en comprendre clairement le contenu et ce qu'elles impliquent sur le plan pratique, dans le cas contraire elles demeureraient à l'état d'idées et ne serviraient à rien, ce qui serait contradictoire avec une telle démarche.

Aujourd'hui aucun combat pour les revendications n'est relayé par le combat politique nécessaire contre le gouvernement et les institutions, contrairement à ce que l'on pourrait en déduire, rien ne dit que les combats à venir ne se situeront pas directement sur le terrain politique, car les masses peuvent très bien surgir sur l'arène politique sans autre idée que de tenter de mettre un terme à la situation sociale qu'elle connaisse, sans savoir non plus comment s'y prendre. Ce qui les retient pour le moment de passer à l'action, c'est soit qu'elles ne sont pas encore suffisamment frappées par la batterie de mesures réactionnaires prises par Chirac puis Sarkozy, soit qu'elles sont toujours dans l'attente que les partis et syndicats réagissent pour s'engager dans le combat. Cela ne signifie pas forcément qu'elles auraient des illusions dans ces partis, elles en sont encore à se dire qu'en principe cela devrait être à eux de prendre cette initiative, ne voyant rien venir de sérieux, elles rongent leur frein, pendant que la colère et l'impatience les envahit un peu plus chaque jour.

C'est à mon avis dans ce sens-là que les partis traitres du mouvement ouvrier font barrage à leur mobilisation, c'est tout simplement leur existence qui pose problème. Cela peut signifier aussi que le jour où elles déferleront, ces partis seront impuissants à les retenir et seront balayés. Les révisionnistes en profiteront comme toujours pour nous sortir que ces partis ont été obligés d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient après avoir pris le train en marche et avoir tenté de le contrôler, alors qu'en fait ce seront les masses elles-mêmes qui auront été plus loin que le prévoient les théoriciens patentés de la lutte des classes, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Vous ne pensez pas qu'à force de se poser la même question dans tous les sens depuis des années : mais pourquoi ne font-ils rien, en parlant des dirigeants des partis traditionnels du mouvement ouvrier, les travailleurs ne sont pas arrivés à la conclusion qu'ils le faisaient exprès, que sciemment ils avaient décidé de ne rien faire, qu'ils n'étaient pas dans leur camp, qu'ils étaient finalement pareils qu'à l'UMP ? Ne pas le pensez reviendrait à dire qu'en réalité les travailleurs seraient incapables de comprendre quoi que ce soit, que ce seraient des crétins finis, si tel était le cas, alors Gluckstein, Besancenot, Mélenchon et bien d'autres auraient raison d'une certaine manière. Problème : la situation politique en Bolivie prouve exactement le contraire ! Et quand un militant du POI a tenté de justifier la politique du POI en m'expliquant qu'on ne pouvait pas aller plus vite que la musique, si je me souviens bien il a fait un parallèle avec la politique de Morales, or Morales est en retrait pas rapport au mouvement des masses et d'un bon nombre de militants de son propre parti, le MAS, qui sont prêts à aller plus loin dans la rupture avec le capitalisme et les institutions, en admettant que Morales ait commencé à rompre avec eux.

Ce n'est pas parce que l'on ne trouve pas une réponse satisfaisante à une question que l'on serait prêt à croire n'importe quoi, or prêter aux masses des illusions dans les appareils relève de cette réflexion erronée.

Les dirigeants sont obnubilés par un scénario qui devrait toujours emprunter la même voie, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que les masses pourraient emprunter une voie qui ressemble à ce que nous avons connu dans le passé, la grève générale, mais sans forcément lui donner le contenu et la forme qu'ils lui prêtent, compte tenu du peu d'influence des dirigeants des partis ouvriers sur les masses. Ils considèrent encore que, parce que les masses utilisent le canal de ces partis ou syndicats pour se mobiliser, c'est que les travailleurs auraient encore des illusions en eux, du coup ils subordonnent non seulement la grève générale

aux appareils, mais aussi la manière dont elle pourrait évoluer, remettant sans cesse les appareils en selle et au travers de leur mobilisation, c'était hier le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF, aujourd'hui celui d'Assemblée constituante qui ne pourrait être que dominée par ces partis pourris. Si le mouvement des masses empruntait la voie qu'ils prescrivent, il serait sûr d'échouer d'avance.

Quand les dirigeants syndicaux appellent dans l'unité à la mobilisation, c'est parce qu'ils y sont contraints par leurs bases par crainte d'en perdre le contrôle, nous le savons tous. Maintenant on ne peut pas et on ne doit pas se contenter de se situer sur le même terrain qu'eux, il faut immédiatement se situer sur le plan politique qui ne peut que leur échapper, puisqu'ils n'ont pas une réelle emprise dessus, il n'y a pas là une contradiction avec notre objectif, étant donné que nous ne sommes pas comptables de la satisfaction ou non d'une revendication quelconque, notre combat devant servir avant tout à aider les masses à faire sauter le carcan des institutions et le respect qu'elles leur inspirent et dans le cadre desquelles leurs actions se sont toujours déroulées, l'issue politique à la crise ne se situe pas dans mais au-delà des institutions. Notre combat politique doit se nourrir du développement de la situation et s'inscrire dans cette perspective politique. Que les masses avancent à leur rythme dans cette voie, c'est quelque chose dont il faut prendre la mesure quasi quotidiennement. Elles y avanceront avec ou sans nous, prétendre qu'on y serait pour quelque chose, c'est pur mensonge et grotesque. Le soviet de Pétrograd s'était formé en 1905 sans que les bolcheviks le voient venir, Lénine qui était autrement plus modeste que nos valeureux dirigeants n'a pas hésité à le reconnaître.

Le front unique ne peut se concevoir que sur une question précise, pour un objectif précis, mais une fois qu'il a été atteint, il faut immédiatement abandonner cette tactique. (A suivre)

J'ai corrigé le lien vers *Les infos en bref de novembre 2008*.

Deux nouveaux textes en ligne ce jour.

Le 5 décembre 2008

Les infos en bref des quatre derniers jours seront en ligne demain, j'essaie de continuer cette rubrique bien que cela représente beaucoup de travail et de temps, car cela me force à porter plus d'attention à chaque dépêche de presse que si je ne les lisais que pour moi-même, c'est un moyen pour ne pas me couper de la réalité, vous savez que je vis à 10.000 kms de Paris, donc ce n'est pas toujours facile de *sentir* la situation, ce qui explique pourquoi je ne peux pas réagir à chaque mobilisation.

Je suis au courant évidemment et je suis quotidiennement ce qui se passe, je me connecte au moins trois fois par jour à Internet pour télécharger les dernières dépêches avant qu'elles ne disparaissent, mais il me manque souvent les précisions nécessaires pour intervenir sur un sujet à chaud, les agences de presse relatant sur le Net ce qu'elles veulent bien et ce n'est pas suffisant pour rendre compte d'une manifestation ou une grève, j'ai crains toujours de donner une information incomplète qui induirait en erreur les lecteurs. On doit s'accorder malgré tout une marge d'erreur, à nous ensuite d'essayer de la réduire au minimum ou qu'elle ne soit qu'une exception.

Vous avez pris connaissance du "*plan de relance*" du nabo ?

-Un simple jeu comptable où l'Etat règlera en avance ce qu'il devait rembourser aux entreprises ou aux collectivités locales ou ce qu'il devait leur verser en principe plus tard.

- Pour le reste, l'Etat va engager des travaux qui étaient déjà prévus et qui profiteront en grande partie aux entreprises privées de façon à gonfler artificiellement leurs carnets de commandes.

- Des cadeaux à Renault et PSA à hauteur d'1,5 milliards d'euro j'ai lu dans une autre dépêche.

Le prêt à taux zéro ne concernera pas les plus pauvres ni la majorité de la population, c'est un cadeau aux classes moyennes et la petite bourgeoisie.

- Le programme d'amélioration de l'habitat servira de prétexte à une augmentation des loyers ou à la revente du parc HLM dans de meilleures conditions, pour les sociétés immobilières qui les rachèteront.

- 70 000 logements supplémentaires vont être construits, alors qu'il y a plus de 3 millions de personnes mal logés en France. Et pendant ce temps-là, ils continueront de démolir ou de privatiser le parc HLM, mais cela Sarkozy ne pouvait évidemment pas le dire.

- La prime de 200 euros qu'ils verseront fin mars 2009 aux 3,8 millions de personnes percevant les minima sociaux, est à mettre

en rapport avec les salaires des patrons des entreprises du CAC 40 qui se montent à des millions d'euros.

- Quant à l'allègement des procédures de passation des marchés publics, et la possibilité donnée aux différentes institutions dont les communes, de passer commande sans faire d'appel d'offres pour des montants allant jusqu'à 20 000 euros, voilà qui permettra toutes les magouilles possibles de la part des élus, la crise les frappe aussi, il faut bien les soulager les malheureux. Cette mesure ne fait qu'encourager la corruption à tous les niveaux de l'Etat, du ministre au simple maire.

Comparativement les plans de relance américain et chinois se montent à 4 et 5% du PIB, celui de Sarkozy se situe en dessous de 1%. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrais évidemment, puisque je suis farouchement contre.

Dans un communiqué le parti de Mélenchon tient exactement le même discours qu'Aubry.

Le plan de relance de Sarkozy ne permettra ni "*la relance rapide de l'activité*" ni de protéger les salariés des conséquences de la crise" regrette Mélenchon, parce qu'il aurait fallu croire Sarkozy sur parole quand il disait qu'il allait être "*le président de tous les Français*" ! Ah ce président qui manque à tous ses devoirs !

"*Aveuglé par son idéologie libérale, le président de la République a aligné des mesures économiquement inefficaces et socialement injustes.*". Question : fallait-il en attendre autre chose ? C'est ce que suggère ouvertement Mélenchon. Question : qui cultive des illusions dans Sarkozy, dans le régime ? Tous ceux qui réclament un plan de relance en faveur des travailleurs de la part de Sarkozy. Tous ces partis ne se placent pas au côté des travailleurs, mais au côté de Sarkozy.

Et du côté du PS : *Ce soir, la France n'a toujours pas le plan de relance à la hauteur de la crise qui s'installe*", a déclaré Aubry lors d'une conférence de presse au siège de son parti. (source : AFP 04.12) Quel dommage !

"*Ce que nous demandions, c'est ce que Gordon Brown a fait en Grande Bretagne et José Luis Zapatero qui a annoncé en Espagne 11 milliards d'euros*", a-elle-affirmé. "*C'est une grande déception*", "*c'est un plan pour rien tant les éléments majeurs d'une relance économique ne sont pas traités*", a-t-elle ajouté.

Quand on est déçu par quelqu'un, c'est premièrement qu'on en attendait quelque chose, deuxièmement qu'on en attendait au moins autant que nécessaire pour répondre à un besoin. C'est à se demander si de l'UMP et du PS qui avaient eu le même programme lors des présidentielle, Sarkozy n'était pas finalement le meilleur président que pouvait espérer le PS. Ils s'adressent à lui comme s'ils faisaient partie de la même famille, non ?

Quand on se penche attentivement sur les déclarations des dirigeants, on se rend compte qu'ils attendent de Sarkozy qu'il mette en oeuvre le programme d'un parti ouvrier. Sachant que l'UMP n'est pas un parti ouvrier, on pourrait en déduire que les partis de ces dirigeants ne le sont pas non plus, non ? Vous aurez remarqué que tous les partis sans exception tiennent absolument à ce que cette crise s'arrête le plus vite possible. Simple coïncidence selon vous ? Mais quelle est donc la nature sociale de ces partis "ouvriers" ?

J'allais oublier de préciser que la bourse de Paris a salué le "plan de relance" de Sarkozy par une baisse de 0,17% ! Pour les capitalistes, il n'en fait pas assez, pas que pour eux apparemment !

Le 7 décembre 2008

Vous allez vous marrer, l'UMP vole au secours de Royal et ses amis.

Au lendemain du premier conseil national présidé samedi par la nouvelle dirigeante du PS Martine Aubry, une situation que même la droite déplore, titrait l'agence de presse Reuters.

Pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, "*l'implosion du PS*" est "*maintenant actée*", l'équipe dirigeante de Martine Aubry ne comprenant aucun partisan de Ségolène Royal, et cette situation est déplorable pour la démocratie.

"*Il y a une majorité qui a mis la main sur le secrétariat national*" et "*une opposition qui prend acte du refus de lui laisser une place dans la direction*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le débat public dans notre pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 07.12)

"*L'UMP doit commencer à retravailler sur les idées qu'elle devra défendre en 2012. On est à moins de trois ans des élections (présidentielle et législatives) et le programme de 2012 ne sera pas celui de 2007*", note-t-on à l'Elysée.

L'UMP se met en ordre de bataille pour affronter les travaillaires en 2009.

Patrick Devedjian a été nommé le 5 décembre ministre chargé de l'exécution du plan de relance -, sa succession devrait être réglée lors du conseil national du 24 janvier.

"Ce qui est envisagé, c'est que Xavier Bertrand devienne secrétaire général de l'UMP. La question, c'est: 'est-ce qu'il reste au gouvernement ou pas?'" , déclare un ministre à propos de son collègue du Travail.

Nicolas Sarkozy "a exigé que Bertrand se réconcilie avec (Brice) Hortefeux, ce qui est à peu près fait, ou en tout cas les apparences sont sauvées", précise-t-il.

Le ministre de l'Immigration, qui se verrait bien à l'Intérieur, obtiendrait en effet la vice-présidence du conseil national de l'UMP. je propose qu'il cumule les fonctions : la milice et la police !

Changement de programme apparemment, puisque j'avais lu dans une précédente dépêche que c'était Hortefeux le honni qui avait été présenté pour prendre la direction de l'UMP. En fait, avec le poste qu'il aurait, il pourrait très bien diriger l'UMP, Bertrand n'étant qu'un porte-parole de ce parti. (source : Reuters 07.12)

La dépêche se terminait en montrant que les élections européennes étaient importantes pour Sarkozy et son gouvernement. Pourquoi ne pas lui infliger une cinglante défaite à cette occasion comme le propose Mélenchon, le POI et d'autres partis ou organisations ? Histoire de les calmer un peu à l'UMP. Et comme cela ne suffira pas, pourquoi ne pas organiser ensemble un grand rassemblement manifestation à Paris devant l'Assemblée nationale ?

Mais une manifestation ne règlera aucun problème, pourquoi ne pas distribuer lors de cette manifestations des appels à s'organiser pour entrevoir la suite du combat, afin tous ensemble d'appeler toute la population à descendre dans la rue pour dire : stop on ne marche plus, on n'en peut plus, vous devez partir et nous laisser gouverner, ou autre chose dans le même ordre d'idée.

Un appel rédigé dans ce sens : si vous ne voulez pas que votre participation à cette manifestation ne demeure qu'un vague souvenir plus tard, si au contraire vous tenez à vos idées et à ce qu'elles soient respectées et prises en compte, vous souhaitez recevoir un compte-rendu de cette manifestation et connaître la suite que nous entendons lui donner, suivi d'un rendez-vous pour une réunion publique unitaire ou non cette fois, on frappe ensemble, mais on marche séparément.

L'idée d'une manifestation centrale et unitaire à Paris juste avant les élections européennes pourrait être intéressante, à condition de réunir le combat politique à la fois contre le gouvernement et l'Union européenne, laissant le choix aux participants de mettre davantage l'accent sur l'un ou sur l'autre, les deux combats se rejoignant.

Entre nous, je n'ai jamais dit autre chose.

Je n'ai pas abordé toutes les manif prévues à partir de lundi, vous êtes sans doute mieux renseignés que moi. Voilà qui va encore saper le moral de la Bourse ! Bonne manif.

Bonne semaine à tous.

Le 9 décembre 2008

Voici ce qu'on apprend dans une dépêche de Reuters du 8 décembre.

Un sénateur UMP, Philippe Marini, a proposé de permettre une déduction fiscale pour les pertes subies en Bourse par certains "petits" porteurs.

Quelques réactions.

Devedjian a dit sur RTL : "Je ne suis pas sûr que ce soit une idée formidable, que ce soit en tous les cas la priorité". Il n'a pas exprimé un refus. Le journaliste de Reuters a souligné : "Il a précisé que ses doutes se fondaient notamment sur l'incertitude concernant le coût de la mesure."

Selon Roger Karoutchi, elle coûterait de 10 à 20 millions d'euros et bénéficierait de 10.000 à 15.000 personnes.

Copé, président du groupe UMP, a qualifié l'idée de "séduisante", mais tout en restant prudent et en parlant d'une réflexion.

"C'est quelque chose qui se regarde dans une période de crise, maintenant il faut voir si tout cela est possible techniquement, parce que ça demande une étude approfondie", a-t-il déclaré sur Europe 1.

En quoi consiste au juste cette nouvelle mesure qui profiterait principalement aux amis de Sarkozy ?

Donnons la parole au journaliste. Elle consiste à permettre la déduction des revenus imposables des pertes intervenues à l'occasion de cessions de moins de 25.000 euros, intervenues entre le 1er janvier et le 1er décembre 2008.

Le montant de la déduction serait limitée à 10.700 euros. Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement Roger Karoutchi a expliqué que l'amendement avait été élaboré avec "l'aide des techniciens de Bercy", au ministère de l'Economie mais s'est dit sceptique sur son soutien par le gouvernement.

Vous vous imaginez avec un salaire de 1.000 euros net par mois, peut-être que votre employeur a placé l'argent qu'il vous doit au titre de la participation, une part de votre salaire, en bourse à travers un fonds de placement, votre capital a fondu de moitié ou plus en quelques semaines, vous n'y êtes pour rien, mais là il ne faut pas vous attendre à ce qu'un député pense à vous. Par contre, si vous avez de l'argent pour jouer au casino à la bourse, il prend en considération vos intérêts, vous faites partie de la même famille que lui. On en est bien en présence de deux camps qui s'affrontent.

Je dois préciser pour ne pas encore être accusé de mépriser les travailleurs, que certains se sont faits abuser par leur banquier ou l'ambiance créée par les médias. Je crains encore d'en choquer certains en disant que d'autres se sont faits abuser par l'alcool ou la drogue, ils se sont trompés de voie pour tenter de garder la tête hors de l'eau dans cette société pourrie, il serait donc ridicule de les enfoncer. Il serait tout aussi malsain de les encourager dans cette voie, au lieu de les aider à s'en sortir pendant qu'il en est encore tant. Quand on peut se passer de dizaines de milliers d'euros et vivre confortablement ou normalement, ce n'est pas aux travailleurs de régler leurs pertes, ni à l'Etat puisque c'est nous, ils n'ont qu'à exiger la confiscation de la somme nécessaire sur les bénéficiaires qu'auront engrangé les entreprises du CAC40 en 2009.

On avait Sarkozy ou l'imposture permanente, dorénavant nous PS rivalisons en adoptant la même posture.

Le porte-parole du PS Benoit Hamon a protesté. *"C'est quand même invraisemblable qu'aujourd'hui ce soit aux boursicoteurs que l'on pense et pas du tout aux salariés qui sont victimes de cette spéculation en bourse"*, a-t-il dit sur France Info.

"Les salariés qui eux, ne spéculent pas et sont directement victimes, dans leur pouvoir d'achat comme dans leur emploi de la spéculation en Bourse de la folie des marchés financiers : rien pour eux ! Mais par contre, les amis de Nicolas Sarkozy qui ont perdu de l'argent en Bourse vont avoir leurs pertes déduites de leurs impôts !", s'est-il indigné.

Le journaliste apporte une précision intéressante.

"Certains économistes font remarquer que les gains en Bourse sont actuellement taxés plus légèrement que les revenus, si bien que la proposition Marini, si elle devenait réalité, reviendrait à amortir les pertes des risques pris en Bourse et à récompenser fiscalement les gains."

Moins taxer ou rémunérer la spéculation boursière que le travail, c'est favoriser la spéculation contre le travail.

Après qu'à Athènes un adolescent de 15 ans a été abattu de trois balles par un policier dimanche, des émeutes ont éclaté et les manifestants ont pris pour cible les banques. Des scènes d'émeutes ont également eu lieu dans le centre de Salonique et de Patras. 17 banques à Athènes et cinq à Salonique (la deuxième ville de Grèce) auraient été endommagées ou incendiées. (source : LeMonde.fr 07.12)

Si les manifestants s'en prennent au symbole du capitalisme, c'est que l'état de conscience de la population et de la jeunesse a mûri et s'est nourri de la crise actuelle du capitalisme.

La suite par la même source. Cela devrait vous faire penser à ce qui se passe actuellement en France et d'autres pays en Europe.

Le Parti socialiste grec a souhaité une dénonciation massive et pacifique de la politique du premier ministre de centre droit Costas Karamanlis, déjà ébranlé par les scandales. Le Parti communiste (KKE) a appelé à une manifestation lundi matin dans le centre de la capitale pour préparer une grève générale de vingt-quatre heures organisée mercredi par les principaux syndicats et prévue de longue date. La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a appelé, pour sa part, à une autre protestation en fin d'après-midi devant les locaux de l'université, située au cœur d'Athènes.

Les professeurs des établissements supérieurs ont lancé, de leur côté, une grève de trois jours, renouvelable, pour dénoncer les circonstances de la mort d'Andreas Grigoropoulos. Plusieurs universités d'Athènes et de Salonique (Nord), occupées par les étudiants, seront fermées pour au moins deux jours, ont annoncé leurs rectorats. A Salonique, des manifestations sont également prévues lundi en fin d'après-midi.

Un autre sujet d'actualité.

Une dépêche AP du 7 décembre. "Les autorités européennes estiment à 43 millions le nombre de personnes à l'intérieur de l'UE - soit environ 8,5% de la population totale- qui ne peuvent s'offrir des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, comprenant du poisson, de la viande ou du poulet, au moins une fois de temps en temps. J'aime bien le "une fois de temps en temps" !" Quand c'est la même chose avec les fruits et les légumes, tu te demandes ce que tu vas bouffer et comment tu vas nourrir tes gosses !

Vous saviez que des mères, des personnes âgées et des hommes d'âge mûr s'alignaient tous les jours devant l'Eglise de la Sainte-Famille à Lisbonne pour chercher de quoi manger ?

La suite de la dépêche par le journaliste.

"Les Portugais sont particulièrement vulnérables à cette crise. Leur pays est en effet le plus pauvre d'Europe de l'Ouest, où les niveaux de rémunération sont les moins élevés. Le salaire minimum moyen, que touchent plusieurs centaines de milliers de travailleurs, est seulement de 426 euros avant impôts.

Les taux d'intérêt qui grimpent sont préjudiciables pour les familles ayant des dettes. Or celles-ci s'élevaient à 129% du revenu des ménages portugais l'an dernier. C'est le deuxième taux le plus élevé parmi les 15 pays utilisant l'euro. Et, selon le gouvernement portugais, un million de personnes âgées doivent vivre avec des retraites de moins de 300 euros par mois. Parallèlement, les prix sont similaires à ceux des pays de l'UE les plus riches.

Maria de Assuncao Cunha, une des quelque 150 personnes bénéficiant du soutien de la paroisse de la Sainte-Famille, est au chômage. Son mari travaille dans la construction, où les emplois sont de plus en plus rares. Ensemble, ils sont payés moins de 700 euros par mois.

"Comment une famille de cinq vit avec ça de nos jours? On ne peut pas", déplore-t-elle. "Les choses sont de pire en pire..."

Selon une étude de l'UE publiée en juillet, 71% des Portugais ont des difficultés à payer leurs factures mensuelles. Seule la Bulgarie affiche un pourcentage supérieur."

Il n'y a pas qu'un maillon faible en Europe, mais plusieurs. Fédérer le combat contre le capitalisme à l'échelle européenne est indispensable pour préparer les conditions des Etats-Unis socialiste d'Europe débarrassés des bourses et des rentiers, partie intégrante du combat international pour en finir avec le capitalisme.

Ce qui se réalise en cas de crise profonde et prolongée, c'est le lien entre la nécessité politique de chasser le pouvoir en place, d'abattre les institutions, et la nécessité économique d'exproprier les capitalistes pour mettre fin à la situation sociale intolérable que subit la majorité de la population, d'une certaine manière le programme de la révolution socialiste coïncide avec le programme minimum.

Que le capitalisme concentre l'attention sur lui n'est pas de très bon augure pour lui et ses représentants. Cette situation est particulièrement favorable à la construction du parti. Si au lieu d'une déflation, une baisse générale des prix, se produisait une hyperinflation, une hausse incontrôlée des prix, dans les deux cas le capitalisme courrait un grand danger.

C'est un nouveau printemps de la lutte de classe qui s'annonce camarades. Au lieu de refuser la discussion et de nous déchirer, on ferait mieux de se réunir pour construire ensemble ce foutu parti de combattants révolutionnaires. Admettre que nous ne voyons pas forcément les choses sous le même angle, n'est quand même pas demander l'impossible.

A la fin des années 70, on n'avait rien d'autre à proposer aux travailleurs qu'en finir avec la Ve République par une révolution et l'on recrutait des travailleurs et des jeunes, alors que la situation était loin d'être aussi favorable qu'aujourd'hui. La plupart des partis et groupes se sont dotés de programmes immédiats à appliquer face à la crise, il n'y a plus qu'à les situer résolument dans la perspective de la prise du pouvoir pour proposer une issue politique et pratique aux travailleurs qui soit sérieuse et cohérente. Si la situation se prête vraiment à la construction du parti, alors rien ne devrait nous empêcher de le construire.

A mon avis, la question essentielle est de partager le même axe, c'est évidemment la pratique qui le détermine. Au lieu que les dirigeants s'emploient à étaler leurs désaccords, on attend d'eux qu'ils s'emploient concrètement à mettre en valeur leurs points d'accord, c'est ce que souhaitent tous les militants. En principe, les dirigeants devraient être au service des militants et non l'inverse.

La polémique est une chose, l'action en est une autre. Ce n'est certainement pas en continuant à se jeter à la gueule pabliste, lambertiste ou stalinien qu'on arrivera à quelque chose, il faut passer au niveau supérieur et faire la preuve que l'on est capable de défendre loyalement ses idées. Et si les autres ne jouent pas le jeu, ce ne sera pas nous les perdant, car la vérité finit toujours par triompher.

Autre chose, à propos du site et son animateur.

Je voudrais renouveler encore une fois ce que j'ai déjà dit à propos du site, car apparemment il y en a qui n'ont toujours pas compris, je n'ose pas penser ici qu'ils ne le veulent pas.

Le site est destiné à des militants, d'ailleurs en dehors des militants qui le connaît et qui pourrait le trouver ? Personne. Donc quand j'écris et que j'imagine le lecteur en face, je me dis que nous sommes entre nous, entre gens du même monde, entre adultes dirait-on dans d'autres circonstances. On peut donc se parler franchement et éviter l'hypocrisie ou de se retenir de dire ce que l'on a constaté autour de nous par crainte d'être accusé de mépriser qui que ce soit parmi l'ensemble des exploités, sans craindre un procès d'intention.

On n'est pas d'accord parce que l'on n'attache pas la même importance à certains facteurs, pas de quoi se traiter d'ennemis ou de traîtres, à notre niveau c'est ridicule. C'est l'attitude des dirigeants qui déteint sur les militants. Et même lorsque l'on attaque des dirigeants, c'est leur politique ou leur comportement que l'on attaque, pas les militants de leurs partis. Si un dirigeant ordonne à ses militants de se jeter à la Seine et qu'en rangs serrés ces militants s'y précipitent, celui qui dira qu'ils se conduisent en bénis oui-oui ne fera que dire la vérité, pas de quoi lui reprocher. Et l'inverse, si les militants critiquent la politique de leurs dirigeants, ils ne feront que manifester leur libre esprit critique, pas de quoi en faire un plat, ils auront simplement démontré qu'ils possédaient une qualité que devrait avoir chaque militant. C'est plus facile à dire qu'à faire, j'en conviens puisque je ne montre pas toujours le bon exemple.

Il est vrai aussi quand on s'exprime presque quotidiennement comme je le fais à bâtons rompus, il arrive parfois que je me comprenne ou que je sache dans quel sens je m'exprime sans que cela soit perceptible au premier coup d'oeil par les lecteurs. Je vais vous donner un exemple. J'ai la fâcheuse habitude à privilégier le bon côté des gens. Ainsi pour moi, un compliment adressé au POI ou ses dirigeants vaudra autant ou davantage qu'une dizaine de reproches, mais un militant du POI, qui me lira en se contentant de compter les points sans chercher plus loin, en déduira que je critique toujours son parti.

C'est une question de dialectique, à mes yeux reconnaître la supériorité intellectuelle d'un dirigeant peut bien supporter cent critiques, cela n'altère en rien la qualité que je lui prête ou ne la remet pas en cause. Je ne conçois pas l'activité intellectuelle comme une abstraction ou quelque chose de figé, je la considère sur le plan dynamique, en mouvement quoi, elle évolue aujourd'hui dans une direction et pourra évoluer dans une autre direction à un autre moment. La seule chose que l'on ne peut pas admettre, c'est la malhonnêteté ou les dirigeants qui agissent par intérêt personnel, sincèrement je ne pense pas que ce soit le cas au POI ni à la LCR en dehors de la vieille garde, Krivine et cie. qui cultivent leurs carnets d'adresses comme on entretient une rente à vie, ce qui n'est pas le cas du facteur avec ses 1.000 euros net par mois.

Quant à savoir ce que signifie être ou ne pas être trotskiste, je vous laisse le soin de l'établir. Plusieurs camarades m'ont fait savoir qu'ils n'en avaient absolument rien à foutre et je ne suis pas loin de partager leur point de vue. Là encore, je suis déjà intervenu sur cette question, en expliquant pourquoi pour ma part si et seulement si je devais me situer, je me définirais davantage comme léniniste que comme trotskiste pour la bonne raison, et là personne ne l'a dit mieux que Trotsky lui-même, que ce qui définissait le mieux le léninisme, c'était la question du parti et la place centrale qu'il occupait dans le léninisme, or Trotsky n'a pas été particulièrement un modèle ou un exemple à suivre sur ce plan-là précisément puisqu'il attendra la veille de la révolution pour rejoindre le parti bolchevik (lors du VIe congrès du parti bolchevik, dit « d'unification avec l'organisation Interrayons. », 26 juillet - 3 Août 1917). On peut dire sans exagération, que la construction du parti qui a permis la victoire de la révolution russe reposa entièrement sur les épaules de Lénine, ce que précisera Trotsky en allant jusqu'à affirmer que sans Lénine il n'y aurait pas eu de révolution russe. Je crois que l'on peut retrouver ses paroles exactes dans *Leçon d'Octobre* (1924) ou la conférence qu'il donna en 1932 à Copenhague.

D'autre part, si l'on se réfère au contenu originel du trotskisme, il est devenu obsolète à notre époque. Depuis 1923 au début des années 30 au cours desquelles Staline s'emploiera à donner une base politique et un contenu théorique à ce qu'il appellera le trotskisme, notamment avec sa sulfureuse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, depuis cette époque, l'histoire a prouvé après la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et en Chine (en cours) que le socialisme scientifique dénommé théorie marxiste avait été vérifié et l'avait finalement emporté sur le stalinisme, du coup le trotskisme qui n'était que le pendant du stalinisme pendant toute une période du combat de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a plus aucune raison d'être, l'apport de Trotsky, ses enseignements, doivent être incorporés au marxisme, de la même manière que ceux de Lénine.

Alors pourquoi se réclamer davantage de Lénine ? Parce qu'il fut le bâtisseur inlassable du parti et que jusqu'à nos jours on n'a jamais produit un autre modèle de parti permettant de regrouper l'avant-garde et de conduire le prolétariat au pouvoir nulle part dans le monde. Si Lénine est davantage mis de côté par rapport à Marx et Trotsky par ceux qui se réclament du trotskisme aujourd'hui,

c'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas entendre parler de sa conception du parti que leurs dirigeants n'ont pas adoptée ou qu'ils ont abandonnée.

Là encore je dois apporter une précision, il ne s'agit pas selon moi de reprendre à la lettre le modèle du parti bolchevik mais d'en conserver l'esprit, or qui en connaît vraiment l'esprit ? J'ai apporté cette précision pour éviter de me faire traité de fétichiste, mais je sais pertinemment que pas un militant sur un millier ne sait au juste ce qu'était le parti de Lénine et comment il fonctionnait réellement. Imaginez un instant un camarade chrétien pratiquant et bolchevik dans le parti de Lénine, quelle horreur, impossible, et bien c'était pourtant le cas ! Imaginez un parti qui rassemble des dirigeants aux idées opposés sur des questions importantes tels que Lénine, Staline, Zinoviev, Kamenev, Boukarine, etc., impensable direz-vous, et bien non, ce qui était possible dans le parti de Lénine ne l'est dans aucun parti en France en 2008 ! Il y avait même un fils de prince ou des bourgeois dans le parti bolchevik mais pas du genre de Schivardi qui est opposé à la révolution, vous êtes sans doute capables de saisir la différence. Je ne peux pas me retenir de vous mettre un extrait de la notice biographique du livre de Pierre Broué *Le parti bolchévique* :

BLUMKINE, Jacques, de famille bourgeoise, fusillé en 1929 ; GAMARNIK, Ian, de famille bourgeoise, se suicide en mai 1937 ; IAKIR, Iona, de famille de bourgeoisie, fusillé avec Toukhatchevski ; JOFFÉ, Adolphe, de grande famille bourgeoise, il se suicidera ; KHODJAEV, Fayçoullah, né dans une famille de notables, fusillé ; OSSINSKI N. (Valérien Obolenski, dit), fils d'une grande famille princière ; RACOVSKI, Christian, fils d'un riche propriétaire ; VATSBTIS, Ioakim, colonel d'un régiment letton de l'armée tsariste, rallié à la révolution, fusillé en 1938...

Si vous avez sous la main la notice biographique sommaire des dirigeants du parti bolchevik, vous constaterez avec surprise que la plupart d'entre eux étaient des fils d'ouvriers ou de paysans ou l'étaient eux-mêmes. Etonnant non, si l'on compare avec la composition de la direction des partis ouvriers que l'on connaît aujourd'hui ? Il y avait évidemment des intellectuels, des membres des classes intermédiaires, mais il y avait aussi en grand nombre des ouvriers et des paysans, et il n'était pas là pour faire de la figuration. C'est cela l'esprit du parti bolchevik, le véritable parti de Lénine dont personne ne veut plus entendre parler. Un parti qui peut accepter n'importe qui, à une condition : qu'il adhère à la révolution prolétarienne comme moyen pour s'emparer du pouvoir puisque c'est le seul moyen possible de vaincre. Ceux qui prônent un tout autre parti et qui se prétendent trotskistes devraient se souvenir des paroles de Lénine : *il n'y a pas de meilleur bolchevik que Trotsky*, or le bolchevisme c'est quoi, c'est le léninisme, et le léninisme c'est quoi, c'est le parti, parole de Trotsky ! Réhabiliter le léninisme, c'est réhabiliter le parti de Lénine... et de Trotsky !

Quant au *Programme de transition*, je vous invite à lire la lettre de Trotsky à R. Klement, particulièrement la note en bas de page, qui figure dans le site. No comment.

Si je me souviens bien, Lénine a écrit qu'il avait commis un nombre considérable d'erreurs, je ne me souviens plus la formule précise qu'il avait employée, alors lorsqu'on lit les ouvrages de Lénine (ou des autres marxistes), il est permis de penser qu'il y figure certaines de ces erreurs, donc en plus du recadrage nécessaire par rapport à notre époque et la nécessité de ne pas tout prendre à la lettre, il faut être très prudent dans l'usage que l'on veut faire de ses enseignements, cela est valable aussi pour moi évidemment, je dirais même en premier lieu, puisque je sais que cette précaution s'impose.

Le 10 décembre 2008

Extrait d'une dépêche AFP d'hier.

"Des lycées étaient en effervescence mardi. A Brest, des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont éclaté en marge d'une manifestation qui a réuni 200 lycéens.

Le SNPDEN, principal syndicat de chefs d'établissements, interrogé par l'AFP, estime que "la mobilisation est en train de monter", qu'elle est "dure" et a fait part de craintes pour le mois de janvier.

En Basse-Normandie, selon le rectorat, 33 établissements sur 70 étaient perturbés (notamment à Caen, Flers). Plusieurs dizaines de manifestations de lycéens ou blocages d'établissements ont également été signalées par les autorités en Ille-Vilaine, Vendée, dans les Côtes d'Armor, le Finistère, en Mayenne, en Sarthe ou dans le Maine-et-Loire.

A Bordeaux 1.200 lycéens ont manifesté, tandis que 700 défilaient à Mont-de-Marsan (Landes), selon la police. Les lycéens étaient 400 à Rennes, où des dégradations ont été signalées dans un lycée, entre 200 à 300 à Morteau (Doubs), 200 à Saint-Maximin (Var), une centaine à Dole et Saint-Claude (Jura).

A Aix-en-Provence, on comptait entre 300 et 400 personnes. Sur les 105 lycées de l'académie, "une trentaine ont fait l'objet de tentatives de blocage total ou filtrant", selon le rectorat."

Dans tous les pays le prolétariat et sa jeunesse sont durement frappés par la crise du capitalisme, du coup à la colère va se mêler de plus en plus souvent la violence incontrôlée contre l'ordre établi. Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent prendre leur responsabilité face à cette situation et soutenir inconditionnellement les travailleurs et jeunes victimes de la répression policière en accusant l'Etat, c'est-à-dire Sarkozy, son gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, d'être les seuls responsables de cette situation.

Au lieu de garder un silence hypocrite sur ces violences qui répondent à la violence de l'Etat et qui en réalité a valeur de soutien au gouvernement, quand ils ne les condamnent pas ouvertement, ils devraient prendre position en se plaçant inconditionnellement au côté des travailleurs et jeunes qui manifestent ainsi leur désespoir et leur haine du régime.

D'une certaine manière, ils montrent à l'ensemble de la classe, que face à la dictature du capital et son appareil policier et judiciaire qui le protègent, pour en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression en crise ouverte qui se traduit chaque jour par des inégalités et des injustices de plus en plus insupportables pour l'ensemble du prolétariat, la seule voie sera de renverser l'Etat bourgeois par une révolution prolétarienne puisqu'aucune autre voie n'a permis et ne permettra de répondre favorablement à nos revendications.

Comment des travailleurs et des jeunes pourraient-ils être tentés de rejoindre des partis ouvriers qui seraient incapables de prendre leur responsabilité lorsque les rapports entre les classes se radicalisent ? Comment pourraient-ils comprendre qu'il n'y a pas d'un côté une jeunesse docile et de l'autre une jeunesse rebelle, mais que l'ensemble de la jeunesse est révolutionnaire et aspire à un monde meilleur et refuse d'être sacrifiée sur l'autel du capitalisme en crise ? Comment pourraient-ils comprendre que l'unité des travailleurs et la jeunesse est indispensable pour vaincre ?

Il n'y a qu'une voie pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République, pour en finir avec le capitalisme, c'est celle de la révolution socialiste portant au pouvoir le ou les partis engagés résolument dans ce combat politique au côté du prolétariat révolutionnaire.

Autre chose.

Il vient d'y avoir des élections législative au Québec, elles ont été marquées par le plus fort taux d'abstention depuis 50 ans. Dans de très nombreux pays dans le monde, soit le taux d'abstention atteint des sommets, soit leur résultat est contesté par une partie croissante de la population et elles donnent lieu à des émeutes.

Cette situation est le produit de l'approfondissement de la crise du capitalisme. Les travailleurs et jeunes remettent de plus en plus souvent en cause le suffrage universel, la forme démocratique de domination de classe de la bourgeoisie qui de fait permet d'assurer la pérennité du capitalisme. Ils ne se reconnaissent pas ou plus dans la république démocratique bourgeoise qui en cas de crise ouverte révèle son véritable visage et ses véritables intentions, bref sa véritable nature sociale de classe au service du capitalisme. Défendre une des composantes de la république démocratique bourgeoise sans la situer clairement dans une perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Inconsciemment, les travailleurs et jeunes cherchent une autre voie pour résoudre leurs problèmes, une voie qui ne se situe pas dans le cadre des institutions actuelles, une voie qui nécessite la destruction de ces institutions. Ils incarnent la résistance du prolétariat et son refus d'être réduit en esclavage.

Inconsciemment encore, en s'en prenant violemment aux institutions, aux banques qui concentrent le pouvoir économique, ils montrent la voie à l'ensemble du prolétariat international. Il faut abattre les institutions et exproprier les capitalistes, les deux actions sont intimement liées et il n'y aura pas d'autre solution que les mettre en oeuvre en même temps pour vaincre.

Répétons-le encore une fois, les condamner ou garder le silence à l'heure où la répression policière s'abat sur eux, ne pourrait être interprété que comme un soutien aux gouvernements et aux institutions qu'ils combattent, ce serait se placer délibérément dans le camp de la réaction.

Nous avons besoin d'un parti ouvrier qui exprime cette voie révolutionnaire et qui propose aux travailleurs et jeunes de s'organiser afin de construire l'outil indispensable pour qu'elle puisse vaincre.

Notre objectif et notre programme n'a pas changé depuis la parution en 1848 du *Manifeste du parti communiste*, notre méthode pour l'atteindre n'a pas changé non plus. Les événements politiques qui vont se produire dans les semaines ou mois à venir en confirmeront une fois de plus l'actualité.

Le sénateur PS Mélenchon qui est aussi le principal dirigeant du Parti de Gauche a cru bon de dire lors de l'émission Complément d'enquête sur France 2 (diffusée en différé sur TV5 Monde Asie la semaine dernière) que la seule voie était les élections et qu'aucune autre n'avait permis une amélioration du sort des travailleurs au cours du XXe siècle. Qu'il aille raconter cela aux 963 millions de personnes sous-alimentées dans le monde en 2008, en augmentation de 40 millions sur un an,

déclaration mardi du directeur général de l'agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Jacques Diouf.(source : AFP 09.12) Qu'il aille raconter cela aux 10 millions de pauvres en France ! Il a dit aussi qu'il était un traditionaliste, un républicain et un socialiste.

Merci monsieur Mélenchon pour cette précision, on n'a même pas besoin de qualifier ce qui se cache derrière cette appellation contrôlée "*républicain socialiste*", ce qu'il en a dit lui-même nous convient parfaitement. (A suivre)

Le 11 décembre 2008

Juste quelques mots très vite. J'ai actualisé les infos en bref des derniers jours. Je n'ai pas vue de dépêches en "Une" sur la mobilisation d'hier en France, je vais faire une recherche. Je remercie au passage les militants de ne m'envoyer aucune info, vous ne m'aidez pas franchement.

Saviez-vous que Sarkozy avaient des intentions "*louables*" ? Vis-à-vis des travailleurs évidemment. Cela vous étonne, dites-moi ce que vous en pensez après avoir lu attentivement l'article du dénommé Stentor à la page 16 du n°25 d'*Informations ouvrières*. On fera un test pour voir quelle grille de lecture il est possible de faire de cet article et si nous avons fait la même.

Un mot personnel.

Vous savez tous maintenant que je suis un affreux "bobo" bourré de fric qui se dore la pillule au soleil ou qui n'a pour principale occupation que démolir ce qu'il reste du mouvement ouvrier dans ce pays, je parle de la France pas de l'Inde. Je vous laisse souffler un peu après la dernière polémique qui a dû vous incommoder autant que moi, elle donne une image détestable de ceux qui en sont à l'origine, et ne rigolez pas, après 43 ans de militantisme pour l'un d'eux, à croire parfois que l'on cesse bien jeune d'avoir un esprit critique pour peu qu'on en est eu un un jour. Cela dit, après réflexion, je pense avoir trouvé l'angle d'attaque pour leur répondre. Je vous relaterai peut-être plus tard l'état d'esprit qui régnait dans l'organisation où j'ai milité autrefois (l'OCI), car on retrouve exactement les mêmes travers épouvantables dans le comportement de ces militants, pas spécialement des jeunes, des vieux ou plutôt des vieillards, vous m'excuserez à 53 ans de ne pas pratiquer le culte des ancêtres, j'ai même cru observer autour de moi (en France) que généralement les vieux étaient particulièrement réactionnaires, cela reste entre nous bien sûr. Pour m'aider, j'emploierai les témoignages de militants du CCI-POI qui m'ont rapporté les discussions qu'ils avaient entre eux et qui étrangement m'ont replongé 30 ans en arrière. Que des militants aient quitté le CCI-POI pour cette raison, ce ne serait pas tout à fait exact de l'affirmer, mais on peut penser honnêtement que le jour de leur décision, l'ambiance dans laquelle ils baignaient ne les a pas retenue, on les comprend et on peut le regretter ou non selon les cas.

Le combat politique, ce n'est pas un combat de chiens enragés entre militants, ni une partie de plaisir évidemment, de la même manière que le parti n'est pas un club de discussions, celui qui refuse toute activité n'y a pas sa place selon moi. Les députés et anciens ministres, les élus les plus en vue ont le Sénat comme hospice ou pour s'assurer une rente à vie, à l'OCI-PCI-PT-POI ils ont *Informations ouvrières* qui remplit le même office, simple constatation, je ne demande pas aux militants du POI de la partager.

Que chacun prenne bien conscience de la place qui est la sienne, qu'il prenne le temps nécessaire pour y réfléchir calmement, ce n'est pas aussi évident qu'on le pense au premier abord, qu'il évite de penser à la place des autres et d'interpréter ce qu'ils disent en oubliant qu'ils ne sont pas placés dans la même situation, cela demande un effort apparemment insurmontable pour beaucoup de militants d'admettre que tout le monde ne pense pas comme vous, je sais qu'on en est arrivé dans cette société au point de confondre un homme et une femme et de leur prêter au-delà de leurs différences sexuelles une identité qu'ils n'ont pas et n'auront jamais du fait même de cette différence sexuelle, mais quand même ! Se mettre à la place de quelqu'un ou tout du moins essayer, c'est une chose, mais vivre et ressentir les choses à sa place, c'est impossible, or j'ai comme l'impression qu'on a tendance à confondre les deux et à faire preuve, comment dire, d'une certaine intolérance, parfois de mépris, sans le vouloir, par maladresse, cela m'arrive aussi de choquer inutilement, disons que j'escompte un résultat (sans que les militants le sachent forcément), j'attends une réaction, salutaire bien sûr, la renaissance de l'esprit critique qui fait tant défaut à notre époque, et quand on critique, cela part dans tous les sens sans direction précise, bref toute discussion est impossible sans recadrer les choses au préalable, c'est ce que j'essaie de faire aujourd'hui comme hier dans le site.

J'ai cru comprendre que dans la vie on apprendait davantage de nos propres erreurs qu'en étudiant celles du voisin, bien que dans l'oeil du voisin ce soit les nôtres que nous voyons et non les siennes, mais cela on l'ignore ou on passe à côté. J'en ai fait tellement que j'ai atterri là où je suis, en Inde, où finalement je n'ai rien à y faire, c'est pour dire que j'en tiens une couche !

En vivant en Inde parmi des gens qui ne me ressemblent pas bien que nous appartenions à la même classe, il m'a fallu m'adapter à eux. Certes j'ai un peu plus d'argent que mes voisins, mais j'ai une vie modeste comme eux, je peux même ajouter qu'on y est contraint de la même manière. On ne peut pas comparer nos niveaux de connaissances ou de conscience du monde, il est même difficile de comparer nos expériences, car on a vécu dans des sociétés qui ne se ressemblent pas du tout, on a finalement peu de choses en commun. Mais en vivant au quotidien avec eux depuis plus de 14 ans (90-92 et 96 à 2008), nous partageons les mêmes choses même si nous ne les vivons pas et ne les interprétons pas de la même manière. Vous imaginez facilement qu'on

ne peut se comprendre qu'à partir du moment où chacun laisse l'autre s'exprimer, dans le cas contraire neuf fois sur dix on interprètera de travers ce que l'autre a vécu ou pense, c'est imparable. Peut-être que sans cet exercice quotidien je n'aurais jamais été capable d'acquérir un minimum d'esprit critique. On a tous besoin d'une bonne leçon à un certain moment de notre vie. Cela dit, rien n'est acquis définitivement en la matière, c'est tellement facile involontairement, par inattention ou par fatigue de reprendre ses vieilles habitudes, personne n'est à l'abri d'une erreur, pensons-y.

Un dernier mot, mon épouse Magueswary dont je n'avais pas de nouvelles depuis un mois et demi m'a téléphoné (elle n'a pas le téléphone). Vous savez déjà peut-être qu'elle a subi quatre opérations du coeur dont la dernière qui a fait l'objet d'une transplantation de deux valves mécaniques pour continuer à vivre. Elle est seule à Aubagne, au RMI avec la CMU, elle vient de recevoir la réponse de la Cotorep qui l'a reconnu handicapée à 80%... pour deux ans, dès fois que son coeur pourrait se passer de ces valves plus tard ou qu'elle serait éternelle ! La pauvre femme a quand même failli mourir sept fois au total, y compris lors du tsunami où elle ne doit d'être vivante qu'à un pilier en ciment qu'elle avait saisi dehors pour ne pas être emportée et écrasée contre la palissade par les deux vagues successives ou tout simplement mourir noyée. Cette expérience assurément très exotique mérite bien les insultes que l'on nous adresse. Espérons qu'elles ne sont pas le résultat d'une pathologie irréversible.

Elle est hébergée gratuitement depuis des mois par une famille sri lankaise d'origine tamoule comme elle, mais elle ne va pas rester éternellement chez eux, ils ont déjà été très bons de l'héberger si longtemps, aussi elle attend que la Cotorep lui fournisse un petit studio, ensuite seulement elle rentrera en Inde pour un ou deux mois avant de repartir, autant dire qu'il nous est devenu impossible de vivre ensemble. On a tous nos lots d'emmerdements et d'imprévus dans la vie. A part cela, notre couple de "bobos" se porte à merveille, je n'en dirai pas plus pour rester calme et correct.

Le 12 décembre 2008

Je vous ai mis quelques extraits des enseignements du marxisme que j'avais notés au fil de mes lectures-études entre 2005 et 2008. Elles m'ont servi à réfléchir à nouveau à un grand nombre de questions qui nous intéressent tous et à forger ma ligne politique.

La définition de la valeur et du prix des marchandises donnée par Marx est intéressante. Pour simplifier il explique que la valeur d'une marchandise ne change pas, sauf si la productivité augmente. Dans sa valeur est inclus le temps de travail que paie le capitaliste à l'ouvrier et celui qu'il ne lui paie pas et empoche. Ces deux dernières décennies, ce n'est pas la valeur des marchandises qui a diminué mais la part qui revenait aux producteurs, aux ouvriers.

Avec l'éclatement de la crise, les dirigeants de ce monde nous expliquent que les banquiers et capitalistes en général n'auraient plus d'argent pour faire face à leurs obligations, d'où les milliers de milliards qui leur sont versés gracieusement par les différents gouvernements via les banques centrales. Ce discours est évidemment destiné à tromper les travailleurs sur la nature réelle de cette crise, sur la nature fondamentale du capitalisme qui conduit infailliblement à la paupérisation d'une partie toujours plus importante de la population à l'échelle mondiale, tandis qu'une minorité s'enrichit dans des proportions inimaginables.

En réalité, c'est totalement faux, les rentiers et les capitalistes ont bien accumulé des profits gigantesques, mais en hypothéquant l'avenir sur une échelle inconnue dans le passé, d'où l'ampleur et la durée prévisible de cette crise, comme si la production basée sur la propriété privée permettrait indéfiniment d'engranger des profits, de maintenir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale dans le futur, sans tenir compte de la lutte des classes et de la résistance de la classe ouvrière, de son aspiration partout dans le monde à vivre mieux qu'hier, des conséquences du formidable développement démographique et des forces productives, comme si tous ces facteurs avaient été neutralisés ou n'auraient plus aucune influence par le jeu de la spéculation et d'opérations comptables véreuses.

Les représentants politiques du capitalisme tentent par tous les moyens de redonner confiance aux investisseurs, aux capitalistes qui ont accumulé des dizaines de milliards de dollars, pour qu'ils veuillent bien casser leurs tirelires et investir de nouveau dans le marché, dans le marché financier à défaut de vouloir le placer directement dans l'industrie. Leur problème, c'est que les uns et les autres savent très bien qu'il ne leur sera plus possible de tirer davantage sur la corde, elle est dorénavant usée jusqu'à la corde. Pour engranger les mêmes profits qu'hier, ils devront, soit se serrer la ceinture dans un premier temps avec l'espoir de pouvoir la desserrer plus tard, soit engager directement le combat contre le prolétariat, autrement dit scier la branche fragile sur laquelle ils sont assis.

En réalité, ils vont combiner les deux, dans le premier cas, on vient de le voir avec la collecte par le Trésor américain de 30 milliards de dollars à taux zéro, dans le second, tous les gouvernements ont déjà manifesté leur intention de continuer à appliquer leur politique de destruction de tous nos droits ou acquis sociaux et de faire payer la crise aux seuls travailleurs, ce qui se traduit dans l'immédiat par une hausse fulgurante du chômage, par exemple il a doublé en un an en Espagne.

Nous avons vu au début que pour jouer sur la valeur d'une marchandise, ils peuvent augmenter la productivité, ce qui explique les délocalisations et les fusions-acquisitions qui s'accompagnent de licenciements et d'une plus grande socialisation de la production, le tout pour réduire les coûts de production et d'obtenir une position plus favorable sur le marché, pour ne pas dire

de monopole.

Comme ils ne peuvent pas intervenir autrement sur la valeur des marchandises, il faut qu'ils parviennent à augmenter la durée du temps de travail d'une manière ou d'une autre, soit en rallongeant la durée journalière, soit en nous faisant travailler un jour de plus par semaine, le dimanche par exemple, soit en nous faisant travailler jusqu'au dernier souffle de vie, jusqu'à 70 ans ou davantage encore, soit encore en forçant les plus jeunes, les plus vieux et les chômeurs à accepter n'importe quel travail en échange d'un salaire de misère que compléterait l'Etat, en fait les autres travailleurs.

Quand on dit que la valeur de la marchandise ne change pas, on veut dire par là qu'un kilo de plomb vaille 100 ou 500 euros par exemple ne change rien à sa valeur qui est fixée par le temps de travail nécessaire qui a été dépensé pour produire ce kilo de plomb, qui ne se transformera jamais en or par le biais de la spéculation ou par miracle. Le temps de travail pour le produire demeurant le même, que le salaire des ouvriers ou le profit des capitalistes augmente ou diminue ne change en rien sa valeur.

Par contre, si en une heure, un ouvrier extrait 2 kilos au lieu d'un auparavant grâce à l'emploi d'une machine plus perfectionnée ou la découverte d'un filon plus facile à exploiter, compte tenu qu'il percevra le même salaire, la part qui reviendra au capitaliste augmentera, dans ce cas-là la valeur du plomb diminuera puisque un kilo renfermera moins de temps de travail. De la même manière, si un ouvrier produit 100 kilos de plomb en 8 heures de travail, s'il travaille 12 heures demain, il produira 150 kilos. La valeur du plomb n'aura pas changé, mais à la part qui revenait au capitaliste comprise dans la production des 100 kilos, il faudra ajouter maintenant celle qui lui reviendra des 50 kilos supplémentaires produits.

Si j'ai bien compris, l'augmentation de la productivité combinée à la baisse du temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise conduit à la baisse de la valeur des marchandises en général, et parmi ces marchandises on trouve évidemment la force de travail elle-même, ce qui explique la distorsion croissante entre la richesse des capitalistes et la paupérisation du prolétariat, car si la valeur de la force de travail diminue (la part du capital variable nécessaire au procès de production), cela veut dire que les moyens de subsistance des ouvriers diminuent ou doivent diminuer, c'est-à-dire les salaires, la protection sociale, les retraites, etc...

Jusqu'à présent le capitalisme a réussi à s'en tirer en jouant sur le développement inégale des forces productives à l'échelle mondiale, en produisant (matières premières) dans des pays où le coût de la main d'oeuvre était très et en consommant les marchandises produites dans des pays où les salaires étaient plus élevés et permettaient éventuellement l'obtention de crédits, en continuant sur la même lancée, ils ont délocalisé des pans entiers de l'industrie de transformation dans les pays où les ouvriers étaient surexploités tout en augmentant la productivité grâce à la modernisation des moyens de production faisant d'une pierre deux coups, mais en jouant sur les deux tableaux, ils ont épuisé toutes leurs cartouches, du coup, en cas de crise, ils n'ont pas d'autre moyen pour y faire face, que de recourir à des solutions extrêmes, qui passent à la fois par la fermeture de milliers d'entreprises conduites à la faillite pendant que se restructurent institutions financières et des pans entiers de l'industrie (automobile, chimie, habillement, immobilier, compagnies aérienne, etc.), et par la mise en oeuvre de programmes politiques ultra réactionnaires risquant de se traduire par des explosions sociales, des révolutions.

Ils ont tellement tiré sur les deux bouts de la corde, d'une part en maintenant la majorité de la population dans la pauvreté là où sont produites leurs marchandises (Afrique, Amérique latine et une grande partie de l'Asie), d'autre part en excluant du marché une part croissante des travailleurs dans les pays où ces marchandises devaient en principe être consommées, aux Etats-Unis et en Europe principalement, ajoutons la baisse continue de la valeur des marchandises produites, et nous avons le cocktail explosif qu'ils ont eux-mêmes contribué à fabriquer, la bombe à retardement qui va leur sauter à la gueule et qui risque de remettre en cause l'ensemble du système capitaliste si une révolution politique et sociale voyait le jour dans un pays en Europe, et ce ne sont pas les maillons faibles qui manquent, Portugal, Italie, Espagne, Grèce, France, Hongrie, pour ne citer que les principaux.

Voilà les quelques réflexions que je me suis faite tôt ce matin, très tôt même puisque j'ai précédé le lever du soleil. Heureusement qu'il est là, au moins il est fidèle !

Je n'ai pas encore eu le temps de voir les infos d'hier ou de prendre connaissance des courriels. Je n'ai pas écrit d'éditorial car je crains que le prochain sera forcément moins bon !

J'allais oublié, on m'a adressé un article avant-hier, je n'ai pas osé le mettre en page d'accueil, ses auteurs présentent les choses sous un autre angle que le mien, je ne suis pas forcément d'accord avec tout ce qu'ils ont écrit, cependant j'y ai appris certaine chose, par exemple sur le Hamas et Israël, il contient aussi un rappel sur l'histoire du parti démocrate américain, je l'ai formaté sous pdf pour vous, vous pouvez le télécharger ici si cela vous intéresse : [● Barack Obama : l'effroyable imposture.](#)

Avec un peu d'avance, bon week-end à tous.

Le 14 décembre 2008

J'ai corrigé encore erreurs qui empêchaient de télécharger certains documents, dont le dernier sur le marxisme, avec mes excuses.

Voilà qu'ils veulent moraliser le crédit en se penchant sur les systèmes de crédits renouvelables dont les taux d'intérêt sont usuraires, jusqu'à 20,7%.

A une autre époque, on avait uniquement recours aux acomptes sur salaire pour finir les fins de mois, les crédits n'étaient destinés aux ouvriers. En principe on attendait d'avoir travaillé au moins la moitié du mois pour en demander un à notre patron, c'était même généralement la règle qu'imposaient les patrons. Dans certains cas, après la mensualisation des salaires, on arrivait à en demander un dès la fin de la première semaine du mois de travail entamé, alors évidemment il ne restait plus grand chose à toucher le jour de la paie après avoir eu recours à plusieurs acomptes au cours du même mois. C'était l'engrenage quoi, on y était poussé davantage par la pauvreté que par le besoin effréné de consommer comme c'est devenu très souvent le cas aujourd'hui.

Puis c'est devenu insuffisant, alors le temps du crédit renouvelable est arrivé. Combien de fois j'ai été sollicité par ma banque pour y recourir alors que je n'en avait pas besoin, par chance, c'était quand on avait deux salaires un peu au-dessus du smic et un faible loyer.

Le crédit, c'est comme une sorte de gangrène ou une longue maladie que tu traînes et dont tu ne guériras jamais, elle peut empirer et t'emporter un jour mais tu ignores quand, le chômage, un accident ou la maladie, et l'épée de Damocles qui était suspendue au-dessus de ta tête est désormais prête à te la couper.

Vivre à crédit en dehors des cas d'extrême nécessité ou vouloir péter plus haut que son cul relève de la même crasse ignorance.

Marx et Engels étaient parfaitement lucides lorsqu'ils analysaient le comportement des ouvriers au XIXe siècle. Ils ne passaient pas à côté de leurs faiblesses et n'hésitaient pas à en parler entre eux dans leur correspondance, car ils étaient un des éléments objectifs de la situation. Lénine fustigera les ouvriers qui se livraient à l'ivrognerie ou à la violence gratuite entre eux.

C'est toute la différence avec nos minables détracteurs qui ne veulent voir de la situation que ce qui les arrange, du coup leurs regards sur la société et leurs analyses en sont forcément faussés. L'ouvriérisme (le tiers-mondisme en est la version exotique !) est aussi malsain que la haine de l'ouvrier qui habite les bourgeois.

De Marx à Trotsky, à ces différentes époques qui étaient reliées entre elles par la volonté farouche de faire progresser le mouvement ouvrier par tous les moyens, on parlait volontiers d'éduquer le prolétariat, cela débordait largement le cadre des questions politiques et concernait également son mode de vie, car l'ignorance du contenu des rapports sociaux se répercutait jusque dans les gestes de la vie quotidienne.

Pour les marxistes ils ne s'agissaient pas d'inculquer un mode de vie particulier, encore moins de dicter quoi que ce soit à quiconque, mais d'aider les ouvriers à prendre conscience de la nature de chacun de leurs gestes, à eux ensuite d'en tirer librement les conclusions ou conséquences sur leur vie pratique. Marx n'était pas seulement un penseur, un théoricien, un militant et un dirigeant ouvrier révolutionnaire, il était aussi un formidable professeur, un éducateur au service de sa classe.

La situation misérable de la classe ouvrière au milieu du XIXe siècle, particulièrement en Angleterre où Engels (et Marx) passa une bonne partie de sa vie en exil, l'avait tellement frappée, qu'il se plongea au coeur de la classe ouvrière la plus développée sur le plan numérique et la plus concentrée à cette époque du capitalisme ascendant pour l'étudier de fond en comble. Il releva sans complaisance ses qualités et ses faiblesses. S'il s'appuya sur les premières, il n'eut pas la lâcheté de se détourner des secondes comme le font nos oiseaux de malheur ouvriéristes qui préfèrent laisser le soin aux curés et aux imams de s'en occuper pour ensuite leur cracher dessus.

Marx et Engels pouvaient fustiger vertement les ouvriers parce qu'ils leur apportaient sur le plan politique les moyens de s'en sortir. Et ils ont littéralement sacrifié leur vie pour la classe ouvrière, ne l'oublions pas. Pas un instant, face à la condition ouvrière effroyable de cette époque ils n'ont eu une réaction de dégoût pour l'ouvrier, par contre, je ne connais personne qui ait autant haï le capitalisme et ceux qui mettaient en musique cette marche funèbre destinée à conduire la classe ouvrière vers l'abîme.

Les militants qui n'acceptent pas que leurs semblables critiquent le comportement de certains ouvriers, fonctionnaires, intellectuels, syndicalistes, etc. sont des irresponsables ou des crétins ou les deux à la fois, ils confondent critique et manque de respect. Pour eux toute critique de la classe ouvrière doit être considérée comme une attaque contre la classe ouvrière. Ils raisonnent en militants, ils passent leur temps à se regarder le nombril et à se prendre pour le centre du monde, à aucun moment il leur viendra à l'esprit que l'immense majorité des exploités ne pensent pas comme des militants mais comme de simples travailleurs, manuels ou intellectuels, et qu'ils en n'ont absolument rien à foutre de leurs considérations qui confinent à l'autoritarisme et l'arbitraire.

Il manque à ces militants l'outil qui leur permettrait de prendre réellement et librement la mesure des choses. Ils rétorqueront qu'ils disposent d'un outil valable, ne vous marrez pas, il s'agit évidemment du marxisme, mais là non plus il ne leur viendra pas un instant à l'esprit qu'ils aient pu en assimiler qu'une infime partie ou qu'ils auraient pu l'interpréter de travers quelque part, d'ailleurs quand par un effort quasi-surhumain ils en viennent à examiner quel usage ils en font, ils ne font qu'examiner superficiellement l'outil dont ils se servent tous les jours, vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont se donner la peine d'étudier à nouveau le marxisme, ils ont une bien trop haute idée de leur petite personne pour perdre leur temps avec un tel exercice qu'ils ont déjà mener à bien un jour lointain, et qui plus est demanderait forcément beaucoup de temps. Ce serait encore prendre les choses de travers, car en réalité cela devrait être un exercice permanent, une remise en cause indispensable tout au long de la vie d'un militant.

Aujourd'hui le terme éduquer est devenu pratiquement péjoratif, on va vous accuser de vouloir endoctriner, embrigader, laver le cerveau des ouvriers ou des jeunes. Ou au contraire, n'importe qui se veut éducateur et redresseur de torts. Si vous critiquez un homosexuel par exemple, vous devez faire extrêmement attention à chaque parole prononcée si vous ne voulez pas vous faire accuser d'homophobie. Idem dans pratiquement tous les domaines, c'est de la paranoïa aigüe. Si vous critiquez un prof, vous remettez automatiquement en cause sa fonction, le rôle de l'école, le corps enseignant tout entier, etc., bref, on ne peut plus parler ou bouger le petit doigt.

Je me fous complètement de cet état d'esprit ambiant véhiculé par les officines les plus sectaires et autoritaires qui soient, et que bon nombre de militants cultivent également, inconsciemment la plupart du temps. La censure et le délit de blasphème ont toujours fait bon ménage, ils constituent des atteintes intolérables à la liberté de penser, ils ont finalement pour seules fonctions de maintenir la majorité de la population sous le joug de la servitude et de l'ignorance.

Quand j'ai commencé à militer en 1977, on a commencé par me mettre des oeillères, ensuite ce n'était presque plus nécessaire puisque je m'en posais moi-même sans qu'on me le demande, j'avais bien appris ma leçon et je m'employais à l'appliquer aux autres, mais là avec beaucoup moins de succès je l'avoue, normal et heureusement. Cela n'a duré que jusqu'en 1981, grâce au hasard qui fait parfois bien les choses, car j'étais franchement mal barré, je m'en rendrai compte que bien plus tard. J'aurais pu devenir le parfait bureaucrate du parti, cette idée est terrifiante. En passant, à ceux qui ricanaient à l'évocation du hasard, qu'ils relisent donc Marx, ils s'apercevront qu'il y faisait référence et le prenait également en compte dans ses analyses, ce qui après tout était tout à fait normal pour quelqu'un qui étudiait la réalité sous tous ses aspects et n'en excluait aucun, même les plus inattendus. Si la vie est un combat perpétuel, on ne peut pas concevoir le mener sans continuer sans cesse à étudier le marxisme, y aurait-il en plus une honte à l'avouer à un âge déjà avancé ?

Trente et un ans plus tard, des militants s'indignent que je puisse critiquer le mode de vie des ouvriers, leur proportion à se laisser aller à consommer sans réfléchir, à profiter de ce que la société leur apporte sans se demander d'où cela vient, à se conduire inconsciemment et à attendre de je ne sais qui ou quoi, que l'on règle leurs problèmes à leur place sans mettre la main à la pâte, ajoutons à se reproduire sans réfléchir non plus à l'avenir que réserve ce monde pourri aux futurs générations, à leurs propres enfants, etc.

Si je n'avais pas de conscience politique, je détesterais la terre entière sans me poser de questions, je pense que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, je me dis que c'est ce qui doit effrayer bien des militants qui ne sont pas encore capables de fixer avec précision la limite entre les deux. On ne doit pas se demander qui de la barbarie ou du socialisme l'emportera, sinon c'est qu'on est déjà à moitié cuit ou perdu ! Qui convaincre dans ce cas-là ? Personne !

Toute entreprise pour réussir mérite avant tout qu'on y croit dur comme fer. Là en l'occurrence il ne s'agit pas de croire mais d'apprendre pour comprendre pour ensuite agir pour parodier Lénine. Quand on parle de conviction, on veut parler en fait de connaissances. On ne croit pas que le capitalisme conduit inexorablement à la crise, on doit être capable d'expliquer pourquoi chaque nouveau développement du capitalisme conduit inévitablement à une nouvelle crise et qu'il en sera toujours ainsi tant que le capitalisme et la lutte des classes existeront, car les deux sont intimement liés et inséparables. On ne peut pas comprendre l'un sans l'autre non plus.

Pour finir, plus particulièrement à l'adresse des militants qui m'insultent dans leurs courriels et à leurs semblables tout aussi anonymes, sauf exceptions très très rares.

Permettez-moi de vous dire que par votre silence assourdissant sur le comportement dans la vie quotidienne de la classe ouvrière vous vous faites les complices de leurs ennemis qui ont tout intérêt à ce que la situation actuelle dure encore très longtemps. C'est une manière comme une autre de tenir un double langage.

A ma connaissance, je pensais qu'il fallait combattre le capitalisme jusque dans ses derniers retranchements, ses conséquences ultimes, qu'il fallait le harceler sans répit, le dénicher partout où il s'était infiltré pour lui mener une guerre à mort. Chaque acte de la vie quotidienne porte la marque des rapports sociaux qui existent dans la société. Ne pas en chercher à en découvrir la nature, ne pas les qualifier ensuite, ne pas les combattre si nécessaire, s'assimilent à une démission ou une capitulation. Ou un simple aveu d'ignorance, de manque de courage ou de volonté, au choix ou le tout à la fois.

Je vais vous dire encore un truc pour enfoncer le clou, si vous vous abstenez de dire ce que nous nous disons entre nous, nous autres ouvriers, c'est peut-être parce que vous ne faites pas encore tout à fait partie de la même famille que nous, et je considère pourtant que notre famille est très large puisqu'elle englobe tous les exploités sans distinction entre travailleurs manuels ou intellectuels. Vous ne nous ressemblez pas ou ne tenez pas à nous ressembler - ce n'est pas un reproche, vous n'y êtes pour rien, et pour cette raison vous ne pouvez pas vous reconnaître en chacun d'entre nous. A notre niveau, on se dit tout ou presque, on ne sait pas où se situent les limites de ce qu'il faut dire ou pas, et franchement on n'a pas envie de le savoir, cette distinction est trop raffinée pour nous, elle n'appartient pas à notre monde.

Tout ce que l'on sait en revanche par expérience, c'est que nous avons toujours été les principales victimes des limites imposées à notre liberté d'expression par nos oppresseurs et bien souvent aussi par ceux qui parlaient en notre nom, hélas ! Voulez-vous à tous prix tenir le même rôle ? Le poison de la religion n'a pas réussi à nous diviser profondément, il semblerait que l'ouvriérisme, le sectarisme et le dogmatisme y soient parvenus ensemble plus durablement, je les emploie sciemment ensemble puisque l'un cache généralement les deux autres, ils sont complémentaires et se développent parallèlement. Est-ce ce rôle que vous revendiquez aujourd'hui ? Vous m'avez demandé pour le compte de qui je roulais, je vous pose la même question ici. (il y en a même un qui m'a traité de "lumpen" !)

On est maintenant dimanche après-midi et je n'ai pas eu encore le temps de ranger la vingtaine de dépêches que j'ai collecté tôt ce matin.

Je n'ai pas encore encaissé les quelques chèques que des camarades m'ont envoyés en guise de soutien financier pour continuer le site après le 1er janvier, à vrai dire devant le peu d'enthousiasme que mon appel à souscription à entraîner n'à rien d'encourageant, du coup je n'ai pas pris ma décision et si je prenais la décision d'arrêter le site je déchirerais évidemment ces chèques.

Un mot de politique si vous voulez bien, très bref.

Schivardi s'est encore illustré dans une interview donnée au journal *Le Midi libre*. Les dirigeants du POI l'ont trouvé tellement géniale qu'ils ont décidé de la reproduire à la page 9 du n°26 d'*Informations ouvrières*. Schivardi parle d'ailleurs au nom de son parti, au nom de ses dirigeants et ses militants : "Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement " que de participer aux élections européennes.

"Sauver la France", cela vous inspire quoi au juste ?

Mon article est prêt sur ce sujet (en ligne demain), au vitriole, on ne peut pas faire moins. Ils veulent organiser une montée sur Paris, dans cette perspective ?

Vous avez peut-être constaté que la dernière réunion du bureau national du POI a accouché d'une souris, tout comme leur conférence pour l'unité qui semble ne pas avoir tenue toutes ses promesses. Déjà envolée la perspective d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions (note interne du plénum du CCI-POI de fin novembre) ! Vive le spontanéisme ! Je vous mettrai en ligne demain un extrait de *Que faire ?* de Lénine sur cette question.

Schivardi, qui fait dorénavant office à lui tout seul d'avant-garde du mouvement ouvrier, s'est aventuré à avancer le "*principe* de la grève générale lors du même interview. Quelle audace ! Son parti n'a pas cru bon jusqu'à présent de reprendre cette idée. Une grève générale n'a jamais rien réglé mais cela peut contituer un début à la mobilisation pour en finir avec le régime. Tout dépend qui appelle et quel contenu on lui donne, quel objectif politique on entend atteindre et pour embrayer sur quoi. Si c'est pour réclamer un plan de relance en faveur des travailleurs, c'est de la merde ! Là encore tout dépend dans quel cadre et perspective on l'inscrit. Tout dépend comment on présente la chose.

Si c'est pour exiger un plan en faveur des travailleurs en mettant en avant qu'il ne sera jamais mis en oeuvre par ce gouvernement, qu'il faut se mobiliser pour le chasser et abattre les institutions, là on est sur une autre ligne politique que celle du POI, on est sur une ligne politique correcte qui correspond aux tâches que le proétariat aura à accomplir en priorité, on montre clairement la voie qu'il faudra emprunter pour aller de l'avant, on peut recruter sur une base politique correcte, etc.

Si c'est pour constituer un front unique uniquement sur les revendications, autant dire que c'est le meilleur moyen d'entretenir des illusions dans le régime. Si maintenant elles sont reliées à la nécessité d'exproprier les 1824 patrons des grandes entreprises, son contenu peut acquérir un contenu révolutionnaire, encore faut-il que cette mesure s'inscrive dans une perspective politique claire et cohérente, sinon cela revient à se contenter de la situation en Bolivie ou au Venezuela, ce qui de notre point de vue et celui des masses est inacceptable.

En fonction de l'état d'esprit des masses, on pourrait peut-être se contenter dans un premier temps d'un front unique qui ne dépasse pas le cadre de l'expropriation des capitalistes, laissant la liberté aux différents partis d'exposer aux travailleurs leurs propres perspective politique. Les camarades sont mieux placés que moi pour répondre à ces questions puisque vous êtes sur le terrain.

Si vous n'avez pas trop le moral, je vous mets l'extrait d'une dépêche de samedi qui devrait faire l'affaire :

"En Europe, les experts de Natixis calculent ainsi que la dette souveraine à émettre en 2009 en Europe avoisinera 830 milliards d'euros, contre 550 milliards un an plus tôt. Pour les Etats-Unis, le Financial Times avance le chiffre de 2 000 milliards de dollars, soulignant "le grave danger" d'engorgement du marché.

Les experts sont d'autant plus préoccupés que la récession attendue risque d'être pire que prévu. Or, "1 point de croissance en moins fait mécaniquement augmenter le déficit des Etats de 0,5 % du PIB", indique Gilles Moëc, chez Bank of America. Autrement dit, les 3 000 milliards de dollars évoqués ne seraient qu'une estimation basse.

Personne ne va, toutefois, jusqu'à redouter que les dettes allemandes, américaines ou des autres Etats ne trouvent plus d'acheteurs. Mais le prix que ces Etats vont devoir payer pour s'endetter. Vu l'importance de l'offre, les investisseurs vont en effet être plus exigeants. Et " les rendements actuels ne sont pas très sexy", indique Jean-Louis Mourier, chez Aurel. A l'avenir, pour séduire les investisseurs, les rendements offerts vont sans doute augmenter. Personne ne sait de combien mais une chose est sûre. Les pays comme la Grèce ou l'Italie, jugés plus à risque et qui s'endettent déjà aujourd'hui à des taux de l'ordre de 4,5 %, contre 2,5 % en Allemagne, seront parmi les plus pénalisés. " (source : LeMonde.fr 13.12)

Le 15 décembre 2008

Comme je sais que vous n'avez pas trop le temps de lire, j'ai pioché dans les extraits de mes lectures pour commencer la semaine sur un bon pied.

« L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement - tout cela a peut-être des mobiles « honnêtes » mais cela est et reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous. »

(Engels, Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt de 1891.)

Simple oubli ou volonté délibérée de s'écarter du marxisme pour pouvoir chanter les louanges des républicains et autres démocrates à la manqué affublés de l'étiquette socialiste ?

Pour les *théologiens* de la démocratie, j'ai dégotté (avec un ou deux "T", s'il vous plaît, j'ai vérifié dans le dico, dur dur le français !) une citation qui devrait leur plaire :

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.

À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux. »

(Engels - « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

De là à en faire sa ligne politique, il n'y a qu'un pas, pire opportunisme tu meurs, non ?

Ah ce Engels, quel plaisantin, s'il savait qu'il demeure irremplaçable ! Avec sa modestie habituelle, il ne nous croirait pas !

Un dernier mot très vite.

Les infos en bref des derniers jours demain soir si possible.

Ne vous étonnez pas si les bourses remontent, elles ont tellement baissé qu'il y a de bonnes affaires à faire. Certaines actions remontent de plus de 25% en une seule séance, cela va même jusqu'à 80%, donc imaginez le type qui en a achetées pour 10 millions d'euros vendredi, en une journée s'il les revend à la clôture ce soir, il aura empoché 2,5 millions d'euros sans rien foutre,

si cela ne s'appelle pas des rentiers, alors qu'est-ce que c'est un rentier ? Au fait, quand ils les auront revendues, le cours de cette action rechutera, et ainsi de suite.

Leur problème aujourd'hui, c'est sur le moyen et long terme, ils craignent de ne pas retrouver leurs billes ou de faire des profits médiocres, du coup ils passent leur tour. S'ils en viennent à investir dans les obligations ou les bons du Trésors qui proposent une rémunération garantie par l'Etat mais médiocre, c'est parce qu'ils pensent qu'ils n'obtiendront pas mieux ailleurs. 4,5% maximum aujourd'hui, on est loin du retour à court terme sur investissement à 12 ou 15% minimum sur les marchés spéculatifs. Mais c'est la crise ! C'est mieux que la marge net de Renault à 2,5%, on voit là qu'il n'est pas très intéressant d'investir dans l'industrie traditionnelle.

C'est dommage que l'on n'a aucun chiffre fiable sur le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, car là pour le coup on disposait d'un élément en béton pour aller plus loin dans notre analyse de la crise du capitalisme. J'ai lu que Marx lui-même disait qu'il était pratiquement impossible de prévoir quand éclaterait la prochaine crise ni de quelle manière elle se déroulerait, alors ne vous étonnez pas outre mesure que l'on ne puisse pas faire mieux ou en dire davantage, surtout qu'on est très loin d'avoir le niveau de Marx en économie !

La débauche de fric que mettent les Etats sur la table pour sauver le capitalisme de la banqueroute ne doit pas faire illusion, il faudra bien l'ajouter à la dette des Etats dès 2009. Le risque maintenant pour eux, c'est que la déflation ou dépression se transforme en hyper inflation après les gigantesques sommes d'argent qu'ils ont balancées sur les marchés, au lieu de se retrouver dans la situation de 1929 aux Etats-Unis, on pourrait se retrouver dans celle de l'Allemagne au début des années 30 où il coûtait moins cher pour se chauffer de brûler des billets de banque que d'acheter du bois ou du charbon, je ne déconne pas, je l'ai lu il y a quelques jours.

Au fait, au lieu de brûler des billets de banque, en attendant vous feriez bien de soutenir financièrement le site, je ne vais pas casquer toute ma vie, surtout que moi je compte en roupies, votre euro divisé par 60 ! Mon adresse figure en bas de la page d'accueil. Pour le moment j'ai reçu au total 250 euros provenant de trois camarades, c'est maigre et plutôt pas très sympathique, mais j'ai l'habitude, il en faudrait 1.000 avant le 31 décembre. Pas pour faire la fête, je ne suis même pas aller une seule fois au resto depuis le début mars, date à laquelle Magueswary est partie en France, et je déteste manger seul à l'extérieur, je me fais chier. Et ici il n'y a aucune distraction pour un Français.

Je ne me suis pas encore résolu à mettre une annonce permanente dans le site car je ne suis pas du genre à quémander ou à faire du prosélytisme - Shiva le mendiant ce n'est pas mon truc, je préférerais encore crever ou voler les riches - mais je vais y venir si cela continue, si vous ne comprenez pas tant pis : j'ai le choix entre financer moi-même le site ou refaire la toiture de ma maison qui fuit comme une passoire depuis des années, ou encore terminer la remise en ordre de ma dentition qui me coûte une fortune, là aussi j'ai déjà repoussé les travaux plus d'un an, d'après vous qu'est-ce qui devient le plus important ? J'ai oublié de vous dire que le site n'avais jamais eu autant de visites.

Bonne semaine à tous.

Le 16 décembre 2008

Je viens de verser 50 roupies à mon facteur pour la caisse de solidarité du syndicat des postiers ! Je ne lui ai pas demandé d'explication, on a discuté politique cinq minutes, il en a déduit que Trotsky était mon parrain, pourquoi pas ! Il m'a remis mon courrier et dedans il y avait justement une enveloppe avec un chèque de 50 euros d'un jeune camarade qui milite dans un groupe que je nommerais pas, je le salue au passage. J'ai donc récolter 300 euros à ce jour pour financer le fonctionnement du site sur les 1.000 que j'estimais nécessaire.

Darcos a reculé sur la contre-réforme du lycée, Sarkozy va augmenter l'indemnité en cas de chômage partiel, etc., ils lâchent du mou, ils craignent une explosion sociale ! Cela ne veut pas dire qu'ils renonceront à leur programme antisocial.

Je reviens aujourd'hui dans une info en bref, pour la troisième fois en quelques semaines, sur la question du chômage partiel. Absolument rien ne justifie que les travailleurs concernés ne perçoivent pas intégralement leur salaire. Ce qui m'étonne, c'est que personne ne le dise, de la même manière que les uns et les autres ont été prompts à dénoncer les 360 milliards d'euros (en fait beaucoup plus) verser aux banques et aux patrons, mais aucun n'a mis en avant le mot d'ordre de l'annulation de la dette des ménages. Curieux, non ?

Après le casse du siècle avec les milliers de milliards de dollars et d'euros verser aux rentiers et autres capitalistes, voilà l'arnaque du siècle avec l'affaire Madoff. Dites-moi, s'il n'y a pas là matière à engager frontalement le combat contre le capitalisme et le gouvernement à sa solde de façon à aider le prolétariat à prendre conscience des rapports sociaux qui sont à la base de l'existence et du fonctionnement du capitalisme, c'est que nos dirigeants manquent à tous leurs devoirs et qu'ils ne s'y décideront jamais.

La faillite et la pourriture du capitalisme s'étalent chaque jour au grand jour, mais comme d'habitude, là encore les uns et les autres n'entendent qu'en traiter les conséquences sans s'apesantir sur les causes, ce qui ne permettra pas à la classe ouvrière de comprendre grand chose, je les soupçonne de le faire exprès tellement c'est gros.

J'ai reçu un courriel plus mesuré d'un militant apparemment du POI, qui me reproche en substance de ne pas être marxiste, cela tombe très bien puisque je n'ai jamais prétendu l'être, contrairement à ceux qui se réclament du marxisme et le trahissent quotidiennement depuis des décennies, selon moi.

Après plus sept heures d'affilées passées ce matin à actualiser les infos en bref, je suis littéralement épuisé. Mais en lisant les déclarations des dirigeants de la FSU et de l'UNL qui vont dans le sens de Darcos qui demande davantage de "dialogue" pour faire passer sa contre-réforme du lycée, j'ai commencé immédiatement à rédiger un court article sur ce sujet, mais je me suis arrêté quand je suis arrivé à la question du front unique, je me suis dit qu'il n'était décidément plus possible de remettre cette tactique sur le tapis sans tenir compte de ses tenants et aboutissants, en faisant comme si de rien n'était, bref sans trop se poser de questions, ce qui n'est évidemment pas mon genre.

Je suis fatigué, cependant en réfléchissant un instant, je me dis : honnêtement, à quoi a servi le front unique jusqu'à présent, sur le plan politique ou syndical ? A conserver des acquis dans le meilleur des cas et rien de plus. Est-ce vraiment notre objectif ? Qu'est-ce qui s'est passé ensuite, qu'est-ce que cela a changé au niveau des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, est-ce que cela a permis de faire progresser la conscience des masses, qu'est-ce que cela nous a apporté au juste et dans quel domaine précisément, est-ce qu'on a réellement avancé vers notre objectif, car finalement c'est la seule chose qui devrait nous intéresser, c'est la seule question qui vaut vraiment la peine de se poser ?

A toutes ces questions, la seule réponse est rien, absolument rien, c'est consternant. Et le parti dans tout cela ? Rien, moins que rien, cela n'a pas permis non plus de faire le moindre pas dans cette direction en 60 ans ! Il faut regarder la réalité en face. Il y a là un problème qu'il faut résoudre assurément, un problème de tactique. On ne peut pas au bout de 60 ans refaire éternellement les mêmes erreurs et s'y complaire comme si de rien n'était, c'est complètement dingue. Pourquoi ne pas avouer simplement qu'on s'est trompé, qu'on ne savait plus où on en était, il y a là quelque chose que je ne comprends pas très bien je l'avoue. A qui profite le crime ?

Comment est-il possible d'être si aveugle ? Cela me dépasse. J'ai l'impression que chacun se complaît finalement dans cette situation, je parle des dirigeants et des cadres qui n'ont pas vraiment les mêmes intérêts que nous. Ils trouvent leur compte dans ce jeu institutionnel, chacun s'est fait sa petite place, celle de l'appareil, il ne faut plus rien changer. Depuis plus d'un demi-siècle absolument rien n'a changé fondamentalement dans les rapports entre les partis et dans les rapports entre les syndicats, les derniers développements n'ont fait que confirmé les rapports déjà existants ou les tendances précédentes. Chacun à sa place, les uns contrôlent la CGT, les autres FO, d'autres la CFDT ou l'UNSA, ou encore Sud, la LCR est toujours la LCR, le POI est toujours la SARL de Lambert ou ses héritiers, le PCF joue le rôle de parti ouvrier et le PS dans la peau de l'éternel traître que les autres consoles, on a l'impression d'une maison de fous, c'est délirant. Des syndicats ont vu le jour, ils sont conformes à ceux qui existaient déjà ni plus ni moins, des partis ont vu le jour ou se sont transformés, toujours pour épouser le pire opportunisme qui soit, je le répète à croire que leurs dirigeants le font exprès. Et l'on trouve toujours des crétins pour vous expliquer que tout cela est finalement normal, ils sont imperturbables, rien ne les choque, rien ne les surprend, à croire qu'ils sont déjà morts politiquement ou plus encore !

Je ne sais pas mais quand on voit que le même procédé donne toujours le même résultat et qu'il ne nous convient pas, on en change, je pense que c'est aussi cela la dialectique. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y aurait le début d'un procédé scientifique dans l'art de commettre éternellement les mêmes erreurs, c'est se foutre de nous. Un esprit scientifique ne passe pas son temps à refaire les mêmes expériences exactement dans les mêmes conditions quand il s'est rendu compte une fois qu'elle n'avait pas abouti au résultat escompté, sinon c'est qu'il est complètement névrosé le pauvre, il est bon pour la casse. Je vous dis tout cela sur un air désenchanté à cause de la fatigue, mais je le pense vraiment. On peut aussi se leurrer soi-même et baigner dans la médiocrité en se persuadant avoir atteint des sommets, pourquoi pas, mais de là à pouvoir leurrer les autres, tous les autres, là c'est une autre paire de manches, il y aura toujours quelqu'un pour dire stop, on ne marche plus dans votre combine...

On était parti sur le front unique, il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Puisque l'on a été incapable de mettre au point une autre tactique, c'était forcément parce qu'il n'y en avait pas d'autre possible, donc c'était la meilleure tactique, conservons-la et ne nous posons pas de questions. Mais si on a été incapable d'en mettre une autre au point, c'était peut-être parce que notre analyse de la situation était fautive, cette question serait-elle tabou ? Trotsky se serait-il trompé ? Dites plutôt : aurions-nous interprété de travers son enseignement ? Trotsky peut s'être trompé évidemment, il a reconnu bien des erreurs qu'ils avaient commises, mais après le 20 août 1940, il n'était plus là pour corriger les dernières par exemple, pourquoi pas ? Voilà qu'il attaque Trotsky ? Au contraire je respecte sa pensée en reprenant son procédé qui consiste encore une fois à tout revérifier une énième fois. Qui cela peut déranger ? Les sectaires et les dogmatiques seulement, ces esprits étroits qui ne peuvent penser que par procuration, ces adeptes du culte de la personnalité, ils sont en vérité la honte du trotskisme et quelque part ses ennemis sans le savoir. Qu'ils arrêtent de nous emmerder avec leurs vérités toutes faites, ils n'ont plus aucune crédibilité.

Le front unique devait nous permettre de conquérir des droits ou d'en conserver, manque de bol, voilà qu'ils sont quand même remis en cause. Stop, il faut s'interroger : mais comme en fait c'est le seul avantage qu'on en a tiré, on est bien d'accord qu'on n'a pas réussi à remettre en cause le régime ni même à construire ne serait-ce que l'embryon d'un parti révolutionnaire, au bout du compte cela nous a aidé uniquement à mieux supporter le capitalisme tout en lui assurant une longue vie, non ? Dites-moi s'il a servi un jour à autre chose ? A quoi ? J'attends. Pas plus le front unique que les droits acquis au-delà, je dirais d'une certaine quantité ou qualité, ne nous ont permis de faire le moindre pas en avant vers notre objectif. Par contre, je constate que tous les acteurs de cette mauvaise farce sont toujours présents ! Fidèle au poste qui les nourrit ! Vous vouliez éviter que l'on perde nos droits ou acquis, c'est raté, votre calcul était faux tout comme vos prévisions politiques étaient erronées. Les développements du capitalisme qui se produisent après chaque crise et qui nécessitent la remise en cause de nos acquis, vous ne les aviez pas prévus ou vous aviez pensé que les choses se passeraient autrement, pas de bol, là aussi vous avez eu tout faux. Est-ce qu'il faut continuer cette liste accablante pour les dirigeants ou cela vous suffira pour aujourd'hui ?

Ce que je constate, c'est que pendant ces très longues années, une partie de la population vivait relativement confortablement, pendant que le reste continuait de croupir dans la pauvreté. Les médias et le gouvernement ont à cœur de répéter qu'il n'y a pas plus de pauvres aujourd'hui qu'hier, différentes études le démontrent aussi. Mais qui vivait confortablement pendant ce temps-là ? La petite bourgeoisie ou les classes intermédiaires, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière. Alors au lieu de qualifier ces partis d'ouvrier bourgeois, il aurait mieux valu les appeler tout court des partis petits-bourgeois puisque finalement leurs combats servaient directement et fondamentalement leurs intérêts. Au moins cela nous aurait évité de jouer sur les mots et de cultiver une ambiguïté sur leur nature réelle, qui finalement ne servait que leurs intérêts et leur permettait d'entretenir la confusion et des illusions dans la tête des travailleurs.

Oui mais, cette qualification n'existait pas autrefois ? Oui mais autrefois, c'était autrefois, et si le capitalisme s'est doté d'une importante aristocratie ouvrière et a développé les classes moyennes et la petite bourgeoisie à partir de l'après-guerre ou un peu plus tard, vous ne trouverez pas la réponse dans les derniers ouvrages de Trotsky, par contre si vous cherchez bien, vous trouverez une réponse approchante ou quelques pistes dans Marx et Lénine. Une contradiction ? Pas du tout, il se trouve seulement que certains marxistes avaient développé davantage certains aspects de la lutte des classes plus que d'autres ou étudié certains aspects de la société plus que d'autres, ce qui n'est ni un reproche ni un crime je vous rassure. Les choses auraient été plus claires, car un parti ouvrier bourgeois, un jour il va chausser les bottes grossières de l'ouvrier, un jour il va chausser les souliers vernis du bourgeois, on ne sait jamais sur quel pied il va danser, pour peu qu'il se brûle les pieds et le voilà qui danse sur les deux pieds à la fois, de quoi y perdre son latin ! Alors qu'en le définissant comme un parti petit-bourgeois, on sait d'avance qu'il n'est pas digne de confiance, ce qui ne veut pas dire qu'on n'en fera pas un allié ponctuellement évidemment, mais pas davantage, je ne sais pas si vous saisissez la différence et si je me suis exprimé correctement.

Le fétichisme envers les normes nous a pourri l'existence. Parfois il était correct d'en tenir compte et d'autres fois non, c'est ce que je voulais dire. Le front unique est la béquille des esprits faibles et des bonnes consciences, de ceux qui manquent d'imagination, je le dis sans animosité. Il peut momentanément compliquer la vie des gouvernements et des dirigeants du mouvement ouvrier, ceux des partis traditionnels, mais finalement il n'est pas plus dangereux pour le régime qu'un placebo. On devrait le manier avec autant de précautions qu'un instrument de précision, donc ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, c'est-à-dire, que je serais un farouche adversaire du front unique puisque ce n'est pas le cas.

Et que faites-vous des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922) ? Mais je les ai à l'esprit en permanence ou presque ! Ne confondons pas une époque où il existait des partis communistes composés de dizaines ou des centaines de milliers de militants qui étaient en mesure d'influencer le cours des choses, de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'imposer l'unité de ses partis, avec notre époque (où il existe une multitude de partis) et ce qu'ont été le PCI, l'OCi, la LCR, LO, le PT ou le POI, une poignée ou quelques milliers de militants tout au plus. Vous vouliez imposer quoi au PCF qui comptait plusieurs centaines de milliers de militants dans ses rangs après-guerre, qui frôlait les 30% aux élections législatives si je ne me trompe pas ? Et c'est moi que l'on traite de mégalomane, c'est le plus fort ! On ne s'adressait pas à la direction du PCF mais aux militants ? Et le résultat ? Nul ! Nul en 1947, nul en 1985, nul en 1991, nul en 2008 ! Tirez-en les leçons. Mais alors que faire ? Je vous laisse gamberger calmement, j'étais déjà fatigué, là je suis exténué. Mais la situation ? Elle a bon dos !

Je ne l'ai pas dit, mais notez bien que je ne prétends pas qu'on aurait pu prendre le pouvoir ou je ne sais quoi si on s'y était pris autrement, non, mais au moins on aurait peut-être pu commencer à construire le parti sur des bases solides et saines, et épargnez-moi s'il vous plaît vos souvenirs des organisations de Lambert, Barta ou Krivine...

La discussion n'est pas terminée.

Comme je suis un brin provocateur parfois, je vais vous poser une dernière question pour la route : d'après vous, vous pensez qu'on pourrait avoir ce genre de discussion calme et sereine, sans s'insulter, entre militants, pourquoi pas avec des cadres ou des dirigeants des différents partis ou groupes ? Personnellement ici, en Inde, je fréquente quotidiennement des gens incultes, analphabètes, etc., on ne vit pas vraiment dans le même monde tout en partageant les mêmes expériences, on s'écoute les uns les autres et on arrive à se comprendre mutuellement. C'est quand même étrange qu'entre militants on n'y parvienne pas ou que nos dirigeants demeurent aussi sourds et aveugles, non ? Cela ne vous interpelle pas, plus rien ne vous surprend, alors c'est que vous êtes blasés de la vie, si tel était le cas, je vous plaindrais sincèrement, je ne vous le souhaite pas évidemment.

Le 17 décembre 2008

Mes recherches sur le taux de profit sont restées infructueuses. J'ai trouvé des documents qui en parlaient mais aucun tableau montrant son évolution au cours des 50 dernières années, rien de précis ou d'exploitable. Par contre, j'ai trouvé un blog ou un site, je ne sais pas où figurait une définition simplifiée qui permet facilement de comprendre ce que voulait dire Marx à propos de la baisse tendancielle du taux de profit, j'ai juste une adresse mail au nom de Laurent Rigaud, il s'adresse à Marx :

"Voilà ce que j'ai compris de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : c'est une TENDANCE contre laquelle le capitalisme doit en permanence lutter. La baisse du taux de profit aurait lieu en permanence seulement si les capitalistes ne faisaient rien pour tenter de contrer la loi, ce qui n'est évidemment pas le cas. Or, le moyen essentiel de lutter contre la baisse du taux de profit est l'expansion du capitalisme, le marché engendrant une fausse valeur sociale (ce n'est qu'exceptionnellement que le prix de vente d'une marchandise coïncide avec sa valeur-travail dans le mode de production capitaliste).

Il se trouve qu'en période de forte expansion économique, de «boom», le prix de vente des marchandises augmente et tend à s'aligner sur le prix de production (capital investi pour produire la marchandise plus ce même capital multiplié par le taux de profit moyen) des marchandises produites dans des conditions de faible productivité. Le taux de profit ne baisse pas et tend même à augmenter substantiellement, mais arrive un moment où le marché est saturé, là c'est la phase de «krach», les prix se mettent à baisser et tendent à s'aligner sur le prix de production des marchandises produites dans des conditions de haute productivité. Le taux de profit tend à diminuer.

C'est essentiellement dans le contexte de ce mouvement de valorisation-dévalorisation que se réalise la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Rien ne permet cependant d'affirmer que cette ondulation en dents de scie du taux de profit va prendre la forme d'un trend décroissant sur le long terme, dans la mesure où les facteurs contrecarrant la loi que vous citez dans le livre trois du Capital, auxquels on peut en ajouter (largement développés par vos successeurs Lénine, Rosa Luxembourg, Hilferding etc.), comme l'économie d'armement, les monopoles, cartels etc., sont suffisamment puissants pour maintenir le taux de profit.

C'est pourquoi, selon moi, les travaux de Kaldor montrant un taux de profit globalement stable sur deux cents ans (19e et 20e siècles) ne sont pas en absolue contradiction avec votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit, la courbe du taux de profit ayant été largement «liftée», si l'on peut dire, par l'expansion du capitalisme, les Première et Deuxième Guerres mondiales, l'économie d'armement. Que le prétexte soit la guerre froide ou la «lutte contre le terrorisme», les gouvernements bourgeois ayant toujours une bonne raison de justifier les budgets consacrés à l'économie d'armement, les monopoles, cartels et autres délocalisations, le développement du crédit (qui a largement contribué à mettre fin aux crises cycliques qu'a connues le capitalisme jusqu'à la crise de 1929) etc., bref l'impérialisme et le néo-impérialisme sont parvenus à contrer au prix fort la baisse tendancielle du taux de profit, en dépit de la forte augmentation de la composition organique du capital. Et si on va jusqu'au bout du raisonnement, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne pourra provoquer l'effondrement du capitalisme tant que ce dernier n'aura pas épuisé ses capacités d'expansion.

Or cette expansion doit être de plus en plus forte, car il faut bien alimenter les capitaux toujours plus gros (tout en luttant contre la baisse tendancielle du taux de profit), et il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. Une fois ses capacités d'expansion épuisées, le capitalisme n'aura plus les moyens de contrecarrer durablement la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Les solutions pour tenter de la contrecarrer aboutiront toutes soit à la baisse de la consommation, soit à l'aggravation de la crise de surproduction (ce qui en fin de compte revient au même). Telles sont, pour simplifier, les conclusions que je tire de votre loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

doutons pas que le capitalisme sera prêt à tout pour continuer à enrayer coûte que coûte cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit. C'est inquiétant, car c'est le peuple (et moi inclus) qui va payer l'addition (qui, n'en doutons pas, risque d'être fort salée). Cela n'annonce rien de bon dans l'avenir, surtout au vu de l'ampleur de la crise économique qui se profile. Qu'en pensez-vous?

laurent_rigaud@yahoo.fr

Autre chose, par hasard je suis tombé sur un courant de la LCR dont j'ignorais l'existence « *Socialisme par en bas* », voici son adresse mail : <http://quefaire.lautre.net>. Que faire est aussi le nom de leur publication si j'ai bien compris. J'ai téléchargé quelques-uns de leurs textes, je les lirai quand j'aurai le temps. J'en ai parcouru quelques-uns en diagonale, je partage évidemment de nombreuses idées avec eux. De la même manière qu'avec le courant CCI du POI, on ne retrouve absolument pas leurs positions dans la politique mise en oeuvre par leur parti, la LCR.

Pour revenir sur la mobilisation des lycéens, vous avez vu que nous sommes encore en présence d'informations contradictoires et très incomplètes, c'est délicat de se déterminer dans de telles conditions, je parle pour moi.

De deux choses l'une, soit la détermination des lycéens reste entière et elle concerne une partie importantes des lycéens, dans ce cas-là il faut mettre le paquet pour se la mobilisation s'étende à l'ensemble des lycées dans tout le pays, si possible en faisant la jonction avec les revendications spécifiques des profs et instits, ainsi que les étudiants, soit ils sont une poignée à résister et à vouloir aller plus loin, jusqu'au retrait définitif de la contre-réforme de Darcos, et dans ce cas-là il faut savoir qui est à la tête de ce mouvement et quel est l'objectif réel de leurs dirigeants et leurs intentions. Je crains aussi la récupération ou la provocation pour briser leur mouvement.

Quoi qu'il en soit, le retrait définitif de ce projet demeure le seul mot d'ordre capable de rassembler tous les lycéens puisqu'il correspond à leurs intérêts.

Je viens de voir une autre dépêche sur la mobilisation dans les IUT. En voici des extraits :

A Paris, entre 1.000 (police) et 2.000 (organiseurs) étudiants, ont manifesté à Paris (hier).

A Toulouse, les manifestants étaient entre 700 et 800 (police) et 1.000 à 1.300 (organiseurs) à défilé.

A Bordeaux, ils étaient environ 800 étudiants, accompagnés de représentants du corps enseignant, à manifester.

A Caen, ils étaient environ 500 selon la police, 700 selon les organisateurs.

A Saint-Lô, police et organisateurs ont compté 300 personnes, dont 150 lycéens environ. Ils étaient 230 (police) à Alençon et 120 à Cherbourg (Manche).

De 300 (selon la police) à 500 (selon les organisateurs) étudiants des IUT de Metz ont manifesté mardi dans les rues de la ville.

A noter aussi une manifestation en France-Comté des personnels et étudiants des IUT de Besançon-Vesoul.

A Laval, les étudiants de l'IUT local ont voté le blocus de l'établissement jusqu'à jeudi soir.

Dans le rôle de pompier, c'est moi qui le rajoute, dans un communiqué, l'Unef a demandé à Mme Péresse "d'entendre les inquiétudes des étudiants" (AFP 17.12), alors qu'elle est complètement sourde ! Gageons qu'elle saisira la balle au bond et proposera à ces valeureux dirigeants d'ouvrir un "dialogue" (social) pour en discuter ! Pas touche au DUT, point barre, c'est simple.

Autre chose.

J'ai lu les dépêches sur les explosifs trouvés au magasin Le Printemps à Paris. Voici un extrait (AFP 17.12) :

"Cette lettre de revendication du "Front Révolutionnaire Afghan", un groupe inconnu des services de renseignements français, postée du bureau de Paris-Villette et tamponnée lundi à 18H00, est parvenue entre 08H00 et 09H00 à l'Agence France-Presse, dont l'adresse était inscrite grâce à un normographe."

Un groupe inconnu qui précisait dans leur lettre "si vous ne faites pas intervenir quelqu'un avant le mercredi 17 décembre elles exploseront", ce qui était impossible puisqu'il n'y avait pas de système de mise à feu ! Plutôt étrange. Après avoir indiqué à la police où se trouvait le paquet contenant la dynamite, ils seraient revenus sur place le 18 pour placer le système de mise à feu, cela ne tient pas.

"Un ancien juge anti-terroriste a relevé auprès de l'AFP que "les éléments de revendication ne correspond(aient) pas aux revendications habituelles des groupes islamistes". Des spécialistes, interrogés par l'AFP, voyaient dans cette affaire un changement de méthode des terroristes islamistes ou un camouflage des véritables auteurs."

On a à l'esprit l'affaire de Tarnac qui n'est toujours pas éclaircie, le principal inculpé continuant de nier les faits. Il pourrait bien s'agir d'un coup monté de Sarkozy et ses services pour terroriser la population à l'heure où elle est en train de se mobiliser contre les conséquences de la crise et sa politique ultra réactionnaire.

Avec l'affaire Madoff en plus de la crise et de la politique de Sarkozy en direction des rentiers, il est facile d'embrayer sur le véritable visage du capitalisme :

- vole et extorsion de la force de travail aux travailleurs,

- faillite d'un système économique qui ne profite qu'à une infime minorité qui détient le pouvoir, alors que les richesses sont

produites par l'immense majorité qui ne détient aucun pouvoir,

- spéculations, escroqueries, arnaques, mensonges en tout genre pour couvrir le fonctionnement réel du capitalisme contrôlé par les voyous de l'aristocratie financière,

- un gouvernement et des institutions au service de ces bandits de banquiers et autres gangsters de la finance,

- et pendant ce temps-là, ils détruisent tous nos acquis ou droits sociaux, les licenciements pleuvent, le chômage touche des millions et leurs familles, la pauvreté s'étend, la précarité n'a jamais été aussi développé, etc.

Oui, l'histoire et la morale exigent d'en finir le plus tôt possible avec le capitalisme qui nous pourrit la vie, qui sème la guerre et la famine à travers le monde et détruit notre planète. Place au socialisme ! Place à la révolution socialiste pour balayer le vieux monde de ces ordures, existerait-il un autre moyen, une autre voie ?

A propos du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, il pourrait se décliner sous une autre forme, compte tenu que la population de certains pays d'Europe de l'Est continuerait de confondre stalinisme et socialisme ou communisme, par exemple, pour une République sociale européenne ou pour les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe, les deux n'ayant pas le même contenu, on peut y réfléchir.

Ce que je voulais dire hier, j'ai employé le mot imagination, je n'avais pas trouvé le bon mot, il faut inventer la suite du marxisme dans les conditions données de notre époque.

Les militants du courant *Que faire* parlent du NPA comme s'il s'agissait de constituer une sorte de front unique en copiant en grande partie sur le POI. S'agira-t-il d'un front unique ou plutôt d'un front populaire ? Qu'il y ait des militants provenant d'horizons divers dans le même parti, cela ne me gêne pas, par contre je considère inacceptable qu'on y trouve des militants n'adhérant pas à la même voie pour mener le combat pour en finir avec le régime. Dès lors qu'on n'est pas d'accord sur la voie à emprunter pour conquérir le pouvoir, c'est forcément qu'on n'a pas les mêmes préoccupations et qu'on ne poursuit pas le même objectif, je pense que l'histoire de la lutte des classes l'a suffisamment démontré au cours du XXe siècle.

Cela me fait penser à un couple qui un jour où l'autre se sépare. L'un ou l'autre découvrant soudainement qu'il s'est trompé sur ses propres intentions ou sur celles de son conjoint. Ils pensaient partager la même chose, alors qu'en réalité ce n'était pas le cas, jusqu'au jour où les intérêts réels de l'un et l'autre rejaillissent violemment à la surface rendant la séparation inévitable.

On croyait se connaître et l'on se retrouve avec un personne étrangère en face de soi. Quel choc ! On en arrive même parfois à se demander comment on a pu rester si longtemps ensemble, alors qu'on était si différent l'un de l'autre. Terrible méprise en vérité, on a l'impression d'un grand gâchi, de s'être leurrer soi-même pour un résultat en dessous de tout et un dénouement dramatique. Tant qu'on est deux à se tromper sur ce qu'on est et sur ce qu'est l'autre, tout va bien, mais le jour où l'un des deux cesse de jouer le jeu, on tombe des nus et c'est la rupture. Je vous en parle en connaissance de cause, imaginez qu'au bout de 10 ans de vie commune votre conjointe vous dise : je n'étais pas faite pour vivre avec quelqu'un, il n'y a rien à répondre à cela, c'est totalement inutile.

La voie des réformes, du parlementarisme, du passage progressif au socialisme s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, c'est là qu'elle y en prend sa source sans être capable d'aller au-delà, elle reste enfermée dans ce cadre. La voie révolutionnaire prend également sa source dans le capitalisme, mais pour faire exploser le cadre des rapports sociaux de production en vigueur afin de pouvoir réorganiser la société sur de nouvelles bases. Les deux sont inconciliables.

Les réunir dans le même parti, c'est comme vouloir faire tomber d'accord un Chinois et un Italien qui ne parlent et ne comprennent que leur langue maternelle, c'est impensable. Vous me direz que les deux mangent des spaghetti, à base de riz ou de blé, d'accord, mais je ne pense pas qu'ils en font le même usage, qu'ils les consomment ou les cuisinent de la même manière. L'analogie s'arrêtera là, car rien n'empêchera un Chinois de déguster un plat de spaghetti à la sauce bolognaise et de se régaler, et notre Italien de savourer une délicieuse soupe aux ailerons de requins et de spaghetti chinoises (noodles) ! Nos convictions ont heureusement une durée de vie plus longue qu'une simple digestion !

Le 18 décembre 2008

J'ai sans doute fait découvrir à certains militants l'existence du courant *Que faire* de la LCR. Je n'ai aucun lien avec ses militants, mais je suis cohérent avec moi-même. Je pense qu'il ne faut rien cacher aux militants, leur dire les choses et les expliquer est toujours préférable.

Le problème qui se trouve poser parfois, c'est de savoir au juste de quelle manière les uns et les autres interpréteront nos propos

et s'ils en seront capables compte tenu que chacun ne dispose pas des mêmes connaissances théoriques ou n'a pas fait les mêmes expériences. Pour éviter les malentendus il est préférable de s'exprimer le plus simplement possible. La même méthode devrait être employé lorsque l'on s'adresse à des travailleurs.

Le site n'est pas destiné à n'importe qui, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, et je fais l'effort de rédiger mes textes de façon à ce qu'ils soient abordables à la plupart des militants, surtout les jeunes militants qui ont forcément du mal à se repérer dans la jungle qu'est devenu le mouvement ouvrier organisé.

J'en profite pour revenir sur un désaccord entre nous qui à mon avis est davantage le produit d'une incompréhension ou un défaut d'explication de ma part, je pense à la question des sans-papiers.

J'ai refusé de m'associer à cette campagne en fournissant un certain nombre d'arguments. Cela m'a valu de me faire traité de racistes par un ou deux crétins, d'autres militants plus réfléchis ont préféré noter un désaccord entre nous. Il ne fallait pas craindre le ridicule pour me traiter ainsi sachant que mon épouse était noire et indienne, que le compagnon de ma fille était Réunionnais et encore plus foncé de peau, et finalement que je vivais en Inde depuis des années. Parfois il arrive que les mots dépassent notre pensée dans le feu de l'action ou sous l'emprise de la passion, je l'ai pris ainsi.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué qu'il serait préférable que Sarkozy l'emporte sur Royal, qu'étant donné la personnalité du nabot et le clan politique auquel il appartenait au sein de l'UMP, il y avait fort à parier qu'il tenterait d'avancer au bulldozer une fois élu ce qui entraînerait une réaction immédiate des militants et de la majorité de la population. J'avais pronostiqué sa victoire et si je me souviens bien, j'avais également expliqué qu'elle ne serait pas aussi large qu'il la souhaitait, parce qu'en finitive le programme de Royal était très proche du sien, les deux se neutralisant, aucun des deux ne pourrait l'emporter avec une avance considérable sur l'autre. Si finalement il a été élu avec 53,06% des voix, donc avec un nombre de voix plus important que prévu, c'est en grande partie parce qu'il a réussi à faire le plein des voix du Front national dont la lutte contre l'immigration et l'insécurité était le cheval de bataille.

J'avais appelé à ne pas voter pour Royal au second tour (comme au premier évidemment) pour plusieurs raisons, notamment parce que je ne pensais pas que Sarkozy serait élu largement. Constatant de quelle façon la situation évoluait, je n'ai pas changé de position parce que je me suis dit que finalement, même élu plus largement que prévu grâce aux voix du FN, la question de l'immigration serait battue en brèche par l'application de son plan de combat contre la classe ouvrière, dès lors l'unité du prolétariat l'emporterait malgré la politique anti-immigrés de Sarkozy.

J'avais considéré que c'était une erreur tactique d'embrayer sur la situation des sans-papiers dans les conditions que je viens de décrire. Cela ne voulait évidemment pas dire que j'étais contre la défense des droits des travailleurs immigrés, mais que le moment me semblait mal choisi. Vous me direz qu'on ne l'a pas choisi. Cela se discute lorsque l'on se penche sur le déroulement exact des faits.

Mon idée était comme je viens de le rappeler qu'il était préférable que Sarkozy soit élu mais sans qu'il puisse revendiquer une victoire écrasante. Cela signifiait qu'il ne fallait pas lui donner l'occasion de profiter largement des voix du Front national. Or, il se trouve que le PS et le PCF ont agité justement dans ce sens, mieux encore, ils ont trouvé des relais dans certains partis, certaines organisations ou associations qui sont montées au créneau comme il fallait s'y attendre.

De mon côté, j'ai parlé d'une provocation montée de toutes pièces par le ministre de l'Intérieur qui n'était rien d'autre que le futur candidat à la présidentielle, Sarkozy, dont le maire de Cachan (PS) avait été le complice, celui-ci pensant sans doute qu'il mettrait Sarkozy en difficulté sur cette question, ce qui était une grossière erreur tactique à quelques mois des élections, il aurait voulu diviser davantage la classe ouvrière pour faire élire Sarkozy plus largement qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Avouons qu'ils sont parvenus partiellement à leur fin, mais pour une courte durée, merci la crise ! Ma seule préoccupation était que la classe ouvrière conserve intacte sa capacité de mobilisation après l'élection de Sarkozy et qu'elle soit en ordre de bataille (autant que faire se peut) le plus rapidement possible pour l'affronter.

Maintenant, si je pensais qu'il était préférable que Sarkozy soit élu plutôt que Royal, à aucun moment je n'ai encouragé son élection contrairement au maire PS de Cachan, je pense que vous êtes capables de saisir la différence. Dans les années 60, le milieu des travailleurs immigrés était un terrain d'intervention privilégié pour le PCF, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des associations dirigées par des membres de ce parti soient montées en première ligne en 2006. Ce qui fut étonnant par contre, c'est de constater que tous les autres partis lui ont emboîté le pas, le tout à grand renfort médiatique, comme si tout cette histoire avait été savamment orchestrée, ce qui ne viendra apparemment à l'esprit de personne ou seulement pour dire que le ministère de l'Intérieur avait connaissance de ce squat depuis un an, sans éviter pour autant de tomber dans le panneau. Il faut être bien naïf pour cavalier derrière Sarkozy dès qu'il lâche un pet nauséabond. Il n'a pas été ministre de l'Intérieur pour rien, entre provocations, fausses rumeurs, mascarades, arrestations musclées et coups tordus en tous genres, le tout orchestré à grand renfort médiatique, il n'y a que l'embarras du choix pour tomber dans le panneau, lui faciliter la tâche ou l'aider indirectement à atteindre son objectif, il n'a rien à envier à Bush ou Poutine sur ce plan-là.

Depuis cet épisode et l'élection de Sarkozy, j'estime qu'il n'y a plus aucune raison de ne pas soutenir tout mouvement des

sans-papiers. D'ailleurs je n'ai jamais dit qu'il ne fallait pas les soutenir, mais qu'il aurait fallu s'y prendre autrement, ce que certains militants ont peut-être fait à titre individuel je n'en sais rien, de la même manière que j'ai favorisé le départ en France de quelques Indiens et d'un Sri Lankais.

Cette mise au point que j'estime porter sur une question de tactique et non sur une question de fond, me fait penser à une autre question tactique, le front unique lors des élections européennes. Tout dépend de l'objectif que l'on se fixe.

S'il s'agit simplement d'infliger une défaite politique à Sarkozy sans que les masses en tirent profit, je me demande alors si cela sera utile. S'il s'agit d'infliger une défaite à l'Union européenne, pour le coup on peut répondre sans hésitation que cela ne servira strictement à rien, puisque cela ne pourra pas influencer sa politique ou changer le cours de choses, ce qui n'était pas tout à fait le cas avec le référendum en 2005.

Si maintenant c'est pour dresser l'ensemble des travailleurs contre la politique du gouvernement, contre les institutions et particulièrement la constitution de la Ve République sans lesquelles l'Union européenne n'existeraient pas, c'est différent. Si cette bataille s'inscrivait clairement dans la perspective du combat engagé contre le régime, comme un moment de celui-ci pour aider les travailleurs à prendre conscience de sa nature, pour l'abattre, cela vaudrait le coup de se rassembler pour montrer aux masses que l'on peut vaincre en s'unissant contre Sarkozy et qu'il existe une issue politique en dehors de l'Union européenne, en dehors de la Ve République.

On ne peut pas se contenter comme seront tentés encore une fois de le faire les opportunistes d'infliger une défaite à Sarkozy, sans qu'elle s'inscrive dans une perspective politique correcte, sans qu'elle soit reliée à une issue politique, car elle n'aurait aucune valeur éducative pour les masses.

J'ai bien conscience qu'aucun parti aujourd'hui n'est en mesure à lui seule d'accéder aux masses, seuls les éléments les plus déterminés ou en rupture avec le capitalisme pourraient profiter de cette politique, par contre un front uni de partis pourrait toucher de plus larges masses et bénéficierait d'une couverture médiatique plus ample, cela compte de nos jours, qu'on le veuille ou non, il faut essayer de penser à tout avant d'adopter ou de rejeter une tactique.

Je ne prétends pas que cette victoire pourrait se transformer en une mobilisation massive des travailleurs contre le gouvernement le lendemain des élections européennes, je veux simplement dire qu'en s'inscrivant dans cette perspective elle pourrait les aider à prendre conscience de leur force, on ne peut guère en attendre davantage dans l'état actuel des choses. Tout dépendra de l'objectif, du contenu et de la forme de cette campagne.

Comme je l'ai précisé plus haut, avant de déterminer quelle tactique on va appliquer, il faut définir quel objectif on se fixe ou ce que l'on est en droit d'en attendre, sachant que la construction du parti demeure prioritaire, et ensuite qu'il est nécessaire de proposer une orientation politique correspondant à la fois aux aspirations des masses et aux tâches politiques qu'elles ont à accomplir, ne tenir compte que des premières conduirait à se vautrer dans le spontanisme. Construire le parti et renforcer le niveau de conscience politique des masses, voilà ce qui doit nous guider selon moi.

Sachant maintenant qu'aucun parti ouvrier n'a décidé (pour le moment) d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, au mieux un front unique de partis qui remporterait un certain succès aux élections européennes ne servirait malheureusement strictement à rien ou presque, et ce n'est pas très difficile de s'en convaincre, il suffit d'avoir à l'esprit ce qui s'est passé au lendemain du 29 mai 2005 et de la victoire du non, elle n'a pas été suivie par une amplification des mobilisations et n'a entraîné aucun élan d'adhésions en direction des partis ouvriers, les deux seuls facteurs concrets qui permettent d'évaluer avec précision qu'une modification de l'état d'esprit des masses a eu lieu ou non, ou encore que notre ligne politique est correcte...

Une dernière chose, l'édito demain ou samedi, ainsi qu'un autre article, à moins que je m'en serve comme éditorial, j'ai deux idées en tête, cet article s'intitule *Les rêveries d'un capitaliste américain*, rien à voir avec *Les rêveries d'un promeneur solitaire de J. J. Rousseau*, à part le titre. Ici Rousseau est une icône, plutôt dans l'Etat du Kerala, je n'en sais pas plus.

Le 19 décembre 2008

Les pays de l'OPEP ont annoncé mercredi une diminution record de leur production de 2,2 millions de barils par jour à partir du 1er janvier. De leur côté, la Russie et l'Azerbaïdjan ont décidé parallèlement de réduire leur production de plusieurs centaines de milliers de barils. (AP 17.12)

Réponse du marché : le prix du brut a continué de baisser mercredi, le baril passant même sous la barre des 40 dollars.

Les 11 pays de l'OPEP ont retiré du marché 4,2 millions de barils par jour par rapport au niveau de septembre, en vain.

Le ministre vénézuélien de l'Energie Rafael Ramirez a confié à l'Associated Press : "Je suis satisfait de cette décision", les consommateurs, vous et moi, le remercie de tout tenter pour faire remonter les prix du pétrole que nous paieront ainsi plus cher. Le socialisme du XXe siècle a décidément un prix qui n'est pas à la portée des plus pauvres, à croire qu'il ne sera pas fait pour lui, car d'autres en tirent profit.

Si les prix du pétrole ne remonte pas, c'est que les volumes de brut entrant dans le marché restent bien supérieurs à la demande effective, vous savez monsieur Ramirez, la crise du capitalisme, on se demande s'il en a entendu parlé.

Pendant ce temps-là, le constructeur automobile américain Chrysler interrompait la production dans toutes ses usines pour une durée d'un mois, cela concerne 46.000 salariés.

Le déclin des ventes automobiles aux Etats-Unis s'est intensifié ces derniers mois, le marché se situant actuellement à un plus bas depuis 35 ans, si l'on prend en compte l'augmentation de la population intervenue entre-temps. (AFP 17.12)

Avec des marges nets proches de zéro et un endettement colossale, il était prévisible que cela se termina ainsi. Au regard de la dette des trois constructeurs automobiles américains, ils sont déjà en faillite depuis belle lurette. GM a plus de 70 milliards de dollars de dettes, c'est pour donner un ordre de grandeur.

Quand tout s'écroule, c'est un véritable marasme, de la grandeur des phénomènes climatiques extrêmes que l'on peut constater dans la nature. Ce sont des conditions que connaissent et vivent certains peuples depuis longtemps quotidiennement.

La surproduction, l'état de surproduction permanente de l'industrie à l'échelle mondiale qui passerait presque inaperçu en temps normal, se transforme en cauchemar en temps de crise et révèle brutalement les limites et les contradictions du système capitaliste, en entraînant la fermeture de milliers d'entreprises et la mise au chômage de millions d'ouvriers.

Autre chose.

En lisant les déclarations de personnalités ou d'élus qui ont annoncé leur ralliement au Parti de Gauche, j'ai relevé un élément intéressant : plusieurs indiquent qu'ils rejoignent ce parti parce qu'il "inspire" à gouverner.

Il y aura bientôt quatre ans je précisais à propos du PT que c'était une grave erreur de ne pas mettre en avant que ce parti se construisait pour prendre le pouvoir. On peut penser que cette "lacune" a plombé la construction des partis ouvriers au cours des 50 dernières années, dans la mesure où ils s'en remettaient aux PS et PCF pour gouverner démontrant ainsi qu'ils n'avaient pas l'intention de se donner les moyens pour mettre en oeuvre leur politique.

On pourrait objecter que cela serait mentir aux travailleurs que de leur faire croire que notre parti pourrait parvenir au pouvoir alors que les conditions sont ou étaient loin d'être réunies pour atteindre cet objectif. En réalité, c'était et cela demeure une nécessité de montrer aux travailleurs notre détermination à aller jusqu'au bout de notre engagement politique et de leur démontrer que nous sommes résolument décidés à atteindre nos objectifs politiques, ce qui se traduit concrètement par vaincre la bourgeoisie et prendre le pouvoir.

Pourquoi s'engager dans un parti qui ne se donnera jamais les moyens de mettre en oeuvre sa politique ? Pourquoi s'engager dans un parti qui apparaît seulement comme une force de contestation face au pouvoir en place, laissant croire que finalement ce seront d'autres partis qui appliqueront sa politique lorsqu'ils seront au pouvoir ? Autant s'engager dans ces partis pour tenter d'infléchir leur politique ou se tenir à l'écart de tout engagement politique en attendant des jours meilleurs.

Pour un parti, ne pas faire figurer dans son programme qu'il combat pour prendre le pouvoir, ne pas le marteler auprès des travailleurs dans chaque discussion, n'était-ce pas le meilleur moyen de ne jamais avancer dans cette voie ? N'y aurait-il pas là un lien avec l'absence dans le programme de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le communisme ?

Les travailleurs et jeunes ont besoin d'un autre idéal que celui que leur proposent les représentants du capitalisme, ils ont besoin de savoir par quel moyen leur engagement politique se réalisera, dans quelle perspective il s'inscrit, il suffit qu'il manque une seule réponse à ces questions pour rendre le discours du parti incohérent et peu crédible.

On ne cesse de dire que le parti est irremplaçable, et concrètement on fait tout pour en minimiser la place dans le combat pour abattre le régime.

Les ouvriers sont pragmatiques, ils ont besoin de choses concrètes ou pratiques pour les saisir.

Maintenant il est évident que l'on ne sera pas en mesure de prendre le pouvoir demain matin, même si les événements s'accéléraient brutalement au cours de la crise actuelle du capitalisme. Pour ne pas faire naître d'illusions, une fois conquis de nouveaux travailleurs il faut impérativement entamer leur formation politique et leur expliquer que l'on construit le parti dans une perspective politique précise dans laquelle il occupera une place déterminante, mais qu'en réalité notre engagement politique correspond fondamentalement à une prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, que c'est la compréhension du développement du capitalisme qui conduit inévitablement l'humanité au chaos qui justifie notre engagement, et qu'on ne se détermine pas uniquement par rapport aux conséquences visibles et dramatiques de la survie du capitalisme, que ce ne sont pas les rythmes et les délais qui guident notre action, mais bien une analyse scientifique des fondements et des lois de fonctionnement du capitalisme. Ainsi et ainsi seulement la construction du parti peut devenir un processus conscient, je dirais même que c'est le seul moyen d'assurer son développement, je parle d'un parti révolutionnaire évidemment, car un parti conçu sur des bases réformistes peut se développer en profitant de la crise sans pour autant que le prolétariat n'ait fait le moindre pas en avant vers son objectif.

Contrairement au PS qui a abandonné le combat pour les réformes sociales et qui a complètement capitulé devant la bourgeoisie, le Parti de Gauche entend défendre le droit aux réformes sociales ainsi que la laïcité. Le PG se place donc dans la tradition d'une tendance du mouvement ouvrier. Le contenu de son programme et son objectif est une chose, les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour l'appliquer ou l'atteindre en est un autre, il s'agit de ne pas tout confondre ou de tout mettre dans le même sac pour se précipiter de dire : le réformisme on connaît : poubelle. Seuls les gauchistes ou les ignares réagissent ainsi.

Le combat pour les réformes alimente le mouvement ouvrier, sa résistance et son combat contre le régime. Nous sommes tous réformistes mais pas de la même manière. Notre objectif est d'aider les masses à se dresser contre le régime. Ensuite, au cours de la mobilisation, à nous d'expliquer aux travailleurs comment il sera possible de le vaincre et pourquoi il faudra le vaincre pour pouvoir en finir une fois pour toute avec tous les maux qui nous accablent.

Nous partageons le premier objectif des réformistes, défendre nos acquis ou droits. Là où s'arrêtent les réformistes, c'est à nous de prendre le relais et de mettre en avant le seul moyen possible de prendre le pouvoir, la révolution prolétarienne. Les réformistes colportent de dangereuses illusions qui ont permis le retour au pouvoir de la pire réaction à de nombreuses reprises dans le monde au cours du XXe siècle et d'instaurer une chappe de plomb sur le mouvement ouvrier pendant plusieurs décennies (Espagne, Chili, etc.).

Leurs représentants actuels n'entendent pas en tenir compte, ils s'imaginent par on ne sait quel miracle, que les choses se passeront demain autrement, entendez par là que leur prédécesseurs s'y seraient forcément mal pris ou que des conditions défavorables avaient déservi leur cause, alors qu'eux, etc., on a entendu le même refrain maintes et maintes fois dans le passé. Tant de naïveté ou d'inconscience aurait de quoi faire sourire au premier abord si l'enjeu n'était pas le sort de l'humanité tout entier. Il serait facile et juste de dire que ces gens-là n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes du passé, qu'ils entendent les ignorer comme ils ignorent les rapports entre les classes qu'ils pourraient modeler à leur guise par voie législative, la classe de nos ennemis serait désarmée et prête à se soumettre à leurs désirs et à se défaire de ses biens sans résister les armes à la main... Il serait juste aussi de dire qu'ils préparent les défaites tragiques de demain du prolétariat.

Cependant le PG est le produit d'une rupture avec le PS et sa politique réactionnaire, c'est un point essentiel à prendre en compte pour caractériser le PG et déterminer nos rapports avec ce parti. Contrairement au PS il n'est pas dans le camp de nos ennemis, il est dans le même camp que le POI, le NPA, LO et de nombreux groupes, associations ou comités de militants ouvriers. On pourrait ajouter le PCF qui n'a plus les moyens d'imposer sa politique aux autres tendances du mouvement ouvrier, et qui malgré ses liens avec le PS sur le plan électoral n'en demeure pas moins dans notre camp. Répétons-le encore une fois, le contenu de leur politique et les moyens qu'ils développent pour atteindre notre objectif est une autre question que l'on ne peut évidemment pas passer sous silence, que nous devons dénoncer et combattre, sans toutefois nous tromper d'ennemi.

C'est pour ces raisons qu'un Front unique ponctuel de ces partis est possible sur un objectif précis, à partir du moment où chacun conserve sa liberté de parole et d'action, où chaque parti combat sous son programme drapeau avec son propre programme. Comme dirait l'autre, que chacun soit à la hauteur de ses objectifs et le meilleur vaincra. Marcher séparément et frapper ensemble n'est pas une simple formule, en cette période de crise ouverte et profonde du capitalisme à l'échelle mondiale, elle est le meilleur moyen de dresser la classe et de construire le parti.

A partir du moment où le front unique permet un développement de la lutte de classe et répond à un besoin des masses et à leurs aspirations, il ne faut pas confondre ce que l'on est en droit d'attendre immédiatement de ce combat sur le plan collectif, avec le combat pour la construction du parti et son objectif qui englobe la conscience des tâches historiques qu'il reste à accomplir au prolétariat, qui pose directement la question du pouvoir politique et les moyens de le conquérir.

Les réformistes veulent uniquement soulager les souffrances de la classe ouvrière, tandis que nous voulons y mettre un terme définitivement et nous prétendons que c'est possible.

La démarche du PG ressemble étrangement à celle du POI qui devait à l'origine séduire des pans entiers du PS, en vain. Si des membres et ex-membres du PS ont participé au lancement du POI, d'autres semble-t-il n'ont pas voulu se retrouver dans le même parti que des trotskistes. Qu'ils trouvent leur place dans le PG qui a l'avantage d'avoir été initié uniquement par deux élus

ou cadres démissionnaires du PS n'a rien d'étonnant, ils sont en famille ! Cela dit, le PG n'a réussi à convaincre à ce jour qu'une poignée d'élus du PS, quelques responsables d'organisations ou deux ou trois personnalités selon les témoignages qui figurent dans le site Internet du PG (et que j'ai pris la peine de lire).

La PG et le POI ont sensiblement la même ligne politique, elle est axée contre l'Union européenne et aucun des deux partis ne fait de la révolution prolétarienne le moyen pour conquérir le pouvoir. Rien ne dit que ces deux partis ne puissent pas fusionner un jour ou l'autre. On peut même se demander si Mélenchon ne serait pas un sousmarin du POI. A l'inverse, on pourrait aussi se demander si le PG n'a pas été lancé pour empêcher le POI de se développer ou pour le marginaliser davantage. Aucune de ces hypothèses n'est invraisemblable compte-tenu des éléments dont nous disposons aujourd'hui, la suite permettra rapidement d'être fixé, l'essentiel est ailleurs pour le moment.

Il est certain que le PG présente l'avantage d'avoir au moins un dirigeant possédant un minimum de charisme, je pense évidemment à Mélenchon, ce qui n'est évidemment pas le cas du POI qui a récupéré les toquards du PS.

A une époque marquée par l'emprise ou le rôle dominant des médias sur la population, qui par suite d'un mode de vie devenu infernal et l'habitude prise de cavalier dans tous les sens, se contente de réagir émotionnellement aux événements tronqués qu'on lui balance, la population peut difficilement faire autrement dans un premier temps puisqu'on ne lui donne pas les éléments nécessaires pour réfléchir à leur signification, elle est amené à privilégier l'image et les quelques mots qui l'accompagnent sur la nature d'un parti ou son programme. Elle se détermine en fonction de la personnalité du porteur du discours et sa manière de l'énoncer tout en tenant compte de certains critères auxquels elle adhère souvent inconsciemment ou qui font partie de l'inconscient collectif.

Si la plupart des gens privilégient au premier abord les apparences, on est bien obligé d'en tenir compte, ce qui ne signifie pas qu'il faille leur témoigner plus d'importance. Si le charisme d'un dirigeant jouait le rôle de catalyseur pour gagner la classe au front unique contre Sarkozy, on ne devrait pas s'en plaindre, mais au contraire en profiter, même si on ne partage pas toutes ses idées, de la même manière que l'on ne doit pas craindre la confrontation des idées, ce qui ne pose en principe aucun problème à partir du moment où l'on demeure convaincu que la classe conserve la capacité de faire la part des choses ou qu'elle parviendra au regard des faits, à déterminer quelles idées étaient correctes et quelles idées ne l'étaient pas.

D'une certaine manière, le front unique proposé par le PG permet de compenser partiellement les effets négatifs de l'émiettement de nos forces à travers une multitude de formations politiques, ce qui constitue actuellement un handicap à la mobilisation de la classe et affaiblit la crédibilité de tous les partis.

Il peut favoriser le regroupement de militants issus des tendances trotskistes du POI et de la LCR, de différents groupes, comités, etc. pour construire un parti révolutionnaire. Sachant évidemment que l'on ne demandera pas au front unique d'adopter la totalité du programme de la révolution socialiste.

Il est vrai aussi que l'inexistence d'un tel parti pose problème et qu'on ne peut pas éluder cette question.

On a là posées les limites que l'on peut assigner à ce front unique qui ne pourra pas être orienté dans une perspective politique conduisant à la prise du pouvoir. Il ne pourra avoir qu'une fonction délimitée dans le but de mener une action commune pour atteindre un objectif précis et partiel, là en l'occurrence il s'agira d'infliger une défaite politique au camp de la réaction lors des prochaines élections européennes. J'imagine que le PG en fonction des résultats de ces élections se disposera dans la perspective des élections présidentielles de 2012 puisque pour lui il n'y a pas d'autre voie que la voie institutionnelle pour parvenir au pouvoir. Nous en serons davantage sur ses intentions lorsqu'il aura un programme.

L'avantage de ce front unique, c'est qu'il permettra aux militants de mieux se connaître et de confronter leurs idées dans un état d'esprit plus fraternelle, tout du moins on ose l'espérer, au lieu de se livrer à un combat fratricide et stérile.

On ne dilue pas nos idées et les partis ne se diluent pas dans le front unique, on combat ensemble sur une fraction de nos idées qui sont communes aux autres partis, en le situant dans la perspective politique de renverser le régime, comme aurait dit Marx, on n'y perd pas son âme.

Craindre un tel front unique, c'est craindre la confrontation des idées des autres partis, c'est se renfermer dans un sectarisme inacceptable.

Que ce front unique se constitue ou non, il est évident que l'activité des militants ne peut pas se limiter à son objectif tel qu'il a été avancé par le PG, il est possible d'intervenir quotidiennement dans la lutte des classes sur la base d'une perspective politique mettant au premier plan la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, de renverser les institutions.

Si un parti révolutionnaire existait, il n'aurait pas attendu après un autre parti pour commencer à organiser la classe dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire. On peut concevoir l'existence de ces deux types de parti, l'un

réformiste, l'autre révolutionnaire, sans pour autant le rechercher. L'histoire du mouvement ouvrier a démontré qu'ils pouvaient être complémentaires lorsque la situation était dominée par la réaction, mais qu'ils devenaient opposés dès lors que le prolétariat tendait à remettre en cause l'Etat, il ne faut surtout pas oublier cette leçon. Son existence peut nous faciliter la tâche jusqu'à un certain point, tant qu'il n'est pas une entrave à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le combat pour les réformes prouvera ses limites très rapidement et démontrera aux militants de ces partis qu'il est impossible d'avancer dans la voie du socialisme en s'y prenant de la sorte. Une partie de ces militants n'auront plus qu'à adopter le capitalisme comme c'est le cas au PS ou cesser le combat, les autres adoptant l'autre voie, la voie révolutionnaire, celle de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat guider par le parti pour vaincre. Tout dépendra des liens qu'auront tissés entre eux les militants, mais il ne faut pas non plus se faire d'illusions !

J'ai écrit ces lignes à plusieurs moments de la journée sans brouillon comme d'habitude, du coup mes idées sont désordonnées. Si maintenant des camarades ont des informations dont je ne dispose pas sur les intentions réelles du PG et qui apporteraient des éléments nouveaux à notre réflexion sur la proposition de Mélenchon, ce serait sympathiques de me les adresser par courriel, peut-être que je me suis planté complètement, j'ai fait avec les éléments en ma possession.

On pourrait ajouter qu'au mieux, en imaginant le scénario le plus optimiste, ce genre de front unique pourrait aboutir à une sorte de gouvernement Kerensky, la différence avec février 17 en Russie, c'est qu'il n'existe pas en France de parti bolchevik. En même temps je me souviens avoir lu que des dizaines d'organisations ou comités, des dizaines de milliers de militants avaient rejoint le parti bolchevik entre février et octobre 17, il ne serait pas invraisemblable que le même regroupement s'opère si nous nous trouvions dans une situation similaire, encore faudrait-il qu'un parti soit en mesure de conquérir la confiance des masses pour qu'il en prenne la tête, ce qui relève aujourd'hui du domaine de l'extrapolation malheureusement.

Le pire scénario serait de se retrouver dans la situation du Venezuela où plus de 40% de la population demeure dans la misère, tandis que le parti au pouvoir passe son temps à chanter les louanges du socialisme en marche ! Idem en Bolivie. Vous aurez constaté comme moi que les adeptes aujourd'hui du socialisme par étape sont les mêmes qui hier hurlaient à la trahison à l'adresse des staliniens, par pure opportunisme.

De la même manière que la crise profonde qui secoue le capitalisme mondiale remet au goût du jour Marx, les prochains développements de la lutte des classes remettront au premier plan les enseignements de la révolution russe dont plus personne aujourd'hui ne veut entendre parler. Souvenez-vous en camarades.

Autre chose pour terminer.

Darcos souffle le chaud et le froid, ça pue l'embrouille mais les lycéens semblent faire la part des choses pour le moment. Voici des extraits de deux dépêches d'hier :

"Selon les syndicats lycéens, entre 80.000 et 100.000 manifestants se sont mobilisés un peu partout en France, en brandissant la menace d'une poursuite du mouvement en janvier après les vacances et la "trêve" de fin d'année. "L'hiver sera chaud si le ministre ne nous écoute pas", a averti l'Union nationale lycéenne (UNL) jeudi soir dans un communiqué.

"Nous allons reprendre les choses à zéro, nous allons ensemble rouvrir la totalité du dossier", a promis le ministre de l'Education lors de la séance des questions au gouvernement au Sénat, alors que 7.500 lycéens selon la police, 13.000 selon les organisateurs, défilaient à Paris pour exiger le "retrait" de la réforme.

Le ministre, qui avait annoncé lundi le "report" de la réforme, a réaffirmé son attachement aux principes de sa réforme, qui ne sont "pas abandonnés", a-t-il assuré. "Aujourd'hui, on voit bien que les circonstances nécessitent plus d'explications, que nous travaillons différemment. Nous allons le faire, mais nous ne changerons rien à l'objectif de réforme", a-t-il affirmé. "C'est évidemment l'intérêt général qui nous dicte, c'est le besoin de la Nation. Nous travaillons pour l'avenir".

"Ce que Darcos ne comprend pas, c'est que nous exigeons des garanties concernant la prise en compte de nos revendications et l'arrêt des suppressions de postes dans l'Education. Par ailleurs, nous n'avons fait l'objet d'aucune tentative de contact de la part de ses services alors que lorsqu'on affirme qu'on va discuter, la moindre des choses est de donner rendez-vous aux gens", a déclaré le secrétaire général de l'UNL, Antoine Evennou, à l'Associated Press.

Cantonnée jusqu'à présent à certaines villes de province, essentiellement dans l'Ouest de la France avec des manifestations souvent sporadiques et désorganisées, la mobilisation s'est étendue jeudi avec des cortèges conséquents dans de nombreuses villes sur fond d'appel national lancé de concert par l'UNL et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL).

On comptait ainsi 6.000 manifestants à Nancy selon la police, 8.000 selon les organisateurs, entre 5.500 et 10.000 à Lyon selon les sources, 3.500 à 7.000 à Rennes, entre 2.000 et 4.000 à Marseille, 2.500 à 4.000 à Quimper, 2.400 à 5.000 à Bordeaux, 1.700 à 4.000 à Toulouse, 1.500 à 4.000 à Brest, 1.500 à Bayonne selon la police, ou encore selon des chiffres syndicaux 5.000 à

Nantes, 4.000 à Saint-Brieuc, 700 à Tours et 500 à Grenoble ." (AP 18.12)

"Quelque 127.000 personnes ont manifesté jeudi en France contre le projet de réforme du lycée du ministre de l'Education Xavier Darcos, a-t-on appris auprès de la Direction générale de la police nationale.

Interrogé sur la façon dont le ministre entendait reprendre le travail sur la réforme, le ministre a répondu qu'il allait voir si le protocole de début de discussions signé en juin dernier par les syndicats enseignants, de chefs d'établissements et les organisation lycéennes était "encore bon ou s'ils en veulent un autre".

Les lycéens ont pourtant choisi de maintenir leurs manifestations avec des slogans et banderoles tels que "Darcos, maintenant ou dans douze mois, ta réforme on n'en veut pas" (Lyon), "Darcos démission pour sauver l'éducation" (Rennes), "Notre éducation n'est pas au service du fric !" (Paris).

A Paris, entre 7.500 personnes, selon la police, et 13.000 selon les organisateurs, ont défilé sans incident jusqu'au ministère. Des lycées ont été bloqués en Ile-de-France.

Dans l'Ouest, les cortèges ont regroupé 5.000 personnes (police) à Rennes, 2.000 à Rouen, 2.500 à Quimper, 2.000 à Saint-Brieuc, 2.500 à Lorient, 1.500 à Brest, 2.300 à Caen et 1.000 à Saint-Nazaire.

Certains lycées, souvent privés, ont par ailleurs été fermés jusqu'aux vacances en Loire-Atlantique, dans le Finistère, le Morbihan ou la Manche.

Entre 5.500 jeunes (police) et 10.000 (organisateur) ont défilé à Lyon, perturbant les transports en commun. Les quelques incidents ont occasionné l'interpellation ou le contrôle d'une quarantaine de personnes.

Environ 1.400 lycéens ont défilé à Clermont-Ferrand, 1.200 à Saint-Etienne.

A Lille, dans le Nord, en Picardie ou Champagne-Ardennes plusieurs milliers de lycéens ont manifesté, demandant "le retrait total de la réforme".

Entre 2.000 et 4.000 jeunes ont marché à Marseille. 51 établissements sur 125 étaient perturbés dans la région Midi-Pyrénées." (AFP 18.12)

Bon week-end à tous.

Le 20 décembre 2008

Hier Wall Street a encore clôturer en baisse (-0,30%), et les prix du pétrole sont descendus jusqu'à 32,40 dollars le baril, en voilà des bonnes nouvelles. C'est le week-end on se détend un peu camarades.

Devedjian a indiqué vendredi que le plan de relance de l'économie du gouvernement devrait permettre de "créer 150.000 emplois pour l'année 2009" et avoir un impact sur l'économie de "100 milliards". Il a également indiqué que "75% des 26 milliards" engagés dans le plan seraient dépensés "dès 2009", lit-on dans un article de *La Tribune*.

Devedjian est un pauvre type, il le porte sur lui, mais là il essaie de nous enfumer. Réfléchissez un peu, sur ces 26 milliards d'euros, 22 environ correspondent en gros à des dettes de l'Etat envers les entreprises et les collectivités locales. Vous connaissez la situation critique des entreprises et des communes, bon, sachant qu'ils toucheraient un jour ou l'autre cet argent, qu'est-ce qu'ils ont fait d'après vous ? Ils ont emprunté la somme équivalente aux banques rassurées par la garantie de l'Etat. Elles l'ont touché... et dépensé pardi ! Donc Devedjian nous prend vraiment pour des demeurés. Il a raison, un travailleur sur un million dispose des éléments pour arriver à cette conclusion.

26 milliards d'euros se transformeraient pas miracle en 100 milliards. Pourquoi pas, réels ou fictifs ? Quand une banque dispose d'un actif de 10 milliards, la Banque de France ou l'Etat, c'est la même crêmerie, lui octroie la possibilité d'en prêter 8 à 10 fois plus d'après ce que j'ai compris, donc 10 milliards peuvent se transformer en 80 ou 100 milliards sans problème. Mieux encore, pour peu qu'elles mêlent ces sommes à des actifs plus ou moins obscures dans le cadre d'une titrisation, et ces 100 milliards se multiplient à leur tour par enchantement pour atteindre des sommes vertigineuses, 1.000 milliards par exemple, alors que nous sommes partis d'une somme de 10 milliards. Cela pourrait expliquer les centaines de milliers de milliards placés dans les produits dérivés.

Ce que les gouvernements ne disent pas, c'est que c'est avec les 500 milliards d'euros appartenant à la population que les banques et les institutions financières se livrent à ce petit jeu, l'argent que vous avez sur votre compte courant, votre épargne ou votre assurance vie. On a fait un calcul au paragraphe précédent en partant d'une somme dérisoire, 10 milliards, faites le même calcul avec 500 et vous arriverez à la coquette somme de 50 000 milliards au niveau de la France. Renouvelez l'opération en prenant comme référence les Etats-Unis et vous manquerez de superlatif pour qualifier la gigantesque merde dans laquelle ils se sont foutus.

La Tribune est un des titres phares de l'aristocratie financière, il n'est pas désintéressant de lire ce que leurs lecteurs ont pensé de la prestation de l'un des leurs, Devedjian, un petit extrait histoire de se faire plaisir :

" *A quoi cela sert un ministre de la relance, est-ce que Fillion n'aurait pas pu s'en occuper, sut été trop simple, et pas assez coûteux. Rien que pour payer Ce monsieur, les sbires qui vont le satéliser, les locaux hyper classés tout est fait pour nous prendre pour des imbéciles. Moi qui suis de "droite", je le déplore, alors il ne faut pas s'étonner, si ceux d'extrême gauche se mettent en colère et casse tout.*"

On en redemande, je n'y résiste pas :

" *Ne pas perdre d'emplois serait déjà un exploit, alors en créer 150000??? Il faut arrêter de divaguer ou bien alors argumenter sérieusement. Un peu de réalisme et de responsabilité SVP.*"

Un troisième larron fait le lien avec Lagarde, la ministre de l'Economie, qui a annoncé qu'elle tablait toujours sur une croissance française comprise entre 0,2% et 0,5% en 2009 :

" *et pendant ce temps la lagourde croit toujours en sa fourchette et elle table sur une croissance positive alors que les sirenes d'alarme hurlent dans les rues !*" *mesdames et messieurs les économistes de La Tribune, pourriez vous nous éclairer sur les chiffres qu'annonce Devedjian et qui semblent sortis tout droit de son cerveau malade ?*" (source : La Tribune 19.12)

Il y a du rififi dans l'air en haut !

Qu'ils se rassurent, dans une interview parue dans *Le Parisien*, Aubry a dit " *On ne peut jamais souhaiter une explosion sociale dans son pays.*" (source : Reuters 20.12) faisant référence au mouvement des lycéens, nous si, on ne pense plus qu'à cela ! Elle a ajouté " *Nous sommes une opposition responsable*", respectueuse de l'ordre républicain établi, on savait déjà dans quel camp se situait le PS.

De son côté, vendredi Darcos s'est permis de menacer les lycéens : " *Il faudra (...) que nous veillions au mois de janvier à ce que ces blocages ne se produisent pas et que les lycéens qui veulent travailler puissent travailler*" (source : AFP 20.12), mettant en avant le droit d'étudier contre le droit de grève et de manifester, comme ils ont avancé le droit de travailler pour remettre en cause le droit de grève de plusieurs catégories de travailleurs, notamment dans les transports publics.

Pour expliquer le recul de Darcos, *La Tribune* notait ce matin : " *Heurts entre lycéens et policiers : faut-il craindre une dérive à la "grecque" ? Alors que le gouvernement craint une dérive à la "grecque" et a retiré son projet de réforme de la classe de seconde, de nouveaux heurts violents ont opposé jeudi...*"

Ils balisent ! On se demande pourquoi, puisque cela pètera un jour ou l'autre, le plus tard possible se disent-ils, on comprend, et si de notre côté on est pressé d'en découdre, il faut bien reconnaître qu'on est plutôt mal armé pour faire face à une telle situation. En attendant, ils passent un sale quart d'heure... qui risque de durer jusqu'à la fin 2009 ! A moins que le nabot précipite les choses, il a dit qu'il allait à nouveau s'occuper de nous 24h/24 à partir du 1er janvier, quelle chance, pour un peu il va péter les plombs !

Darcos a affirmé que " *bien entendu*" l'extrême gauche avait débordé les manifestants car " *ce mouvement lycéen a pris un tour très violent (...) pour des enjeux qui sont quand même modestes*", a-t-il déploré. Ultra gauche, extrême gauche, lycéens et travailleurs en colère qui manifestent pour faire respecter leurs droits, l'amalgame est facile, mais ne passe pas plus qu'en Grèce !

Tiens à propos d'ultra gauche, on vient d'apprendre que la justice a ordonné la remise en liberté sous contrôle judiciaire du principal suspect de l'affaire des sabotages des lignes de TGV, Julien Coupat, mais que le parquet a aussitôt déposé un appel suspensif, selon le bureau du procureur.

Etonnant, non, il s'agissait au départ d'un individu particulièrement dangereux, un terroriste voulant tout faire péter, et voilà que la justice est prête à le remettre en liberté. (source : Reuters 20.12)

Les camarades du CRI avaient vu juste en la matière, et c'est après avoir lu plusieurs dépêches de presse et un reportage à la télé sur cette affaire que j'avais décidé de mettre leur texte en ligne, je ne le regrette pas. Au passage, honte aux dirigeants qui ont préféré garder le silence, suivez mon regard, des chiasseux !

Vous vous moquez des Belges, une fois, non trois s'il vous plaît, c'est la troisième crise politique en un an. Ils vont bientôt concurrencer l'Italie ! Car il s'agit bien d'une crise politique : "*Nous allons devoir étudier les moyens d'assurer la stabilité de notre pays -- une stabilité politique que nous n'avons pas en ce moment*", a commenté le ministre des Finances, Didier Reynders. (source : Reuters 19.12)

Pour finir, je remercie Simon pour son chèque de 40 euros. J'ai finalement envoyé les chèques que j'avais reçu à ma banque et j'ai contacté l'entreprise informatique indienne qui héberge le site. Je réglerai la semaine prochaine le renouvellement de mon abandonnement à leur serveur, sans augmentation par rapport à l'année dernière ce qui est une bonne surprise.

Je n'ai pas d'histoires indiennes à vous raconter. La mer continue de creuser le rivage devant chez moi, elle est au même niveau qu'en 2004, à 30 ou 40 mètres de mon lit, ce qui ne m'empêche plus de dormir, on ne meurt qu'une fois paraît-il, heureusement !

Avant-hier sur les coups de 11 heures du soir, trois embarcations ont rompu leur amarres et étaient en train de se fracasser les unes contre les autres juste en face de chez moi, lorsque j'ai entendu hurler. Je suis sorti précipitamment sur la plage pour voir ce qui se passait, on ne sait jamais, dès fois que la mer serait encore plus déchaînée que la veille. Voilà. Je vais passer la fin de l'année tout seul mais j'y suis habitué. Avec vous je ne suis jamais seul, je plaisante, mais c'est un peu vrai.

Je me disais qu'au lieu de me casser la tête à actualiser les infos en bref comme je le fais depuis des mois, il serait peut-être plus avantageux d'écrire des articles dans lesquels je les insérerais, un peu comme je viens de le faire dans les paragraphes précédents, j'attends votre avis. Pour les prochaines il est trop tard et je m'y collerai demain. Je dois essayer de gagner du temps, c'est ma hantise le temps, pour les capitalistes aussi, mais pour des raisons diamétralement opposées. On a parfois besoin de se changer les idées ou de se vider la tête pour pouvoir la remplir à nouveau. Il est toujours bon de se poser les mêmes questions sous des angles ou à des moments différents.

Je vous souhaite mes meilleurs vœux pour l'année de combat qui nous attend, il y a tout lieu d'être optimiste, même si l'essentiel nous fait défaut. Bonne continuation à tous, que chacun soit bien inspiré pour aller de l'avant, je ne sais pas quoi vous dire de plus. Souhaitons que nous réussions avec succès à franchir les obstacles qui se dressent sur notre route, celle du socialisme.

Mes meilleures pensées à tous les camarades, sans distinction de partis ou de groupes, sans rancune aucune, c'est trop con, on est tous embarqués dans la même galère ne l'oublions pas, nous n'avons qu'un seul ennemi. Et puis, oh peine, oh désespoir... nous vaincrons !

Le 23 décembre 2008

Je mets en ligne des dépêches économiques qui présentent un certain intérêt pour suivre et essayer de comprendre comment évolue la crise actuelle du capitalisme.

Le premier constructeur automobile au monde (Toyota) est dans le rouge, la deuxième économie du monde, l'économie nipponne faiblit dangereusement. La crise sociale qui couve dans de nombreux pays se transforme en crise politique en Grèce et en Belgique, en France, Sarkozy doit remettre de l'ordre dans son gouvernement et son propre parti, tout en reculant devant un risque d'explosion sociale qui pourrait partir de la jeunesse et des enseignants.

Lors de l'émission Kiosque diffusée avant-hier sur TV5 Monde Asie, une journaliste a expliqué qu'en Grèce le gouvernement avait réussi à faire l'unanimité de la population contre sa politique économique et sociale, et que la poursuite du mouvement engagé par la jeunesse tournait à l'affrontement avec le pouvoir, parce qu'il n'y avait pas d'issue politique, le parti socialiste étant impopulaire et rangé dans le même camp que celui du Premier ministre Caramanlis, il n'existait actuellement aucune force politique capable d'unir la population et de prétendre au pouvoir, d'où l'enlisement de la crise sociale qui est devenue une crise politique.

Cette journaliste grecque a d'ailleurs précisé qu'aujourd'hui, ce qui caractérisait le plus la situation, c'était le refus de la population d'entendre plus longtemps les discours politiques d'où qu'ils viennent, du parti au pouvoir ou du parti socialiste, car elle a bien compris qu'ils étaient tous au chevet du capitalisme, alors qu'aucune mesure n'avait été prise pour soulager la population des effets de la crise actuelle, la population se sentait totalement abandonnée par le pouvoir en place qui ne répondait que par la répression à ses cris de désespoir, elle est devenue sourde à tout appel au calme ou à l'ordre. J'ai employé volontairement son langage.

Maintenant il faut comprendre qu'une grande partie du prolétariat et sa jeunesse voués à la pauvreté et au bord du désespoir, manifeste son refus d'accepter plus longtemps cette situation intolérable en ayant recours à la violence. S'ils s'en prennent aux symboles du capitalisme, particulièrement les banques, cela signifie que la crise du capitalisme a atteint un tel degré

que ses fondements mêmes sont dorénavant menacés.

D'un côté, le pouvoir en place et les partis institutionnels sont totalement discrédités, de l'autre, le capitalisme apparaît chaque jour un peu plus tel qu'il est vraiment, hideux et monstrueux, il est tout nu d'une certaine manière, et ce que la population est en train de faire l'expérience et de prendre conscience, c'est qu'il n'y a plus rien ni personne pour le protéger en dehors de l'appareil policier de l'Etat, que le régime capitaliste ne tient que grâce aux institutions en place dont il lui devient facile de déterminer la nature sociale exacte. De là à ce que mûrisse l'idée qu'il faut les renverser, il n'y a qu'un pas. Il manque un parti révolutionnaire qui serait capable d'exprimer consciemment cette évolution de la situation...

Revenons à la situation économique.

Si les exportations et les importations ont diminué entre 20 et 25% au Japon et que sa banque centrale affiche un taux d'intérêt à 1%, l'inflation pourrait atteindre 20% en Islande tandis que le principal taux d'intérêt est à 18%. Au même moment les prix à la production s'effondrent en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et leurs taux d'intérêt se situent entre 2 et 0%. Le yen s'envole face au dollar et à l'euro, tandis que l'euro est fortement remonté face au dollar, il s'échangeait à plus de 1,40 euro dans la journée. Le prix du baril de pétrole est passé de 160 à moins de 34 dollars en quelques mois, le prix de l'aluminium a été divisé par deux en un an. A Dubaï ou à Moscou ils ne disent pas que l'immobilier chute, mais ils bradent le stock d'inventures de -20 à -50%. On ne peut pas oublier la dette des Etats qui s'envolent.

Trouver à n'importe quel prix des liquidités pour faire face à la situation, leur angoisse permanente ; leur hantise, que tout le système leur pète à la figure, un vrai cauchemar. On prêtera l'attention à la moindre tension entre Etat, au moindre bruit de bottes, on ne sait jamais...

Les Etats-Unis viennent de porter plainte contre la Chine à l'OMC. Le porte-parole du Département d'Etat, Robert Wood, a expliqué lundi que les Etats-Unis exigent de la Russie des éclaircissements sur ses ventes supposées de missiles air-sol à l'Iran. L'Union européenne multiplie les provocations envers la Chine, tous les prétextes sont bons, avec en toile de fond des opérations montées de toutes pièces par les services secrets américains, la CIA. Je lisais hier soir sur l'écran d'une chaîne de télévision indienne, Sun news, que l'Inde n'écartait aucun scénario au cas où le Pakistan ne collaborerait pas activement dans l'enquête sur l'attaque de Mumbai qui a eu lieu dernièrement. Au même moment les Etats-Unis annonçaient qu'ils allaient envoyer 20 à 30.000 militaires supplémentaires en Afghanistan, à la fois pour y faire la guerre et mettre la pression sur le gouvernement pakistanais. En Israël, ils préparent un bain de sang à Gaza. Les marchands d'armes qui dirigent l'ONU ont parlé d'envoyer leurs armées en Somalie pour assurer l'ordre après avoir semé le chaos, les mêmes à l'UE voudraient guerroyer en RDC après avoir armé un génocide au Rwanda. En Argentine les tortionnaires vont retrouver la liberté et en Espagne les crimes franquistes ne seront sans doute jamais jugés.

Il y avait là largement de quoi faire un éditorial !

J'essaierais d'aborder plus en détail des questions économiques demain ou dans deux jours, je dois avouer que ce n'est pas le plus facile. Au-delà des faits qui sont portés à notre connaissance et que l'on peut traiter plus ou moins sérieusement ou superficiellement, personnellement cela ne me suffit pas pour comprendre le fonctionnement actuel du capitalisme à l'échelle mondiale, il faut le décortiquer pièce par pièce et étudier ensuite leurs rapports réciproques, etc. La difficulté lorsque l'on aborde le capital, c'est qu'on est face à un paradoxe (ce n'est pas de moi, mais de Marx) qui plus est on est en présence d'un système imparfait, on est donc obligé d'étudier le fonctionnement de chaque élément séparément en faisant abstraction des autres, mais au moment de réaliser la synthèse, on doit considérer l'ensemble des éléments qui le constitue sous la forme des rapports qu'ils entretiennent, etc., bref, il faut y consacrer tout son temps ou avoir une formation d'économiste ce qui n'est pas mon cas.

A mon avis, on ne peut pas se contenter des discours des économistes, encore moins des dirigeants des différents Etats. L'histoire du manque de confiance des investisseurs dans le marché ou les créances pourries ne suffisent pas à expliquer pourquoi le système est actuellement partiellement paralysé, pas plus que l'accumulation du capital à un pôle et la pauvreté à l'autre pôle, ou encore, que la production capitaliste aurait atteint ses limites, etc., il faut creuser plus profond. Toutes ses observations ou hypothèses sont plus ou moins valables, mais aucune ne permet de déterminer avec certitude de quelle manière cette crise va évoluer, or c'est la seule chose qui nous intéresse. Il m'arrive parfois d'avoir du pif, j'ai l'impression que la baisse des prix ne va pas durer longtemps sans pouvoir l'expliquer clairement pour le moment, je crains que ce ne soit qu'un court répit avant une vague d'hyper inflation encore plus dévastatrice, une sorte de raz de marée qui emporterait tout sur son passage... Je dis "je crains", parce que nous n'y sommes pas préparés. A suivre.

Le 24 décembre 2008

Dans un communiqué du 16 décembre, le POI déclarait :

"Si, réellement, le gouvernement avait comme préoccupation d'éviter « de mettre le feu aux poudres », ne sont-ce pas là les mesures d'urgence et de salut public qu'il devrait prendre sans délai ?"

Question sur laquelle pourront plancher pour ceux qui ont quelques jours de vacances entre le 25 décembre et le 5 janvier 2009 : Quelle est la signification et la portée d'une telle question ? J'en ai déjà sorti près d'une page, sans forcer !

Ne sont-ce pas là les dernières illusions que colporteront le POI dans le régime ? *Ne sont-ce* est un présentatif correct, même s'il est fort laid. Une telle contorsion du langage mérite bien qu'on la traite sérieusement, non ? Nos camarades du POI devraient être heureux qu'on s'intéresse à leur parti alors que tout le monde le méprise, non ? Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et en supporter les conséquences.

Serait-ce par hasard à ce gouvernement de mener une politique ouvrière ? Devrait-on en attendre quelque chose ? Serait-il légitime ? Depuis quand et de qui tiendrait-il cette légitimité s'il vous plaît ? Serions-nous dans une situation où la majorité des travailleurs aurait des illusions dans le gouvernement ? Pourquoi le POI s'acharne-t-il tant que cela à présenter la majorité des travailleurs comme des arriérés ? Je suis sympa, je vous mets sur la piste...

La futur administration américaine prépare un nouveau "plan de relance" de 850 milliards de dollars... au moins ! Ils ne savent plus quoi inventer ! Une grande partie se composerait de réductions d'impôts, la même recette que Bush, Obama est un type bien, il va favoriser la réalisation de l'unité de la classe ouvrière américaine contre le gouvernement.

Ce sera tout pour aujourd'hui. Accordons-nous quelques heures de répit.

Ici c'est l'hiver aussi, il fait un temps radieux, un peu plus de 30° à l'ombre, un ciel azur, un soleil resplendissant, la mer s'est calmée et le sable commence à revenir, on a dû regagner quelques mètres de plage, je n'ai pas goûté la température de l'eau depuis quelques mois, peut-être le 31 décembre, pas à minuit à cause des requins, ils sont en principe à 25 kilomètres au large, mais on ne sait jamais avec les caprices des courants marins des derniers temps et le dérèglement climatique ils pourraient s'être rapprocher du rivage. Quelle vie, il faut penser à tout !

Je vous souhaite une bonne soirée en famille ou entre amis, passez un bon moment et portez-vous bien. Mes salutations fraternelles à tous les camarades.

Le 25 décembre 2008

Voici ce que m'a inspiré ce matin la lecture de quelques articles lus sur le site Internet de la LCR. On se détend un peu aujourd'hui, c'est la saint Nicolas !

Mes cher- ère -s ami-e-s, le sort des toulousain-ne-s est entre les mains des sympathisant-e-s et des militant-e-s français-e-s et étranger-ère-s qui ont été nombreux-ses et heureux-ses à répondre à notre appel. Les habitant-e-s de la ville sont fier-ère-s de vous, ils et elles vous remercient, ils et elles pensent bien à vous, tous ces hommes et toutes ce femmes vous aiment - les mesdemoiselles, les pucelles et les vieilles filles nous excuserons, mes cher-e-s ami-e-s dévoué-e-s et attaché-e-s à notre cause, nous nous sommes réuni-e-s un/une après-midi chaud-e et ensoleillé-e après un/une interview qui fut long-ue, intéressant-e et productif-ve, nous déclarons solennellement : l'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'oeuvre des travailleurs et des travailleurs eux-mêmes !

Et la réaction d'un jeune de banlieue que j'ai également imaginée.

Nike ta mère, c'est quoi c'putain d'bordel, j'kif que dal à ta façon d'écrire à la con, pourquoi qu'tu mets des traits partout et qu'tu rajoutes des lettres, tu veux m'embrouiller ou t'as perdu que'chose, t'as pas rompu l'cordon zombilical avec ta putain d'mère, ton institution varginale te manque mon chéri. Tu t'fous d'ma gueule, si j'écris un CV comme ça j'suis sûr d'jamais trouver d'boulot. Y a qu't'on putain d'journal de merde qu'écrit aussi mal que j'parle, et tu prétends qu' ¶on serait moins con après, n'me fais pas chier avec ta politique de débile mental, j'ai assez d'emmerdes sur le cul, mais contrairement à toi et tes potes j'ai pas de problèmes avec les meuffes, alors dégage chez les oedipiens, looser ! Tu r'fous les pieds ici on t'bute. Mes profs sont des casse-couilles et c ¶est vrai qu'on les respecte pas toujours, mais au moins ils nous prennent pas pour des cons.

Que la décomposition de la bourgeoisie et la décadence du régime entraînent fatalement des couches entières de la société dans son sillage, nul ne le niera, mais se placer au même niveau, c'est abdiquer ses responsabilités, y compris politiques. Le langage témoigne du degré de maturité ou de décomposition d ¶une société.

La culture de la médiocrité l'encourage au lieu de la combattre. C'est bien la raison pour laquelle Sarkozy lui-même n'hésite pas à

la promouvoir, puisque finalement elle profite au régime.

A l'opposé, pour pouvoir exprimer clairement de quelle manière on vit et on ressent les rapports existant dans la société et dans la nature, on a constamment besoin d'enrichir la palette des termes ou expressions qui sont à notre portée, afin de traduire la diversité des expériences vécues et des situations auxquelles nous avons été confrontés.

Nos intellectuels et nos philosophes sont des lâches et brillent par leur médiocrité. Cela n'a qu'un rapport indirect avec le discours de la LCR, je tiens à le préciser.

A l'époque de Rousseau, Voltaire ou Diderot ils brillaient par leurs plumes et n'hésitaient pas à prendre partie contre le régime que leurs critiques acérées poignardaient, non de dos mais de face. Ils pouvaient agir ainsi car ils étaient soutenus par une partie de la bourgeoisie montante qui leur assurait de quoi survivre et protection. Les plus perspicaces avaient fini par se persuader que la monarchie était condamnée à périr, tandis que d'autres par intuition romanesque ou guidés par un idéalisme débridé, ne pouvaient tolérer que des entraves à leur liberté leur soient imposées plus longtemps. Leur esprit vagabondait volontiers en terres inconnues pour y chercher le levain qui ferait germer leur imagination de demain. Parfois au péril de leur vie, ils franchissaient les limites des convenances et n'hésitaient pas à remettre en cause l'ordre établi pour l'éternité. Plus ou moins consciemment, ils intégraient dans leur discours les derniers développements de l'humanité, convaincus que la destinée réserverait un jour prochain à la pensée et aux hommes un avenir meilleur. Leur soif de connaissances et de liberté les portait naturellement à aller de l'avant et à réaliser leurs aspirations.

A notre époque, les intellectuels et les philosophes sont des valets soumis au régime en place. Il semble que tout ce qui a fait la gloire de leurs prédécesseurs leur fasse défaut. Tantôt ils brillent par leur silence ou leur absence, tantôt ils brillent par leur cynisme bruyant de chiens enragés au service de la barbarie. Ils manquent singulièrement d'imagination, ils sont comme tétanisés à l'idée qu'il faudrait reconstruire le monde sur d'autres bases pour que le genre humain accède au bonheur et puisse enfin vivre en paix. Leur esprit ne peut s'élever au-dessus de leur condition de courtisan. Leur bonne conscience leur dicte de ne pas contrarier leurs banquiers ou leurs éditeurs par crainte de perdre les privilèges que la société bourgeoise leur accorde. Pour la même raison ils se refusent obstinément à concevoir même en rêves, qu'il y a urgence à briser le carcan du capitalisme qui conduit l'humanité à sa perte. L'audace et le courage n'est décidément pas leur point fort. Leur seul talent, il le met au service de leurs maîtres qui le leur rendent bien. Ils cultivent l'art de la différence pour qu'on ne les confonde pas, mais par leur attitude, ils se condamnent eux-mêmes au pire châtement, à l'oubli, car l'histoire n'a que faire de la médiocrité. Plus modestement la plèbe leur rend bien le mépris qu'ils lui témoignent, sa justice est implacable, sévère, brutale, mais juste. Que vaut le plus bel esprit scientifique, le plus vertueux conteurs, s'il est incapable de saisir dans quel monde nous vivons ? Il est comme un spermatozoïde qui serait condamné à se mouvoir dans l'obscurité sans jamais voir la clarté du jour.

N'est pas le plus pauvre qui l'on croit, notre intellectuel ou notre philosophe armé de son verbe vénimeux sera condamné à s'allier au gueux qui patauge dans les caniveaux pour s'en sortir tous les deux, ou périra dans la solitude en contemplant chaque matin dans son miroir la déchéance qui le ronge et l'emportera dans les pires souffrances dont seule la cupidité et la vanité connaissent le secret.

On souhaitera au passage bien du plaisir à tous les possédants avec l'année 2009 qui les attend !

La combat continue...

Le 26 décembre 2008

Quelques infos non traitées dans la rubrique en bref que je viens d'actualiser.

1- France. On se rassure comme l'on peut : voyez-vous cela la consommation des ménages à redémarrer en novembre, normal, il faut bien continuer à vivre, ils sont impayables les économistes !

2- Grande-Bretagne. Les exportations pourraient profiter de la faiblesse de la livre sterling pour améliorer la situation économique de la Grande-Bretagne, mais pour se faire il faudrait disposer d'une puissante industrie manufacturière, or elle a été en grande partie délocalisée.

Tiens donc, mais ce qui vaut pour la Grande-Bretagne vaudrait bien aussi pour d'autres pays de la zone euro comme la France par exemple, non ?

On a ici une partie de la réponse à la question de savoir pourquoi leur machine ne parvient pas à repartir plus rapidement malgré les milliers de milliards qu'ils ont injectés dans les banques : la souce de la plus-value demeure l'exploitation (le vol) de la force de travail des ouvriers et ils ne savent pas comment ils pourraient s'y prendre pour en tirer davantage sans que la corde finisse par

se rompre. Cela explique aussi qu'ils se montrent si avenants avec les pays où leur production a été délocalisée.

3- La méthode Coué au secours du gouvernement...

Pour Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, le plan de relance "*va marcher*" a-t-il lancé sur Europe 1. Il a le droit d'y croire, l'espoir fait vivre... ou mourir !

"Il faut y aller, il y a un plan comme on n'en a jamais fait, il va marcher. (...) Croyons-y, allons-y et puis ça marchera et puis prenons un petit peu d'optimisme parce que face à cette crise, il faut se remuer en disant 'Ça va aller!'"

Se remuer c'est clamer "*ça va marcher*", décidément ils ne savent plus quoi dire, comme quoi ils n'y croient pas eux-mêmes !

... ne parvient même pas à convaincre les patrons, alors que dire des ouvriers !

Selon les résultats du baromètre des PME, des très petites entreprises (TPE) du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, réalisé par TNS Sofres, et daté de décembre, seuls 48% des dirigeants de PME entendent avec optimisme les douze prochains mois selon le baromètre des experts-comptables. Ils étaient 88% en mai 2007, date de l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Dans les TPE, le doute est également de mise. Seuls 44% des chefs d'entreprises ont une vision optimiste de leurs perspectives à un an, contre 67% en mai 2007.

Ah ben alors, si même les patrons en doute, c'est foutu d'avance ! Gageons que les investisseurs seront attentifs à ces dépêches et au moral des patrons français.

4- Une infirmière a été placée en garde à vue après avoir administré par erreur un médicament qui a entraîné la mort d'une enfant à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris.

Tout le monde peut se tromper dans la vie, le droit à l'erreur cela existe, sauf pour le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner-Bachelot qui hait la classe ouvrière.

Pourvu que l'on puisse leur appliquer rapidement le même sort, en plus féroce cela va de soi.

5- Selon des sources politiques, le cabinet de sécurité israélien a approuvé une escalade militaire "par étape" débutant par des bombardements aériens contre de nombreuses cibles du Hamas.

Une opération de grande envergure n'a pas encore reçu de feu vert mais, d'après ces sources, cela dépendra de la réponse du Hamas.

Soutien inconditionnel aux peuples palestinien et israélien engagés dans le combat contre la dictature de l'Etat sioniste !

6- Le compte rendu officiel de la rencontre entre le Parti de gauche et le Parti ouvrier indépendant que j'ai mis en ligne hier ne présente finalement aucun intérêt, il se borne uniquement à établir la liste des positions des deux partis.

Si je ne m'abuse, la délégation du POI était composée exclusivement de dirigeants de son courant CCI, ceux qui en réalité dirigent ce parti. Les Schivardi, Jeanneney et Cie servaient à attirer les mouches tombées du corps des éléphants du PS, opération dorénavant largement caduque après le lancement du PG.

Dans un article de la LCR intitulé *Le Parti de Gauche : questions, ambiguïtés, certitudes*, Samy Johsua précisait que "*Jean-Luc Mélenchon n'a pas trouvé justifié de voter contre la nouvelle déclaration de principes du PS (celle qui achève la conversion écrite à l'économie de marché et élimine toute référence aux classes et à leurs luttes). Il s'est abstenu.*"

L'expression *lutte des classes* est d'ailleurs absente des premiers textes du PG.

Le POI prête au PG "*le combat pour une autre Europe*", alors que sa position est celle-ci : « *Nous voulons une réorientation profonde de l'Union européenne afin d'en faire un espace démocratique et social respectant la souveraineté populaire... Un processus démocratique doit enfin s'ouvrir pour permettre aux citoyens européens de faire prévaloir l'intérêt général* ».

Une "*réorientation*" de l'Union européenne, c'est et d'une lui reconnaître une légitimité, de plus c'est vouloir agir dans ce cadre-là et de deux, mais en aucun cas rompre avec cette institution supranationale.

Le PG veut "*réorienter*" l'UE pour en faire "*un espace démocratique et social*", c'est le même discours qu'au PCF, démocratiser,

rendre plus sociale, plus humaine l'Union européenne, donc la conserver, la politique que le PT s'est employé à dénoncer et combattre à juste titre pendant plus de 15 ans, puis le POI qui a pris la relève. Il sera intéressant de suivre jusqu'où les dirigeants de ce parti seront prêts à se renier, vous me direz qu'au point où ils en sont, ils ont déjà touché le fond, mais bon, laissons-leur encore une chance de ne pas se noyer définitivement.

Les citoyens ont remplacé les classes, l'intérêt général a remplacé l'intérêt des exploités, des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Il faudrait dire à Mélenchon qu'en 1789 et les années qui suivirent l'emploi du terme citoyen était dangereux, alors qu'avec des hommes et des femmes, des individus, des personnes anonymes et inodores, il ne prendrait pas de risques inutiles, on ne sait jamais ! Apparemment, fréquentez les allées du pouvoir ramolit le cerveau et affaiblit la détermination aussi sûrement que d'adhérer à la franc-maçonnerie. A moins que...

Au fait combien ça gagne un sénateur ?

Salaire : 6 952,91 ¼

Indemnité représentative de frais de mandat : 6 278 ¼ Subvention pour recruter de 1 à 3 assistants : 8 949 ¼ par mois (2 298,17 euros brut mensuels pour un temps plein).

Subvention mensuelle aux groupes politiques : 1 330,02 ¼ par sénateur

Plafonnement des indemnités liées à un mandat local : 2 700,16 ¼ par mois

Accès gratuit au réseau SNCF (1ère classe), les parlementaires ont une carte de circulation valable en 1ère classe sur le réseau SNCF, et peuvent effectuer 40 allers-retours entre Paris et leur circonscription et 6 hors circonscription.

Taxis gratuits à Paris.

Quotas de transports aériens

Bureau individuel Ordinateur, internet, 4 lignes téléphoniques, courrier

Téléphone et courrier : chaque parlementaire dispose d'une dotation téléphonique : 4 780 euros TTC par an pour les élus de Paris et de sa région, 6 610 pour les autres départements. Ils peuvent envoyer jusqu'à 8 000 plis par an.

Logement : 157,73 euros d'indemnité de résidence et 1 353,88 euros d'indemnité de fonction défiscalisée. (2005) Le Parlement propose aux élus des prêts d'aide au logement, en région parisienne et dans leur circonscription : 76 225 euros, avec 2% d'intérêt. (2005)

Retraite : l'âge légal d'un parlementaire pour toucher sa retraite est fixé à 60 ans. La pension moyenne s'élève actuellement à 3 294,71 euros pour un sénateur. Les quinze premières années, ils cotisent double (environ 915 euros par mois au Sénat et environ 1 110 euros à l'Assemblée nationale) : un mandat de cinq ans vaut donc dix ans d'activité. Dans le cas d'un mandat incomplet pour cause de dissolution, l'élu peut par ailleurs racheter ses droits. Les parlementaires issus de la fonction publique peuvent continuer à cotiser en tant que fonctionnaires, ce qui leur permet de toucher deux retraites.

Je vous laisse faire le total.

On comprend pourquoi le sénateur PS et citoyen Mélenchon ne soit pas pressé de remettre en question son mandat !

7- Une autre façon de s'envoyer en l'air.

J'ai zappé la tentative ratée de suicide aux médicaments de Claudie Haigneré (51 ans) pour ne pas vous saper le moral en cette période de fin d'année !

Ex-spationaute qui a séjourné à bord de la station russe Mir en 1996 et à bord de la station spatiale internationale (ISS) en 2001, elle a été ministre déléguée à la Recherche et aux nouvelles technologies de 2002 à 2004. Puis elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes en 2004-2005. Elle n'a pas dû garder un souvenir impérissable de cette expérience à bord du vaisseau Umpiste à la dérive.

Le 27 décembre 2008

Devises Cours :

Euro contre Dollar : 1.40

Dollar contre Euro : 0.71

D'après vous qui est le dindon de la farce ? Pas besoin de chercher !

Les impérialismes américain et du vieux continent européen reprochent à la Chine et à d'autres pays de faire du dumping social ou de profiter de la faiblesse de leurs monnaies pour favoriser leurs exportations, mais quand ce sont eux qui le font, c'est normal, c'est pour sauver l'économie capitaliste mondiale du marasme qui la menace.

J'écoute (hier soir) *Hight voltage* (haute tension) d'AC/DC, telle sera l'année 2009, les nationalisations plus l'électrification, plus qu'un incendie, une explosion générale contre le capitalisme, une révolution, enfin ! Oui camarades on a le droit d'y croire et d'y être attaché ! *It's a long way* dit la chanson. Nous aurions dû mieux nous y préparer, espérons que 2009 sera une année prospère à la construction du parti d'où qu'il vienne.

Si de nombreux camarades rejoignent le NPA pour mener le combat révolutionnaire, pourquoi pas si une fenêtre s'ouvre et qu'ils estiment qu'ils auront la possibilité d'y mener le combat politique sur l'axe de chasser Sarkozy et de liquider les institutions de la Ve République. Sur le plan pratique, il faut organiser la population sur le plan local puis national, il faut se donner une stratégie de conquête du pouvoir qui ne se situe pas sur le plan électoral...

S'adresser à toutes les couches exploitées de la société pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour mieux s'en détacher et le combattre, tel devrait être l'axe autour duquel le parti devrait se construire selon moi. On ne peut pas se contenter de luttes sans lendemain comme s'est le cas depuis des lustres, auquel cas on ne fait guère mieux que les dirigeants pourris des syndicats avec leurs journées d'action.

On ne mène pas le combat politique pour se faire plaisir ou pour obtenir un résultat immédiat sauf dans certains cas spécifiques, par exemple obtenir l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre l'infirmière qui a commis une erreur ou la libération de Coupat et sa compagne. Il est urgent d'élever le niveau théorique des militants, qu'ils renouent avec le marxisme ou s'en imprègnent profondément, car on ne peut pas se contenter d'arguments à l'emporte pièce, de slogans, l'agitation peut suffire pour arracher une adhésion ou une carte, mais elle ne fait pas d'un travailleur un combattant révolutionnaire conscient.

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, c'est sur ce terrain-là qu'on a déserté, on a pensé qu'il serait possible de se contenter de formules apprises par coeur en guise de conscience politique, alors qu'elle ne peut s'acquérir qu'au prix de longues années d'études et d'efforts au fil de la lutte des classes. Si nous ne voulons pas répéter les erreurs du passé, il faut impérativement qu'un maximum de militants disposent d'un niveau de conscience politique correcte, ce qui est impensable sans développer un esprit critique, sans la confrontation des idées.

Posséder un esprit critique est une chose, savoir s'en servir à bon escient en est une autre. Si c'est pour tout critiquer et n'être d'accord sur rien avec personne, c'est assurément en faire un mauvais usage. Posons-nous en permanence ces questions élémentaires : sommes-nous réellement capable de faire la part des choses et en quoi cela consiste, qu'est-ce qui est essentiel et qu'est-ce qui est secondaire, etc. ? La critique est aisée, l'art difficile, je ne sais plus si c'est pas Descartes qui avait dit cela. Cela nous ramène à la relation de l'élément simple au tout, du relatif à l'absolu, du particulier au général, du doute à nos certitudes, qu'on l'admette ou non, on favorise toujours l'un ou l'autre dans nos gestes de la vie quotidienne, c'est normal, inconsciemment cela l'est déjà moins.

Si le socialisme est une science, il faut l'étudier et assimiler ses fondements qui coïncident avec la compréhension du fonctionnement du capitalisme. Si vous dites à un travailleur que le capitalisme est condamné à la faillite, il n'est pas sensé vous croire sur parole, surtout si vous vous contentez de lui exposer les conséquences de sa survie, il est aussi bien placé ou mieux placé que vous pour savoir de quoi il en retourne, l'essentiel ici en l'occurrence c'est de commencer à lui expliquer pourquoi il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, là encore, pas avec des formules toutes faites du genre : c'est de la faute de la propriété privée des moyens de production, car cela ne lui dira rien, il faut en quelques mots éveiller sa curiosité, de telle sorte qu'il prenne conscience de son ignorance et souhaite en savoir davantage.

On dit qu'il est impossible de faire boire un âne qui n'a pas soif, sous un autre angle Freud expliquait qu'il était très difficile pour un patient de se détacher de certaines habitudes à partir du moment où il en tirait un plaisir ou un avantage, il en avait certes conscience mais il en ignorait évidemment l'origine, or tant qu'il ne parviendrait pas à en prendre conscience il lui serait impossible de les abandonner et de trouver un avantage au moins équivalent ou de substitution dans sa nouvelle situation au cas où il changerait de comportement. La psychanalyse se résume en gros à prendre conscience de l'origine de nos manifestations inconscientes. Notre démarche de militant est exactement la même sur le plan politique à propos des rapports sociaux d'exploitation et la place que chacun occupe dans la société.

Ce qu'il faut retenir, c'est que notre interlocuteur doit parvenir de lui-même à ce constat ou s'engager dans cette démarche, notre rôle consiste seulement à le mettre sur la bonne voie, à l'accompagner et non à lui dire ce qu'il doit penser.

Dans la mesure où la très grande majorité de la population a suivi un cursus minimum scolaire, les gens sont capables de lire un tract de deux pages et de réfléchir à son contenu, d'en discuter avec d'autres personnes. La population est instruite et capable de réfléchir à son destin, à sa vie quotidienne faite de contraintes, de frustrations, d'angoisses et de souffrances.

On connaît bien le milieu ouvrier puisque c'est le nôtre. Quant aux autres travailleurs, cadres, artisans, commerçants, certes ils ont des revenus plus importants que les nôtres, mais ils paient très chers les avantages que leur concède la société, et c'est à tort qu'on leur prête des conditions de vie meilleures que les nôtres lorsque l'on tient compte de leurs conditions de travail souvent infernales. J'ai aussi été cadre et commerçant, c'est une vie épouvantable où le travail occupe une place envahissante au point d'en faire des cauchemars. Le socialisme les concerne directement aussi, ils n'en tireraient que des avantages.

Pour ce qui est des jeunes c'est encore plus simple, la société actuelle ne peut pas leur permettre de s'épanouir ou d'entrevoir leur avenir sans qu'y soit mêlé une profonde angoisse. Ils ne peuvent pas espérer une vie meilleure que leurs parents, tout au plus ils doivent s'estimer heureux de vivre dans une société où tout est voué à la marchandisation, idée totalement insupportable au bout du compte. La jeunesse est éprise par dessus tout de liberté, or la société passe son temps à édifier de nouveaux interdits, dans ces conditions il est impensable qu'elle s'y développe harmonieusement, elle aura envie de la renverser, c'est pour ainsi dire naturel.

Je n'ai pas abordé les retraités ou nos vieux qui composent 10 à 15% de la société, quand ils voient que le travail de toute une vie est réduit à néant, ils ont franchement de quoi se poser des questions et devenir aussi révolutionnaires que leurs enfants ou petits enfants.

Il est possible de mettre le socialisme à la portée de toutes les couches d'exploités. Certes chacun part d'expériences différentes, mais finalement elles finissent toutes par se recouper, il suffit d'adapter notre discours à chaque situation pour rendre le socialisme accessible à chacun.

Les mesures que prendraient un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne changeraient rien au mode de vie de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des artisans, des boutiquiers, des petits patrons, nous n'aurions rien à y gagner à vouloir leur prendre quelque chose qu'ils n'ont pas, au contraire, on leur garantirait les mêmes droits qu'aux autres travailleurs dans la mesure où ils contribueraient au développement de la société.

Par contre nous saisissons les 1824 grandes entreprises dont les banques et les assurances, sans indemnité ni rachat.

Autres réflexions.

Il arrive forcément un moment où la quantité se transforme en qualité, la socialisation de la production doit être accompagnée de la socialisation de la distribution, ce ne sera pas encore le communisme, ce sera le socialisme. La liquidation des institutions et l'expropriation des capitalistes est le premier pas.

Il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme, le socialisme résout le problème posé à l'humanité par le capitalisme, on avance sur la voie de l'émancipation pour atteindre la liberté. Si tel n'était pas le cas, alors pourquoi le pape aurait cru bon de citer avant-hier parmi les maux qui affligent l'humanité l'"*exploitation de l'homme par l'homme*" avant de préciser que "*la création de valeurs et de revenus*" était préférable "*à une politique de pure redistribution de richesses*", autrement dit celles-ci doivent demeurer sans partage entre les mains d'une poignée d'exploiteurs. (LeMonde.fr 26.12)

Il a bien compris que la crise actuelle fragilisait les fondements du capitalisme en les mettant à nu, donc son discours avait pour unique fonction de les protéger en les recouvrant du voile de l'obscurantisme afin d'empêcher les exploités de les abattre. Peine perdue si l'on en juge par la révolte du prolétariat et de la jeunesse grecque qui dit-on seraient touchés par la foi ! Si les conditions objectives auront raison des appareils, elles auront aussi raison des religieux, et finalement des religions.

A ce propos justement.

"« *Joyeux Noël dans la rue !* », c'est avec ce slogan que la jeunesse grecque défie le gouvernement de Karamanlis qui espère que les vacances de Noël fassent retomber le mouvement de révolte qui enflamme le pays depuis plus de deux semaines." (Débat militant n°210)

Tous les clivages qui divisent le prolétariat et la jeune sautent ou sont ravalés au second rang.

Normal que la mobilisation de la "*génération 600 euros*" en Grèce serve d'exemple dans d'autres pays. En Espagne, je viens de lire que Zapatero avait annoncé une hausse de 4% en 2009 du salaire minimum espagnol, qui va passer à 624 euros, une

misère ! (AFP 26.12)

Et selon le bureau d'études économiques des Caisses d'Epargne, le chômage pourrait atteindre 16 % de la population active en 2009, de quoi rendre la situation explosive !

Question : dans quel pays cela va péter en 2009 en Europe ?

A propos d'Europe, je rejoins l'analyse des camarades qui avaient critiqué ceux qui se gargarisaient des résultats obtenus lors du référendum du 29 mai 2005. Ils reprochaient aux partis qui avaient fait campagne pour le non d'avoir développé des arguments purement nationalistes, ce qui est malheureusement exact. Je fais un parallèle avec la proposition du PG d'un front unique à l'occasion des prochaines élections européennes.

Le combat contre l'Union européenne doit s'inscrire dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ou d'une Fédération des Républiques sociales d'Europe, et il doit prendre pour point d'appui le combat contre le gouvernement, la constitution et les institutions dans chaque pays pour avoir un véritable caractère de classe et correspondre aux intérêts du prolétariat, les deux combats étant intimement liés. Si maintenant il s'agit d'infliger une défaite aux partis bourgeois sans en tirer le moindre avantage, dans ces conditions effectivement il sera possible de faire n'importe quoi, ce sera sans nous ! Attention de ne pas se laisser embarquer dans des solutions de facilité ou des compromis pourris ! Il est peut-être un peu tôt pour savoir vers quoi on se dirige, personnellement, cela m'étonnerait que ma position évolue. On ne peut pas d'un côté répéter sans cesse qu'il faut aider les travailleurs à y voir plus clair et d'un autre côté tout faire pour les embrouiller davantage, à un moment donné il faut choisir. L'unité avec n'importe qui, c'est résolument non, l'unité pour faire n'importe quoi, c'est définitivement non.

Un mot sur la situation en Russie.

Le vice-recteur de l'Académie du travail et des relations sociales, Alexandre Khoroshilov, estime que "*Pour la première moitié de l'année 2009, il y aura de 5 à 6 millions de licenciements*".

Une manifestation autorisée organisée par une association de défense des droits des automobilistes à Vladivostok, le 21 décembre, a rassemblé mille personnes, suivie de deux cents arrestations musclées et de discours antigouvernementaux et des journalistes tabassés.

En cause : une nouvelle taxe sur les voitures d'occasion étrangères, décrétée la semaine dernière par le premier ministre, Vladimir Poutine, pour soutenir l'industrie automobile nationale frappée par la crise.

A Vladivostok, la manifestation de dimanche est la cinquième depuis une semaine, tandis qu'en fin de semaine des mouvements de protestation ont été organisés dans plusieurs villes du pays. La violence des slogans contraste avec la sagesse habituelle des manifestations : "*Medvedev, t'es une chiffe molle*", "*Poutine, démission*", pouvait-on lire sur des affiches de manifestants. (Le Monde 22.12) On en arrive à une situation où n'importe quoi mettra le feu aux poudres.

Bordel, de Reykjavik (Islande) à Vladivostok en passant par Athènes les manifestants réclament la démission du gouvernement, sauf en France ?

Une dernière chose.

Un camarade m'a envoyé un courriel il précise "*mail envoyé à titre non public, tu l'auras deviné je pense*", donc je ne vous en parlerai pas. Un autre camarade m'avait écrit que mettre en ligne le contenu des courriels pouvaient en rebuter plus d'un à m'écrire. Il suffit de faire figurer cette mention pour que je ne le publie pas, voilà tout. Quand je m'autorise à publier des extraits de quelques courriels, c'est pour montrer aux camarades que je ne vous raconte pas d'histoires, car après tout personne n'est sensé me croire sur parole et c'est très bien ainsi.

La tribune libre de cette fin d'année qui figure dans le site est encourageante.

Dernière minute.

On vient d'apprendre que l'infirmière qui a administré par erreur un médicament à un enfant ce qui a provoqué son décès, a été mise en examen vendredi pour homicide involontaire, ce qui est intolérable. (Reuters 26.12)

De plus, elle est soumise à un contrôle judiciaire lui interdisant notamment de retourner à l'hôpital Saint-Vincent de Paul et de voir ses collègues de travail, pour un peu ils en feraient une criminelle !

Bachelot démission !

Quand on voit qu'ils n'hésitent pas à employer les grands moyens contre une infirmière isolée, quel militant pourrait être assez crédule pour imaginer encore qu'ils cèderont le pouvoir sans recourir à la plus féroce répression qui soit ?

Oui camarades, c'est bien un parti de combattants au caractère trempé comme de l'acier qu'il nous faut construire. La lutte des classes va nous donner raison. Au fait on n'entend plus parler de la Bolivie : plus de référendum sur la nouvelle constitution, enterrée ? La remise en cause des vieilles institutions qui permettent aux gouverneurs de conserver leurs pouvoirs, reportée aux calendes grecques ?

Bonne fin d'année à tous, que vous souhaiter de bon camarades : en 2008 nous sommes rien, en 2009 nous serons tout ! A bas le capitalisme ! A bas la Ve République et l'Union européenne ! Vive la Commune et les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Vive la révolution socialiste internationale en marche !

Le 28 décembre 2008

Le vieux monde dans ses oeuvres, devenu synonyme de décadence et de barbarie, est en train de bombarder Gaza et de massacrer la population palestinienne. La pourriture qui dirige le monde a exprimé le souhait que la dictature instaurée par le général-président guinéen décédé Lansana Conté se perpétue. Le Pakistan a massé des troupes à sa frontière avec l'Inde, et au Bangladesh il y a des élections demain qui peuvent tourner à l'affrontement.

Je mets en ligne 13 articles que j'avais téléchargés du site Internet du Réseau Voltaire, ils sont le lien tout trouvé avec la situation que je viens d'évoquer. Si vous êtes pris par une profonde colère par le massacre du peuple palestinien par le Tsahal, lisez ces articles pour vous calmer un peu, nous le vengerons d'ici peu, notre combat sera aussi pour la liberté du peuple palestinien et de tous les israéliens qui veulent vivre en paix avec lui et se débarrasser du sionisme. Je vous conseille le 9e article. Ces articles n'engagent que leurs auteurs.

● Tous les articles à cette adresse.

Le 29 décembre 2008

Suite à la mise en ligne d'articles du Réseau Voltaire, un camarade m'a adressé un courriel dans lequel il me signalait que Thierry Meyssan avait rejoint le Front National. Or c'est absolument faux.

Il s'agit d'une cabale directement pilotée par les néo conservateurs américains qui ne manquent pas de partisans en France, notamment parmi les médias, dont *Libération* et le journal *Le Monde*, mais aussi *Reporter sans frontière* dont la haine de Ménard contre les régimes en place en Chine, à Cuba, au Venezuela ou en Bolivie n'a d'égal que celle de la Maison Blanche.

S'agissant de *Libération*, voici l'encart que le Réseau Voltaire avait publié : "*Suite à un accord conclu avec un des rédacteurs en chef du quotidien Libération, un rectificatif a été publié dans l'édition du 21 décembre 2006 et M. Meyssan a aimablement renoncé à imposer la publication d'un droit de réponse ou à engager des poursuites judiciaires contre le journal.*"

Si cela ne vous suffit pas, je vous mets le texte intégral de Meyssan daté du 20 décembre 2006 où il a rajouté ensuite ce rectificatif de *Libération* daté du lendemain.

● Thierry Meyssan dément les élucubrations de « Libération » (20.12.06)

L'erreur est humaine, à condition de la rectifier publiquement, mais là je n'en ai pas commise.

J'ai téléchargé une dizaine d'autres articles du Réseau Voltaire, sur l'Opus Dei, le stay-behind, l'accession de de Gaulle au pouvoir, Reporter sans frontière, le Vatican, le Pentagone et le Venezuela. Ils seront en ligne au format pdf ce soir ou demain matin.

Personnellement j'ai appris à travers les articles du Réseau Voltaire davantage sur la formidable machine de propagande de l'impérialisme que nulle part ailleurs, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver de cette source d'informations et en priver les camarades du même coup.

Certes, il ne faut pas tout prendre pour argent comptant, mais vous ne pouvez pas demander à ces journalistes d'interpréter le

monde en marxistes, c'est à chacun de faire la part des choses. Idem avec tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses. Si les journalistes du Réseau Voltaire confondent encore stalinisme et communisme, ils le font avec une telle franchise et une telle maladresse qu'il est impossible que des militants se fassent piéger.

On préfère que le Réseau Voltaire combatte contre le racisme, l'antisémitisme, la répression du mouvement ouvrier, l'anticommunisme, le franquisme, contre tous les dictateurs, contre l'impérialisme en général, pour la défense de la laïcité et de la démocratie, etc. plutôt que l'inverse. On peut leur reprocher entre autres leur position par rapport au régime iranien ou leur tiédeur vis-à-vis de l'Union européenne, mais personne n'est parfait ici bas !

Si je ne devais mettre en ligne que les articles qui correspondent à mes convictions, à part les miens je n'en mettrais aucun ! Je plaisante bien sûr... à moitié seulement.

Autre chose très vite.

J'ai renoncé dans la foulée à publier le dernier article que j'avais rédigé sur le POI, par crainte qu'il ne soit une fois de plus exploité par des militants qui confondent la saine confrontation des idées avec un centre de tirs !

Quand à la question de savoir s'il faut commencer par combattre la bourgeoisie dans notre propre pays ou au contraire se lancer à l'assaut de l'Europe ou pourquoi pas du monde entier pendant qu'on y est ou les étoiles, j'y ai répondu abondamment dans de nombreux articles auxquels je vous renvoie.

Faut-il attendre que les conditions soient réunies en Europe pour faire une révolution dans un pays ? A ce compte là, les communards ou les bolcheviks seraient toujours en train d'attendre !

Imaginez que vous êtes affamé et que vous n'avez qu'une banane à vous mettre sous la dent, cela tombe mal, vous détestez les bananes, dites-moi, est-ce que vous allez attendre que les pommes vertes mûrissent pour vous nourrir au risque de crever de faim ?

Je n'ai franchement pas le temps de répondre davantage à ce genre de questions déjà traitées cent fois depuis 2005. Et puis, entre nous, cela ne servirait à rien, c'est à vous de gratter, de creuser, demandez-vous plutôt pourquoi vous ne trouvez pas la solution à ces questions.

Autre sujet.

Deux communiqués contre l'intervention militaire israélienne sur Gaza.

Communiqué du POI du 28 décembre 2008

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !

Levée immédiate du blocus de Gaza !

Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

A l'heure où ce communiqué est écrit, plus de 250 frappes aériennes israéliennes dans la bande de Gaza ont causé plus de 280 morts et 600 blessés dans la population palestinienne.

Le Parti ouvrier indépendant condamne l'intervention militaire sanglante de l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

Il est clair qu'une solution conforme au droit des peuples à vivre librement et souverainement au Moyen-Orient exige au préalable que cesse l'attaque meurtrière contre la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant se prononce inconditionnellement :

‡ pour l'arrêt immédiat des frappes aériennes de l'armée israélienne ;

‡ contre toute intervention terrestre ;

‡ pour la levée immédiate du blocus alimentaire qui étrangle et condamne à un sort atroce la population palestinienne de Gaza.

Le Parti ouvrier indépendant considère comme extrêmement inquiétante cette marche à la guerre au moment même où s'effondre l'économie mondiale, fondée sur le système capitaliste. Il rappelle que, pour lui, la lutte contre la guerre est liée à la lutte contre l'exploitation.

Arrêt immédiat de l'intervention militaire israélienne à Gaza !

Levée immédiate du blocus de Gaza !

Le peuple palestinien, comme tous les autres peuples, a droit à la liberté, à la paix et à la justice !

Dimanche 28 décembre, 16 heures

Les secrétaires nationaux du POI : Daniel Gluckstein, Claude Jenet, Jean Markun, Gérard Schivardi

Communiqué de la LCR.

Solidaires du peuple palestinien

L'attaque meurtrière contre Gaza qui s'est soldée par l'assassinat de dizaines de civils, femmes et enfants, témoigne une fois de plus de la volonté du gouvernement israélien d'écraser le peuple palestinien au mépris de toutes les exigences internationales.

Devant de tels actes de barbarie, les murmures des gouvernements occidentaux et notamment de Sarkozy ou d'Obama ne sont que synonymes de complicité.

La LCR renouvelle son soutien total à la lutte du peuple palestinien et des pacifistes israéliens qui la soutiennent. Elle appelle toutes les forces progressistes françaises à organiser dans les plus brefs délais une démonstration unitaire de solidarité qui exigera l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable.

Montreuil, le 27 décembre 2007

Quant à choisir, je préfère le communiqué du POI, car je n'éprouve que du mépris pour "*les exigences internationales*" auxquelles fait allusion la LCR, autrement dit l'ONU ! Bravo ! L'ONU où fut voté un nombre incalculable de résolutions depuis 1947 contre l'Etat d'Israël, et dont aucune ne fut appliquée, sans la moindre conséquence évidemment.

Quand des "anticapitalistes" en appel à l'ONU, c'est forcément suspect, vous ne trouvez pas ? Cela ne vous dérange pas ? Alors c'est que l'érito d'aujourd'hui vous va comme un gant !

Le 30 décembre 2008

Je poursuis aujourd'hui sur le même sujet qu'hier : faut-il ou non publier des articles du Réseau Voltaire ? Je n'ai décidé pas la même grille de lecture que ce camarade, car le dernier courriel qu'il m'a envoyé ne fait que confirmer, mieux, renforcer ma position.

Que T.Meyssan s'affiche avec des gens d'extrême droite ou avec des gens comme Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, Andreas von Bülow qui fut parlementaire social-démocrate pendant 25 ans, Philip Berg, avocat de familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001, Enrique Román Hernández, journaliste et diplomate, élu vice-président de l'Institut cubain de l'amitié entre les peuples (ICAP), Mateusz Piskorski, journaliste, élu député en octobre 2005 sur la liste du parti de la gauche patriotique polonaise "Autodéfense", Jhannett Madriz Sotil, avocate, elle défendit le commandant Hugo Chavez Frias devant la Cour martiale du Venezuela lorsqu'il fut arrêté pour avoir refusé de tirer sur la foule et s'être retourné contre le gouvernement. Co-fondatrice du Mouvement pour la Ve République, elle est membre du Conseil supérieur du Mouvement bolivarien, Aram Aharonian, directeur général de la nouvelle chaîne de télévision latino-américaine, Telesur, Youssef El Aschkar, historien, quatre fois élu chef du PSNS, principal parti politique à la tête du mouvement laïc au Moyen-Orient, Jaime Ballesteros, responsable de l'organisation du Parti communiste espagnol clandestin sous la dictature franquiste... vous en déduisez quoi ?

Personnellement je me fous éperdument de savoir qui est monsieur Meyssan, je lis certains articles du Réseau Voltaire quand j'en trouve le temps, si je leur trouve un intérêt pour les militants je les mets en ligne, point barre. Il m'est arrivé une fois ou deux de mettre en ligne des articles du *Figaro* et à ma connaissance, je n'ai jamais adhéré ou eu l'intention d'adhérer à l'UMP et aucun camarade non plus !

Personne n'est obligé de les lire et personne n'est obligé d'adhérer aux analyses qu'ils contiennent et qui peuvent être parfois aussi nauséabondes que celles que l'on trouve régulièrement dans tous les médias nationaux. A ma connaissance, lire un article de presse ne signifie pas adhérer à son contenu. D'ailleurs, vous les connaissez, vous, les journalistes de la presse nationale, vous savez qui ils fréquentent ? Moi, non, désolé.

A la fin du *Capital*, Marx aurait dû compléter sa bibliographie par une biographie exhaustive sur les auteurs de ses sources, afin de déterminer s'il valait vraiment la peine de prendre le risque de le lire ou même de l'ouvrir compte tenu de notre médiocrité en économie, par crainte d'être manipulé à notre insu, sachant qu'il avait fait appel aux travaux de gens fort peu fréquentables, c'est

un euphémisme bien sûr.

On me rétorquera que je pourrais au moins faire l'effort de commenter les articles que je mets en ligne et qui ne m'appartiennent pas, encore faudrait-il en trouver le temps ! Je passe déjà la quasi-totalité de mon temps sur le site, je ne peux pas faire davantage. Bref. Au fait, c'est la dernière fois que j'aborde ce sujet.

Les infos en bref ne seront pas prêtes avant demain soir ou plus tard, les articles annoncés du Réseau Voltaire ne sont pas prêts non plus, j'ajouterai la tribune libre qu'un camarade enseignant m'a envoyée.

Voici maintenant à quoi j'ai perdu ma journée, tout en m'écartant de notre sujet et en laissant libre cours à mes idées. J'ai corrigé rapidement les erreurs.

Meyssan est secrétaire national du PRG, démocrate, républicain, laïc et franc-maçon, journaliste politique.

De notre côté, nous sommes des militants communistes engagés dans le combat pour le socialisme, donc nous sommes également démocrates, républicains, laïcs (athée ou non), dans la mesure où entre deux formes de domination politique de la bourgeoisie, une dictature militaire ou un régime despotique d'une part, et une république démocratique bourgeoise d'autre part, nous avons conscience que seule cette dernière permet au prolétariat de conquérir des droits politiques lui permettant de livrer son combat pour abattre la bourgeoisie au pouvoir.

Ceci étant, ce n'est pas parce que nous partageons certaines valeurs ou certains principes avec des gens qui sont extérieurs à notre mouvement que nous devons les défendre sur le même terrain qu'eux.

Nous ne pouvons concevoir la défense de la démocratie par exemple, qu'en se plaçant sur le terrain de classe du prolétariat, c'est-à-dire, dans la perspective de la révolution socialiste qui seule permettra d'instaurer une démocratie dans laquelle ce ne sera plus une minorité qui décidera la politique à mettre en oeuvre pour la majorité de la population, mais cette majorité qui décidera pour elle-même quelle politique correspond le mieux à ses intérêts fondamentaux. Autrement dit, seul le prolétariat devenu la classe dominante sera en mesure d'instaurer la démocratie la plus large, donc pas avant que cet objectif n'ait été atteint, ce point est capital, ce qui explique que nous devons commencer par combattre pour prendre le pouvoir et non pour instaurer la démocratie comme le font les opportunistes...

C'est uniquement dans ce cadre et dans cette perspective que nous devons défendre la démocratie, la laïcité, etc. en évitant soigneusement tout amalgame avec la défense de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie et telle qu'elle s'en réclame.

Il faut rappeler que la franc-maçonnerie accueille aussi bien des gens qui se réclament du trotskisme, du socialisme, du communisme, du stalinisme, de l'anarchisme, de la démocratie, de la république, que des royalistes ou des gens d'extrême droite comme me l'a signalé un camarade, des ouvriers aux aristocrates de l'industrie financière en passant par les dirigeants de tous les partis politiques sans distinction de classe. C'est un vrai panier de crabes comme l'on dit, c'est une forme d'union nationale élargie aux représentants de toutes les classes, et si le FN en est exclu officiellement, il n'empêche que des gens d'extrême droite en font bien partie.

Lorsque Trotsky et Lénine ont exigé que les membres du PC rompent avec la franc-maçonnerie dont ils faisaient partie, ils s'adressaient à des membres d'un parti de l'Internationale communiste, ils n'exigeaient rien des francs-maçons extérieurs au PC, ils considéraient simplement que l'appartenance à un parti de l'IC était incompatible avec l'appartenance à la franc-maçonnerie, et j'adhère entièrement à cette position. A ce que je sache Meyssan et le PRG n'ont pas et n'aurait pas leur place dans l'Internationale si elle existait, donc nous n'avons et nous n'aurions rien à exiger d'eux. Il ne faut pas tout confondre, il ne s'agit pas d'essayer de convaincre Meyssan de quoi que ce soit dans la perspective qu'ils rejoignent nos rangs ou de défendre son interprétation du monde.

Ceci dit, rien n'empêche d'utiliser les articles des journalistes du Réseau Voltaire, si nous les jugeons utiles à la compréhension de la politique menée par les dirigeants du vieux monde, je dirais même que s'en priver dans ce cas-là serait une erreur. Je le répète encore une fois, qu'ils confondent le stalinisme avec le communisme et que pour cette raison ils détestent les trotskistes ou qu'ils estiment que le communisme ne peut conduire qu'au stalinisme ou une forme de dictature bureaucratique, n'a rien à voir avec les faits ou les données chiffrées qui figurent dans leurs articles et qui seuls nous intéressent.

Quand nous lisons Le Capital de K.Marx, nous constatons qu'il est composé pour au moins un quart ou un cinquième d'articles ou d'études émanant d'économistes ou de représentants politiques du capital que nous pourrions juger infréquentables, royalistes ou bourgeois, certains d'entre eux étaient de véritables ordures et ne se donnaient même pas la peine de s'en cacher, ils le revendiquaient pour ainsi dire. Si Marx avait dû se passer des données contenues dans leurs études, il n'aurait tout simplement pas pu écrire Le Capital. L'histoire est aussi faite de paradoxes comme le soulignait utilement Marx dans Le Capital.

En quoi pourrions-nous affirmer que Marx se serait ainsi compromis ? En quoi Marx aurait-il favorisé les thèses ou théories

que soutenaient ces économistes ? Le penser serait faire l'impasse sur son combat politique ou en minimiser la portée sous prétexte que les idées de ses adversaires étaient dominantes dans la société, ce serait sous-estimer ou dévaluer le travail effectué par Marx, oublier ou négliger qu'il se situait dans une perspective politique bien précise qui s'inscrivait en totale contradiction avec celle des représentants du capital à qui il faisait référence dans ses travaux.

D'une certaine façon, c'est manifester un doute dans la capacité de notre interprétation du monde à s'imposer, donc finalement dans la capacité du prolétariat à vaincre et accomplir ses tâches historiques.

En tant que journaliste politique et conformément à ses convictions de démocrate, Meyssan est amené à rencontrer des gens que nous pouvons juger infréquentables, mais il ne faut pas oublier qu'il a fait du combat contre l'extrême droite son cheval de bataille, ce qui est loin d'être le cas de nombreux partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui ont passé sous silence sa place dans la société ou qui l'ont diabolisé à outrance, quand ils ne s'en sont pas servis directement ou indirectement pour justifier leur politique et non dans l'intérêt du prolétariat qui passait à la trappe.

Quand nous avons confiance dans nos propres idées, nous n'avons pas à craindre qu'elles soient polluées ou perverties par des idées contraires aux intérêts que nous défendons.

Je le dis par expérience car venant de très loin. Pendant plusieurs décennies je me suis interdit de lire tout ouvrage que je n'avais pas choisi moi-même minutieusement, sachant que je n'avais pas un esprit critique suffisamment développé pour ne pas me faire manipuler. J'avais parfaitement conscience du sous-développement de mes facultés intellectuelles et qu'il n'y avait rien de plus facile que de me tromper moi-même. A 53 ans, je n'ai fait qu'une seule exception à cette règle, lorsque je militais à l'OCI, je peux le regretter mais cela ne servirait à rien puisque c'était inévitable, ce qui est fait est fait, depuis par chance j'ai repris mes esprits !

A 19 ans, une fois que je pris conscience de l'ampleur de ma crasse ignorance, il m'a fallu plus de 25 ans pour me libérer de ce cauchemar, car ce fut toujours ma hantise, être abusé sans que je m'en aperçoive, donc abuser les autres involontairement. C'est le combat de toute une vie.

Je terminerai en disant que nous pouvons très bien lire Marx pendant des dizaines d'années sans finalement jamais devenir marxiste. Comme le disait Marx lui-même, ce que nous disons de nous-même n'a souvent pas grand chose à voir avec la réalité, autrement dit, nous passons notre temps à nous leurrer nous-même sur ce que nous sommes vraiment, idem pour les partis politiques.

L'essentiel n'est pas de lire Marx, d'apprendre des formules par coeur, d'être capable de sortir des citations à tout bout de champ, cela ne prouve absolument rien, ou si, cela prouve simplement que nous sommes incapable de penser par nous-même pour convaincre notre interlocuteur, que nos arguments présentent des faiblesses ou des lacunes et que nous entendons y palier en appelant au secours notre maître à penser pour justifier nos positions, dont nous sommes en droit de douter du bien-fondé au regard d'une telle pratique. Franchement, la théorie a bon dos !

Personnellement, je déteste ce procédé, et si j'y recours c'est uniquement pour montrer aux militants que certains déforment sciemment ou non le marxisme pour uniquement justifier leur politique qui apparaîtrait sans cela indéfendable, on peut interpréter leur façon d'agir comme un abus de pouvoir ou une escroquerie politique pour tromper les militants.

L'essentiel est d'essayer d'assimiler la méthode qu'il a utilisé pour comprendre le fonctionnement du capitalisme et interpréter le monde dans toutes ses manifestations. La méthode, le matérialisme dialectique et historique, la logique au service de la dialectique, l'étude synchronique et diachronique de l'histoire, etc. Une fois armé de cette méthode, nous pouvons enfin estimé que nous commençons réellement à penser librement par nous-même, c'est tout du moins ainsi que je vois les choses. Si nous ne mettons pas la barre très haut, si nous visons un idéal médiocre, comment pourrions-nous progresser ?

Maintenant le problème, c'est que nous ne pouvons pas attendre d'avoir atteint ce niveau de conscience pratique pour penser et nous exprimer. Chaque jour nous sommes confronté à un tas d'événements, d'expériences ou de situations diverses qui réclament de nous que nous prenions position ou que nous agissions. De ce fait, nous agissons forcément inconsciemment de travers, nous commettons fatalement et involontairement des erreurs de jugement, c'est dans la nature humaine qui est loin d'être parfaite et qui ne le sera jamais. Il faut l'admettre une fois pour toute s'en s'arrêter à ce constat.

De deux choses l'une, soit nous analysons notre comportement avec la même méthode que nous utilisons pour analyser le monde extérieur pour essayer de mieux nous connaître nous-même et corriger si nécessaire notre comportement et notre mode de pensée, soit nous nous laissons aller à penser que nous faisons ce que nous pouvons et que les choses se corrigeront d'elles-mêmes par enchantement, compte tenu que personne n'est parfait, après tout, à quoi bon nous casser la tête et faire le moindre effort pour tenter de nous améliorer. On ne compte plus les gens qui ont l'impression d'être arrivés quelque part ou qui se satisfont de leur propre médiocrité.

Reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos limites, devraient précéder toute tentative de nous élever vers l'idéal que nous nous sommes donné et ne jamais nous abandonner un seul instant, car consciemment ou non elles nous habitent en

permanence, que nous le voulions ou le reconnaissons ou non ne changera absolument rien à la réalité.

Nous pouvons certes progresser dans la vie et combattre notre ignorance, mais il y a en chacun de nous des faiblesses dont nous ne pourrions jamais nous défaire ou venir à bout, d'où la nécessité impérieuse d'en dresser minutieusement l'état et de le conserver ensuite à l'esprit pour que ces faiblesses ne prennent pas le dessus sur nous à notre insu. Si nous devons faire preuve de davantage de tolérance envers les autres qu'envers nous-même, compte tenu que chacun est différent et n'a pas vécu les mêmes expériences, nous devons nous autoriser une marge d'erreur minimum compte tenu que nous serons inévitablement amenés à commettre des erreurs, c'est à mon avis le meilleur moyen d'y faire face tranquillement pour pouvoir les corriger sereinement. Quoi qu'il en soit, il vaut toujours mieux faire preuve d'intolérance envers soi-même qu'envers les autres.

La plupart des gens cultiveront la même ignorance toute leur vie en se croyant plus intelligents que leur voisin, parce qu'ils ignoreront jusqu'au bout la nature des rapports sociaux qui déterminent les faits et gestes de chacun dans la société et la place qu'ils y occupent.

Comme assez souvent, je me suis écarté de notre sujet ! Au moins vous ne pourrez pas dire que vous ignorez les idées qui animent l'auteur du site *Lutte de classe*.

Le 31 décembre 2008

J'ai mis en ligne dans le lien *Dossier sur le vieux monde*, 16 articles supplémentaires provenant du Réseau Voltaire.

Si la face cachée du capitalisme vous effraie : mettez-vous la tête dans le sable ! Je ne suis pas certain que ce soit la meilleure attitude à avoir pour se préparer à affronter efficacement notre ennemi.

Quand on réfléchit bien, ce que la propagande gouvernementale nous sert a été préparée en coulisse, si l'on se contente de ce que l'on veut bien nous dire ou nous montrer, on pourra certes en faire quelques déductions utiles, mais on ne connaîtra pas en détail leur plan ou projet, or il est important de savoir et de comprendre comment notre ennemi se dispose pour l'affronter dans les meilleures conditions et éviter certaines erreurs grossières ou manipulations. Obtenir ces renseignements après coup ne nous serviront à rien, par contre, ils nous permettront de connaître les imbrications qui ont conduit à une situation précise, les différents acteurs qui y ont participé sans qu'on le sache forcément.

Ce serait réducteur de considérer que la lutte des classes se réduirait à la lutte de classe du prolétariat. Je sais que la culture politique de nombreux militants ne dépasse pas ce cadre étroit, j'étais dans le même cas autrefois. Connaître les plans, la tactique et la stratégie de notre ennemi, les objectifs qu'il s'est fixé dans tous les domaines fait partie de la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Comment pourrions-nous oser prétendre changer le monde alors qu'on n'en connaîtrait que la moitié ?

Premier sujet.

Un ancien employé de l' autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC ± Securities and Exchange Commission) a déclaré au site truthout.org que la SEC était pleinement complice de l' escroquerie montée par Bernard Madoff.

Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds, a expliqué que cette politique de laisser-faire de la SEC était motivé par l' ambition de ses responsables d' être embauchés dans les cabinets privés de Wall Street.

Voici ce qu'a déclaré sur le site Internet truthout.org, un ancien employé de l' autorité américaine de contrôle des marchés financiers (SEC ± Securities and Exchange Commission), Gary Maguire, qui a été licencié en 2005 après avoir voulu mener une enquête pour fraude contre Morgan Stanley et un de ses hedge funds :

« Nous savons que durant ces neuf dernières années, de nombreuses plaintes avaient été déposées à la SEC contre Madoff. Il a été dit à la SEC que Madoff avait monté un schéma de Ponzi ; il est donc étonnant que la SEC ait faillit à vérifier ces accusations et à révéler cette fraude ».

« Je pense qu'il y a d'autres Madoff par ici. Je ne pense pas que les banques aient fini de s'effondrer et d'implorer, et je pense que nous allons voir de nouveaux cas d'abus et de délits d'initiés (...) Lorsque les marchés se sont retournés en 1929, la Commission bancaire du Sénat a examiné les décombres et a découvert toutes sortes de fraudes commises par l'élite de Wall Street (...) Dans la mesure où l'on injecte des milliers de milliards dans les marchés de capitaux, on diffère ou empêche la magnitude de la fraude de remonter à la surface. Mais je ne pense pas que le cycle baissier soit encore fini. Tant qu'il continue, nous allons en découvrir plus ».

Certains économistes affirment que c'est une illusion de renflouer les banques et les institutions financières à coup de milliers de milliards de dollars sans procéder à l'épuration de la bulle financière qui s'élèverait en réalité à plusieurs millions de milliards de dollars (voir les articles précédents sur les produits dérivés), autrement dit à la liquidation des créances pourries, et que ce procédé conduira inévitablement à l'hyperinflation sans pouvoir empêcher l'explosion du système financier.

Deuxième sujet.

L'Ukraine est un des maillons faibles du capitalisme en Europe et elle a déjà dû faire appel au FMI pour renflouer ses caisses. Derrière la crise économique à laquelle doivent faire face des Etats en proie à une instabilité politique, se profile la main de l'aristocratie financière, notamment l'ami des altermondialistes, le milliardaire George Soros qui spéculé sur les monnaies pour déstabiliser des gouvernements pour le compte de l'impérialisme américain. La preuve ? Cette intervention du chef de l'administration présidentielle Viktor Baloga :

« Le Premier ministre fait comme si ni son gouvernement ni elle-même n'avaient quelque chose à voir avec l'effondrement de la monnaie nationale. Pourtant, la première vague de la baisse du cours de la hryvnia a justement eu lieu après les négociations secrètes de Mme Timochenko avec le spéculateur financier connu George Soros »

Quand Marx qualifiait l'aristocratie financière de lumpen de la bourgeoisie, il savait de quoi il causait, mais il ne pouvait pas imaginer qu'un siècle et demi plus tard quels moyens elle emploierait pour parvenir à ses fins.

Si l'on veut réellement comprendre le fonctionnement du capitalisme au XXIe siècle, il faut le saisir dans toute sa dimension, c'est-à-dire, y compris en prenant en compte tous les moyens utilisés par les capitalistes les plus puissants pour se soumettre les plus faibles. Et si parfois on a l'impression de baigner en plein roman d'espionnage, c'est uniquement parce que c'est une des armes qu'ils utilisent pour arriver à leurs fins.

L'essentiel pour nous est d'essayer de comprendre quelles sont les causes économiques qui déterminent la nécessité de recourir à de telles pratiques, sans tomber dans le piège qui consisterait à donner une version policière de l'histoire, notre objectif étant de suivre pas à pas de quelle manière le développement du capitalisme s'effectue, afin de définir la meilleure tactique pour le combattre.

Troisième sujet.

Selon Aristotelia Peloni, un journaliste du quotidien *Ta Nea* catalogué proche de la "gauche", des témoins oculaires affirmeraient qu'Alexis Grigoropoulos aurait été froidement abattu par un policier et non pas lors d'une altercation. D'après le rapport des légistes, la balle qui l'a tué provenait d'un tir direct et non pas d'un ricochet contrairement à la première version officielle.

Selon un membre du syndicat de policiers : *« Plus de 70% des policiers ne devraient même pas porter d'arme »*. Il a ajouté que *« La plupart d'entre eux ont des problèmes psychologiques et il n'existe que cinq psychologues pour 50 000 policiers. Certains sont dépendants des jeux vidéos et adorent appuyer sur la gâchette »*.

La police est à l'image du régime : décomposée et dangereuse. Que les pacifistes remballent leur camelote frelaté !

Bonne fin d'année à tous, le coeur n'y est pas avec le massacre en cours des Palestiniens.

L'année 2009 et l'avenir nous appartiennent camarades, nous vaincrons !

Avec mes salutations fraternelles.

Contact : Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)





Causeries septembre 2008

| | | | | | | | | | | | |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

Le 1^{er} septembre 2008

A venir un texte sur la Bolivie et le soutien qu'il faut apporter au processus révolutionnaire en cours dans ce pays et à Evo Morales compte tenu de sa rupture avec les représentants de la bourgeoisie.

Avant d'épiloguer inutilement sur ce que vous pourriez appeler un revirement politique de ma part, je pense que vous n'êtes sans doute pas au courant des derniers développements politiques en Bolivie qui justifient mon changement de position, avec des réserves évidemment, je m'en expliquerai dans quelques jours. Le problème c'est aussi que je manque cruellement d'informations pour avancer une orientation politique plus concrète, par exemple je ne sais pas quelle sera l'attitude de l'armée et qui la compose exactement, alors qu'elle va jouer un rôle déterminant dans les mois à venir, d'ici les deux ou trois référendums que Morales a annoncés et qui devraient se tenir d'ici la fin de l'année ou le début 2009.

Le combat contre la présence militaire en Afghanistan doit être complémentaire du combat pour soutenir la révolution en Bolivie, la point avancée du combat du prolétariat mondial contre le capitalisme, pour le socialisme.

Sur l'Ossétie du Sud.

Dans les infos en bref vous lirez que Medvedev a affirmé que l'indépendance de l'Ossétie du Sud était "irréversible" et que cette région serait sans doute intégrée dans la Russie dans quelque temps.

Quand j'ai osé écrire qu'il faudrait modifier la frontière entre la Russie et la Géorgie afin que l'Ossétie soit unifiée, je me suis dit que j'allais passer pour un rigolo, pas tant que cela en fin de compte. Cela ne veut pas dire pour autant que Medvedev se soucierait du sort des Ossètes, disons pour des raisons qui ne sont pas les nôtres, mais cette décision serait susceptible de répondre à l'attente de cette population qui ne peut pas vivre indéfiniment tiraillée entre deux pays, c'est la seule chose qui nous importe, le sort des Ossètes prime sur tout le reste. Et quant à ceux qui y verraient un soutien à Moscou, laissons-les à leurs élucubrations.

Autre sujet très vite.

Vous avez sans doute remarqué que chaque parti ouvrier avaient pondu sa propre déclaration ou communiqué à propos de la présence militaire française en Afghanistan. Ils n'ont même pas été foutus de s'entendre sur une question qui ne devrait même pas prêter à discussion dans nos rangs tellement les choses sont simples et claires. Même les groupes ont sorti leur propre communiqué ou tract, navrant ou désolant ! Et après les uns et les autres voudraient qu'on leur fasse confiance, alors qu'ils font tout pour inspirer le contraire.

N'y aurait-il pas deux dirigeants ou responsables de formations politiques qui auraient quelque chose dans le crâne ? On est en

droit de se poser cette question, j'en suis sincèrement désolé, je préférerais de loin ne pas avoir à la poser.

Pour finir, j'ai trouvé répugnant le dernier éditorial de D. Gluckstein qui renvoie à un article de la page 4 où ils donnent la parole à un père de militaire pour qui les commandots de parachutistes et les légionnaires sont des "*enfants*", pour ainsi dire des enfants de coeur innocents et sans défense que l'on envoie à l'abattoir. Je vais rédiger un article critique sur cet éditorial qui m'est resté en travers de la gorge. Je vais essayer de ne pas l'écrire au vitriole, mais il va falloir que je me fasse violence.

On attend un rectificatif de la part du POI expliquant que la résistance afghane ne se compose pas uniquement de talibans et que le POI cesse d'employer le même langage que Sarkozy et Bush.

L'expression de "résistance afghane" à l'occupation militaire étrangère me semble plus appropriée pour parler de la population afghane qui s'engage toujours plus nombreuse héroïquement contre la coalition impérialiste formée par 45 pays. Au fait, il n'y a pas 3.300 militaires français en Afghanistan comme je l'ai écrit, mais 2.500, je m'étais fié à une dépêche de presse inexacte.

Bonne semaine à tous

Le 3 septembre 2008

Je n'ai pas mis de dépêches sur la situation en Thaïlande pour la bonne raison que des informations contradictoires circulent.

Par exemple, aux infos hier soir sur TV5 Monde Asie, un journaliste a dit que les milliers de partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), coalition hétéroclite de militants nationalistes, royalistes et syndicaux qui continue de réclamer le départ du Premier ministre, Samak Sundaravej, réclamaient l'abolition du droit de vote dans les campagnes, sous prétexte que la population rurale ne saurait pas voter ou serait manipulée (achetée) par le parti de l'ancien Premier ministre M. Thaksin, par ailleurs milliardaire corrompu jusqu'à l'os et qui a été renversé par des généraux royalistes en 2006.

Dans le même temps, voici ce que disait hier le correspondant de l'AFP sur place : "*Le parti de M. Samak, dominé par des lieutenants de M. Thaksin, avait largement remporté en décembre dernier les premières élections législatives depuis le putsch. Mais, mardi, indépendamment de la crise, la Commission électorale a recommandé au bureau du procureur général d'ordonner la dissolution du parti de M. Samak pour fraude électorale.*"

Nous sommes au début du mois de septembre et ces élections ont eu lieu en décembre, soit depuis plus de 8 mois, reste à savoir pourquoi la commission électorale a mis aussi longtemps pour conclure son enquête sur ces élections. Le gouvernement pensait-il que la tension serait retombée ? C'est une hypothèse. Reste à vérifier l'info de TV5.

De toutes manières, si les choses se passent comme en Inde, tous les partis politiques parcourent les villages et les faubourgs des grandes villes pour distribuer de l'argent aux électeurs, à l'exception des partis "communistes", j'en ai été témoin. Ce qui n'a pas empêché les électeurs de virer du pouvoir à plusieurs reprises depuis le milieu des années 70 le parti du Congrès (Congrès I), et d'élire des membres des PC à la tête de plusieurs Etats, au Bengale (Kolkatta, ex-Calcutta) et au Kerala.

J'ai l'impression que la situation politique est aussi pourrie en Thaïlande qu'en Inde où des partis bourgeois se retrouvent systématiquement du côté et contre le gouvernement, ce qui oblige à redoubler de précautions avant de prendre position.

Un mot sur l'Inde.

En Inde, certains annoncent déjà la défaite du Congrès I aux prochaines élections, il ne se maintient au pouvoir actuellement que grâce au soutien des partis "communistes", et dans l'Etat du Tamil Nadu où j'habite, la défaite du parti au pouvoir le DMK est pratiquement assuré en raison des coupures de courant devenues insupportables, de 3 à 10 heures par jours en moyenne depuis des mois et cela ne cesse d'empirer, si l'on ajoute la hausse des prix et le chômage, la coupe est pleine, mais il cèdera la place à un autre parti bourgeois l'AIADMK tout aussi pourri et corrompu.

A propos justement de la hausse des prix, j'avais écrit récemment qu'elle était restée limitée, et bien les faits récents me font mentir, on vient de subir une hausse des prix spectaculaires de 20 à 40% sur pratiquement tous les produits de base, y compris les cigarettes ! Contrairement à la France, il est déjà arrivé plusieurs fois que le gouvernement indien baisse le prix de l'essence quand le prix du pétrole baissait sur le marché international.

J'ai seulement appris hier (TV5 Monde Asie) que plus d'un million d'Indiens étaient touchés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Etat du Bihar dans le nord de l'Inde, personne ici ne m'en avait parlé. Il faut dire que c'est à près de 3.000 Kms d'ici et que chacun déjà essaie de survivre comme il peut, donc on ne se soucie guère des problèmes qui peuvent avoir lieu ailleurs

en Inde. On jette régulièrement un oeil à la mer avec une pointe d'angoisse dans la poitrine (on ne peut pas oublier le tsunami), on regarde le ciel dès qu'il s'obscurcit en se demandant ce qu'il nous réserve dans les heures à venir, bref, le quotidien quoi, et avec cela il ne faut pas devenir parano ou alors il faut foutre le camp, finalement j'ai décidé de rester quitte à bouffer du riz tous les jours et me priver davantage, c'est un choix, je suis trop tranquille où j'habite.

Ici, au bord de mer, il pleut moins que dans les terres et comme c'est du sable, on ne craint pas les inondations, seulement les cyclones et les tremblements de terre (trois en 12 ans). Personnellement, c'est le vent mon pire ennemi, il peut tout ravager en quelques secondes et bien entendu comme cela arrive rarement, on n'y est pas préparé, de toutes manières, si cela se produisait (ou reproduisait, la dernière fois ce fut en octobre 2000, 120Kms/h), je n'ai absolument rien pour calfeutrer les portes et les fenêtres, ce serait un carnage, mais bon, comme dirait l'autre, n'y pensons pas.

Un autre sujet.

Dans de nombreux sites on trouve des compteurs qui comptabilisent le nombre de visites. En fait il faut diviser ce chiffre par 2,5 ou 3, car tous les sites sont visités régulièrement par des robots, des entreprises ou institutions de tout ordre sans que l'on sache exactement qui ils sont (Unresolved/Unknown, Network, US Commercial).

J'ai été surpris hier de constater que le gouvernement américain (US government) s'était connecté sur le site. L'autre jour c'était les renseignements généraux français, c'est guère mieux. Si un jour je suis porté disparu, vous ne vous étonnez pas. Je plaisante, disons à moitié seulement, ils sont tellement dingues !

Pour finir un petit passage de *La social-démocratie allemande* de Marx et Engels.

"Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale de Français, conception s'appuyant sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, et se justifiant, en ses temps et lieu, comme phase de développement ; mais, de nos jours, elle devrait être dépassée comme toutes les visions unilatérales des vieilles écoles socialistes, car elle ne fait qu'embrouiller les esprits et doit donc être remplacée par des formules plus précises et mieux adaptées aux choses." (page 38 version Internet)

Il y en a qui justement s'appliquent minutieusement et inlassablement à vouloir embrouiller les militants et les travailleurs, inutile de vous dire à qui je pense, vous avez tous deviné. Ces devises sont celles de la République bourgeoise.

"En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence." (même page)

En "*aucun cas*" dites-vous, quels pauvres d'esprit ces deux "petits socialistes", regardez plutôt ce que font les adeptes du "*grand socialiste*" Jaurès.

Lambert-Gluckstein se sont employés là aussi à faire systématiquement l'inverse sans doute parce qu'ils étaient beaucoup plus intelligents que Marx et Engels réunis : le programme du PCI était certes très incomplet et en partie dépassé, mais il était révolutionnaire, celui du PT ne l'était plus, et celui du POI encore moins. Cela ne les empêche pas de se réclamer du marxisme et de ses enseignements, du moment que leurs militants n'y voient que du feu, où est le problème ? J'allais dire que l'important c'est la rose, mais c'est un jeu de mots trop facile.

Une pensée pour les camarades qui dépriment et cela me tracasse, je le sais, ils me l'ont écrit. Voyez comme on peut s'amuser en faisant de la politique tout en étant sérieux, il faut parfois prendre dans la vie les choses au second ou au troisième degré, sinon il n'y a plus qu'à se foutre une balle dans la tête dans cette société de merde, même si ce n'est pas dans notre tempérament, il faut souffler parfois.

Regardez, cela fait six mois que ma compagne Magueswary est en France, ce n'est pas facile à vivre pour elle comme pour moi. Depuis que l'on s'est rencontrés, cela remonte à août 89, au total on a dû être séparés pendant plus de 4 ans, à cause de papiers et de visas, d'opérations chirurgicales, pas de fric pour voyager ensemble, etc., mais bon on tient le coup quand même.

Quelqu'un a dit que celui qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, je traduis cela en termes de fidélité avec ses amis, ses potes, ses proches et ses parents, tous ceux avec qui on s'est lié un jour d'amitié, même s'ils m'ont oublié depuis longtemps, peu importe j'y pense toujours, s'il fallait bazarder son passé à la moindre occasion ou parce que cela nous arrange, on finirait par en crever d'ennui, dans la solitude de préférence.

Nous avons le malheur d'être vieux et jeunes dans notre tête, pensons à la chance que nous avons par rapport à tous ces jeunes qui par malheur sont déjà vieux et qui se croient supérieurs à nous, ils en reviendront un jour. En attendant, ils ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux. La fraternité qui existe dans notre classe n'est pas forcément celle que l'on peut voir à

l'oeil nu. L'essentiel, c'est d'être soi-même, et à partir du moment où l'on sait que l'on ne nuit pas à nos semblables par notre comportement, le reste importe peu. Ne cherchons pas à changer le monde par des mots ou des belles pensées car on sera forcément déçu à l'arrivée.

On peut s'engueuler entre camarades, polémiquer grave, même dire des conneries, je ne vais pas vous faire le coup tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, mais bordel, on appartient tous à la même famille politique, et c'est vrai que si on parvenait à s'entendre sur le minimum, beaucoup de militants se sentiraient mieux dans leur peau aujourd'hui. Que les camarades qui ont des responsabilités veuillent bien y réfléchir un instant. Merci d'avance pour eux Philippe, Pierre, Etienne, François, Pedro, Olivier, Ludovic et les autres.

Le 4 septembre 2008

Je vous conseille de lire l'article sur Sarkozy car il fourmille de renseignements intéressants, pas seulement sur lui d'ailleurs, mais aussi Kouchner par exemple.

L'interview de Poutine est également intéressant, on peut être un ex-membre du KGB et ne pas être complètement débile, il connaît bien l'histoire de la Russie et de l'URSS, c'est à lire à mon avis.

Le texte sur la Chine se termine mal, mais bon, ce qui nous intéresse ce sont les données qu'il contient et non le point de vue de l'auteur qui se place bien sur le terrain de la lutte des classes, mais du mauvais côté, c'était inévitable.

J'ai téléchargé une quinzaine d'articles sur la Bolivie afin de préparer un article qui ne sera pas prêt avant la semaine prochaine.

Un petit mot sur l'Inde.

Je suis allé ce matin régler ma facture d'électricité et j'ai discuté avec des employés. Ils m'ont appris que le courant est désormais coupé tous les jours jusqu'à une date indéterminée, de 6h du matin jusqu'à 9h, le soir de 18 à 19h et un peu plus tard de 22 à 23h, soit 5 heures par jours en raison de la faiblesse de la production d'électricité. Sans compter les autres coupures dues à des défaillances du réseau, le vent ou la pluie, une branche d'arbre ! Comme les émissions intéressantes ou les films sur TV5 Monde Asie commencent à 21h et durent jusqu'à 22h30 ou 22h45, autant dire que je ferai autre chose à la place.

Autre chose.

J'ai lu l'éditorial d'hier de Gluckstein *Sortir ou pas...* et j'en partage en grande partie le contenu, il a correctement réagi sur le RSA qui est une véritable saloperie pour amplifier la paupérisation, il a remplacé le "*peuple français*" par le "*peuple travailleur*", c'est mieux, c'est mieux que le "*monde du travail*" (PCF, LO, LCR) qui me donne la nausée, le seul problème c'est comme toujours sa conclusion où il concentre tous ses coups uniquement contre l'Union européenne.

Le combat contre l'Union européenne est correct évidemment, je n'ai jamais dit le contraire, mais sur le plan de l'éducation des masses il ne peut pas servir à faire progresser la conscience politique des masses, car c'est mettre la charrue avant les boeufs comme je l'ai déjà expliqué à maintes reprises.

Je comprends parfaitement qu'il soit intéressant et nécessaire pour leur montrer qui se placent sur le terrain de l'UE et qui prône la rupture avec l'UE, mais je ne suis pas sûr qu'elles en tirent un quelconque bénéfice, car le lien avec les institutions de la Ve République et plus particulièrement la constitution leur échappe. Je pense plutôt que c'est une tactique d'appareil qui sert principalement à se démarquer des autres partis et sert d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière, ou plus précisément qui ne sert pas ses intérêts fondamentaux et ne permet pas de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier tel que l'ont défini les marxistes.

Si l'on s'en tient à l'état d'esprit des masses, à celui des couches les plus avancées qui coïncide aujourd'hui avec celui de l'immense majorité des travailleurs, c'est contre Sarkozy, le gouvernement et le Parlement qu'il faut concentrer le tir, car pour elles, ce sont eux qui sont responsables de la situation sociale actuelle, qui distribuent des milliards d'euros aux plus riches et qui taxent toujours plus le reste de la population dont une partie toujours plus importante sombre dans la pauvreté, qui expliquent qu'il n'est pas possible de faire une autre politique parce que les caisses sont "vides", mais qui au même moment dépensent plus d'un milliard d'euro par an pour aller guerroyer aux quatre coins du monde.

Les travailleurs le savent pertinemment, ils ne sont pas sourds et aveugles, encore moins stupides au point de ne pas comprendre qu'on les trompe quotidiennement. Ce serait faire une grave erreur de penser le contraire, et je précise que ce n'est pas là prendre ses désirs pour la réalité, la multitude de témoignages rapportés par les militants et l'écho que rencontrent les campagnes engagées le prouvent amplement, même les médias sont obligés d'en tenir compte, l'immense majorité de la

population en a marre de Sarkozy, son gouvernement, ajoutons du PS qui le soutient.

Par contre, si un certain nombre d'entre eux comprennent le lien qui existe entre leur triste sort et la politique du gouvernement en faveur des patrons, ils ne peuvent pas comprendre spontanément que la politique du gouvernement est le produit des contradictions du système capitaliste et sa raison d'être, l'accumulation du profit, par conséquent, ils ne peuvent pas en déduire qu'il faut s'en prendre au fondement du capitalisme pour sortir de cette situation, ce qui passe sur le plan politique par l'abolition de la constitution et des institutions de la Ve République qui sont les piliers du régime.

Finalement, c'est la question du pouvoir qui leur échappe, qui plus est si aucun parti ne la pose clairement, ils se retrouvent désarmés sans perspective politique, du coup, tous les combats qui sont menés ne servent à rien ou presque, malgré l'acharnement qu'y mettent les militants.

Je ne tiens pas à polémiquer pour le plaisir, c'est plutôt une contrainte qu'autre chose, je n'ai pas lu encore la page 8 du n° 12 d'*Informations ouvrières*, mais quand j'apprends qu'une délégation va se rendre chez Sarkozy pour lui expliquer qu'il faut qu'il renationalise la sidérurgie, là le POI dérape, pire il déraille complètement.

On ne peut que condamner cette initiative, c'est tirer les masses en arrière : Sarkozy est ultra minoritaire dans le pays, il est illégitime, il n'y a pas une décision qu'il ait prise ces derniers mois qui n'ait pas été massivement rejetée par la population. Qu'est ce que le POI veut prouver à travers cette initiative ? Que Sarkozy est favorable aux privatisations, qu'il est du côté des capitalistes ? Il n'y a que les couches arriérées du prolétariat qui ne le savent pas encore. Et pour déboucher sur quoi au juste ? Pour l'entendre dire qu'il se plie aux injonctions de l'UE, des multinationales ? Et après, on le sait déjà, vous serez bien avancés ! Cela ressemble à un baroude d'honneur qui va finir comme d'habitude dans une impasse.

J'ai envie de dire que c'est forcément ce qui arrive quand on n'a pas compris que l'on ne combat pas pour obtenir un résultat immédiat dans le cadre de ce qui est seulement possible, car c'est s'abaisser politiquement au niveau de conscience des masses, mais (à l'opposé) en ayant pour unique objectif de faire progresser la conscience politique des travailleurs afin de construire le parti sur des bases saines et solides et non sur des marécages. On en a vraiment rien à foutre de réunir des centaines de milliers de signatures sur une pétition qui finira dans une poubelle, de manifester à un million si on ne recrute pas des milliers de travailleurs sur une base politique qui permettra d'en faire des combattants révolutionnaires conscients, de construire le parti dont nous aurons besoin, pas aujourd'hui, mais demain. Aucune action n'est inutile, à cette seule condition, sinon c'est perdre littéralement son temps et gaspiller son énergie pour rien.

Car la véritable question, ce n'est pas la soumission de Sarkozy devant l'UE, mais le fait qu'en tant que représentant de la classe des capitalistes, il ne peut aller contre leurs intérêts, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que d'engager le combat pour le chasser, mais pas seulement, car un représentant du capitalisme en cache un autre et ainsi de suite, qu'il est l'étiquette UMP ou PS, il faut donc en finir avec les institutions et la constitution qui sont à leur service et sur lesquelles il s'appuie pour gouverner et mettre en oeuvre sa politique anti-ouvrière.

Le lien politique qui permet de comprendre pourquoi le capitalisme a réussi à passer le cap du XXe siècle, il réside dans la continuité des institutions politiques qu'ils s'est forgés pour asseoir son pouvoir, sa domination sur la classe ouvrière. Depuis 1789, toutes les institutions et les différentes constitutions, les cinq républiques qui se sont succédées constituent le socle, le pilier sur lequel repose la légitimité des rapports sociaux d'exploitation capitalistes. C'est leur principal point commun et leur seule raison d'être, c'est la raison pour laquelle il faut les abattre en premier, les abolir par décret. Ce sera au gouvernement révolutionnaire provisoire de s'en charger.

En dehors de cette perspective politique, comment peut-on imaginer avancer ne serait-ce que d'un pas vers notre objectif ? C'est se leurrer.

Le 5 septembre 2008

J'ai lu rapidement le rapport sur la crise financière de René Ricol et j'en ai extrait les passages qui me semblaient les plus intéressants en les commentant brièvement. Je ne suis pas un spécialiste en questions financières et je peux vous dire que cela n'a pas été une partie de plaisir, même il faut bien s'y mettre aussi.

Je n'ai rien fait d'autre de la journée.

Hier j'ai lu les résultats d'un sondage paru dans *L'Humanité* qui fait ressortir que 56% des "salariés" interrogées se disent prêts à descendre dans la rue pour les salaires et les retraites, et 51% sur la totalité de la population.

Faites un rapide calcul, il y a environ 44 millions d'adultes en âge de voter, divisons par 2, cela fait 22 millions, retirons les

étudiants qui peuvent ne pas se sentir concernés pour le moment, je ne sais pas combien il sont, soyons large, retirons 5 millions, il reste 17 millions de manifestants potentiels, retirons encore les deux tiers des retraités, cela donne 10 millions de manifestants.

Le même sondage révèle que 53% des "salariés" sont prêts à se mettre en grève pour une augmentation de salaire. Les patrons et le gouvernement ont du souci à se faire ! Et les dirigeants syndicaux pourris en premier lieu !

Toujours dans le même sondage, "*Interrogés sur les mesures proposées par la gauche pour augmenter les salaires et pensions de retraite, une majorité des Français (55%) a le sentiment qu'elles ne seraient "pas efficaces" si elles étaient appliquées*" (source : AFP 04.09)

Conclusion, non seulement un nombre considérable de travailleurs sont prêts à engager le combat immédiatement contre le gouvernement, et la majorité d'entre eux ne se font aucune illusion sur le PS et le PCF, quel soulagement !

Il n'y a donc pas lieu d'être pessimiste ou de se morfondre. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est minoritaire et illégitime. Son pouvoir est contesté par la majorité des travailleurs, il ne reste plus qu'à faire le lien entre la situation sociale actuelle qui est intolérable et la nécessité pour les capitalistes d'accumuler toujours davantage de profits, ce qui explique la politique de Sarkozy en leur faveur...

Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à isoler la question des salaires de la question du pouvoir politique, à la traiter comme une abstraction, ce que font très bien les réformistes en subordonnant leur tactique au niveau de conscience des masses, car c'est uniquement en montrant aux travailleurs le lien qui existe entre les deux que leur conscience politique progressera.

Si maintenant il y en a qui préfèrent réduire leur activité politique au niveau du syndicalisme, ce n'est pas une raison pour les imiter.

Unité des partis ouvriers et des syndicats, oui, mais sans le PS qui n'est pas un parti ouvrier !

Le smic à 1.500 euros nets tout de suite !

Pas une retraite en dessous de 1.500 euros nets !

300 euros d'augmentation pour tous les salaires en dessous de 3.500 euros (par exemple)!

Le 11 septembre 2008

A zéro heure tapante je me suis souhaité un bon anniversaire, c'était en 1955. Dans l'après-midi j'avais reçu une carte postale de ma compagne qui est en France depuis 6 mois déjà et qui n'en peut plus.

Avec le temps comme disait Léo Ferré tout fout le camp et tout le monde a tendance à vous oublier y compris vos proches, à cela aussi il faut s'y faire, on peut le regretter mais il y a plus grave dans la vie, par exemple ce qui se passe en Afghanistan, Bush vient d'annoncer l'envoi de 4.700 soldats supplémentaires. Vous trouverez plus loin la liste des partis et organisations qui appellent à la manifestation du 20 septembre à Paris, mais aussi dans tout le pays. J'ai rajouté le POI qui y appelle et y participera également. A noter qu'il ne figure pas sur les listes diffusées sur Internet, ce parti apparemment en dérange plus d'un.

A ce propos, non seulement les médias n'ont pas couvert le congrès de fondation du POI, mais j'ai noté aussi que l'ensemble des partis, organisations ou groupes de militants avaient témoigné le même mépris vis-à-vis du POI, ce que je considère incorrecte, à croire que cela leur cause quelques problèmes internes et qu'ils sont incapables de se disposer par rapport à ce parti. En dehors de quelques formules lapidaires dont ils ont le secret, je me demande ce que leurs dirigeants ont bien pu raconter à leurs militants. Raison de plus pour s'y intéresser et pour suivre son évolution.

La difficulté d'être objectif quand on traite d'une formation politique réside dans le fait qu'il faut se mettre à sa place pour comprendre sous quel angle il analyse la situation, or bien peu font cet effort qui est pourtant indispensable pour ne pas se méprendre sur sa politique et son objectif. On a la fâcheuse tendance à analyser le comportement d'un parti en oubliant la place spécifique qu'il occupe, son histoire, son évolution, etc. En réalité cela s'avère fort complexe, du coup on se contente de le critiquer parce qu'il ne nous ressemble pas trait pour trait. C'est une erreur évidemment. On préfère y voir de préférence ce qui nous en sépare plutôt que ce qui nous en rapproche, en partant de ce principe, on ne peut en avoir qu'une idée négative, déformée et loin de la réalité.

A mon niveau je m'emploie à éviter de tomber dans ces travers, ce qui n'est pas toujours compris par les militants et peut conduire à des malentendus, car la plupart de mes analyses sont influencées par l'objectif que je poursuis, et même s'il figure plus ou

moins distinctement dans chaque texte, je me suis rendu compte que les militants n'avaient pas forcément toujours la capacité de faire la part des choses. C'est regrettable, mais c'est inévitable, je n'y suis pas obligatoirement pour quelque chose, donc je me dois de préciser ma pensée.

Ainsi, à ceux qui pensent que je passe mon temps à casser du POI et qui s'en réjouissent, je tiens à leur dire ici qu'ils se trompent lourdement à la fois sur mon comportement et sur mes intentions. S'ils s'identifient au contenu de mes articles sur le POI en pensant y trouver un rejet de ce parti ou pour régler des comptes, ils ont tout faux, je tiens à leur dire pour que les choses soient bien claires entre nous. Je le répète encore une fois, je n'ai jamais été animé à l'encontre du PT ou du POI par cette sorte d'instinct suicidaire.

Malgré toutes les critiques que l'on peut formuler à l'encontre du POI et ses dirigeants en particulier, il demeure qu'on le veuille ou non le seul parti ouvrier en France sérieux et digne d'intérêt pour le mouvement ouvrier. Je vous ferais remarquer aussi que je ne me contente pas de critiquer la politique du POI quand cela me semble nécessaire, à chaque fois cette critique repose sur des faits et je m'efforce d'étayer mes propres positions sur des arguments dont chacun peut se saisir pour en vérifier la validité ou non. Ainsi, je m'emploie davantage à convaincre des militants, des cadres et pourquoi pas des dirigeants de ce parti de réfléchir à nouveau à la politique de leur parti pour parvenir à en modifier le cours.

Vous me direz que je me fais des illusions, tout dépend sous quel angle on voit les choses, cela se discute. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'impression de cultiver des illusions dans ce parti et ses dirigeants, je m'efforce d'être cohérent avec les idées que je défends, donc un désaccord entre nous sur ce point révèle que nous ne partageons pas tout à fait les mêmes idées sur des questions essentielles ou que nous n'accordons pas la même importance à différents facteurs déterminants.

Je vais préparer un texte à partir de courriels que j'ai échangés avec des militants sur cette question. J'ai eu l'occasion de me rendre compte que certains camarades avaient une conception du parti tellement rigide ou idyllique qu'elle devait les conduire infailliblement à demeurer en dehors de tout parti, ce qui est évidemment dommage pour tout le monde.

Jusqu'à présent, je pensais qu'ils avaient assimilé les principes de base qui sont à l'origine de la nécessité de contruire un parti, or il n'en est rien. Leurs idées sur le parti comportent de graves lacunes, alors lorsqu'ils y mêlent des lacunes sur la compréhension de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, cela donne un cocktail explosif, pour le coup ils confondent tout et ces militants se placent inconsciemment eux-mêmes en dehors de tout contrôle, donc or de tout parti.

On peut me reprocher de voir les choses de l'extérieur, mais de l'extérieur si on a la capacité de considérer l'ensemble des éléments tels qu'ils sont et de prendre en compte leurs rapports tels qu'ils existent, on a la possibilité d'en faire une description assez précise, ce qui n'est pas forcément le cas lorsqu'on a les deux pieds dedans et que l'on est juge et partie. On dit parfois qu'il faut prendre un peu de recul avec la réalité pour mieux la comprendre, c'est un peu la même chose ici.

Quand on est partie prenante dans un parti, on ne voit pas toujours ce qui s'y passe, on ne sait pas forcément ce que pensent les militants, chaque militant, car chaque militant à son importance. On se borne à une sorte d'unité de façade, on se contente de ce qui est visible, alors que derrière la société réalise un travail de sape permanent, quotidiennement elle agit sur le comportement et les idées de chaque militant ou dirigeant sans que l'on sache très bien à quel degré exactement.

Généralement lorsque l'on s'en rend compte il est déjà trop tard. A partir d'un désaccord mineur qui s'est manifesté presque par hasard au détour d'une discussion, on découvre ensuite qu'un fossé existe entre les militants et le parti sans savoir ni quand ni comment il s'est creusé. Alors cela se passe comme dans un couple au moment où rien ne va plus, toute discussion est inutile, impossible, et l'on se sépare.

On mesure ici l'importance capitale de la formation des militants qui devrait être permanente, leur encadrement pour les aider à évoluer et trouver leur place dans le parti. Les militants qu'ils soient débutants ou aguerris nécessitent la même attention, il faut veiller à ce qu'ils aient toujours à l'esprit les principes fondamentaux du marxisme, avec le temps on peut s'en écarter ou les oublier, aucun militant n'est à l'abri d'une défaillance, il n'y a que les prétentieux pour prétendre le contraire. Quand Engels expliquait que le socialisme était une science et que comme toute science il fallait l'étudier, il savait de quoi il parlait. (*La social-démocratie allemande*)

On doit le sentir couler dans nos veines camarades et aussi longtemps que le moindre petit vaisseau de notre corps n'en sera pas imprégné, la gangrène pourra toujours un jour s'installer n'importe où et nous ronger, certains en sont morts politiquement. Ce que je dis là me concerne aussi évidemment.

Je pense qu'il faut revoir le fonctionnement des cellules ou sections. Il faudrait porter une attention toute particulière à la formation de leurs responsables, pas forcément sous la forme de réunions qui obligent à des déplacements, on pourrait imaginer cette formation sous forme de documents qu'ils recevraient régulièrement et sur lesquels ils seraient priés de se pencher ou d'étudier, avant de rédiger un rapport sur chaque thème abordé pour suivre de près où ils en sont et si elle leur est vraiment profitable et quel usage ils en font, pour vérifier qu'elle est bien adaptée à l'objectif que l'on s'est fixé...

Vous avez dû tous connaître des réunions de cellule lors desquelles certains militants ne prennent jamais la parole ou n'ont jamais rien à dire. Quant à ceux qui sont toujours d'accord sur tout, rien ne dit finalement que cela soit vrai, et dans le cas où ils seraient incapables d'analyser la situation par eux-mêmes, on aura du souci à se faire dans l'avenir si on ne prend aucune mesure pour que chacun s'exprime vraiment.

La méthode qui consiste à commenter les articles du journal n'est pas suffisante et présente un inconvénient majeur : avec un peu d'entraînement on lit le journal en moins d'une heure, on ingurgite la substance que l'on peut ressortir telle quelle lors de la réunion de cellule, donc il est impossible dans la plupart des cas de distinguer ce que les militants ont compris ou non. Par contre, par exemple si l'on mêle systématiquement à la discussion des questions d'actualité qui ne figurent pas dans le journal, là les militants devront s'en sortir tout seuls, ils vous diront les choses telles qu'ils les perçoivent qui révéleront leur réel niveau de conscience politique ou conscience tout court. On n'est pas obligé d'aborder un sujet purement politique, un fait de société peut très bien faire l'affaire pour détecter à quel degré de maîtrise du matérialisme dialectique se situe chaque militant.

Il ne s'agit pas de formater des militants dans le même moule, mais au contraire de les aider à penser librement, et l'on peut admettre que tant que l'on ne maîtrise pas à un certain degré le matérialisme dialectique, parler de liberté de penser est exagéré et ne veut pas dire grand chose, à moins de se placer sur le terrain de la bourgeoisie et d'adhérer à sa définition de la liberté de penser, que reprend au passage les libres penseurs. La question qui est en jeu, c'est la progression de l'ensemble du parti, de chaque militant.

Nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces questions qui sont d'une importance capitale pour un parti.

Autre chose très vite, je ne sais pas si j'aurai le temps d'écrire un article sur la Bolivie, je pense plutôt qu'une dépêche commentée plus largement que d'habitude fera l'affaire.

La situation est en train de se tendre à l'extrême en Bolivie. Morales vient de signifier à l'ambassadeur américain de quitter le pays et, je cite une dépêche "le porte-parole du gouvernement Yvan Canelas a accusé à nouveau les gouverneurs régionaux opposés au président Morales, de "*chercher la guerre civile*" au moyen d'"*un affrontement avec les militaires et la police*".(source : AFP 10 et 11.09)

Si Morales laisse encore les oligarches organiser des manifestations violentes comme ce fut le cas hier où des bâtiments publics ont été attaqués et des routes coupées, l'armée à un moment donné va se servir de ce prétexte pour le chasser en l'accusant d'être à l'origine des désordres dans le pays.

Quand on prend le pouvoir et qu'on ne désarme pas la réaction, elle profite de la situation pour préparer la guerre civile et vous renverser, CQFD. Et si Morales s'était inspiré de la révolution russe de 1917 au lieu de s'inspirer de la Commune de Paris de 1871 sans en avoir tiré les leçons, il ne serait pas dans une telle merde.

J'allais oublier la liste des partis et organisations qui appellent à la manif du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan :

A l'appel du collectif Afghanistan-Otan et Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) - Agir contre la guerre (ACG) ± Américains contre la guerre (AAW) - Appel des Cent pour la Paix - Association des Combattants de la Cause Anticoloniale (ACCA) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité International (CEDETIM) - Centre quaker international de Paris (CQI) - Collectif Faty Koumba Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif "La guerre tue" (Toulouse) - Collectif Non au missile M51 - Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures » - Comité des iraniens contre la guerre - Confédération Générale du Travail (CGT) - Congrès National d'Afghanistan - Convergence des causes - Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme - Droit Solidarité - Enseignants pour la Paix (EPP) - Europe solidaire sans frontières (ESSF) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTC2R) - Femmes en noir de Paris - Forum social d'Iran - Les Alternatifs - Les Verts ± Le Mouvement de la Paix - Ligue communiste révolutionnaire (LCR) - Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté / Section française ± Marche Mondiale des Femmes - MARS Gauche Républicaine - Mémoire des luttes - Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) - Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) - Parti communiste français (PCF) - Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) - Parti ouvrier indépendant (POI) - Pour la République sociale - Réseau Féministe « Ruptures » - Une autre gauche - Union des étudiants communistes (UEC) - Union pacifiste de France (UPF) - Union Syndicale Solidaires. (liste actualisée le 10 septembre, j'ai donc ajouté le POI pour n'oublier personne.)

Le 12 septembre 2008

La liste des principales manif et grèves à venir.

- le 18 septembre, les syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent eux à la mobilisation contre la politique du gouvernement dans leur secteur.

- le 20 septembre, manifestation contre la guerre en Afghanistan à Paris et dans tout le pays

- le 23 septembre, à La Poste, les syndicats appellent à la grève et à des manifestations contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de l'entreprise.

- le 7 octobre, une journée de manifestations interprofessionnelles est également prévue sur l'emploi, les salaires, ou encore la protection sociale et la santé à l'appel de la CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA. FO et la CFTC ont refusé d'y participé parce qu'elle ne portait pas uniquement sur le "travail décent", alors que c'est le mot d'ordre le plus pourri qui soit dont la CSI est à l'origine. (source : AP 11.09)

- le 16 octobre, les retraités sont appelés à descendre dans la rue pour défendre leurs pensions et leur pouvoir d'achat.

- le 16 toujours, des rassemblements sont également prévus devant les préfectures pour obtenir l'annulation du nouveau fichier policier EDVIGE.

- le 19 octobre à Paris, les principales fédérations de l'Education nationale appellent à une manifestation nationale unitaire.

Si j'ai oublié quelqu'un ne m'en veuillez pas et écrivez-moi, je compléterai cette liste.

J'avais des choses à vous dire mais je n'ai franchement pas le temps maintenant, je n'ai rien à manger pour ce soir, je dois donc aller faire des courses à la ville !

Juste un mot personnel, j'ai appris hier soir que j'allais être grand-père, il ou elle sera à moitié Blanche à moitié Noire puisque le compagnon de ma fille est Réunionnais, en voilà une bonne nouvelle. Comme cela on formera une famille de toutes les couleurs, formidable ! Pas trop grande j'espère quand même !

Bon week-end à vous tous.

Le 16 septembre 2008

Une causerie fonctionne selon moi comme une correspondance, une lettre que vous écrivez et que vous envoyez à quelqu'un qui sait de quoi vous causez. On peut dire volontiers ce que l'on pense comme lors d'une discussion entre potes. Du coup on peut se permettre de se lâcher un peu au niveau du vocabulaire et cela nous change un peu de la rigueur dont nous devons faire preuve habituellement jusque dans les détails. Se prendre trop au sérieux n'est pas mon truc. ce qui est intéressant aussi, c'est que l'on a sous les yeux l'élaboration de la pensée, son dynamisme mais aussi ses lacunes.

On prend le risque d'être traité de mégalomane, mais l'on s'en fout. D'ailleurs j'ai remarqué que ceux qui vous font ce reproche, font généralement partie des gens qui ont une bien piètre idée de la liberté d'expression, en dehors de celle qu'il s'accorde ainsi qu'à ceux qui pensent comme eux, au-delà ils ne supportent pas les gens qui disent franchement ce qu'ils pensent, par crainte sans doute de se sentir obligés de se livrer au même exercice qui dévoilerait la véritable nature de leurs idées.

Vous vous dites sans doute comme moi qu'à l'heure d'Internet et de la communication en temps réel avec le reste du monde, il est facile de savoir exactement ce qui se passe dans un pays. En réalité ce n'est pas aussi simple que cela paraît, encore moins si vous vous fiez uniquement à la presse écrite, ou alors il faut être abonné à plusieurs journaux et cela vous coûte une petite fortune.

Je ne parle même pas du temps qu'on y passe, car une info peut s'avérer incomplète, pas assez précise, ambiguë, pour bien faire il faudrait la vérifier, on ne sait rien sur son auteur, ses sources, bref, il faut une rédaction au complet pour pouvoir aborder tous les sujets à la fois...

Il faut même se méfier des dépêches des agences de presse, outre leur rédaction qui comporte de plus en plus d'erreurs de frappe, d'orthographe, de syntaxe, des mots manquants, des répétitions, leur contenu peut varier à l'infini, par exemple sur le nombre de pays engagés dans la guerre en Afghanistan, cela varie de 25 à 45 en passant par 28 ou 35, bref, on ne sait pas quelle information sera fiable à 100%.

Je vous dis cela après avoir cherché à savoir ce qui se passait réellement en Bolivie. Par exemple, textuellement, je n'ai lu nulle

part que Morales avait conservé pratiquement intactes les institutions de l'Etat bolivien, on trouve bien ici ou là quelques fragments d'informations sur ce sujet mais elles sont pour ainsi dire inexploitable, or c'est la clé de toute révolution, c'est le b.a ba de la révolution de les liquider.

En relisant les derniers articles parus dans *Informations ouvrières* sur la Bolivie par exemple, je me suis rendu compte qu'en réalité ils ne permettaient pas de se faire une libre opinion et de comprendre la situation. Je précise que c'est le seul journal d'un parti politique que je lis, c'est pour cela que j'en parle.

La situation actuelle en Bolivie ne se réduit pas à la présence d'un président issu d'un parti qui aurait un programme socialiste (j'ai employé volontairement le conditionnel), le MAS, ou à la majorité dite de gauche acquise à Morales qui siège à l'Assemblée constituante, ni à la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre ou au soutien dont bénéficie Morales au sein de la population, ni à la mobilisation de la réaction qui agite le spectre de la division du pays, ni à l'opposition farouche de l'oligarchie à toute transformation sociale, et lorsque l'attitude conciliatrice de Morales est évoquée, elle est placée sur le même plan que les autres éléments qui constituent la situation en Bolivie aujourd'hui sans en expliquer la portée.

Or, seul ce dernier élément permet de comprendre la situation. L'attitude de Morales envers les institutions bourgeoises qu'il a conservées est le facteur déterminant qui peut faire basculer à tout moment la situation et détermine en grande partie son développement, au-delà, c'est le destin du processus révolutionnaire qui en dépend.

Le fait que cet élément ne figure pas dans une analyse de la situation politique en Bolivie ou que son importance soit minimisée s'explique très bien par l'orientation politique du POI qui refuse systématiquement de remettre en cause les institutions bourgeoises existantes, en Bolivie comme en France et partout dans le monde, l'Entente internationale des travailleurs ou leur soit-disant IVe Internationale sont exactement sur le même axe politique opportuniste.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la très grande majorité des militants (surtout ceux du POI qui ne lisent que la littérature de leur parti) seront incapables de procéder à l'analyse de l'orientation politique du POI, qui rappelons-le se traduit concrètement par un appel à défendre la souveraineté et l'indivisibilité de la nation bolivienne, parce qu'ils n'auront pas en tête cet élément capital que constitue la soumission de Morales à l'Etat bourgeois bolivien et qui pour cette raison devrait être rappelé régulièrement pour ne pas dire systématiquement.

Arbitrairement et en procédant par omission, les militants et les travailleurs sont ainsi manipulés pour les faire adhérer à une orientation politique et des mots d'ordre dans lesquels se reconnaîtront sans doute une fraction de la bourgeoisie nationaliste bolivienne et de l'armée, mais qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre de ce pays dont le salut passe par la liquidation immédiate des institutions héritées du passé, institutions qui permettent justement aux capitalistes et aux propriétaires terriens de mener le combat pour renverser Morales et en finir avec le processus révolutionnaire.

Sous prétexte de soutenir Morales ou le processus révolutionnaire en cours, on ne fournit aucune information concrète qui permettrait de comprendre pourquoi Morales et son gouvernement sont dans une situation difficile.

Si je vous dis par exemple, que certes le gouvernement a soustrait aux préfectures 30% de l'impôt direct sur les hydrocarbures pour financer un plan de retraites pour l'ensemble des Boliviens, mais qu'au même moment le 12 août dernier, lors de la lecture de son rapport de gestion, Morales a déclaré que durant ses deux ans de mandat, il avait remis aux préfectures 33 milliards de dollars, tandis que dans les 12 années antérieures, elles en avaient seulement reçu 30, on se dit que non seulement Morales n'a pas remis en cause le pouvoir des préfets qui le combattent féroce, mais qu'au contraire il leur a donné plus d'argent encore pour organiser le sabotage économique et recruter des bandes armées de mercenaires. (source : Sebastián Ochoa - Altermondesans-frontières)

Ajoutons que Morales a maintenu le ministère de l'Economie dans sa quasi-totalité pour mieux signifier son intention de ne pas rompre avec le capitalisme, ce qui est une grave erreur. (source : Le Monde diplomatique)

Je ne sais pas ce qu'est devenue le Congrès formé initialement par la Chambre des députés et le Sénat, un article du *Monde diplomatique* en parlait encore en novembre 2006, tout en rappelant que l'Assemblée constituante avait été élue le 2 juillet 2006. Le n°845 (page 13) d'*Informations ouvrières* évoquait le "Congrès des députés", ce qui ne répond pas à notre question.

Autre élément important, les trois partis bourgeois qui détiennent la majorité au Sénat - Poder Democratico y Social (PODEMOS), Unidad Nacional (UN) et le Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) menacent systématiquement de bloquer son fonctionnement, ce qui empêche l'adoption définitive d'une loi votée par l'Assemblée constituante où les partis qui soutiennent le gouvernement détiennent la majorité. Je n'ai lu nulle part que le Sénat avait disparu. Existe-t-il encore ? Quel pouvoir a-t-il aujourd'hui ?

Autre question sur l'Assemblée constituante, si les partis qui soutiennent Morales ont la majorité absolue, ils ne possèdent pas les deux tiers nécessaires pour valider un projet de loi. Le fonctionnement de l'Assemblée constituante devait être modifié sur ce point capital, mais la majorité des sénateurs s'y opposaient et avaient prévenu Morales qu'ils continueraient à bloquer les travaux du Sénat aussi longtemps qu'il n'aurait pas abandonné son intention de revenir sur la remise en cause de la majorité des deux

tiers. Qu'en est-il aujourd'hui ? Mystère.

J'ai trouvé quelques infos sur cette question, mais pas la réponse à la question de savoir si la règle des deux tiers a été abrogée ou non. IO 812 page 13 : "*Le 6 août, après dix mois d'existence, la Constituante devait clore ses travaux. Mais aucune loi, aucun article du projet de Constitution n'a été adopté, la minorité de la Constituante - c'est-à-dire les partis de l'oligarchie - ayant réussi à imposer la règle des deux tiers, c'est-à-dire que rien ne pouvait être approuvé sans une majorité des deux tiers. Le gouvernement Morales a accepté cette exigence de l'oligarchie.*"

Une autre institution demeure en place, la Cour nationale électorale qui peut accepter ou rejeter l'organisation d'un référendum décidé par le gouvernement, autrement dit, cette institution qui n'a aucune légitimité a plus de pouvoir que Morales, son gouvernement et l'Assemblée constituante réunis ! IO n°12 page 13 "*le tribunal électoral bolivien s'oppose aux référendums voulus par Morales. La Cour nationale électorale a rejeté lundi l'organisation de référendums convoqués pour le 7 décembre par le président Evo Morales. Le président de ce tribunal, José Luis Exeni, a indiqué dans une conférence de presse que la cour qu'il dirige n'allait « pas approuver ces processus électoraux alors qu'il existe des obstacles d'ordre légal » (AFP).*". Aucun commentaire pour expliquer d'où sort cette institution et quels sont ses pouvoirs.

Je me demandais si l'Assemblée constituante qui siège dans la capitale La Paz, disposait de relais dans chaque région, district ou ville, j'avais cru comprendre que non, j'en ai trouvé apparemment la confirmation IO 812 page 13 : "*Le moment n'est-il pas venu de constituer des assemblées populaires, des assemblées qui s'adressent à la Constituante pour dire : assez de consensus avec l'oligarchie !*", ou encore dans le n°815 datant du 11 octobre 2007, page 14 : La motion de La Chispa présentée au sommet de la COB : "*Nous appelons à commencer à préparer des assemblées populaires pour exiger du gouvernement l'accomplissement de l'Agenda d'octobre et pour que la Constituante rompe avec l'oligarchie.* »". Ces assemblées populaires existent-elles aujourd'hui ? Ont-elles un caractère permanent ? Ont-elles été élues sur le modèle de l'Assemblée constituante ? Leurs délégués sont-ils révocables à tout moment ? Autant de questions sans réponse.

Mais le pire réside apparemment dans la nouvelle Constitution que veut faire adopter Morales par référendum. D'après ce que j'ai lu, elle garantirait la propriété privée, l'investissement étranger (les multinationales) et les autonomies départementales réclamées par la droite soutenue par Washington et l'Union européenne. Je ne sais pas non plus si elle remet ou non en cause l'existence des institutions dont nous avons parlées, le Sénat, la Cour nationale électorale, la Cour suprême, etc. qui sont autant de points d'appui pour la réaction et son combat contre Morales et le gouvernement.

En résumé, tout le monde semble focalisé sur les nationalisations et l'opération sécessionnistes organisée par la réaction, mais personne ne se soucie de l'existence des vieilles institutions qu'il faudrait balayer.

Vous me direz que la situation n'est pas simple, bien sûr, elle ne l'est jamais en pareille circonstance ! Morales veut dialoguer avec l'opposition, il hésite à la réprimer, il tergiverse et perd un temps précieux qui exaspère la population, ce qui permet pendant ce temps-là au camp de la réaction de s'organiser et de mener sa guérilla au grand désespoir des travailleurs.

Vous vous dites que le développement de la révolution bolivienne pourrait servir de point d'appui au combat du prolétariat dans tous les pays y compris en France, vous n'y êtes pas, la situation en Bolivie est traitée de la même manière qu'une fermeture de classe dans un village en Corrèze !

Vous vous dites peut-être encore, que la révolution bolivienne témoigne de la vitalité du prolétariat et de sa capacité à trouver une issue à la dictature du capitalisme, et que la révolution socialiste est à l'ordre du jour à l'échelle mondiale, vous n'y êtes pas du tout, les uns et les autres s'accordent pour mettre l'accent sur l'aspect institutionnel et démocratique du processus politique en cours en Bolivie, comme si la bourgeoisie aurait des états d'âme pour accepter la remise en cause de son pouvoir du moment qu'il se déroulerait sous les bons auspices de la démocratie.

Pour écrire ces quelques lignes, j'ai dû consulter 37 articles, j'y ai passé une journée entière sans être satisfait de ce travail. C'est pour vous dire de quelle détermination il faut faire preuve pour arriver à un si maigre résultat. J'imagine sans peine que les militants qui bossent ne disposent pas du temps nécessaire pour faire de telles recherches, lire et relire chaque article, etc.

Aucun d'entre vous ne dispose des informations nécessaires pour porter un jugement sur la valeur d'un article, à moins de disposer d'une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Parfois on détecte au premier coup d'oeil dans quelle direction veut nous orienter un rédacteur, mais on peut facilement se méprendre par manque d'attention.

Le plus contrariant pour ne pas dire le plus pénible, c'est lorsque l'on a à faire à des gens qui pratiquent en permanence le double langage, on ne sait plus sur quel pied dansé, à croire qu'ils font exprès de nous embrouiller pour qu'on ne devienne pas trop intelligent et qu'on n'en arrive pas un jour à pouvoir porter un jugement sur eux.

En attendant, soutenons Morales et son gouvernement en espérant que la mobilisation des masses aura raison de ses hésitations et l'aidera à vaincre le camp des oligarchies qui détiennent toujours le pouvoir en Bolivie. La même orientation vaut pour le Venezuela, mais en faisant toujours preuve de discernement, c'est-à-dire sans s'interdire évidemment de critiquer Chavez qui au

bout du compte n'est pas plus révolutionnaire que pouvait l'être Castro. Comme dirait l'autre, quant à choisir entre l'impérialisme et une dictature militaire d'un côté, et le régime de Morales ou Chavez d'un autre côté, c'est sans état d'âme que l'on soutient ces derniers, ou plutôt que l'on soutient résolument le mouvement des masses qui les a porté au pouvoir et avec lequel ils se confondent jusqu'à un certain point. On ne peut pas modeler l'histoire selon ses désirs, il faut donc la prendre comme elle se présente.

Autre chose. Chercher l'erreur.

Le 13 septembre 2007, le n°811 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 673 abonnés recevraient ce numéro. Le 11 septembre 2008, soit exactement un an plus tard, le n°13 d'*Informations ouvrières* informait ses lecteurs que 7 352 abonnés recevraient ce numéro. Cherchez l'erreur.

Il y a un an, il y avait officiellement environ 6 200 adhérents au PT, et fin juin 2008 il y avait toujours officiellement plus de 10 000 adhérents au POI. Cherchez l'erreur.

Le plus navrant, c'est que parmi les 10 000 adhérents virtuels qui avaient pris une carte pour manifester leur soutien au processus de fondation du POI, ils ne seraient pas plus de 6 200 à avoir pris la carte du POI à la date d'aujourd'hui. Cherchez l'erreur.

J'ai malgré tout de l'estime pour le POI, j'ai ce défaut incurable. Et c'est une torture pour moi de le critiquer comme je le fais quand cela me semble indispensable. Je reviendrai une autre fois sur ce sujet, en attendant je pourrais faire un parallèle avec la vie de tous les jours.

Que voulez-vous, je suis remarié depuis plus de 18 ans et j'aime toujours autant ma première épouse, comme au premier jour. Je sais que ce n'est pas bien, mais je me fous des conventions, je suis fidèle, j'ai la fidélité dans le sang, pas jusqu'à la connerie je vous rassure puisque je ne l'ai pas attendue indéfiniment, tout du moins je l'espère.

Quand on est honnête avec soi-même, on est forcément honnête envers les autres, alors si un jour j'ai reconnu des qualités à des dirigeants, ce n'est pas pour ne plus leur reconnaître un autre jour. Cela vous paraîtra peut-être étrange au regard de ce que je peux écrire sur eux, pas sur tous, mais c'est ainsi.

J'ai une conception de la liberté d'expression qui brise tous les interdits et qui ne connaît pratiquement aucune limite, ce qui peut en dérouter plus d'un et me cause évidemment bien des désagréments au passage, mais je fais avec. Ceux qui ne me comprennent pas ou qui ne me connaissent pas penseront peut-être que je suis incohérent, que je me contredis sans cesse, etc., alors qu'en réalité je dois me débattre en permanence entre ce qu'il faut dire et ne pas dire, tout en sachant très bien qu'il y en aura toujours pour penser que j'en dis trop et d'autres que je n'en dis pas assez, difficile ou impossible de contenter tout le monde. Généralement quand on ne comprend pas quelqu'un, on dit qu'il est con sans chercher plus loin, c'est tellement facile.

On se méprend souvent sur les gens parce qu'on les identifie systématiquement aux idées qu'ils défendent, alors qu'il faudrait toujours ou presque faire la distinction entre les deux et ne pas les confondre.

Je vais vous donner deux exemples. Vous savez que les pécheurs de mon village n'ont pas cessé de me causer des ennuis depuis 8 ans, ils m'ont même menacé de mort à plusieurs reprises. Parfois je les traite de cons parce qu'ils me pourrissent la vie, je ne vais pas me laisser faire, c'est normal. Par contre, à chaque fois qu'ils me demandent de leur rendre un service je suis sincèrement heureux de leur rendre, sans arrière-pensée aucune, ce qui ne les empêchera pas de me faire une saloperie le lendemain, je le sais, mais je n'en tiens pas compte, pour moi cela n'a aucune importance, foncièrement nous sommes pareils, la conscience politique en moins peut-être, mais rien ne justifie que je m'octroie le droit de les juger. Second exemple, quand je pilonne Stentor, c'est parce qu'il a des idées à la con, franchement sous-entendre qu'il vaudrait mieux mourir pour la patrie que pour des industriels en citant Anatole France, on ne pouvait pas lui laisser dire une chose pareille sans réagir, mais à côté de cela, il était déjà au POI si je ne me trompe pas, et il ne dit pas que des grosses conneries, donc je ne peux pas le considérer comme un ennemi, on fait partie quelque part de la même famille, rajouter politique si cela vous fait plaisir, c'est quelque chose que j'ai toujours à l'esprit.

J'ai toujours pensé que l'être humain était moins mauvais qu'il en avait l'air et qu'il était inutile de l'accabler, qu'au contraire il fallait s'appuyer sur son bon côté pour qu'il le développe. Quand j'étais plus jeune, mon ex-compagne me reprochait de me laisser marcher dessus sans réagir, en vieillissant, j'ai pris du poil de la bête et un peu d'assurance, j'ose dire ce que je pense, qu'on ne m'en veuille pas de réaliser ce que l'on souhaite aux autres. Ce n'est pas du déballage ou de la morale à cent balles, à défaut de vous dire ce que je pense de vive voix, je vous l'écris par l'intermédiaire de cet outil de communication génial qu'est Internet. Là aussi, je ne suis pas contre la science ou la technologie, tout en critiquant certaines applications malheureuses ou qui ne sont pas tombées dans de bonnes mains.

J'allais oublié de vous dire que mon pote m'a répondu, je lui avais dit de réfléchir encore et de peser le pour et le contre concernant une adhésion éventuelle au POI, voici un extrait : "*Je me suis dit réfléchissons pendant quelques heures ! mais sans y croire, et ensuite cela a été : non ! ce n'est pas possible*", il faut dire que je lui avais écrit une tartine, plusieurs pages. Pour

lui : "*depuis la création du POI le journal et le parti sont bien pire qu'avant, c'est un point de vue, il faut le respecter. Je suis assez d'accord sur le POI, moins sur le journal, même si un intellectuel qui essaie de faire de l'esprit en se mettant au niveau d'un ouvrier tombe souvent dans le travers de la caricature, on a l'impression qu'il s'adresse à des demeurés ou des simples d'esprit et cela se sent. Ils ne savent toujours pas ce que devrait être un journal écrit en partie par des ouvriers pour des ouvriers. Il pose deux questions et m'adresse ensuite des éloges que je ne mérite pas vraiment : "Existe il encore un véritable parti ouvrier? est-ce encore possible? Comme je te l'ai déjà dit tu fais avec le site aussi bien pour la conscience de classe du mouvement ouvrier qu'eux tous réunis", c'est beaucoup trop pour un seul homme, souviens-toi camarade de ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, la tactique et la stratégie du parti, sa ligne politique doivent être élaborées collectivement, car personne ne possède aujourd'hui toutes les qualités réunies pour être capable d'en formuler qui soient correctes dans tous les domaines d'action, et qui soient satisfaisantes pour le plus grand nombre possible. A la limite je serais un simple aiguillon qui pose pas mal de questions et qui cherche à y répondre sans préjuger du résultat.*

Ce camarade a pesé le pour et le contre, je n'ai pas à le faire à sa place. Je devrais même saluer sa décision puisqu'elle correspond à ses idées, c'est peut-être le meilleur moyen de les faire évoluer au lieu de lui conseiller d'en changer, c'est bien la raison pour laquelle je m'en passe bien, chacun est libre de mettre ce qu'il veut dans le plateau du pour et dans celui du contre, seule une analyse minutieuse de leurs contenus peut le faire évoluer, et là personne ne peut le faire à sa place. Je me contente de faire ma propre analyse de ses arguments, disons en parallèle, on n'est pas en concurrence ou en compétition, je ne veux pas le déranger ou l'heurter, c'est bien que chacun dise ce qu'il pense.

D'ailleurs c'est bien simple, on ne se dit jamais que l'un ou l'autre à tort ou raison, notre matériau, ce sont les faits et non ce que chacun pense des faits, sinon on est mal barré. Cela revient à passer en revue des hypothèses. La politique est un champ de bataille, mais entre nous, c'est la fraternité qui domine.

Mon pote est trop gentil avec moi, car en attendant, si j'avais voulu le convaincre d'adhérer au POI, je n'y suis pas arrivé, cela montre que je n'ai pas davantage de qualités que lui, sinon je serais peut-être arrivé à le convaincre, mais je répète que je n'en ai jamais eu l'intention, j'ai employé cet exemple pour cette démonstration seulement. Tant qu'il n'adhèrera pas au PS, on sera pote ! Cela va le faire marrer.

On ne le dit pas assez souvent, mais la réflexion agit sur notre mode d'action ou constitue à elle seule un mode d'action, elle nous amène à prendre des décisions, à s'engager dans une direction, elle semble suivre un chemin tout tracé ou partir dans une direction que l'on n'avait pas forcément entrevue auparavant...

On apprend à jauger les choses et les êtres à leur juste valeur en sachant très bien que cette valeur varie d'un individu à l'autre forcément, puisque nous n'avons pas vécu exactement la même chose. Si l'on arrivait à répéter les droits que nous pouvons revendiquer comme valeur commune, nous aurions déjà fait une bonne partie du chemin, sans avoir à nous occuper de la manière dont chacun conduit sa vie.

On peut te raconter la guerre, tant que tu ne l'auras pas vécu toi-même, vous ne parlerez pas exactement de la même chose, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'on ne pourra pas se comprendre jusqu'à un certain point, c'est cette limite qu'il faut sans cesse essayer de reculer pour gagner d'avantage de liberté pour mieux se comprendre.

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, vous connaissez cela par coeur.

J'arrête mon bavardage il m'a emmené jusqu'à 0h40. Alors bonjour ou bonsoir.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Le 17 septembre 2008

J'ai actualisé la rubrique *Défense du marxisme* dans la page d'accueil du site. Je vais préparer un document dans lequel figurera les différents extraits que j'ai retenus de *La social-démocratie allemande* afin que les militants puissent retrouver facilement les arguments qui peuvent leur servir pour combattre la politique des dirigeants du POI. J'actualiserai ensuite ce document régulièrement, il vous suffira de remplacer l'ancien par le nouveau.

Hier soir je n'ai lu que 26 pages. C'est passionnant et tellement d'actualité sur bien des sujets que l'on s'arrête presque à chaque paragraphe pour réfléchir.

J'ai encore toutes ces pages en tête, et je me dis que si déjà aux alentours de 1870 il était déjà impensable selon Marx et Engels de réunir dans le même parti des militants ouvriers et des petits-bourgeois, la fondation de la SFIO en 1905 s'inscrivait en totale contradiction avec les conclusions et les enseignements que Marx et Engels avaient tiré du développement de la lutte

des classes, qui plus est le PT ou le POI un siècle plus tard. Si vous cherchez encore où leurs dirigeants ont rompu avec le marxisme, vous avez là une partie de la réponse.

Et Lénine ne s'y était pas trompé lorsqu'il s'engagea dans la construction du parti bolchevik à partir d'une simple fraction dans le POSDR, pas seulement en suivant les enseignements de Marx et Engels mais aussi par expérience, il avait compris qu'il fallait absolument construire un parti qui serait distinct de tous les autres, un parti qui serait lié à la classe ouvrière et qui n'admettrait aucun compromis sur le programme ou les principes sous prétexte d'y gagner des petits ou grands bourgeois, car il y en avait évidemment au parti bolchevik, pour atteindre son objectif, la prise du pouvoir.

Lénine est resté fidèle au marxisme. Souvenez-vous que Marx et Engels avait indiqué au moment de la Commune de Paris que le prolétariat devrait disposer d'un parti différent de tous les autres, qu'en quelque sorte son salut en dépendrait. Je crois que ce passage figure dans *La guerre civile en France 1871*, je l'avais fait figurer dans le site il y a quelque temps.

Que nous révèle aujourd'hui la gigantesque crise du capitalisme qui se profile à l'horizon et dont nous commençons seulement à entrevoir les conséquences à l'échelle mondiale ? Qu'il n'est pas possible de tergiverser sur la question de savoir si l'on doit en finir ou non avec le capitalisme. Soit on le conserve, soit on passe au socialisme. Il n'y a pas de demi-mesures possibles et les étapes intermédiaires pour peu qu'elles nous seront imposées par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale - puisque le socialisme ne peut triompher qu'à cette échelle, ne peuvent pas ou ne doivent surtout pas constituer un objectif.

Le prolétariat doit prendre conscience de l'objectif final de son combat pour pouvoir gérer au mieux l'époque transitoire qu'il devra forcément traverser avec tous les pièges qu'elle comportera. On ne peut se diriger correctement vers un objectif et traverser les moments difficiles qu'à condition d'être toujours orienté dans la bonne direction ; par exemple, comme l'explorateur qui muni d'une boussole est capable à tout moment de faire le point par rapport au nord (magnétique).

Autre chose.

J'essaierai demain d'actualiser les infos en bref. Je me demande si je ne perds pas mon temps avec cette rubrique, j'y passe un temps dingue.

Ils sont dingues ! En voilà une bonne nouvelle.

Borloo a confirmé la naissance d'une taxe "*pique-nique*" de 0,9 euro sur les couverts et assiettes en plastique ou en carton non recyclable qui sera destinée à financer les produits du même type mais recyclables. Il n'y aura pas dans ce cas de "*bonus*" correspondant sur d'autres produits.

Autrement dit cette taxe ira directement dans la poche des industriels qui produiront ces marchandises recyclables, il doit sans doute en exister dans l'entourage de Sarkozy.

Le principe consiste à taxer les produits néfastes à l'environnement et à accorder des primes à l'achat des produits "*vertueux*", selon Reuters. (source : Reuters 15.09)

La ministre de l'Economie a dit très sérieusement sur Europe 1 : "*on va dans cette direction pour orienter les comportements*", rendant les consommateurs donc vous et moi responsables de la détérioration de notre environnement. C'est aussi le créneau des écologistes de merde à qui l'on doit déjà la taxe sur les billets d'avion.

Et ce n'est pas fini, certains prédisent que la liste des produits pourraient s'étendre au lave-linge, lave-vaisselle, téléviseurs, peintures, piles ou accumulateurs, ainsi que l'intégralité des produits pour l'automobile, les détergents et produits de vaisselle, bref des marchandises pour lesquelles il n'existe pas forcément l'équivalent recyclable dans tous les points de vente.

Encore un cadeau aux patrons. On se demande qu'est-ce qu'ils pourraient bien taxer la prochaine fois ? Les aliments pour chien pour financer le salaire des agents municipaux qui sont spécialisés dans le ramassage des croûtes ? Les fers à chaussures qui détériorent le revêtement des trottoirs ? Mieux, les vieux et les vieilles qui se déplacent difficilement et qui sont des dangers publics numéro 1 - pas seulement pour l'équilibre des comptes de la Sécu, qui par leur présence intempestive dans les rues entraînent un ralentissement inacceptable de la circulation, donc celui des entreprises, de la productivité, du capital ? Bordel, le sacro-saint capital, il faut lui tordre le cou !

Si après l'annonce de cette taxe le gouvernement n'est pas complètement discrédité, on aura plus qu'à se mettre une balle dans la tête !

Un sondage commandé par l'Élysée.

C'est sans doute dans cette perspective que l'institut BVA qui a pour actionnaires Rotchild et Bolloré, vient de sortir un sondage pour le moins surprenant, je cite une dépêche de l'agence Reuters du 16 septembre à propos de Sarkozy :

"Les jugements favorables progressent en effet de 24 points à 86% parmi les personnes ayant voté pour le candidat UMP en mai 2007, et sa cote a par ailleurs progressé de 17 points parmi les ouvriers et de 12 parmi les employés."

"La cote de popularité du chef de l'Etat monte à 47% contre 35% dans la précédente enquête en juillet, tandis que la part de mécontents descend de 60% à 48%."

"Le Premier ministre François Fillon connaît, pour sa part, son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à Matignon avec 55% de bonnes opinions contre 43% en juillet." (source : Reuters 16.09)

Bref, plus les prix montent et moins tu as de fric, plus tu soutiendrais ceux qui sont responsables de cette situation parce que tu es aussi dingue qu'eux !

J'ai le pif quand même parfois. Il n'y a pas si longtemps j'ai écrit qu'il était étonnant que les instituts de sondage publient des chiffres très défavorables au gouvernement, alors que personne ne leur en demandait autant. Je m'étais dit qu'il y avait un lézard quelque part, je les soupçonnais d'agir ainsi pour ensuite vanter la remontée spectaculaire de Sarkozy lorsque tout irait plus mal ou qu'il serait sur le point de nous asséner encore un mauvais coup. J'avais senti la manipulation, on y est.

Le 18 septembre 2008

Je passe décidément trop de temps sur les infos en bref, je vais donc complètement revoir cette rubrique. Si des camarades m'aidaient on pourrait avoir un site plus complet et plus attractif, tant pis.

Je vais me recentrer sur les causeries à partir de l'actualité et de lectures des marxistes. Et vais continuer à pilonner la direction du POI, pour dénoncer et combattre son double langage et ses liens avec la bourgeoisie. Tiens à ce propos.

Lors de la venue du pape en France, j'avais reçu un appel de la Libre Pensée. Je l'ai boycotté volontairement, car dans ce texte il était rappelé les liens avec la bourgeoisie : *" Elle anime aussi une association d'Elus locaux et un intergroupe parlementaire."*, et plus loin : *" Sous l'égide de l'Union Internationale Humaniste et Laïque (IHEU) qui regroupe plus d'une centaine d'associations laïques dans quarante pays et qui a une représentation permanente à l'ONU, l'UNESCO, au Conseil de l'Europe, la Fédération nationale de la Libre Pensée avec une trentaine d'associations des différents continents (...)"*, bref la Libre Pensée qui n'est qu'un appendice du POI entretient des relations permanentes avec des partis bourgeois à l'Assemblée nationale, ainsi qu'avec l'ONU et le Conseil de l'Europe, ce qui est totalement inacceptable pour des militants se réclamant du trotskisme ou du mouvement ouvrier.

Lors du discours qui clôturait le meeting en question, Christian Eyschen (POI-CCI) a cru bon de s'adresser aux "amis, citoyens, compagnons et camarades", les compagnons étant ses amis franc-maçons comme lui, les camarades étant évidemment relayés à la queue, comme dans les tracts du POI après leurs chers élus et les bureaucrates de FO.

Certains camarades, des intellectuels principalement, des profs, je tiens à le préciser, m'ont reprocher mes excès de langage envers les dirigeants. Selon eux, ainsi je me discréditerais aux yeux des militants, alors que mes arguments ne manquent pas d'intérêt. J'ai relevé dans une vingtaine de pages de *La social-démocratie allemande* quelques expressions savoureuses employées par Engels et Marx pour parler des dirigeants du POSD d'Allemagne :

"une vieille barbe philistine, fils naturel de l'Empereur d'Allemagne, le petit bourgeois pansu, le radoteur sentimental qui, avec son argent, s'est acheté sa place dans le parti ; ces gaillards, théoriquement nuls et pratiquement inutilisables, veulent abâtardir le socialisme (qu'ils veulent arranger à leur goût d'après des recettes universitaires) et surtout émasculer le parti social-démocrate ; ils veulent éclairer les ouvriers de leurs lumières ; ils cherchent à rendre le parti respectable aux yeux du philistin ; Ce sont de misérables radoteurs contre-révolutionnaires ; Il n'y trouva que le seul Engels, qui lui fit comprendre quel abîme profond il y avait entre nous et lui ; un article reptilien sur le libraire Schäffle. Jamais on a publié quelque chose d'aussi blâmable pour le parti ; gangrenés par le philistinisme; ces ânes ; affreusement naïf ; bourriques; chiffe ; la honte est d'autant plus grande pour ces gaillards ! ; crétinisme parlementaire ; tous les éléments pourris ou vaniteux peuvent sans contrainte occuper l'avant-scène du parti". Je ne sais plus si c'est Bernstein qui a dit d'Engels qu'il était le plus grossier des sociaux-démocrates

Quand on lit et relit ce que Marx et Engels pensaient des dirigeants, on est pris instantanément d'un malaise, on se demande si l'on rêve ou quoi, on se demande même comment ils pouvaient être dans le même parti ou collaborer aux mêmes publications, et pourtant camarades, le parti ouvrier social-démocrate allemand, tout comme celui de Russie, puis le parti bolchevik de Lénine, étaient mille fois plus démocratiques que tous les partis que nous avons connus en France depuis plus de 70 ans.

Alors oui assurément cela pose un certain nombre de questions, par exemple, pourquoi sur un simple désaccord théorique ou politique des milliers de militants, des cadres ou des dirigeants révolutionnaires expérimentés, sincères et honnêtes ont-ils été exclus ou conduits à démissionner de leur parti par Lambert et sa clique ? Parce qu'il n'a jamais été à la hauteur d'un Marx ou d'un Lénine direz-vous, assurément ils n'en possédaient apparemment aucune des qualités nécessaires pour diriger un parti, dans le cas contraire ils n'auraient pas eu besoin d'avoir recours à des méthodes aussi pourries que condamnables.

En dehors de quelques exceptions, je me dis après coup que j'avais raison de penser et que rien ne justifiait politiquement la dispersion de nos forces, que seuls des dirigeants faibles et opportunistes pouvaient avoir à faire à des mesures despotiques pour rester à la direction de leur parti, au nom de la démocratie, du respect des statuts, du centralisme démocratique, qu'ils n'ont cessé de fouler aux pieds en vérité.

Tous les camarades des différents groupes issus du PCI ou du PT devraient aujourd'hui militer dans le même parti, et les milliers de militants qui sont passés par ces partis devraient y avoir leur place, je le répète encore, à l'exception de quelques-uns qui se prenaient pour ce qu'ils ne sont pas, qui voulaient virer la direction du PCI ou du PT sans pour autant posséder les qualités indispensables pour diriger un parti.

Marx et Engels ont dû se coltiner pendant des années les Dühring, Bernstein et Cie, et Lénine a dû supporter la présence de Staline et bien d'autres parasites dans le parti...

L'histoire leur a donné raison, c'est la leçon essentielle que je retiens, car personne n'a pu enterrer les enseignements du marxisme, et pourtant les Dühring, Staline et consorts n'ont pas manqué d'alliés dans le monde au sein de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier pour déformer, dévoyer, avilir, piétiner le marxisme et ses auteurs, lui et leur imputer les pires saloperies, réaliser les pires crimes en son nom et leurs noms...

Si Marx, Engels ou Lénine, ajoutons Trotsky qui dira dans les années 30 qu'il fallait bien faire avec les militants que l'on avait sous la main, même si ce n'était pas l'idéal, s'ils avaient dû se séparer de tous les militants et dirigeants qui n'étaient pas d'accord avec eux sur tout ou partie de leur conception de la lutte de classe, ils se seraient retrouvés tout seuls ! Ils auraient été de talentueux penseurs, des théoriciens hors pairs, des génies isolés et coupés du monde ou incapables d'agir pour le transformer... Ils étaient de toute évidence au-dessus des conceptions misérables de nos dirigeants.

Heureusement pour nous, ils furent tout sauf d'affreux dogmatiques ou sectaires. Ils ne craignaient pas la controverse, mieux, ils provoquaient la polémique pour que leurs contradicteurs s'expliquent et se dévoilent, ils admettaient la critique, l'erreur, ils avaient acquis un tel degré d'honnêteté intellectuelle qu'ils n'hésitaient pas à aborder en face les questions les plus ardues à résoudre sans préjuger du résultat, parce que par dessus tout, ils se savaient faillibles comme tous les hommes pour les avoir étudiés sous tous les angles et cultivaient une modestie qui à ce jour demeure inclassable et le meilleur exemple à suivre...

On se prend au jeu inconsciemment à vouloir toujours avoir raison, alors que la question la plus importante est avant tout de comprendre les choses et les êtres. On confond si facilement les deux qu'on ne se rend plus compte de son erreur. Chacun possède sa vérité, rien de plus absurde en réalité. On s'enfoncé dans son erreur, pire on arrive même à en tirer des avantages, dès lors on devient inséparables. On apprend cela en étudiant la psychanalyse. Il n'y a pas que les héroïnomanes ou les alcooliques qui vivent dans un état de dépendance permanent, cela concerne tous ceux qui sont incapables de se remettre en cause de fond en comble aussi souvent que nécessaire.

Regardez sur le plan politique, sans avoir besoin de jumelles ou d'un microscope, au premier coup d'oeil on s'aperçoit que le pouvoir politique et économique repose sur la Constitution et les institutions, ce sont les piliers du régime politique et du capitalisme. Personne ne veut engager actuellement le combat contre eux, c'est apparemment devenu tabou.

Ces piliers de l'Etat ont pour vocation de maintenir l'équilibre existant dans les rapports entre les différentes classes sociales au profit de la classe dominante, la bourgeoisie. Les remettre en cause ne peut se faire qu'au profit d'une seule classe, celle dont les intérêts fondamentaux sont irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie, au profit de la seule classe indépendante de par la place qu'elle occupe dans le procès de production, la classe ouvrière. Donc une politique qui serait orientée résolument contre les institutions, s'adresserait en principe en priorité à la classe ouvrière, plus généralement à toutes les couches de la société qui sont exploitées. Revenons à la fin du paragraphe précédent et posons-nous une question : pourquoi aucun parti ouvrier ne veut engager le combat contre les institutions et plus particulièrement contre la constitution de la Ve République ? Je formule une réponse : parce que les dirigeants de tous les partis pensent que la classe ouvrière n'est pas capable de mener cette tâche à bien, donc ils estiment que cette politique n'est pas à l'ordre du jour, vaut mieux en pondre une autre édulcorée qui soit à la portée des intellectuels, des élus ou une élite de syndicalistes "*déjà formés*" comme disait Engels en se moquant d'eux, il voulait dire évidemment déformés, c'est valable pour le POI et le NPA évidemment, rien ne les distingue sur ce plan-là.

On pourrait discuter longtemps sur la nature de ces partis, cela ferait encore un sujet de désaccord supplémentaire, un de plus. On peut critiquer la politique de ces partis, mais cela ne nous avance pas à grand chose si on ne va pas jusqu'au bout de notre analyse. L'élément qui me semble le plus important dans leur politique, c'est que justement elle ne s'inscrit dans

aucune perspective politique sous prétexte qu'aucune issue n'existe aujourd'hui. Leur politique se résume à un catalogue de revendications économiques ou sociales qui ne permet pas de saisir le lien entre la situation économique et sociale d'un côté, et les institutions de l'autre. Ils appellent à la lutte, à l'unité, à la mobilisation sur des revendications immédiates à satisfaire, etc., ils en restent à l'aspect alimentaire de la lutte de classe et ne s'aventurent pas au-delà. Or c'est seulement en faisant le lien dont je viens de parler qu'il est possible d'aider la conscience de classe du prolétariat à progresser. Ce n'est apparemment pas l'objectif de ce parti.

En dernière analyse, c'est parce que les dirigeants de ces partis n'ont pas pour objectif de construire un parti pour prendre le pouvoir qu'ils négligent la conscience de classe du prolétariat. Ils sont obnubilés par les résultats immédiats de la lutte des classes et oublient totalement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui passe par la construction du parti, pas de n'importe quelle manière, mais à partir de la prise de conscience politique de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme. Un parti ouvrier petit-bourgeois leur convient parfaitement.

Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de contradiction à combattre par exemple pour le Smic à 1.500 euros net tout de suite et en finir avec le gouvernement et les institutions, je suis d'accord avec vous, mais pour les dirigeants il ne faut pas tout mélanger, ils vous diront sans doute que les travailleurs seront d'accord pour se mobiliser pour les salaires pas pour foutre dehors Sarkozy, qu'ils n'en sont pas encore là, etc. Eux ils sont axés sur la masse des travailleurs, et comme la masse est actuellement moins mûre sur le plan politique, ils trouvent là un bon prétexte pour évacuer toute perspective politique. Si leur véritable objectif politique était de construire un parti révolutionnaire, ils s'appuieraient sur les couches les plus déterminées du prolétariat qui certes ne couvrent pas la majorité des masses, mais au moins en leur proposant une perspective révolutionnaire, ils pourraient recruter en leur sein sur des bases saines et solides.

Je ne sais pas si j'ai été clair. On en a rien à foutre d'être 300 ou 500.000 à une manifestation si au bout du compte on ne construit pas le parti ou si on le construit sur des bases pourries. Vaut mieux être 10.000 et recruter 20 ou 50 nouveaux combattants sur des bases politiques saines, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'illusionner sur leur niveau politique. Vaut mieux recruter 20 travailleurs qui veulent changer la société et foutre dehors Sarkozy que 200 syndicalistes qui pleurnichent pour conserver leurs statuts ou se rendent en délégations chez Sarkozy, ceux-là on n'en veut pas dans le parti, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas discuter avec eux, sans perdre son temps non plus. J'ai l'impression de rester fidèle à Marx et Engels en écrivant ces lignes, je peux me tromper aussi.

Le 20 septembre 2008

J'ai mis en ligne un document du CCI-T qui sera très utile aux militants pour comprendre la crise actuelle que traverse le capitalisme.

Tant qu'il s'agit d'aborder des questions économiques on peut facilement tomber d'accord, mais dès qu'on aborde les questions politiques, là cela devient plus difficile de s'entendre. Ce serait bien que chacun s'emploie non pas seulement à tenter de démontrer le bien-fondé de ses positions, mais aussi de démontrer en quoi les autres seraient erronées. Par exemple, j'ai lu quelque part une analyse sur la Georgie où le principe de l'auto-détermination des peuples était avancée pour aboutir à la conclusion que tous les peuples du Caucase devraient pouvoir se prononcer librement sur leur appartenance ou non à la Russie, et sur leur volonté de fonder une nation. L'idée est intéressante et généreuse et renvoie au principe que défendaient les marxistes au début du XXe siècle. Nous n'en sommes plus là, beaucoup de choses se sont passées depuis.

Questions : ce principe est-il toujours valable dans les termes où il était posé à cette époque ? Faut-il le prendre à la lettre ou en conserver l'esprit pour tenter de le rendre dans la pratique en tenant compte des transformations qui ont eu lieu dans la société et le monde ? Qu'est-ce qui définit un peuple qui revendique la souveraineté ? Sur quel principe s'appuie l'auto-détermination des peuples ? Si vous cherchez la réponse à ces questions dans les sites que j'ai consultés ce matin, vous ne les trouverez pas. Dès lors, comment pourrait-on tomber d'accord sur une position ou une autre ? Impossible, sauf à s'en remettre au dernier qui a parlé ou à celui qui semble le mieux renseigné sur la question, or cela ne prouve absolument rien. La preuve, c'est que les mêmes qui en appellent à l'auto-détermination des Ossètes du Nord et du Sud réunis dans une même nation indépendante, n'appliquent pas le même principe lorsqu'il s'agit des Tibétains par exemple, pourquoi, on n'en saura rien.

On ne peut pas être pris au sérieux ni rallier la majorité des militants sur une position en procédant de la sorte, heureusement on a envie d'ajouter. Ces camarades partent de bonnes intentions évidemment, donc il ne faut pas les blâmer, mais il me semble indispensable de corriger la méthode. Il m'arrive évidemment de commettre la même erreur sur certaines questions que je n'ai malheureusement pas pu étudier à fond, je ne vois pas comment seul je pourrais aborder à fond l'actualité politique sans même en discuter avec d'autres militants, ce qui n'est pas le cas des camarades dont je parle.

Autre sujet. Edvige.

Vous connaissez Stic, Cristina, Périclès, FAR (fichier alphabétique de renseignements), FPNE (fichier des personnes nées à l'étranger), HADOPI (à venir), autant de fichiers de police ou de gendarmerie à la disposition des RG.

La nouveauté avec Edvige, c'est le fichage des jeunes à partir de 13 ans, la criminalisation de la jeunesse. La délinquance et la violence des jeunes va de pair avec la paupérisation croissante du prolétariat et l'aggravation des injustices et des inégalités dans la société. L'audace de ces jeunes qui d'une certaine manière refusent la société telle qu'elle est, témoigne de leur maturité précoce à la combattre pour peu qu'on leur en donne les moyens, ce qui n'est évident pas le cas, d'où les dérives qui les conduisent devant la justice.

Une partie de la jeunesse est littéralement sacrifiée sur l'autel du capitalisme qui n'est même plus capable de lui offrir un avenir d'esclave, car même l'esclave a un minimum de besoins à satisfaire, et quand il ne produit pas encore du profit, il coûte, son entretien coûte trop cher à cette société, comme nos vieux qui vivraient trop longtemps tout en étant livrés à l'oisiveté, une idée insupportable pour les capitalistes. Tout ce qui n'est pas rentable doit périr, telle est sa devise. Marche ou crève. Quand tu es jeune et pauvre, tu n'as pas conscience de vivre dans une société aussi pourrie, ton insouciance prend vite le dessus et tu fais de grosses conneries qui se paient comptant.

Sarkozy entend renforcer l'arsenal judiciaire et répressif déjà existant pour interdire à quiconque de remettre en cause l'ordre établi et cela dès l'enfance, pour que plus tard habitués à obéir au doigt et à l'oeil (ou à la matraque, au taser) l'idée de se rebeller ne nous vienne pas à l'esprit. C'est peine perdue d'avance ! Même après 30 ans de guerre et d'occupation, les Afghans refusent de se soumettre.

J'ai lu quelque part une critique envers la manifestation qui doit avoir lieu aujourd'hui contre la guerre en Afghanistan à Paris, et vous savez pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas lieu le jour du vote à l'Assemblée nationale de la poursuite ou non de l'engagement de l'armée impériale de Sarkonapoléon 1er en Afghanistan (le 22 septembre), et parce que cette manifestation se déroulera ailleurs que devant l'Assemblée nationale.

C'est grave docteur, on peut le regretter, mais dans la mesure où elle est appelée par un collectif de partis, syndicats et associations qui dépasse la cinquantaine, la moindre des choses auraient dû être d'y participer au lieu de faire preuve d'un sectarisme nauséabond. Ce genre de détails en dit plus long sur les intentions politiques réelles de ces responsables politiques que bien des discours devenus franchement une perte de temps.

Le 22 septembre 2008

Deux dépêches (extraits) de presse sur les manifs du 20 septembre contre la guerre en Afghanistan.

PARIS, 20 sept 2008 (AFP) - Une dizaine de manifestations se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France pour demander le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la paix et à deux jours d'un vote au Parlement sur cette présence.

A Paris, 3.000 personnes selon les organisateurs - 2.000 selon la police - ont défilé de la place de la République à la place de Clichy, dont le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot, le sénateur PS de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, ou la députée Verts de Paris, Martine Billard, a dit à l'AFP Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP). Pour M. Aounit, "l'urgence aujourd'hui est de sortir de cette logique de guerre qui représente un véritable bourbier, une irakisation de l'Afghanistan".

A Marseille, 500 à 600 personnes selon la police ont également défilé. A Lyon, 80 personnes se sont rassemblées place des Terreaux et ont distribué des tracts aux passants. Une centaine de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caen.

Des rassemblements ont également eu lieu à Strasbourg (une cinquantaine de personnes), à Mulhouse (une trentaine de personnes) ou encore à Angers (une cinquantaine), selon la police. Le Parlement est appelé à voter lundi sur le maintien des forces armées françaises en Afghanistan, un mois après l'embuscade dans laquelle dix soldats français ont été tués et 21 autres blessés le 18 août dans l'est du pays.

Manifestations en Europe contre la guerre en Afghanistan

AP | 20.09.2008 | 20:38 Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne contre la présence de troupes de ces pays en Afghanistan.

Selon la police allemande, les manifestants étaient 5.000 à Berlin et autant à Stuttgart à défilé à l'appel d'un collectif de 250 organisations pacifistes. Leur slogan: "Donnez une chance à la paix, les troupes hors d'Afghanistan".

Dans le même temps, 2.000 personnes, selon la police, ont défilé à Paris pour réclamer le retrait des 2.600 militaires français déployés en Afghanistan.

A Manchester, dans le nord de l'Angleterre, où s'est ouvert samedi le congrès annuel du Parti travailliste du Premier ministre Gordon Brown, plusieurs milliers de protestataires ont eux aussi dénoncé la présence de soldats britanniques au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), la force de l'OTAN en Afghanistan.

Emmenés par la coalition "Stop the War" (arrêtez la guerre), les manifestants étaient au nombre de 5.000 selon les organisateurs, 2.500 selon la police. Parmi eux figuraient des membres de l'organisation des Familles de militaires contre la guerre.

On ne peut pas dire que ces manifestations aient été un succès. Pire, elles n'ont même pas réuni le nombre de militants qu'affichent les différentes formations politiques. Cela donne une idée de leur déliquescence. Certains vont penser que je tape encore sur les partis, mais ils le méritent amplement. Ils sont plus actifs et savent mobiliser leurs militants quand il s'agit d'élections, simple constatation qui vaut pour tous les partis. Passons, c'est tellement navrant.

Quelques passages commentés de **La sociale-démocratie allemande** pour se mettre de bonne humeur en ce début de semaine.

Engels écrivait : "*Madame Lafargue traduit en ce moment - enfin - le Manifeste en bon français.*", il s'agit du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels publié en 1848. Et vous savez à quelle date remonte cette remarque ironique d'Engels ? A 1885, 37 ans plus tard ! A croire que les intellectuels français gagner au socialisme n'étaient pas très pressés de faire connaître aux ouvriers la pensée et la méthode de Marx et Engels. Ils présentent aujourd'hui les mêmes défauts.

J'ai relevé ce passage intéressant à la page 73 de *La sociale-démocratie allemande* :

"Organiser la destruction de l'industrie allemande sous prétexte de la protéger - les socialistes allemands ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Monsieur Bismarck agit pour le socialisme comme s'il était payé par eux pour le faire ?"

On pourrait le transposer ainsi : "Organiser la destruction de l'industrie française sous prétexte de la protéger - les socialistes français ont-ils donc tort de répéter depuis des années que Messieurs Chirac et Sarkozy agissent pour le socialisme comme s'ils étaient payés par eux pour le faire ?" Le seul problème et il est de taille, c'est qu'il n'y a pas de socialistes français pour le dire, pire, ils disent et pensent exactement le contraire !

La différence entre les socialistes allemands de cette époque et les dirigeants français actuels qui se réclament du socialisme, c'est que Marx, Engels, Bebel, etc. menaient leur combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et que par conséquent ils avaient confiance en sa capacité à lever les obstacles pour atteindre cet objectif, alors que les socialistes français ont abandonné ce combat parce qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Tous ceux qui ont abandonné ce combat ont prétendu un jour ou l'autre plus ou moins ouvertement que si cet objectif n'avait finalement pas été atteint, c'était de la faute des ouvriers ou à pas de chance, alors qu'en réalité, cette faute incombait aux dirigeants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas été à la hauteur des tâches qu'ils devaient accomplir quand ils ne les avaient pas trahis, ce qu'ils n'étaient évidemment pas prêts à reconnaître.

Vous vous direz peut-être que Marx et Engels auraient dû figurer dans le même panier de crabes. Pensez-vous vraiment qu'à eux seuls (en exil) ils auraient pu remédier à l'incurie politique qui habitait la social-démocratie de l'époque et inverser le cours de l'histoire mondiale ? C'est comme si l'on soutenait que Lénine avait finalement failli parce qu'il n'avait pas pu empêcher Staline de détruire le parti bolchevik, en réalité, il n'y aurait pas eu Staline que le résultat aurait été sensiblement le même, car au-delà du pouvoir qu'avaient pu concentrer entre leurs mains quelques dirigeants comme Marx ou Lénine, la situation dans son ensemble concourait à aboutir à ce résultat sans que rien ne soit jouer d'avance évidemment. On peut admirer l'oeuvre de Marx et Engels et l'étudier sans tomber dans le culte de la personnalité qui contribuerait à en saper les enseignements et déservirait notre cause.

Ce qui est effrayant à notre époque, c'est le monolithisme de la pensée qui habite les intellectuels de tous les partis. La couardise y cotoie l'hypocrisie et le mensonge en permanence au point qu'on se demande de quoi ils sont vraiment faits. On en vient à penser que le jour où certains réagiront face à une catastrophe annoncée, il sera forcément trop tard, mais là encore, en réagissant ils pourront encore se donner bonne conscience en se posant en innocentes victimes d'un système qui les dépasse, concession tardive qui ne leur coûtera rien et servira uniquement à masquer leur propre ignorance et leur fausse modestie.

Je me régale en lisant les marxistes parce qu'ils n'hésitent pas à mettre les pieds dans le plat et à provoquer les philistins petits-bourgeois. On peut ne pas être d'accord avec cette méthode qui a prouvé son efficacité, personnellement elle me semble plus digne que celle qui consiste à se taire pour finalement laisser aller les choses dans tous les sens. Je vais vous donner un exemple significatif, l'attitude d'Engels envers W.Liebknecht.

J'ai confondu dans la précipitation Wilhelm Liebknecht avec son fils Karl Liebknecht, autant pour moi, avec mes excuses. Du coup j'ai dû modifier la présentation des citations qui suit.

W.Liebknecht a causé énormément de tort à la social-démocratie allemande et particulièrement à Engels et Bebel. Brièvement, il avait la fâcheuse habitude d'avoir le cul entre deux chaises et en temps de paix à pencher pour l'aile droite du parti dont notamment sa représentation parlementaire, ce qui obligea Engels à combattre ses positions. Mais dans le même temps, comme Engels le connaissait bien, il savait qu'au moment décisif Liebknecht se rangerait du côté de la fraction prolétarienne du parti, ce qui fut effectivement le cas (tout du moins jusqu'en 1895). La polémique ou la critique n'empêche pas la fraternité entre camarades et se situe à l'opposé du sectarisme que l'éclectisme actuel ne suffit pas à camoufler.

Engels ne ménagea pas Liebknecht pendant toutes ces années tout en lui reconnaissant des qualités indiscutables, il le pilonna à l'artillerie lourde quand il le jugea nécessaire, à faire frémir de trouille nos dirigeants actuels, si Engels les voyaient il dirait sans doute qui n'ont rien dans la culotte. Voici quelques extraits du même ouvrage qui décoiffent, et n'allez pas imaginer qu'il ne disait ce qu'il pensait uniquement dans sa correspondance, ce serait très mal connaître Engels, vous pouvez d'ailleurs le vérifier en lisant cet ouvrage si vous en avez le temps.

"Toute cette salade nous la devons surtout à Liebknecht et à sa manie de favoriser les écrivassiers de merde cultivés et les personnages occupant des positions bourgeoises, grâce à quoi on peut faire l'important vis-à-vis du philistin. Il est incapable de résister à un littérateur et à un marchand qui font les yeux doux au socialisme. Or ce sont là précisément en Allemagne les gens les plus dangereux, et depuis 1845 Marx et moi nous n'avons cessé de les combattre. A peine leur ouvre-t-on la porte du parti qu'ils s'y engouffrent et se mettent en avant - et l'on est obligé d'arrondir sans cesse les angles, parce que leur point de vue petit-bourgeois entre à tout moment en conflit avec le radicalisme des masses prolétariennes ou parce qu'ils veulent falsifier les positions de classe.

Malgré tout, je reste persuadé que Liebknecht, lorsqu'il devra vraiment se décider, se rangera à nos côtés et il affirmera par-dessus le marché qu'il n'a jamais dit cela et que nous l'avons empêché de foncer plus tôt dans le tas. Cependant, c'est une bonne chose qu'il ait reçu une petite leçon." (Engels à A. Bebel, 22 juin 1885.)

"Voilà que Liebknecht passe très hardiment au premier plan : la série écrite en prison, la lecture du Capital à moitié oublié et la prise de conscience toujours plus claire d'être assis entre deux chaises, tout cela semble avoir eu un effet très utile. J'en suis très content - pourvu que cela dure. Au moment décisif, il se trouvera certainement du bon côté, mais jusqu'à ce qu'on en vienne là, il nous occasionnera les pires tourments avec ses tendances à se dissimuler les difficultés - ce qu'il tient pour de la diplomatie, domaine dans lequel il nous dépasse tous de très loin.

Ce que tu dis de Liebknecht, c'est ce que tu penses sans doute depuis longtemps déjà. Nous le connaissons depuis de longues années. Pour vivre, il a absolument besoin d'être populaire. Il doit donc jouer au conciliateur et arrondir les angles, afin de repousser la crise. Avec cela, c'est un optimiste par nature, et il voit tout en rose. C'est ce qui explique qu'il reste aussi vert. C'est la raison principale de sa popularité, mais c'est en même temps son mauvais côté. Tant que je correspondais uniquement avec lui, il ne me communiquait que ce qui correspondait à sa vision en rose et nous taisait tout ce qui était désagréable; lorsque nous le poussions dans ses retranchements, il disait tout simplement ce qui lui passait par la tête, de sorte que nous ragions en nous disant qu'il nous croyait assez bêtes pour nous laisser prendre à de tels trucs ! (...)

Avec toutes ces précieuses qualités, Liebknecht est un maître d'école né. S'il arrive qu'un ouvrier dise « Me » au lieu de « Moi » au Reichstag ou prononce une voyelle latine courte comme si elle était longue et que les bourgeois en rient, alors il est au désespoir. C'est pourquoi il veut avoir des gens « instruits » comme le mou Viereck qui nous a plus discrédité avec un seul de ses discours au Reichstag que 2 000 faux « moi » n'eussent pu le faire. En outre, il ne sait pas attendre. Il recherche avant tout le succès immédiat, même s'il doit sacrifier pour cela un avantage futur bien supérieur. C'est ce que vous apprendrez en Amérique, lorsque vous ferez le voyage après Fritzsche et Viereck. Y envoyer ces gaillards là était une faute aussi énorme que l'unité précipitée avec les Lassalléens, qui se serait produite toute seule six mois après, lorsque toute la bande eût été désagrégée et les misérables chefs écartés. Tu vois, je parle avec toi en toute confiance, de manière parfaitement directe. Mais je crois aussi que tu ferais bien d'opposer une résistance ferme aux doux propos avec lesquels Liebknecht essaie de te gagner. C'est alors qu'il cédera." (Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.)

Engels savait faire la part des choses indiscutablement. Liebknecht avait commis des erreurs monumentales à répétition, mais pour Engels ses qualités primaient sur ses défauts, qui n'en a pas ? L'intérêt supérieur du parti passait en premier, c'est la leçon que je tire de cette expérience, il y en a plus d'un qui devrait en prendre de la graine parmi nos dirigeants, pour d'autres il est déjà trop tard !

On pourrait se quitter aujourd'hui sur une question en rapport avec ce que vous venez de lire : d'après vous, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire serait-elle due uniquement à la pression exercée par l'idéologie dominante ou serait-elle due également aux dirigeants qui n'ont pas trouvé d'autres moyens pour conserver leur position au sein de l'appareil de leur parti que d'exclure ou pousser à la démission tous les militants, cadres ou dirigeants qui ne pensaient pas exactement comme eux ? Je pencherai pour dire les deux à la fois, mais chacun est libre d'en penser ce qu'il veut au regard des faits.

Le 23 septembre 2008

Suite à un courriel que j'ai reçu, j'ai dû rectifier la présentation des citations d'Engels qui figuraient dans la causerie d'hier, avec mes excuses.

La suite de la lecture de *La social-démocratie allemande*.

Je ne suis qu'un pauvre diable qui se démène pour essayer de faire avancer les choses, de déblayer le terrain comme l'on dit sur des questions qui font débats et sans avoir jamais lu auparavant l'extrait qui suit, je me dis après coup que j'avais raison de ne pas me prétendre marxiste et de me moquer de ceux qui se collent volontiers cette étiquette.

" *Ces messieurs font tous du marxisme, mais de la sorte que vous avez connue en France il y a dix ans et dont Marx disait : « Tout ce que je sais c'est que je ne suis pas marxiste, moi ! » Et probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces.* " (Engels à P. Lafargue, 27 août 1890)

L'auteur du courriel que j'ai reçu m'a écrit : " *Un peu de sérieux tout de même ! Vous vous ridiculisez.* ". Il n'y a que les gens qui manquent singulièrement de modestie pour s'affliger ce genre de châtement, qui comme chacun sait n'est pas fatal !

Un très bref extrait en rapport avec l'actualité en France.

La nouvelle mouture du décret sur le fichier Edvige prévoit la possibilité de fichier les personnes "dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique", il peut donc s'appliquer dès aujourd'hui aux militants et aux partis ouvriers qui combattent (théoriquement) pour renverser l'ordre établi. Le gouvernement actuel serait-il l'appendice d'un régime policier ?

Engels précisait dans la préface à « *Karl Marx devant les jurés de Cologne* », rédigée le 1er juillet 1885, à propos de la prétention de dépouiller la social-démocratie de son caractère révolutionnaire : " *Je veux faire abstraction de l'idée monstrueuse qui prétend qu'en exprimant simplement une opinion on puisse se placer hors de la légalité. Cela relève du pur État policier.* ". Nous n'en sommes pas loin d'après les nombreux témoignages rapportés chaque mois par les auteurs du *Bulletin "Résistons ensemble contre les violences policières"* disponible dans le journal du groupe CRI.

Ce n'est pas encore un Etat policier proprement dit, disons que la potentialité du régime bonapartiste à le devenir se précise avec le flic-président aux commandes. Et pour bien montrer que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Morin-Kouchner n'en avait rien à faire de l'opinion de la majorité de la population, ils ont décidé dans la foulée d'envoyer une centaine de soldats supplémentaires en Afghanistan "dans quelques semaines" a précisé Fillon hier devant l'Assemblée nationale, ainsi que des drones - des aéronefs sans pilote -, des hélicoptères Caracal et Gazelle, des moyens d'écoute et des mortiers supplémentaires. (source : Reuters 22.09)

La propagande hypocrite de l'Etat en faveur des travailleurs et la provocation délibérée font partie de l'artillerie du bonapartisme.

Pour justifier cette mission "légitime" en Afghanistan, Fillon ne s'est pas embarrassé outre mesure, il a repris à la lettre le discours de Bush : " *Les Français doivent savoir que nous ne sommes nullement en guerre avec le peuple afghan, mais que nos troupes peuvent être engagées ou impliquées dans des opérations de guerre.* ". Il a ajouté " *Elles sont sur place pour assurer notre sécurité collective en faisant en sorte que l'Afghanistan ne redevienne pas le sanctuaire du terrorisme international.* ".

En réalité le gouvernement et son parlement croupion n'ont aucune légitimité dans le pays, mais qui osera le dire ? Personne à ce jour. Heureusement que le ridicule n'est pas mortel !

Autre chose.

Pour finir un extrait d'un courriel que j'ai adressé ce matin à un camarade.

On a entendu beaucoup de choses sur les causes de l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Dans les grands pays comme l'Inde, le marché mondial n'a pas vraiment d'emprise sur les prix de ces produits, par contre avec la mousson qui a été particulièrement violente cette année, une partie des récoltes ont été ravagées, du coup, les prix flambent littéralement, en quelques semaines, les prix ont été multipliés par 3 ou 4, tu imagines, le kilo de tomates est passé de 3 à 18 roupies par exemple, c'est dingue, c'est bien simple, hier il n'y avait pas un légume à moins de 20 roupies le kilo, les haricots étaient montés à 35. De mon côté, j'ai déjà tellement réduit mes dépenses que je ne peux pas descendre en dessous, sauf

à bouffer du riz tous les jours et m'affaiblir. Ma seule marge de manoeuvre, c'est les cigarettes et l'alcool, quand il n'y a plus de bière, j'attends quelques jours avant de racheter 3 petites bouteilles, une bouteille me fait 2 ou 3 jours. Et un connard m'a encore traité par mail de "*bobo planqué*", pauvre con !

Un dernier mot, le dollar a baissé brutalement et le pétrole a monté tout aussi brutalement depuis lundi, comme quoi la crise est loin d'être terminée... J'essaie de comprendre quelles vont être les conséquences des 1.000 milliards de dollars injectés dans les banques par le gouvernement américain. Ils vont servir à boucher quelques trous, mais cela ne sera pas suffisant. L'autre jour j'ai lu que les créances douteuses américaines qui étaient dispersées dans des banques en Europe et en Asie se montaient à 5.000 milliards de dollars. Je n'ai pas pu vérifier cette information, mais si elle était exacte, cela signifierait que toutes les banques centrales en Europe et en Asie devraient adopter un plan de sauvetage comparable à celui des Etats-Unis mais à un niveau encore plus élevé. Donc à suivre.

Ce qui est sûr, c'est que les 1.000 milliards de dollars en question n'iront pas dans la poche des américains qui sont déjà surendettés, le secrétaire au Trésor américain l'a répété, donc s'ils ne sont pas plus solvables demain qu'hier, on se demande comment ils vont pouvoir continuer de payer leur crédit alors que les prix ne cessent d'augmenter et que les salaires sont quasiment bloqués.

De plus cette somme gigantesque n'est pas destinée au développement de la production industrielle ou pour la soutenir, les entreprises sont déjà endettées jusqu'au cou, au mieux et au pire, elle permettra à des entreprises de contracter de nouveaux prêts qui s'ajouteront à ceux qu'elles ne peuvent déjà plus rembourser ou difficilement, donc à terme, elles se retrouveront le dos au mur dans la même situation que les banques aujourd'hui.

Cette argent ne va pas contribuer à combler l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive (qui repose sur des profits futurs tout à fait hypothétiques), ce n'est pas sa vocation, mais au contraire elle va l'accroître, ce qui va faire peser une pression supplémentaire sur les industriels qui n'auront pas d'autres solutions que d'essayer de gagner de nouvelles parts de marché, et en attendant, de s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, comprimer les salaires et procéder à des licenciements en masse. Et bien entendu quand un ouvrier osera demander une augmentation de salaire, le patron profitera de la situation que je viens de décrire pour lui répondre que ce n'est pas possible, qu'il doit choisir entre garder son emploi ou une augmentation de salaire avec à la clé le chômage, du chantage quoi.

On va assister aussi à de nouvelles fusions-acquisitions qui permettront de gagner en productivité notamment en réduisant la masse salariale. Par exemple, on vient d'apprendre que le premier opérateur télécoms belge, Belgacom, affiche sa volonté de dépenser quatre à cinq milliards d'euros en cas de bonne opportunité à l'étranger. (source : *La Tribune* 21.09)

L'impérialisme a plus d'un tour dans son sac à malices pour tromper les travailleurs, sa dernière trouvaille vaut son pesant d'or : la Réserve fédérale a autorisé les deux dernières grandes banques d'investissement du pays, Goldman Sachs et Morgan Stanley, à changer de statut pour devenir des holdings, a indiqué la Fed dimanche soir. Elles vont pouvoir créer des banques de type commercial, lesquelles pourront recevoir des dépôts. La dépêche précisait : "*Les deux banques d'investissement y gagneront en solidité en accroissant leurs ressources. Elles pourront aussi bénéficier de prêts relais à court terme de la Réserve fédérale de New York a précisé la Fed.*" Les Américains pourront donc disposer de comptes courants pour déposer leur revenus et leurs économies pour ceux qui en ont dans ces banques, les entreprises également, ce qui leur fera un fond déroulement gratis avec lequel elles pourront spéculer et obtenir des crédits qu'un jour ou l'autre elles ne pourront plus rembourser, et tous leurs clients seront ruinés avec elles ! C'est en tout cas ainsi que j'interprète cette nouvelle. (source : AP 21.09)

La seule réponse, c'est l'expropriation sans rachat et sans condition des capitalistes, la liquidation de la bourse et la prise de contrôle des banques et des assurances, etc., là où se trouve le fric, le nerf de la guerre. Le système conduit à la faillite, donc il faut réorganiser l'économie sur d'autres bases, la propriété collective des moyens de production qui garantira à chacun un vrai travail, un vrai salaire et la satisfaction des besoins de la population dans tous les domaines... Pourquoi aller chercher des formules à la con, faire compliquer quand les choses sont finalement si simples à comprendre et à mettre en oeuvre, non ?

Le problème, c'est que ceux qui tiennent plus ou moins ce genre de discours ne sont pas crédibles ou sont inaudibles. Admettons que ce n'est pas forcément de leur faute, ne soyons pas médisant, essayons d'être positif. On passe souvent à côté des choses les plus simples, c'est pour cette raison que je me pose beaucoup de questions. Les gens sont incapables d'entrevoir la société autrement, tant que cela durera, les plus beaux discours n'auront aucun effet. Il faut les travailler au corps, en profondeur, partir de la base, c'est peut-être ingrat et long, mais indispensable pour avancer. Il faut attaquer bille en tête. Il faut briser d'emblée l'idée selon laquelle le joug sous lequel nous ployons serait éternel, indestructible ou invincible, un don de dieu ou de la fatalité.

L'ouvrier développe un sentiment d'infériorité qui s'étend jusqu'à l'impuissance. Il a l'habitude d'être commandé dans la vie quotidienne, surtout au boulot, tout semble le dépasser, il semble fait pour obéir de sa naissance jusqu'à sa mort. Quand il se met en colère, il s'en veut ensuite de s'être laissé emporter, il s'excuse parce qu'il n'a pas un mauvais fond même s'il est souvent rustre, je suis aussi passé par là donc je sais de quoi je parle et mon père l'a été jusqu'à son dernier souffle le malheureux. Il est maladroit par ignorance, la société le culpabilise et lui tape sur la gueule pour le rappeler à l'ordre, le vieil ordre bourgeois

en vigueur. Il faut l'aider à se décomplexer, à prendre confiance en lui pour qu'il progresse. C'est ainsi que personnellement je suis sorti de cet état d'hébétude humiliant dans lequel je suis resté trop longtemps et dont je porterai les stigmates jusqu'à la fin de ma vie. Ce n'est pas toujours facile de regarder les choses en face. Qui ose dire comme les marxistes que les masses sont parfois réactionnaires ? Personne, parce que l'on craint d'être incompris et de passer soi-même pour un vulgaire réactionnaire. Voilà une attitude aussi désuète que stupide et c'est loin d'être la seule.

La pire des choses serait de se décourager ou d'accabler les travailleurs et les militants qui restent sourds à notre discours. Il n'y a pas de fatalité, voilà ce qu'il faut se dire une bonne fois pour toute. Ce que l'on a réussi à comprendre et le bout de chemin que l'on a réussi à parcourir n'importe quel travailleur ou jeune sera un jour capable de faire de même à sa façon. Et s'il n'y parvient pas, c'est uniquement parce qu'il aura manqué de temps ou d'opportunités voilà tout, mais cela ne remettra pas en cause notre conception du monde, nos convictions ou nos principes. Dans le cas contraire, on finirait par haïr la terre entière et se détester soi-même, ce qui ne résoudrait aucun problème, ce serait pire encore.

Je crois avoir compris ce que Marx disait quand il affirmait qu'il n'était pas marxiste lui-même : il possédait le génie de maîtriser le matérialisme dialectique et historique, mais il savait mieux que personne que c'était un combat permanent pour le maîtriser davantage encore, et que ce combat il devrait le livrer jusqu'à son dernier souffle. Nous sommes des "puces" à côté.

Le 27 septembre 2008

Les pitreries larmoyantes et lamentables de Bush et Sarkozy font la une de l'actualité des médias qui voudraient bien se rassurer face à la gigantesque crise qui secoue violemment tout l'édifice capitaliste, mais ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : le capitalisme est ce qu'il est et il n'existe aucun remède miracle pour le sauver de la débâcle, sauf à compter que les travailleurs accepteront indéfiniment d'être pris pour des naïfs par une bande de voyous et supporteront sans broncher les conséquences dramatiques de la survie d'un système économique à bout de souffle.

L'heure n'est pas à exiger un hypothétique "plan de relance", mais de lier l'incapacité du capitalisme à satisfaire nos revendications au regard des centaines de milliards qu'ils ont verser généreusement aux banques pour permettre à la machine déjà gripper de ne pas s'arrêter totalement, à la question du combat politique pour le liquider.

La faillite du capitalisme pose immédiatement la question du pouvoir politique, des moyens à mettre en oeuvre pour balayer le vieux monde pourri, c'est-à-dire le regroupement de la classe et la construction du parti, mais pas sur n'importe quelle base. Seule une perspective résolument révolutionnaire peut répondre à cette question. Toute tentative de s'en tenir à une politique à caractère trade-unioniste serait qualifiée à juste titre de contre-révolutionnaire, et constituerait une trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat.

Il n'est pas question de mettre nos revendications dans notre poche sous prétexte de cette crise, au contraire, on doit exiger qu'elles soient satisfaites immédiatement puisque les banquiers ont pu bénéficier de milliards d'euros. Et comme ces revendications sont évidemment incompatibles avec le maintien en place du gouvernement et des institutions de la Ve République, il faut le chasser et les abolir.

C'est sur cette ligne que le combat doit s'engager pour que l'avant-garde se renforce tout en proposant une perspective politique aux masses qui leur ouvre une issue.

Je rajouterai un mot plus tard si j'en trouve le temps.

Bon week-end à tous en attendant.

Complément.(18h50 en Inde)

Dans l'édition du *Monde* paru hier, il y avait un article intéressant qui rappelait que le premier krach boursier se produisit à Londres et remontait à 1721. le rédacteur de cette article, Ludovic Desmedt qui est chercheur au Laboratoire d'économie et gestion, maître de conférences à l'université de Bourgogne, précisait que " *des tentatives de régulation furent votées (les Bubble Acts), qui eurent pour effet de diriger les investissements britanniques vers des perspectives moins aventureuses, avant que de futurs krachs ne réapparaissent.*"

Donc ce qui arrive 287 ans plus tard confirme ce que nous savions depuis longtemps, et que l'on ne vienne pas nous raconter d'histoires : il est impossible de contrôler ou de réguler le capitalisme comme l'affirme sans vraiment trop y croire les économistes et les médias depuis un an, depuis qu'a éclaté la dernière crise en date, celle des subprimes aux Etats-Unis.

A travers quelques dépêches que j'ai parcourues rapidement, j'ai cru comprendre que les discours de Bush et Sarkozy comme

ceux des dirigeants de la planète qui sont intervenus ces derniers jours sur le même sujet, étaient notamment axés sur la nécessité de mieux réguler les marchés financiers, une véritable imposture un peu grosse à faire avaler à la population. Ils en ont appelé à la moralisation des différents acteurs qui interviennent sur les places financières.

Si on prend à la lettre leur discours et qu'on se demande s'il est possible ou non de moraliser le capitalisme, on aura tout faux, c'est un piège qui nous est tendu pour que s'affrontent ceux qui pensent que c'est possible à travers la mise en place de certains mécanismes et ceux qui pensent le contraire. Comme ils ne parviendront jamais à se départager, ils demeureront divisés ce qui fera l'affaire des dirigeants de ce monde à défaut de mieux.

Ce subterfuge sert uniquement en réalité à éviter que la population se pose la seule véritable question qui mérite d'être posée : si la propriété privée des moyens de production peut se justifier sur le plan juridique et constitutionnel, de la même manière que l'immense richesse dont dispose une poignée de nantis à travers le monde (voir le texte mise en ligne aujourd'hui *Sur le capitalisme*), sur le plan de la morale justement, absolument rien ne peut justifier l'exploitation, les formidables inégalités et les injustices qui existent dans tous les pays...

Ils peuvent parler autant qu'ils voudront de la nécessité de moraliser le capitalisme, ils auront beau retourner la question dans tous les sens, il n'existera jamais aucun moyen permettant de justifier sur le plan morale l'immense richesse accaparée par les uns pendant que la multitude croule sous la misère, c'est tout simplement impossible, sauf à s'en remettre à la religion chrétienne qui justifie l'existence de la souffrance humaine pour racheter tous les péchés de l'espèce humaine, ce serait même paraît-il un don du ciel, donc réjouissons-nous du malheur qui nous accable, remercions ceux qui en sont responsables ici bas, comme quoi le capitalisme a du bon !

Pas tout à fait dans le même registre mais pas loin, disons sur un plan complémentaire du précédent sujet, l'institut CSA a sorti un sondage bidon mercredi dans lequel il ressort que 82% des personnes interrogées seraient favorables à des négociations entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux sur le thème des "réformes" nécessaires à entreprendre pour sauver "le modèle social français".(source : AP 24.09)

Comme il n'y a rien à négocier avec le gouvernement sauf à accepter la détérioration de nos conditions de vie et de travail pour se plier aux exigences du capitalisme en proie à une crise sans précédent depuis 1929, il est toujours utile de faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient servir encore à autre chose, histoire de légitimer au passage le programme ultra réactionnaire de Sarkozy.

Autre chose.

Vous avez vu que j'ai mis en ligne deux articles du POI sur la crise du capitalisme, tout simplement parce que je les trouvais corrects et qu'il aurait été dommage que les camarades n'en profitent pas. Plusieurs articles sur la Bolivie vont dans le même sens que celui de la LOR-QI, je les mettrais en ligne demain si j'ai le temps.

En attendant, avec la tournure que prend l'aggravation des contradictions du capitalisme, le fossé entre la situation actuelle et la ligne politique du POI ne cesse de se creuser. Ils se réjouissent de la signature d'une pétition demandant le maintien de La Poste service public par 2.000 élus, sur plus de 550.000 au total, faites le calcul, cela donne 0,36%. Je ne veux pas être médisant, je suis dubitatif.

Je comprends que le POI mette en avant la rupture avec l'UE pour au moins deux raisons, la principale, parce qu'il serait impossible de mettre en oeuvre une autre politique dans le cadre de l'UE, cela ne fait aucun doute évidemment, la secondaire, parce qu'elle constitue la ligne de démarcation entre ceux qui combattent réellement le capitalisme et ceux qui le soutiennent (la LCR et le PCF), ce qui est exact aussi.

Mais on pourrait faire exactement la même démonstration à partir du combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République : il sera impossible d'envisager la satisfaction de nos revendications tant que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aura pas été chassé et tant que les institutions n'auront pas été abolies d'une part, d'autre part, il est évident aussi que ni le PCF et ni la LCR n'entendent mener le combat sur cette ligne politique, donc la ligne de démarcation est là aussi nette et sans bavure.

L'avantage de la position que je défends, c'est qu'elle pose directement la question du pouvoir politique en remettant en cause les institutions existantes, donc elle constitue un premier pas déterminant qui permet ensuite d'envisager immédiatement la transition avec la nécessité de se doter d'un organisme de pouvoir indépendant de la bourgeoisie, qu'on l'appelle comme on voudra, peu importe à cette étape. Je n'essaie pas d'avoir raison absolument, j'explique simplement comment j'en suis arrivé à formuler cette position et pourquoi je la défends loyalement.

L'autre avantage non négligeable de cette ligne politique, c'est qu'elle ne laisse place à aucune illusion sur l'avenir des institutions de la Ve République, elles doivent être liquidées, mieux leur liquidation est la condition préalable à la poursuite du processus révolutionnaire engagé dans les meilleures conditions pour vaincre, dans le cas contraire, c'est la porte ouverte à l'aventure.

Formuler le vœu de respecter la démocratie ou de la rétablir en souhaitant qu'elle soit l'expression directe de la majorité de la population, l'intention est louable et généreuse, mais c'est ne pas compter avec les conditions politiques qui permettront à la réaction de prendre le temps de s'organiser tranquillement pour dresser des obstacles afin d'empêcher que ce processus soit mené à son terme. Alors que si un gouvernement révolutionnaire issu du ou des partis combattants pour la victoire du socialisme décide par décret de retirer le tapis sous les pieds de la réaction pour l'empêcher de s'accrocher aux oripeaux des vieilles institutions, qui osera dire ensuite que le gouvernement aurait violé la démocratie puisqu'il aura agi uniquement dans l'intérêt et le respect des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ? Personne, sauf la réactionnaire bien entendu.

J'espère me tromper, mais quand je vois tous les efforts sincères déployés par Morales pour vaincre la résistance farouche de la réaction en signant notamment un contrat d'unité avec la COB, j'applaudis des deux mains et je le soutiens inconditionnellement, mais en laissant intactes les institutions héritées du passé, il ne résoud pas le principal problème politique auquel il est confronté et il prend le risque qu'elles se retournent un jour contre lui pour précipiter sa chute.

Je ne veux pas apparaître non plus comme l'empêcheur de tourner en rond, mais je me pose des questions, dès lors que je constate que des analyses sérieuses passent systématiquement ou presque sous silence le sort des institutions, alors qu'elles occupent une place déterminante dans la situation politique.

Le 28 septembre 2008

J'ai commencé à relire une cinquantaine de dépêches consacrées à la crise actuelle du capitalisme pour ensuite rédiger un nouveau texte. J'ai pensé que l'on pourrait expliquer simplement quelques rudiments de la finance et peut-être revenir sur le contenu des déclarations des grands de ce monde.

On se détend un peu camarades, c'est le week-end. Hier soir le présentateur de la météo sur TV5 Monde Asie nous a livré une info bouleversante : en 2050, à cause de la hausse de la température sévissant dans le sud des Etats-Unis et de la consommation d'eau insuffisante conduisant à une déshydratation chronique, 2 millions d'Américains souffriront de calculs rénaux. Il a été affirmatif, il a employé le mode indicatif et non le conditionnel. Comment peuvent-ils prévoir 42 ans à l'avance quelles seront les conséquences de la survie du capitalisme, s'il existe toujours, à quel niveau les dérèglements climatiques agiront et comment se comportera la population, alors qu'ils n'ont même pas été foutus de prévoir six mois à l'avance quelle ampleur aurait la crise actuelle du capitalisme ?

Fillon n'a pas eu besoin d'une boule de cristal pour prédire que la France ne renouera pas avec l'équilibre budgétaire en 2012, il vaut mieux être prudent par les temps qui courent ! (Reuters 26.09)

Quant à la ministre de l'Economie, elle n'a pas manqué d'assurance pour annoncer "*quelque 10 milliards d'euros d'allègements nets d'impôts*" d'ici à 2012, sans préciser pour qui, mais vous avez déjà deviné. (AFP 27.09)

Très sérieusement, dans un entretien au *Journal du dimanche*, le directeur général du FMI, Strauss-Kahn (PS) a prédit une situation "*difficile*" pour l'Europe et "*parfois plus dure encore*" dans certains pays pauvres. C'est marrant, on s'en serait un peu douté ! (AP 27.09)

Et savez-vous à quoi est suspendu notre destin ? Je vous le donne en mille : "*il faut réformer*" ! Quelle chance qu'il y ait à travers le monde plus de réformistes que de révolutionnaires ! Tout le monde est réformistes de nos jours, c'est à la mode, une mode bien terne et cynique, mais rassurez-vous, elle n'a aucun avenir. (AFP 27.09)

D'ici demain soir j'actualiserai la page des infos en bref en reproduisant de larges extraits des déclarations ou discours des derniers jours, c'est un régal de voir dans quelle merde ils sont tous.

Il y a un truc qui m'est revenu en mémoire dont j'aurais pu vous parler, après avoir évoqué le réformisme, la transition est toute trouvée.

Engels a écrit vers la fin des années 1800 que la classe ouvrière était socialiste en Angleterre. Selon moi, il voulait dire par là qu'elle combattait pour améliorer son sort dans la perspective du socialisme, autrement dit, qu'elle n'avait ni les moyens ni l'intention de rivaliser avec les bourgeois pour leur ressembler, mais que son combat s'inscrivait dans la perspective de la lutte finale pour le pouvoir.

Aujourd'hui en France et dans la plupart des pays, il est impensable de soutenir que la classe ouvrière serait socialiste, elle serait plutôt gagnée par un état d'esprit petit-bourgeois similaire à celui que prêtait Trotsky à la classe ouvrière américaine dans

les années 30.

On pourrait se contenter de cette comparaison et de ce constat, pour en déduire comme le font avec application et persévérance les réformistes qu'il n'y a rien de mieux à faire que de cultiver cet état d'esprit qui est incompatible avec le cours du capitalisme, afin de le mener dans ces derniers retranchements et de liquider les dernières illusions dont il était porteur.

Mais comme d'une crise à l'autre, partant du fait que la conscience des masses n'a pas suffisamment progressé pour pouvoir en comprendre l'origine et entrevoir une issue sur le plan politique, ce qui aurait dû se traduire en principe par la construction d'un parti révolutionnaire, les illusions dans le capitalisme se sont transmises d'une génération à l'autre, pas toujours sous les mêmes déguisements, au point que certains en sont arrivés à penser qu'elles renaissaient même de leurs cendres, alors qu'en réalité elles ne les avaient jamais quittées.

Si la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre s'était avérée correcte, depuis le temps on aurait dû en voir le bout, or elles sont toujours aussi vivaces, il y a donc eu un lézard quelque part. On a identifié les illusions dans le capitalisme avec les illusions des masses dans les partis pourris du mouvement ouvrier, en pensant que c'était parce qu'elles avaient moins d'illusions dans le capitalisme qu'elles penchaient pour ces partis qui prétendent le combattre. Or, rien de pareil ne s'était produit en réalité.

C'est la raison pour laquelle ces illusions dans le capitalisme s'en sont données à cœur joie sous le règne de Mitterrand, au même titre que le réformisme qui s'en trouva regaillard et qui trouva là un terrain favorable pour s'ébattre tranquillement à l'ombre du gouvernement des partis soi-disant ouvriers.

A aucun moment le combat politique n'a été subordonné à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ne parlons pas du combat syndical qui relèvait pour ainsi dire de la trahison permanente tant il était éloigné de cet objectif qu'il avait abandonné bien avant la seconde guerre mondiale.

Le combat politique a été mené dans le but de remplacer un gouvernement par un autre et pas davantage, dans ces conditions il était impossible pour les masses d'en comprendre la signification profonde en admettant qu'il avait pour objectif d'en finir avec le capitalisme.

Le combat pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière n'a jamais été orienté dans la perspective d'abattre le capitalisme. On a privilégié l'action spontanée des masses qui ne pouvait que renforcer leurs illusions dans le capitalisme, au détriment d'un travail de fond qui aurait pu l'amener à s'en détacher progressivement.

En subordonnant le mouvement ouvrier au capitalisme, on en a sapé les bases, ni plus ni moins.

Les analyses conduisant au constat qu'il fallait en finir avec le capitalisme demeuraient du domaine de la théorie, elles n'ont pas été popularisées ou rendues accessibles au plus grand nombre.

Vous allez trouver des tracts qui dénoncent les salaires misérables et qui expliquent que ce sont les méchants patrons qui en sont responsables ou bien le gouvernement. D'autres tracts auront le même contenu en appelant à une action, une manifestation par exemple. Dans les deux cas, l'augmentation des salaires n'est pas incompatible avec la survie du gouvernement en place ou du capitalisme. Maintenant si vous me trouvez un tract qui se termine par la nécessité de chasser Sarkozy, de liquider les institutions et d'exproprier les patrons, donc qui ne situe pas la satisfaction de cette revendication dans le cadre du régime je vous paie un billet aller retour en Inde !

Vous allez me dire que je rêve, que les travailleurs n'en sont pas encore là, vous avez raison donnez-leur un objectif compatible avec ce qu'ils peuvent comprendre et réaliser aujourd'hui, de cette manière leur niveau de conscience n'aura pas progressé d'un millimètre, peut-être que vous aurez une belle manifestation, que vous aurez vendu beaucoup de journaux, que vous aurez récolté de l'argent, mais vous n'aurez pas fait avancer notre affaire pour autant, la preuve le parti n'existe pas ! On se demande vraiment pourquoi et pour qui les marxistes se sont fait chier à l'expliquer en long en large et en travers pendant près d'un siècle.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre d'un gouvernement PS-PCF avec ou sans ministre bourgeois, qu'est-ce qu'on en a à foutre qu'il y ait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, qu'est-ce que cela peut nous foutre que l'unité soit réalisée avec ces partis, j'allais oublier une Assemblée constituante avec tous les partis représentés y compris l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem, le PS et pourquoi pas le FN, les partis nationalistes basques, corses, catalans, bretons, etc., les partis de la réaction sont bien présents dans l'Assemblée constituante en Bolivie ?

La puissance du mouvement révolutionnaire en Bolivie d'après ce que j'ai lu, provient essentiellement du fait qu'il est parti et s'est développé consciemment, il faut le préciser car c'est très important, justement sur la base du rejet du capitalisme (privatisation de l'eau, du gaz, etc.), le rejet de la propriété privée de la terre. Je ne sais pas au juste si Morales s'est engagé à prendre la terre

des latifundiaires pour la distribuer aux paysans sans terre qui deviendront à leur tour des propriétaires terriens ou s'il a décidé de procéder à la collectivisation de la terre et d'accorder un revenu décent à chaque éleveur ou agriculteur qui dépendront d'une coopérative d'Etat où les moyens de production seront mis en commun.

Je voulais m'arrêter là pour aujourd'hui, mais une nouvelle question me vient à l'esprit et si je ne l'aborde pas ici, il s'en trouvera pour dire que je manque de partialité.

Que dites-vous de la campagne du POI pour les renationalisations, n'était-ce pas la même situation en Bolivie, la nationalisation de l'eau ou de la sidérurgie, n'est-ce pas finalement la même démarche ? Certainement pas, le contexte est totalement différent et le contenu aussi.

On peut très bien se passer au quotidien de l'usine du coin qui fabrique de l'acier, y compris du bureau de poste (même si je sais que cela posera des problèmes à nos vieux), par contre on ne peut pas se passer de l'eau qui est indispensable quotidiennement, ni du gaz à un prix raisonnable pour cuisiner et combattre la déforestation... Ensuite, et là c'est peut-être discutable, il ne faut pas confondre une nationalisation réalisée par un Etat bourgeois et une nationalisation mise en oeuvre par un gouvernement socialiste, c'est le point discutable, car rien ne dit que Morales s'engagera totalement dans la voie du socialisme.

Aller vanter le 30 septembre les bienfaits de la renationalisation de la sidérurgie chez Sarkozy, c'est subordonner directement les masses au capitalisme. Pourquoi ? C'est très simple. Dans le cas où la sidérurgie dégagera des bénéfices, ils iront dans la poche de l'Etat qui en fera ce qu'il veut sans que cela profite forcément à la population, l'Etat pourra s'en servir par exemple pour éponger sa dette, autrement dit pour verser des intérêts aux banquiers. Dans le cas où elle dégagera des pertes, on les paiera avec nos impôts. Dans les deux cas dites-moi où il y aurait une avancée sociale ? Nulle part, tout le bénéfice sera pour l'Etat et le gouvernement. Si maintenant la nationalisation sert uniquement à satisfaire les besoins de la population, c'est autre chose, c'est ce que Morales prétend vouloir faire, dans ce cas-là cela va dans le bon sens, on ne peut être que d'accord.

Je continue de penser que les nationalisations (et la création de certains services publics) qui ont été réalisées après la seconde guerre mondiale en France et dans d'autres pays, ainsi que tous les avantages sociaux qui ont été concédés au prolétariat ont eu pour effet de le corrompre, de pourrir le mouvement ouvrier, et il ne pouvait pas en être autrement puisqu'il était dirigé par les staliniens épaulés des réformistes.

On ne peut évidemment pas revenir en arrière hélas ! Mais faire avec ce que l'on a ne doit pas signifier obligatoirement qu'on s'engage à refaire indéfiniment la même erreur.

L'avantage de la position que je défends ici et qui n'est pas forcément bien comprise, c'est que l'on combat contre la remise en cause des "acquis" dans une perspective politique que j'estime être correcte, sans être comptable de la préservation ou non de ces "acquis", ce n'est pas l'essentiel pour moi dans la mesure où je considère qu'ils constituent plutôt un obstacle au combat politique et à la progression de la conscience des masses, en me positionnant ainsi, je respecte le principe selon lequel la tactique doit être subordonnée impérativement à la stratégie.

On l'a déjà évoqué une fois ou deux, mais souvent lorsque l'on n'est pas d'accord, cela révèle que l'on ne part pas des mêmes objectifs, que l'on n'a pas en tête les mêmes choses. J'essaie de toujours avoir deux choses à l'esprit pour m'orienter, la nécessité de construire le parti insaisissable pour vaincre et l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir et l'abolition du capitalisme. Je considère que toutes les questions doivent leur être subordonnées.

Bonne semaine à tous

Le 30 septembre 2008

J'ai bossé pendant 2 jours comme un dingue sur le dernier texte mis en ligne sur la crise actuelle du capitalisme pour le sortir le plus vite possible. J'ai dû me coucher à 3h du matin pour qu'il soit bouclé avant ce soir, il est 15h heures locales et c'est chose faite ! Je vous encourage à la lire évidemment.

Je suis épuisé. Une info en bref tout de même et pas n'importe laquelle.

Dans un rapport cocoté par une mission parlementaire présidée par l'UMP Valérie Boyer qui doit être rendu public aujourd'hui, après la taxe dite "*pique-nique*" ils préconisent une taxe "*snacking*" qui consisterait à faire passer de 5,5% à 19,6% la TVA sur les produits gras et sucrés, dans le but de lutter soi-disant contre l'obésité.

Cette mesure éventuelle sur la TVA viserait les produits comme les barres chocolatées, sodas, chips et confiseries que consomment principalement les enfants. Franchement cynique et dégueulasse !

Ce n'est pas fini, ces mesures seraient au nombre de 25 et devrait faire l'objet d'une "*grande cause nationale*". (source : Reuters 28.09)

Il est plus que tant de nous débarrasser de ce vieux monde pourri et ses ordures !

Contact : Tardieu Jean-Claude



télécharger les oeuvres de
Marx, Engels, Lénine,
Trotsky...

affichage 800 x 600

MSIE 7 ou Mozilla

Window XP

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr
